UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

Pol. Sci
S.R

REVUE

DES

SCIENCES POLITIQUES

COULOMMIERS

Imprimerie Paul Brodard.

Pol Sci
S

REVUE
DES
SCIENCES POLITIQUES

Publiée avec la collaboration des professeurs et des anciens élèves de l'École libre des Sciences politiques

PARAISSANT TOUS LES DEUX MOIS

COMITÉ DE RÉDACTION

M. EUGENE D'EICHTHAL, de l'Institut, Directeur de l'École libre des Sciences Politiques;
M. RENÉ STOURM, de l'Institut, ancien Inspecteur des Finances et Administrateur des Contributions indirectes, Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences morales et politiques;
M. AUGUSTE ARNAUNÉ, de l'Institut, Ancien directeur de l'administration des Monnaies, Conseiller maître à la Cour des Comptes;
M. A. RIBOT, de l'Académie française, Sénateur, Ministre des Finances;
M. LOUIS RENAULT, de l'Institut, Professeur à la Faculté de droit de Paris;
M. ROMIEU, Conseiller d'État;
M. ÉMILE BOURGEOIS, Professeur à la Faculté des lettres de Paris;
M. CHRISTIAN SCHEFER;
M. MAURICE CAUDEL, Secrétaire général de l'École libre des Sciences Politiques;
M. CHARLES DUPUIS, Sous-directeur de l'École libre des Sciences Politiques;
M. ACHILLE VIALLATE, ancien Rédacteur en chef des *Annales des Sciences Politiques*,
Professeurs à l'École libre des Sciences Politiques.

RÉDACTEUR EN CHEF :
M. MAURICE ESCOFFIER, Professeur à l'École libre des Sciences Politiques.

TRENTE ET UNIÈME ANNÉE (1916)

XXXV — JANVIER A JUIN 1916

1425.00
3/5/17

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/sciencespolitiqu35pari

LA VALEUR SCIENTIFIQUE ET PRATIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE[1]

I. — **Les difficultés propres aux sciences morales et politiques.** — Les économistes déplorent à toute époque, et plus que jamais à l'heure présente, l'ignorance profonde des expériences du passé et des résultats acquis par leur science que dénotent beaucoup des mesures prises et un bien plus grand nombre de propositions discutées, comme si elles étaient sérieuses, par les pouvoirs publics de tous les pays. Sans méconnaître les dangers terribles de cette ignorance, il faut bien admettre que, comme tout ce qui est, elle doit avoir sa raison d'être, et que la légèreté et les préoccupations électorales n'en sont probablement pas les seules causes. Il est difficile de nier que l'autorité de l'Économie politique soit singulièrement ébranlée, aux yeux de tout homme qui serait disposé à en faire une étude rapide et superficielle, par le défaut d'entente qui persiste sur le sens des mots qu'elle emploie le plus constamment, comme ceux d'*utilité* et de *valeur*, par les désaccords profonds qui ne paraissent pas s'atténuer entre protectionnistes et libre-échangistes, entre partisans et adversaires de l'intervention de l'État, entre individualistes et socialistes, — sans parler des opinions qui n'ont plus de défenseurs, mais qu'ont soutenues autrefois des penseurs éminents, par exemple celle que l'esclavage serait la condition de toute civilisation.

Tant d'obscurités et de controverses ne constituent pas des difficultés propres aux études économiques; il y a là un caractère commun à toutes les sciences morales et politiques. Les principes essentiellement opposés sur lesquels reposaient les grands systèmes édifiés par les philosophes de l'antiquité ont encore, aujourd'hui,

1. M. Colson, qui prépare actuellement une refonte complète de son *Cours d'Économie politique*, a bien voulu détacher de son manuscrit, pour les lecteurs de la *Revue des Sciences politiques*, les pages qui suivent. Nous lui en adressons ici nos plus vifs remerciements. (N. D. L. R.)

chacun leurs défenseurs. L'histoire elle-même, qui prétend trouver des fondements solides dans l'étude critique des documents, arrive rarement à mettre fin à toute discussion sur l'importance de tel ou tel élément dans la marche d'une civilisation ou, simplement, sur le rôle joué par tel individu, ou par telle tendance dans un événement récent.

Cette persistance des controverses n'ébranle pas seulement la confiance des politiciens intéressés à se libérer de tout scrupule théorique; elle fait naître, dans les esprits habitués à l'étude des sciences mathématiques ou physiques, des doutes singulièrement graves sur le caractère scientifique de cette partie des connaissances humaines. Il est vrai que, dans toutes les sciences, il y a des points controversés; des découvertes nouvelles viennent constamment rectifier ou compléter les notions antérieures, parfois même renverser les hypothèses au moyen desquelles on expliquait les phénomènes connus. Mais, dans les sciences exactes ou expérimentales, à côté des points douteux, sur lesquels la science est en voie de formation, il existe une quantité de résultats acquis, dont il ne viendrait à personne l'idée de contester la certitude. Dans les controverses mêmes, on sait presque toujours exactement sur quoi porte la difficulté et par quels moyens on peut chercher à la résoudre.

Dans les sciences morales, il n'en est pas de même ou, du moins, à côté des vérités incontestées, les questions controversées restent très nombreuses et, sur beaucoup d'entre elles, il ne semble nullement qu'on s'achemine méthodiquement vers un accord. En Économie politique, particulièrement, l'enseignement classique est attaqué constamment avec une extrême violence et garde cependant de nombreux défenseurs. C'est pourquoi Renan appelait les sciences dont fait partie celle qu'il cultivait lui-même « de petites sciences conjecturales ». Certains écrivains ont pu nier, avec quelque apparence de raison, que ces prétendues sciences fussent des sciences véritables et les considérer seulement comme des branches spéciales de la littérature, plus ou moins documentées; M. Thiers appelait même l'Économie politique « la plus ennuyeuse des littératures ».

Pour se rendre compte de ce qu'il y a de fondé ou d'excessif dans ces appréciations, il faut tout d'abord rappeler la place qu'occupe,

dans l'ensemble des sciences, le groupe auquel appartient la science économique.

Quand on cherche à classer les sciences dans l'ordre de complexité croissante, qui est aussi celui de leur développement chronologique, on met en tête les *mathématiques*, auxquelles on réserve souvent le nom de *sciences exactes*. En effet, partant de définitions dont le choix est arbitraire, pourvu qu'il ne renferme rien de contradictoire, elles en déduisent des conséquences dont la certitude est incontestable, pourvu qu'il n'y ait aucune faute dans l'enchaînement des raisonnements qui y conduisent. On arrive à suivre ces raisonnements sans erreur et sans confusion, malgré leur complexité, grâce à l'emploi de signes et de formules spéciales. Seulement, leurs conclusions ne nous aident à connaître le monde où nous vivons que si les définitions initiales ont quelque rapport avec les données de l'expérience.

Viennent ensuite les sciences *physico-chimiques*, qui étudient les phénomènes de la nature inanimée. On les appelle sciences *expérimentales*, parce qu'elles arrivent à établir des liens d'antécédent à conséquent entre ces phénomènes, en les décomposant en éléments divers, dont elles réussissent à isoler les variations dans des expériences de laboratoire; les savants réalisent cet isolement, en rendant aussi constantes que possible toutes les conditions autres que celle qui est. pour le moment, l'objet de leur étude. A mesure que ces sciences progressent, elles font un usage de plus en plus fréquent des mathématiques, pour déduire les conséquences éloignées des lois établies et des hypothèses par lesquelles elles les représentent. Elles contrôlent ou rectifient sans cesse ces lois et ces hypothèses, en vérifiant expérimentalement la conformité des conséquences ainsi déduites avec les faits.

Les sciences *biologiques* étudient les lois de la nature dans les êtres doués de cette propriété, encore mystérieuse, qu'on appelle *la vie*. Leur tendance est d'en ramener les manifestations à des cas particuliers des phénomènes physico-chimiques et elles réussissent, de nos jours, à faire la synthèse chimique des substances organiques; mais elles ne sont pas arrivées, jusqu'ici, à produire de la matière vivante. Elles aussi rentrent aujourd'hui dans les sciences expérimentales, car elles joignent les expériences de laboratoire à l'observation des phénomènes qui se produisent spontanément dans

la nature; mais les connexions qui constituent leur domaine propre ne sont pas encore décomposées en éléments assez simples pour permettre l'emploi des méthodes mathématiques.

Les *sciences morales et politiques* forment une catégorie bien distincte des précédentes, qui se divise en deux grands groupes, comprenant l'un les sciences psychologiques, l'autre les sciences sociologiques.

La *psychologie* a pour objet les phénomènes particuliers qui s'ajoutent, chez certains êtres vivants, aux manifestations de la vie et qui constituent la *pensée*, avec ses formes diverses. Leurs caractères propres et même leur existence ne nous sont connus que par la *conscience* qu'a chacun de nous des phénomènes de cet ordre qui se passent en lui, accompagnée du sentiment profond d'une unité à laquelle il applique cette désignation : *moi*. Sur la nature intime de cette unité, sur son caractère réel ou illusoire, toutes les controverses sont ouvertes; mais il est certain qu'elle est inséparable de la conscience et que celle-ci seule nous permet d'appliquer l'observation directe aux phénomènes psychologiques. Les sens de chaque homme constatent, chez les autres hommes, des manifestations identiques à celles qui accompagnent chez lui la pensée, et il en conclut qu'ils sont doués de consciences assez semblables à la sienne; des manifestations analogues, chez les animaux, lui font supposer que, là aussi, existent les formes inférieures de la vie psychologique. L'observation et l'expérimentation constatent l'existence de certains liens entre les phénomènes de cet ordre et les phénomènes biologiques, sans que rien nous permette, jusqu'ici, d'affirmer qu'on pourra démontrer un jour l'unité foncière des uns et des autres; elles constatent aussi certaines lois dans les successions des phénomènes psychologiques, sans faire entrevoir aucun moyen d'appliquer à leur étude les formules mathématiques.

La *sociologie* étudie les phénomènes qui se rattachent au groupement des hommes en société; l'Économie politique en constitue une branche qui est, avec le Droit, la plus avancée, au point de vue scientifique. Les procédés qu'elle emploie sont : 1° l'observation des faits particuliers, — sans pouvoir y joindre l'expérimentation, car il est impossible d'isoler un groupe social pour essayer sur lui les effets de telle ou telle modification organique, toutes les autres conditions

de son existence restant les mêmes; — 2° le dénombrement des faits, par la statistique; 3° l'examen des phénomènes constatés dans les sociétés très différentes des nôtres, sur lesquelles l'histoire et la géographie nous fournissent quelques données; 4° la déduction appliquée à toute ces données, — sans que l'emploi des méthodes mathématiques ait pu, jusqu'ici, y donner d'autre résultat que d'aider à mieux préciser, d'une part les raisons de croire au déterminisme des phénomènes économiques, d'autre part le sens et la portée de la théorie de la valeur.

Pour se faire une idée nette des sciences sociologiques, il est indispensable de s'arrêter un moment sur la nature même des groupements qui en sont l'objet et sur les deux manières absolument opposées de les envisager.

Des doctrines assez répandues, surtout en Allemagne, prétendent que la société ou les sociétés constituent des entités ayant une sorte d'*existence propre*, en dehors des individus qui les composent. La législation assimile des groupements de genres très divers et l'État lui-même à des personnes, pour les actes de la vie civile. Beaucoup de sociologues nient le caractère fictif de la *personnalité* ainsi reconnue aux associations de toute nature et leur attribuent même une *conscience collective*, qui aurait une certaine analogie avec la conscience des individus.

Prenant les métaphores pour des réalités, ils parlent d'une pensée, d'une volonté propre à ces groupements, pour le compte desquels pensent et agissent leurs administrateurs. Parce que, en fait, au sein d'une assemblée, chaque membre est plus ou moins soumis à l'influence des autres, de sorte que ses idées et ses résolutions en sont modifiées dans une certaine mesure, ils prétendent que l'assemblée possède une espèce d'inspiration propre, distincte de celles de ses membres. Parce qu'une certaine tradition, transmise des uns aux autres, guide les gérants successifs d'une même affaire, ils considèrent leur succession comme apte à enfanter et à suivre des vues ne se confondant nullement avec celles des individus qui la composent. Ce sont là des abstractions et des subtilités dont il importe de se garder. La personnalité civile est une conception ingénieuse, grâce à laquelle beaucoup de relations juridiques sont singulièrement facilitées.

Mais le groupement qui en est investi n'a de commun, avec les personnes réelles, que les caractères juridiques qu'il a reçus de la loi, et, loin de trouver son but en lui-même, il ne sert qu'à réaliser les vues, intéressées ou désintéressées, d'un certain nombre d'individus.

Pour être la plus puissante et la plus étendue des associations, l'État n'acquiert pas plus que les autres une réalité objective, qui permette d'opposer sa conscience ou son intérêt à ceux des associés. L'État n'est qu'un *moyen* de donner une satisfaction plus complète aux besoins des individus; cette satisfaction reste seule le *but* véritable de l'organisation sociale. Le sacrifice des *intérêts propres* de quelques individus peut être justifié par la considération de l'*intérêt général*, c'est-à-dire de l'intérêt de la plupart des autres; souvent même la génération présente se sacrifie aux générations futures, et c'est son honneur. Mais on ne saurait concevoir que les intérêts, présents et futurs, de la masse des citoyens fussent subordonnés à celui de leur réunion, qui constitue l'État, car c'est là une idée contradictoire.

Bien entendu, cela ne veut pas dire que les sentiments patriotiques doivent s'effacer devant les intérêts matériels des particuliers, que l'amour de la cité soit une illusion et que les internationalistes soient fondés à dire : *ubi bene, ibi patria.* Quiconque ne méconnaît pas la place considérable tenue par les besoins d'ordre intellectuel et moral, parmi ceux dont l'Économie politique doit se préoccuper, ne saurait tomber dans une pareille confusion. Le désir passionné d'assurer la prospérité et de sauvegarder l'indépendance de la patrie, dans le culte de laquelle nous sommes unis à tous les descendants des hommes qui ont partagé avec nos ancêtres les triomphes ou les malheurs du passé, de transmettre intact à nos descendants ce trésor de souvenirs, de traditions et de gloires, est un de nos sentiments les plus élevés, devant lequel, à certains moments de crise, tous les autres s'effacent. Si toute la jeunesse française brave aujourd'hui la mort sans hésitations et sans défaillance, c'est pour la liberté de tous les Français, pour la sauvegarde de leur culture et de leur dignité, en même temps que pour celle de leurs intérêts matériels communs. C'est le souci passionné de tout cela que résument les mots *amour de la patrie.* Du fait que ce sentiment a engendré peut-être les plus nobles dévoue-

ments enregistrés par l'histoire, il ne résulte pas que la patrie représente autre chose que l'ensemble des citoyens, présents et futurs, constituant une certaine nation, établie sur un certain territoire. Et si un jour devait venir où de nouvelles fusions, semblables à celles qui ont amené la formation des grands États modernes, auraient effacé toutes les frontières, la nation unique constituée par l'humanité tout entière ne serait encore qu'une association formée entre tous les hommes, pour la satisfaction plus complète de l'ensemble de leurs besoins individuels de toute nature.

Ceux qui dirigent une association de ce genre ne puisent d'ailleurs, dans l'investiture de cet emploi, aucune qualité autre que celles, bonnes ou mauvaises, qui le leur ont fait conférer. L'expérience quotidienne montre combien il faut se faire d'illusions pour leur attribuer cette sorte d'inspiration spéciale, de compétence particulière dans les matières d'intérêt commun, qui répondrait à l'expression de conscience collective.

Quelques partisans de la réalité objective des associations et de l'État vont jusqu'à soutenir que les hommes qu'ils groupent constituent un être collectif, doué d'une unité aussi réelle que celle de l'agglomération de cellules, ayant chacune une vie propre, qui constitue un homme. Mais, en supposant même qu'il n'y ait pas là une exagération prodigieuse, rien ne nous autoriserait à en conclure à l'existence d'une conscience collective. Nous ne prétendons pas nier que chacune des cellules qui nous composent puisse avoir une conscience particulière, pas plus que nous ne nions que chaque homme, ou la terre entière, ou la nébuleuse dont elle fait partie puisse jouer le rôle d'une simple cellule, dans quelque organisme immense, doué d'une conscience très supérieure à la nôtre. Nous sommes prêt à admettre toutes les hypothèses, dans un champ qui échappe à tous nos moyens d'investigation. Ce que nous pouvons affirmer, c'est que la seule conscience que chacun de nous connaisse directement est la sienne, et que les seules consciences avec lesquelles il ait des moyens d'entrer en communication sont celles des autres hommes, ou tout au plus celles des animaux. Ce sont donc les seules dont il ait à tenir compte. L'existence d'autres consciences, cellulaires ou collectives, non seulement n'est pas démontrée, mais n'a même pas, jusqu'ici, les caractères d'une de ces hypothèses scientifiques.

qui rattachent les unes aux autres les lois déjà constatées dans la succession des phénomènes et qui en font découvrir de nouvelles.

Quant à la sociologie organiciste, qui assimile les sociétés à des organismes vivants, dont elle étudierait la biologie et la pathologie, elle ne constitue qu'une suite de métaphores. La comparaison d'un État à un animal dont la capitale serait la tête, les voies de communication les veines et les artères, le réseau télégraphique le système nerveux, peut donner lieu à des rapprochements ingénieux, comme la carte du pays de Tendre a pu être, au temps des précieuses, l'occasion de quelques jolies analyses sentimentales; l'une et l'autre ont une même valeur littéraire et une même portée scientifique.

Certains sociologues veulent substituer, disent-ils, à la conception *mécanique* des économistes une conception *organique*, suivant l'évolution des sociétés et distinguant les conditions d'existence qui caractérisent leur jeunesse de celles qui répondent à un âge plus avancé. Mais l'histoire ne nous révèle aucune loi de succession qui nous permette d'assimiler, dans une mesure quelconque, la succession des états des diverses sociétés à celle des états des êtres vivants. Tandis que cette dernière a été observée, avec les mêmes répétitions, sur des millions d'individus, l'histoire nous montre des successions dont chacune offre un ensemble de particularités absolument unique et ne présente, dès lors, rien qui ressemble au développement organique des êtres vivants.

Pour repousser l'idée que le mot société est seulement un terme collectif, servant à désigner certains ensembles d'individus, quelques auteurs invoquent ce fait qu'on n'a jamais vu d'homme isolé, en sorte que l'homme envisagé en dehors de la société serait une simple abstraction. Mais on n'a jamais vu non plus d'hommes vivant en dehors de l'air respirable, et cependant ce n'est pas par simple abstraction que l'on envisage l'homme autrement que comme une partie de l'atmosphère. D'autres disent qu'il n'y a pas de société, et par conséquent pas de sociologie, si les individus ont seuls une existence propre. Mais un groupement n'a nul besoin de présenter une unité comparable à l'unité réelle ou apparente de la conscience humaine, pour être susceptible de devenir l'objet d'une science ou d'un groupe de sciences ayant un caractère particulier, nettement défini.

Les sciences sociologiques constituent donc un groupe spécial, aussi légitimement que les sciences psychologiques, sans qu'il soit nécessaire, pour le reconnaître, d'admettre une conscience collective. Beaucoup de sciences, d'ailleurs, appartiennent à la fois à ces deux groupes, comme la morale, qui est individuelle dans certains cas et sociale dans d'autres. Les unes et les autres souffrent des incertitudes que nous indiquions plus haut.

II. — **Points essentiels sur lesquels portent les divergences entre les doctrines économiques.** — La cause profonde de l'infériorité des sciences morales, par rapport aux sciences mathématiques ou expérimentales, ne vient pas, comme on l'a dit quelquefois, de ce que la *liberté* des hommes ne permettrait pas d'établir de lois pour les faits qui dépendent de leur état d'esprit. Quelque opinion que l'on ait sur le problème philosophique du *déterminisme* appliqué à la volonté humaine, il suffit d'avoir constaté une certaine permanence, dans la succession et dans la répétition des faits dépendant de cette volonté, pour acquérir la certitude qu'ils sont soumis à des lois, susceptibles d'être constatées par la science : certes, le mariage, par exemple, est un acte éminemment volontaire; pourtant, la fixité de la proportion des mariages à la population, dans une même société, a tous les caractères d'une loi. Ce qui rend l'accord difficile, dans les sciences morales et politiques, ce n'est pas l'absence de lois régissant les phénomènes qu'elles étudient : c'est la difficulté d'envisager ces phénomènes scientifiquement et sans parti pris, alors qu'ils constituent la vie quotidienne de tous les hommes et sont mêlés à tous leurs intérêts et à toutes leurs passions.

De là naissent déjà les confusions incessantes résultant du simple fait que les mots dont se servent les sciences morales sont tous empruntés au langage courant. Pour éviter ces confusions, tout auteur soucieux de clarté doit donner une définition de chacun de ceux qui désignent un des objets de la science dont il s'occupe et déterminer ainsi le sens dans lequel il l'emploiera. Sans doute, cette manière de procéder n'est pas sans inconvénients, car on peut dire que la définition adoptée préjuge la solution de certains problèmes, en groupant ou en séparant certaines notions. Il faut, dans la

recherche scientifique, éviter d'être prisonnier d'une définition et se réserver la faculté d'élargir ou de restreindre la compréhension d'un terme, si l'on constate qu'on l'a envisagé d'abord d'une manière trop large ou trop étroite pour aboutir à des conclusions nettes. Mais il faut aussi, dès le début, préciser la portée des indications que l'on donne, en spécifiant à quoi elles s'appliquent. Entre économistes, les confusions résultant du double fait que, d'abord, les mêmes mots, employés en dehors de la science, prennent des sens très différents suivant les cas, que, d'autre part, les savants n'adoptent pas tous le même parmi ces sens, et souvent négligent de dire lequel ils adoptent, font naître bien des désaccords apparents sur des points où, au fond, tous sont à peu près d'accord.

En dehors de ces querelles de mots, les désaccords sur les doctrines, et plus encore sur les conséquences pratiques à en tirer, sont inévitables, dans des sciences dont les conclusions touchent de si près tous les individus. L'Économie politique, en particulier, met en lumière les résultats fâcheux auxquels aboutiraient des mesures que les intérêts ou les passions de certaines gens réclament avec insistance, dans tel cas particulier; elle montre que, dans tel autre cas, certains intérêts privés ne peuvent recevoir satisfaction sans que des intérêts plus généraux leur soient sacrifiés, que, dans tel autre encore, un sentiment généreux tend à égarer ceux qui s'y abandonnent sans réflexion. Sur des questions si directement liées à la conduite de chaque homme, chacun se croit en droit de formuler une opinion, sans avoir pour cela besoin d'études spéciales. Parmi les spécialistes eux-mêmes, il en est beaucoup dont les conclusions sont influencées par les idées ambiantes : non seulement ils n'arrivent pas à guider l'opinion, mais, trop souvent, ils se laissent guider par elle. Quand les courants littéraires répandent certaines idées, et surtout quand les mouvements politiques les rendent populaires, elles gagnent du terrain, même dans l'enseignement, un peu par l'effet naturel du goût du succès, beaucoup par suite de l'influence de l'opinion publique sur les esprits qui n'ont pas une grande fermeté ou dont les idées n'ont pas encore complètement pris leur assiette.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets dans toutes les sciences morales et politiques. Dans la science économique, notamment, les doctrines classiques n'ont jamais pu réduire au silence les

doctrines divergentes, par une réfutation sans réplique. Le succès des unes ou des autres, à chaque époque, est affaire de sentiment et l'on peut presque dire de mode, au moins autant que de démonstration scientifique. Cette situation a jeté sur cet ordre d'études un discrédit incontestable dans beaucoup de bons esprits.

Mais, si nombreuses que soient les divergences entre les diverses Écoles et si passionnées que soient les discussions auxquelles elles donnent lieu, ce serait en méconnaître complètement le caractère que de les considérer comme justifiant un scepticisme absolu, sur toutes les conclusions de l'Économie politique et, par suite, sur son utilité même. Quand on y regarde de près, on constate que le désaccord porte bien moins sur la *science* elle-même que sur les conséquences publiques à en tirer, sur l'*art* qui en constitue l'application.

Comme toutes les sciences qui étudient la nature physique ou morale, l'Économie politique cherche à déterminer les *lois* qui gouvernent les phénomènes ou, autrement dit, la manière dont ils s'enchaînent et dont s'établissent, entre eux, les liens d'antécédent à conséquent. Quand ces lois sont connues, les hommes cherchent à en tirer parti pour modifier indirectement les effets qui ne dépendent pas directement de leur volonté, en agissant sur les causes qui les régissent, de manière à donner une satifaction plus complète à leurs divers besoins. Tous les arts industriels et agricoles, comme tout l'art de l'éducation, ne sont autre chose que l'application instinctive ou raisonnée des connaissances acquises par l'humanité sur les phénomènes physiques, physiologiques et phychologiques.

C'est quand il est ainsi question d'*agir* que les passions et les intérêts entrent en jeu et que les conflits s'élèvent. Sur l'enchaînement des phénomènes économiques dans le monde où nous vivons, il y a bien plus de désaccords de forme que de fond. Les débats sérieux, entre les Ecoles, portent surtout soit sur *les conséquences à tirer des lois constatées*, au point de vue de la ligne de conduite la plus profitable à l'intérêt général, soit sur *la légitimité des conceptions morales* que l'on rencontre à la base de tout ce mécanisme, telles que le droit de l'homme à disposer librement de son travail et des produits de son travail. Sans doute, chaque École s'efforce d'incliner vers ses conclusions les doctrines constituant proprement la science économique, dans les questions encore mal éclaircies;

mais c'est sur les fondements philosophiques de ces doctrines et sur leurs conclusions pratiques, c'est-à-dire sur l'art, que se rencontrent les oppositions absolues.

Ces oppositions portent à peu près entièrement sur un point unique, *le rôle de l'État*. Quand on cherche à grouper en un certain nombre de familles toutes les doctrines connues, on constate que c'est par leur conception de ce rôle qu'elles se distinguent. Les unes voudraient, sans le modifier dans son essence, soit le *réduire* à une étendue bien moindre que ne l'admettent les économistes classiques, soit, au contraire, l'*élargir* bien davantage; les autres voudraient transformer complètement la société, soit *en supprimant entièrement la puissance publique*, soit, inversement, *en englobant dans ses attributions toute la direction de la vie économique*, qui constitue actuellement le domaine des entreprises privées.

On n'a guère besoin de s'arrêter sur les doctrines tendant à restreindre ou même à supprimer le rôle de l'État, qui n'ont jamais pris un grand développement et qui sont moins goûtées maintenant que jamais. Mais celles qui tendent à l'élargir, soit en provoquant l'*intervention* constante de la puissance publique dans les affaires privées, soit en instaurant le *socialisme* intégral, prennent de nos jours un empire croissant. Ce sont celles-là qui, de tout temps, ont eu la faveur des réformateurs sociaux, et cela s'explique aisément : il est difficile, quand on prétend modifier profondément la vie économique, d'espérer y arriver en changeant les dispositions de la généralité des hommes; on a plus de chance d'atteindre le but en convertissant ou en remplaçant les pouvoirs publics, investis de la souveraineté et disposant de la force armée, pour faire violence à la nature humaine.

L'interventionnisme et le socialisme ont donc un caractère essentiel qui leur est commun et qu'on désigne souvent par le mot *étatisme*. C'est à bon droit qu'on groupe ainsi ces doctrines, car elles impliquent, l'une et l'autre, une confiance profonde dans *l'intelligence et la moralité des hommes préposés à l'exercice de la puissance publique*.

Or, c'est là une vue qui suppose une singulière ignorance de l'histoire. Dans tous les temps et sous tous les régimes, les États ont été

gouvernés par des hommes quelquefois supérieurs et très souvent inférieurs à la moyenne de ceux qui dirigeaient les affaires privées. Pour un grand roi, combien de rois fainéants, de tyrans féroces ou fous! Combien surtout de monarques médiocres, soumis à des influences plus médiocres encore! Pour une assemblée inspirée d'un généreux dévouement au bien public, combien de parlements consumant tout leur effort en basses intrigues! Les moralistes signalaient jadis l'effet corrupteur du sentiment de la toute-puissance; ils stigmatisent aujourd'hui celui des brigues électorales. Qu'il s'agisse de gagner la confiance d'un roi, d'une assemblée ou des électeurs, on y arrive plus souvent en flattant les préjugés et les mauvaises passions du ou des maîtres de l'heure qu'en cherchant à les éclairer sur leurs intérêts réels et sur leurs devoirs.

La plupart des partisans de l'extension du rôle des pouvoirs publics, ne se font aucune illusion à cet égard, quand ces pouvoirs sont aux mains de leurs adversaires. L'un des étonnements que l'on éprouve, quand on suit leurs polémiques, c'est de voir les mêmes hommes ne point tarir en critiques sur la gestion actuelle des services d'État et réclamer la remise à l'État de tout ou partie des entreprises privées. Tel publiciste écrit un jour qu'un industriel dont les usines seraient dirigées comme les ateliers de la marine nationale ne tarderait pas à être en faillite, puis affirme le lendemain que l'exploitation de tous les chemins de fer par l'État serait infiniment supérieure à celle des compagnies. Les mêmes orateurs traitent le corps des Ponts et Chaussées de gérontocratie routinière et incapable, puis proposent de faire de tous les ingénieurs civils des ingénieurs d'État, en confiant à l'État seul la direction de toutes les industries qui les emploient. Les mêmes journaux accusent tous les jours les ministres de vénalité, ou tout au moins de partialité, et demandent que l'on soumette à leur contrôle une foule d'affaires qui y échappent aujourd'hui.

Les uns et les autres sous-entendent qu'on remplacera les hommes au pouvoir par eux et leurs amis. Mais il suffit d'entendre comment les traitent, de leur côté, les défenseurs du gouvernement du jour pour être assuré que nul changement du personnel politique n'amènerait la reconnaissance unanime de la compétence et du désintéressement des représentants de l'État.

La vérité est que ceux-ci sont faillibles et faibles, comme tous les

hommes, et que, si le pouvoir en élève quelques-uns au-dessus d'eux-mêmes, les facilités qu'il donne pour satisfaire ses passions et la pratique des complaisances nécessaires pour s'y maintenir en pervertissent beaucoup d'autres.

Pour attribuer à l'État une clairvoyance et une vertu supérieures, il faut faire appel, contre l'expérience et contre le raisonnement, à une foi d'ordre purement *mystique*. Les partisans du *droit divin* des rois invoquaient jadis l'inspiration qui guidait les oints du Seigneur : nous avons vu encore se présenter comme l'instrument et l'allié de Dieu celui qui déchaînait sur l'Europe entière le massacre et l'incendie, qui violait toutes les règles de l'humanité et du droit des gens. D'autres célèbrent, avec la même inconscience, une sorte d'*infaillibilité du suffrage universel*, comme les démagogues de l'époque révolutionnaire glorifiaient les instincts populaires, même quand ils se manifestaient par les massacres de septembre. Aujourd'hui, beaucoup de sociologues invoquent la *conscience collective*, pour attribuer à tous les groupements et surtout à l'État une espèce d'inspiration, distincte des conceptions individuelles et mieux éclairée sur tout ce qui concerne le but commun.

On ne saurait trop insister sur le caractère illusoire de cette conception, sans cesse invoquée de nos jours pour justifier toutes les oppressions. Quand on parle d'une conscience collective qui inspirerait à l'État des idées, des volontés devant lesquelles devraient céder les consciences individuelles, cela veut dire tout simplement, dans une démocratie, qu'un mouvement contagieux d'opinion a constitué une majorité, à laquelle il appartient de décider la ligne de conduite à suivre dans les matières où il est nécessaire de prendre un parti au nom de la collectivité; mais il n'en résulte nullement que les idées de la minorité aient moins de valeur, moins de chance d'être justes, que ses sentiments soient moins respectables, que chacun de ses membres ne reste pas libre, non seulement de les conserver dans son for intérieur, mais encore de régler sur eux sa conduite dans toutes les questions, les plus nombreuses de beaucoup, où nul intérêt supérieur n'impose l'uniformité. La même indépendance doit appartenir, dans une monarchie, aux sujets vis-à-vis du souverain.

Quand on s'attache aux réalités, on constate que l'État n'est pas

plus un être réel, auquel on soit en droit de subordonner les individus, qu'il ne possède une clairvoyance refusée à ceux-ci. S'il prospère ou s'il pâtit, c'est seulement en tant que les citoyens sont heureux ou qu'ils souffrent dans leurs intérêts particuliers ou collectifs, moraux ou matériels. Ses inspirations ne sont autres que celles des individus chargés de gérer les intérêts communs, souvent dictées aujourd'hui par le souci de plaire à la masse qui les élit, comme jadis par la courtisanerie envers le roi.

C'est pourquoi, tout en reconnaissant la grande importance du rôle de l'État, on ne peut le considérer ni comme ayant sa fin en lui-même, ni comme doué, en vertu de quelque inspiration mystérieuse, de qualités très supérieures à celles de ses membres. Il constitue simplement une organisation nécessaire, dans certains cas, à la satisfaction de leurs besoins. Cela suffit à justifier son existence, mais n'autorise nullement à attribuer à ses représentants plus d'intelligence ou de désintéressement que l'expérience ne permet d'en attendre de la plupart des hommes.

La mission réelle de l'État, c'est de maintenir le bon ordre dans la société et de suppléer à l'impuissance de l'activité individuelle pour subvenir à nos besoins, quand cette impuissance est démontrée et quand elle ne résulte pas de causes auxquelles l'intervention de l'autorité publique ne saurait remédier. Il est aussi impossible de se passer de lui, pour cette tâche, que nuisible de lui en confier une plus étendue, à laquelle il est impropre.

C'est de ce dernier côté que les peuples sont le plus exposés à verser, parce que, toujours et partout, les détenteurs de la puissance publique cherchent à s'en servir dans leur intérêt propre. Sa possession se traduit, pour eux, par des avantages directs, dont la poursuite est souvent la principale réalité vivante sous la phraséologie des discussions politiques. Quand l'État est peu agissant, la possession des places dont il dispose est à peu près le seul bénéfice que le succès dans ces luttes puisse procurer; les partis opposés représentent alors simplement, au fond, des groupes différant peu les uns des autres, ardents à se disputer ces places en invoquant des programmes qui se ressemblent et qui s'échangent même au besoin; telle a été longtemps la situation des *whigs* et des *tories* en Angleterre, des *démocrates* et des *républicains* aux États-Unis. Dans ce cas, l'activité

sociale se poursuit en dehors de la politique, sans en ressentir grand dommage. Mais, quand l'État intervient activement dans la vie économique, ce sont les classes diverses de la nation qui engagent des combats acharnés, pour mettre la main sur le pouvoir de qui la distribution des richesses dépend plus ou moins complètement; telles furent les luttes acharnées qui ont rempli l'histoire de la République romaine ou celles que le prolétariat socialiste poursuit, de nos jours, en vue d'arriver à la conquête des pouvoirs publics. Les doctrines ne sont plus alors, pour la plupart des hommes, qu'un voile jeté sur la passion qu'apportent, les uns à conserver leurs biens, les autres à les leur enlever. Le travail utile et fécond est remplacé par des conflits politiques et parfois par de véritables guerres civiles qui, bien loin d'améliorer le sort de la majorité des hommes, entravent le progrès réel. La seule manière d'éviter que ces conflits prennent, dans la vie d'une nation, la place qui doit appartenir à l'effort productif, c'est d'opposer aux empiétements de l'État sur l'activité économique une résistance constante.

III. — **Certitude, permanence et conséquences pratiques des lois économiques.** — Si les Écoles économiques sont en désaccord sur la ligne de conduite à suivre en ce qui concerne le rôle de l'État, l'accord entre elles est beaucoup plus grand qu'on ne le croit généralement, sur la constatation des faits et sur la détermination des lois de leur succession. Personne ne conteste que l'organisation des entreprises, de la propriété, du commerce soient telles que les décrivent les économistes classiques, que la valeur, dans un monde où elle résulte de l'offre et de la demande, soit déterminée par des lois dont l'analyse a fait, de nos jours, des progrès marqués. Sans doute, il y a encore beaucoup de points spéciaux en discussion. Sur les faits, les statistiques donnent souvent lieu à de graves divergences d'appréciation. Dans les explications théoriques, certains problèmes restent très débattus, comme par exemple l'effet de l'intervention des syndicats sur les prix ou l'influence que la recherche du revenu maximum par les propriétaires exerce sur la productivité du sol cultivé. Mais ces désaccords ne sont ni plus nombreux, ni plus graves que ceux que l'on rencontre dans les sciences expérimentales. Si des idées à peu près complètement aban-

données par tous les économistes sur les débouchés, sur le renchérissement causé par les droits de douane, etc., sont encore soutenues chaque jour, c'est dans des polémiques de presse, dans des débats politiques et quelquefois aussi, malheureusement, dans des ouvrages de sociologie auxquels la science économique est totalement étrangère.

Les travaux auxquels a donné lieu la théorie de la valeur, depuis près d'un demi-siècle, constituent la preuve la plus évidente du caractère vraiment scientifique des études économiques. Les économistes autrichiens, les partisans de la méthode mathématique se sont souvent laissés aller à présenter leurs travaux comme le renversement des idées de la vieille École libérale. Quand on les étudie sans amour-propre d'auteur, on constate qu'ils ont une valeur scientifique moins flatteuse, peut-être, mais plus réelle que l'invention d'un système nouveau; ils présentent les vrais caractères du progrès dans tous les ordres de connaissances, qui complète, précise et rectifie les résultats acquis, sans enlever leur valeur réelle aux découvertes antérieures.

Les débats les plus graves, entre savants réellement informés, portent sur un point où l'information complète est à peu près impossible : la permanence des lois économiques dans l'histoire. Personne ne conteste que l'accumulation progressive des connaissances humaines, d'une part, des capitaux, de l'autre, ait amené des transformations profondes dans la vie économique, que les différences des législations et des mœurs exercent sur elle une action considérable. Mais il semble bien que, dans les milieux très divers qui résultent de ces changements, les lois économiques ont toujours agi de même. Le travail libre tenait une place beaucoup moins étendue dans une société où régnait l'esclavage; les dimensions des entreprises, les transactions à grande distance étaient infiniment moindres, dans un monde qui ignorait la machine à vapeur et possédait peu de routes. Mais, dans la mesure où les rapports entre employeurs et employés, les communications entre marchés éloignés existaient, nous avons tout lieu de croire que leur fonctionnement et leurs conséquences étaient déterminés par les mêmes lois qu'aujourd'hui.

C'est là un point important, car la persistance des traits essentiels

de la nature humaine dans le passé est notre raison principale de croire à sa stabilité dans l'avenir. L'âme humaine, dont les dispositions déterminent les lois économiques, n'a guère changé dans son fonds à travers les transformations sociales. Les réformateurs de la société soutiennent volontiers que la mise en vigueur de leurs conceptions *développerait chez les hommes des vertus* qui feraient tomber toutes les objections que les économistes leur opposent aujourd'hui. A cela, on ne peut rien répondre de certain, si ce n'est qu'ils l'ignorent aussi bien que nous, et que, tant que la preuve n'en sera pas faite, ce serait folie de les aider à faire, sur le genre humain, l'essai de prétendues réformes dont nul ne peut prévoir le résultat. Mais toute l'expérience du passé nous porte à considérer comme d'une invraisemblance absolue la transformation radicale des esprits, sur laquelle ils comptent.

On fait, de nos jours, un prodigieux abus du mot *évolution*, pour mettre en doute tous les résultats de la science. Sans doute, les espèces vivantes ont évolué sous l'action du refroidissement du globe terrestre et de la dégradation de l'énergie; mais rien ne permet aux savants de supposer que les lois de la physique ou de la chimie organique aient été modifiées par ces changements du milieu et, s'ils les énoncent autrement que leurs prédécesseurs, c'est simplement parce que des mesures plus précises leur ont permis de les mieux connaître. De même, l'importance relative de l'économie en nature et de la production pour le marché, la forme des transactions se sont modifiées, par suite des progrès de la technique et de la richesse générale, sans que la loi de l'offre et de la demande ait cessé d'être vraie; seulement, en même temps que le milieu où elle s'applique se transformait, notre connaissance de la théorie de la valeur s'élargissait et se précisait, de sorte que nous en tirons une foule de conséquences qui sont nouvelles pour nous, sans l'être en elles-mêmes.

On n'abuse pas moins, dans les sciences sociales, de l'adjectif *dynamique*, pour refuser toute autorité aux faits constatés à un moment donné et aux raisonnements basés sur ces faits. Certes, les corps ou les organismes en mouvement ou en action sont soumis à des lois plus complexes que s'ils étaient immobiles; cela n'empêche pas les lois des équilibres mécaniques ou chimiques de jouer un rôle

capital sur une terre entraînée dans l'espace ou dans un être vivant évoluant de la naissance à la mort. De même, les changements constants des données d'où résultent les équilibres économiques interdisent de raisonner sur ces équilibres comme s'ils étaient immuables; les oscillations incessantes ou les modifications durables qui se produisent dans la situation des marchés rendraient purement illusoires des études ne portant que sur un état de fixité imaginaire. Mais il ne suffit pas de dire que la constatation des faits et les conclusions qui s'en déduisent répondent à l'état statique et que l'état véritable de la société est un état dynamique, pour avoir le droit de contester la valeur de toutes les observations et de considérer comme des réalités prochaines toutes les transformations désirées.

Au total, l'accord est assez avancé sur les lois qui régissent les phénomènes économiques dans le monde moderne et, jusqu'à la preuve contraire, qui n'a nullement été faite, nous avons de fortes raisons de croire à la permanence de ces lois dans le passé et d'en inférer qu'elles régiront encore l'avenir.

Il est bien invraisemblable, dès lors, que leur connaissance soit sans utilité pratique. En fait, à ce point de vue, l'Économie politique rend les plus grands services aux peuples comme aux particuliers qui tiennent compte de ses enseignements. Elle montre comment il convient de régler beaucoup de questions, dans les lois, pour faciliter la satisfaction des besoins de ceux à qui ces lois s'appliquent. Elle fait connaître également à l'homme privé des points de vue utiles pour la gestion de son patrimoine et pour la direction de sa vie, en lui facilitant l'intelligence des modifications constantes qui se produisent dans le champ de l'activité économique.

C'est parce que ses enseignements touchent à tous les intérêts et à toutes les passions des hommes, que l'on conteste si souvent toute valeur aux arguments qui en sont tirés. On entend constamment dire que ces arguments reposent sur des *systèmes* et des *théories*, qui doivent céder devant les nécessités de la *pratique*. Les hommes d'affaires ou les politiciens font bon marché des avis basés sur des études générales et les accueillent presque toujours avec quelque ironie, — autrement dit, beaucoup d'entre eux estiment qu'on résout d'au-

tant mieux une difficulté qu'on a moins réfléchi à l'avance sur les difficultés analogues et qu'on s'est moins renseigné sur les conséquences, proches ou lointaines, des solutions diverses qui leur ont été données. — On ne saurait trop se mettre en garde, dans toutes les sciences morales et politiques, contre « la distinction, toujours dangereuse, pas toujours loyale, entre la théorie et la pratique » suivant les expressions du philosophe danois Höffding.

Il est bien évident qu'on ne peut pas tirer d'un traité d'Économie politique des réponses toutes faites pour toutes les questions possibles; il faut se méfier des soi-disant savants qui tranchent, en toute matière, en vertu d'idées conçues *a priori* et de principes abstraits, non pas parce que ce sont des théoriciens, mais parce que ce sont de mauvais théoriciens, qui ne savent pas envisager les affaires dans leur réalité vivante et leur complexité. Mais il faut se méfier plus encore des empiriques, qui n'abordent l'examen d'un problème que quand sa solution est urgente, qui n'en délibèrent que sous la pression des préjugés et des passions du moment, ou de quelques intérêts particuliers surexcités par une nécessité immédiate. Sans doute, ces intérêts, ces préjugés et ces passions sont des éléments essentiels de toute question : mais ce ne sont pas ceux-là qui risquent d'être oubliés; ce sont les intérêts généraux, les vues d'avenir qui seront sacrifiés, dans la bataille, si une forte éducation n'a pas habitué d'avance les esprits à en tenir compte. Il y aurait moins de ruines à la Bourse, moins de pauvres gens dont les maigres économies sont englouties dans de mauvais placements, si les intermédiaires qui guident le public, au lieu de se préoccuper surtout de la situation de la place en vue de la prochaine liquidation, comme le font même les mieux intentionnés d'entre eux, s'inquiétaient davantage des conditions essentielles dont l'oubli mène bien vite à la ruine une affaire industrielle ou les finances d'un pays. Les travaux qui ont élucidé la marche des crises et leur périodicité ont certainement contribué, dans une large mesure, à dicter aux grandes banques la sage conduite qui a atténué la gravité des secousses du marché mondial, depuis les effondrements de 1873 et de 1882.

Si la manière dont la France est sortie de la crise de 1871 a étonné le monde, elle le doit, sans doute, d'abord à ses merveilleuses ressources; mais elle le doit aussi à la profonde science financière de s

hommes qui ont présidé à cette effroyable liquidation, tandis que l'empirisme de leurs successeurs a réussi à faire renaître, dans les années suivantes, les difficultés d'où ils nous avaient tirés. Dans la crise actuelle, on commence déjà à sentir combien le mépris des principes économiques dans la manière dont ont été réglées les questions du moratorium, des loyers, du ravitaillement ont aggravé les maux qui sont la conséquence inévitable de toute grande guerre. Sans doute, l'État était obligé d'apporter aux règles ordinaires les dérogations nécessitées par une crise violente et de prendre quelques mesures pour suppléer aux conséquences de l'arrêt ou des difficultés des transports, de l'appel de tous les travailleurs sous les drapeaux. Mais la moindre connaissance des maux causés jadis par des mesures analogues eût sans doute prévenu bien des interventions désastreuses.

L'Économie politique peut donc souvent guider utilement les hommes. Pourtant, il faut reconnaître que, trop souvent, la violence des courants de l'opinion paraît rendre complètement inutiles tous ses efforts pour l'éclairer, entraîne une partie de ceux à qui incomberait cette tâche et décourage les autres. L'assentiment presque général que rencontrent certaines idées, par exemple, depuis un certain temps, celles d'où sortent les lois ce qu'on appelle sociales et, dans la crise actuelle, celles qui tendent à la taxation de toutes les denrées n'est une raison valable ni pour s'y rallier, ni pour cesser de les combattre, si elles sont erronées. Il faut continuer à chercher dans la science une base pour distinguer ce qu'il y a de vrai et ce qu'il y a de faux dans ces idées, se rendre compte de la mesure dans laquelle cette étude conduit à appuyer les mesures qui en découlent ou, au contraire, à s'y opposer dans l'espoir, sinon de les arrêter complètement, du moins d'atténuer leur caractère nocif ou d'en retarder la mise en vigueur jusqu'à la prochaine saute de vent.

Pour écarter les conclusions de la science, on imagine parfois de créer des sciences nouvelles, qui ne sont que l'Économie politique débaptisée. Les protectionnistes ont jadis inventé l'*Économie nationale*, comme les partisans de l'intervention de l'État dans les questions ouvrières prônent aujourd'hui l'*Economie sociale*. On ne saurait voir en elles des sciences indépendantes, car il est impossible de con-

cevoir comment les moyens de développer la richesse d'une nation ou d'améliorer le sort des travailleurs pourraient faire l'objet d'une étude sérieuse, sans que cette étude englobe l'ensemble des phénomènes économiques, tous sont connexes de ceux que l'on prétend envisager isolément. De même, l'*Economie industrielle* ou l'*Economie rurale* ne sont autre chose que l'Economie politique, étudiée par des hommes qui portent principalement leur attention sur la prospérité de l'industrie ou de l'agriculture. La *Science des Finances* est simplement l'Économie politique appliquée à l'étude des moyens de procurer aux États les ressources dont ils ont besoin. Il est parfaitement légitime qu'un savant prenne pour sujet de ses travaux une branche spéciale des études auxquelles il s'adonne. Mais aucune de ces branches de l'Économie politique appliquée ne peut être sérieusement étudiée par quelqu'un qui ne possède pas les principes de la science. Il faut d'ailleurs toujours se méfier de la tendance naturelle des hommes à attribuer une importance particulière aux intérêts dont ils s'occupent spécialement et à leur sacrifier tous les autres, si considérables et si légitimes qu'ils soient.

Il est bon, aussi, de se méfier des habitudes d'esprit qui influent nécessairement sur les opinions de chacun. C'est chose remarquable de voir que, généralement, les économistes mêlés aux affaires, habitués à voir l'intervention de l'État en entraver la marche plus souvent qu'elle ne la facilite, inclinent vers les doctrines libérales, au moins quand aucun intérêt privé ne les en détourne. Au contraire, les jurisconsultes, disposés par profession à chercher dans des textes de lois la solution de toutes les difficultés, ont des tendances interventionnistes, tandis que le socialisme trouve beaucoup de ses docteurs parmi les philosophes, portés à goûter les conceptions abstraites.

A travers ces causes de divergences, la science aboutit pourtant à des conclusions dont les parties les plus nouvelles apparaissent, quand on y regarde bien, comme le développement des doctrines classiques en la matière. Bien loin d'ébranler notre confiance dans ces doctrines, une longue expérience des affaires publiques et privées l'a singulièrement étendue et consolidée. Sur la plupart des points où leurs conclusions nous avaient d'abord paru trop absolues, tantôt l'observation des résultats auxquels aboutissaient les mesures prises

en contradiction avec elles, tantôt l'étude plus approfondie des projets sans cesse mis en avant dans le même sens, nous ont montré la gravité des dangers que nous avions d'abord méconnus. Nous n'avons pas souvenir d'une seule circonstance où nous ayons vu un administrateur, un industriel, un financier se repentir d'avoir tenu compte, dans ses décisions, des enseignements de la science; mais nous avons vu maintes fois l'habileté de ceux qui se targuaient de résoudre toutes les difficultés sans s'embarrasser de conceptions théoriques tourner à la confusion de ces prétendus hommes pratiques. C'est pourquoi nous sommes convaincu qu'il y a des lois économiques, que ces lois ne changeront point, tant que les hommes eux-mêmes ne seront point transformés, que ni les peuples ni les particuliers ne les méconnaissent impunément et que, dès lors, il importe à tout homme cultivé de les étudier, non seulement pour s'instruire, mais aussi pour y conformer la direction des affaires qui dépendent de lui.

Cl. Colson,
Membre de l'Institut.

L' « HÉROIQUE » ALLEMAGNE[1]

Voici un nouveau *Kulturträger,* ou « porte-culture », un nouveau champion de l'hégémonie allemande, un professeur réputé d'économie politique, Werner Sombart, qui, dans un livre de cent cinquante pages, proclame l'incomparable prestige et la victoire certaine de l'Allemagne[2].

Sombart n'écrit sans doute que pour le lecteur allemand. « Pour un autre je n'écris pas », dit-il dans son introduction, et il assure ailleurs qu'il y a hors de l'Allemagne « très peu de ces personnalités éminentes qu'une bienheureuse destinée a élevées jusqu'aux hauteurs où plane l'esprit allemand ». C'est ainsi que Treitschke répétait qu'il était Allemand, qu'il ne cherchait à plaire qu'aux Allemands et qu'il ne destinait pas sa prose aux étrangers.

Malgré Sombart et son charitable avis, qui nous défend presque de nous délecter de son style, nous avons lu le factum, et nous allons l'analyser et l'apprécier.

***

Sombart, qui veut se donner l'air profond et doctoral, commence par déclarer que

> Cette guerre n'est pas ce qu'un vain peuple pense :

cette guerre est... une guerre anglo-allemande, la guerre des marchands et des héros. Les marchands, ce sont les Anglais; les héros, ce sont les Allemands. Quel esprit sera le plus fort? L'esprit mercantile des Anglais ou l'esprit héroïque des Allemands ? Et de

1. Communication faite à l'Académie des sciences morales et politiques le 4 décembre 1915.

2. *Händler und Helden, patriotische Besinnungen*, von Werner Sombart. Munich et Leipzig, Duncker et Humblot, 1915, in-8, VI et 115 p., 1 mark. (La préface est datée « du septième mois de la guerre ».)

là, le titre de l'ouvrage : *Marchands et Héros*. De là, ses deux parties, l'une qui traite des Anglais, l'autre qui traite des Allemands.

Nous devinons que Sombart dira pis que pendre des Anglais.

Il dit, en effet, qu'ils sont utilitaires, égoïstes, « immensément bornés » et « incapables de s'élever au-dessus de la réalité palpable et journalière ».

Il dit qu'ils sont pénétrés de l'esprit commerçant ou « commercialistique » et qu'ils ne savent rien de la justice et de la liberté; que leur État est, non pas une vivante unité, mais une caricature et qu'il n'a d'autres fonctions, selon le mot de Ferdinand Lassalle, que celles d'un veilleur de nuit; que l'Angleterre fait de la guerre une affaire et que ce *Warenhaus*, cette gigantesque maison de commerce, pense triompher simplement parce qu'elle possède les plus gros capitaux.

*
* *

Voilà pour l'Angleterre. En cinquante pages, Sombart croit avoir prouvé qu'elle n'est rien, qu'elle n'a rien produit pour l'humanité, qu'elle marche à l'inéluctable désastre.

Mais voici *l'héroïsme allemand*, auquel Sombart consacre une centaine de pages.

L'Allemand, écrit Sombart,... est Allemand; l'Allemand est *Deutsch*; il échappe, comme dit Nietzsche, à la définition et, par là, il fait déjà le désespoir des Français; c'est un « abîme d'individualité ».

Au contraire de l'Anglais, il pense à faire son devoir, et la vie est pour lui une tâche, une *Aufgabe* — ce mot, affirme Sombart, contient tout le sens de nos pensées et de nos aspirations. En conséquence, l'Allemand s'unit à la divinité par l'action et il a ainsi sur cette terre une force victorieuse et invincible, une force héroïque; être Allemand, c'est être un héros.

Or, il n'y a pas d'héroïsme sans patriotisme, et qui a du patriotisme, sinon l'Allemand ? Les Anglais n'ont que de l'orgueil national, l'orgueil d'appartenir à un puissant empire, l'orgueil d'un commis qui se vante d'être employé dans le plus grand magasin de la ville. Les Allemands ont une idée de la patrie, un amour « appro-

fondi » de la patrie; leur patriotisme s'élève « dans la sphère de l'éternel et de la religion » !

Ils ont également une haute idée de l'État; ils veulent un État fort et qui les protège; ils le regardent comme « la puissante armure que la nation revêt pour se défendre contre ses ennemis »; ils le considèrent comme un être vivant qui doit sans cesse se comparer à d'autres États et se mesurer avec eux, qui pour vivre doit toujours croître et grandir, doit développer harmonieusement toutes ses forces, tous ses organes et tous ses membres. L'Allemagne n'a pas, comme l'Angleterre, la mesquine pensée d'un inerte équilibre entre les États; elle sait que le combat des États entre eux, la guerre des nations « accompagne inévitablement la vie de l'État ».

C'est ainsi que Sombart arrive à justifier le militarisme allemand. « Les étrangers, dit-il, ne comprennent pas ce militarisme, et tout ce qu'ils ont écrit là-dessus n'a pas l'ombre de sens commun. Il faut donc leur définir le militarisme. Eh bien, le militarisme — et ici Sombart s'enthousiasme et s'exalte — le militarisme, c'est la manifestation de l'héroïsme allemand; c'est la réalisation des principes héroïques dans la préparation et la conduite de la guerre; c'est l'esprit héroïque devenu l'esprit guerrier; c'est Potsdam et Weimar réunis; c'est *Faust*, *Zarathustra* et la partition de Beethoven dans les tranchées! »

Mais, après cet accès de lyrisme, Sombart baisse le ton et il est un peu plus clair. « Le militarisme, c'est la primatie des intérêts militaires. Tout ce qui tient aux choses militaires a chez nous le premier rang. Nous sommes un peuple de guerriers, et aux guerriers conviennent les plus hauts honneurs de l'État. Notre Empereur paraît toujours en uniforme, et de même, dans les occasions solennelles, nos fonctionnaires les plus élevés et nos députés, s'ils ont un grade militaire. Les princes naissent soldats et dès leur jeunesse appartiennent à l'armée. Toutes les branches de la vie nationale servent l'intérêt militaire, et, en particulier, la vie économique lui est soumise. »

Sombart insiste. Le militarisme entretient les vertus guerrières et principalement les deux vertus cardinales du soldat, la bravoure et l'obéissance. De là, discipline et ordre. Grâce à l'armée, telle qu'elle est constituée, l'esprit de discipline et d'ordre a pénétré dans toutes

les classes, pénétré sur tous les domaines et jusque dans la vie privée. Dans les écoles et les universités, dans les associations ouvrières et les banques, dans les chemins de fer et dans la science règne le même esprit. Le militarisme anime tout. Il a créé l'organisation dont les œuvres colossales ont durant cette guerre étonné le monde. « Aussi, nous qui sommes pleins du militarisme, nous regardons la guerre comme une chose sacrée, comme ce qu'il y a de plus sacré sur la terre. Les marchands — les Anglais — disent que la guerre est inhumaine, qu'elle est absurde, que l'immolation des meilleurs d'un peuple est bestiale. Le marchand, en effet, ne connaît rien de plus haut que la vie d'un homme. Nous savons, nous, qu'il y a une vie plus haute, la vie d'un peuple, la vie de l'État. » La guerre n'est-elle pas une « grande puissance morale »? N'est-elle pas, selon le mot de Schiller et de Jean-Paul, un bienfait, une cure qui fortifie l'humanité, une fièvre préférable à la fièvre de cette prison qui s'appelle une paix pourrie? N'est-elle pas le suprême moyen employé par Dieu pour corriger et redresser les hommes? Bénir la guerre, n'est-ce pas sentir et penser en Allemand?

Ainsi, vive la guerre! Quelle chance qu'elle ait éclaté! Savez-vous que, sans elle, les Allemands seraient devenus un peuple de marchands? Oui, le mal anglais gagnait le corps du peuple allemand. Le *confortisme* et le *sportisme* allaient anéantir la culture héroïque! N'avons-nous pas lu dans les journaux qu'un guerrier allemand parlait avec respect des rasoirs dont les Anglais se servent dans les tranchées? N'est-ce pas triste? Au milieu de si grands événements attacher un tel prix à un rasoir anglais, « laid symbole d'une culture mercantile »! A bas le confortisme qui fait du peuple britannique « un amas de cadavres vivants »! N'estimer la vie que si elle est agréable et commode, vouloir être toujours à son aise, mettre une extrême importance aux biens matériels et par suite aux richesses, n'était-ce pas s'éloigner de la vraie culture?

Et le *sportisme*, ce frère jumeau du confortisme, qui dévore un sain organisme lorsqu'il prend la place des autres actes de l'existence, des exercices guerriers et des occupations de l'esprit! Sombart ne se rappelle pas sans un frémissement d'effroi le beau jour d'été où tout Berlin était sur pied pour assister à l'entrée triomphale d'un automobiliste qu'un journal avide de réclame avait envoyé faire un

voyage autour du monde. Quel symptôme de la maladie que le poison anglais avait inoculée au pays!

L'auteur décrit alors l'Allemagne d'avant la guerre, sans se douter qu'il produit contre elle un des documents les plus accablants qui soient. Elle était jolie cette Allemagne, et il sied bien à nos ennemis de dénoncer la corruption de nos mœurs! L'héroïque Sombart vient de nous dire que les Anglais étaient « tombés dans le marais du confort »; mais lorsqu'il fait le tableau de sa patrie, il tombe dans le marais du réalisme. L'idée du devoir, lisons-nous, n'existait plus. On n'avait que le souci du gain. On se spécialisait. On ne connaissait que son métier, sa méthode. On n'avait pas de but, et quelques sages — dont Sombart — voyaient l'humanité déchoir dans le bien-être et, selon l'élégante expression de l'auteur, « remplir le ventre et vider l'intestin ». On amassait des richesses, et l'on savait cependant qu'elles ne portent pas bonheur. On créait des merveilles de technique, et pourquoi? On faisait de la politique, on se querellait. On se couvrait d'ordure les uns les autres, et pourquoi? On écrivait, on critiquait, et des cabales, des cliques se formaient, et pourquoi? La vie n'était plus — tels sont les propres termes de Sombart — qu'une montagne russe, une vie sans idéal, une éternelle mort, une pourriture, une infection!

Vainement, poursuit Sombart, on essaya de sauver les hommes de ces marécages où les avait attirés la morale des marchands, c'est-à-dire des Anglais, et de les élever jusqu'aux lumineuses hauteurs de l'héroïsme allemand. Vainement on tenta de les moraliser. Vainement on leur prêcha la culture éthique. Vainement on leur parla de recueillement et de repentance. Les bas instincts étaient trop puissants et ni la religion ni le socialisme n'arrachèrent le peuple allemand au matérialisme. L'église n'a pas conscience des éléments héroïques de sa doctrine. Le socialisme se contente de rêver un idéal, il n'a pas un but sublime, il ne vise qu'à conquérir le plus d'avantages possible pour les classes salariées et il ne combat qu'afin d'avoir sa part de la pâture.

Sombart et ses amis — et ce n'étaient pas, dit-il en se rengorgeant, les plus mauvais des Allemands — étaient donc avant le mois d'août 1914 atteints d'un complet pessimisme : ils croyaient, les pauvres! que c'en était fait de l'humanité et que « l'esprit des mar-

chands allait se nicher partout ». Miracle! Voici la guerre! Voici le vieil esprit qui se rallume! Voici la source intarissable de l'héroïsme qui se rouvre! Un enthousiasme inattendu s'empare de la nation. On ne vit plus que pour l'ensemble, pour le peuple, pour la patrie, pour l'État. On ne pense plus qu'à faire son devoir, le devoir que commande « l'idéalisme d'État ». On n'a plus qu'un but, un but fixe et ferme, « un but absolu où se révèle la divinité ». Que de fois on avait agité le problème de la population! Valait-il mieux avoir beaucoup ou peu d'hommes? Y avait-il augmentation, ou arrêt, ou diminution des naissances? La question est tranchée! Il faut avoir le plus d'hommes possible pour lutter contre l'ennemi! Quel bonheur que certaines provinces fussent des lapinières! Qui blâmait alors ce fourmillement d'êtres qui naguère faisait froncer le nez à plus d'un Allemand? Avec quelle joie on regardait se dérouler vers la frontière cette suite d'épaisses colonnes de soldats qui s'étendait à perte de vue!

Mais, la guerre finie, il faudra de nouveau préparer la guerre. Il faudra dresser, développer une race d'hommes hardis, à la poitrine large et à l'œil clair, ainsi qu'une race de femmes aux fortes hanches, capables d'enfanter des soldats osseux et nerveux, persévérants et courageux. Il faudra former les jeunes gens non pas au sport des marchands anglais, mais à des exercices corporels véritablement allemands et qui auront une « pointe guerrière ». Il faudra leur implanter des sentiments héroïques, leur enseigner à vivre et à mourir pour la patrie, leur apprendre l'obéissance et l'esprit de sacrifice. Ceux mêmes qui se destinent à la vie pratique et qui n'auront pas fait leurs humanités, recevront « un morceau d'héroïsme »; on leur dira que chacun d'eux doit remplir sa tâche, que chacun d'eux doit, comme s'exprime poétiquement Sombart, « tisser un tapis de la divinité qui se révèle à eux sous la forme de leur peuple ». Il faudra que l'État soit un état puissant, bardé de fer, protégeant un peuple libre. Et vraiment ce peuple sera libre, libre au sens allemand : il fera son devoir selon sa propre loi; il sera heureux à sa façon : il ne connaîtra pas l'insupportable esclavage de l'opinion publique, ce joug sous lequel soupire la nation anglaise. Ainsi, il servira l'État.

La technique poursuivra donc sa marche conquérante avec tranquillité. L'Allemagne sait aujourd'hui pourquoi. Les mortiers de 42,

les uniformes gris de campagne, les aéronefs qui font des reconnaissances et jettent des bombes, les sous-marins lui ont montré les progrès qu'elle peut et doit encore accomplir. Les chemins de fer n'ont-ils pas si bien fonctionné que Hindenburg a traversé l'Allemagne en douze heures de temps pour aller à la frontière orientale gagner la bataille de Tannenberg? Tout ce qui semblait dénué de sens a maintenant un sens, une signification.

Pareillement, la vie de l'esprit, la science, l'art prendront l'essor. Plus de snobisme; plus d'exotisme; plus d'art pour l'art; plus de littérature blasée! L'orage de la guerre aura tout balayé. Au diable les trois quarts de nos intellectuels et de ceux qui s'intitulaient créateurs! Ayons des œuvres profondes; ayons des hommes forts, originaux qui soient la parure de notre peuple. Restons entourés de dangers, comme dit Gœthe dans le *Faust*, car sans le danger l'homme s'engourdit et s'étiole; l'Angleterre n'est tellement déchue que parce que, depuis des siècles, elle ne connaît pas le danger. Ces dangers, ce sont les ennemis extérieurs; mais un peuple de guerriers, un peuple de héros, comme le peuple allemand, ne les redoute pas.

Ce peuple n'est-il pas le vainqueur de 1914, de 1915, de 1916? Que d'avantages il aura de sa victoire! Elle le convaincra que ce qu'il y a de bon, de noble, de moralement grand a encore son séjour sur cette terre; que l'Allemagne n'est pas entièrement acquise à l'esprit mercantile; que l'argent n'a pas toute la puissance, et cette victoire, cette forte victoire donnera aux Allemands l'élan et l'allégresse. Ils ne se soucieront plus de leurs adversaires, et Sombart voit déjà l'Allemagne, appuyée sur sa gigantesque épée et cuirassée d'acier de la tête aux pieds, jeter à peine un regard dédaigneux sur les intellectuels, les artistes et les savants d'Angleterre, de France, de Russie et d'Italie qui dansent autour d'elle et l'injurient et la couvrent de boue; rien ne trouble l'auguste repos de Germania.

*
* *

Sombart est si extravagant que ce serait peine perdue de discuter et de contester en détail ses assertions. On n'a jamais essayé de réfuter un fou; on l'écoute, on juge qu'il est fou, et, comme disent volontiers les Allemands, *basta*, il suffit.

Pourtant, il faut faire quelques remarques et puisque notre homme, comme tous ceux de sa race, prend un ton si haut, il n'est pas inutile de lui rabattre le caquet.

Ce qui nous frappe d'abord dans cette élucubration, c'est la forme, tantôt emphatique, tantôt triviale; c'est la quantité des citations banales et des phrases creuses; c'est, de-ci de-là, des répétitions; c'est le défaut de composition; c'est, brochant sur le tout, je ne sais quoi de vague, d'obscur, de nuageux. L'auteur dit aux jeunes Allemands à qui son livre est dédié, qu'il leur forge des épées dont ils se serviront à leur retour dans la patrie pour combattre les ennemis de l'héroïsme, et il veut, en attendant, fortifier en eux l'esprit héroïque qui doit les conduire à la victoire. Mais qu'est-ce au juste que cet héroïsme et que cet esprit héroïque? Sombart croit-il que ses cent cinquante pages feront naître des héros? Croit-il que les pauvres petits soldats que l'Allemagne met maintenant sur pied, vont lire son ouvrage et que, s'ils le lisent, ses mots — *seine Worte*, et ce ne sont que des mots — pénétreront dans les cœurs? Croit-il vraiment qu'il sera compris et que le cliquetis de ses phrases agira sur les âmes?

Comme tous les Allemands, Sombart manque de mesure et tombe dans l'exagération. Quoi de plus niais et de plus puéril que ses attaques contre le confort et le sport? N'est-il pas excessif de regarder le confort comme « une chose infiniment accessoire à laquelle il faut donner aussi peu que possible de temps et d'attention »? Le confort, dit Sombart, détruit toute culture artistique. Quelle hyperbole!

Quant au sport, quelles que soient ses outrances et quand Sombart blâmerait avec raison l'abus des prouesses athlétiques et la fureur des records, ne devons-nous pas reconnaître l'utilité des jeux et des exercices du corps? Si la jeunesse française, par exemple, a fait preuve de tact, de résolution et de crânerie, si elle nous a étonnés, émerveillés par sa vigueur et sa trempe solide, n'est-ce pas surtout parce que le sport l'avait rendue adroite et souple, énergique et audacieuse?

Les erreurs et les contradictions foisonnent dans l'œuvre de Sombart.

Il assure que les Allemands ne veulent pas conquérir le monde ni « avaler leurs voisins », qu'ils ne désirent pas, comme l'Angleterre,

« accumuler des pays étrangers », et il convient — l'aveu est à retenir — qu'ils ne savent pas coloniser, qu'ils n'ont pas le talent de la colonisation qui d'ailleurs est un signe de « pauvreté d'esprit ». Et l'instant d'après, il affirme que l'Allemagne, pour être et rester un peuple fort, doit s'agrandir, doit s'étendre et se déployer, doit prendre autant d'espace et de terrain qu'il lui paraîtra nécessaire, doit mettre le pied partout où l'exigent des motifs stratégiques!

Nietzsche est l'idole de Sombart. Il tient Nietzsche pour un grand Allemand et le met à côté de Frédéric II, de Gœthe, de Schiller, de Beethoven, de Fichte, de Hegel et de Bismarck. Il le cite très souvent. Il a lu dans Nietzsche que l'Anglais est plus dévot que l'Allemand et aussi plus commun. Il envisage la guerre actuelle, à plusieurs égards, comme la guerre de Nietzsche, parce que Nietzsche « a été le dernier chantre et voyant qui, descendu du haut des cieux, vint annoncer aux Allemands la naissance du fils de Dieu, c'est-à-dire du surhomme ». Il trouve que la pensée de Nietzsche est une des plus allemandes qui soient; il juge certains de ses mots merveilleux; il admire l'éclat de son style, la splendeur de ses images et l'éloquence de Zarathustra prêchant la maîtrise de soi-même et aussi la soif du sacrifice. Eh bien, en un endroit, Sombart confesse que la doctrine de Nietzsche n'a produit aucun effet. Elle a rendu le chemin plus clair, plus facile pour quelques-uns; mais ceux-là avaient déjà pris le chemin des hauteurs, et leur noble nature les avait préservés de l'esprit mercantile; c'étaient des hommes forts. Le reste ne se composait que de littérateurs de café qui ne comprenaient pas Nietzsche et il ne fit que les confirmer dans leur vie de jouissances et dans leur confortisme.

Le conflit du principe héroïque et du principe mercantile, tel est aux yeux de Sombart le drame d'aujourd'hui. Qu'est-ce que la guerre de la Russie avec la Turquie pour la possession des Dardanelles, qu'est-ce que la guerre de la France avec l'Allemagne pour l'Alsace-Lorraine, qu'est-ce que la guerre de l'Autriche-Hongrie avec la Russie pour l'empire des Balkans, sinon des incidents secondaires, des guerres à côté? La grande guerre, la vraie guerre, c'est la guerre des marchands et des héros.

Sombart exulte parce qu'il a trouvé ces allitérations qui flattent l'oreille allemande : *Händler und Held*, *Krämer und Krieger*. Elles

lui fournissent sa matière et son plan : l'Anglais est un marchand, l'Allemand est un héros; l'Anglais patauge dans le marais, l'Allemand s'élève aux plus hauts sommets de l'idéalisme; ici, le commercialisme, le mammonisme, le matérialisme, le confortisme, le sportisme, toute sorte d'horreurs, et là, l'héroïsme; ici Ahriman et là Ormuzd; ici le diable et là Dieu!

Mais le « commercialisme » n'existait-il pas au pays des héros? L'industrie allemande n'avait-elle pas inondé tous les marchés de sa camelotte et de faux champagne et de faux cognac et d'imitations de produits français? L'esprit mercantile que Sombart critique, n'était-il pas répandu dans l'Empire germanique? Sombart lui-même n'est-il pas fier du développement commercial de l'Allemagne? N'écrit-il pas avec un sentiment de satisfaction que les *damned Germans*, les « maudits Allemands » avaient fait la vie dure aux Anglais, leur avaient rendu les affaires plus difficiles? Ne reconnaît-il pas, qu'à la veille de la grande lutte les Allemands ne pensaient qu'à gagner de l'argent en fabriquant des couleurs et en filant du coton, qu'ils ne pratiquaient d'autre dévouement que le dévouement aux sociétés par actions, qu'ils ressemblaient au peuple que Méphisto décrit au vieux Faust : « Les voitures roulent et les gens vont et viennent avec fracas; ils ne cessent de courir çà et là; c'est un tourbillonnement de fourmis éparses[1]? » Ne dit-il pas en propres termes que ses compatriotes ne parlaient que du progrès, et qu'était-ce pour eux que le progrès? Richesses sur richesses, affaires sur affaires, productions sur productions, réclames sur réclames! Par suite, n'en déplaise à Sombart, les héros allemands qu'il préconise, étaient et sont des marchands et des boutiquiers, tout comme ces Anglais qu'il accable de son mépris et de son impuissante colère.

En revanche, l'Angleterre a, tout autant que l'Allemagne de Sombart, l'esprit héroïque. Comme ses compatriotes, Sombart n'aperçoit que l'extérieur des choses; comme eux, il n'a pas le regard assez perçant pour pénétrer au fond de l'âme humaine et pour discerner, pour mesurer ces impondérables qui, selon le mot de Bismarck, mènent le monde. La force morale de l'Angleterre, son

1. Relevons ici une légère inexactitude dans la citation que fait Sombart (p. 106); Gœthe a dit *am lärmigen Hin = und Wiederrutschen* et non *am ewigen*.

vouloir superbe, son caractère ferme et persévérant; son glorieux passé; la guerre obstinée qu'elle fit à Napoléon; les beaux accents de ses poètes, les vers de Milton sur l'ange déchu dont l'âme reste invaincue sans être changée ni par le lieu ni par le temps, ou ceux de Wordsworth déclarant que la vie est l'énergie de l'amour divin ou humain exercée dans la lutte, ou ceux de Tennyson célébrant l'héroïsme du cœur qui veut s'efforcer, qui veut chercher, trouver et ne jamais céder; la confiance de l'Anglais en lui-même; son désir d'action; sa fierté d'être le fils de ses œuvres; l'opiniâtreté qu'il met dans l'accomplissement de sa tâche en ne prenant pour guide que sa conscience; sa patience inlassable et ce témoignage qu'il aime à se rendre, comme le Robinson de Defoe, qu'il ne désespère pas et ne plaint pas sa peine : tout cela, Sombart l'ignore ou l'oublie!

Selon Sombart, l'Anglais n'a pas de patriotisme : pas un seul des jeunes gens qui se sont récemment engagés, n'a suivi le recruteur par esprit de sacrifice; ils se sont enrôlés parce qu'ils croyaient « faire une affaire avantageuse »! Faut-il répondre à Sombart que dans l'histoire du monde, même en 1792, même en 1813, même dans la guerre de la Sécession, jamais levée de volontaires ne fut aussi prompte et spontanée que la levée des volontaires anglais de 1914 et de 1915? Faut-il lui répondre que les rapports du quartier général britannique et les lettres des soldats mentionnent des actes d'admirable dévouement et que les Tommies vont au combat en disant avec Kipling qu'ils donnent leur vie pour assurer la destinée de leurs enfants et dompter la folie des Huns? Faut-il lui répondre que le peuple anglais a déployé les plus nobles efforts; qu'il a été, lui aussi, fidèle au pacte sacré de la concorde; qu'il a eu, qu'il a encore des élans de générosité que Sombart qualifierait d'héroïques s'ils se produisaient en Allemagne? Faut-il lui répondre que le sang versé sur les bords de l'Yser et dans les plaines de l'Artois a cimenté l'union entre la métropole et les colonies, ces colonies que l'Allemagne a si passionnément et si inutilement convoitées? Faut-il lui répondre que l'Angleterre n'est pas, comme il dit, une maison-mère dont les colonies sont les succursales, mais une vraie mère qui voit ses filles voler à son secours? Faut-il lui rappeler ce mot du Canada : « Le Canada est en guerre quand l'Angleterre est en guerre » et ce mot de l'Australie : « Jusqu'au dernier shilling et à son dernier

homme, l'Australie soutiendra la cause de l'Empire »? Faut-il enfin lui rappeler ce mot de Nelson que l'Allemagne connaît pourtant et qu'elle a fréquemment cité, ce mot grave et vibrant qui en 1915 comme en 1805, sur la frontière de France comme dans les eaux de Trafalgar, remue les cœurs britanniques et les remplit d'héroïsme : « L'Angleterre attend que chaque homme fera son devoir »?

*
* *

Partout, dans l'histoire de l'Angleterre, Sombart ne voit qu'esprit mercantile.

Il regarde comme une des causes de la grandeur britannique au XVIIIe siècle les traités de Methuen et de l'Assiento; mais il ajoute qu'avec ces habiles conventions allaient de pair tous les moyens de tromperie, de parjure, de filouterie, de vol, de brigandage.

Il reproche à l'Angleterre d'avoir conquis les Indes en se servant adroitement des mille contrastes dont cette région était pleine.

Il lui reproche sa conception de l'équilibre qui n'est qu'une idée de commerçant, l'idée de la balance que le marchand tient en main pour peser les raisins secs et le poivre, idée purement mécanique, « car on ne peut peser que des matières mortes, on ne peut peser ces êtres vivants que sont en réalité les États ».

Il lui reproche sa façon de faire la guerre, et, comme toujours, l'Allemand qui voit la paille dans l'œil de ses ennemis, ne voit pas la poutre dans le sien. C'est ainsi qu'il accuse l'Angleterre d'avoir en 1761 rompu son alliance avec la Prusse parce que « son intérêt à la guerre de Frédéric II était épuisé ». Comme si Frédéric ne faisait pas de même! Comme si Frédéric n'avait pas dit qu'un prince doit abandonner une alliance dès qu'il la trouve dangereuse ou inutile!

Il assure avec indignation qu'au fond de toutes les guerres de la Grande-Bretagne il y a le commerce. Comme si au fond de la guerre d'aujourd'hui il n'y avait pas le commerce de l'Allemagne, avide d'ouvrir à ses produits, par de nouvelles victoires, les marchés du monde entier et d'avoir son empire d'outre-mer!

Mais voici le comble du sombartisme (ne peut-on user de ce mot comme Sombart use du mot *confortisme* et du mot *sportisme*?), et qui ne pourra s'empêcher de sourire? L'Angleterre, *infandum*! n'a

pas hésité à bombarder des villes étrangères, et Anvers, Ostende ont essuyé les coups des canons britanniques! Bien pis, les Anglais ont évacué la citadelle d'Anvers assiégée, cette citadelle qu'ils devaient défendre, et ils sont allés s'embarquer à Ostende sur des vaisseaux qui les ont mis en sûreté! Cela, s'écrie Sombart, cela « crie au ciel »! C'est « une chose indiciblement sale »! Voulait-il donc que les Anglais se fissent tuer jusqu'au dernier? Les Allemands, en semblable circonstance, auraient-ils poussé l'héroïsme aussi loin? N'auraient-ils pas, de même que les Anglais, jugé « plus pratique » de quitter Anvers? Ou bien les Anglais devaient-ils capituler? Mais ne savaient-ils pas le traitement qui leur était réservé? Sombart raconte avec complaisance qu'à Liége, lorsque des Anglais prisonniers tendirent naïvement la main à l'adversaire, comme le joueur de ballon après le match, les héros allemands leur donnèrent « la réponse méritée, un coup de pied dans une certaine partie du corps »!

Citerons-nous d'autres « sombartismes »?

Dans cette guerre, l'Angleterre regarde la lutte des armes comme une bagatelle! Ses troupes ne jouent aucun rôle! Elle n'envoie pas sa flotte au combat parce que cette flotte lui coûte trop cher! Elle n'emploie que des moyens mercantiles, vexations, chicanes, boycottage, vol patenté, course, détournement de clients, corruption! Elle encercle l'Allemagne par ses journaux et ses nouvelles; elle dispose de tous les câbles du monde et répand en tous lieux ses mensonges; elle a par son or suborné à l'étranger, chez les neutres et aux États-Unis, les bureaux télégraphiques, les gazettes et les revues, les dessinateurs, les agents de la presse!

C'est Gracchus révolté qui se plaint de révolte!

Jusqu'où ne va pas l'anglophobie de Sombart! Il consent à lire les œuvres des autres nations. Mais il exclut formellement les œuvres anglaises : elles n'ont, à son avis, ni mérite ni valeur. On disait naguère qu'Allemands et Anglais étaient parents, étaient cousins, et qu'ils allaient ensemble. « Espérons, dit Sombart, que ce mot ne sera plus répété; rien de plus bête que cela; non seulement les Anglais nous sont étrangers, mais leur civilisation exerce une action pernicieuse; elle ne peut en aucun sens nous compléter, nous enrichir,

nous récréer, comme font les nations slaves et romanes. » Les Anglais ont-ils une peinture? Oui : les « douceurs » de Gainsborough et de Reynolds et les « hystéries » des préraphaélites! Ont-ils une littérature? Oui : après Shakespeare, ils ont eu Sterne, Burke, Byron, Shelley, Carlyle, Ruskin, Oscar Wilde et Bernard Shaw. Mais Carlyle n'est pas du tout Anglais, son esprit « n'a pris qu'une nourriture allemande », et, si les autres ne sont nullement plats et prosaïques selon le type anglais, ils sont Irlandais, c'est-à-dire anti-anglais, et deux d'entre eux, Byron et Shelley, ont, l'un maudit son peuple, l'autre, renié sa patrie. Quel dommage que ni Byron ni Shelley ni Ruskin ne soient pas Irlandais!

Sombart cite aussi Thomas Morus et il se moque de l'auteur d'*Utopie*. Morus trouve le bonheur ou du moins une partie essentielle du bonheur dans le plaisir honnête. Là-dessus notre Allemand éclate d'un rire épais : voilà, dit-il, la respectability anglaise! S'il avait lu Thomas Morus avec attention et sans parti pris, il connaîtrait cet autre mot du chancelier, que nul genre de plaisir n'est interdit d'où ne résulte aucun inconvénient, *ex quo nihil sequatur incommodi*. Il est du reste amusant de voir comment Sombart essaie de découvrir à tout prix chez Thomas Morus un marchand qui n'a rien d'héroïque. Il rappelle que Morus déteste la guerre et remarque que les Utopiens mis en scène par Morus s'exercent néanmoins à la guerre.... Voyez, dit Sombart, voyez ce germe de sportisme! Les Utopiens de Morus ne prennent les armes que pour défendre la patrie, pour repousser une invasion, pour délivrer de la tyrannie, par humanité pure, un peuple dont ils ont pitié... voyez, ricane Sombart, voyez ce germe du *cant* anglais!

***

D'un bout à l'autre du volume s'exhale naturellement cette vanité allemande qui ne fut jamais plus intense que de nos jours; cet orgueil insensé qui fait croire aux Teutons qu'ils sont un peuple de maîtres; cette manie de domination qui les hante tous depuis que leurs écrivains ont à l'envi glorifié les mérites de la race germaine et annoncé frénétiquement qu'ils avaient la mission de guider et de gouverner l'univers. Sombart, lui aussi, s'imagine que l'Allemagne

a cette mission et la dernière partie de son ouvrage porte ce titre : « La mission du peuple allemand ».

Grâce à leur culture, écrit Sombart, les Allemands sont chez eux dans le monde de l'idéal et plus à l'aise en ces sublimes régions que dans les rues de Berlin la grande ville. Ils sont les uniques héritiers de la Grèce antique. Ils sont des héros et l'esprit héroïque-allemand, *heldisch-deutsch*, plonge par ses racines jusque dans le peuple d'Homère et de Platon, de Marathon et de Salamine !

Il y a eu — continue Sombart — des peuples nobles, des peuples élus qui furent les représentants de la pensée de Dieu sur la terre, comme les Grecs, comme les Juifs. « Le peuple élu de ces siècles-ci, c'est le peuple allemand, parce qu'il professe cette philosophie héroïque qui seule à notre époque renferme la pensée divine. Nous saisissons maintenant pourquoi les autres peuples nous poursuivent de leur haine ; ils ne nous comprennent pas, mais ils sentent la prodigieuse supériorité de notre intelligence. C'est ainsi que les Juifs furent haïs dans l'antiquité parce qu'ils étaient les lieutenants de Dieu sur la terre et ils allaient tête levée et un sourire méprisant sur les lèvres à travers la foule des peuples ; ils se fermaient à tout être étranger, de crainte de souiller par le contact avec des incroyants ce qu'ils portaient en eux de saint et de sacré. C'est ainsi que dans leurs meilleurs jours les Grecs vivaient parmi les barbares. C'est ainsi que nous aussi, Allemands de notre temps, nous irons à travers le monde, fiers, le chef haut, avec la certitude d'être le peuple de Dieu. De même que l'oiseau de l'Allemand, l'aigle, plane au-dessus de tous les animaux de cette terre, de même l'Allemand se sent élevé au-dessus de tous les peuples qui l'entourent et qu'il voit au-dessous de lui tout, tout en bas. »

L'Allemagne, ajoute Sombart, n'a besoin de personne. Sur quelque domaine que ce soit, aucun peuple ne peut rien lui donner qui lui soit indispensable. Sa richesse est inépuisable ; elle possède tout ce que la civilisation humaine peut produire de précieux et d'excellent. Elle comprend tous les peuples étrangers et nul ne la comprend, nul ne peut la comprendre, et c'est pourquoi elle découvre chez les autres ce qui lui est utile.

En politique, qu'apprendrait-elle de l'étranger ? Certaines gens, dont l'Américain Eliot, lui souhaitent une meilleure constitution. « Merci, dit Sombart, nous savons mieux que quiconque ce qui nous

convient : nous n'attachons pas le moindre prix aux constitutions françaises qui se tuent à courir l'une après l'autre, et nous savons que la constitution anglaise ne peut, du moins aujourd'hui, être pour nous un modèle. »

De même, dans la science et dans l'art. C'est toujours l'Allemagne qui donne; c'est elle, comme disait Gœthe, qui a le plus à perdre; désormais elle n'aura plus pour les artistes et les écrivains de l'étranger le même engouement que jadis. Peu lui importe la haine des vaincus; elle pense en elle-même, *Oderint dum metuant*, qu'ils me haïssent pourvu qu'ils me craignent.

***

Que conclure? que dire à un enragé qui croit sans en vouloir démordre que la guerre actuelle est née « de nobles impulsions » et que l'Allemagne la fait pour atteindre un « but sacré » tandis que l'Angleterre ne la fait que pour « défendre un vain commerce »? Essayez de le convaincre que la guerre est vraiment une guerre allemande, une guerre préventive, une guerre préméditée par l'Allemagne et l'Autriche qui comptaient écraser en quelques semaines et la France et la Russie! Essayez de le convaincre que son gouvernement a eu l'habileté d'égarer le peuple et de l'entraîner en le persuadant que le tsar était l'agresseur!

Pour juger Sombart, nous lui empruntons un de ses propres jugements. Il déclare que les étrangers qui parlent du militarisme allemand, n'ont dit que des folies, des absurdités, *Unsinn*. Tout ce qu'il dit et des marchands et des héros et de la prépondérance de l'Allemagne n'est que *Unsinn*, et, en ce qui concerne la guerre, puisqu'il cite volontiers le second *Faust* et dans le second *Faust* la première scène du IVe acte entre Faust et Méphisto, rappelons-lui ces vers du héros : « Le flot a beau s'avancer avec orgueil; si violent qu'il soit, il se plie et se soumet ».

ARTHUR CHUQUET,
Membre de l'Institut.

LA POLITIQUE DU JAPON

PENDANT LA PREMIÈRE ANNÉE DE LA GUERRE EUROPÉENNE

Le formidable conflit où l'un des deux groupes des grandes Puissances s'est jeté sur l'autre, ébranle les bases morales de la société des nations et secoue les peuples les plus éloignés. Les neutres, quoi qu'ils en aient, y sont impliqués soit par la force des faits, soit par la volonté de certains belligérants, et leur rôle n'est guère plus facile ni moins dangereux que le rôle de ceux-ci. Ils veulent, peut-être pour les motifs les plus respectables, rester loin de la lutte; ils risquent de ressembler à ceux dont parle Dante, à ces

anime triste di coloro,
Che visser sanza infamia, e sanza lodo,

ou aux anges

che non furon ribelli,
Nè fur fedeli a Dio, ma per se foro.

Le Japon, à l'extrémité de l'Asie orientale, n'a pas montré cette passivité et, dès la première heure, il s'est rangé résolument dans le camp où l'attiraient son sens élevé de l'honneur, ses sympathies, ses intérêts. Quelle place lui ont assignée et les circonstances environnantes et ses propres idées?

*
* *

Le 15 août 1914, le gouvernement japonais faisait remettre à l'ambassadeur d'Allemagne à Tôkyô l'ultimatum suivant :

Considérant que, dans la situation présente, il est hautement important et nécessaire de prendre des mesures pour écarter toutes causes tendant à troubler la paix en Extrême-Orient, et pour sauvegarder les intérêts généraux visés par la convention d'alliance entre le Japon et la Grande-Bretagne..., le Gouvernement Impérial du Japon croit de son devoir d'aviser le

Gouvernement Impérial Allemand d'avoir à exécuter les deux propositions suivantes : 1° retirer immédiatement des eaux japonaises et chinoises les navires de guerre et vaisseaux armés allemands de toute nature, et désarmer sans délai ceux qui ne peuvent être retirés ; 2° remettre sans condition ni compensation aux autorités impériales japonaises, à une date qui ne saurait être postérieure au 15 septembre 1914, tout le territoire loué de Kyaotcheou en vue d'une restitution éventuelle du dit territoire à la Chine. Le Gouvernement Impérial du Japon annonce en même temps que, au cas où le 23 août 1914 à midi, il n'aurait pas reçu du Gouvernement Impérial Allemand une réponse notifiant acceptation inconditionnelle de l'avis précédent, il se verrait contraint d'agir comme il croirait nécessaire pour faire face à la situation [1].

A cette communication d'une délicieuse insolence, l'Allemagne ne fit aucune réponse; elle n'imagina qu'une réplique un peu ridicule en faisant prescrire à l'ambassadeur d'Autriche de demander ses passeports; cette démarche (25 août), précédée d'une petite rouerie destinée à sauver le croiseur autrichien *Kaiserin Elisabeth*, n'était pas de nature à impressionner le gouvernement de Tôkyô [2].

L'ultimatum mettait fin aux incertitudes et aux délibérations soulevées tant par la crise européenne que par la démarche de la Grande-Bretagne. Cette Puissance, en effet, avait requis du Japon (7 août) la protection due en vertu du traité d'alliance au commerce et aux intérêts britanniques en Extrême-Orient : le Cabinet anglais ne songeait, semble-t-il, à ce moment qu'à faire assurer la police des mers de Chine; les autorités japonaises estimèrent au contraire qu'il était indispensable pour atteindre ce but de détruire la base allemande de Tshing-tao. Un échange de vues suivit, où la Grande-Bretagne éprouva quelque surprise du degré avancé des préparatifs japonais et montra peut-être le souci de limiter l'action de son allié en Chine. Depuis plusieurs mois, l'alliance avait été l'objet, dans les deux pays, des conversations des hommes politiques et des articles de la presse : le principe du *statu quo* en Chine et de l'égalité de traitement, *equal opportunities*, pour les différentes Puissances était-il respecté? n'était-il pas attaqué par la politique anglaise au Tibet, aussi bien que par les ententes mongoles de la Russie? devait-on, ainsi que le pensait le comte Ôkouma, premier ministre, tendre vers

1. *Japan Mail*, 22 août 1914, p. 178.
2. *Id.*, 5 septembre 1914, p. III.

une action économique commune des deux pays, action difficile à concevoir et à réaliser? et, si l'on allait plus au fond, l'alliance même était-elle intacte en face de l'hostilité persistante des dominions britanniques, après le renouvellement de 1911, qui exceptait le cas d'hostilités entre le Japon et les États-Unis? Bon nombre de Japonais ne croyaient pas que l'Angleterre gardât à l'égard de leur pays ses sentiments de naguère; d'autres, sans fermer les yeux aux difficultés d'application, étaient persuadés que le Cabinet de Londres cherchait loyalement à les résoudre. Tous admettaient l'utilité de l'alliance pour le pays, surtout peut-être en cas de complications sur le Pacifique; tous furent unanimes aussi à reconnaître le devoir incombant à l'Empire et à vouloir fournir à la Grande-Bretagne une aide équivalente à celle qui avait été reçue en 1904-1905.

Mais quelle était la limite de ces obligations? Pendant les conversations entre Tôkyô et Londres, une délégation de la Chambre des Pairs comprenant des membres de tous les groupes vint recommander au Premier Ministre la plus stricte modération dans les décisions du gouvernement, en lui signalant la nécessité des économies et le danger d'un appel de la Chine à une tierce Puissance; le bruit courait en même temps qu'à moins d'une provocation de l'Allemagne, l'armée japonaise resterait inactive et que la flotte se bornerait à enfermer à Kyao-tcheou les vaisseaux ennemis [1]. Les timorés publiaient leurs idées politiques, espérant en rendre plus aisée la réalisation. Les États-Unis, que l'on ne nommait point, étaient naturellement désignés à l'attention du gouvernement par le souvenir des difficultés renaissantes; malgré la cordialité voulue de manifestations réitérées, les Japonais étaient toujours en butte à la méfiance des représentants et de la presse dans les États de l'ouest; divers projets de loi sur l'immigration, sur la naturalisation des Asiatiques, sur l'accès au droit de propriété étaient discutés ou même votés; ce mouvement s'était à l'automne de 1913 étendu à la Floride [2], et parmi les troubles du Mexique certains journaux pensaient discerner des intentions d'intervention japonaise. Les Japonais, de leur part, étaient en éveil sur l'activité croissante déployée par les Américains en Chine,

1. *Japan Mail*, 22 août 1914, p. 179.
2. *Id.*, 18 octobre 1913, p. 496; 25 octobre, p. v.

depuis que leur gouvernement avait déclaré (19 mars 1913) se retirer du consortium financier des six Puissances; il était question d'une entreprise de dragage, de concessions à la Standard Oil Company portant non seulement sur le Cheàn-si, mais sur la région de Je-ho qui rentre manifestement dans la sphère japonaise; un emprunt aurait été envisagé pour organiser sous la direction américaine un port à San-tou-ngao, au Fou-kyen, province où le Japon a des droits spéciaux. On avait même parlé d'une alliance sino-américaine et, malgré les explications très nettes de Washington et les dénégations de Tôkyô[1], l'opinion des cercles politiques restait hésitante dans les deux pays. La question de Kyao-tcheou réveillait les appréhensions, que la presse allemande des États-Unis chercha aussitôt à surexciter; maîtresse de cette base navale et des îles allemandes du Pacifique, n'étant plus contre-balancée par les vaisseaux allemands, appuyée sur l'alliance anglaise renforcée, la flotte japonaise n'allait-elle pas dominer des Philippines à Panama? L'interprétation large de la convention anglo-japonaise prévalut toutefois, mais les assurances données par le comte Ôkouma et le baron Tsinda, ambassadeur, de restituer le territoire de Kyao-tcheou à la Chine et de respecter l'intégrité territoriale de cette république, satisfirent le président Wilson, qui fit une déclaration de neutralité (21 août)[2]. Le Cabinet de Washington était déjà mis en garde contre les menées allemandes par la proposition qui lui avait été faite de lui remettre en dépôt le territoire de Kyao-tcheou jusqu'au jour de la restitution à la Chine[3]. Cette Puissance, en effet, ne pouvait rentrer en possession avant l'expiration du bail de quatre-vingt-dix-neuf ans que moyennant le remboursement de toutes les dépenses faites par l'Allemagne, et elle désirait peu assumer cette charge. L'offre captieuse de Berlin avait donc été repoussée, et la plus stricte neutralité conseillée au président Yuen[4].

L'attitude énergique du premier ministre Ôkouma, pour être contraire aux idées d'une partie des Pairs, ne trouvait pas moins des approbateurs dans les milieux les plus divers depuis l'armée jusqu'à

1. *Japan Mail*, 13 juin 1914, p. VII.
2. *Id.*, 29 août 1914, p. IV.
3. *Id.*, 29 août 1914, p. IV.
4. *Id.*, 22 août 1914, p. 180; 26 septembre, p. 294.

la presse. L'opinion aimait à se rappeler la clairvoyance qu'il avait montrée à propos des affaires russes de Mantchourie, son rôle dans les sociétés visant à étendre l'influence japonaise, sa passion constante de la grandeur du pays au dedans et au dehors. Ces sentiments le mettaient à présent d'accord pour une action ferme avec ses anciens adversaires, le duc Yamagata, le principal organisateur de l'armée, le chef des conservateurs, et les autres gen-rô. Un tel rapprochement fut salué par tous comme le retour à la concorde nationale, fort ébranlée depuis deux ans, d'abord par la crise constitutionnelle, ensuite par les scandales de la marine : la guerre européenne refaisait l'union du pays et purifiait l'atmosphère.

Les vues du Cabinet concordaient encore avec le sentiment de la presse et de la nation envers les autres États belligérants. La France, la Russie et l'Allemagne s'étaient unies en avril 1895 pour conseiller au Japon vainqueur de renoncer à la possession du Lyao-tong; tandis que les trois ministres agissaient à Tôkyô, les commandants des trois flottes se tenaient prêts à les appuyer; l'amiral de Beaumont sut modérer l'ardeur de son collègue russe, de même que le ministre de France, M. Harmand, parvenait à donner à cette démarche pénible le caractère le moins offensant et à s'assurer toute la considération du Cabinet japonais. De cette intervention, le Japon garda du ressentiment surtout contre la Russie et l'Allemagne; au contraire, la France, malgré ses précédentes tentatives sur Formose, déclara bientôt qu'elle n'avait nulle intention de s'immiscer dans les affaires de l'île et, par son désintéressement avisé, adoucit l'amertume du gouvernement mikadonal; trois ans plus tard, cette impression s'accentua encore, quand on vit l'Allemagne et la Russie s'installer à Kyao-tcheou et à Port-Arthur, l'une sur le territoire rétrocédé, l'autre en un point dominant les communications de Formose avec l'Empire : l'établissement contemporain de la France à Kwang-tcheou-wan ne touchait nullement aux intérêts du Japon, que les débuts de Formose n'encourageaient guère à la colonisation tropicale. Affectées par les débats au sujet des questions de neutralité pendant la guerre avec la Russie (1904-1905), les relations franco-japonaises reprirent bientôt leur cordialité, le Japon ne manquant pas, après coup et son intérêt n'étant plus en jeu, d'appré-

cier la fidélité de la France à son alliée. L'accord du 10 juin 1907 manifesta ces bonnes dispositions réciproques, qui ont permis la coopération des capitaux français au développement économique du Japon et l'extension dans ce pays d'importantes maisons françaises d'enseignement.

La crainte de la Russie date de loin. Dès la fin du XVIIIe siècle, le chôgounat était averti des desseins russes sur le Pacifique nord et, depuis, les autorités de Édo d'abord, de Tôkyô ensuite, ont dû plus d'une fois faire face à des tentatives de leurs voisins. La guerre de Mantchourie a donc eu pour but d'écarter une fois pour toutes la pression russe du Lyao-tong et de la Corée, le désir de venger l'affront reçu y a eu une part secondaire; le résultat une fois atteint, elle n'a pas laissé de rancœur dans l'esprit des Japonais, moins à coup sûr que dans une partie de l'opinion russe qui se méfie de tous les Asiatiques pour l'avenir de la Sibérie transbaïkalienne. Aussi depuis le traité de Portsmouth a-t-on vu Saint-Pétersbourg et Tôkyô s'entendre fréquemment sur les questions de chemins de fer et de pêcheries; plusieurs accords ont été conclus, l'un d'une portée générale et un peu vague (30 juillet 1907), les autres (4 juillet 1910, 8 juillet 1912) confirmant et définissant la situation des deux Puissances en Mantchourie et en Mongolie. Aucun sujet de désaccord n'existant plus, les intérêts connexes étant délimités, le Japon était au contraire porté vers la Russie par ses relations cordiales avec les autres membres de la Triple-Entente. Dès les premières semaines de la guerre européenne, des assurances de bon vouloir furent probablement échangées, la presse des deux pays salua chaleureusement l'orientation nouvelle préparée de longue date par M. Motono, ambassadeur en Russie; la première manifestation du côté russe fut la mission du général Germonius qui, parti de Pétrograd le 23 août, débarqua le 9 septembre à Tsourouga et fit ostensiblement de gros achats de matériel de guerre. On parla à mots couverts de négociations plus importantes qui furent démenties. Il semble aussi qu'à partir du mois d'août le Cabinet de Tôkyô tint un langage bien plus libre à propos de la création de deux divisions en Corée : cette augmentation des forces de terre, réclamée depuis deux ans ou davantage en vue de complications éventuelles du fait de la Chine, était toujours ardemment discutée par les partis et avait contribué à

ébranler plusieurs Cabinets; elle ne pouvait être mal interprétée par la Russie devenue amie[1].

Bien disposée à l'égard de la Triple-Entente, la presse était unanime contre l'Allemagne, en qui elle voyait l'instigatrice de l'intervention de 1895. Tandis que les relations avec la France et avec la Russie avaient évolué, rien ne s'était passé à l'égard de l'Empire Allemand, les rapports étaient toujours restés corrects sans devenir plus cordiaux ni plus froids; la situation paraissait exactement la même que dix-neuf ans plus tôt au lendemain de l'entrevue entre le vicomte Moutsou Mounémitsou, le ministre d'alors, et le baron von Gutschmid : mais les Japonais, avisés, calculateurs autant que passionnés à leur heure, discernaient les appétits cachés sous cette froideur. N'était-ce pas, d'ailleurs, pour l'Empire Allemand, avoir reculé que d'être resté en place, tandis que les autres se rapprochaient? Survint tout d'un coup une révélation bruyante des procédés allemands par l'affaire Siemens-Schuckert contre Richter, jugée en Allemagne; il fut établi, ainsi que le déclara M. Liebknecht, que la maison Siemens-Schuckert avait pendant un temps considérable corrompu des officiers de la marine japonaise, nombreux et haut placés; les autorités consulaires allemandes ne semblaient pas tout à fait en dehors de l'affaire. Les enquêtes, procès, destitutions occupèrent les six premiers mois de 1914 et froissèrent vivement l'orgueil japonais[2]. L'impudence allemande à la fin de juillet et dans les premiers jours d'août souleva dans le pays une vague d'indignation et ce fut un soulagement quand on apprit l'ultimatum de la Grande-Bretagne. Immédiatement, le peuple pensa à la guerre, souhaitant de venger enfin l'humiliation passée; les journaux étaient à l'affût des conseils ministériels, observaient les arsenaux dont on croyait voir redoubler l'activité; la marine et l'armée dissimulaient à peine leurs sentiments. Mais le gouvernement ne s'expliquait pas; à quoi attribuer cette hésitation? à l'inertie des ministres? à des conditions posées par l'Angleterre? ou fallait-il croire qu'on négociait avec l'Allemagne et que cet empire, abandon-

1. *Japan Mail*, 5 septembre 1914, p. 226; 12 septembre, p. 251; 19 septembre, p. 270; 26 septembre, p. 295; 3 octobre, p. 314.

2. *North China Herald*, 24 janvier 1914, p. 266; 7 février, p. 404. — *Japan Mail*, 20 juin 1914, p. x.

nant une possesion aventurée, indéfendable, allait remettre bénévolement Kyao-tcheou à la Chine? Quelques-uns le croyaient, montrant peu de clairvoyance; beaucoup en eussent été désappointés; ils savouraient d'avance autant le plaisir que le profit de chasser les Allemands du Chan-tong. Le comte Ôkouma préparait ses moyens financiers et militaires, négociait en Europe et en Amérique, s'efforçait de mettre les adversaires dans leur tort, ne se laissait pas émouvoir par les murmures de la rue.

Enfin l'ultimatum fut lancé; il apparut comme un premier triomphe; l'Empire allait donc rentrer dans sa carrière glorieuse. Orgueilleux de tout son passé et tenant en piètre estime ses voisins coréens et chinois, le peuple japonais a un sentiment très juste de l'œuvre merveilleuse accomplie dans la période Méi-dzi. Il y a cinquante ans, le Japon était enfermé dans trois de ses grandes îles, divisé à l'intérieur, sans influence, sans crédit au dehors; les pays d'occident lui avaient imposé un tarif de douanes onéreux et la juridiction consulaire, puis avaient bombardé quelques-uns de ses ports et dans d'autres avaient installé une garde militaire pour leurs nationaux; il fallait à la fois remettre l'autorité dans les mains de l'Empereur, accroître ce pouvoir en l'organisant d'après le modèle européen et en l'étendant sur les territoires voisins des trois îles, faire admettre l'Empire régénéré comme un égal par les Puissances qui par traité l'avaient dépouillé d'une part de ses droits souverains. D'abord furent incorporées à l'Empire des terres qu'une longue tradition lui rattachait, bien que d'un lien assez lâche, l'île peu peuplée de Ézo (ou Hokkai dô) en 1869 et l'archipel des Ryou-kyou (juillet 1874, avril 1879). La Corée, en vertu des légendes et de l'histoire, attirait puissamment les hommes de la Restauration; une civilisation originale encore vivace, le ressentiment des luttes passées, les intérêts de deux puissants voisins, la Chine suzeraine antique, la Russie cherchant la mer libre, arrêtèrent longtemps de ce côté la course victorieuse du nouveau Japon; annexée le 24 août 1910, la Corée trop différente est soumise à un régime spécial en qualité de colonie. Le sud de Sakhalin (Karahouto), Formose et le Kwan-tong sont aussi des colonies, dues à la conquête, requises pour des raisons économiques et militaires; mais la vocation du Japon à ces terres a peu de racines dans le passé. Aux yeux de nombreux Japonais, les

colonies forment sans doute une zone extérieure de l'Empire et n'ont pas part égale à la dilection de tout patriote (quel Japonais n'est patriote?) pour le sol sacré; leurs indigènes peuvent être des sujets du Mikado. ils ne sauraient avoir avec la Maison Impériale la quasi-communauté d'origine mythique, ni même envers son chef le privilège du loyalisme immémorial; jamais, au moins depuis les temps historiques, un empereur n'a quitté le sol du vieux Japon; l'an dernier [1], à l'occasion du couronnement, il était question pour le nouveau Tennô d'aller visiter ses domaines de Corée, de Sakhalin et de Formose et cette initiative, en raison de sa gravité, était l'objet pour le ministère de la Cour d'un examen approfondi. On conçoit donc pourquoi les nouvelles conquêtes ne peuvent être dès à présent incorporées à l'Empire comme l'ont été Ézo et les Ryou-kyou, comment le souverain japonais ne saurait, sinon de loin, régner sur des continentaux. Toutefois les politiques, et ils sont nombreux, n'oublient ni l'importance du domaine extérieur ni le rôle que peuvent jouer les Japonais émigrés à l'étranger : les uns songent à de riches colonies, agricoles et commerçantes, à de « nouveaux Japons », *sin Nihon*, qui fleuriraient dans l'Amérique du sud, ou quelque part sur les rives du Pacifique ; d'autres, voyant leur pays placé entre 400 millions de Chinois. 160 millions de Russes et 100 millions de citoyens des États-Unis, préféreraient garder leurs compatriotes groupés au Japon, en Corée, en Mantchourie et pensent après quelques décades pouvoir en dénombrer 100 millions. Entre ces deux tendances, les futures relations extérieures jugeront. En même temps que le nouvel Empire prenait pied sur le continent, quadruplait sa façade sur le Pacifique et jetait au delà des milliers de ses sujets, il revendiquait sa place dans la société des États, d'abord contre la Chine qui, à Simonoséki (17 avril 1895), devait lui reconnaître chez elle les droits d'exterritorialité et les privilèges consulaires impatiemment subis par lui-même; à peu près en même temps, sa diplomatie obtenait de l'Angleterre (18 juillet 1894), puis des autres Puissances la revision des traités du chôgounat : il se sentait enfin autonome et maître chez soi. L'alliance avec l'Angleterre (30 janvier 1902), la victoire sur la Russie l'ont élevé sans conteste au rang des Puissances domi-

1. *Japan Mail*, 6 février 1915, p. 108.

nantes. Ces cinquante ans de triomphe inspirent aux Japonais une légitime fierté dont le plus humble perçoit les justes motifs : l'application des nouveaux traités (30 juin 1899), la conclusion de l'alliance anglaise ont été fêtées par tout le peuple, autant ou plus que d'autres faits plus frappants et plus intelligibles. Aussi au mois d'août 1914 le pays applaudissait à la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne et poussait le gouvernement contre l'Allemagne, dont il avait naguère senti la menace et dont il devinait l'avidité sans scrupule : il voulait à la fois écarter un voisin dangereux et s'assurer une voix dans le futur congrès qui aurait à régler la paix.

***

La première attaque contre Tshing-tao fut faite dans la nuit du 23 au 24 août par quelques destroyers britanniques, qui rentrèrent le matin à Wei-hai-wei, sans pertes graves. La flotte du vice-amiral Katô établit le blocus le 25[1]. A partir du 2 septembre, les troupes japonaises commencèrent de débarquer sur la côte nord de la presqu'île dans la région de Lai-tcheou; une partie se dirigea au sud-ouest vers Wei-hyen, une autre au sud vers la ville chinoise de Kyao-tcheou pour s'emparer de la voie ferrée en ces deux points. Un peu plus tard, d'autres corps prirent terre à Lao-chan sur la côte sud, au nord-est de Tshing-tao; là aussi arriva le 23 septembre le brigadier général Barnardiston avec des troupes anglaises provenant de Wei-hai-wei[2]. La ville se rendit le 7 novembre et en signe d'estime l'Empereur ordonna de laisser leurs épées au gouverneur Meyer-Waldeck et à ses principaux officiers. L'annoncé de la victoire, le retour de l'amiral Katô, puis du général Kamio, la visite à Tôkyô du général Barnardiston, furent célébrés avec éclat[3].

La campagne du Japon contre l'Allemagne se déroulait partie en territoire chinois, partie en territoire cédé à bail par la Chine. Cette situation ambiguë ne pouvait manquer de soulever des difficultés. La Chine fit de bonne heure une déclaration de neutralité et dès le 12 août on annonçait que quatre divisions étaient mobilisées au

1. *Japan Mail*, 29 août 1914, pp. 205, 206.
2. *Id.*, 5 septembre 1914, p. 230; 26 septembre, p. 301.
3. *Id.*, 14 novembre 1914, p. 458; 5 décembre, p. 528; 19 décembre, p. 574, 586.

Tchi-li et au Chan-tong, prêtes à l'appuyer. Quand le Japon entra résolument dans l'affaire, la grande république voisine ne se tint pas à sa première attitude; elle n'était pas sans méfiance à propos des nouveaux desseins de l'Allemagne, fondation récente à Berlin d'un institut scientifique et économique, soutenu et patronné par les plus hauts personnages officiels, ainsi que par les sociétés industrielles et commerciales, projetant la création en Chine d'établissements d'instruction et autres; de plus prochaine construction au Chan-tong d'une grande aciérie sous la direction de la maison Krupp. D'autre part, un voyage à Berlin fait quelques mois plus tôt par le fils du président Yuen indiquait des rapports assez intimes; le Président était reconnaissant de l'attitude favorable de l'Allemagne lors des réclamations de la Russie et de l'Angleterre pour le Tibet et la Mongolie [1]. Un bon nombre de mandarins, appréciant le système des pots-de-vin largement pratiqué par les maisons allemandes, une partie du monde commercial séduit par l'habitude des longs crédits, avaient des dispositions progermaniques. Les tendances divergentes s'opposant dans un pays de gouvernement faible et sans principes politiques bien arrêtés, on pensa faire un jeu de bascule entre les deux belligérants, aucune attitude ferme ne fut, ni peut-être ne pouvait être adoptée à Péking; en fin de compte, on y subit la poussée des événements. Un arrangement fut conclu avec Tôkyô, dit le *Nitsi nitsi*, avant l'ultimatum du 15 août; une zone fut déterminée d'abord, puis légèrement étendue, où les troupes japonaises pourraient débarquer, opérer, user du chemin de fer sans être réputées avoir violé la neutralité chinoise [2], ou du moins sans que la Chine fît plus que formuler à l'avance une protestation de pure forme. Si la République eût prétendu écarter en fait les hostilités de son sol, elle eût dû s'opposer au débarquement, aux opérations des alliés dans ses eaux territoriales, mais aussi mettre obstacle aux mesures militaires des Allemands, au besoin les expulser du territoire loué, qui demeure chinois en principe. Ni sa convention de 1898, ni ses moyens d'action ne lui permettaient de se faire respecter; elle traça donc la part du feu, selon le précédent de la guerre russo-japonaise, payant les fautes anté-

1. *Japan Mail*, 11 octobre 1913, p. 447; 13 décembre, p. 747; 28 mars 1914, p. v; 25 juillet, p. 98.
2. *Id.*, 29 août 1914, p. 203, 204, xi.

rieures par tous les désagréments et dangers de cette situation [1]. Les protestations ne lui manquèrent de part ni d'autre, à propos de la zone de guerre, étendue, mode et époque de fixation [2], à propos du passage de soldats allemands, de marins autrichiens provenant de la *Kaiserin Elisabeth*, pour des Japonais livrés aux Allemands, pour des actes d'espionnage commis par des Chinois, pour le poste de télégraphie sans fil de Wou-song. L'usage militaire du chemin de fer par les Allemands souleva de fréquentes difficultés ; la voie fut d'abord gardée par l'armée chinoise, dont quelques officiers entendaient remplir leur mission même par la force, mais l'esprit contraire prévalut et, les troupes chinoises étant retirées le 5 octobre, l'exploitation fut remise aux agents des chemins de fer impériaux japonais ; les Allemands avaient fait sauter deux ponts ; les Japonais de leur côté s'étaient emparés des gares et dépôts de Wei-hyen, de Tsi-nan, de l'importante houillère de Hong-chan [3]. Aux plaintes réitérées de la Chine, le Cabinet de Tôkyô répondait avec la plus grande courtoisie ; une fois même, il donna satisfaction, en retirant les couleurs japonaises d'un torpilleur allemand échoué dans les eaux chinoises.

Pendant que se déroulait la campagne au Chan-tong, plusieurs îles allemandes du Pacifique, parmi les Marshall, les Mariannes, les Carolines, étaient saisies (octobre) par la flotte, tandis que la partie allemande des Samoa, au grand apaisement des États-Unis, était déjà occupée par les troupes de la Nouvelle-Zélande depuis la fin d'août ; les rapports et documents japonais évitaient toute explication relative à un transfert de juridiction et tout terme de nature à éveiller les susceptibilités des États-Unis. Cette discrétion était probablement concertée avec les Cabinets de Londres et de Washington ; toutefois les faits prouvaient que, contrairement à ce qu'on avait cru d'abord, le Japon ne s'était pas engagé à s'abstenir dans le Pacifique ; aucune allusion à cette région ne se trouvait non plus dans la déclaration de neutralité du président Wilson, qui soulignait seulement l'affirmation de la part du Japon de son désintéressement territorial en Chine. Grâce à la modération de son attitude, le gou-

1. *North China Herald*, 12 septembre 1914, p. 825.
2. *Japan Mail*, 12 septembre 1914, p. 263 à 265 ; 26 septembre, p. 300, I, III.
3. *Id.*, 3 octobre 1914, p. 320 332 ; 10 octobre, p. 341 ; 17 octobre p. 376, 377 ; 24 octobre, p. 397.

vernement du Mikado poursuivait sa double campagne sans inquiéter les intérêts anglais ni américains.

Une autre question dépassant également l'Extrême-Orient commença d'être agitée vers la chute de Tshing-tao, sans qu'on en pût soupçonner au début les détours embarrassants : quand la ville serait tombée, le Japon devait-il prendre part à la guerre européenne et envoyer des troupes en Occident? M. Pichon, ancien ministre des Affaires étrangères, semble avoir été le premier à lancer cette idée, qui fut discutée et développée par divers journaux français, puis dans la presse anglaise et russe; accueillie au Japon d'abord avec une curiosité presque railleuse, elle rencontra d'ardents avocats dans la rédaction du *Yamato* et trouva même des appuis qui n'ont pas été nommés; un fonds de propagande fut formé, on convoqua des réunions, un manifeste et un questionnaire furent adressés à tous les hommes marquants qui étaient avisés que, faute de réponse, ils seraient comptés pour partisans de la campagne d'Europe. Ces indiscrétions déplurent à l'opinion, qui s'en prit soit aux Puissances alliées, soit aux partisans du Premier Ministre; si les alliés, dirent les uns, avaient si grand besoin d'aide, c'est qu'ils n'étaient pas capables de faire leurs affaires eux-mêmes; et les autres accusaient le comte Ôkouma de machinations pour détourner l'attention du pays et pour raffermir sa popularité. Pourtant, parmi les défenseurs de la campagne en Europe, on comptait des hommes de partis opposés, gouvernemental et séi-yoû kwai; des journaux de toute nuance, tels le *Hô-tsi* et le *Tchou-wô*, discutaient et protestaient. La propagande assez vive causa du souci au gouvernement qui n'avait pas pris parti dès l'abord, qui ne trouvait pas utile d'aller contre le vœu du pays, qui souhaitait aussi de ne froisser en rien les sentiments de ses alliés. Un ministre déclara qu'il désapprouvait l'agitation; le baron Katô, ministre des Affaires étrangères, expliqua publiquement ses hésitations; des avis donnés aux propagandistes firent le reste et mirent fin à une campagne entamée à la légère, jugée fâcheuse pour ses conséquences éventuelles. Parmi les partisans de l'intervention armée en Occident, les uns visaient seulement à accroître le prestige de l'Empire, à lui assurer une voix écoutée dans le congrès de la paix. Le docteur Nagao Ariga, précédemment conseiller légal du gouvernement chinois, préconisait l'expédition : le

Japon avait le même intérêt que la Triple-Entente à briser une menace de domination universelle, il pouvait utilement agir soit en Pologne, soit au canal de Suez, point aussi important pour lui-même que pour l'Angleterre, soit dans l'Inde en déchargeant son alliée de garder ce domaine. Le *Nitsi nitsi*, qui n'était pas adversaire irréconciliable du projet, énumérait les objections, nécessité de surveiller la Chine, de se tenir prêt à défendre l'Inde selon le traité d'alliance, de faire face aux complications éventuelles. Mais la grosse difficulté résidait dans le sentiment national au sujet du rôle de l'armée : la nation étant une seule famille sous la direction suprême de son chef, celui-ci ne saurait vouloir employer l'armée sortie de la nation que pour la sauvegarde du pays, de ses intérêts, de son honneur; l'honneur ou les intérêts étaient-ils impliqués dans une expédition si lointaine? le pouvoir de l'empereur n'étant pas tyrannique n'irait pas jusqu'à envoyer à une telle guerre de prestige et de magnificence des hommes destinés à la défense du pays; ces hommes pourraient légitimement refuser de partir. Quant à des volontaires, c'est-à-dire à des mercenaires, on n'en trouverait pas au Japon, pas plus qu'on ne trouverait un cabinet pour ordonner une campagne dont les frais seraient payés par une puissance étrangère. En tenant compte de ces idées très répandues, on comprend comment le gouvernement ne pouvait songer à une intervention avouée en Occident[1].

*
* *

Les troupes japonaises étaient maîtresses du territoire de Kyao-tcheou ; quelques troupes anglaises avaient coopéré avec elles, prenaient part à l'occupation, à l'entrée solennelle dans la ville de Tshing-tao, qui se fit le 14 novembre. Une note collective remise vers la fin du mois par les légations des deux Puissances alliées avisa le ministère chinois de l'établissement d'un gouvernement militaire, d'une garnison et d'une station navale. Par ces mesures prises en commun, la Grande-Bretagne voulait affirmer l'alliance, l'accord des vues; mais elle s'effaçait derrière son allié, reconnaissait

1. *Japan Mail*, 7 novembre 1914, p. 437; 14 novembre, p. 454, 464, 465; 21 novembre, p. 479, 487; 19 décembre, p. 575; 26 décembre, p. 599, 695; 2 janvier 1915, p. 5; 23 janvier, p. 59.

la prédominance de son action militaire, l'importance majeure de son commerce plus considérable que le commerce allemand, la primauté de ses intérêts. Le baron Katô annonça publiquement qu'il adhérait au régime de la porte ouverte, qu'il s'efforcerait de faire prendre au port tout le développement que les Allemands n'avaient su lui donner; l'ouverture au trafic d'abord annoncée pour le printemps eut lieu en effet le 28 décembre, les bateaux de Dai-ren (Lyao-tong) reprirent aussitôt la traversée du golfe; on projeta de prolonger la voie ferrée depuis Tsi-nan jusqu'au Péking-Han-kheou[1]. Il fallait rétablir les douanes du port. Elles étaient auparavant reliées au service des douanes maritimes chinoises, dont le personnel est international; en raison de la condition politique du territoire, quelques règles spéciales favorables à l'État possesseur avaient été fixées par des accords du 17 avril 1899 et du 1er décembre 1905, qui ont inspiré l'organisation du port de Dai-ren (mai 1907) loué au Japon; au lieu d'appliquer, comme il semblait naturel, ce *modus vivendi*, les autorités japonaises nommèrent tout un personnel tiré de leurs douanes nationales. Le ministère chinois protesta immédiatement, ainsi que M. Aglen, inspecteur général : la décision du Japon violait en effet tous les règlements et les précédents du grand service créé par Sir Robert Hart, mettait en danger cette organisation délicate et indirectement l'indemnité due par la Chine aux Puissances. Il fallut bien des mois pour arriver à un compromis (6 août 1915) qui rétablit dans ses droits l'inspecteur général, tout en donnant satisfaction au Japon sur plusieurs points[2].

Cet incident épineux n'était qu'un symptôme parmi d'autres faits plus graves. La Chine avait pensé profiter des dissensions européennes pour recouvrer le territoire loué naguère à l'Allemagne et elle était fort déçue en voyant le Japon s'y installer. Ces espoirs du gouvernement de Péking reposaient, semble-t-il, uniquement sur un texte, car les engagements japonais à l'égard de la Chine, de l'Angleterre, des États-Unis, engagements dont la presse a souvent parlé, n'ont pas été publiés; dans la mesure où ils existeraient, ils ne

1. *Japan Mail*, 14 novembre 1914, p. 455; 21 novembre, p. 478, 494; 28 novembre, p. 503, 518; 19 décembre, p. 585; 2 janvier 1915, p. 13.

2. *Id.*, 26 décembre 1914, p. 607; 2 janvier 1915, p. 4; 7 août, p. 67; 21 août, p. 95.

peuvent avoir la portée et la précision qu'on a voulu leur donner. Le texte est celui de l'ultimatum du 15 août; on y lit : « remettre sans condition ni compensation... tout le territoire loué de Kyao-tcheou en vue d'une restitution éventuelle dudit territoire à la Chine ». De nombreux journaux en Chine, plusieurs aux États-Unis, quelques-uns même en Angleterre, ont vu dans cette phrase une promesse formelle; pour des publicistes non responsables, l'erreur est pardonnable; il est plus surprenant que les membres du gouvernement chinois, ou une partie d'entre eux, y soient tombés. Dès le mois d'août, des journaux japonais avaient réfuté la fausse interprétation de la clause visée, et l'explication a été souvent reproduite sous diverses formes : la restitution à la Chine n'est mentionnée que comme suite à la remise volontaire de Kyao-tcheou par l'Allemagne; celle-ci n'ayant pas répondu à l'ultimatum, le Japon amené à lui faire la guerre, s'est emparé de vive force de Tshing-tao et de plusieurs îles du Pacifique, il en est donc maître par droit de conquête, ce qui est bien différent de l'hypothèse prévue dans l'ultimatum. Dans ce sens, le baron Katô, attaqué à la Diète à propos des engagements qu'on lui attribuait, déclara qu'il n'avait promis nulle restitution; il ne dit pas d'ailleurs que le Japon ne restituerait pas, mais il laissait entendre qu'il y avait à choisir le moment. L'opinion la plus générale était que seul le congrès futur pourrait trancher le différend et que jusque-là le Japon devait rester à Tshing-tao. Dans les polémiques s'exacerbant en décembre et janvier, un journal anglais de Chine déclara que, si le Japon restituait sans délai le territoire litigieux, il ne s'écoulerait pas trois mois avant que les Allemands y fussent maîtres de nouveau[1].

Divers indices décelaient une action allemande dans les milieux indigènes à Chang-hai, au Chan-tong, à Péking; c'est à cette influence qu'on attribua l'étrange démarche du mois de janvier, suite d'une série de tentatives qui avaient commencé au lendemain de la prise de Tshing-tao. Par une simple note adressée aux légations japonaise et britannique (7 janvier), le Cabinet chinois fit connaître qu'il avait supprimé la zone de guerre précédemment établie et que l'armée japonaise n'avait qu'à évacuer la province du Chan-tong.

1. *Japan Mail*, 22 août 1914, p. 180; 14 novembre, p. 464, 465; 19 décembre, p. 584, III; 9 janvier 1915, p. IV.

Ce procédé fut, au Japon, tenu pour une insulte et la situation changea immédiatement de caractère[1].

Un État d'organisation moderne, pour peu qu'il entretienne des relations avec la Chine, a toujours des griefs à faire valoir; plus ces rapports sont fréquents, plus les sujets de plainte ont chance de se multiplier. Asile accordé à des conspirateurs ou à des bandes de brigands, contestations de frontière, litiges pour le passage des caravanes, pour la jonction des voies ferrées, droits perçus arbitrairement, saisies de marchandises opérées indûment ou sans les formes requises, obstacles mis publiquement ou sournoisement à la circulation, à la résidence des sujets étrangers, à l'exercice des droits qui leur sont reconnus, conflits de juridiction, sévices et meurtres, insultes au pavillon, par toutes sortes de violations de détail des accords conclus, les mandarins de l'Empire s'efforçaient, le plus souvent avec une courtoisie souriante, de reprendre ce que le Tsong-li yamen avait à son corps défendant accordé en bloc, et les fonctionnaires de la République, remplaçant l'orgueil d'une antique civilisation par un nationalisme soupçonneux, tâchent d'empiéter sur les privilèges concédés, avec des arguties de juriste et une rudesse qu'ils croient bien occidentale. Sans conteste, la Chine a eu à souffrir dans sa grandeur politique, dans son idéal de société, dans son orgueil partiellement légitime, bien plutôt que dans ses intérêts matériels; mais il ne s'est encore trouvé chez elle aucune aristocratie pour comprendre la condition nouvelle faite à l'Extrême-Orient, tirer la leçon des événements, adopter une attitude permettant de voir venir et d'affronter; aussi la politique étrangère de Péking a-t-elle consisté en une série mal liée de réactions contre les poussées extérieures : c'est jusqu'ici en quelque sorte contre l'attaque d'un être évolué, doué de centres nerveux qui commandent, d'organes subordonnés les uns aux autres, la riposte instinctive d'un être moins complexe, presque linéaire. Le Japon, par raison de voisinage, par suite de son développement politique, par l'effet de son activité économique, a des intérêts graves, qui à ses yeux doivent l'emporter sur ceux de quiconque et qui pâtissent du manque de direction de la politique chinoise. La guerre à coups d'épingle agrée peu au gouvernement de Tôkyô, et

1. *Japan Mail*, 14 novembre 1914, p. 471 ; 16 janvier 1915, p. VII ; 23 janvier, p. 59.

elle exaspère la presse et la population ; on la voit, en remontant seulement jusqu'au traité de Portsmouth, trop souvent pratiquée par les autorités et les commerçants chinois à propos de questions quotidiennes et triviales, chemins de fer, postes, police, propagande bouddhique. De son côté, le Japon exige rigoureusement le respect du nom japonais et l'observation des accords signés ; il tire les conséquences pratiques des traités de Portsmouth et Komoura pour asseoir sa domination en Corée et organiser l'exploitation du Lyao-tong ; mais quand il s'est trop avancé, ainsi pour le Kan-tò et pour les îles Pratas, il cède. En somme, content de l'influence qui lui est reconnue en Mantchourie pourvu qu'elle soit réelle, il est dès lors partisan du *statu quo*, de l'intégrité de la Chine et, sauf dans les régions réservées, du principe désigné par le terme d'*equal opportunities*. Pour achever le tableau, il ne faut pas oublier l'activité japonaise qui secoue la lenteur chinoise, le caractère remuant, indiscret, peu scrupuleux des émigrés de classe inférieure, le parfait mépris où ils tiennent les gens du continent. Cette situation épineuse en tous temps est encore compliquée par les souvenirs de la révolution ; depuis cette époque, et les journaux japonais souvent violents et partiaux le reconnaissent, l'attitude du Japon a manqué de netteté, le Cabinet ayant une politique hésitante, le gouvernement militaire de Corée agissant de son côté, les partis d'opposition et la presse favorisant ouvertement et pratiquement les révolutionnaires et rebelles du sud. Le baron Katô s'aperçut de la méfiance redoublant à Péking et, en juin 1914, il envoya comme ministre dans cette capitale un homme de choix, M. Hioki, chargé de montrer que le Cabinet japonais désire seulement la stabilité du gouvernement chinois et devant pratiquer une politique d'amitié et de franchise[1]. Les événements qui suivirent, la campagne du Chan-tong mirent obstacle à cette mission d'apaisement ; l'irritation de Péking, attisée par ceux qui y avaient intérêt, se porta au procédé discourtois supprimant sans entente préalable la zone de guerre.

Tôkyô répondit qu'aucun compte ne serait tenu de la notification et sans exiger ni excuses ni satisfaction réclama, comme lors d'autres différends, l'examen et le règlement de toutes les questions

1. *Japan Mail*, 2 février 1914, p. 215 ; 6 juin, p. 624 ; 25 juillet, p. 83 ; 22 août, p. 178.

pendantes : cette demande était dans l'esprit du baron Katô une mesure de condescendance et une preuve de l'intérêt attaché par son gouvernement à l'intégrité de la Chine, au maintien de l'ordre sur le territoire de la République, elle acheminait en même temps le Japon vers l'obtention des avantages substantiels auxquels le voisinage, les intérêts existants, les conditions actuelles lui permettaient de prétendre. Faute de pouvoir écarter la proposition, le gouvernement de Péking entra en discussion; ouvertes le 2 février, les conférences se succédèrent pendant trois mois sans qu'on approchât de la solution pour quelques points des plus importants; tandis que le ministère chinois opposait à M. Hioki une résistance opiniâtre par tout un jeu de compensations, de contre-propositions, des réunions populaires se tenaient dans les principales villes chinoises, des pétitions souvent menaçantes étaient adressées aux autorités, le boycottage des produits japonais s'organisait. Vers le 20 mars des troupes fraîches débarquèrent du Japon pour renforcer les gardes des voies ferrées et les garnisons au Chan-tong et au Lyao-tong; quelques centaines d'hommes entrèrent à Tsi-nan, autant dans la ville chinoise de Moukden; pendant quelques séances le ton des discussions à Péking fut particulièrement amical. L'insistance des négociateurs japonais, la pression exercée ainsi sur la Chine accroissaient d'autre part l'inquiétude née dans les milieux commerciaux et industriels anglais qui craignaient de voir léser les intérêts proprement britanniques; plusieurs chambres de commerce, celles de Manchester, de Bradford, exprimèrent ce sentiment, trouvant fâcheux que le Japon profitât des complications européennes pour promouvoir ses avantages particuliers. L'opinion anglaise était d'ailleurs mal informée des demandes présentées le 18 janvier et discutées depuis lors; de divergences entre les communications à la presse émanées de Tôkyô et de Péking, elle concluait que le baron Katô avait usé de dissimulation à l'égard du Foreign Office, et justement pour les demandes les plus graves. Rien alors ni depuis, à juger froidement, n'autorise ce soupçon et il est fort naturel que la diplomatie japonaise n'ait pas fait ses confidences à la presse. Elle profita toutefois de l'indication et, pour alléger la tension renaissante à Péking, présenta de ses demandes une liste réduite au minimum, souhaitant une réponse prompte, mais sans fixer de délai (26 avril). La réduction portait sur-

tout sur les clauses réunies dans le groupe V; le baron Katô aurait fait demander par le mémorandum de janvier le privilège de fournir la moitié des munitions et armements qui seraient achetés par la Chine, l'engagement de Japonais comme conseillers politiques, financiers et militaires, l'organisation en commun de la police dans certaines localités, le droit de prêcher le bouddhisme, d'acheter des terrains dans l'intérieur pour y construire des temples, écoles, hôpitaux. Un tel accord opposé au principe d'*equal opportunities* eût mis le Japon en une posture privilégiée dans les sections les plus importantes de l'administration chinoise; ces clauses disparaissaient en partie dans le mémoire du 26 avril; l'examen de celle qui concerne le bouddhisme était remis *sine die*. A la concession pure et simple d'abord réclamée de lignes de chemin de fer Wou-tchhang-Kyeou-kyang-Nan-tchhang, Nan-tchhang-Hang-tcheou, Nan-tchhang-Tchhao-tcheou, était substituée une concession formulée de manière à ménager les droits de la Grande-Bretagne dans la région. Dans les quatre premiers groupes de demandes les changements étaient surtout des précisions et des modifications verbales[1].

Cette liste revisée, venant après des déclarations conciliantes mais vagues du comte Ôkouma, rendit courage aux diplomates chinois. A la séance du 1er mai, le ministre des Affaires étrangères Lou Tcheng-syang remit une réponse repoussant une partie des demandes japonaises et réclamant entre autres avantages qu'un plénipotentiaire chinois prît part ultérieurement aux négociations relatives à Kyao-tcheou entre le Japon et l'Allemagne. Cette réponse étant déclarée le maximum des concessions de la Chine, l'ambassadeur Hioki retira aussitôt ses propositions au sujet de Kyao-tcheou et laissa prévoir le désappointement de son gouvernement. La Diète allait se réunir à Tôkyô et le Cabinet ne voulait pas se présenter devant elle sans une solution favorable de l'affaire de Chine; la presse et une partie des hommes politiques étaient très belliqueux. Les ministres envisagèrent un ultimatum, mais les gen-rô repoussèrent cette idée : les forces présentes en Chine n'étaient pas, à leur avis, suffisantes pour agir efficacement, le mécontentement des États-Unis était probable

1. *North China Herald*, 30 janvier 1915, p. 341; 13 février, p. 492; 27 mars, p. 941; 3 avril, p. 52; 10 avril, p. 85; 17 avril, p. 164; 1er mai, p. 307. — *Japan Mail*, 22 mai 1915, p. 386.

et l'accord avec l'Angleterre n'était pas complet sur la question chinoise. Le baron Katô fut sur le point de se retirer; puis un nouveau projet d'ultimatum fut rédigé; l'on en avait totalement écarté le groupe V des demandes, à l'exception d'une clause concernant le Fou-kyen et qui passa dans le traité; de rapports reçus, on concluait que les ministres chinois n'étaient pas préparés à maintenir davantage leur résistance. Les gen-rô acceptèrent la rédaction corrigée qui fut communiquée le 7 mai au ministère chinois; ils furent vivement blâmés pour leur modération taxée de faiblesse qui assurait, disait-on, un succès à la diplomatie de Péking; des journaux, *Asahi*, *Nitsi nitsi*, *Yorodzou*, conjurèrent le gouvernement de renoncer à réunir ce conseil extralégal; des interpellations furent adressées au baron Katô qui assuma complètement la responsabilité de la politique suivie[1].

Cette ligne de conduite était marquée au coin de ce bon sens et de ce tact qui caractérisent au Japon la direction des relations extérieures. On en peut juger par diverses opinions étrangères, ainsi par celle du gouvernement de Washington et par celle de la presse anglaise de Chang-hai. Aucune intervention officielle ne semble s'être exercée pendant les négociations entre la Chine et le Japon, mais il y eut sans nul doute des communications avec les Cabinets étrangers; une note des États-Unis transmise le 15 mai aux deux ministères de Péking et de Tôkyô, déclara que cette Puissance ne reconnaîtrait aucun accord ni aucune entreprise lésant soit les droits acquis par son gouvernement ou par ses citoyens, soit l'intégrité politique ou territoriale de la République Chinoise, soit le principe international de la porte ouverte. La limite ainsi fixée à l'action du Japon était la même qu'admettait le rédacteur du *North China Herald*, quand il écrivait le 8 mai qu'il ne pouvait croire à la violation par le Japon de ses promesses et de l'alliance, et quand il le félicitait le 10 de n'avoir pas imposé à la Chine le choix entre la guerre avec perte de territoire et la renonciation à toute indépendance. La note officielle et les réflexions du journaliste montrent quelles étaient les craintes et combien le Japon eût perdu à suivre les conseils extrêmes[2].

1. *North China Herald*, 1er mai 1915, p. 346; 8 mai, p. 397, 416, etc. — *Japan Mail*, 1er mai 1915, 8 mai, 15 mai, etc.
2. *North China Herald*, 15 mai 1915, p. 441, 485; 29 mai, p. 641.

Dans les délais fixés, de bonne heure le 9 mai, le gouvernement chinois remit à la légation du Japon une note d'acceptation dont les termes avaient été préalablement convenus; la convention fut signée le 25 mai à Péking, les ratifications furent échangées dans les deux capitales le 8 juin. Deux groupes d'articles ont trait à Kyao-tcheou et au Chan-tong; ils règlent les conditions où se trouvera le Japon substitué à l'Allemagne. Pour le Chan-tong, la Chine ratifie d'avance les arrangements à conclure par les deux belligérants au sujet des droits et concessions obtenus auparavant par l'Allemagne; elle s'engage à ne céder désormais ni donner à bail aucune partie de la province, créant ainsi une sorte d'hypothèque qui ne figurait pas à l'arrangement primitif sino-allemand. Deux articles économiques (chemins de fer, ports à ouvrir) complètent ce groupe. Si le Japon obtient au traité de paix la libre disposition de Kyao-tcheou, il restituera ce territoire à condition que toute la baie soit ouverte au commerce, qu'une concession japonaise soit établie dans une localité choisie par le Japon et qu'une concession internationale soit établie si les Puissances le demandent; par là, le gouvernement de Tôkyô garde une situation priviligiée, mais fait aux étrangers une part plus large que sous le régime allemand. Par un article isolé, la Chine promet, en raison des relations fréquentes du Fou-kyen avec Formose, de n'autoriser aucune Puissance autre que le Japon à construire sur cette côte des chantiers, stations de charbon, établissements militaires, et de ne laisser construire aucun établissement avec des capitaux étrangers. Cet article inspiré par les craintes qui ont été rappelées plus haut, complète la promesse de non-aliénation d'avril 1898. Le Japon avait demandé que la Chine s'engageât à n'aliéner nulle partie de son littoral; un article spécial énonce qu'il se contente de la déclaration faite spontanément par la Chine à ce sujet : fiction diplomatique destinée à ménager l'amour-propre de l'adversaire. Les dispositions de ces quatre groupes ont une portée territoriale; aucune ne diminue l'intégrité du territoire chinois, aucune n'est directement contraire au principe de la porte ouverte [1].

Un autre article stipule que la compagnie Han-ye-phing restera indépendante de l'État et que les arrangements qui pourraient être

1. *North China Herald*, 15 mai 1915, p. 487; 29 mai, p. 641; 12 juin, p. 789. — *L'Asie Française*, 1915, p. 64.

conclus entre cette compagnie et des capitalistes japonais, seront ratifiés. Cette affaire (houillères de Phing-hyang, mines de Ta-yé, aciéries de Han-yang), fort importante pour le Japon qui manque de minerai de fer, avait depuis 1898 emprunté des fonds à des Japonais, environ 35 millions de yen; les prêteurs désiraient avoir part à la direction; le gouvernement chinois s'y opposait par divers moyens. Le différend était devenu aigu au début de 1914, lors des négociations et du contrat avec la Standard Oil Company; il est réglé par l'accord du 25 mai [1].

Les deux groupes d'articles qui restent à mentionner, concernent la Mantchourie du sud et la Mongolie orientale. En Mantchourie, la situation privilégiée du Japon découle du traité de Portsmouth et des accords conclus ultérieurement avec la Chine et avec la Russie, réglant l'occupation du pays, les questions de police et de juridiction, le régime des voies navigables, des chemins de fer, des postes, des douanes, du commerce dans les villes ouvertes et dans le reste du territoire, l'exploitation des mines, forêts, pêcheries. Une entente d'octobre 1913 a concédé au Japon un millier de kilomètres de voies ferrées entre Kirin, Tchhang-tchhwen, Je-ho et Thao-nan, et amorcé la pénétration depuis la Mantchourie dans la Mongolie orientale; cette dernière région, séparée de l'autre politiquement, en est la suite naturelle pour la configuration du sol et la vie économique; toutes deux dominent militairement la Corée, comme l'histoire le montre à chaque page. C'est la situation du Japon dans ces riches pays peu exploités que l'accord du 25 mai a précisée, consolidée, étendue, moins toutefois que la diplomatie de Tôkyô ne le souhaitait. Pour la Mantchourie méridionale, les prises à bail de territoires conclues pour vingt-cinq ans en 1898, sont prorogées jusqu'à une durée totale de quatre-vingt-dix-neuf ans; les sujets japonais pourront circuler et résider, louer et acheter des terrains, exercer toutes professions, exploiter certaines mines déterminées; ils seront soumis aux taxes et aux règles de police fixées par l'autorité chinoise et approuvées par l'autorité japonaise, ils seront jugés par des tribunaux mixtes pour les litiges où la partie adverse sera chinoise; le Japon sera consulté le premier pour les emprunts concernant la

1. *Japan Mail*, 7 mars 1914, p. 279, 280; 14 mars, p. 320; 25 avril, p. 484; 17 avril 1915, p. 327.

région comme pour les conseillers ou instructeurs militaires, financiers, de police, d'administration qui pourraient être engagés. — Pour la Mongolie orientale, les entreprises mixtes (sino-japonaises) industrielles et commerciales seront autorisées; de nouvelles localités seront ouvertes au commerce; en cas d'emprunts à contracter, la Chine s'adressera d'abord au Japon[1]. L'Empire Japonais s'est ainsi assuré à ses portes une vaste colonie d'exploitation et de peuplement.

*
* *

Extension non méprisable, en Mongolie, en Mantchourie, au Chan-tong du domaine extérieur du Tennô, avantages économiques, garanties politiques nouvelles acquises en Chine avec de nouveaux moyens d'action, expulsion d'un pouvoir rival aussi dangereux et remuant sur le terrain politique que dans les luttes économiques, manifestation de sa puissance et accroissement de son prestige aux yeux de l'Europe comme des plus proches voisins : tels sont les résultats positifs acquis en moins d'une année par le Japon, seul gagnant jusqu'ici dans la conflagration universelle. L'Extrême-Orient sent moins fort la main que l'Europe a appesantie sur lui depuis soixante-dix-ans; pour la première fois depuis 1842, il règle ses affaires presque sans intervention occidentale. Des tendances s'affirment, inégalement heureuses : la Chine accepte volontiers l'aide des États-Unis et, ulcérée de la politique japonaise, se prête complaisamment aux influences allemandes. L'alliance anglo-japonaise renforcée, le rapprochement marqué avec la Russie dessinent un nouveau groupement asiatique, une autre Triple-Entente, garante en Extrême-Orient de la paix et du *statu quo*.

MAURICE COURANT.

1. *Japan Mail*, 11 octobre 1913, p. v; 25 octobre, p. 514, 516; 1er novembre, p. 549; 13 décembre, p. 743; 21 février 1914, p. 220; 7 mars, p. 280. — *North China Herald*, 15 mai 1915, p. 486. — *L'Asie française*, 1915, p. 84.

LA GUERRE SUR MER

Le conflit qui a mis les armes à la main à des peuples chaque jour plus nombreux et qui fait sentir ses répercussions à la terre entière n'a pas pour objet le règlement d'une difficulté territoriale, il ne s'agit même pas d'une lutte d'influence en telle ou telle partie du monde. La question posée très nettement par l'agresseur est celle de la domination mondiale. Les succès inespérés de l'Allemagne dans le dernier demi-siècle ont fait croire à la race germanique qu'elle était faite pour commander à toutes les autres, et c'est le chemin de cette domination universelle que Guillaume II montrait à son peuple le jour où il s'écriait comme inspiré « Germanie, Germanie, ton avenir est sur les flots ! » A travers ses luttes terrestres, l'Allemagne poursuit l'empire de la mer parce que sans lui il n'y a pas d'empire mondial. Sa préparation sur mer, le rôle qui y est joué par les flottes ont donc une importance de tout premier ordre autant que les leçons que nous devons tirer des opérations qui s'y déroulent.

En 1871, l'opinion maritime n'était pas née en Allemagne. Bismarck déclarait que la marine est une arme de luxe qui ne rapporte pas ce qu'elle coûte et, d'accord avec le maréchal von Moltke, il estimait que l'Allemagne, pays continental, devait concentrer ses efforts sur son armée de terre qui suffirait à asseoir la suprématie germanique. Dans les états-majors d'outre-Rhin on posait volontiers ce dilemme qui avait également cours en France « Supposez-vous vainqueurs sur mer et vaincus sur terre, à quoi vous servirait la victoire ? Supposez le contraire, vous imposerez votre volonté. »

Le rôle des flottes militaires en 1870, malgré les efforts des marins pour le faire comprendre, échappait à la majorité des hommes politiques et des militaires des deux côtés des Vosges.

Bismarck, cependant, poussait le commerce allemand à envahir le monde entier ; mais, par une étrange anomalie de cet esprit si réa-

liste, il croyait que le pavillon montré sur un croiseur de faible puissance et appuyé par une diplomatie agitant le sabre allemand suffirait à appuyer le commerce outre-mer. Il résista de toute son énergie au courant que tentaient de créer les armateurs et les exportateurs allemands à qui l'expérience de chaque jour montrait la faiblesse d'une expansion non basée sur la puissance maritime.

Ce fut la véritable raison de sa chute. Guillaume II ayant, au contraire, dès sa jeunesse acquis la conviction de la nécessité de cette puissance pour l'Allemagne. La compréhension des choses maritimes était alors une rareté dans le monde gouvernemental allemand et Guillaume la devait, disait-il, à l'apport dans ses veines du sang anglais de sa mère.

Les idées du jeune empereur furent tournées en dérision au Reichstag sans que Bismarck voulût les soutenir; c'est parce qu'il les croyait nécessaires à son pays qu'il se sépara un peu brusquement du créateur de l'empire et choisit un chancelier plus souple et plus soumis à sa volonté. L'un des premiers actes de son règne marqua de suite cette volonté; il érigea en Ministère distinct et confia à un amiral la Direction de la Marine qui était restée jusque-là attachée au Ministère de la Guerre sous le commandement d'un officier de terre. Le général von Caprivi, depuis lors devenu chancelier, et qui avait remplacé le général von Stosch, fut remercié dès les premières semaines; la confiance que lui témoigna par la suite Guillaume II montre bien qu'il ne s'agissait pas d'une question de personne, mais d'un dessein bien arrêté.

L'empereur chercha longtemps son homme; il ne le trouva qu'en 1896, au bout de huit ans; depuis lors, l'amiral von Tirpitz, organisateur plus que marin, a conservé sa confiance et il semble qu'il l'a méritée. A partir de ce moment nous assistons à une course aux armements navals que l'Angleterre considère d'abord avec indifférence et un peu de dédain, puis avec une inquiétude croissante.

Pour la majorité des Anglais, la France était restée l'ennemie héréditaire, ils s'étaient réjouis de son abaissement en 1871, et il leur fallut des avertissements un peu rudes pour leur faire comprendre qu'ils avaient commis à leur tour la faute lourde qu'avait commise la France en n'arrêtant pas la Prusse à Sadowa; la politique brutale en même temps que doucereuse de l'Allemagne se chargea de leur

ouvrir les yeux. Après l'alerte de Fachoda, que la diplomatie de Guillaume II avait contribué à faire naître, le roi Edouard VII, que ses voyages répétés sur le continent avaient admirablement renseigné, montra à ses compatriotes le piège où on avait voulu les faire tomber. Comme, en même temps, le programme naval de l'Allemagne, établi en 1898, se développait suivant une progression menaçante, les hommes politiques anglais comprirent que, désormais les deux nations, lancées comme deux locomotives sur une même voie, devaient inévitablement se heurter. Bien que cette situation eût son origine en 1870 et même en 1866, c'est seulement en 1904 que l'Angleterre en prit nettement conscience. La déclaration que fit alors son ministre de la marine M. Lee servit à Guillaume II à exciter l'orgueil de son peuple; dès 1906, l'opinion allemande était ralliée à l'idée d'une guerre possible avec la Grande-Bretagne; les amendements au programme naval se succèdent dès lors rapidement, toujours approuvés par l'opinion publique.

En 1911, le kaiser lance comme un coup de sonde le coup d'Agadir, mais von Tirpitz lui demande instamment qu'on lui laisse jusqu'en 1920 pour préparer sa flotte contre l'Angleterre. Il cède, mais ce demi-échec surexcite les passions pangermanistes; les sujets commencent à trouver lourds les impôts de l'empire; ils se plaignent d'être les contribuables les plus imposés de l'Europe. L'Empereur comprend que la patience de l'Allemagne s'épuise, que sa volonté va fléchir, qu'il est nécessaire de lui faire toucher les dividendes qui paieront ses sacrifices, car pour le peuple allemand la guerre est une industrie qui doit rapporter de gros bénéfices et les dépenses pour la flotte lui apparaissent comme un placement. Aussi Guillaume II hâte-t-il l'achèvement de son programme prévu seulement pour 1917. C'est un dernier effort nécessaire qu'il fait accepter en montrant l'Angleterre défaillante.

L'Angleterre, en effet, donne des signes de lassitude. Après avoir proclamé orgueilleusement le principe du « Two powers standard », puis celui des « Two Keels to one » qui doit lui donner une puissance maritime double de celle de l'Allemagne, elle propose de limiter les armements, de s'en tenir à la proportion de 16 contre 10; des grèves dans ses chantiers de construction la mettent en retard. Ce spectacle exalte les passions de l'Allemagne qui accélère ses constructions.

Ce n'est pas seulement dans le domaine de la marine militaire que grandit la menace : en un quart de siècle, l'Allemagne a dressé contre la puissance commerciale britannique une flotte de plus de 600 vapeurs jaugeant 4 millions de tonnes, une flotte de voiliers dépassant 450 000 tonnes ; les compagnies de navigation allemandes envahissent les ports anglais et français ; elles réussissent à exercer sur les Chambres de Commerce, sur les Syndicats directeurs des ports, des pressions qui leur valent d'importants avantages ; derrière elles des commerçants allemands se sont glissés partout ; grâce à une infiltration lente mais continue les marchandises allemandes détrônent leurs rivales. L'Allemagne exporte pour un milliard de ses produits en France, pour un milliard et demi en Angleterre, pour 11 milliards dans le monde entier ; Hambourg a un mouvement commercial de 19 milliards, tout près de celui de New-York (20 milliards et demi), et de celui de Londres (21 milliards et demi). Sur la place même où se dresse la symbolique colonne de Trafalgar, au cœur de Londres, la plus grande compagnie allemande a affiché son orgueilleuse devise « Mon champ est le monde » et, comme un écho, les journaux reproduisent les discours où Guillaume II s'intitule « l'empereur du monde ».

Aussi le malaise grandit-il sans cesse en Angleterre depuis 1911. Cependant, préoccupée d'améliorations sociales, l'opinion hésite à vouloir la guerre, elle se rapproche de la France, mais craint d'être entraînée ; le gouvernement se refuse à la précision d'une alliance et se borne aux termes plus vagues d'une « entente ». D'ailleurs, des Allemands sont dans toutes les grandes affaires et ne manquent pas de presser à l'endroit sensible au bon moment ; beaucoup de *business men* envisagent avec effroi les conséquences d'une rupture avec un pays dont les nationaux dirigent tant d'affaires anglaises, ont tellement envahi le marché anglais. Mais la logique des événements est impitoyable, elle pousse les nations et les hommes malgré eux. L'Angleterre voulût-elle reculer, elle ne le pourrait pas sous peine de mort.

De son côté, Guillaume, le voulût-il, ne pourrait plus arrêter la machine qu'il a mise en mouvement ; la nécessité de la guerre le domine et c'est en le constatant que notre ambassadeur à Berlin prévient le quai d'Orsay que l'heure approche.

On voit combien secondaire apparaît, en réalité, l'incident serbe. L'Autriche hésite à risquer son va-tout dans cette guerre trouble, mais elle est entraînée par l'Allemagne qui ne peut plus attendre Cet incident paraît d'ailleurs à Guillaume bien choisi puisqu'il rouvre la question balkanique qu'il espère résoudre du même coup à son profit.

La domination mondiale que poursuit l'empereur comporte, en effet, la haute main sur Constantinople et, par là sur la route de Bagdad et de l'Extrême-Orient en même temps que sur le monde musulman qu'il veut soumettre aux Turcs, devenus des sortes de vassaux; il veut en même temps dominer la mer, et il espère que l'Angleterre le laissera battre d'abord la France et la Russie, après quoi il se retournera contre elle si cela est nécessaire.

C'est dans cet espoir qu'il a voulu avoir une flotte de combat « telle que l'adversaire le plus puissant sur mer arrive à douter de la possibilité de la vaincre en cas de guerre ». Il ne se contente donc pas d'une flotte supérieure à la flotte française, il veut intimider l'Angleterre.

Sous l'influence impériale, l'enseignement de l'école de guerre allemande a bien changé. On n'y affirme plus l'inutilité des flottes. On y enseigne, au contraire, que l'Allemagne a profité en 1870 de circonstances exceptionnelles, mais que la France a tiré de la mer des secours qui auraient pu changer le camp de la victoire si ses armées n'avaient pas été aussi complètement détruites dès le début. Il faut, dit désormais l'état-major allemand, que nous soyons à même de tirer de la mer l'aide qu'y ont puisée les Français en 1870, tandis que nous les en priverons. Dès son avènement, tous les efforts de Guillaume II vont tendre à réaliser ce programme.

Alors qu'il n'était encore que le fils du kronprinz, il avait réussi à obtenir de son grand-père la construction du canal de Kiel, malgré l'opposition du maréchal von Moltke, fermé à tout ce qui n'était pas militaire et malgré une certaine répugnance de Bismarck, à qui il fallut présenter la question sous son jour commercial, pour vaincre son opposition. La première pierre fut posée à Holtenau le 3 juin 1887 par le vieux Guillaume Ier.

Le canal mesure 79 kilomètres de long et traverse un pays relativement accidenté; il fut inauguré en grande pompe par Guil-

laume II, en 1896, mais il a été remanié à diverses reprises pour suivre les progrès de la construction navale. La dernière modification fut terminée en 1914. Au lieu des 50 mètres de largeur et des 9 mètres de profondeur du début, le canal offre désormais 102 mètres de largeur et 11 mètres de profondeur; des écluses de 330 mètres de long, fondées à 13 m. 75 au-dessous du niveau moyen de la mer, doublent à chaque extrémité les anciennes écluses de 150 mètres qui ont été conservées (ces écluses sont nécessitées par la différence du régime des marées aux deux extrémités). Défendu par l'île d'Alsen et la place forte de Kiel dans la Baltique, par Héligoland, les forts de Cuxhaven et l'arsenal de Wilhelmshafen dans la mer du Nord, il offre à la flotte du kaiser un refuge d'où elle peut sortir à volonté sur l'une ou l'autre mer, la place étant ménagée pour qu'elle puisse se retourner à l'intérieur.

Peu après le commencement des travaux du canal, en 1890, Guillaume II devenu empereur obtenait un autre succès, il se faisait céder par l'Angleterre, dont on a peine à comprendre l'aveuglement, l'île d'Héligoland contre l'abandon de toutes revendications à Zanzibar. De cet îlot de sable il faisait aussitôt un bloc de béton et d'acier hérissé de canons.

*
* *

Dans les discours prononcés en diverses circonstances solennelles par l'amiral Kœster, président de la Flottenverein, par l'amiral Breusing, membre de la Chambre des seigneurs de Prusse et par d'autres porte-parole autorisés le double plan naval de l'Allemagne est ainsi exposé :

En cas de guerre avec la France et la Russie, nous serons maîtres de la mer, nous bloquerons donc la flotte russe dans ses ports et, dominant la Baltique, nous y appuierons l'action de nos armées. Les flottes alliées de l'Italie et de l'Autriche, auxquelles nous adjoindrons une division de renfort, tiendront tête à l'escadre française de la Méditerranée et empêcheront toute communication avec la côte nord d'Afrique. Dans la Manche, après avoir semé la terreur sur les côtes par le bombardement des principaux ports, nous pourrons attaquer un point bien choisi et nous y fortifier pour en faire une base navale que nous n'abandonnerons plus.

Si, au contraire, nous avons la guerre avec l'Angleterre, celle-ci essaiera

le blocus de nos côtes en barrant le Pas-de-Calais et la mer du Nord de l'Ecosse à la Norvège. La flotte allemande attendra, à l'abri des îles fortifiées, que le mauvais temps ou les circonstances aient affaibli l'escadre anglaise : nous concourrons à cet affaiblissement par nos attaques de torpilleurs et de sous-marins. Le moment venu nous sortirons pour livrer bataille. Pendant ce temps, l'Italie alliée attaquera l'Égypte par la Tripolitaine.

Il est intéressant de noter qu'on ne trouve nulle part exposé le plan imaginé pour le cas où l'Angleterre serait alliée à la France et à la Russie. Devons-nous en conclure que le cas n'était pas prévu? nous pensons plutôt que l'état-major allemand n'osait pas le faire entrevoir aux auditoires publics.

En fait, l'Amirauté allemande avait concentré à l'entrée du Pas-de-Calais une formidable escadre qui croisait le 28 et le 29 juillet 1914 au large des côtes de Belgique. Son plan primitif, qui a été révélé depuis par les dispositions matérielles que nous avons constatées et par les organisations d'espionnage sur lesquelles nous avons mis la main, consistait à bombarder le Havre et Cherbourg, puis à se rendre rapidement à l'entrée de la rivière de Morlaix et à Morgat, dans la baie de Douarnenez, pour y appuyer un débarquement de troupes composées en partie de réservistes venus d'outre-mer et destinées à attaquer Brest à revers.

Mais, au même moment, la diplomatie allemande s'efforçait de maintenir la neutralité anglaise et allait jusqu'à promettre d'exclure la Manche du théâtre des opérations. L'amiral allemand Ingenohl devait, dans ce cas, effectuer ses opérations dans l'Atlantique, bombarder Lorient et Saint-Nazaire et se borner au débarquement dans la baie de Douarnenez. Éventuellement, des attaques étaient prévues contre Quiberon ou les îles de Ré et d'Oléron.

La flotte française, réduite dans le Nord à une division de six croiseurs cuirassés et à une flottille de torpilleurs et de sous-marins, s'était portée devant Dunkerque et Calais; elle aurait certainement fait payer cher le passage, mais elle aurait été impuissante à l'empêcher.

L'escadre anglaise de la mer du Nord n'était pas, à ce moment, beaucoup plus forte que celle qu'aurait pu concentrer l'Allemagne, car plusieurs *dreadnoughts* étaient dans la Méditerranée; elle vint cependant prendre contact avec l'escadre de l'amiral Ingenohl et, le

1er août, elle gagnait dans l'est, lui coupant la retraite. Inquiet, l'amiral allemand, sans doute prévenu par télégraphie sans fil de la marche des négociations à Londres, abandonna ses projets et revint précipitamment à Cuxhaven, toujours gardé à vue par l'escadre anglaise qui attendait un ordre pour attaquer. Cet ordre ne vint pas car la guerre ne fut déclarée que le 4 août entre l'Angleterre et l'Allemagne.

L'amiral Ingenohl avait évidemment suivi les instructions qui lui avaient été données puisqu'il conserva de longs mois encore le commandement de son escadre; quoi qu'il en soit, la seule menace réalisée par la manœuvre de l'escadre anglaise suffit à sauver nos côtes du bombardement préparé et à arrêter toute velléité de débarquement.

Avant la guerre, il était d'usage d'affirmer, dans les chaires militaires, que de telles opérations étaient sans importance au point de vue du résultat de la guerre, et que nos formations territoriales suffiraient largement à faire face à toute tentative de débarquement au cas improbable où les Allemands en feraient sur nos côtes. A la lueur des événements d'août et septembre 1914, nous demandons de soumettre cette opinion, toujours combattue par les marins, à un nouvel examen : au moment de la ruée des Allemands sur Paris, alors qu'ils approchaient de Rouen, pense-t-on qu'il eût été vraiment sans importance militaire que le port du Havre et l'arsenal de Cherbourg en façade sur la mer fussent détruits ou même simplement saccagés par les obus? Est-il vrai que nos formations territoriales auraient repoussé des débarquements dans la rivière de Morlaix et à Morgat, à Quiberon ou dans l'île de Ré?

En ces points, très bien choisis car ils offrent des rades bien abritées avec de grandes profondeurs d'eau, il n'existe aucune défense sérieuse, aucun moyen rapide de concentrer des troupes. Quelles unités aurions-nous pu y réunir alors que tous nos hommes ayant quelque valeur militaire étaient expédiés en hâte dans l'Est? où aurions-nous trouvé des armes et des munitions à leur fournir, en particulier de l'artillerie? L'obligation de faire face à cette attaque sur nos derrières n'aurait-elle pas sérieusement entravé l'œuvre de notre généralissime et le travail de notre gouvernement? Quant à Brest, chacun sait que ses défenses par terre n'auraient pas tenu plus de quelques heures devant l'attaque allemande.

Grâce à l'intervention anglaise nous avons été sauvés du péril où nous avait mis notre abandon de la maîtrise de la mer vis-à-vis de l'Allemagne. Ajoutons cependant que l'appoint de notre flotte eut son importance; la supériorité qu'elle nous assura en Méditerranée permit la concentration de la flotte britannique dans le Nord en même temps qu'elle nous donna toutes facilités pour ramener en France les troupes d'Afrique et pour y expédier les unités de remplacement, puis un peu plus tard pour transporter les troupes noires, et enfin les troupes indiennes et australiennes.

Au bout d'un petit nombre de semaines nous constations notre impuissance à fournir seuls les munitions nécessaires à nos armées; il fallut faire appel à la métallurgie anglaise, puis aux usines américaines; l'occupation de la région minière de notre Nord nous mit à court de charbon. Sans la maitrise de la mer, la question du charbon nous aurait, à elle seule, réduits en quelques mois à l'impuissance. Combien d'autres matières avons-nous dû tirer du dehors, alors surtout que la région la plus industrielle de notre sol était occupée.

Par contre, la maîtrise de la mer acquise aux alliés a privé l'Allemagne de nombreuses ressources, sans compter près de 500 000 réservistes qui n'ont pu venir d'outre-mer prendre leur place dans les rangs germaniques. Certes, le blocus a été loin d'être complet, l'Allemagne se trouvant entourée de pays neutres par lesquels elle a pu se faire approvisionner, et l'Angleterre ayant montré pour ces neutres une longanimité qui apparaît quelque peu excessive quand on l'oppose à l'absence de tout scrupule chez nos ennemis (c'est ainsi, par exemple, qu'elle a laissé passer pendant un an le coton et les huiles à destination de l'Allemagne); mais si des considérations diplomatiques ont primé ici malheureusement des principes militaires, c'est là une application insuffisante de ces principes et non la marque de leur fausseté. Nous devons ajouter aussi que nos ennemis ont pu tirer d'abondantes ressources des pays qu'ils ont occupés et qu'ils ont profité indirectement des secours que la charité neutre ou alliée a fourni aux habitants de ces pays.

Toutes ces conditions favorables, toutes ces complaisances des neutres ne compensent pas le trouble apporté dans l'Empire par l'arrêt du trafic de Brême et de Hambourg; les chemins indirects ne remplacent qu'imparfaitement les grandes routes et si les empires

du centre ont pu s'approvisionner des choses essentielles, leur industrie et leur commerce n'ont pu recevoir tout ce qui leur manquait ni expédier leurs produits fabriqués dans des conditions comparables à celles du temps de paix. De nombreuses relations commerciales outre-mer ont été interrompues, et les alliés ont eu le loisir de se substituer aux défaillants. Peut-être n'avons-nous pas, en France, pleinement profité de cette faculté, mais notre abstention tient à de nombreuses causes étrangères au principe qui nous assurait notre liberté d'action et même, dirons-nous, en partie à la méconnaissance de ce principe par notre Ministère de la Marine lui-même dans l'application qu'il a faite des lois de la mobilisation maritime.

La pression exercée par les flottes sur la terre échappe à beaucoup d'esprits parce qu'elle ne les frappe pas par les coups de tonnerre de la guerre terrestre, elle n'agit que lentement et ne peut, à elle seule, sauver un pays écrasé au premier choc, mais, à travers toute l'histoire depuis l'antiquité jusqu'à nos jours elle a agi sûrement. Même ceux qui ne l'analysent pas sentent confusément aujourd'hui, mais avec certitude, que c'est elle qui reste le meilleur gage de notre succès final.

Il est cependant quelques réfractaires qu'un coup de torpille heureux frappe plus que l'action économique. Ayant toute liberté de circuler sur mer, ils ne se demandent pas à qui ils le doivent; ils trouvent tout naturel de ne manquer de rien et ne s'inquiètent pas de savoir qui garde les routes. Il serait dangereux que, tout au moins, l'opinion éclairée ne comprît pas le rôle que joue en tout ceci la puissance navale. Assurément l'outil par lequel se manifeste cette puissance peut changer, mais, pour le moment, en dépit de quelques coups heureux de leurs minuscules adversaires, les grands navires d'escadre en restent les représentants effectifs. On ne peut méconnaître que c'est parce que les alliés ont la supériorité en grands navires qu'ils transportent à leur gré leurs troupes et leurs marchandises à travers le monde. Ces navires peuvent rester au port, leur action n'en est pas moins réelle et il n'y a là aucun paradoxe comme le disent certains écrivains; il y a une simple application d'une vérité qui s'est manifestée dans tous les temps.

Puisque les escadres restent dans leurs ports, disent quelques critiques, c'est donc qu'elles sont inutiles. Même celles de la nation

la plus puissante ne peuvent rien tenter contre des côtes bien défendues; elles n'osent pas affronter le risque de l'attaque du sous-marin; elles ne peuvent forcer les escadres plus faibles de l'adversaire dans leurs repaires. Quant à celles de la nation la plus faible, leur inutilité est encore plus certaine. C'est donc folie, tout au moins pour une nation qui ne veut pas être la plus forte sur mer, d'engloutir des millions dans la construction de ces mastodontes impuissants.

De la réponse donnée à cette théorie dépend l'avenir de notre flotte. Il importe donc de la discuter.

Nous avons déjà montré que l'existence de nos cuirassés, même comme auxiliaires de la flotte anglaise, n'a pas été inutile. Sans l'appoint de nos escadres, l'Angleterre aurait eu grand'peine à faire face sur tous les fronts, et si l'Italie s'était jointe à nos ennemis la flotte britannique eût été peut-être débordée. Devant ce danger l'Angleterre se serait-elle lancée dans la mêlée? l'Italie n'aurait-elle pas hésité plus encore? Ce sont là des questions que nous avons le droit de nous poser sans diminuer en rien les sentiments d'affection qui nous unissent à nos alliés; la balance des forces joue un grand rôle dans les décisions aussi graves, quel que soit l'enthousiasme pour le bon droit. Nos escadres, loin d'être inutiles, ont donc été l'un des facteurs principaux de nos alliances au même titre que nos armées.

Mais nous dirons plus. Malgré son infériorité définitive, l'escadre austro-allemande enfermée dans ses ports a rendu aux empires centraux d'inappréciables services. Par le seul fait qu'elle est « en vie » l'escadre anglaise doit compter avec elle et ne peut entreprendre certaines opérations rendues trop aléatoires par l'écart insuffisant entre la puissance des deux flottes. Par sa situation à cheval sur la Baltique et la Mer du Nord, elle paralyse la flotte russe et assure à l'Allemagne la liberté de la Mer Baltique occidentale et les communications avec la presqu'île scandinave. Ce n'est pas sans raison que Guillaume II s'était fixé comme objectif d'avoir une flotte dépassant largement la moitié de la flotte anglaise; il prévoyait que son canal lui permettrait de porter instantanément la totalité de ses forces dans l'une ou l'autre mer et qu'ainsi il obligerait la flotte anglaise à rester groupée dans la Mer du Nord. Si l'escadre allemande était plus faible que la

moitié de l'escadre anglaise, celle-ci se divisant pourrait bloquer à la fois les côtes allemandes sur les deux mers, la puissance de la flotte allemande serait presque nulle pratiquement, mais avec l'équilibre réalisé la flotte anglaise ne peut se diviser puisque chaque moitié risquerait d'être battue dans l'une ou l'autre mer.

Cette préoccupation de rester une force « en vie » explique seule la conduite allemande dans les attaques dirigées le 2 juillet 1915 contre Libau, du 8 au 20 août 1915 contre Riga : l'amiral allemand n'a pas osé risquer les éléments principaux de sa flotte. Appuyés par quelques sous-marins anglais, les cuirassés russes ont infligé à l'escadre allemande des pertes qui ont effrayé l'état-major allemand sur les conséquences d'un renouvellement de ces pertes. Le 2 juillet c'est le cuirassé *Deutschland* torpillé, le croiseur *Roon* gravement avarié, un mouilleur de mines jeté à la côte; du 8 au 20 août c'est un cuirassé torpillé, qui réussit à rentrer au port mais est rendu inutilisable pour plusieurs mois, 2 croiseurs et 8 torpilleurs mis hors de combat. L'état-major calcule qu'il ne faudrait pas beaucoup de journées semblables pour faire descendre la puissance navale de l'escadre maintenue dans le canal au-dessous de la moitié de celle de la flotte anglaise; prudemment il bat en retraite et laisse l'escadre russe, très inférieure en nombre, maîtresse de la mer sur la côte Russe afin de pouvoir conserver d'une façon certaine la domination de la Baltique occidentale.

Il ne faut pas croire que l'opinion allemande ait compris ce calcul plus que l'opinion française; elle s'irrite de l'inaction de sa flotte et regrette les milliards dépensés à la poursuite de la domination de la mer que lui avait promise l'empereur. La *Flottenverein* voit se multiplier les démissions de ses membres déçus; aussi son président l'amiral von Kœster, essaie-t-il d'expliquer la conduite de l'escadre allemande : « Notre flotte, dit-il, est animée d'un esprit offensif supérieur, mais il faut être prudent. Après une bataille où chaque navire allemand aurait entraîné dans sa perte un navire anglais, nous resterions sans flotte devant l'Angleterre libre alors d'insulter nos côtes et même de tenter des débarquements. L'Allemagne doit rester invaincue sur mer comme sur terre. »

C'est là un aveu mal déguisé d'impuissance, mais l'amiral pense que ces arguments seront mieux compris de la foule que les calculs

qu'il a faits comme nous. Un mot d'ordre est donné dans ce sens aux écrivains maritimes les plus connus : « la flotte allemande, écrit e capitaine de vaisseau Persius, défend nos côtes contre des forces supérieures; nous travaillons à conquérir la supériorité ». « Nous avons acquis de la gloire avec nos corsaires, dit le comte Reventlow, mais notre flotte est emprisonnée; elle travaille à se renforcer pour sortir offrir le combat. »

Elle se renforce, en effet; mais aucun de ces hommes avertis n'ignore que la flotte alliée se renforce bien davantage; le but de ces discours est donc de tromper l'opinion germanique.

Pour lui faire prendre patience, l'amirauté allemande a lancé quelques raids sur la côte anglaise où des villes ouvertes ont été bombardées. Ces actions, contraires aux règles de la guerre, n'ont eu d'autre effet que d'exciter l'opinion anglaise, un peu lente à s'émouvoir. On se souvient des reproches adressés en 1870 à la marine française parce qu'elle n'avait pu empêcher un raid de ce genre à l'embouchure de la Gironde. La flotte anglaise plus puissante n'a pas pu davantage empêcher ces attaques toujours possibles pour un ennemi audacieux; mais quelques navires détruits à la suite de ces attaques ont suffi à les arrêter ou à les restreindre par suite de la crainte de voir trop se diminuer la flotte « en vie » du Canal. Elles avaient sans doute aussi pour objectif de pousser l'opinion anglaise à exercer une pression sur le gouvernement et à exiger contre le repaire de l'escadre allemande une attaque de la flotte britannique; mais cette opinion est trop avertie des choses maritimes pour tomber dans un tel piège; elle sait que ce n'est qu'exceptionnellement qu'une flotte de haut bord peut s'attaquer à une côte bien défendue.

*
* *

Pour se rendre compte des forces navales en présence, on ne peut se borner à enregistrer les chiffres donnés par les manuels au début de la guerre. Il y avait, en effet, dans tous les pays, des navires en achèvement dont la plupart ont été mis au service depuis lors et quelques navires en construction sur des chantiers privés pour le compte de gouvernements étrangers, navires qui ont été réquisitionnés par les belligérants. Le tableau suivant donne des chiffres aussi exacts que

possible, représentant la totalité des navires dont disposent ou ont disposé les diverses marines au cours de la guerre, mais ces chiffres ne doivent pas être considérés comme absolus, en particulier pour les sous-marins, car le nombre de ces derniers qui ont pu être mis sur chantier et achevés depuis le début de la guerre reste un peu incertain. Nous savons aussi que l'Angleterre a construit depuis un an plusieurs navires d'un type spécial conçus pour résister à la torpille tout en portant une forte artillerie et destinés à opérer contre les ouvrages de côte, d'autres destinés à combattre les sous-marins.

	Angleterre.	France.	Italie.	Russie.	Allemagne.	Autriche.	Turquie.
Cuirassés dreadnoughts.	32	7	10	10	22	4	2
Cuirassés moindres. . .	42	20	11	19	21	12	5
Croiseurs dreadnoughts.	10			4	7		
Croiseurs cuirassés. . .	34	12		6	9	4	
Croiseurs protégés. . .	16	12	20	22	38	9	2
Croiseurs légers	69						
Contre-torpilleurs . . .	252	220	46	164	155	25	11
Torpilleurs	59		75	31	83	82	7
Sous-marins	101	75	20	63	50	15	
Budget naval en 1914 en millions de francs.	1 160	510	258	630	590	150	?
Puissance comparée . .	100	30	17	10	48	10	1

Le nombre des unités ne peut donner qu'une idée superficielle de la valeur des diverses flottes car la classification n'est pas la même dans tous les pays et, d'autre part, il faut tenir compte de l'âge des navires, de leur tonnage, de leur vitesse, etc...; on se fera une idée plus exacte de la puissance relative des divers belligérants sur mer d'après le dernier chiffre (Puissance Comparée) dans lequel on a tenu compte, du mieux possible, des divers éléments de force. On a pris comme base la flotte anglaise à laquelle on a attribué le chiffre 100; mais on devra noter que l'Angleterre ne dispose pas dans le Nord de toute sa force par suite de ses obligations mondiales: la puissance qu'avec notre appoint elle oppose à l'Allemagne dans le Nord peut être représentée par 75 environ; de même la puissance russe est partagée entre la Baltique et la mer Noire à raison de 8 environ dans la première de ces mers et 2 dans la seconde.

*
* *

L'Allemagne avait préparé sa guerre sur mer avec autant de soin que sa guerre terrestre. Le gros de son escadre devait, comme nous l'avons dit, en cas de neutralité de l'Angleterre, dévaster nos ports et s'emparer de positions choisies sur nos côtes; en cas d'intervention anglaise elle devait rester « en vie » dans le canal de Kiel pour assurer la maitrise de la Baltique. C'est ce dernier rôle qu'elle a dû se borner à jouer. Deux croiseurs rapides, le *Gœben* et le *Breslau*, devaient agir de leur mieux contre les côtes d'Algérie, inquiéter nos transports de troupe avec l'aide escomptée de l'Italie, puis entrer à Constantinople pour se joindre à la flotte turque et dominer ainsi la flotte russe de la Mer Noire. Ces deux navires bombardèrent en effet Philippeville et Bône, villes sans défense où ils commirent d'ailleurs relativement peu de dégâts par suite de l'approche de l'escadre française; grâce à des ordres mal donnés du côté des alliés, et que l'heure n'est pas venue de préciser, ils purent entrer dans les Dardanelles.

Leur arrivée à Constantinople eut de graves conséquences, car le gouvernement turc était indécis; les commandants allemands exercèrent cette pression par la terreur qui est l'un de leurs moyens de guerre favoris, puis ils s'imposèrent à l'Amirauté turque comme organisateurs de la défense des détroits qui, à ce moment, était des plus sommaire. Quand cette défense fut prête, le 20 octobre, l'escadre germano-turque ouvrit les hostilités dans la Mer Noire par une attaque de Sébastopol et d'Odessa dont les résultats furent médiocres, mais engagèrent la Turquie encore hésitante. Sans l'intervention de ces deux navires allemands, la Turquie serait peut-être restée neutre; elle aurait certainement tout au moins retardé son entrée en campagne.

A ce moment, la fatale indécision qui depuis le début a pesé si lourdement sur l'action des alliés empêcha toute opération de nos flottes. Il n'est pas douteux que, dans les premiers jours d'août 1914, notre escadre aurait assez facilement pénétré jusqu'à Constantinople à la suite du *Gœben* et du *Breslau*. Une attitude ferme en aurait imposé à la Sublime Porte et nous aurions conquis la liberté des détroits presque sans coup férir. Assurément, c'eût été une violation

de la neutralité turque, mais on ne saurait la comparer à la violation du territoire belge déjà accomplie; il n'y avait ici aucune promesse solennelle, aucune signature de garantie de neutralité, et la conduite de la Turquie était des plus suspecte. En agissant ainsi nous n'aurions ravagé aucun champ, brûlé aucun monument, molesté aucun habitant; nous aurions occupé provisoirement les forts des détroits dans les conditions où nous avons occupé plus tard Salonique. L'entrée du *Gœben* et du *Breslau*, l'accueil qui leur était fait justifiaient une action énergique de notre part et cette action nous aurait donné ce qui devait être l'un de nos objectifs principaux : la communication avec nos alliés de la Mer Noire; elle nous aurait donné en même temps la haute main sur la politique des peuples balkaniques, alors disposés à nous aider, sauf peut-être les Bulgares; mais ceux-ci n'auraient pas osé bouger. Ainsi la réussite des deux navires allemands aurait tourné à notre avantage; notre indécision, et notre timidité ne l'ont pas permis.

Même le 29 octobre, lors de l'attaque brusque des Turcs contre Odessa, un forcement des Dardanelles était peut-être possible, quoique déjà plus risqué; la diplomatie de l'Entente retarda encore toute action jusqu'au 19 février 1915. Ces longs mois furent mis à profit par les Allemands pour organiser solidement les forts, les barrages de mines, après quoi l'opération tentée par l'amiral anglais Carden était vouée à l'insuccès; une escadre ne peut, à elle seule, venir à bout de forts terrestres bien organisés, surtout dans une position aussi naturellement forte que celle des Dardanelles. L'escadre française avait perdu ces longs mois dans une opération non moins vaine contre la position très fortifiée de Cattaro, où l'escadre Autrichienne s'était réfugiée.

Cette attaque intempestive des Dardanelles nous valut, le 18 mars 1915, la perte du cuirassé *Bouvet*, la mise hors de combat provisoire du *Gaulois*, ainsi que la perte des deux cuirassés anglais *Irrésistible* et *Océan*. Nos marins firent vaillamment leur devoir, inscrivirent glorieusement leurs noms dans l'histoire, mais nous n'en subîmes pas moins un insuccès. C'est seulement à la suite de cet échec que les gouvernements alliés préparèrent dans l'Afrique du Nord un corps de débarquement qui ne prit pied que le 25 avril sur la côte d'Europe en même temps qu'une diversion était dirigée

sur la côte d'Asie. Bien qu'un long répit eût ainsi été laissé aux Turcs pour perfectionner leur défense, l'opération réussit pleinement et sans très grandes difficultés malgré leur résistance, grâce à notre maîtrise de la mer. Une fois de plus se trouve infirmée la théorie qui présente les débarquements de vive force comme des opérations presque impossibles. Malheureusement le choix du point de débarquement ne fut pas heureux et nous avions trop tardé, c'est pourquoi le résultat ne fut pas en rapport avec l'effort accompli. Notre maîtrise de la mer nous permit de porter nos forces sur d'autres points; c'est grâce à elle que nous pûmes débarquer à Salonique au mois d'octobre 1915, lorsque le kaiser voulut chercher du côté de la Serbie la solution qui lui échappait sur les deux fronts de France et de Russie; là encore malheureusement les alliés se décidèrent trop tard, mais la pression exercée par notre puissance maritime sur la Grèce obligea le gouvernement du roi Constantin à nous donner les garanties nécessaires à la sécurité du corps d'occupation qu'avait appelé le gouvernement éclairé de M. Venizelos. Avec la plus grande facilité, les troupes anglaises et les nôtres circulèrent suivant les besoins du moment entre les Dardanelles, Salonique et l'Égypte.

De même les Italiens purent, grâce à la supériorité maritime des alliés, prendre pied à Valona pour aller au-devant de la malheureuse et admirable armée serbe.

Pendant ce temps, les colonies allemandes, coupées de la métropole par nos flottes, tombaient l'une après l'autre entre nos mains, la flotte japonaise permettait aux Japonais de s'emparer de Kiao-tcheou, des îles Marianne, Marshall, Carolines.

Dans aucune de ces circonstances ce n'est la puissance maritime qui a réglé le différend, mais elle seule a permis aux alliés d'entreprendre les opérations; elle a agi, suivant son rôle habituel, comme une protectrice très sûre des services de l'arrière et des voies de communication, et l'on reste confondu de constater qu'il se trouve des écrivains de notre pays pour écrire que l'empire de la mer n'est plus qu'une formule sans réalité. Nous croyons que l'erreur vient de ce que les opérations contre la terre frappent plus intensément les esprits et de ce qu'à ce point de vue les navires sont en état d'infériorité manifeste vis-à-vis de forts bien armés et de côtes bien défendues. Il n'y a là aucune nouveauté et ce n'est jamais que dans des

cas particuliers que des escadres sont venues à bout de forts terrestres; certaines d'entre elles ont pu, au cours de l'histoire, forcer des passages malgré les forts et quelquefois alors prendre ces forts à revers, mais bien rares sont les cas où elles ont fait taire directement des forts en bonne forme : Tel n'est pas leur rôle habituel; les navires ne sont pas faits pour combattre directement la terre, mais pour la dominer par leur action indirecte. Certains navires de type spécial peuvent agir plus efficacement que des navires de haute mer, mais l'affût flottant reste toujours beaucoup plus vulnérable que l'affût fixe; un coup heureux suffit à détruire un navire quel qu'il soit, et ce coup est facile à donner pour des batteries qui ont du commandement, c'est-à-dire qui peuvent facilement atteindre les ponts, partie faible de tous les navires. Au contraire un coup heureux du navire ne peut guère que démonter une pièce à terre, il en faut beaucoup pour annihiler une batterie.

***

Le propre de la guerre maritime est d'offrir dans chaque nouveau conflit un cas particulier : la situation géographique des belligérants joue, en effet, un rôle dont la variété est bien plus considérable que dans la guerre terrestre; l'importance des flottes, la valeur relative des différentes armes au moment considéré sont autant de facteurs qui modifient profondément l'allure de la guerre; les objectifs à poursuivre varient dans les mêmes conditions.

Nous avons dit comment, au début de la guerre, une grande bataille navale avait été sur le point de se livrer à l'entrée du Pas-de-Calais; bien que la flotte anglaise n'eût pas à ce moment une grande supériorité locale, plusieurs de ses dreadnoughts étant encore dans la Méditerranée, l'amiral Ingenohl n'osa pas risquer d'un seul coup la puissance navale allemande; la bataille eût-elle été indécise, une nouvelle escadre anglaise survenant n'aurait plus trouvé d'adversaires et aurait sans conteste dominé la mer.

La présence des sous-marins obligea les deux adversaires à une grande circonspection. Cependant la flotte alliée ne cessa de travailler à la destruction de l'ennemi flottant; dès le mois d'octobre 1915 elle avait coulé ou mis hors de combat la moitié des croiseurs ennemis,

plusieurs cuirassés et une trentaine de sous-marins, c'est-à-dire un nombre égal à celui qu'en possédaient les Allemands à l'ouverture des hostilités. Nos pertes avaient été sensibles mais elles nous laissaient toute notre supériorité; elles portaient principalement sur nos plus vieux navires que nous avions presque seuls exposés aux coups des torpilles et des mines. Il est digne de remarque que nous avions perdu beaucoup moins de sous-marins que l'ennemi et presque toujours au cours d'une tentative de forcement d'une passe; cela tient à ce que les Allemands, n'ayant pas la maîtrise de la mer, n'avaient jamais pu employer les procédés de chasse systématique que nous avions mis en œuvre contre eux.

Au mois de novembre 1915, l'existence des sous-marins allemands était devenue très difficile dans la Manche et leur champ d'action était reporté dans la Méditerranée où l'expédition de Salonique donnait lieu à une grande activité de notre flotte de surface. La profondeur de ses eaux claires et sans courants, son étendue favorisent particulièrement dans la Méditerranée les attaques des sous-marins tandis que les procédés de destruction y sont moins faciles à appliquer. Malgré ces conditions favorables, le nombre des torpillages réussis a été très faible et n'a empêché aucune opération de s'exécuter; le nombre des sous-marins allemands n'a cessé de diminuer; il n'en restait presque plus à la fin de l'année 1915 : on estime que plus de 50 avaient été coulés ou mis hors de combat depuis le début des hostilités.

On ne saurait se dissimuler cependant le grand danger que courraient les navires de surface si les sous-marins étaient beaucoup plus nombreux, ce qui pourrait être un cas à envisager pour l'avenir. Mais on doit supposer que, suivant la règle, la défense se perfectionnera parallèlement à l'attaque.

Étant donné l'état d'avancement de la navigation sous l'eau, on ne doit pas s'étonner que des sous-marins allemands aient pu gagner la Méditerranée, mais on est en droit de supposer qu'ils n'ont pu y séjourner sans la complicité de certains neutres; les bases autrichiennes au fond de l'Adriatique sont évidemment insuffisantes pour le leur permettre.

*
* *

En dehors du rôle attribué par l'Empereur à son escadre de la Baltique et à des croiseurs méditerranéens, en dehors des attaques de sous-marins contre les navires de guerre des alliés, l'Amirauté allemande avait préparé avec le plus grand soin la guerre de course. Des approvisionnements avaient été rassemblés en divers points du globe où des complaisances avaient pu être acquises, des parcs à charbon avaient été disposés en des baies désertes ou même sous l'eau en des points bien repérés, des navires charbonniers avaient été nolisés et devaient aller porter leur chargement aux corsaires dans des rades écartées; on doit même supposer que les canons et les munitions des croiseurs auxiliaires étaient conservés par des neutres complaisants, car le *Kaiser Wilhelm der Grosse*, par exemple, appareilla de New-York comme simple paquebot le 3 août 1914, et le 15 août il paraissait aux Canaries armé de 6 gros canons et de 20 pièces de petit calibre; il n'existe aucun port allemand sur la route; il a donc fallu la complicité ou tout au moins la complaisance d'un neutre. On ne doit pas s'en étonner quand on sait ce qu'on a trouvé jusqu'en certains points de la côte de France. Cette organisation était complétée par un système d'espionnage étendu sur le monde entier, grâce auquel les corsaires étaient avisés des mouvements des navires ennemis, soit par télégraphie sans fil, soit directement par des navires neutres à leur sortie des ports. Dans certains de nos propres ports nous avons pu constater ce double procédé.

A l'ouverture des hostilités, les Allemands avaient dans le Pacifique deux croiseurs cuirassés, le *Scharnhorst* et le *Gneisenau* stationnés aux Carolines, puis des croiseurs légers, dont un à Mazatlan au Mexique, le *Nürnberg* à San-Francisco, l'*Emden* à Kiao-tchéou, le *Kœnigsberg* à Dar-es-Salam en Afrique orientale. Dans l'Atlantique trois croiseurs légers : le *Dresden* à la Jamaïque, le *Karlsrühe* à Haïti, le *Strassburg* à Saint-Thomas.

Ces navires furent bientôt rejoints par des croiseurs auxiliaires, et tous se livrèrent à la chasse des navires de commerce, évitant avec soin les croiseurs alliés lancés à leur poursuite. Au début, la cueillette fut fructueuse puis, ainsi que l'a toujours enregistré l'histoire.

l'un après l'autre les corsaires tombèrent sous les coups du maître de la mer.

Certains faits méritent cependant l'attention. Le 28 octobre 1914, l'*Emden* coulait un croiseur russe dont il s'approchait en faisant usage d'un faux pavillon. Aux termes stricts de la loi internationale, une pareille supercherie est légitime, mais il semble que les conditions de la guerre moderne devraient la proscrire. Autrefois, en effet, le premier coup de canon n'était que le début d'une action où l'adversaire surpris pouvait encore se défendre, aujourd'hui on comprend moins qu'un navire de guerre ait le droit de ne montrer ses vraies couleurs qu'en lançant une torpille qui, en réalité, coule l'adversaire par traîtrise. Cependant, les Anglais, beaux joueurs, rendirent les honneurs militaires au commandant de l'*Emden* lorsqu'un peu plus tard ils le capturèrent à l'île des Cocos, ce qui montre qu'ils ne réprouvaient pas le procédé, au moins officiellement.

Un autre épisode remarquable est la réunion du *Scharnhorst*, du *Gneisenau*, du *Dresden*, du *Leipzig* et du *Nürnberg* sur les côtes du Chili; grâce à cette concentration, les Allemands remportèrent le 1er novembre 1914 une véritable victoire navale sur une division anglaise composée de 2 croiseurs cuirassés, *Good Hope* et *Monmouth*, du petit croiseur *Glasgow* et du croiseur auxiliaire *Otranto*. Mais ils commirent la faute de rester groupés après ce coup heureux; leur tactique aurait dû consister à recommencer leurs croisières isolées sauf à se réunir de nouveau lorsque les navires anglais se seraient égaillés à leur poursuite, ils auraient ainsi pu réussir un nouveau coup; peut-être ce groupement leur fut-il imposé par les circonstances, mais le résultat ne se fit pas attendre : Le 8 décembre 1914, l'escadre anglaise de l'amiral Sturdee anéantissait, devant Falkland la division allemande; seul le *Dresden* échappa par la fuite pour quelques semaines encore, à la destruction; le 14 mars, sans avoir beaucoup fait parler de lui depuis le 8 décembre, il était coulé à son tour.

Le 12 avril 1915, le dernier corsaire le *Kronprinz Wilhelm*, croiseur auxiliaire, était contraint de se réfugier dans le port américain de Newport News et de désarmer. La mer était désormais complètement libre pour les alliés.

Les corsaires allemands ont été, pour la plupart, habilement manœuvrés et leurs exploits ont causé une certaine impression; il est donc intéressant de chiffrer leurs succès : En dehors du *Good Hope* et du *Monmouth* coulés le 1er novembre au combat de Coronel, ils ont détruit le petit croiseur anglais *Pegasus* sur la côte d'Afrique, le petit croiseur russe *Zemtchoug* et le contre-torpilleur français *Mousquet* à Poulo-Pinang, la petite canonnière française *Zélée* à Tahiti qu'ils ont bombarbé. Cela fait au total 6 navires de guerre ayant un déplacement total de 29,968 tonnes, tandis que leurs 6 navires déplaçaient 23,700 tonnes, et que leurs 9 paquebots armés en corsaires, représentaient 66,629 tonnes.

Pendant cette guerre de course, les Allemands ont capturé ou coulé en tout 68 navires marchands représentant 277,876 tonnes, soit à peine 1,2 p. 0/0 de la flotte commerciale des alliés tenant la mer. En revanche, ils ont perdu 16 p. 0/0 de leur flotte commerciale totale, bien que le nombre des navires tenant la mer fût très réduit. Aujourd'hui le commerce allemand ne paraît plus sur les océans où les alliés circulent, au contraire, librement.

Le 18 février 1915, l'empereur, constatant la faillite prochaine de sa guerre de course, proclama le blocus de la Grande-Bretagne, déterminant des zones militaires dans lesquelles les neutres devraient se considérer comme en danger d'être atteints par une mine ou une torpille de sous-marin; il déclarait en outre que les navires de commerce anglais ayant occasionnellement fait usage de pavillons neutres, il dégageait sa responsabilité vis-à-vis des neutres qui pourraient être coulés par ses sous-marins. Ces actes sont absolument contraires au droit des gens; le blocus ne peut être déclaré que s'il est effectif, et l'usage de pavillons neutres est parfaitement légitime pour les navires de commerce belligérants; il appartient à l'agresseur de s'assurer de la nationalité du navire qu'il attaque. Certes, on peut soutenir, non sans raison, que les règles en usage ne sont plus en harmonie avec les armes modernes, mais le droit existe tant qu'il n'a pas été changé et il appartenait moins qu'à toute autre à la marine qui avait attaqué sous pavillon neutre d'élever une réclamation sur ce point.

La proclamation de Guillaume II modifia en réalité très peu la situation. Les sous-marins s'étant montrés à peu près impuissants

contre les navires de guerre alliés qui tenaient le blocus à distance, l'empereur masquait sa déconvenue en affirmant reporter ses efforts sur le blocus commercial de l'Angleterre; le résultat resta sensiblement le même qu'auparavant, car le nombre des sous-marins était notablement diminué. Les alliés avaient découvert après quelques essais le moyen d'être avertis de leur présence, de les suivre sous l'eau et de les détruire. D'après les relevés publiés par l'amirauté anglaise chaque semaine, sur une moyenne de 1,300 navires entrant et sortant des ports du Royaume-Uni dans une période de 7 jours, un peu moins de 6 ont été coulés, et encore doit-on tenir compte que quelques-uns étaient de simples bateaux pêcheurs; l'industrie anglaise répare facilement ces vides par des constructions neuves, même sans avoir recours aux navires séquestrés dans les ports britanniques; d'autre part, le taux des frets a tellement monté du fait de l'activité surexcitée du trafic que ni les armateurs ni les marins ne s'arrêtent devant la menace d'un danger, en somme restreint.

On ne saurait méconnaître cependant que les sous-marins ont eu, dans cette guerre commerciale, un rôle dont l'importance n'avait pas été exactement appréciée. La guerre actuelle est la première où ils aient donné leur mesure, c'est la première qui ait éclaté depuis que les perfectionnements apportés à la navigation sous-marine ont fait des immersibles des outils de guerre vraiment efficaces. En général, on ne les considérait pas comme destinés à attaquer le commerce, bien que l'amiral Aube l'eût prédit, parce que la conscience des peuples n'acceptait pas qu'on envoyât aussi aux abîmes sans avertissement des passagers ou même de simples navigateurs; il appartenait aux Allemands de fouler les premiers aux pieds cette conscience.

On ne pensait pas, non plus, que l'artillerie sous-marine pût devenir une arme contre les cargos, cette arme s'est révélée très efficace en face de navires complètement désarmés et de faible échantillon.

Les navires de commerce ne s'étaient jamais préoccupés de cette éventualité, ils n'ont donc pas su se défendre; on a vu des cas ou avec un peu d'audace il aurait suffi au capitaine de foncer à toute vitesse sur l'agresseur pour le couler et où ce capitaine laissait

détruire son navire; d'autres fois, comme il semble que ce fut le cas pour le *Lusitania*, le capitaine se laissa berner par de faux signaux qui le conduisirent au piège tendu.

Cette destruction du *Lusitania* a causé une grande émotion chez les alliés et chez les neutres; il n'est pas sans intérêt de signaler qu'en l'accomplissant l'Allemagne a non seulement voulu frapper l'Angleterre, mais encore venger une vieille rancune. Ce paquebot avait, en effet, battu tous les records de vitesse des paquebots allemands et avait ainsi servi à humilier l'orgueil commercial germanique. Aussi les sous-marins renouvelèrent-ils l'attaque à trois reprises jusqu'à ce qu'enfin elle réussit.

En opposition à cette méthode nouvelle de guerre commerciale, les alliés ont continué à appliquer les procédés reconnus par le droit international, arrêt à la mer, visite et capture, ne détruisant les prises que dans des cas exceptionnels et après avoir sauvé l'équipage. Il ne paraît pas douteux que ce système moins retentissant a donné des résultats plus substantiels puisque les alliés continuent en somme leur navigation et que les navires allemands ne bougent pas de leurs ports. Le seul palliatif qu'aient trouvé les armateurs germaniques a été de faire naviguer leurs bâtiments sous pavillon neutre. Nous avons capturé le *Dacia* bien que vendu à un Américain parce que le cas était de notoriété publique, mais il n'est pas douteux que de nombreux navires moins connus ont repris la mer sous le couvert d'un armateur neutre; peut-être avons-nous fait preuve, sur ce point aussi, de quelque faiblesse.

Quant aux sous-marins nous n'avons pas voulu les employer comme le faisaient les Allemands, mais il est évident que rien ne nous aurait empêchés de le faire sinon le nombre à peu près nul des navires-buts en dehors des neutres.

Le rôle de chien de garde rempli par les croiseurs de France et d'Angleterre pendant ces longs mois est dur et ingrat; il est sans gloire et n'attire même pas la reconnaissance des masses qui en bénéficient sans le comprendre; il n'en a que plus de grandeur.

*
* *

Il est difficile de prédire si la guerre va revêtir par la suite une autre allure sur mer que celle qu'elle a eue jusqu'à ce jour. En par-

ticulier on peut se demander si la flotte allemande se décidera à aller offrir le combat à l'escadre anglaise; nous nous garderons de prophétiser sur un terrain où tant d'éléments interviennent pour imposer une décision, mais nous sommes disposé à croire qu'elle ne le fera que dans un cas désespéré ou par suite de bouleversements imprévus. Tous les discours de Guillaume II montrent qu'il comprend la valeur de l'empire de la mer et que c'est lui qu'il cherche les armes à la main. « Souffrons tout, disait-il récemment, pour gagner la liberté de la mer »; nous savons bien qu'en style allemand « liberté » veut dire « domination allemande », mais cela ne change pas l'importance qu'il y attache. Il ne risquera donc son escadre qu'à bon escient.

En dehors de cette éventualité il peut s'en produire d'autres pour lesquelles l'intervention de nos flottes deviendra nécessaire. A mesure que la guerre s'étend, c'est la mer seule qui nous relie pratiquement aux nouveaux champs d'action. Tant que nous en conservons le commandement, nous pouvons envisager l'avenir avec confiance.

A la lueur de l'expérience, nous pouvons juger si les marins, en affirmant la valeur de l'empire de la mer, avaient raison de dénoncer l'inanité du fameux dilemme « vaincu sur terre, vainqueur sur mer » et de dire que la victoire est une résultante à laquelle concourent toutes les forces vives de la nation. Assurément, dominer la mer ne suffirait pas pour un pays comme la France obligée de se défendre perpétuellement contre l'invasion des barbares; si la muraille des poitrines françaises était défoncée, la mer ne suffirait sans doute pas à la suppléer, mais abandonner la mer n'en serait pas moins pour la France une faute qui à un moment donné pourrait équivaloir à un suicide.

Par delà l'affranchissement des peuples, la libération de nos provinces, nous devons poursuivre l'affaiblissement de la puissance maritime allemande car, sans cet affaiblissement, aucun des autres résultats ne serait solide. Certes la question est encore plus vitale pour l'Angleterre que pour nous, mais nous serions coupables de la perdre de vue : la réunion de la puissance maritime et de la puissance militaire aux mains d'une seule nation, et surtout de l'Allemagne caporalisée, serait le signal de l'asservissement de notre pays.

et de l'Europe entière; nous pouvons même dire du monde, car tout au moins l'Amérique et une partie de l'Asie et de l'Afrique n'y échapperaient pas. La liberté du monde repose donc sur une puissance maritime et militaire de la France suffisante pour empêcher la réalisation des rêves d'hégémonie d'où qu'ils viennent. Cette leçon de toute l'histoire est une fois de plus mise en lumière par la plus grande guerre qui ait secoué l'Europe.

PAUL CLOAREC.

LES OPÉRATIONS DE LA GUERRE EN 1914

II

DE CHARLEROI A LA MARNE [1]

Mesdames, Messieurs,

Je vous ai indiqué dans la dernière conférence, en quoi consistait le plan politique allemand et quel était le plan général d'opérations qui allait poursuivre l'exécution du plan politique. Ce plan d'opérations était fondé sur l'écart de temps de plusieurs semaines qui existait entre les mobilisations et les concentrations françaises et russes.

L'armée française était prête à entrer en campagne à peu près en même temps que l'armée allemande, tandis que l'armée russe, au contraire, par suite de toutes les raisons d'ordre géographique et d'ordre politique que je vous ai dites, ne pouvait commencer les opérations, avec la masse de ses forces, avant ce que nous appelons en termes militaires le vingt-cinquième jour de la mobilisation, c'est-à-dire environ quinze jours à trois semaines après l'entrée en campagne des Allemands et des Français.

Se fondant sur cet écart et sur sa connaissance très approfondie de la valeur réciproque des armées adverses, l'État-Major allemand avait combiné d'attaquer immédiatement l'armée française, avec la presque totalité de ses forces actives, de la battre, de la réduire, et, l'exécution faite, de se retourner contre la Russie. Ce plan reposait sur des moyens très remarquables. Non seulement l'Allemagne avait une grande supériorité de préparation guerrière, je vous l'ai démontrée dans la précédente conférence, tant au point de vue de l'organisation qu'au point de vue du commandement et surtout du maté-

1. Conférences faites par le général Malleterre à l'École des Hautes-Études sociales, en novembre 1915. Nous leur avons gardé leur forme oratoire. Voir le n° du 15 décembre 1915. (N. D. L. R.).

riel, mais elle possédait un réseau de chemins de fer extrêmement développé, qui lui permettait de concentrer sur la frontière française 2,000,000 d'hommes, et de ramener rapidement sur la frontière orientale les armées d'occident. C'est donc en jouant de sa situation centrale et de la magnifique organisation de ses voies ferrées que l'Allemagne espérait arriver à poursuivre et à exécuter ce plan extraordinaire qui réduisait les adversaires l'un après l'autre. Dans ces conditions, la plus grande partie de l'armée allemande étant employée contre la France, il suffisait de laisser un rideau défensif du côté de la Pologne.

Le plan d'opérations contre la France, comme je vous l'ai dit, reposait sur la violation de la Belgique et je vous en ai donné les raisons.

Je vous ai dit les difficultés que présentait une offensive allemande partant de l'Alsace-Lorraine, sur un front trop étroit, trop resserré, entre des États neutres : le Luxembourg, la Belgique et la Suisse; se heurtant aux régions fortifiées de Verdun, Toul, Épinal et Belfort, perfectionnées depuis longtemps. Il n'est donc pas étonnant que, dans ces conditions, l'État-Major allemand ait songé à élargir son déploiement stratégique, et à obtenir ainsi l'effet de surprise qu'on doit toujours rechercher contre l'adversaire. Et le champ le plus avantageux était bien la Belgique, car la Suisse, pays de montagnes, était trop difficile à aborder. En outre la Suisse ne conduisait pas à grand'chose; les défilés de Suisse tombant sur le Jura et sur les Alpes, il aurait fallu le concours certain de l'Italie pour pouvoir essayer de ce côté-là une grande diversion stratégique. Du côté de la Belgique, au contraire, on débouchait sur ces anciens champs de bataille connus de toute l'histoire, par où passaient autrefois les invasions venant de Germanie vers la France.

Je crois vous avoir dit qu'au cours de certaines conférences que j'avais faites sur ces questions de frontières pendant que j'étais professeur à l'École de Guerre et à l'École des Sciences politiques, j'avais indiqué à mes auditeurs qu'il y avait toutes probabilités que les Allemands passeraient par la Belgique. Au mois de septembre 1913, — je vous demande pardon de rappeler des souvenirs personnels, il est bon pourtant de confirmer les actes d'aujourd'hui par les prévisions antérieures, même quand elles n'ont été qu'indivi-

duelles — le 14 septembre 1913, un an avant la bataille de la Marne, j'avais fait paraître dans le *Petit journal* une étude intitulée : *Sambre et Meuse, l'attaque par les Ardennes*, dont le titre est significatif. Je ne puis mieux faire que de vous en citer les passages essentiels [1].

1. « On a pu dire que jusqu'à ces derniers temps toute la doctrine stratégique allemande consistait à forcer le passage de la Moselle et de la Meuse et à ne commencer la manœuvre décisive qu'au delà.

« Avec l'accroissement de l'armée allemande, qui est passée de 21 à 25 corps d'armée, *et qui peut mettre en ligne, en outre, une masse égale de formations de réserve*, et en face des difficultés de ce forcement immédiat, qui apparaissent de plus en plus grandes, l'idée s'est fait jour d'élargir les zones d'opérations et la manœuvre initiale, en traversant d'une part le Luxembourg, déjà presque sous la vassalité allemande, et d'autre part les Ardennes belges, avoisinantes. Le Luxembourg ne donne, en effet aucun débouché par lui-même. Par les Ardennes, au contraire, on atteint la Meuse par Givet et Stenay, donnant ainsi à l'aile droite allemande l'ampleur d'enveloppement qui lui manque entre Thionville et Metz. L'idée paraît séduisante et avantageuse au premier aspect. Elle le serait encore plus peut-être si cette armée d'aile droite s'étendant au nord, franchissait la Meuse vers Dinant et, empruntant les chemins fameux de Sambre-et-Meuse, faisait irruption par la non moins fameuse trouée de l'Oise, sur les derrières de la Meuse.

« De l'idée à l'acte, il y a heureusement quelques petits obstacles, dans le temps et dans l'espace, comme nous disons en style militaire.

« La concentration de cette grande armée d'aile droite allemande, qui pourrait comprendre plusieurs corps d'armée et des divisions de réserve, se ferait sans doute facilement entre Trèves et Aix-la-Chapelle, grâce aux voies ferrées *aménagées* aboutissant dans cette région à Aix-la-Chapelle, à Malmédy, à Saint-With, à Trèves. Mais ces voies ferrées ne se prolongent pas toutes dans les Ardennes. La grande ligne d'Aix-la-Chapelle passe la Meuse à Liége, sous les feux de la place. La ligne de Malmédy n'a pas encore rejoint la ligne belge à Stavelot, malgré les efforts de la diplomatie allemande pour supprimer cette coupure désagréable. Seules, les lignes de Saint-With à Libramont et de Trèves à Luxembourg aboutissent, non sans détour, près de la frontière. Si huit routes d'invasion permettent aux grosses colonnes de s'avancer vers la Meuse, quatre de ces routes traversent le mauvais pays ardennais, dit des Hohe Wenn et de la Famenne, et ne sont guère utilisables qu'à des détachements. Les quatre autres s'inclinent vers le sud-ouest et viennent buter contre la Semoy et le Chiers, deux rivières peu importantes, mais qui n'en forment pas moins des obstacles assez sérieux. Or de la frontière belgo-allemande à la Meuse belge et à notre frontière ardennaise il faut compter de *quatre à six marches*.

« Conclusion : les opérations de cette offensive à travers les Ardennes ne commenceront que plusieurs jours après celle de Lorraine, et *nous serons toujours avertis a temps*, nous comme les Belges, à la fois de la concentration de l'armée d'aile droite et de son entrée en territoire neutre.

« Toutes réserves faites de l'intervention anglo-belge, il nous suffit donc de prévoir le coup pour le parer, et nous y avons toute facilité, soit par un dispositif préalable d'armées de réserve entre Saint-Quentin et Mézières, soit par le jeu de notre aile gauche vers le front Givet-Longwy.

« Ne nous alarmons donc pas. Je dirai presque souhaitons que les Allemands se laissent aller à cette extension démesurée de leur déploiement stratégique et à cet odieux attentat contre la neutralité d'un petit Etat.

« Maintenant, est-il nécessaire d'augmenter, dans cette éventualité, l'organisation défensive de notre frontière du Nord? Ce n'est certes pas sans de bonnes raisons qu'après 1871 le comité de défense créa les places de Lille et de Maubeuge, avec les forts de l'Escaut, d'Hirson, des Ayvelles, de Montmédy. Depuis lors, on a reporté tout l'effort à la frontière de Lorraine. La frontière du Nord

En réalité, notre État-Major avait bien prévu l'attaque par les Ardennes. Il ne s'était pas dissimulé qu'il y avait des chances pour que l'aile droite allemande empruntât les chemins des Ardennes, franchissant la Meuse au sud de Namur, tournant ainsi Verdun par le nord, et pouvant déboucher en Champagne à l'ouest de l'Argonne. Mais il lui avait paru peu probable que cette aile droite étendrait son action de l'autre côté de Sambre-et-Meuse, en pleine Belgique. Et l'on en donnait une raison qui paraissait très solide : c'est qu'évidemment cette violation complète de la Belgique entraînerait l'intervention de l'Angleterre. Pouvait-on supposer, en effet, que l'Allemagne se prêterait de gaieté de cœur à avoir un nouvel adversaire, et en particulier un adversaire qui, de toute évidence, pouvait se rendre maître de la mer. Ceci paraissait invraisemblable. Et pourtant cette chose a eu lieu. Et qui de vous a oublié les journées tragiques que nous avons passées à partir du 2 août 1914.

C'est le 2 août en effet que l'Allemagne a dévoilé son jeu par l'ultimatum à la Belgique, lui demandant de lui laisser libre passage et lui promettant en échange de respecter son territoire et de le lui rendre après la guerre. Vous connaissez la réponse si fière qu'y fit le roi Albert, l'appel qu'il adressa à l'Angleterre et la suite qui lui fut donnée. Le 3 août, l'armée allemande attaquait Liége, et la guerre commençait par la bataille de Liége au lieu de commencer par la bataille de Nancy. Quel est celui d'entre nous — et je parle non pas seulement des militaires, mais des civils qui sont un peu au courant de ce qui se dit, — quel est celui d'entre nous qui n'était pas convaincu que la première bataille de la guerre serait la bataille de Nancy? Que de préoccupations, que de polémiques a suscitées depuis 1875 le sort

passa au second plan, pour ne pas dire au troisième. Quelques forts furent déclassés, et il a été question dernièrement de démanteler Lille. J'ai dit ce que je croyais être la note juste sur les dangers de l'offensive allemande par Sambre-et-Meuse et les Ardennes. Mais trop de précautions ne nuisent jamais, surtout quand il s'agit de rassurer le sentiment public. Laissons donc à Lille ses remparts, les faubourgs passeront au delà.

« *Gardons Maubeuge comme place de première ligne, en l'améliorant.* Elle a déjà de la valeur. Sans faire de Mézières une place forte, renforçons ce point de passage important par deux ou trois forts du type des *festes* allemands.

« Surveillons surtout notre frontière ardennaise, comme celle de Lorraine, empêchons-y l'infiltration et l'espionnage allemands et ayons confiance dans notre armée qui, par chemins lorrains et alsaciens, et ardennais au besoin, saura refouler l'ennemi, d'où qu'il vienne. »

(*Petit Journal*, Colonel X...)

de Nancy. Ville ouverte, à la merci de cette attaque brusquée qui, évidemment, devait jaillir subitement de la frontière si voisine! Elle a bien eu lieu, cette bataille de Nancy! mais elle s'est livrée vingt jours plus tard, et c'est par Liége, du côté le plus improbable, qu'a commencé la guerre!

Or, à cette date du 3 août, comment était ordonnée notre concentration, et quelles étaient nos prévisions sur les opérations de notre puissant adversaire?

Nous avions formé 5 armées numérotées de la droite à la gauche. La 1re armée se rassemblait face aux Vosges et à l'Alsace; la 2e armée en Lorraine; la 3e sur la Meuse; la 4e également sur la Meuse, un peu en retrait de la 3e armée. La 5e armée formait une masse de manœuvre qui devait se porter soit à gauche, soit au centre, suivant les circonstances et les ordres du haut commandement.

Nous disposions à cette époque-là de 21 corps d'armée : nous avions formé récemment le 21e corps à Épinal. A la suite de l'augmentation de nos effectifs par la loi de trois ans, nous avions renforcé considérablement notre couverture. Le dispositif de 1914, à la veille de la guerre, échelonnait 8 à 9 divisions depuis Belfort jusqu'à Mézières. Mais en réalité nous avions 6 corps d'armée à la frontière : 7e corps à Belfort et dans le Jura; 20e corps à Nancy; 21e corps à Épinal et dans les Vosges; 6e corps sur la Meuse; 2e corps, d'Amiens à Mézières; enfin 1er corps, dans les Flandres.

Et l'on retrouve dans la composition détaillée de nos armées, ces corps de couverture; la 1re armée, armée de droite ou des Vosges comprenait le 7e corps, la 2e les 20e et 21e corps; le 6e corps entrait dans la 3e armée, le 2e dans la 4e armée, et le 1er corps dans la 5e armée. Ceci pour vous faire remarquer comment, dans un dispositif stratégique, on tient compte des positions des troupes, et qu'on ne place pas indifféremment les corps d'armée dans une armée quelconque. Ils sont échelonnés en principe sur les lignes de transport, suivant les points de concentration et de débarquement. C'est ainsi que les 1re et 2e armées étaient formées avec les corps d'armée du sud et de l'est. Ces combinaisons, soigneusement élaborées en temps de paix, permettent d'amener rapidement dans l'ordre nécessaire les troupes à leurs zones de combat.

Il est probable que dans notre plan normal de concentration, nos

cinq armées étaient orientées très nettement face au nord-est, entre Mézières et Belfort, opérant leur concentration à l'abri des régions fortifiées, pouvant déboucher aussi facilement sous la protection de ces grandes batteries que forment les Côtes lorraines, entre Verdun et Toul, et les Hauts de Moselle entre Épinal et Belfort. Mais la situation dès le milieu d'août se présenta tout autrement qu'on ne l'avait envisagée. Il parut certain à ce moment-là que l'aile droite allemande faisait un effort considérable du côté de la Belgique, sans que l'on pût pourtant se rendre compte encore exactement si la manœuvre qu'elle poursuivait si hardiment était une diversion ou deviendrait l'attaque principale.

Nous savions très nettement par les publications militaires allemandes que les Allemands étaient engoués de la doctrine de l'enveloppement. Ils estimaient que, par suite du perfectionnement des armes, de l'artillerie surtout, de la portée très grande de leurs canons, de l'effet très meurtrier des fusils, l'attaque directe de front (comme celles qui se passent actuellement sur le front oriental) était trop difficile, trop coûteuse, — nous verrons plus tard qu'ils en ont cependant abusé au cours de la campagne —; ils cherchaient donc par conséquent à atteindre l'aile exposée par où ils pourraient déborder, tourner, attaquer à revers, et détruire l'adversaire de proche en proche en se rabattant vers le centre. L'attaque de Liége laissait entrevoir qu'ils voulaient s'ouvrir les routes de la Belgique, et essayer une manœuvre d'enveloppement de notre aile gauche, leur aile droite exécutant à cet effet une grande conversion à travers les Ardennes et la Belgique; mais nous ne pouvions encore, dans la première quinzaine d'août, préjuger la portée extrême de cette manœuvre d'enveloppement. Elle pouvait se borner à déboucher entre Sambre-et-Meuse, dans la région de Charleroi-Maubeuge; elle pouvait s'élargir plus à droite encore, passer par Bruxelles et par Mons comme elle l'a fait, elle pouvait se restreindre peut-être plus vers l'est en débouchant simplement par les Ardennes sur Mézières. Le haut commandement modifia dès lors notre concentration en vue de ces différentes éventualités.

Il y eut un redressement général de nos armées vers le Nord et un élargissement de notre front sur la gauche. C'est ainsi que la 5e armée dut être concentrée entre Mézières et Laon, pouvant par conséquent

faire face aussi bien au nord dans la direction de Sambre-et-Meuse qu'au nord-est, entre Mézières et les Ardennes. Et de proche en proche, la 4e et la 3e armées qui, auparavant, bordaient la Meuse face au nord-est, furent disposées dans une situation qui leur permettait soit de se diriger nettement vers l'est, dans la région de Thionville par exemple, soit de monter au nord dans la direction du Luxembourg et des Ardennes pour appuyer la 5e armée.

Je dois rappeler que la mobilisation et la concentration de nos armées s'étaient accomplies d'une façon parfaite. Quand on se souvient des appréhensions que l'on avait sur le sabotage de notre mobilisation par les partis révolutionnaires et par les attentats de l'espionnage, — et l'on sait aujourd'hui quel travail d'avant-guerre les Allemands avaient eu le loisir de poursuivre! — on éprouve un sentiment de grande fierté vis-à-vis de notre union nationale. L'union sacrée ne fut pas un vain mot. Tout s'effaça devant l'injure allemande! Ces ouvriers qui, autrefois, dans les meetings révolutionnaires, s'écriaient qu'après tout, ils ne connaissaient pas de patrie, que peu leur importait d'être Allemands ou Français, qui ne songeaient qu'à la lutte des classes, ces ouvriers, dès le 4 et 5 août, s'en allaient tranquillement après avoir embrassé leurs femmes et leurs enfants, et du train qui les emportait à la frontière, ils clamaient leur espérance et leur devoir : L'Alsace-Lorraine!

Donc, au moment où se dévoilait le véritable plan allemand, et par le fait que notre couverture avait interdit l'attaque brusquée sur Nancy, telle qu'elle était restée dans les projets de l'État-Major allemand, nous étions dans d'excellentes conditions stratégiques et libres de changer notre dispositif. La résistance de la Belgique nous faisait gagner plusieurs jours, en retardant la conversion de l'aile droite allemande.

La grosse question s'est posée alors à partir du 15 août, pendant cette semaine mystérieuse, du 15 au 22 août, où l'on ne put discerner ce que faisaient les Allemands, et si leurs masses principales étaient en Alsace-Lorraine ou dans les Ardennes. On pouvait supposer avec juste raison que la concentration allemande étant terminée les 8 ou 9 août, leurs armées s'ébranleraient à partir du 15 août; on s'attendait à ce que, vers le 16 ou 17 août, le contact fût pris avec nos

troupes de couverture. Il n'en fut rien; jusqu'au 20 août, c'est avec l'armée belge que les Allemands sont aux prises.

En effet l'aile droite allemande a envahi la Belgique; la cavalerie allemande est entrée à Bruxelles. L'armée belge, après avoir résisté très vaillamment à Liége et à Namur, écrasée sous le poids de forces supérieures, se retire sur Anvers. Car, dans l'ancien plan belge, en cas de violation du territoire par la force, il était prévu que l'armée belge, se sentant incapable de résister, se retirerait sur Anvers. Le camp d'Anvers avait été formé autrefois par le général Brialmont; on le croyait extrêmement puissant; il passait pour une des places fortes modèles, et on le considérait comme le réduit de la défense belge. L'armée belge, fit donc sa retraite par Louvain, Tirlemont, Malines, et se concentra à Anvers. Pendant ce temps, les Anglais débarquaient; nous devions les attendre pour commencer les opérations offensives. N'oubliez pas que les Anglais ne disposaient à cette époque que d'une armée continentale d'une centaine de mille hommes.

L'armée anglaise était avant tout une armée coloniale chargée de defendre les colonies anglaises. Elle était partagée en deux parties : la plus grande partie était aux Indes et sur les routes des Indes, par Gibraltar, Malte et l'Égypte. L'autre partie était en Angleterre, servant de noyau pour le recrutement, et en même temps de relève pour les troupes aux colonies. L'armée anglaise comprenait environ 250,000 hommes, dont 125,000 aux colonies. Un corps expéditionnaire (*Field force*), comprenant trois divisions, était cantonné au camp d'Aldershot, et devait servir en cas d'une guerre européenne, que l'on ne prévoyait guère d'ailleurs depuis que le ministère anglais avait passé aux mains des libéraux! Cette armée fut transportée assez rapidement en Belgique; elle se concentra à partir du 15 août, aux environs de Mons, entre l'Escaut et la Sambre.

Pendant cette semaine mystérieuse du 15 au 22 août, les grandes marches allemandes ont commencé. La concentration nouvelle allemande s'est faite entre Aix-la-Chapelle et Trèves sur la frontière belge et presque sur la frontière hollandaise. Nous savions depuis longtemps que les chemins de fer de cette région avaient été très améliorés au point de vue militaire. Les Allemands avaient formé plusieurs camps d'instruction. Ils envoyaient manœuvrer beaucoup de troupes dans la région sous prétexte d'utiliser ces camps. Ils

avaient doublé les voies ferrées. Il était donc hors de doute qu'ils concentreraient des forces importantes dans la région d'Aix-la-Chapelle comme dans la région de Trèves.

Or l'effort qu'ils firent de ce côté fut encore plus grand qu'on ne l'avait prévu, car ils y rassemblèrent 5 armées. Sur les 8 armées qu'ils avaient échelonnées comme les nôtres, de la gauche à la droite, d'Aix-la-Chapelle à l'Alsace, 5 armées débarquèrent entre Aix-la-Chapelle et Trèves. C'étaient la Ire armée : von Kluck; la IIe armée : von Bulow; la IIIe : Von Hausen; la IVe : prince de Wurtemberg; la Ve : la fameuse armée du Kronprinz. En Lorraine, ils n'avaient placé que trois armées, VIe, VIIe et VIIIe; VIe commandée par le prince de Bavière; VIIe par von Heeringen, ancien ministre de la guerre; VIIIe, détachement d'armée sous les ordres de von Deimling, l'ancien commandant du XVe corps à Strasbourg. L'ensemble de ces 8 armées comprenait 34 corps d'armée; 21 corps de l'armée active, et 13 corps de réserve. Les Allemands avaient laissé 4 corps d'armée sur les frontières orientales. Des 25 corps d'armée de réserve qu'ils avaient formés et que nous allons voir paraître à la suite, successivement dans l'espace d'un mois, ils avaient réservé un certain nombre, soit en seconde ligne, soit pour la défense des côtes.

Les 34 corps d'armée du début sont renforcés dès la fin d'août par 4 corps d'armée de réserve.

La masse principale, vous le voyez, est donc formée par 5 armées; elle fait face à la frontière belge.

Devant l'incertitude qui régnait encore vers le 19 août sur la direction de la stratégie allemande, et dans la nécessité de voir clair, le généralissime ordonne l'offensive générale dans les conditions suivantes : les armées de Lorraine s'avanceront sur l'ancienne zone prévue des grands chocs entre Nancy et les Vosges. Les 3 autres armées, 3e, 4e et 5e, monteraient au nord, droit à l'ennemi inconnu, pour savoir où il était et s'engager avec lui. On se conformait ainsi au principe de tactique générale : la meilleure façon de reconnaître l'ennemi, c'est de l'attaquer. De cette façon, on prend le contact, on l'oblige à déployer ses forces, à dévoiler ses intentions.

Nous avions des moyens d'exploration que n'avaient pas certainement les armées impériales du Ier Empire et de 1870. En plus de notre cavalerie, toujours prête à son rôle d'exploration, nous avions

l'exploration aérienne, l'aviation. L'aviation avait fait de très grands progrès chez nous, mais les Allemands l'avaient hardiment développée en vue de la guerre. Ils avaient d'excellents appareils conduits par d'habiles pilotes, ils avaient fait de la tactique aérienne, des exercices de reconnaissance, et dès le début de la campagne, leur aviation se montra supérieure à la nôtre, non pas en courage et en héroïsme, mais en pratique de la guerre. Notre système d'exploration aérienne ne donna pas tous les résultats qu'on aurait pu espérer. Notre cavalerie fut portée en grande masse à la gauche de notre armée, en Belgique, d'abord pour aller essayer de secourir l'armée belge, et en même temps pour reconnaître aussi la disposition des masses ennemies dans ces régions. Le grand raid que fit le général Sordet avec 3 divisions de cavalerie, au nord de la Sambre jusqu'à la Meuse, fit reculer la cavalerie ennemie, mais il ne pouvait arrêter le flot de l'invasion. C'est l'entrée en masse des Allemands en Belgique qui éclaira enfin le commandement français, mais il était trop tard pour s'y opposer.

En Lorraine, l'armée du général de Castelnau franchit la frontière avec un très grand enthousiasme, entra en Lorraine annexée, traversa Sarrebourg et vint se heurter aux forces allemandes dans la région de Morhange. Sur les Vosges, la 1re armée passa les cols des Vosges et déboucha dans les hautes vallées d'Alsace.

Auparavant, les 7 et 8 août, une tentative d'attaque brusquée avait été faite dans la Haute-Alsace par les divisions du 7e corps. Elles entrèrent à Mulhouse après un brillant combat à Altkirch. La Haute-Alsace était à cette époque-là fort peu défendue par les Allemands, car dans le plan allemand l'armée de Lorraine et d'Alsace servant de pivot à la grande conversion exécutée par l'aile droite et le centre, n'était pas destinée, pour le moment, à jouer un rôle offensif; elle devait arrêter toute offensive française, surtout si elle procédait par une attaque en grandes forces comme on pouvait le prévoir. Elle devait même reculer sur les lignes fortifiées; Strasbourg et Metz avaient été considérablement fortifiées. En Haute-Alsace, il n'y avait donc que quelques détachements de couverture; on comprend par conséquent que nos troupes, très allantes, très en train, connaissant bien les secteurs vosgiens, pleines d'enthousiasme à l'idée qu'elles allaient reconquérir l'Alsace, entrèrent à Mulhouse

rapidement. Mais l'ennemi amena des forces, il y eut des flottements, peut-être une insuffisance de commandement. Il se produisit un premier recul; ce n'est que plus tard, au moment où l'offensive générale allait commencer, que le général Pau, avec une armée plus forte, réussit à réoccuper Mulhouse. Et si on évacua définitivement Mulhouse vers le 23 août, ce fut par suite du mouvement de retraite générale, et parce qu'il fallut reporter des forces à notre aile gauche menacée.

En Lorraine, l'armée du général de Castelnau se heurta, vers Morhange, à des positions fortifiées et à des forces supérieures. Elle éprouva un échec et fut obligée de reculer. Il en fut de même par un choc en retour, du général Dubail dans les Vosges. Ce fut très pénible d'abandonner les parties de la Lorraine et de l'Alsace qui avaient été conquises si rapidement, mais l'intérêt principal était ailleurs vers notre aile gauche.

A notre centre, la 3e et la 4e armées s'étaient portées vers les Ardennes; la 3e dans la direction générale Longwy-Arlon, la 4e dans la direction Sedan-Neufchâteau; elles se heurtent aussi, à peine arrivées aux forêts des Ardennes, a une organisation très puissante de la couverture allemande. J'étais en particulier dans la 3e armée à Longwy, et, lorsque le 21 août, à six heures du soir, je pris le contact avec les avant-postes allemands à la nuit, dans des ravins boisés, tout était déjà barré de fils de fer, dans les bois et aux abords des villages.

La 5e armée, qui était la masse principale de notre armée, s'était portée les 17 et 18 août au secours des Belges. Appuyée à gauche par le raid de cavalerie, elle dépasse la Sambre et arrive à Charleroi, pendant que sa droite tenait la Meuse vers Dinant. Le 15 août, il y avait eu un engagement très sérieux à Dinant; les avant-gardes allemandes avaient essayé de s'ouvrir le passage de la Meuse, elles avaient été rejetées dans le fleuve par une division coloniale.

La 5e armée s'établit dans l'angle que forment la Sambre et la Meuse, et dont la pointe est à Namur. Charleroi est au centre de la région, sur la Sambre, et Dinant est le pont principal sur la Meuse, entre Namur et Givet.

A la gauche, les Anglais se concentraient vers Mons. La 5e armée et les Anglais formaient donc une ligne assez forte, mais on remar-

quera, en regardant la carte, que la Sambre et la Meuse dessinent un saillant dont la pointe est Namur, et que par conséquent la 5e armée et les Anglais se trouvaient en flèche par rapport à la 4e armee et à la 3e, du moment que ces deux armées étaient arrêtées dans les Ardennes et ne pouvaient pas en déboucher. C'est une des causes principales de l'échec de Charleroi.

L'armée belge refoulée de Liége et de Namur avait fait retraite sur Anvers. C'était logique d'après l'ancien plan de défense, mais cela ne concordait plus avec la situation nouvelle. Il n'y a rien pourtant à lui reprocher, pas plus qu'au commandement français, parce que cette violation de la Belgique et l'attaque par Liége furent une surprise. L'héroïque résistance de l'armée belge a retardé l'attaque allemande, dans sa grande conversion, et nous a permis d'arriver encore à temps dans le Nord. Cependant si l'armée belge avait reculé sur sa capitale, Bruxelles, elle se fut trouvée placée à la gauche de l'armée anglaise; il y aurait eu 80,000 hommes de plus le 20 et le 21 août, et cet appoint aurait peut-être empêché l'armée de von Kluck de déborder l'armée anglaise.

L'armée belge, enfermée dans Anvers, a été attaquée; elle avait certainement eu foi dans la force du camp retranché, perfectionné d'année en année. La suite des événements a prouvé qu'il n'y a plus de système de fortifications, telles au moins qu'on les concevait il y a quelques années, qui puisse résister à la grosse artillerie de siège, à ces canons de 305 qui avaient été fabriqués en Autriche, et à ceux de 420 fabriqués par Krupp. Il y en avait peu, mais il suffisait d'un de ces canons énormes, pour lesquels il faut un train complet, avec tout son matériel et personnel d'ouvriers et d'ingénieurs, et de quelques obus bien réglés pour démolir le fort le plus puissant. C'est ce qui s'est passé pour les forts d'Anvers, pour les forts de Maubeuge, ce qui vient de se passer pour les places fortes russes! La chute rapide d'Anvers a étonné le monde entier et ce fut à grand'peine que l'armée belge, choisissant heureusement le moment opportun, put s'échapper de la place avant qu'elle capitulât. Elle rétrograda le long de la côte, elle est venue s'installer derrière l'Yser et elle a livré ces fameux combats dont je vous parlerai plus tard. Mais par suite de sa retraite primitive, l'armée anglaise a dû supporter le choc de toute l'armée de von Kluck dans les conditions que je vais vous indiquer.

Notre aile droite, ainsi constituée par la 5e armée et par les Anglais, fut attaquée dans la position en flèche où elle se trouvait, par trois armées allemandes : l'armée de von Kluck qui a fait son mouvement de conversion par Bruxelles et cherche à déborder notre aile gauche, qu'elle sait à Mons avec l'armée anglaise; l'armée de Bulow qui passe la Meuse à Namur et va droit à Charleroi; l'armée de von Hausen, qui, forçant le passage à Dinant, va prendre de flanc notre 5e armée dans cette souricière de Sambre-et-Meuse.

La bataille de Charleroi a lieu les 22 et 23 août. Les journées des 21, 22 et 23 août marquent la grande offensive française, les combats qui se livrent sur tous les fronts, depuis la Lorraine jusqu'à Charleroi, et l'échec de cette offensive.

La 5e armée et l'armée anglaise comptaient à peu près 500,000 hommes ; ils ont été attaqués par 900,000. Il n'y a pas eu de récit officiel de la bataille de Charleroi. Il est absolument impossible, actuellement, d'en faire le récit exact au point de vue tactique. Tout ce que nous savons, c'est que dans la journée du 22 août, la 5e armée résistait victorieusement à Charleroi, et que le soir, on pouvait espérer que, non seulement nous tiendrions, mais que nous aurions refoulé les Allemands. Mais le 23, l'armée anglaise qui croyait n'avoir que deux corps devant elle, reçoit un avis du généralissime qu'elle allait être attaquée sur sa gauche — on le savait par une reconnaissance — par l'armée de von Kluck, forte d'au moins 5 corps d'armée et d'un corps de cavalerie. Ainsi, le 23 au soir, le passage de la Meuse étant forcé à Dinant, la situation devenait très grave. L'ordre de retraite est donné. L'armée anglaise s'échappe à grand'peine, grâce à l'énergie, à la ténacité des soldats, grâce à l'à-propos des ordres donnés par le général French. Elle ne peut s'arrêter à Maubeuge, poussée à outrance par les soldats de von Kluck.

Il faut rendre justice à l'adversaire; ce n'est pas en déprécianf ses soldats qu'on remonte la valeur des siens. Cette conversion exécutée par l'armée de von Kluck et par les deux armées qui la soutenaient, n'a pas été seulement remarquable au point de vue de la conception et de la préparation : elle a été remarquablement exécutée. Ces soldats allemands qu'on avait grisés à l'avance de la certitude de la victoire, ont marché dans des conditions extraordinaires, en particulier ceux de von Kluck, dont les étapes moyennes étaient de 40 et de 50 kilo-

mètres par jour. L'armée disposait d'un très grand nombre d'automobiles qui transportaient alternativement une partie des troupes. Mais nous avons su que les soldats de l'aile droite allemande, arrivés dans la région de la Marne, n'avaient plus de souliers, ils marchaient sur des semelles éculées et ouvertes, leurs habits étaient en lambeaux, ils avaient souffert énormément. Les officiers, sur la route, à l'arrière-garde, ramassaient les traînards à coups de revolver. Et cependant, toutes les fois qu'ils passaient par les villages, leur allure se redressait, ils avaient réellement l'aspect de vainqueurs. Seulement, quand ils sont arrivés à la Marne, à force d'être trop sûrs de la victoire, à force de confiance en leur propre supériorité, ils étaient en réalité déjà à demi épuisés! A Mons et à Charleroi, ils étaient en pleine force. On comprend que le choc ait été rude. Nous avons cédé et reculé pour échapper au danger de l'encerclement. Et sur l'ensemble du front la retraite générale n'a été faite que sur l'ordre du généralissime.

En effet, à ce moment-là, quelle était la situation? Mettons-nous à la place du général Joffre. L'offensive a échoué, on se trouve en face de forces considérables, le mouvement de conversion est désormais connu. Il vise à l'enveloppement de nos armées par leur gauche. Les Allemands ont déployé sur tout ce front une supériorité écrasante de matériel et d'effectifs. Du côté de la Lorraine, cela ne marche pas non plus. Il faut reculer. Mais jusqu'où? Il faut faire la retraite. Dans quelles conditions?

On peut revenir sur les positions de couverture, on peut défendre la Meuse. On peut s'établir sur ces positions classiques, en travers de l'Oise, à la Fère et à Laon, mais ces vieilles fortifications ont été déclassées; on n'avait pas prévu qu'on pût s'en servir. La Meuse, avec la grande place forte de Verdun, restait évidemment un obstacle formidable, mais au nord de Verdun, jusqu'à Mézières, et à Mézières même pas de fortifications. Maubeuge était une place forte améliorée dans ces dernières années, mais qui ne réalisait pas la place forte telle qu'elle aurait dû l'être pour faire barrage à l'invasion. On pouvait néanmoins battre en retraite, faire ce que nous appelons une rupture de combat, et accepter une nouvelle lutte défensive. Mais nos armées, dans les combats terribles qu'elles avaient livrés pendant les trois jours de Sambre et Meuse avaient subi des pertes; elles

avaient surtout été impressionnées par le tir de l'artillerie lourde allemande ; elles avaient été accablées presque partout par des avalanches d'obus, de ces gros obus que nous avons appelés depuis des marmites. La plupart du temps, elles avaient reculé bien plus souvent sous les projectiles que sous le choc des fantassins allemands. Il en était résulté, par conséquent, une certaine dépression. Malgré la bravoure de nos troupes, il y avait eu des hésitations, des défaillances même dans un certain nombre de corps d'armée. Trop souvent on avait négligé les précautions tactiques élémentaires : il semblait qu'on allait à la manœuvre. Il fallait donc reprendre ces armées en main, il fallait en même temps les ramener vers les réserves.

Nos réserves, nos renforts étaient loin, encore dans les dépôts. Nous avions des groupes de divisions de réserve dont un certain nombre avaient été joints aux armées, et dont d'autres restaient dans la région de Paris et dans la région de Châlons. Les faire accourir à marches forcées ou par les trains ? Les jeter immédiatement dans la fournaise ? C'était une opération très risquée, qui eût manqué sa la cohésion nécessaire pour les engager dans les formations et unités déjà éprouvées. Puis le temps manquait.

Le généralissime s'est donc trouvé en face de deux solutions :

Ou bien battre en retraite lentement, s'accrocher désespérément au terrain, essayer de parer dans les conditions les plus difficiles à cet enveloppement qui menaçait constamment l'aile gauche, de se renforcer peu à peu, de livrer des combats mal reliés qui peut-être n'auraient abouti qu'à la dislocation complète.

Ou au contraire, rompre nettement la bataille, prendre la responsabilité d'une retraite générale qui inquiéterait le pays, reculer, se retirer vers ses réserves, choisir une position stratégique d'où on pourrait, à un moment donné, une fois les troupes remises en confiance et renforcées, reprendre l'offensive en choisissant l'occasion favorable. C'était une décision extrêmement grave, un cas de conscience terrible à résoudre. Devant sa responsabilité, en tenant compte du salut du pays, il l'a prise, et il nous a donné la victoire.

Par conséquent, à partir du 24 août, la retraite est ordonnée. Les Anglais suivent le mouvement de retraite, pressés vivement par l'ennemi. Ils durent livrer des combats sanglants, non seulement à Mons, mais encore à Landrecies, à Cambrai. On a prétendu que les

Anglais avaient reculé précipitamment, et que par suite de cette retraite trop rapide, notre 5e armée avait été constamment exposée, et n'avait pas pu reprendre l'offensive plus tôt. Soyons justes! Les Anglais étaient accablés par cette marche foudroyante de l'armée de von Kluck, et il importait qu'ils ne se laissassent pas étrangler! La 5e armée battait en retraite aussi, assez lentement, sur Laon. Les 4e armée et 3e armée reculaient plus lentement encore sur la Meuse.

Vers le 25 août, le général Joffre prescrit un retour offensif, tellement vigoureux, qu'à Guise, à Launois, à Fossé, non seulement les avant-gardes allemandes sont culbutées, mais à Guise il faut que la Garde intervienne et elle perd énormément de monde dans un combat corps à corps. Cette offensive, qui n'a pas suspendu notre retraite, a eu une influence extrêmement heureuse. Je me trouvais dans la 3e armée, j'ai assisté au retour offensif de Fossé. Nous venions de passer la Meuse. Et je n'oublierai jamais la douleur poignante qui m'a étreint le cœur quand j'ai traversé la Meuse et que j'ai vu qu'on l'abandonnait. Nous avions toujours cru que le front de la Meuse serait inviolable, étant donnée la facilité de la défense! Je fus obligé de rassurer mes officiers et mes soldats. J'ai éprouvé, à ce moment-là, non pas du découragement, certes non! mais enfin, j'ai eu le sentiment qu'il y avait quelque chose de grave qui se passait. Nous sommes descendus vers l'Argonne jusqu'à Varenne, puis, tout à coup, le 30 août, nous sommes remontés de 25 kilomètres vers le nord. Ce fut un soulagement. Nous revenions contre l'armée du Kronprinz. Celle-ci descendait lentement, ne se pressant pas trop. Toute la manœuvre allemande reposait en effet sur la conversion de l'aile droite. Nous avons attaqué la ligne allemande entre Buzancy, Fossé et Nonart. Et sur bien des points, on chargea allégrement à la baïonnette!

Ce retour offensif, qui eut lieu le même jour, le 30 août, sur tout le front, fit un bien énorme à nos soldats. Ils sentirent que, s'ils avaient reculé, soit sous les coups de l'artillerie lourde allemande, soit sous des poussées supérieures en nombre, soit par ordre, ils étaient encore capables de battre les Allemands, puisque, dans les combats de ce jour-là, partout on eut des succès véritables.

Entre temps, le général Joffre avait transformé son dispositif. Il avait enlevé aux armées de Lorraine sur lesquelles l'effort allemand

paraissait moins considérable, des corps d'armée, et les avait transportés de sa droite à sa gauche, formant deux nouvelles armées; l'armée Foch (9e armée) comprenant le 20e corps qui venait de se battre en Lorraine, est placée au centre, derrière la 4e et la 5e armées, de façon à former comme une sorte d'étai pour la retraite; et la 6e armée, cette 6e armée qui va jouer un si grand rôle dans la bataille de la Marne, sous les ordres du général Maunoury. Celle-ci est placée à l'aile gauche extrême, vers Montdidier, pour soutenir les Anglais, et leur permettre de respirer un peu. En effet, le 30 août, elle arrête l'aile droite de von Kluck, le temps suffisant pour que les Anglais puissent se dégager complètement. La retraite continue, et la 6e armée à son tour bat en retraite et disparaît... pas pour nous, mais pour les Allemands. Elle entre dans le camp retranché confié au général Galliéni, qui vient de prendre le gouvernement militaire de Paris, et doit en assurer la défense.

Mais dans l'idée du généralissime, la 6e armée devait servir à une autre chose. C'était une armée qu'il dérobait derrière les fortifications de Paris, et dont il voulait disposer soit pour défendre Paris, le cas échéant, soit pour une manœuvre éventuelle.

Nous arrivons ainsi au commencement de septembre. Les Allemands continuent leur marche triomphale et se croient absolument certains de vaincre. Le mouvement de conversion les amène devant Verdun et Paris. La crainte qu'on a eue à ce moment-là, je ne veux pas en parler. Mais il est certain que Paris a été découvert et menacé, et l'on a cru que Paris était incapable de se défendre. On saura plus tard ce qui s'est passé réellement et quelles furent les véritables responsabilités. Mais il se produisit alors une chose extraordinaire et qui paraît encore aujourd'hui inexplicable. Au lieu d'attaquer Paris immédiatement et d'essayer d'y entrer de vive force ou tout au moins de le bombarder, von Kluck contourne Paris et marche sur Meaux! Et c'était logique au point de vue militaire. La doctrine de guerre prévoit en effet qu'avant d'attaquer une place forte, il faut détruire les armées qui la protègent. Or nos armées étaient intactes, en ce sens qu'elles n'avaient pas subi de désastre. Elles venaient de reculer, c'est vrai, mais elles se rapprochaient de leurs réserves. Les Allemands croyaient certainement nos armées bien plus disloquées, bien plus abîmées qu'elles ne l'étaient, ils fondaient tout leur espoir sur

un nouveau choc foudroyant qui pût rejeter nos armées à l'intérieur du pays. La prise de Paris n'était alors qu'une affaire de quelques jours, et sa destruction devenait la rançon de la paix imposée !

Le général Joffre s'était également conformé à la doctrine de guerre en faisant reculer ses armées entre Toul et Paris, entre deux places fortes qui appuyaient leurs ailes, qui empêchaient tout mouvement tournant. L'armée de von Kluck était dès lors obligée de tourner Paris par l'ouest. Ce mouvement était extrêmement dangereux, puisqu'elle se serait trouvée isolée. On comprend très bien que le général von Kluck arrivant devant Paris, au lieu de perdre son temps et ses hommes à attaquer Paris, ait marché droit à l'ennemi, là où il croyait que l'armée anglaise s'était retirée, derrière Meaux. Il continue ainsi sa conversion et son mouvement enveloppant, en passant entre Paris et la masse des armées allemandes. Il y est d'autant plus entraîné qu'il est convaincu que l'armée anglaise ne tient plus. Cette retraite précipitée, les défaites qu'il lui a infligées l'ont désagrégée. D'ailleurs il est entre elle et les renforts qui peuvent lui arriver d'Angleterre. Il ne pense pas qu'elle puisse en recevoir d'ailleurs. En effet, elle n'en reçoit pas. Il croit encore qu'une fois l'armée anglaise complètement détruite, il rabattra notre aile gauche vers Montereau et Troyes, tandis que notre aile droite, refoulée de Lorraine, prise dans une nouvelle tenaille entre les armées de Lorraine et de Champagne, sera contrainte à la retraite sur Dijon ou Langres.

Ce plan colossal semble si facile à réaliser que les armées allemandes se précipitent d'un commun élan, mais en se resserrant les unes sur les autres, dans cet espace, trop étroit pour leurs masses accumulées, que marquent la Marne, la Saulx et l'Ornain, de Paris à Saint-Mihiel.

Le Généralissime français a prévu sagement que sa retraite pouvait se prolonger jusqu'à la Seine, mais deux événements lui donnent la claire vision que la bataille peut s'engager en bonnes conditions le 5 septembre : la déviation de la marche de von Kluck sur Meaux, et la certitude acquise que Verdun n'est pas attaqué et que la 3e armée s'y appuie solidement. Le 5 septembre, il donne les ordres qui vont amener la victoire.

(*A suivre.*) GÉNÉRAL MALLETERRE.

VARIÉTÉS

LA TAXATION DES VIVRES EN ALLEMAGNE

D'APRÈS UN AUTEUR ANGLAIS

Nous avons peu de renseignements précis en France sur la crise des subsistances en Allemagne. Les documents nous manquent et des conjectures, plus ou moins démenties par les événements, ont trop souvent remplacé des informations positives. M. John Hilton, qui traite du sujet dans la Revue anglaise le *Nineteenth century*, n° de Janvier 1916, paraît avoir été mieux documenté, au moins sur la partie rétrospective de la matière. Il se contente en effet d'analyser et de juger les mesures prises dans le passé et est sobre d'appréciations sur l'avenir au point de vue des possibilités d'alimentation future. Il est sévère dans sa critique et réagit par des chiffres et des faits contre « la légende de l'excellence suprême de l'organisation germanique en général, qui est acceptée par la grande majorité du peuple anglais, au point que cela paraît presque impertinent de la mettre en question ». M. Hilton combat, après examen approfondi, cette légende sur un point particulier, mais essentiel, la crise des objets d'alimentation, — et il croit pouvoir démontrer que toute l'affaire a été une série de méprises et de mauvaise gestion, s'étendant sur plusieurs mois et dont on n'est sorti plus ou moins mal que « par la persévérance énergique avec laquelle les mauvaises mesures initiales ont été rapportées et le meilleur parti possible tiré d'une besogne foncièrement mal engagée ».

Après avoir montré par des chiffres que la vraie cause de la crise était dans l'insuffisance des apports et de la production, insuffisance d'environ 30 p. 0/0 sur la consommation normale, l'auteur pense que la première nécessité de la situation aurait été d'accroître

l'offre, et en même temps l'économie dans la consommation : le gouvernement allemand a jugé qu'il fallait avant tout assurer le maintien des prix. Au lieu de comprendre que la hausse était le résultat normal du déficit des quantités et le seul remède contre l'accumulation par les acheteurs, on a regardé la hausse comme un scandale qui devait être immédiatement réprimé par la loi. Dès le 4 août 1914 une ordonnance du Conseil Fédéral a autorisé la fixation de prix maximum par les autorités locales avec droit de fermer les établissements vendant au-dessus, et leur remplacement par les autorités, — et punitions sévères à la fois contre les contrevenants et les « accapareurs », ces éternelles victimes des époques de disette.

L'auteur suit l'application de ces mesures improvisées, dit-il, sans aucune étude préalable sérieuse de la question : il montre les repercussions des unes sur les autres, tout le monde réclamant la taxation de ce qui n'était pas encore taxé, les évasions ou les fraudes, la dissimulation des produits, les ventes à moindre poids, les tueries de bétail pour éviter les frais élevés de nourriture, sans espoir de prix de vente de la viande en proportion, la nécessité d'en arriver à régler non seulement le prix mais la qualité du pain, en y mêlant une certaine proportion de pommes de terre, — puis au rationnement qui est la seule mesure logique en fait d'intervention gouvernementale et qui, grâce à l'esprit administratif allemand, a, à peu près, malgré ses complications, réussi en ce qui concerne les cartes de pain. Quant aux prix, après douze mois de législation d'Empire, les vivres étaient en général de 70 p. 0/0 plus chers qu'avant la guerre. Auraient-ils plus monté sans les mesures gouvernementales? L'auteur ne le croit pas. En tout cas, sans la hausse, la crise de quantité aurait été encore plus grave, et l'auteur peut dire ironiquement qu' « après tout, le gouvernement doit se féliciter de ce que ses tentatives pour faire baisser les prix ont produit la hausse, qui elle-même a entraîné une économie nécessaire dans la consommation ».

La conclusion que M. Hilton tire de l'expérience allemande au sujet du contrôle par l'État des prix des vivres est que, dans les circonstances présentes, l'État dit organisateur *par excellence*, s'est montré incapable d'obtenir pour la collectivité aucun profit des prix maximum. Il est probable que si le gouvernement avait laissé la question se régler d'elle-même, en comptant sur l'élévation des prix pour forcer

à l'économie dans la consommation et stimuler la production, et s'il n'était intervenu que pour supprimer les droits à l'importation, punir les fraudes et venir à l'aide des plus pauvres par des mesures d'assistance, si en même temps il avait encouragé l'économie individuelle par le conseil et l'exemple, le problème des vivres se serait résolu de lui-même d'une façon beaucoup plus efficace et profitable. « Il semblerait, ajoute-t-il, que le contrôle d'État en matières économiques, exige pour son succès non seulement des organisateurs mais des dirigeants doués de jugement et de pénétration. En Allemagne, le talent d'organisation a certainement existé, mais l'intelligence dans la direction a singulièrement fait défaut : les gouvernants n'ont été ni dieux ni démons, mais gens très ordinaires, prenant des mesures manifestement peu raisonnées avec un sérieux et une énergie dignes d'un meilleur emploi. »

E. D'EICHTHAL,
Membre de l'Institut.

LA GUERRE : RESPONSABILITÉS PERSONNELLES ET CAUSES FATALES

Pour les spectateurs d'un grand drame historique, la tentation est forte de tout rapporter à l'action des personnages que l'on voit s'agiter sur la scène. Plus tard, avec le recul du temps, et aux lumières de la philosophie de l'histoire, la postérité souvent réduit la part des individus dans les événements étudiés. Elle cherche dans des causes impersonnelles, profondes et en quelque sorte fatales, une explication moins simpliste. C'est cette attitude scientifique, impartiale, objective que prend, pour l'étude des faits de la guerre actuelle, M. L. T. Hobhouse, professeur de sociologie à l'université de Londres[1]. Les cent pages de son petit livre renferment une somme considérable de pensée, une accumulation de souvenirs utiles, des rapprochements ingénieux jusqu'à l'excès, des aperçus originaux, et, en manière de conclusion, des prévisions plausibles et logiquement déduites.

Il nous semble intéressant d'exposer et d'apprécier la thèse de l'auteur.

Le cataclysme qui, depuis tant de mois, bouleverse le monde, n'a pas été, dit M. Hobhouse, le coup de tonnerre qui ébranle un ciel serein. Il y voit au contraire l'aboutissement inévitable d'un état de désordre et de déséquilibre qui, depuis vingt ans, s'était substitué à l'ancien concert européen. Le mal date du jour où les rivalités et la lâcheté des grandes puissances ont laissé l'ineffable Turc assassiner à son aise, par centaines de milliers, ses sujets arméniens. Dès ce moment, la société des nations, telle qu'elle avait existé au cours du XIXe siècle, était mortellement atteinte. Elle avait perdu toute autorité morale. L'année suivante, en 1897, elle laissait la

1. *The World in Conflict*, Fisher Unwin, Londres, 1915.

Grèce lutter seule contre la Turquie; elle traitait, de façon misérable, les affaires de Crète; elle manifestait son impuissance dans une succession de prétendues réformes pour la Macédoine, jusqu'à ce qu'elle en arrivât à une finale dissolution, devant l'action énergique, mais absolument égoïste, de l'Italie en 1911.

Ces premières considérations sont de nature à nous mettre en garde contre la méthode de l'auteur. On doit croire, à le lire, qu'il englobe, dans une même réprobation, les six grandes puissances, qui n'ont pas su prévenir et qui n'ont pas voulu punir les abominations de 1896. Ne serait-il pas cependant équitable de rappeler que, si l'accord nécessaire a été brisé, c'est parce que, tandis que la France, l'Angleterre et la Russie s'indignaient, et songeaient à une intervention, l'Allemagne regardait, avec une encourageante bienveillance, les tueries et autres forfaits de ses nouveaux amis? Et comme cela se passait à une période où la diplomatie allemande était bien effectivement dirigée par l'empereur allemand, il eût été bon de signaler là une des infamies dont Guillaume II devra compte personnellement à l'histoire. M. Hobhouse dirait qu'il constate ici des faits, sans s'occuper de répartir les responsabilités. Mais trop volontiers il s'isole dans une atmosphère de nuageuses généralités. Ainsi pèche-t-il dans ce cas par injustice envers les trois nations de l'entente, comme ailleurs il pèchera par une incompréhensible indulgence, quand il voudra disculper le kaiser de la responsabilité de la guerre actuelle.

Quelles étaient donc les perspectives d'avenir de cette Europe, où deux grands groupements méfiants et hostiles avaient remplacé le défunt concert? Nombreux sont les prophètes qui menacèrent des pires catastrophes nos sociétés en décadence. L'Angleterre trouvait en Angleterre (nous pouvons ajouter que la France trouvait en France) des juges sévères. L'Allemagne se joignait à ces anathèmes avec une enthousiaste conviction. La veulerie, l'égoïsme, la décomposition de ses rivaux lui apparaissaient avec d'autant plus de netteté qu'elle les opposait aux fortes vertus qu'elle se reconnaissait à elle-même. Vint le jour de l'épreuve, et l'Allemagne subit une pénible désillusion. La Grande-Bretagne décadente se dresse devant l'entreprise germanique, avec un élan, une résolution, une énergie, un héroïsme, qui déjouent toutes les prévisions des pessimistes et

tous les calculs de la diplomatie teutonne. O surprise! la nation du confort et des sports se révèle propre à la guerre. « Il y a, dans la civilisation, de bonnes choses, qui sont souvent menacées de déclin; mais la vigueur physique, le courage et l'énergie sont les dernières qualités à y courir un danger sérieux... La guerre détruit peut-être les vertus de la paix; mais la paix cultive les vertus que demande la guerre » (p. 24, 25).

Les vingt dernières années ont été une période d'agitations politiques et de malaise général, formant un complet contraste avec la longue tranquillité matérielle et intellectuelle de l'ère victorienne. M. Hobhouse voit la première cause de ce changement dans une transformation de l'attitude mentale et morale de la Grande-Bretagne. « Le siècle de Victoria croyait à la loi et à la raison. Ses fils en sont venus à croire, pour une grande mesure, à la violence, à l'impulsion, à l'émotion ou à l'instinct. » Les progrès de la science avaient prodigieusement étendu le domaine des phénomènes qui apparaissaient comme soumis à l'ordre des lois. La grande hypothèse de Darwin permettait d'y faire entrer tout un monde de faits, à la détermination desquels la science avait jusqu'alors paru impuissante. Le grand mouvement scientifique du XIXe siècle fut concomitant d'un grand réveil religieux; mais là même l'esprit scientifique intervenait efficacement, en réduisant l'importance de l'élément miraculeux. Du reste le déterminisme scientifique était respectueux de cette autre autorité, qui établissait le règne de la loi dans le domaine moral. Les opinions positivistes de G. Eliot, et son œuvre morale et moralisante, caractérisent nettement cette double tendance du temps : reconnaître, dans le monde des choses, l'empire des lois établies par la science, et celui des lois traditionnelles de la morale religieuse, dans le monde des actions et de l'éthique.

Mais la grande théorie biologique, par laquelle s'accrut notablement le domaine de la science et de la loi, pouvait aussi s'interpréter comme une justification de la force et de l'égoïsme. Elle devint alors une théorie de révolte contre la loi et la morale, et plus particulièrement contre la morale du Christianisme. Nietzsche professa la révolte, non seulement contre la religion et contre l'obligation morale, mais contre la loi même, dans les deux grandes acceptions du mot. Son surhomme n'admet ni restrictions à ses instincts, ni

restrictions intellectuelles. Il n'est pas conduit à la connaissance des lois par une observation soumise et patiente des faits ; il impose les lois aux faits par un effort de la volonté de savoir et de rendre les choses intelligibles. C'est un pragmatiste inconscient. Pragmatisme et Bergsonisme sont toujours une réaction contre l'esprit du XIXe siècle, puisque les deux philosophies proclament la faiblesse de la raison, le caractère fondamental des impulsions, la supériorité de l'instinct sur l'action réfléchie et raisonnée. De tout cela résulte l'exaltation de la volonté humaine et de ces éléments, dociles serviteurs de la volonté, que l'homme partage avec les animaux : l'émotion, l'impulsion et l'instinct. — La science a, comme la philosophie, contribué à détruire le prestige de la loi, et la sécurité dans un ordre certain. La conception de la matière s'est transformée. La notion de l'atome éternel et indestructible fait place à celle d'énergies infiniment mobiles et variables. Les mathématiques mêmes voient mettre en question leurs axiomes. L'hypothèse darwinienne, qui expliquait la vie par une évolution continue, fondée sur des variations accidentelles, est étrangement modifiée, dans ses incarnations les plus récentes, et le jour semble proche où il lui faudra choisir entre la faillite ou l'admission d'un principe de finalité.

La même révolution se manifeste dans toutes les régions de la pensée et de l'action. Le roman de l'âge victorien célébrait l'abnégation et toutes les vertus traditionnelles, comme la condition de l'harmonie sociale. Le héros contemporain veut « vivre sa vie ». La crainte, la faiblesse, l'indécision, voilà le seul vice. L'unique loi c'est d'être fort, d'oser être ce que l'on peut être, de réaliser ce que l'on a en soi. — Dans l'art et la critique, tandis que l'école pré-raphaélite et l'enseignement de Ruskin prescrivaient, avant tout, une observation humble et patiente, par laquelle l'homme se fait, selon le mot de Bacon, « le ministre et l'interprète de la nature », l'impressionniste n'a plus pour objet que de s'exprimer lui-même, dans ses modes variables, avec un égal dédain de la nature et de la critique. « S'il vise à quelque chose, c'est à la violence. Si, par principe, il méprise quelque chose, c'est la beauté. S'il a une horreur persistante de quelque chose, c'est du repos. »

Nous retrouvons le même contraste dans la vie politique. Pour les hommes de l'âge victorien la confiance dans l'ordre établi était com-

mune à toutes les classes. Les couches supérieures acceptaient la démocratie, et la démocratie acceptait la constitution. L'évolution vers plus de liberté et d'égalité se faisait par une progression lente, dans la sphère de la loi. Aujourd'hui le changement est complet. Légalité, respect de la constitution, ce sont là des notions périmées, bonnes à ajourner les décisions. Les hommes doivent combattre pour leurs droits, les femmes pour les leurs. Il ne s'agit pas de convaincre des adversaires, mais de les harasser, de les brimer par tous les moyens et de leur imposer sa volonté. Même dans les organisations révolutionnaires, on voit les troupes manifester leur méfiance ou leur dédain pour les chefs qu'elles avaient coutume de suivre.

L'idée de violence, une théorie systématique de la force, voilà les idées qui imprégnaient l'air, dans les années qui ont précédé la guerre. En nous ramenant de la raison à la volonté, la philosophie pragmatique nous faisait faire un pas dans la voie de la rétrogression. La raison était abaissée et l'instinct était mis sur le trône, cet instinct que tant de générations d'hommes s'étaient péniblement efforcées de mater. « C'était la philosophie la mieux appropriée à une génération qui se précipitait vers la catastrophe » (p. 51).

L'état d'esprit ainsi analysé offrait un merveilleux terrain de culture aux instincts de violence et d'agression. M. Hobhouse note que la Grande-Bretagne lui dut sa crise d'impérialisme. C'est elle qui conduisit l'empire britannique à la guerre contre les Boërs ; et, du coup, la maladie se trouva guérie. L'Allemagne la contracta à un degré beaucoup plus violent. Les doctrines nouvelles qui, dans les nations libérales, se heurtaient au progrès et au développement de la démocratie, se trouvaient, en Allemagne, en accord organique avec toute l'histoire du développement national. Les philosophies d'État y étaient d'ailleurs en réaction contre les idées libérales. La déification hégélienne de l'État, l'identification, enseignée par Treitschke, de l'État avec la force, l'affirmation que l'État-force a pour objet suprême l'extension de son pouvoir, toute cette philosophie appuyait les tendances traditionnelles de la Prusse, devenue la maîtresse de l'Allemagne. Elle favorisait « cette humeur d'agression » qui devait aboutir à la guerre. M. Hobhouse mentionne bien quelques causes accessoires, connues de tous, qui ont pu concourir à déterminer la conflagration. Ces observations de faits précis, et les

commentaires dont il les accompagne, soulèveraient plus d'une objection. Mais c'est aux larges considérations ci-dessus résumées que nous voudrions nous arrêter, puisqu'elles sont la partie vraiment originale du travail.

Tout d'abord il est apparent que l'auteur, pour rechercher les caractères de la mentalité philosophique, scientifique et morale de l'Europe, s'appuie presque uniquement sur l'observation de la Grande-Bretagne. A peine quelques notations des choses d'Allemagne viennent-elles s'y ajouter. Quant à la France, elle ne figure, dans ce tableau de l'Europe moderne, que par la mention du Bergsonisme, frère jumeau du pragmatisme. Comment ne pas reconnaître là une grave erreur de méthode? Les grandes généralisations, qui présentent des choses complexes, un tableau si simple et si clairement ordonné, résisteraient-elles à une étude plus complète des éléments qu'elles prétendent expliquer? La division si nette de l'esprit « victorien » et de celui du XXe siècle : respect de la loi, comme caractéristique du premier, tendance à la révolte et à l'individualisme anarchique chez le second, cela peut, à la rigueur, se soutenir, pour qui se borne à l'observation de l'Angleterre. Et encore! En plein âge de la respectabilité, de l'acquiescement à la loi traditionnelle et salutaire, les penseurs indépendants n'ont point manqué à la Grande-Bretagne. Le positivisme y connut alors, avec John Stuart Mill et avec F. Harrison, sa plus grande prospérité. Le réveil religieux, que note M. Hobhouse, s'accompagne d'un affranchissement non pas seulement de la croyance aux miracles, mais aussi d'un abandon de points de dogme plus fondamentaux, chez des théologiens comme Colenso, Maurice Denison ou Stanley. — On pourrait arguer que le Darwinisme, en détruisant la notion d'espèces stables et définitives, ne concourait point à fortifier une conception de l'ordre absolu et de la régularité parfaite dans la nature. — Dans le monde des arts enfin, c'est une simplification excessive que de voir, dans la seule doctrine pré-raphaélite et dans les théories de Ruskin, l'expression de la peinture anglaise du XIXe siècle. En fait, ces théories et ces doctrines n'ont trouvé d'adeptes fidèles que dans un bien petit nombre d'artistes. Parmi les trois fondateurs de l'école, Millais et Rossetti ont très vite développé leur personnalité dans une voie toute différente. Et, enfin, il y a autre chose que le pré-raphaé-

lisme dans l'art anglais du XIXe siècle. Turner vivait encore quand déjà l'école pré-raphaélite n'était plus guère qu'un brillant souvenir et Turner ne se caractérise ni par une humble docilité dans la reproduction des choses, ni par un volontaire effacement de toute originalité personnelle dans leur interprétation. Même l'exemple typique emprunté par M. Hobhouse à la littérature est un peu étrange. Cette noble femme que fut G. Eliot enseigne dans son œuvre le respect de la loi consacrée, mais sa vie propre affichait une audacieuse indépendance à l'égard des conventions sociales. Tennyson, qui, sans doute, serait un meilleur représentant de l'art littéraire de ce temps, professe le respect de la loi, la grandeur de l'abnégation, la nécessité d'une subordination de l'individu. Mais, à côté de lui, Swinburne affirmait les droits suprêmes de l'individu, et représentait l'esprit d'indépendance et de révolte.

Que serait-ce si l'on voulait tracer du mouvement des esprits en France un tableau comme celui que M. Hobhouse trace en larges traits pour l'Angleterre? L'école romantique française, apparentée à Byron et non pas à Wordsworth, revendique les droits de l'individu contre toutes les oppressions et tous les freins. Le roman de Georges Sand, type d'un genre dominant, ou le théâtre, dont l'*Antony* de Dumas fut l'œuvre typique, ne nous montrent-ils pas des êtres déterminés à développer leur individualité, au défi de toute contrainte? Ils n'avaient pas attendu Nietzsche, Ibsen ou Barrès, pour proclamer les droits du moi, ni le pragmatisme pour prôner la supériorité de la passion, c'est-à-dire des impulsions et des instincts, sur les lois éthiques établies par la raison. — Notre grande école de peinture, longtemps avant l'impressionnisme, vaut surtout par l'affirmation du tempérament personnel, dans l'interprétation de la nature. Et si enfin il est vrai que le positivisme, négation de tous les grands systèmes sur lesquels l'esprit humain avait prétendu fonder la loi morale, soit le principal apport de la France à la philosophie du XIXe siècle, n'est-il pas évident que, dans notre pays secoué par cinq révolutions, de 1830 à 1871, la notion du respect suprême de la loi, de l'ordre, des traditions ne fut pas dominante?

M. Hobhouse prétend donc déterminer un état de l'esprit européen, en relevant, dans son pays, certains traits qu'il exagère pour les besoins de sa cause, et sans noter que d'autres grands pays four-

niraient des constatations opposées. Ses assertions sont-elles mieux justifiées, quand il signale une transformation radicale de cette mentalité, au cours des vingt dernières années? Ici encore c'est d'abord en Angleterre et, subsidiairement, en Allemagne, qu'il observe les manifestations de cet anarchisme intellectuel et moral, qui aboutit au culte de l'égoïsme et de la force, et se résout en un esprit d'agression. D'où l'impérialisme britannique et l'impérialisme germanique; d'où enfin la guerre. Mais comment établir, sans une criante injustice, une analogie entre ces deux formes d'orgueil national? L'impérialisme anglais a-t-il jamais eu le caractère de brutalité, de rapacité violente, d'immoral mépris de tous les droits et de toutes les conventions, qui fait l'essence du pangermanisme? Quelle comparaison établir entre cette avidité de conquête, par le fer et le sang, et le désir des impérialistes britanniques de cimenter l'union des colonies avec la mère patrie? Aucun de ceux ci n'a jamais revendiqué pour son pays un monopole de la culture, ni rêvé de subjuguer le monde. La guerre du Transvaal, qui indignait notre sentiment de justice, avait cette excuse que des menées germaniques travaillaient à soulever l'élément hollandais dans la colonie du Cap, pour l'unir aux républiques libres, et ruiner, au profit de l'Allemagne, l'empire britannique sud-africain. Cette manifestation violente de l'impérialisme britannique n'est pas sans excuse, et elle est unique. L'esprit d'agression en fut, chez nos amis, frappé à mort. — M. Hobhouse ne parle pas de la France. Où aurait-il pu y signaler quelque velléité de brutalité dominatrice? Serait-ce dans cette pénétration au Maroc, que la France voulait pacifique et patiente, et que lui imposait, au reste, la sécurité de son empire africain? Notre pays, dans les commotions violentes que subissait l'Europe n'a cessé de témoigner un esprit de conciliation dont sa fierté souffrit plus d'une fois. Mais l'esprit d'agression nous savons tous où il grandissait d'année en année, comment les Ligues navale, militaire, pangermanique l'avivaient d'un souffle violent, comment la presse, comment l'enseignement populaire et celui des universités, comment les harangues enflammées du prétendu seigneur de la paix l'exaspéraient de jour en jour, jusqu'à l'explosion finale En vérité n'est-ce pas pure gageure que de vouloir partager la responsabilité entre l'Allemagne et les autres pays, ou de chercher, dans

les tendances générales de la mentalité européenne, les causes d'un conflit que l'Allemagne, ses dirigeants, son kaiser ont seuls voulu, préparé, provoqué à leur heure?

Certes il était une cause d'inquiétude et d'agitation générale et permanente, dans l'Europe du XXe siècle, qui a causé plusieurs des guerres récentes, qui pouvait chaque jour allumer de nouveaux incendies et fournir un aliment à l'universelle conflagration. C'est l'aspiration à la vie de nationalités étouffées, et l'aspiration à l'unité de nationalités démembrées. Le principe des nationalités, lancé dans le monde par la politique généreuse et follement téméraire de Napoléon III, avait transformé la carte de l'Europe. Mais l'œuvre restait incomplète, et des vœux ardents en appelaient l'achèvement. L'Italie, la Serbie, la Bulgarie, la Roumanie voulaient passionnément s'agrandir de territoires peuplés par leurs frères de langue et de race. La Posnanie, le Slesvig, l'Alsace-Lorraine, les populations slaves de l'Autriche-Hongrie aspiraient à secouer la dure étreinte de leurs oppresseurs. C'était l'œuvre de la diplomatie de calmer ces ardeurs et de contenir ces forces hostiles. Les grandes puissances pouvaient longtemps encore maintenir la paix dans ce monde travaillé de séculaires aspirations. Il fallut, pour déchaîner la guerre mondiale, la volonté de celle-là même, parmi toutes les nations, qui avait pleinement réalisé son unité nationale. La catastrophe fut déclanchée, non point par un peuple désireux de compléter son groupement national, mais par l'Autriche-Hongrie, avide d'absorber un peuple libre et une nationalité gênante, et par l'Allemagne, en quête de gains nouveaux, aux dépens de ses voisins. Ne cherchons donc pas à expliquer, par la fatalité de causes générales, un cataclysme qui reste l'œuvre délibérée d'une nation complice de ses gouvernants. C'est là que sont les coupables, et non pas, comme le veut voir M. Hobhouse, dans « un groupe d'États enflammés de conscience nationale, avides de grandes acquisitions, mécontents de chaque distribution, émancipés par leurs nouveaux guides spirituels de tout sens de la loi, imbus des doctrines de l'éthique de la violence, prêts à accepter les épreuves pour pouvoir écraser les autres peuples, soutenus dans leur action, si jamais la confiance agressive venait à fléchir, par la crainte de ces mêmes rivaux qu'ils méprisaient et provoquaient perpétuellement. » (P. 71.) C'est l'Allemagne que l'auteur avait devant

les yeux, cela est de toute évidence, quand il traçait ce tableau. Par quel paradoxe a-t-il prétendu l'appliquer aussi à la France, à l'Angleterre, à la Russie, à l'ensemble des nations européennes?

Peut-être, au XXIe siècle, des historiens de la guerre actuelle tenteront-ils, au nom de la philosophie politique, de faire disparaître ou d'atténuer les responsabilités personnelles et d'expliquer « scientifiquement » les faits par l'action de causes profondes, irrésistibles, aveugles comme le destin. On peut croire cependant que ces jeux de dialectique se heurteront à l'accablant témoignage de documents irréfutables. Mais pour nous, qui avons vu poindre à l'horizon le typhon, qui l'avons vu s'approcher, grandir et enfin éclater sur nos têtes; pour nous qui souffrons des maux inouïs qu'a déchaînés dans le monde la volonté d'orgueil et de domination de l'Allemagne, nous ne pouvons sans impatience écouter les propos subtils et les considérations laborieusement impartiales que M. Hobhouse, avec beaucoup de talent, nous présente sous couleur de scientifique objectivité.

L. Morel.

LES MANŒUVRES ALLEMANDES AUX ÉTATS-UNIS

HERR DERNBURG & Cie.

Parallèlement aux opérations militaires, l'État-Major allemand avait prévu une campagne de presse et de propagande. Il comptait, pour cette dernière, sur les innombrables agents et agences que l'expansion germanique entretenait dans tous les pays du globe sous le masque du travail pacifique. Cette campagne parallèle a éclaté avec la même soudaineté, elle a été menée avec la même brutalité et avec le même ensemble que la campagne militaire. Cela suffirait pour en démontrer la préparation de longue main. Les Allemands ont essayé de la nier : autant nier la préméditation de la guerre elle-même. Nous avons aujourd'hui les preuves irréfutables que la Suisse et les États-Unis d'Amérique étaient les deux centres principaux de la guerre de propagande.

Le futur historien des campagnes allemandes de 1914-1915 devra donc consacrer un livre à part dans son œuvre à « La campagne parallèle. Presse et propagande ». Il y exposera, dans une première partie, l'organisation patiente et méthodique du *Deutschtum im Auslande* avec toutes ses ramifications scolaires, sociales, commerciales, consulaires, diplomatiques, militaires et même religieuses, puis, dans la seconde, l'activité de cette organisation et ses effets en corrélation directe avec les opérations militaires.

A cette seconde partie un livre récemment publié par M. Alphaud fournira une précieuse contribution [1]. M. Alphaud est allé aux États-Unis comme journaliste. Il y arriva dans le courant du huitième mois de la guerre européenne. Déjà les opérations militaires ont amené des perturbations graves dans la politique et dans la société

1. Gabriel Alphaud, *L'Action allemande aux États-Unis*. De la Mission Dernburg à l'incident Dumba (2 août 1914-25 septembre 1915), avec préface de M. E. Lavisse, Paris, Payot et Cie, 1 vol. in-8° de 498 p., 1915.

américaines. M. Alphaud n'a qu'à regarder et à écouter. Des personnes bien informées le renseignent. Il apprend ainsi l'essentiel sur les causes dont il rapporte les effets avec soin et exactitude. Dernburg, « l'envoyé spécial de Guillaume II », était depuis le mois d'août 1914 le grand chef de l'action allemande aux États-Unis. C'est sur lui que se concentre toute l'attention du reporter français. Autour des douze chapitres qu'il consacre à l'activité de son sujet dans tous les milieux américains, depuis la Maison Blanche jusque dans les fermes du Far West, il groupe deux chapitres préliminaires et trois chapitres d' « épilogues ». C'est, avec un choix judicieux de pièces justificatives très édifiantes, tout le livre. Il convient d'en louer l'unité de plan et la clarté du récit. Le *Berliner Tageblatt* (du 12 mai 1915) avait remarqué, par un article de M. Alphaud paru dans *Le Temps*, que le journaliste français s'était attaché à la personne de M. Dernburg « comme un détective file un criminel de marque ». Mais le journal berlinois n'est pas mécontent du portrait que le journaliste français fait de Dernburg. Quant au fiasco de son activité, ledit journal ne trouve pas que la description de M. Alphaud permette de l'affirmer. Les événements ont donné raison au correspondant du *Temps*. C'est l'essentiel.

En histoire, les hypothèses sont oiseuses. Mais, puisque M. Alphaud nous montre d'un côté une population germano-américaine, représentant deux tiers de celle de la France, riche, influente, allemande de cœur, et... de discipline, soutenue par de nombreuses sympathies yankees et n'attendant que le chef envoyé par le Kaiser pour faire prévaloir le point de vue germanique, de l'autre côté des citoyens obstinés dans la neutralité juridiquement correcte ou partagés dans leurs sympathies, les uns par affinité, les autres par intérêt, que serait-il arrivé pour la cause des Alliés, et principalement pour la nôtre, sans un indéniable concours de circonstances qui ont travaillé en notre faveur? Certes, la forte personnalité des vrais Américains, dont les présidents Wilson et Roosevelt, et même M. Bryan, sont des types, est un enjeu aussi difficile à gagner que précieux. Nous avons aux États-Unis un dépôt de sympathies placé à l'entrée du port de New-York sous la garde symbolique de la majestueuse « Liberté » de notre Bartholdi. Nos représentants officiels sont hautement estimés et estimables. Le peuple américain

goûte beaucoup nos savants et nos conférenciers « élégants », comme dit M. Alphaud. Le peuple américain aime la France, son art, son goût, sa façon de vivre. Mais, des Américains nous ont répété souvent que nos efforts pour augmenter notre patrimoine transatlantique sont insuffisamment soutenus. Le livre de M. Alphaud nous permet de les comparer à ceux qui ont groupé et organisé, tel un État dans l'État, 28,000,000 de « hyphenated » Américains (Germains liés aux Américains par un simple trait d'union) afin de les garder sous l'influence et au service du « Vaterland ».

Dans les chaires des Universités et jusque dans les écoles primaires des maîtres allemands, ou formés en Allemagne et encouragés par elle; des journaux puissants; des financiers, des industriels et des commerçants; des fermiers et des planteurs, tous entretenus soigneusement dans le culte de la patrie pauvre, devenue un puissant empire, voilà ce que Dernburg trouva sous la main, pour ainsi dire, en débarquant à New-York en août 1914. Que la leçon nous serve. Il est urgent qu'on donne à nos efforts l'organisation adéquate pour intéresser chez nous et pour maintenir vivantes chez eux les sympathies américaines pour la France.

A quoi tient, alors, l'échec de l'homme habile entre tous, en lequel Guillaume II avait placé toute sa confiance au point de lui subordonner son ambassadeur en titre?

A la forte personnalité des Américains d'abord, aux procédés de la diplomatie allemande ensuite. — Voici sur le passé de Dernburg quelques renseignements complémentaires qui expliquent sa façon de faire. Dernburg, qui est docteur *honoris causa*, n'a pas poussé ses humanités au delà de la classe de seconde. Son père fut membre national-libéral du Reichstag et rédacteur à la *National Zeitung*, à laquelle il donnait des feuilletons très goûtés. Il jouissait de l'estime du père de Guillaume II. Voulant faire de son fils un homme pratique (*einen Mann der Tat*), il le plaça chez un fabricant de savon, puis dans une banque à Berlin. Il lui fit apprendre le français, l'anglais et le russe, puis l'envoya dans une grande banque allemande de New-York.

Le jeune homme travaillait consciencieusement, mais sans se faire remarquer autrement, lorsque le hasard (une tempête de neige avait retenu, ce jour-là, loin du bureau presque tous les autres employés

le mit en présence du grand chef. Celui-ci devina en Dernburg un collaborateur intelligent et fit de lui son secrétaire particulier. De New-York, G. de Siemens l'appela auprès de lui à Berlin, en qualité de secrétaire général de la *Deutsche Bank*. Dernburg y réussit, grâce à ses connaissances des méthodes américaines, grâce aussi à son don d'assimilation, à son réalisme cynique en affaires et à son flair des entreprises fructueuses.

Il fallait, dit-on, le scepticisme de ses grands chefs pour endiguer ses audaces par trop extravagantes. Il avait trente ans lorsqu'on lui confia la direction de la *Treuhandbank*, fondation de la Banque allemande alors mal en point. Il la remit sur pied, de même que quelques autres affaires chancelantes, par une médication énergique. Pour reconnaître ses succès on lui conféra à la Bourse le titre de « conseiller médical ». En 1900 et 1901, il sauva par ses procédés habituels d'épuration sans scrupules et de décision hardie les banques hypothécaires de Prusse et de Poméranie. Puis il passa à la direction de la Banque de Darmstadt. Il débuta par l'élimination de ses codirecteurs, dont M. Kämpf, qui actuellement préside le Reichstag. Il laissa à Mme Kämpf la jouissance du somptueux appartement au palais de la Banque, auquel elle tenait beaucoup, mais il relégua le mari dans les honneurs platoniques du conseil de surveillance. Dans les méthodes administratives le caporalisme brutal de Dernburg eut des succès; par contre, la hardiesse de ses entreprises mit la Banque de Darmstadt à deux doigts de la faillite. Apprenant que le Prince de Bülow cherchait un directeur pour l'Office Colonial à Berlin, Dernburg s'offrit pour ce poste dont personne ne semblait vouloir. De directeur il devint Sous-Secrétaire d'État. Il changea en comptoir les bureaux de l'administration bureaucratique et sut intéresser les capitaux allemands aux colonies de l'Empire. Mais, lorsqu'il osa, en pleine séance du Reichstag, affranchir l'Office Colonial de la tutelle népotique du Centre et des Conservateurs, il trouva ses maîtres. Il partit avant d'être congédié.

De toutes les grandes affaires auxquelles Dernburg participa, l'ancien apprenti savonnier, aujourd'hui docteur, conseiller intime du Gouvernement, Excellence et millionnaire, n'a guère gardé que la Société des Becs Auer et la Banque allemande d'Asie. Il était question de lui pour la Société générale d'électricité et pour la

Compagnie Hamburg-Amerika, lorsque Guillaume II le délégua en Amérique. Marié à une Américaine, connaissant la banque et les intérêts américains, très actif, énergique jusqu'à la brutalité, nanti de moyens financiers illimités et du prestige impérial, Dernburg faillit aboutir. Il a manqué de finesse et de discrétion, c'est vrai; il n'a pas tenu compte, en bon Allemand, des sentiments nationaux des libres citoyens de l'Amérique. Mais, ce qu'il doit regretter amèrement, c'est de voir la politique des bureaux de Berlin annihiler tous ses efforts. Il s'est cru un « empire-maker », tels qu'il y en a dans l'histoire anglo-américaine, mais il n'en a pas l'envergure, et surtout il n'avait pas derrière lui la longue tradition d'une patrie libre et libérale. Les Allemands impérialistes sont trop jeunes parvenus, trop inexpérimentés en matière de politique mondiale. Chez eux les procédés du travail persévérant, hardi, énergique, dégénèrent en méthodes douteuses. Au courant de cette guerre les pays neutres civilisés ont vu, avec stupéfaction, les Allemands essayer de leur appliquer ces méthodes. L'échec de Dernburg et de tant d'autres propagandistes teutons n'a pas d'autres raisons.

Une preuve encore à laquelle M. Alphaud a fait allusion. Il y a parmi les collaborateurs de Dernburg le professeur Kuno Meyer, qui depuis quelques années enseigne la philologie celtique à l'Université de Berlin. Il était auparavant professeur à l'Université de Liverpool. Pendant trente ans, il a joui en Angleterre de l'hospitalité la plus généreuse. Les Irlandais l'ont comblé d'honneurs et d'argent. Or, ces trente années de vie libérale en Angleterre n'ont pas entamé le germanisme de M. Kuno Meyer. Celui qui dans les fêtes universitaires de Liverpool chantait à plein gosier « Rule Britania », est parti, au début de la guerre, soi-disant pour professer la philologie celtique dans les universités américaines, mais en réalité pour soulever les Irlandais des États-Unis contre l'Angleterre. L'ami et l'exécuteur testamentaire du grand Irlandais Whitley Stokes s'est ligué avec le renégat irlandais Roger Casement pour rendre l'Irlande indépendante et l'attirer dans l'orbite de l'Allemagne! Aussi l'université de Harvard a-t-elle prié poliment M. Kuno Meyer de renoncer aux conférences qu'il devait y faire. Pour les Allemands Harvard est désormais « un foyer de la germanophobie ». Le frère de M. Meyer, M. Eduard Meyer, également professeur à l'Université de Berlin, est

l'auteur d'un livre de haine contre l'Angleterre. C'est lui qui répand dans la presse allemande les appréciations tendancieuses sur les États-Unis, où naguère il avait été reçu sympathiquement. Les Américains ne prisent pas de tels procédés.

Dernburg a quitté les États-Unis au moment où la partie se gâtait. Ce fut encore de l'habileté. Dans une conférence qu'il a faite à Vienne le 10 décembre dernier en faveur de l'union économique des puissances centrales, il a préconisé l'emploi implacable de la force à l'égard des races inférieures comme seul principe de civilisation. « L'Angleterre et la France ont trahi la race blanche et compromis son prestige en pratiquant vis-à-vis des races de couleur des procédés différents ; aussi leurs empires coloniaux sont-ils voués à un effondrement certain. » Bismarck comptait encore avec les « impondérables » ; Dernburg, comme Bethmann-Hollweg, est de ceux qui ont « désappris la sentimentalité ». La guerre la plus terrible que le monde ait connue est sortie de cette parodie grotesque : Les Titans germains montant à l'assaut de l'Olympe où trône l'Humanité.

V. H.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

T. B. Wood *and* **F. G. Hopkins.** — *Food economy in War time.* Cambridge, University press. 1 broch. in-8°, 1915.

« Tout le monde convient que l'économie dans l'alimentation est essentielle pour l'accomplissement de la lourde tâche que l'Angleterre a à réaliser. » Ce sont là les premiers mots des auteurs de l'intéressante brochure dont nous venons de transcrire le titre. Ils estiment à 600 millions de livres sterling le montant de ce que nos voisins consacrent par an à leur nourriture et pensent que s'ils pouvaient économiser 1/10 de cette énorme somme, sans nuire à la santé publique et à la force productive et défensive de la nation, ce serait au grand bénéfice des ressources nécessaires pour la guerre. Manger moins et substituer des aliments moins coûteux bien qu'aussi nutritifs à ceux actuellement consommés, notamment à la viande de boucherie dont les Anglais usent tant, c'est là le double programme qu'étudient MM. W. et H. dans une analyse serrée dont nous ne pouvons suivre ici le détail, mais qui fournit des données bien instructives sur un sujet où les préjugés, les habitudes non raisonnées et la mode jouent un rôle prédominant. Il serait intéressant de comparer les résultats comparatifs obtenus par MM. W. et H. avec ceux qu'avait présentés le Dr Landouzy dans une brochure qui date de quelques années. C'est là une matière qui ne saurait trop attirer l'attention dans les circonstances actuelles. E. D'EICHTHAL.

Paul Leroy-Beaulieu, membre de l'Institut. — *La guerre de 1914 vue en son cours.* Paris, Delagrave, 1 vol. in-16, 1915.

Parmi tant de récits instructifs qu'aura inspirés la grande lutte européenne celui que rédige semaine par semaine le savant directeur de l'*Economiste français* restera comme un monument imposant de patriotisme éclairé. Dans un de ses premiers ouvrages M. P. L.-B. disait que pour réussir en affaires, l'optimisme était une condition favorable. La confiance importe encore plus pour le succès d'une guerre que pour celui d'une spéculation. Notre éminent maître a donné de cette heureuse disposition le plus bel exemple, malgré l'épreuve douloureuse que le sort des combats lui a imposée. Constamment il a affirmé sa conviction touchant l'issue glorieuse d'une lutte dont, mieux que beaucoup d'autres, il connaissait les éléments avec précision.

S'étant attaché depuis tant d'années à étudier par les méthodes les plus scientifiques tous les aspects de la vie politique, il se trouvait préparé à comprendre et à juger sérieusement les événements qui se déroulent depuis août 1914.

Comme il le dit lui-même, « l'histoire, qui ne s'élabore que tardivement, aura sans doute des corrections à opérer dans cet exposé des faits. Il répond en tous cas aussi exactement que possible aux données qui se sont révélées au cours de la guerre ». L'appréciation des nouvelles au jour le jour y est toujours dirigée par ce robuste bon sens que l'on admire dans toutes les œuvres de M. L.-B. et qui repose de tant d'exagérations commises par des économistes improvisés.

En particulier dans son évaluation du crédit des belligérants et de leurs autres ressources financières, il a témoigné d'une extraordinaire sûreté de vues. Au sujet de la durée de la guerre, que personne, à vrai dire, ne pouvait prévoir exactement il a évité de favoriser certaines illusions. La question des effectifs, celle de la main-d'œuvre et divers aspects de la lutte économique sont exposés en détail dans son nouvel ouvrage. La nuance du scepticisme qu'il laisse

percer au sujet de certains moyens d'action ne doit pas être interprétée comme négative puisque au contraire il recommande de les renforcer.

A titre documentaire et pour l'intensité de vie avec laquelle il présente les faits, la hauteur de vues avec laquelle il les commente, ce livre, en dehors de son intérêt d'actualité, méritera toujours d'être consulté. — Eug. B. Dubern.

O. Guihéneuc. — *Dreadnought ou submersible.* Paris, Perrin, 1 vol. in-16 de 316 p., 1916.

L'auteur, qui défend les idées de ce qu'on a appelé « la jeune école maritime », pense avoir trouvé dans les événements de la guerre actuelle une confirmation des théories un peu oubliées de cette école sur l'inutilité des cuirassés et la valeur exclusive des sous-marins.

Il met en juste lumière les exploits des flottilles, mais il conclut par des généralisations qui paraissent hasardées : le fait qu'une torpille peut, à l'heure actuelle, couler un cuirassé ne prouve pas que tous les navires de surface sont à jamais sans valeur militaire. L'auteur a raison de dire que les diverses marines n'avaient pas suffisamment escompté les progrès récents de la construction sous marine, mais les enseignements qu'il tire des événements sont contestables sur bien des points et incomplets : il ne se demande pas, par exemple; pourquoi les navires de commerce alliés sillonnent les mers tandis que les navires allemands restent enfermés dans leurs ports.

En réalité, les enseignements de la guerre s'étendent à toutes les armes et à tous les genres de navires qui ont chacun un rôle différent à remplir, rôle sur lequel bien des idées seront rectifiées.

M. Guihéneuc donne des détails intéressants sur la situation actuelle de la navigation sous-marine dans les divers pays. C'est la partie la plus substantielle de son livre.

Arthur Singer. — *Histoire de la Triple-Alliance*, avec une annexe de **Hans F. Helmolt** : *Le Contenu de la Triple-Alliance, étude diplomatique.* Traduit de l'allemand par **Louis Suret.** Paris, M. Giard et E. Brière, 1 vol. in-8°, 1915.

Après trois chapitres d'introduction historique, dans lesquels sont étudiées les relations entre les États composant la Triplice jusqu'à la conclusion de celle-ci, l'auteur a établi ce qu'il appelle les Annales de la Triple-Alliance, c'est-à-dire, qu'il énumère année par année, sous forme d'éphémérides, tous les incidents qui lui paraissent caractériser les rapports entre les pays contractants, et, subsidiairement, entre ceux-ci et les autres puissances. Le volume se termine par une Annexe dans laquelle M. Helmolt argumente doctement sur le contenu probable du traité, et s'efforce, par d'ingénieuses hypothèses, d'en reconstituer le texte Tout cela forme un ensemble assez disparate, et de valeur, du reste, fort inégale. Très minutieuses, et, en un certain sens, très consciencieuses, les « Annales » dressées par M. Singer rendront évidemment des services. Les nombreuses références données au bas des pages signaleront aux travailleurs maintes publications qu'ils seraient parfaitement en droit d'ignorer, et le texte même leur révèlera des incidents qui auraient très bien pu leur échapper. Il faut avouer toutefois, que l'on ne discerne pas toujours pourquoi M. Singer a noté tels faits plutôt que tels autres. Qu'il ait suivi un système ou adopté une règle précise, demeure hors de doute. Seulement c'est cette règle précisément qu'on n'aperçoit pas très bien. On serait d'ailleurs tenté de la tenir pour singulière lorsqu'on constate, par exemple, qu'en parlant des situations respectives de l'Autriche et de la Prusse au début du XIXe siècle, il a jugé superflu de faire allusion à l'organisation de l'Allemagne établie par le traité de Vienne. Rien ne prouve donc, que même les « Annales » soient dressées d'une façon complète, et que d'autres faits, peut-être des plus importants, ne soient omis aussi en vertu du mystérieux système. On doit ajouter enfin, que la traduction française paraît, à certains égards, aussi singulière que la conception de l'ouvrage. N'ayant pas eu l'édition originale entre les mains, je dois me garder d'une affirmation trop absolue. Il est manifeste cependant que divers passages contiennent des impropriétés de termes, que d'autres paraissent présenter des non-sens, tant et si

bien que les historiens feront sagement de n'utiliser la version française qu'après avoir contrôlé sur le texte allemand les assertions dont ils voudraient faire état. — C. S.

Louis Leger, membre de l'Institut. — *La liquidation de l'Autriche-Hongrie.* Paris, Alcan, 1 broch. in-8° de 88 p.

On sait avec quelle passion M. Leger suit toutes les affaires qui intéressent ses amis les Slaves. Depuis cinquante et un ans, il poursuit cette étude avec une vigueur inlassable. Les circonstances actuelles ont provoqué de sa part plusieurs manifestations d'opinion, conférences ou articles de presse, qui méritent d'attirer l'attention du public. On les verra rassemblés dans la présente brochure. Les lecteurs habituels du savant professeur y retrouveront avec plaisir son savoir étendu, sa verve savoureuse et forte, ses opinions nettes et fermes. La *liquidation* qu'il propose de l'Autriche-Hongrie est radicale : « L'Autriche doit disparaître. Elle a manqué à sa vocation historique, aux lois de l'honneur et de l'humanité. Sur le fronton du palais impérial de Vienne on lit cet exergue : *Justitia erga omnes nationes est fondamentum Austriæ.* Jamais devise ne fut plus menteuse. Si l'Autriche actuelle vient à disparaître, deux peuples seulement en regretteront l'existence : ceux qui ont vécu de l'exploitation des autres, les Allemands et les Magyars, peut-être aussi un petit groupe de Polonais qui, en attendant la résurrection de la patrie, regardaient le régime autrichien comme un tolérable pis aller. Tous les autres peuples, Slaves, Roumains, Italiens, exulteront. Quant au mode de procéder à la liquidation, il est des plus simples : il suffit de restituer à chacune des nationalités de l'Empire le sol sur lequel elle vit depuis ses origines et qui a été sans prudence exploité par des allogènes.... »

A. Marvaud. — *L'Espagne au XXe siècle. Étude politique et économique*, 2e édition revue. Paris, A. Colin, 1 vol. in-16 de xv-517 p., 1915.

Il est peu de pays moins connus en France que l'Espagne, et jamais mot historique ne fut plus faux ni plus vide que celui de Louis XIV annonçant solennellement la disparition des Pyrénées. En réalité, il y a entre nous et nos voisins du Sud-Ouest une barrière autrement large et haute que la chaîne de montagnes qui se dresse sur nos frontières, une barrière d'ignorance et de méconnaissance réciproques.

Le présent ouvrage aidera à l'abaisser. Il est abondamment documenté, précis et clair. On y trouve des faits et des idées bien classés qui mettent de la lumière sur tous les aspects du sujet. M. A. Marvaud connaît bien ce dernier. Voici de longues années maintenant qu'il l'étudie avec une attention soutenue et une méthode attentive. Il l'avait déjà abordé par des points particuliers, le tâtant pour ainsi dire et en faisant l'épreuve à diverses reprises par différents côtés, avant de l'attaquer de face et dans toute son ampleur. Tous ceux qui suivent ces questions connaissent son livre sur *la question sociale en Espagne* et suivent, dans *La Vie politique dans les Deux Mondes* les chapitres dans lesquels il s'impose la tâche ingrate de rassembler les faits politiques tout récents pour nous raconter l'histoire d'hier. On retrouve le fruit de ces études antérieures dans la densité érudite et claire du présent volume. L'auteur leur doit l'aisance avec laquelle il passe successivement de la géographie à l'histoire, de la politique contemporaine aux finances, des questions militaires aux coloniales, en gardant toujours la maîtrise et la sûreté de son coup d'œil.

Nous venons d'esquisser seulement une partie du plan de l'ouvrage. Il faut se reporter à la table des matières pour en apprécier justement l'ampleur et la richesse. A vrai dire, l'auteur nous donne ici une vaste étude encyclopédique où chacun, historien, politique, financier, économiste, sociologue, peut trouver à s'instruire.

L'impression générale qu'on tire de cette lecture est un peu sombre et décourageante. Elle laisse dans l'esprit le coloris grave et triste des peintres de ce pays, et leurs aspects d'horizons sévères, chargés de ciels inquiétants. Cette terre âpre et sans générosité, que le fleuve arrose mal, que la route et le chemin de

fer n'éventrent qu'à grand'peine, ces populations clairsemées, pauvres, distantes et apathiques, qui ne prennent d'activité que pour se diviser en nationalismes intransigeants, cette vie politique médiocre et sans issue, où l'oppression du « cacique » et le patronage ministériel tiennent une opinion indifférente en un état de demi-léthargie, tout cela ne donne pas l'espoir d'un brillant avenir. Cependant M. Marvaud garde sa confiance au peuple espagnol. Il l'estime sain, au fond, et capable de relèvement. Le pays est aride, sans doute, et d'une mise en valeur difficile, mais il recèle des « possibilités » considérables qui n'attendent que le travail humain pour s'épanouir. Le grand obstacle à l'éclosion des forces latentes est dans les mauvaises mœurs politiques. L'éducation pourrait y porter remède. On lira avec intérêt la conclusion de l'ouvrage. L'auteur y développe, en termes modérés, des vues sages où l'on sent une grande expérience du sujet et qui semblent donner la mesure exacte des difficultés et des espoirs que l'avenir ménage au peuple espagnol. M. C.

J. Luchaire. — *Les Démocraties italiennes.* Paris, Flammarion, 1 vol. in-18 de 320 p., 1915.

C'est une lecture bien attachante que celle du récent travail de M. Luchaire sur les Démocraties italiennes, et qui met dans l'esprit d'excellentes précisions sur une des phases les plus délicates de l'histoire politique. Il est seulement regrettable que cette étude soit trop brève. Disons-le tout de suite, pour pallier du même coup la seule critique grave qu'on puisse faire à l'auteur : son œuvre est, à cause de sa brièveté même, et dans sa première moitié surtout, trop abstraite. Il y manque la lumière précise de l'exemple concret, la netteté inimitable de la monographie, braquée sur un point déterminé du temps et de l'espace, l'éloquence décisive d'un faisceau de faits bien choisis et bien ordonnés. En pareille matière, un *tableau*, si bref et imparfait qu'il soit, vaut mieux que tous les *développements* par raisonnement général et déduction d'ensemble. Et nous marquons d'autant plus volontiers ce défaut de l'œuvre que l'auteur n'en porte point la responsabilité, qui pèse tout entière sur la conception fautive de l' « ouvrage de collection ». Étant donné que tous les livres de la *Bibliothèque de philosophie scientifique* sont composés sur ce principe éminemment antiscientifique de l'égalité de volume, M. Luchaire a dû, pour se conformer à la règle, tenter cette entreprise impossible : traiter un sujet trop grand dans un raccourci trop bref. Il lui a manqué les cent pages dans lesquelles il eût donné, à l'aise, sans hâte et sans peine, les deux ou trois monographies indispensables, où le lecteur aurait trouvé les notions essentielles et les faits significatifs qui l'eussent mis de plain-pied avec les considérations plus générales du reste de l'œuvre.

La valeur de celle-ci n'en reste pas moins très grande. L'auteur, en dépit de la difficulté qui l'entrave, réussit à marquer avec précision et justesse les traits essentiels des Démocraties italiennes. Ce furent des sociétés politiques bien différentes des nôtres. Démocratiques? très peu, dans le sens que nous donnons à ce terme. Bien plutôt gouvernements de caste et gouvernements fort instables, à cause de l'opposition des classes et surtout à cause des questions de personnes. Pour comprendre cela il faut s'imaginer ce que pouvait être la vie politique dans une petite cité de trente mille âmes environ, du double tout au plus, où la plupart des habitants étaient exclus de la vie publique, où tout le monde se connaissait, se heurtait journellement dans le va-et-vient des affaires, où la haute personnalité ne trouvait pas de champ pour s'exercer et où le dessein politique tombait presque immédiatement au niveau des intérêts particuliers. D'où les jalousies personnelles, les exclusions radicales, les partis pris absolus, tout le contraire de la politique moderne, soucieuse d'abord de ménager les extrêmes. Joignez à cela que ces hommes, qui se connaissent trop bien pour s'estimer beaucoup, sont prisonniers de groupes étroits et irréductibles. L'individu, là-bas, compte moins que la famille, la corporation, la caste. Celle-ci, surtout, est intraitable. Sous le nom de liberté, elle défend ses privilèges. La vie politique, au lieu de broyer ces gangues et de mettre l'individu à l'état libre, les comprima, pour ainsi dire et les endurcit. De là, dans la cité trop petite, entourée d'un domaine trop grand, un conflit à peu près constant

de forces indispensables et contraires, médiocres et jalouses. Le noble est nécessaire pour la guerre, et constamment suspect en temps de paix; le marchand fait la prospérité de la cité, mais ne peut pas la défendre; le petit peuple fournit la main-d'œuvre mais ne recrute pas de citoyens. La vie politique est ramassée dans des groupes étroits et fermés, dont chacun collabore de mauvaise grâce avec le groupe voisin. L'ensemble ne tient que dans l'émoi constant d'une surprise et par le jeu subtil du *sospetto* qui confie les fonctions les plus élevées à des étrangers, tient le Podestat sous clé, soupçonne la force du noble, la science du légiste, la fortune du marchand, et diminue sa confiance à mesure que la valeur de l'homme ou l'autorité de l'agent augmente. En somme, un régime sans souplesse et sans élan qui condamna les cités à une perpétuelle médiocrité, et les paralysa définitivement quand, autour d'elles, parurent des puissances plus fortes.

A.-E. Sayous. — *Les effets du blocus économique de l'Allemagne.* Paris, Payot, 1 vol. in-18 de 147 p., 1915.

M. A.-E. Sayous a recueilli depuis quelques mois des renseignements abondants et précis sur la manière dont les belligérants et les neutres voisins adaptent leur vie économique aux nécessités issues de la guerre. Il a groupé ces données dans un court et substantiel volume dont le sous-titre indique bien le sujet : « l'organisation du commerce et de l'industrie allemands pendant la guerre. »

Une partie du public français ayant accueilli avec plus d'empressement que d'esprit de critique l'idée fort juste, rappelée par d'éminents économistes, d'après laquelle les peuples modernes, et en particulier ceux où l'industrie tient la plus grande place, éprouvent un besoin impérieux d'entretenir des échanges avec l'étranger, avait espéré voir l'Allemagne affamée en quelques semaines et contrainte de mendier la paix; cette partie du public s'est bientôt étonnée de ne pas voir ses désirs instantanément réalisés et a mis en doute l'efficacité des mesures restrictives prises par les Alliés. M. A.-E. Sayous cherche à ramener dans des limites raisonnables l'optimisme excessif du début et le pessimisme désabusé, en montrant l'action lente, mais sûre des faits économiques.

Il énumère et analyse les dispositions au moyen desquelles l'autorité allemande, trompée dans ses prévisions par la longueur de la guerre, et l'organisation progressive des croisières, a voulu parer, souvent d'une manière préventive, à l'insuffisance de ressources matérielles. Ces mesures, dont on trouvera le détail et parfois le texte même dans le livre, sont devenues d'autant plus rigoureuses que la situation de l'ennemi empirait, ou se sont légèrement atténuées quand les récoltes et l'importation par les pays neutres ont fait entrevoir une amélioration possible : d'abord fixation des prix de détail, puis des prix de gros, déclaration et réquisition des produits indigènes puis des articles importés, rationnement, limitation des emplois de stocks aux usages militaires. Elles visent à un double but : économiser et bien répartir les approvisionnements; en procurer de nouveaux. A ces deux points de vue l'auteur étudie les efforts accomplis par les autorités allemandes : 1° dans le domaine de l'alimentation; 2° dans celui de l'industrie.

Au sujet des denrées alimentaires les textes et documents sont assez nombreux et explicites; concernant la production industrielle et la répartition des matières premières, des recherches longues et délicates ont été nécessaires. M. Sayous, a fait une large place à l'étude fort intéressante des organes administratifs et privés qui dirigent la lutte économique : les offices impériaux des grains, des pommes de terre, de l'alimentation animale et du contrôle des prix; les comités de guerre, les centrales d'achat, le congrès du commerce, l'union économique allemande pour l'Amérique du Sud et du Centre, l'association des traités de commerce, les offices centraux techniques, la banque des crédits de guerre germano-russe, la commission impériale de dédommagement, la « Division des matières premières du ministère prussien de la guerre », etc....

Ces diverses institutions et les règles établies par elles à la suite de tâtonnements plus ou moins heureux mais infatigablement poursuivis forment une mosaïque incohérente à première vue mais à laquelle la volonté impériale a

donné après coup l'unité. Il en allait de même en temps de paix : dans la plupart des entreprises allemandes industrielles ou financières, comme dans la grande entreprise politique où subsiste le régime confédéral, la centralisation n'intervenait qu'après l'initiative particulariste et empirique, dont elle coordonnait les éléments mais dont elle laissait toujours subsister ce qui était conciliable avec l'unité de but et la force d'action.

Malgré ce patient travail d'organisation auquel l'Empire allemand a consacré des activités exercées et auquel il a convié un grand nombre de compétences, il n'a pas pu surmonter d'invincibles obstacles. Les conclusions de M. A.-E. Sayous, quoique volontairement objectives, mettent en relief l'influence de plus en plus déprimante pour l'Allemagne de l'encerclement économique. Elle a maintes fois cherché à rompre celui-ci ; elle y est presque parvenue, mais toujours un nouvel échec l'a obligée à se tourner vers de nouveaux remèdes. Sans doute, la multiplicité des règlements, des inventions et des substitutions de succédanés ne prouvent pas la pénurie : ce sont, dans beaucoup de cas, des précautions que suggère la prudence plutôt que la nécessité. Mais certains résultats de ce qu'on nomme avec plus ou moins d'exactitude le « blocus » économique paraissent incontestables. Voici du moins ce que M. A.-E. Sayous a cru pouvoir retenir comme vérifié par de multiples informations et comparaisons pour lesquelles il s'est trouvé bien placé.

La récolte de blé et de seigle, malgré ce qu'avait annoncé la presse germanique, n'a pas été assez bonne pour compenser le déficit d'importation, ni dispenser du rationnement; la nourriture des animaux sera difficile à assurer; il est vrai que la quantité de pommes de terre, sans atteindre le « record » proclamé par le gouvernement, atténuera l'insuffisance des céréales et des fourrages, mais non pas assez pour que la production du lait et de ses dérivés devienne normale. La même cause jointe aux suppressions de bestiaux et aux mesures restrictives des Alliés raréfient les corps gras dont le besoin est particulièrement sensible en temps de guerre... « Plusieurs des industries allemandes se trouvent dans un état de gêne que de récentes restrictions des Alliés rendront rapidement croissante. »

Au point de vue commercial, le gros des exportations allemandes est arrêté; les relations d'affaires qui enrichissaient l'Allemagne se sont déplacées au profit des Alliés et surtout des neutres. Quant aux importations, la partie qui en subsiste coûte fort cher à l'ennemi : il a obtenu « peu de choses pour beaucoup d'argent ». Avec raison M. A.-E. Sayous signale dans son avant-propos la perturbation, « dont tous les peuples risquent de subir le contre-coup (à moins de précautions prises à temps) qui se produira quand, après la conclusion de la paix, l'Allemagne reparaîtra sur les marchés mondiaux pour reconstituer ses stocks. Dès à présent elle commence à intervenir en concluant des achats « livrables après les hostilités », elle raréfie ainsi les marchandises disponibles pour les Alliés et en fait monter les prix à notre détriment. On pourrait ajouter que, dans l'ordre financier, où la marche des événements est plus lente et dont M. A.-E. Sayous parle à peine, l'ennemi suit la même politique avec plus de facilité, en raison de la fluidité des capitaux, par ses ventes de titres et ses emprunts : il aspire les capitaux des marchés neutres et même une partie des sommes que nous envoyons sur ces marchés lorsque nous réglons nos achats par la voie de remise ou de traite à courte échéance. D'autre part les obstacles opposés aux importations ont préservé le change sur Berlin de tomber aussi bas que les besoins de l'Allemagne le comporteraient. Le maintien, d'ailleurs très relatif, du change par le manque des achats nécessaires n'est pas un avantage, les ressources financières n'étant précisément utiles que pour acheter; ce que les Alliés doivent désirer le plus dans le domaine économique, c'est isoler leurs adversaires et les priver de matières premières. A cet égard le succès dépendra surtout de l'énergie et de la perspicacité avec lesquelles on empêchera les neutres de réapprovisionner l'Europe centrale. Quoique la politique restrictive contre l'ennemi n'ait pu devenir effective qu'à une date assez récente, elle commence à porter ses fruits. « Quant à nous, écrit M. A.-E. Sayous, nous croyons que si le conflit se prolonge, l'heure viendra où l'Allemagne — et à plus forte raison l'Autriche-Hongrie, — se trouveront en face des plus graves difficultés. »

« La restriction des approvisionnements, qui est apparue d'abord comme une question militaire est bien et restera une question surtout militaire; cependant le « Blocus » de l'Allemagne par les Alliés sera d'une très réelle utilité économique, car il permettra d'atteindre l'Allemagne dans ses forces vives et de lui porter des coups qu'elle ressentira même après la guerre..... Seul un concours merveilleux de circonstances peut améliorer ses perspectives d'avenir... « Il est vrai que d'une façon générale, les restrictions économiques ne paraissent pas encore avoir atteint très directement l'armée ennemie, cependant « lorsque les Allemands parlent des mirifiques découvertes dont la guerre a précisé l'application ou qu'elle a fait éclore, ils exagèrent : ce n'a été le cas que pour un nombre très limité de produits. Ils ont dû surtout vivre d'économies, réduire leurs consommations, utiliser de vieux matériaux ou des matières inférieures, dont les stocks eux-mêmes finiront par s'épuiser. »

Quant aux approvisionnements que l'ennemi trouvera en Orient, M. A.-E. Sayous ne pouvait, vu la date à laquelle s'est achevée son étude, développer ce côté important de la question: voici toutefois quelle était, au sujet du pétrole, son appréciation provisoire : « Un des effets les plus notables du blocus a été d'empêcher l'Allemagne de recevoir du pétrole d'Amérique et de Russie; de Roumanie, il n'en est venu que d'une façon intermittente. Aussi, lorsque les Russes ont occupé la Galicie la situation est-elle devenue grave; elle l'est demeurée, après le recul de nos Alliés, parce que ce pays a à fournir tout d'abord les quantités nécessaires à l'Autriche et à la Hongrie. On estime à 20 p. 0/0 de sa consommation ordinaire le pétrole qui peut être vendu au public allemand. » Pour les autres produits il faut tenir compte et de la richesse plus ou moins immédiatement disponible des régions considérées, et de leurs besoins, et des moyens de transport, et de la durée du ravitaillement et enfin des frais de l'opération.

On peut se demander ce que seront les résultats pratiques pour l'ensemble des ressources nécessaires à l'Allemagne. Si l'on s'en tient au tableau tracé par M. A.-E. Sayous, on est amené à considérer comme efficace, malgré ses points faibles, la pression économique exercée par les Alliés. Eug. B. Dubern.

Pro Lithuania, Bulletin mensuel du Bureau d'informations de Lithuanie, numéro de décembre 1915, Paris-Lausanne.

Ce nouvel organe des nationalistes Lithuaniens mérite, à tous égards, de retenir notre attention. Il importe plus que jamais de suivre avec soin les divers mouvements nationaux, pour n'être pas surpris par les graves problèmes qui se poseront nécessairement à l'heure de la paix. On l'a dit : s'il faut préparer la guerre pendant la paix, il faut également préparer la paix pendant la guerre. L'étude des nationalismes en Europe est, à coup sûr, un des points « cardinaux » de cette préparation.

Pro Lithuania soutient ardemment la cause de l'indépendance lithuanienne à la fois contre l'impérialisme russe et contre l'impérialisme polonais. Pendant quarante ans, la Russie a persécuté les Lithuaniens dans leur religion et leur langue nationale. Mais les Polonais, qui se servent de l'Église catholique pour « assimiler « leurs voisins, font preuve de la même intolérance vis-à-vis des Lithuaniens, des Oukraïniens et des Juifs. Cette oppression s'aggraverait encore si le rêve d'une « Grande-Pologne » devenait demain une réalité.

Sans doute, il faut apporter à la lecture de *Pro Lithuania* une certaine dose d'esprit critique. On y trouve trop fréquemment le mot « indépendance », alors, que, pour tout esprit réaliste, il ne peut s'agir, au mieux aller, que d' « autonomie ». Mais les plaintes des nationalistes Lithuaniens sont en grande partie fondées. N'oublions pas cependant que, pour des raisons historiques et sociales, toutes les nationalités ne sont pas également « conscientes » et n'ont pas la même cohésion. Elles ont toutes le droit de se développer librement, mais, par « liberté », on entendra, suivant les cas, administration libérale, décentralisation, autonomie, fédération, indépendance.

En Russie, les deux nationalités « allogènes » qui ont droit à la plus grande liberté, sont manifestement la Finlande et la Pologne. Elles ont tous les éléments nécessaires pour la « vie d'État », en liaison plus ou moins étroite avec la Russie. Immédiatement après, nous citerions les Lithuaniens qui, plus encore

que les Lettons ou même les Oukraïniens, méritent l'autonomie. Nous pensons, quant à nous, qu'ils devraient être autonomes dans un Etat polonais, uni « réellement » à l'Empire russe. Ils sont en effet, socialement, beaucoup plus près de la Pologne que de la Russie. Leur situation est même, à ce point de vue, bien plus claire que celle des Oukraïniens. — Pourquoi *Pro Lithuania* omet-il de nous le dire ? P. Ch.

A. Pingaud. — *L'Italie depuis 1870*, avec préface de E. Denis. Paris, Delagrave, 1 vol. in-16 de 350 p., 1915.

Dans la « bibliothèque d'histoire et de politique » fondée il y a quelques mois par M. Denis, et inaugurée par son ouvrage sur *la grande Serbie*, M. Pingaud nous donne aujourd'hui un résumé de l'histoire italienne depuis près d'un demi-siècle. Comme son maître, M. P. s'est surtout attaché à analyser, à caractériser les grands traits de la politique diplomatique du jeune royaume puisque ce sont eux que doivent intéresser surtout à ce moment. « Volonté de défendre contre les revendications du Saint-Siège sa capitale, ambition de poursuivre contre les résistances de l'Autriche l'affranchissement intégral de son territoire, projets d'expansion maritime ou coloniale hors d'Europe, besoin de considération morale en Europe: tels sont les quatre mobiles principaux qui ont inspiré la politique extérieure italienne depuis 1870. » Excellent schéma, judicieux résumé qui explique plusieurs évolutions, diverses contradictions de la politique de la Consulta et du Quirinal; l'Italie est, on le sait, la patrie des combinazioni; la politique de bascule a toujours été chère à la maison de Savoie et lui a le plus souvent réussi; les circonstances ne lui en ont-elles pas fait parfois une loi ?

Pourquoi l'Italie, qui devait la vie à la France, s'écarta-t-elle de la République après 1870? Quelques naïfs se le sont demandé. M. P. leur répond sans peine : d'abord parce que la reconnaissance n'est pas une vertu diplomatique; ensuite parce que la France était vaincue et que la défaite n'attire pas les amis. La France de l'assemblée nationale n'avait au reste rien de ce qu'il fallait pour satisfaire aux désirs de la jeune émancipée; les partis de droite dominant alors, témoignaient au Saint-Siège des égards que le Quirinal prenait pour des menaces; elle n'était pas de taille à pouvoir lui garantir ses conquêtes de 1866, encore moins à l'aider à assouvir ses ambitions adriatiques ou alpines; des incidents surviennent toujours à point pour caractériser un état d'esprit, et un homme pour les exploiter. Depretis profita des circonstances pour négocier avec l'Allemagne et l'Autriche un rapprochement que Bismarck et Andrassy surent accepter avec condescendance; l'Italie n'y gagna pas en considération; elle dût pour quelques années dissimuler ses revendications et se contenter de la garantie que lui donnait son alliance avec son ennemie de la veille; Crispi, Cairoli et leurs amis ne couvèrent-ils pas des projets d'expansion au détriment de la France? on peut le supposer; un conflit du moins leur parut possible le jour où nos destinées nous conduisirent à l'occupation de la Tunisie; mais Bismarck, qui prétendait choisir son heure, conseilla la patience, et quinze années durant la politique des coups d'épingle se poursuivit.

De 1881 à 1898 l'Italie, fermement triplicienne, subit, à double reprise, des défaites coloniales qui ne laissèrent pas de l'humilier profondément; la fermeture du marché français rendit sa vie économique pauvre et stagnante; les Italiens dès ce moment sentirent que l'Allemagne et l'Autriche ne lui apporteraient ni gloire ni fortune; aussi tout en faisant bonne mine à leurs voisins, se résolurent-ils en secret à faire à leur alliée quelques infidélités : l'image des « tours de valse » pour allemande qu'elle fût n'en était moins juste!

L'année 1898 marque le point de départ de l'évolution qui devait aboutir aux journées de mai 1915 : à Rome le marquis di Rudini abandonnait le pouvoir; à Paris, M. Delcassé entrait au quai d'Orsay et envoyait auprès du Quirinal M. Barrère; à l'automne, M. Luzzati signait à Paris le traité de commerce qui allait ramener en Italie l'ère des années prospères. Dans un des plus instructifs chapitres de son livre, M. Pingaud a montré, chiffres en mains, la rapidité et l'intensité du relèvement économique de la péninsule en moins de quinze ans : augmentation de 8 millions d'habitants en quarante ans, c'est-à-dire d'une proportion de 22 p. 0/0; augmentation plus considérable encore, mais non pas très avanta-

geuse, de l'émigration : 135 000 émigrants en 1885, 872 000 en 1913; (cette constation prouve évidemment que la misère continue à sévir sur le peuple des campagnes, mais elle ne prouve pas un appauvrissement du pays); en un demi-siècle, la valeur des produits agricoles a passé de 6 à 9 milliards, chiffre considérable si on le compare au chiffre correspondant en Allemagne : 12 milliards; progression semblable dans les différentes branches de l'industrie, même dans celle où la matière première fait le plus défaut; développement proportionné des chemins de fer dont la longueur totale est doublée de 1895 à 1911; le commerce extérieur dans la même période passe de 2 à 6 milliards, mais on constate avec peine que la part de la France atteint difficilement la moitié de celle de l'Allemagne (485 millions en 1913, contre 1 100); donc augmentation rapide de la fortune publique, 56 milliards en 1902, 80 en 1913; et situation financière de l'État passant du déficit chronique de 60 millions dans les dernières années du XIXe siècle, aux 50 millions de boni annuel depuis 1900! L'Italie dut donc peu à peu reconnaître que de bons rapports avec la France facilitaient son développement économique; dans le même temps, la réapparition au premier plan de certaines questions, notamment diplomatiques, de la question d'Orient, lui prouvait la fragilité de son alliance avec l'Autriche; la révolution jeune-turque, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, la guerre balkanique rendirent évident à la foule ce que les diplomates savaient depuis longtemps : l'opposition irréductible des intérêts italiens et autrichiens; et qui dit autrichien dit allemand; l'Italie voulut-elle chercher à compenser en Afrique les acquisitions faites par l'Autriche dans l'Orient européen? elle trouva en Tripolitaine des officiers allemands armant les Turcs contre leurs alliés; le gouvernement de Rome voulut-il constituer une Albanie autonome? Berlin envoya un de ses principicules pour la gouverner.

Comment s'étonner dès lors du refus, poli mais énergique, opposé le 3 août 1914 à la demande de coopération militaire, faite par l'Autriche, et comment s'étonner qu'ayant abandonné cette alliance depuis longtemps caduque, le gouvernement du Quirinal n'ait pas voulu rester isolé en Europe, et ait trouvé le moment opportun pour reprendre le programme des revendications nationales trop longtemps oublié? M. Pingaud a fait de cette dernière partie toute contemporaine et connue de chacun, un court résumé très précis; il forme, au reste, la conclusion naturelle de cette excellente étude. P. R.

N. Dascovici. — *La question du Bosphore et des Dardanelles.* Genève, Georg, 1 vol. in-8° de 307 p., 1915.

On ne peut dire que la question d'Orient se résume tout entière dans la question des détroits, mais on ne peut nier que celle-ci ne soit la partie la plus délicate, la plus considérable du problème; aussi, nombreux sont depuis un siècle, les écrivains qui se sont efforcés de l'exposer en défendant leur thèse personnelle. Les événements de ces dernières années, qui semblaient devoir amener une solution imminente, avaient multiplié brochures et volumes, et achevé de montrer que le désaccord en face des diverses solutions persistait; il ne s'agissait plus seulement de savoir quel régime instaurer pour la navigation de guerre dans les détroits, mais quel serait le maître de cette formidable et magnifique position.

M. Dascovici, après tant d'autres, a cru devoir reprendre l'historique de la question; l'intérêt de son livre consiste dans ce fait que l'auteur est roumain et défend la thèse chère aux peuples balkaniques : mieux vaut laisser une clef trop lourde et passablement rouillée aux mains du Turc vieilli que la remettre en celles du Russe victorieux; pour la Roumanie comme pour la Bulgarie, la présence des Russes à Constantinople équivaut à une défaite économique; l'ère des principes est close : l'idée slave n'est adoptable que comme un symbole qu'effacent les intérêts matériels.

L'historique des événements jusqu'en 1908, avait été tracé il y a quelques années avec une compétence et une documentation toute spéciales par M. Serge Goriainow, qui avait montré à l'aide de pièces d'archives jalousement conservées jusqu'alors, l'évolution de la thèse russe : après avoir longtemps demandé la fermeture des détroits pour toutes les nations européennes, et pour elle seule

le privilège de la libre navigation, la Russie avait fini par réclamer l'ouverture générale et constante, ayant compris qu'elle ne pouvait guère en souffrir, et qu'elle serait toujours la première à en profiter en cas de guerre.

La guerre des Balkans, puis la guerre actuelle ont permis à la Russie d'aller plus loin dans ses revendications, de reprendre le programme posé par Catherine II et d'affirmer ses prétentions à la possession de Constantinople et des détroits; pour réserver l'avenir, elle arrêta les Bulgares sur la route de Tchataldja en 1913, et ceux-ci ne lui ont pas pardonné cette intervention; au printemps de 1915, quand ses armées victorieuses dominaient les Carpathes, ses publicistes et ceux du monde entier annonçaient que les alliés du tsar avaient garanti ce rêve d'hégémonie orientale.

Point n'est besoin, dit M. Dascovici dans sa très intéressante conclusion — les vingt pages les plus curieuses du volume — de chercher ailleurs les raisons du maintien de la neutralité roumaine : jamais la Roumanie n'admettra l'installation de la Russie à Constantinople; ce serait pour elle la pire des déchéances, l'abdication économique et politique; la Russie en conquérant Constantinople et les détroits, réduirait à l'état de vassalité les royaumes balkaniques; elle réaliserait ainsi le désir de quelques-uns de ses politiques les plus ambitieux : l'hégémonie orientale, et M. D. s'étonne que la France, qui combat pour la liberté des peuples et contre l'hégémonie germanique, accepte un principe aussi contraire aux siens. Il montre, chiffres en mains que le pourcentage des navires russes passant les détroits est beaucoup moindre que celui des navires anglais; que le commerce roumain s'écoule tout entier par le Danube et les détroits; qu'un cinquième seulement des céréales russes est exporté dans les années normales, par cette voie, qu'au contraire 55 p. 100 de la production agricole roumaine passent en Europe par la voie des Dardanelles.

Nombreux d'ailleurs sont les Russes qui tiennent pour une dangereuse mégalomanie, les prétentions de leur gouvernement sur Constantinople. Le député Alexinsky, dont nous avons analysé ici même le dernier ouvrage, écrit notamment : « Le devoir sacré de planter la croix orthodoxe sur Sainte-Sophie à Constantinople, de reprendre aux Turcs l'héritage des empereurs byzantins, tout cela n'est que rhétorique sans nulle valeur concrète. Si l'église orthodoxe russe a pu se passer de Sainte-Sophie pendant tant de siècles, elle s'en passera bien encore à l'avenir; et la Monarchie russe se passera bien aussi de l'empire byzantin; si dédaignant ce sentimentalisme creux, nous considérons les vrais intérêts de la Russie nous reconnaissons qu'il n'est pas nécessaire qu'elle soit maîtresse des détroits et de Constantinople. »

M. D. défend donc avec une grande force d'arguments la thèse de la neutralité de Byzance et des détroits, sous la garantie collective des puissances: il voudrait voir instituer pour la surveillance de cette neutralité une commission analogue à la commission internationale du Danube, qui créée *provisoirement* il y a cinquante ans, a rendu depuis ce temps de si grands services, et résolu juridiquement un des problèmes les plus délicats; l'esprit juridique de l'auteur trouverait dans cette solution toute satisfaction ; mais la question des détroits et de Constantinople, le gouvernement même de cette Cosmopolis ne soulèveront-ils pas des difficultés politiques qu'une réunion de plénipotentiaires aura souvent quelque peine à résoudre? que la neutralisation de Constantinople et de ses abords soit la solution logique, cela semble hors de discussion; que les Etats balkaniques la préfèrent à toutes autres c'est naturel; mais qu'elle soit facilement applicable cela n'est pas encore prouvé. La conclusion et les arguments de M. Dascovici n'en méritent pas moins d'être pris en sérieuse considération par ceux que préoccupe la paix de demain. P. R.

G. Somville. — *Vers Liége*; *le chemin du crime*, août 1914, Paris, Perrin, 1 vol. in-16 de 350 p., 1915.

Il faudrait pouvoir citer de nombreux extraits de ce petit volume, tant les faits qui y sont consignés parlent par eux-mêmes; les raconter est impossible; le dossier des cruautés, des pillages systématiques, des crimes, constitué par M. Somville dans le seul pays à l'Est de Liége, dans le seul mois d'août 1914, constitue l'acte d'accusation le plus formidable qu'on ait encore dressé contre ceux

qui ont déchaîné l'horrible guerre. En vain le général von Bissing, gouverneur provisoire de la Belgique a-t-il, dès le 19 août, tenté de rejeter sur la population la responsabilité des massacres et des incendies; une enquête bien conduite rend son mensonge éclatant, au même titre que celui accusant l'Angleterre d'avoir préparé avant la guerre une expédition vers la Prusse rhénane en passant à travers la Belgique, ou que cet autre non moins ridicule prétendant que les Français avaient dès le mois de juin envoyé des troupes et des munitions pour renforcer les forts de Liége et de Namur!

M. Somville a suivi pas à pas la marche des armées allemandes, du 4 au 8 août; puis du 14 au 24; il a noté les exactions des premiers jours, les hésitations des suivants, au cours desquels on attend la réponse à de nouvelles propositions allemandes au roi Albert, propositions que le souverain ne pouvait que repousser plus dédaigneusement que les premières; il a noté les crimes que, devant le second refus, l'armée allemande perpétra systématiquement dès ses premiers pas sur le territoire ennemi en vertu du mot d'ordre : soyez cruels. Que ce soit au Sud de la Vesdre à Faucorchamp, au pont de Chauxe, ou au Nord devant Fléron, autour de Barchamp ou devant Pontisse, que ce soit à Liége, les Allemands attaquent en feignant d'être attaqués, s'en prennent aux prêtres, aux instituteurs, aux notables, aux femmes; leur but est de répandre la terreur, sans d'ailleurs pouvoir recueillir de cette abominable tactique aucun avantage.

Dans la dernière partie de son ouvrage, M. S. tente la critique du crime, et, si l'on peut dire sa philosophie: il rappelle comment la guerre a surpris la Belgique alors que dans la quiétude de sa mentalité elle s'inquiétait à peine des orages qui depuis plusieurs années grondaient autour d'elle; il met en parallèle le Flamand, le Wallon pacifiques, accueillants à l'excès et le Germain qui avait érigé, depuis un demi-siècle, la force matérielle en une sorte de divinité, ... et l'enquêteur belge termine par ce beau cri d'espérance : « L'Allemagne ne pourra rien contre l'honneur de la Belgique; ce n'est pas son honneur qui périra... les Belges ont confiance; Dieu aidant, la cause du droit triomphera... Quoi qu'il arrive, pas un Belge ne regrettera le geste du 2 août 1914... » P. R.

Ch. Seignobos. — *1815-1915 : du Congrès de Vienne à la guerre de 1914.* Paris, A. Colin, 1 broch. in-8° de 35 p., 1915.

Le résumé que fait l'éminent historien de la politique diplomatique du siècle qui commence en 1814 pour finir en 1914 s'éclaire de ce fait que le cycle ouvert par la chute de Napoléon se ferme par l'effondrement de la puissance allemande, laquelle depuis un demi-siècle a tendu à renverser l'équilibre instauré par le congrès de Vienne. Pauvre équilibre, bien instable, maintenu tant bien que mal par Alexandre Ier, par Metternich, par Nicolas et Palmerston, mais rudement secoué par Cavour, Napoléon III et Bismarck; le premier usa du principe que chérissait le second, mais n'en abusa pas; celui-ci fut la victime de sa crédulité et de son rêve; quant au troisième, il érigea l'hégémonie allemande au centre de l'Europe divisée, méprisant le principe dont il se faisait gloire, il violenta le sentiment national en Posnanie, au Schleswig et en Alsace-Lorraine, et, en favorisant le dualisme austro-hongrois, contribua à mettre sous le joug les races serbo-croates et slaves de la monarchie des Habsbourg. Pour défendre des destinations si contraires au bon droit, on érigea en règle commune la paix armée; on se prépara à étendre plus avant un pouvoir fondé sur la force, et on s'achemina ainsi doucement, presque insensiblement, vers la guerre actuelle où le bloc germain provoqua toutes à la fois les grandes nations civilisées. Le résultat de cette outrecuidance sera le même en 1916 qu'il fut un siècle auparavant : l'Europe renversera le colosse germanique comme elle a renversé le colosse napoléonien. P. R.

S. Coubé. — *Alsace-Lorraine et France rhénane* (*exposé des droits historiques de la France sur toute la rive gauche du Rhin*, avec préface de M. Barrès). Paris, Lethielleux, 1 vol. in-16 de XII-180 p., 1915.

Quoique l'auteur ne soit pas historien, et qu'en certaines affirmations on puisse relever quelque insuffisance ou incertitude de documentation, la thèse soutenue par lui en ces pages animées d'un ardent souffle patriotique mérite

d'être une fois de plus rappelée; que l'Alsace, à plus forte raison la Lorraine aient été françaises, légalement pendant de longs siècles, c'est ce que M. Flach, avec une grande érudition, a exposé en ces derniers mois dans plusieurs brochures; M. Coubé rappelle à son tour que les autres provinces rhénanes de la rive gauche ont été gauloises, puis franques pendant de longs siècles et que l'immigration allemande quelque lente, systématique qu'elle ait été, n'a jamais réussi à submerger complètement le vieux fonds de la race primitive. On connaît au reste les textes, si souvent discutés par les historiens d'outre-Rhin, sur lesquels s'appuie M. Coubé : c'est César, c'est Strabon, c'est Tacite. Mais avec le xe siècle, la rive gauche du grand fleuve passe sous un gouvernement allemand, qui l'a su garder trop longtemps sous son joug; il fallut l'élan donné aux Français par la révolution pour les conduire jusqu'aux bords du Rhin où Napoléon eut dû se borner à monter la garde, où le soldat de 1916 viendra peut-être un jour restaurer la domination française. P. R.

André Tudesq. — *Choses vues. Sur les champs de bataille.* Paris, Tallandier, 1 vol. in-16 de 280 p., 1915.

Sans introduction, sans dédicaces, sans commentaires superflus, l'auteur entre dans ses récits de bataille. Ils contiennent la reproduction exacte, vivante, variée de choses bien vues, bien comprises, bien retenues. Curieux pèlerinage effectué de 1914 à 1915 sous la direction d'états-majors complaisants soit sur les champs de bataille de l'Aisne (sept.-octobre 1914), soit en Alsace, en Argonne et en Woëvre (1914). C'est ensuite le voyage d'un touriste reporter fort averti qui va enquêter chez les « Neutres du Nord » et revient en faisant une mélancolique visite au Palais de la Paix à la Haye.

Les scènes de sang, de misère et d'horreur y sont contées avec un réalisme poignant et une grande vérité de couleurs. Dans ces pages, qui souvent ne sont qu'un résumé de témoignages, nous pouvons suivre toute l'existence de nos soldats, soit, le combat faisant trêve, quand ils cherchent aux alentours des tranchées l'idylle de la maison des champs, soit que dans celles-ci, ils subissent ou repoussent les attaques. On rampe fusil, baïonnette au bras, la grenade à la main, le ciseau à la bouche, sans bruit, avec la crainte qu'un caillou heurté ou qu'une brindille craquant ne trahisse l'expédition.

Quand le calme est revenu les récits recommencent. Ils nous sont contés par les soldats debout devant les créneaux, l'œil aux aguets, à 30 mètres de l'ennemi, sous un toit de planches disjointes. Ces belles histoires françaises, chronique vécue de la guerre, sont de véritables chants d'épopée.

Certes, pas un instant l'inquiétude où le moindre frisson de pessimisme ne se trahit sous la plume vigoureuse de l'auteur. Il proclame au contraire, à chaque page, que l'heure viendra, libératrice, qu'aucun cri ne la saurait hâter, aucun silence la compromettre. Dans son attente et dans cette résignation qui se nomme courage, la France a déjà gagné une victoire, il s'agit de celle qu'on remporte sur les âmes, beaucoup plus grande que celle qu'on gagne sur les hommes.

Par contre, l'auteur devient sceptique et complètement désabusé au moment où il erre dans les grands espaces déserts et froids du Palais de la Paix à la Haye. Sur ce monument élevé en manière de temple pèse le deuil des heures. Aux murs sont suspendus 26 portraits de souverains et chefs d'État, ceux mêmes qui dans leur naïve confiance acceptèrent à l'été de 1908 de participer au Congrès. De ceux-ci, six ont été assassinés, d'autres sont morts, tout le reste est à la guerre.

La solitude du monument n'est troublé que par le bruit d'une machine à écrire reproduisant des copies de procédure « sur une congrégation des sœurs de Saint Vincent de Paul à propos d'un legs pendant entre le Portugal, la France et l'Angleterre ».

Décidément, pour plaire à l'opinion publique et la captiver il n'y a plus à l'heure actuelle que les poèmes de la tranchée, la littérature sanglante des champs de bataille. Le livre d'André Tudesq, à tous égards, mérite une place prépondérante. Il est profondément instructif et empreint du plus pur et plus bienfaisant patriotisme. HENRY DE MONTARDY.

Léon Daudet. — *L'Entre deux guerres. Souvenirs des milieux littéraires, politiques, artistiques, médicaux de 1880 à 1905. 3e Série.* Paris, Nouvelle Librairie Nationale. 1 vol. in-16 de 311 p., 1915.

Ceux qui espèrent en « l'union sacrée » et dans son apaisante douceur seront profondément déçus en lisant ce livre. Ils seront même irrités de certaines exécutions vraiment très injustes. On sent trop le jeu du polémiste prenant son point d'appui sur le mécontentement de l'adversaire et allant pour le seul plaisir jusqu'au bout de sa verve et du ridicule qu'il inflige. « Quant aux accès de rage ils me font rire à la façon des caricatures réussies », déclare M. Daudet qui, joyeusement, grince, déchire, invente, griffe et mord.

La variété est infinie des personnages divers, quelques-uns importants, d'autres moins, qui nous apparaissent en corbeilles.

Morts ou vifs ils contribuent à la perspective et sont autant de touches de couleurs dans ce tableau si pittoresque de littérateurs, de banquiers et d'artistes. D'ailleurs, leur défilé s'effectue dans un tumultueux brouhaha, en plein naturel et sans autres liens que celui de la fréquentation et du temps.

Qu'il s'agisse de ces milieux louches à existence de caravansérail « donnant l'idée d'un bagne riche » et de ces dîners d'apparat auxquels ne manquent aucun objet de dégoût ou d'ennui. Que nous nous trouvions, au contraire, à l'Académie Française, ou à la *Revue des Deux Mondes*, dans ces remparts de la tradition et de la bonne société contre l'anarchie politique, intellectuelle et morale : point de distinction pour M. Daudet, tout est traité à la mesure de ses fantaisies, de ses prédilections ou plutôt de ses haines.

« Lorsque j'applique pour ce que j'estime être le bien de mon pays sur le « torse ou sur le rein mes vésicatoires, un cri de colère, une grimace, une « menace ne me déplaisent point. C'est signe que le malade peut guérir. »

Rendons justice à d'aussi bonnes intentions. Convenons aussi qu'au milieu d'exagérations sans nombre et de bien pénibles partialités, l'œuvre de l'auteur s'affirme comme débordante de la plus noble exaltation du sentiment Français. Justice est faite en une manière cinglante et endiablée de tous les pessimistes nuageux formés à l'école de la métaphysique allemande d'Hartmann, de Schopenhauer, de Nietzsche. On saisit bien toute la profondeur du mal répandu par ces « convulsionnaires qui n'ont jamais peint qu'eux-mêmes et étendu la projection de leurs douloureuses et néfastes chimères. H. M.

Edmond Perrier, membre de l'Académie des Sciences et de l'Académie de Médecine, directeur du Muséum National d'Histoire naturelle. — *France et Allemagne.* Paris, Payot, 1 vol. in-12 de 325 p., 1915.

Il n'est pas un Français aujourd'hui qui n'éprouve le regret, disons mieux, le remords d'avoir mal connu naguère l'Allemagne et sa puissance. Tout en s'indignant des barbaries commises, chacun se rend compte qu'il y a derrière cette avalanche de mitraille, derrière ces canons monstrueux, ces taubes qui se flattent de devenir invisibles, ces sous-marins longtemps insaisissables, ces batteries de cylindres qui vomissent sur nos soldats des gaz empoisonnés, derrière enfin ces millions d'hommes qu'un réseau serré de voies stratégiques transporte si rapidement de l'Orient à l'Occident de l'Empire, une organisation scientifique qui dépasse ce que nous pouvons imaginer.

Il était utile qu'un des plus indiscutés savants dans tous les milieux scientifiques dresse lui-même le bilan de toute cette science allemande et la réduisant à ses justes proportions nous en présente le tableau complet.

Cette œuvre si précieuse, nous la possédons grâce à M. Perrier.

Si l'auteur reconnaît que la science n'a jamais pu occuper toutes les pensées de l'homme il n'en célèbre pas moins avec enthousiasme son éminente dignité, la cause profonde du progrès et de la richesse des peuples. Par la puissance inespérée qu'elle a mise dans la main de l'homme, par la vie intense qu'elle lui a faite, par les prospérités qu'elle lui a prodiguées et qui ont apporté presque partout l'aisance, c'est-à-dire la joie, la science mérite toutes les reconnaissances et toutes les admirations. C'est donc au nom de cette même science, qu'un illustre savant va passer en revue les découvertes allemandes faites dans tous les domaines de l'intelligence depuis quarante et un ans. Après quoi, il

formulera ses conclusions et nous apprendra en plein sang-froid et en toute justice à bien juger ce peuple dont l'orgueil insensé lui permet de croire que sa pensée suffit à dominer l'Univers, à en pénétrer les secrets sans qu'il ait à se préoccuper de le connaître.

Et, intérêt particulièrement puissant de cet ouvrage, à côté de l'étude d'ensemble du mouvement scientifique allemand se trouve l'exposé, dans ce qu'ils ont d'essentiel, de tous les progrès dus pendant la même période à l'effort incessant de nos savants français. Ceci est fait en reproduisant à peu près ce que Condorcet appelait la hiérarchie des sciences, les premières étant dans une large mesure indépendantes, les autres s'appuyant de plus en plus soit sur quelqu'une de celles qui les précèdent, soit sur leur ensemble

De ce parallèle de deux civilisations, de deux esprits scientifiques, de deux efforts si divergents, voici comment l'auteur dégage quelques grandes leçons.

Dans l'âme allemande, c'est-à-dire dans cette alliance bizarre d'idéalisme et d'industrialisme s'appuyant sur la science, le tout cimenté par un insondable égoïsme et un incommensurable orgueil, une seule idée dominante : il existe une race supérieure, cette race est la race Aryenne représentée aujourd'hui par les Germains dont les Allemands détiennent le type le moins altéré. Une seule chose compte pour elle, c'est l'énergie au sens scientifique du mot et cette énergie « comprend tout ce qui peut naître du travail et être retransformé en travail ». Pour la faire triompher, l'union est parfaite, la solidarité complète avec les militaires prussiens, des intellectuels, des pasteurs, des évêques, du peuple tout entier.

Ainsi, la civilisation kulturale a pour objet, avant tout, la production économique de la richesse; quant au placement de cette richesse il faut l'obtenir à n'importe quel prix, même en se ruant sur le monde pour la lui imposer. Et d'ailleurs, ainsi que l'a dit le docteur von Luschan, professeur d'anthropologie à l'Université de Berlin, n'est-il pas exact que « les guerres les plus cruelles elles-mêmes ont toujours été les véritables causes du progrès et de la liberté mentale »?

A cette science et à ces savants de proie et de carnage, M. Perrier, uni à tous les savants français, en oppose une autre dont on pourra suivre dans cet ouvrage les magnifiques développements.

En réalité, c'est dans la paix que les transformations les plus importantes des êtres vivants ont été réalisées. C'est elle seule qui a favorisé notamment les progrès de l'intelligence. Et quand la guerre est survenue la victoire est trop souvent demeurée aux animaux lâches, carnassiers ou venimeux pour qu'on puisse la considérer à aucun titre comme un instrument de progrès. C'est, au contraire, dans la paix par des efforts constants des animaux sur eux-mêmes, par une tension continuelle de leurs facultés pour triompher des conditions défavorables dans lesquelles certains types étaient condamnés à vivre, que les grands types du règne animal se sont constitués. La force peut imposer des lois, elle est insuffisante pour justifier celles qui sont iniques.

Les lois naturelles, d'après l'auteur, se rencontrent avec la loi morale, celle du vrai progrès qui consiste dans le perfectionnement de la raison créatrice elle-même, de la morale qui a permis de vivre en paix avec ses semblables et de fonder des sociétés où chacun participe par ses qualités personnelles au bien de tous, où l'entr'aide est la règle, où le respect de la vie est la loi primordiale.

Continuons donc nos efforts accomplis en commun pour porter toujours plus haut la dignité humaine, pour cultiver l'idéal de bonté, de générosité, de loyauté qui est dans la mentalité française. Mais ayons aussi le sentiment que nous ne pouvons garder nos conquêtes morales qu'à la condition d'être toujours assez forts, c'est-à-dire assez sages et assez riches pour les défendre contre ceux qui s'accommodent de moins.

Et voici quelques-uns des enseignements qui se dégagent avec tant d'autres de ce beau livre tout plein de l'esprit de science, de justice et aussi de pitié.

HENRY DE MONTARDY.

L. Delabrousse. — *Joseph Magnin et son temps. Le corps législatif. Le siège de Paris*, Paris, Alcan, 1 vol. gr. in-8 de XII-487 p., 1915.

Beaucoup liront avec intérêt cette œuvre qui s'annonce comme devant prendre dans la pensée de son auteur des proportions importantes. — A travers le récit de la première partie de la carrière politique de Joseph Magnin, minutieusement reconstituée d'après les documents officiels, on voit surtout passer l'histoire, à peine écrite encore, de nos institutions pendant la période qui précéda les événements des années 1870 et 1871. L'ouvrage abonde en menus détails de la vie politique à cette époque. Une part notable de ce premier volume est consacrée au siège de Paris : « L'histoire d'hier fait mieux comprendre l'histoire d'aujourd'hui », nous dit l'auteur : sans aucun doute, et les rapprochements que l'on peut faire sur ces bases et dans l'état actuel des choses, sont aussi pleinement consolants que rétrospectifs.

G. Lachapelle. — *Nos finances pendant la guerre*, Paris, A. Colin, 1 vol. in-16, 1915.

L'auteur s'est donné la tâche d'exposer sommairement, et à l'usage de tous, les traits principaux des événements qui constitueront plus tard l'histoire infiniment vaste et complexe, — mais combien instructive, — de nos finances de guerre. On trouvera au début du volume l'exposé préliminaire de notre régime financier et l'historique des vicissitudes de nos budgets depuis 1907. Entrant plus loin dans le vif du sujet, M. Lachapelle retrace à grands traits, mais non sans clarté, l'œuvre de nos institutions financières, publiques ou privées, et la position des problèmes les plus généraux de notre politique économique en ces matières.

ANALYSES

Gabriel Faure. — *Paysages de guerre. — Champs de bataille de France et d'Italie.* — Paris, Perrin, 1 vol. in-16 de IV-160 p., 1916.

De Montmirail à Sézanne, à Reims, en Argonne, à Ypres, à Valmy l'auteur accomplit son pieux pèlerinage aux régions où se déroulèrent et se déroulent encore tant de glorieux épisodes. Puis, se transportant en Tyrol et en Haute Italie, il parcourt tous ces paisibles enclos de recueillement qui devaient un jour être témoins des fureurs germaniques. A Rimini, il célèbre un des endroits de la côte où la mer est la plus belle. Suivant les bords de l'Adige, il entend le fracas des armes et salue d'un cri d'espérance l'expulsion de l'Allemagne de cette vallée qui était sur le point d'être conquise par elle pacifiquement et commercialement.

Résumé d'impressions, de paysages, d'événements, de souvenirs historiques qui surgissent à chaque moment, ce petit volume plein de l'horreur de l'emprise germanique sur certains coins profondément aimés de l'Italie est d'une lecture douce, facile et tout à fait reposante. H. M.

Bernard Descubes, brigadier au 60e régiment d'artillerie. — *Mon carnet d'Éclaireur, août-novembre 1914.* Paris, Perrin, 1 vol. in-16 de VIII-256 p., 1916.

« J'ai écrit ces pages pour ma famille, sans autre intention que de laisser aux miens un souvenir des événements auxquels j'ai pris part, à ma modeste place, dans le rang. » Ces mots résument toute l'inspiration, la méthode et le but de l'ouvrage.

Mobilisation dès le premier jour, marche vers l'ennemi, premières rencontres, cantonnements et combats sur les bords de la Meurthe, à Avricourt, en Lorraine, dans le Nord, à Albert, à la Boisselle, en Belgique, tout cela nous est conté avec vérité et une absolue précision. De la bonne humeur, de la franchise, de la simplicité. Aucune trace de hâblerie ni de vantardise, pas plus que de manifestation du très vain désir de se venger des amertumes et des injustices inévitables dans les hasards de la vie du soldat qui souffre et qui combat.

Aussi consciencieusement qu'il lutte pour son pays, l'auteur prend la plume et nous fait des récits pleins de réconfort, parfois bien émouvants, mais toujours de la plus noble élévation.

Avec cela, un rien le distrait, un bon mot l'amuse, une historiette naïve le retient plus qu'un événement. Toutes ces pages pleines de vie intéressent au plus haut point. Elles constitueront dans l'avenir un document historique précieux et particulièrement instructif.

H. M.

Léon Frapié. — *Les Contes de la Guerre.* Paris, Flammarion, 1 vol. in-16 de 334 p., s. d. (1915).

Il semble que la grande tragédie que nous vivons actuellement pourrait se suffire à elle-même dans sa réalité et dans ses très poignants récits. M. Frapié en a jugé autrement. Il a voulu la rendre encore plus fantaisiste et imagée en créant en marge d'elle toute une série de contes écrits à propos de la guerre. Ayant vu le jour dans sa seule imagination, loin des faits, ces récits d'une très grande variété sont souvent inégaux. Mais, tous composés avec verve demeurent animés d'une très fière, très généreuse palpitation française et à ce titre ils méritent d'être lus et propagés. On sent qu'ils s'évaden de l'égoïsme domestique et, avec le souci de l'intérêt général, sont remplis d'un sentiment de vaillance, de bonne humeur et de solidarité. Par frissons

successifs s'éveille tout ce qu'il y a d'héroïsme et de bonté au fond de l'âme populaire. Celle-ci juge comme il convient le sort de ceux qui se battent : les fils, les frères, les maris, et de ceux qui attendent : les vieillards, les femmes, les enfants. D'où, deux parts de force pendant la guerre : les forces de combat et les forces de conservation. Donc deux devoirs : pour ceux dont le bras est armé, celui de frapper; pour ceux qui restent, celui de secourir et de consoler.

Ce livre communique de nobles émotions, contient pour l'heure présente très précieux réconfort et de fort utiles leçons, pleines d'énergie et de courageux sentiments. H. M.

Joseph Reinach. — *Les Commentaires de Polybe, quatrième série.* Paris, 1 vol. in-16 de XI-394 p., E. Fasquelle, 1915.

Nos lecteurs connaissent trop bien maintenant cette histoire au jour le jour de la grande guerre pour qu'il soit nécessaire de la leur recommander. Ils ont pris l'habitude de revivre dans ces pages, où l'émotion du moment reste encore toute frémissante, les heures récentes. Les historiens de demain y trouveront un précieux document : la transcription quotidienne d'une opinion éclairée, raisonnable et raisonneuse, qui reflète à merveille notre sentiment national.

A. Masson. — *L'Invasion des Barbares* (1914-1915). Paris, Boccard, 1 vol. in-16 de 397 p., s. d. (1915).

Nous avons déjà signalé (t. XXXIV, p. 360) le premier volume de cette collection. L'auteur en poursuit la série avec la même abondance de documentation. Il dépouille attentivement la presse quotidienne et en donne un résumé chronologique maniable et pratique.

L. Sainéan. — *L'Argot des Tranchées.* Paris, Boccard, 1 vol. in-16 de 166 p., 1915.

Étude attentive et méthodique de la langue des militaires français de 1914-1915, avec des documents et un lexique. Travail digne de l'attention des philologues et des amateurs de néologismes.

E. Plumon. — *La vérité sur la guerre. La Documentation* (guides Plumon. Paris, 16, av. de Friedland, 1 broch. in-12 de 88 p.).

L'auteur a eu l'idée de grouper les publications relatives à la guerre dans un ordre méthodique qui rende la recherche facile. Ce premier classement est loin de réunir tout ce qui a paru en la matière. C'est une ébauche qui pourra rendre quelques services.

Les Tables Bibliographiques bimensuelles de la Librairie française (Lib. Segaud, à Arras, provisoirement à Caen, 1, rue Blériot) ont commencé, dans leurs numéros de février et février-juillet 1915, la publication d'une Bibliographie de la guerre qui rendra les plus grands services aux chercheurs. Ils y trouveront, outre l'indication des ouvrages publiés sur le sujet, le dépouillement d'une grande partie de la presse périodique. Cette publication, si elle est poursuivie comme le promet son auteur, constituera un moyen d'information très précieux.

Henri Malo. — *Le Drame des Flandres. Un an de guerre, 1er août 1914-1er août 1915*, 1 vol. in-16 de 311 p., Paris, Perrin, 1916.

Romancier, poète, historien, M. Henri Malo vient d'écrire un volume qui n'est pas un roman, nous dit-il, mais une narration historique, à la fois légère et sérieuse : sérieuse, car il apporte un témoignage direct et sincère de ce qu'il a vu, — légère, par la forme alerte et séduisante qu'il donne à son récit. Dans ces pages consacrées au *Drame des Flandres*, les descriptions, les paysages, les anecdotes se succèdent, avec le charme des heures paisibles, l'émotion des journées tragiques et sanglantes, toute la vie en un mot si diverse et, dans le fond, si douloureuse que marqua pour la terre flamande une année de guerre. C'est avec des livres de cette sorte, écrits au jour le jour et fruits d'une observation avisée, que les historiens futurs pourront établir une œuvre utile et profonde. Les relations officielles et les froids documents ne suffiront pas à cette tâche : il faudra recourir aux monographies, vivantes, tracées en marge de la grande guerre,

et celle de M. Malo sera recherchée parmi les plus précieuses.

B. Combes de Patris.

Jean Pelissier. — *L'Europe sous la menace allemande en 1914*, 1 vol. in-16 de xv-331 p., Paris, Perrin, 1915.

M. Jean Pélissier vient de réunir en volume les études qu'il publia, lors d'un voyage en Europe, de février à juillet 1914, dans les volumes du journal *La Dépêche*. Il alla successivement en Angleterre, en Allemagne, en Russie et en Autriche, cueillir sur place des observations sur l'état de l'opinion, les difficultés intérieures et les grands problèmes soulevés par les rivalités nationales. Il eut des entretiens avec les chefs de partis et les hommes les plus en vue de chaque pays. De cette série d'interviews qu'il rapporte très impartialement, il dégage les conclusions générales. En les groupant sous quatre chefs : le Pacifisme anglais, l'Impérialisme allemand, l'Énigme russe, l'agonie de l'Autriche, il reproduit, dans l'ordre où elles parurent et avec quelques notes explicatives, ces études courtes, mais substantielles, où sont traitées la plupart des questions de la politique contemporaine. Il ressort de cette série d'observations attentives et froides, le malaise profond que l'impérialisme allemand faisait dès lors peser sur l'Europe et dont l'auteur signalait le danger croissant. Aujourd'hui que les événements ont si généralement confirmé la netteté de ses vues et la justesse de ses précisions, on éprouve un grand intérêt à relire ces pages, tableau précis de l'Europe, dans les premiers mois de 1914 et utile contribution à l'histoire de l'*Avant-guerre*.

B. Combes de Patris.

G. Jollivet. — *Trois mois de guerre, février, mars, avril 1915*, Paris, Hachette, 1 vol. in-16 de 291 p. avec plans, 1916.

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler la première partie de cette encyclopédie de la guerre, couvrant la période d'avril 1914 à février 1915 et de dire tout l'intérêt qu'elle présente. Ce deuxième volume, composé sur le même plan, amélioré encore et développé par l'expérience, nous présente une des plus intéressantes séries historiques qui auront été publiées sur la guerre. Le chercheur y trouvera dans un classement méthodique tous les faits essentiels de la période. Ce sera pour lui le manuel pratique qui, en l'instruisant de beaucoup de choses, lui permettra, par ses précisions de dates, de compléter ses informations dans les journaux quotidiens ou dans les recueils de documents.

B. Combes de Patris. — *Souvenirs de Valmy (1915)*. Rodez, 1 broch. in-8° de 18 p., 1916.

L'auteur de cet opuscule a pris une part active et brillante à la dernière campagne. Les hasards de celle-ci l'ont amené jusqu'à la colline de Valmy. Il en prend occasion pour nous donner, avec des impressions de sa vie militaire très vivantes et d'un coloris charmant, des réminiscences historiques adroitement mises en valeur sur l'expérience des faits actuels.

Capitaine Devaux. — *Deux ans dans le Haut-Oubangui*, Paris, Victorion, 1 broch. in-16 de 78 p., 1913.

Carnet de campagne d'un officier colonial, où l'on trouvera des impressions intéressantes et des faits d'expérience instructifs. Le capitaine Devaux a vu à l'œuvre les missions allemandes avant Agadir.

Le propriétaire-gérant : Félix Alcan.

Coulommiers. — Imp. Paul BRODARD.

145

NOS GRANDES COLONIES ET LA GUERRE

I. — INDOCHINE

La situation politique, économique et financière de l'Indochine française à la veille de la guerre était des plus satisfaisantes dans l'ensemble. Sans doute venait-on de traverser deux années de déficit de la récolte de riz en Cochinchine (1911 et 1912), base fondamentale de la prospérité de la colonie; mais, dès 1913, l'exportation totale de cette denrée était remontée, de 817,000 tonnes en 1912, au chiffre de 1,286000 tonnes, dont 1,173,000 pour le port de Saïgon. Le commerce général avait atteint 651 millions de francs. Le pays était parfaitement calme, sauf un peu d'agitation, d'une faible portée, au Tonkin. Les budgets de 1912 s'étaient soldés — malgré la mauvaise récolte — par plus de 13 millions de francs d'excédents de recettes (dont 7,880,000 francs pour le budget général et 5,300,000 francs pour l'ensemble des budgets locaux). L'avoir des caisses de réserve s'élevait au 30 juin 1913 à 35 millions et demi de francs — dont 23 millions et demi pour le budget général. La charge de l'impôt, par tête, pour les 16 millions d'habitants de la Cochinchine, du Tonkin, de l'Annam, du Cambodge et du Laos, — très variable d'un pays à l'autre, — dans l'ensemble ne dépassait guère 9 francs, — et la charge annuelle des annuités des divers emprunts : 1 fr. 15 par tête.

Bien que l'Indochine ait continué à vivre de sa vie propre, la guerre la plus formidable qu'enregistre jusqu'ici l'histoire, et à laquelle la France est plus particulièrement mêlée, n'a pas pu ne pas avoir des répercussions dans sa colonie lointaine. Nous nous proposons de passer en revue la première et d'examiner les secondes au triple point de vue déjà indiqué : politique, économique et financier. Des faits exposés, quelques conclusions se tireront d'elles-mêmes. Elles

s'imposent, pensons-nous, plus particulièrement à l'attention au moment où de graves événements se multiplient en Extrême-Orient. Quelque absorbante que doive être l'œuvre de reconstitution métropolitaine, la France, — qui s'est ressaisie et qui donne au monde un si admirable exemple — se doit à elle-même d'être, lors de la paix à la hauteur de toutes les tâches qui s'offriront à sa confiance en elle-même reconquise, et à son énergie encore sous la tension de l'épreuve.

I. — Situation économique.

L'épreuve que nous traversons allait fournir une pierre de touche exceptionnellement sensible pour le loyalisme indigène ; permettre de se rendre compte si les prédictions pessimistes des détracteurs systématiques de notre œuvre coloniale en Extrême-Orient, ou les doutes des esprits ultra-prudents ou des indifférents qui constituent l'immense majorité métropolitaine, avaient quelque fondement.

Après dix-huit mois de guerre, les faits sont concluants. Ils le sont d'autant plus que, soit par la réduction forcée aux limites les plus strictes de nos troupes métropolitaines stationnées dans la colonie, soit par la mobilisation et l'envoi en France des plus jeunes classes d'une partie de notre personnel administratif, nos moyens d'action se sont trouvés notablement diminués. Sans doute, il y a bien eu quelques troubles locaux. Mais, en les passant rapidement en revue, on verra qu'ils se sont généralement bornés à la périphérie d'une immense frontière; qu'ils n'ont été graves nulle part; qu'ils ne se sont produits ni en Cochinchine[1] ni en Annam, ce dernier pays étant pourtant le moins administré du groupe des cinq unités qui forment l'Indochine française; et qu'enfin, on a pu, dans plusieurs cas, y retrouver, ou y soupçonner fortement, la main allemande.

C'est au Tonkin que les premières manœuvres se sont révélées. Il fallait s'y attendre. Le petit clan de mécontents politiques qui se rattachent encore au mandarin Pham boi châu et au prince Cuông dé, fauteurs des troubles de 1908 en Annam et au Tonkin (tentative d'empoisonnement des artilleurs français à Hanoï), réfugié dans le

1. Voir cependant plus loin, note 1, p 149, un écho de la toute dernière heure.

Sud de la Chine, cherche toujours des occasions de faire naître un mouvement auquel pourraient se joindre les quelques rares survivants des bandes de pirates de la conquête, auxquelles manque heureusement, depuis février 1913, l'appui du vieux chef qui nous avait donné, encore en 1909, pas mal de difficultés : le Dé-tham. C'est ce groupe dont on saisissait les menées dans l'assassinat du tong-doc de la province de Thaï-Binh et le jet de bombe à Hanoï en avril 1913. Deux commencements de complots de même origine furent découverts à Hanoï en octobre et en décembre 1914 et étouffés dans l'œuf, sans qu'ils aient eu aucune répercussion dans la masse indigène. Il en fut de même (6 janvier 1915) d'une petite tentative sur le poste de Phuto. Sur la frontière chinoise, — où il y avait eu, en janvier 1914, une petite invasion d'une bande mi-annamite, mi-chinoise, de 200 fusils, dans la province de Langson, — on ne peut signaler, en 1915, qu'une tentative avortée de passage en Chine, avec armes et bagages, de quelques légionnaires allemands de la section de discipline de Nam-nang, dans la province de Caobang; une attaque facilement repoussée; d'une centaine de fusils chinois et révolutionnaires annamites contre le poste de Ta-lung, dans la même province, en mars 1915, attaque et, au début de 1915 également, un complot immédiatement réprimé dans la province de Moncay, ayant son centre dans la ville frontière de Tong-hinh, et où les intrigues des consuls allemands du Sud de la Chine et leur argent sont apparus nettement.

En octobre 1914, un petit mouvement, tout local, d'une centaine de Mans — (population originaire de la Chine) — assaillit trois postes de la rive gauche du Fleuve Rouge, et fut très rapidement dispersé. Il en a été de même pour une petite attaque de Muongs, bande d'une centaine d'hommes armés de quelques fusils indigènes, dans la province de Ninh-Binh. Ces quelques troubles auraient parfaitement pu se produire — sauf celui de Tong-hing — même en l'absence de guerre. Ils sont inévitables dans un pays conquis. Ils impressionnent peut-être encore une partie de l'opinion métropolitaine parce que, comme c'est à peu près exclusivement à leur occasion que l'on parle du Tonkin dans la presse, le public associe forcément le nom de la colonie à des événements de ce genre. Ils sont sans importance réelle. La leur attribuer, c'est commettre la même erreur d'optique que celle qui

consisterait à conclure des assassinats et attaques à main armée — proportionnellement d'ailleurs plus nombreux — des grandes villes d'Europe ou d'Amérique à l'insécurité absolue de ces centres.

La main de l'Allemagne s'est révélée aussi dans le mouvement un peu plus important de piraterie chinoise, qui, parti de la frontière du Laos et du Yun-nan (région perdue de Muong-hou), grossi des contrebandiers en armes d'opium, et encouragé par un chef thai (laotien) destitué, est venu échouer dans la province de Sam-neua, près de l'Annam, où deux Européens et quelques gardes indigènes ont été tués. Une petite colonne, sous le commandement du colonel Friquegnot, un ancien membre de la mission Pavie, auquel on doit des travaux topographiques et cartographiques remarquables sur l'Indochine, — s'occupe de nettoyer définitivement le Haut-Laos de ces intrus, qui n'ont pu pénétrer chez nous qu'à cause de l'éloignement et de la difficulté d'accès de leur point de départ, et aussi du manque de surveillance des autorités chinoises de la frontière, qu'il serait nécessaire de rendre responsables en vertu du nouveau règlement de police frontière intervenu à la suite des incidents de la province de Lang-son, en 1914. Les Chinois de Muong-hou ont eu leurs bandes augmentées d'un petit groupe d'hommes-liges du Chao-fa de Muong-Sing, et de ce chef féodal Thai lui-même, dont nous avions respecté jusqu'ici les prérogatives héréditaires, mais sans que cet élément nouveau puisse entraîner les moindres conséquences sérieuses (population totale de Muong-Sing : environ 15,000 habitants. Un territoire militaire a été créé dans le Haut-Mékong et la haute rivière Noire — et beaucoup de bons esprits pensent que cette ceinture militaire de notre possession du côté de la Chine n'aurait jamais dû être dénouée, et que, surtout avec les événements qui se passent actuellement en Chine, la reconstitution complète des Territoires militaires s'impose plus que jamais.

Au Cambodge, quelques mouvements se sont produits en 1914 et 1915, chez les aborigènes Pnongs, toujours à peu près insoumis, exploités d'ailleurs par les Annamites et les autres races, troubles qui ont malheureusement entraîné la mort de deux jeunes administrateurs dont l'un, M. Henri Maître, s'était distingué par des explorations, fructueuses en observations intéressantes d'ordre géographique et ethnographique, dans le Sud indochinois. Des postes de

milice ont été installés et la pacification se poursuit. Quelques villages des environs de Battambang ont eu à souffrir des tentatives d'une bande de malfaiteurs, tentatives d'ordre criminel ordinaire plutôt que politique, bien que le voisinage du Siam, où se trouvent quelques réfugiés politiques annamites, et la proximité de régions forestières où toute poursuite est difficile, soient propices à des faits de ce genre, surtout dans une région récemment annexée, où nous avons remplacé un Gouverneur autrefois à peu près indépendant, même de Bang-Kok.

En Cochinchine, comme nous l'avons dit, la tranquillité est restée complète en 1914 et en 1915[1]. Tout au plus y a-t-il eu, — dans les premières semaines qui ont suivi la déclaration de guerre — un instant de flottement au point de vue économique, en ce sens que, sous des influences chinoises probablement, le bruit avait commencé à se répandre dans les campagnes, que le billet de la Banque de l'Indochine ne serait pas remboursé. Ordre fut donné du tac au tac de rembourser à guichet ouvert dans toutes les caisses publiques, et le mouvement s'arrêta immédiatement.

Rien à signaler non plus en Annam, même dans les provinces où l'influence des lettrés, encore, au fond, trop souvent secrètement hostiles, est restée grande. Même en tenant compte de l'impénétrabilité plus marquée de la masse annamite aux nouvelles du dehors dans cette partie de la colonie, — ce résultat est d'autant plus satisfaisant que les incidents signalés plus haut de Sam-neua avaient lieu non loin d'une région où la situation est, de tout temps, délicate, celle des cantons Muong du Thanh-hoa. Ce calme a régné même pendant les réunions considérables — et d'éléments plutôt frondeurs — qu'ont comporté, cette année précisément, les examens triennaux, pour lesquels plus de 10,000 étudiants étaient inscrits dans les centres de Vinh, de Hué, de Binh-dinh et de Thanh-hoa. Avec les parents et amis qui ont coutume d'accompagner les candidats, cela a fait une agglomération de 15,000 personnes à Hué par exemple pendant la plus grande partie du mois que dure le concours. La rentrée des impôts, — critérium infaillible de la situation poli-

1. On signale, au dernier moment (fin février 1916) un petit mouvement sans portée, et promptement réprimé à Saïgon (Révolte de prisonniers de droit commun).

tique — s'est opérée sans encombre, bien que la sécheresse ait éprouvé certaines provinces, le Nghêan par exemple. Il en a été de même, nous le verrons, partout ailleurs, même au Tonkin, malgré une inondation d'une étendue exceptionnelle.

Donc, malgré quelques incidents dont il convient, nous venons de le voir, de ne pas exagérer la portée, — la situation politique est restée, dans son ensemble, pleinement satisfaisante — et l'épreuve à laquelle il a été soumis a fait ressortir le loyalisme de nos sujets et protégés. Ils ont été plus loin. Laissons de côté les manifestations protocolaires et pour ainsi dire obligatoires des autorités indigènes et leurs assurances de sympathie. Il n'en demeure pas moins que les indigènes, surtout en Cochinchine et au Tonkin, se sont associés, avec une générosité très grande et souvent spontanée, aux souscriptions recueillies pour le Comité de Secours national et pour la « Journée du 75 ». Quel qu'ait été l'empressement patriotique de nos propres compatriotes — et il a été très grand, de même que leur charité pour toutes les œuvres de guerre — c'est, il ne faut pas l'oublier, bien réellement surtout de la poche des indigènes que sont sortis les *7 millions de francs* recueillis en Indochine comme dons et contributions pour venir en aide aux victimes de la guerre. Il serait bon de faire connaître aussi à un plus grand nombre de Français — comme l'a déjà fait le *Bulletin de l'Asie française*[1] — quelques marques touchantes de l'attachement réel d'un grand nombre d'Annamites pour nous, et, en tous cas, la façon délicate dont ils ont quelquefois exprimé leur loyalisme, comme ces cérémonies rituelles organisées dans les pagodes de certaines provinces de Cochinchine en l'honneur des soldats français morts pour la patrie. Plusieurs jeunes Annamites ont demandé en Indochine à partir comme volontaires, et les pupilles de l'Alliance française qui se trouvaient en France l'ont demandé aussi, assure, dans l'article sus-visé, quelqu'un qui les connaît bien, et est bien placé pour le savoir : « chaque fois qu'ils avaient l'âge et la vigueur nécessaires pour servir ». L'un d'eux, le soldat Tran Thanh Can, de Cochinchine, diplomé de l'École d'Agriculture de Tunis et de l'École d'Agriculture Coloniale de Nogent-sur-Marne, engagé au 112e d'infanterie, a été cité à l'ordre

1. N° de janv., mars 1915.

de son corps d'armée (*J. O.*, 3 février 1915, p. 565), et il y a eu d'autres citations. Les Laotiens et les Cambodgiens faisant leurs études en France ont demandé aussi à servir.

Les premiers appels de réservistes indigènes des corps de tirailleurs en Cochinchine et au Tonkin pour être employés comme *ouvriers militaires* dans les fabriques d'obus, les poudreries, etc., n'ont donné lieu à aucun mécompte quant à la ponctualité avec laquelle il y a été répondu. Déjà plus de 4,000 de ces « ouvriers » sont arrivés en France, et on en attend beaucoup d'autres. Limités à ce rôle d'auxiliaires ils peuvent rendre de très grands services, mais bien que nos troupes indigènes se soient bien battues en Indochine contre la piraterie et en Chine au moment de l'expédition des Boxers, ce serait une erreur de compter sur une « armée jaune » en Europe — et on ne peut que s'étonner de voir la constitution de celle-ci prônée par des officiers coloniaux de mérite comme le général Pennequin ou dans des Revues importantes[1]. Deux raisons, et la première même à elle seule, suffisent à décider la question dans le sens de la négative : une troupe d'Annamites n'a pas la force physique nécessaire à une campagne moderne d'hiver en Europe; l'exemple de ce qui s'est passé en Chine n'est pas concluant, car il s'agissait d'une expédition d'été, dans un pays voisin, de mœurs analogues, avec lequel d'ailleurs l'Annamite avait à régler un vieux compte d'oppression millénaire, et d'exploitation économique encore contemporaine.

II. — Situation économique.

La tranquillité qui a régné dans l'ensemble de l'Indochine, et la participation généreuse des indigènes aux souscriptions pour la guerre, même au Tonkin, sont d'autant plus à noter que, au Tonkin précisément, l'année 1915 a vu l'inondation du Fleuve Rouge la plus formidable que l'on ait enregistrée depuis longtemps.

1. Article de M. Farjenel dans la *Revue de Paris*. Tous ceux qui ont lu les livres de M. F. sur la Chine et les Chinois savent qu'ils sont l'œuvre d'un savant de cabinet, — beaucoup plus ferré sur *les* caractères que sur *le* caractère des habitants du Céleste Empire, malgré un voyage d'environ un an en Chine, où il n'a pas vu d'ailleurs du tout l'intérieur du pays sauf quelques villes fréquentées des Européens comme Yun-nan-fou et Hank'eou. Il est au courant des divergences *théoriques* des partis politiques chinois sans avoir le sentiment des réalités vivantes, à notre avis.

1913 avait déjà marqué assez fâcheusement à ce point de vue, et rappelé, — en les aggravant — les souvenirs de la dernière grande inondation précédente, celle de 1905, qui avait causé pour 18 millions de francs de dégâts pour la récolte seule. Nous n'avons pas encore de chiffres assez précis pour pouvoir dire exactement ce qu'ont pu représenter les pertes : destruction de digues, de routes, d'ouvrages d'art, etc., déficit de récoltes, bestiaux noyés, etc., mais elles ont été certainement très considérables, et la compensation du limon fécondant apporté par l'inondation même est loin de compte. Ce fléau a été d'autant plus ressenti par le paysan d'une grande partie du Delta, — où se trouve, on le sait, accumulée presque toute la population (5 millions sur les 6 environ que compte le Tonkin) —, que la guerre a naturellement gêné les transactions, en ce qui concerne surtout l'exportation vers l'Europe, comme nous allons le voir. Malgré ces conditions défavorables, nous verrons aussi non seulement que le budget de 1914 s'est soldé en plus-value, ce qui est remarquable puisque c'est l'année *qui suit* l'inondation où se fait surtout sa répercussion budgétaire, mais, lors du récent Conseil de gouvernement, le Résident supérieur du Tonkin a pu annoncer que les impôts indigènes avaient rapporté pour le premier semestre de 1915 4,421,000 piastres contre 4,395,000 piastres à la même date de l'année précédente. Il prévoyait pourtant un déficit final et la nécessité de dégrèvements. Mais il espérait boucler cependant son budget avec des prélèvements sur la caisse de réserve et l'aide de celle du budget général. Nous reviendrons, dans le troisième paragraphe, sur cette question et sur celle des remèdes à l'inondation. Il n'en demeure pas moins que les recettes de 1916 se ressentiront de la situation.

Pour nous en tenir à la situation économique, et toujours au Tonkin, il est certain que, en dehors de l'atteinte portée à la base fondamentale de la récolte du riz, et de la diminution, par conséquent, de son exportation (109,000 tonnes en 1914 contre une moyenne de 180,000 tonnes pour 1909-13) les mauvaises conditions climatériques auront aussi leur répercussion sur la récolte du maïs en 1915, car en 1914 les envois ont été de 59,569 tonnes, supérieurs de 6,000 tonnes à la moyenne quinquennale précédente. D'autre part, la mobilisation — bien que partielle — n'en a pas moins gêné les entreprises euro-

péennes de colonisation et de mines. En ce qui concerne celles-ci cependant il y a lieu de signaler que l'exportation des minerais a encore atteint 20,696 tonnes en 1914 contre 29,000 en 1913. Le zinc tient toujours la tête avec 19,500 tonnes; l'antimoine a atteint 882 tonnes et l'étain et le wolfram 216 tonnes. De riches gisements de calamine dans la province de Backan (Chodien) sont entrés en exploitation, et si l'on compare la production et l'exportation des minerais pour le deuxième semestre de 1914 avec celle du premier semestre, on a le sentiment très net que, sans la guerre, les chiffres de 1914 eussent été beaucoup plus importants. Les chiffres de 1915 ne sont pas encore publiés, mais nous savons qu'il y a reprise. En tout cas, à la fin de 1914, il y avait 162 concessions minières instituées, contre 130 en 1913 et bien que le nombre des *permis de recherche* eût diminué, au 1er janvier 1915 de 3,109 à 2,005 (dont 1,674 au Tonkin) il y a encore là une large marge pour la mise en œuvre réelle. Le nombre des ouvriers indigènes employés était de 15,000, dont 9,162 dans les mines de combustibles. La production totale de la houille a été de 620,000 tonnes en 1914 et son exportation de 325,000 tonnes. Quoiqu'elle soit tout à fait à son début, ou plutôt à cause de cela même, il y a lieu de signaler l'embryon d'exploitation de charbons *gras* (20 p. 0/0 de matières volatiles ; la houille maigre de la plupart des gisements du Tonkin n'en contient pas plus de 8 p. 0/0 en moyenne) de la région de Phunhoquan (province de Namdinh), gisements encore insuffisamment reconnus mais qui peuvent être intéressants. Se rattachant à l'industrie minière, on peut signaler que la production de notre belle cimenterie d'Haiphong a légèrement dépassé en 1914 (52,610 tonnes) celle de 1913 (51,901 tonnes), mais l'exportation a légèrement diminué : 32,800 contre 35,400 tonnes. En revanche celle de la pierre à ciment a dépassé en 1914 le record antérieur et atteint 120,000 tonnes, qui vont d'ailleurs alimenter l'usine rivale de Green Island, près de Hongkong.

Les exportations sur le Yunnan de nos filés de coton du Tonkin ont été en progrès, en 1914 : 2,154 tonnes, au lieu de 1,712 tonnes en 1913 et 1,570 tonnes en 1912. Les importations de filés indiens et japonais ne se chiffrent plus que par 1,600 tonnes, à peu près sans changement sur la moyenne quinquennale. Les deux petites filatures à vapeur de soie de Namdinh Thaibinh avaient traité plus de

100,000 kilogrammes de cocons en 1913, chiffre qui n'avait jamais été atteint et qui eût été probablement maintenu en 1915, étant donnée la hausse du prix de la soie en Europe, si les mûraies n'avaient pas souffert de l'inondation. L'exportation de café en 1914 a marqué malgré tout un record : 2,376 quintaux (moyenne quinquennale précédente : 1,734 quintaux) chiffre bien peu important mais qui eût grossi en 1915 par suite du jeu de la loi supprimant les droits à l'entrée en France sur les cafés et thés coloniaux, si la guerre n'était pas intervenue. En ce qui concerne le thé, l'exportation vers l'étranger a passé, en 1914, de 663 à 1,248 quintaux (France : 101 quintaux seulement). L'huile de ricin a été en sensible augmentation (8,996 quintaux, maximum antérieur : 6,562 quintaux), ainsi que l'huile à laquer. L'huile de badiane, au contraire, une spécialité tonkinoise, a été très faible (482 quintaux d'une valeur de 530,000 francs — contre 2,301 quintaux en 1913). Cette baisse énorme tient, entre autres causes, à la fermeture du marché de Hambourg, destination finale principale de ce produit. Les prix s'en sont ressentis. De 320 $ le picul (60 kg. 400) au 1er janvier 1914, ils sont descendus à 180 $ en août.

En fin de compte, le mouvement commercial (commerce général) du Tonkin, qui, pour les deux premiers trimestres de 1914, se soldait en augmentation de 4 millions 1/2 de francs pour l'exportation et de 7,300,000 francs à l'importation par rapport à 1913, a néanmoins accusé une baisse finale, par rapport à cette même année, de 25 millions de francs à l'importation (dont 7 millions pour les provenances de France) et de 17 millions à l'exportation (dont 4 millions pour les produits envoyés en France). Le transit de et pour le Yunnan a perdu 7,670,000 francs (50,636,000 francs au lieu de 58,256,000 francs en 1913).

L'Annam — 17 millions 1/2 de francs de commerce *direct* en 1914 — et le Cambodge, 6 millions 1/2 de francs de commerce *direct*, comportent d'autant moins, dans leur faible total, une analyse un peu détaillée, dans une revue rapide de ce genre, que la baisse de 1914 par rapport à 1913 a été insignifiante (500,000 francs) pour l'Annam ; et que le Cambodge a même été en augmentation de 300,000 francs par suite d'une légère reprise de l'exportation du bétail cambodgien sur les Philippines. Les envois du bétail indo-chinois aux Philippines ont atteint jusqu'à 25,000 têtes en 1910, en majeure

partie des bœufs des buffles ont été exportés aussi) et en majeure partie de provenance cambodgienne — mais venant aussi du nord et du sud Annam. Il y a donc place pour une contribution de l'Indochine (à condition d'installations d'ailleurs dispendieuses) pour les fournitures de viandes congelées que l'on projette mais, dans un pays aussi soumis aux épizooties il sera bon de ne pas s'exagérer les capacités de la colonie à ce point de vue. Les exportations de l'Annam en France ont de leur côté augmenté de 1 million de francs en valeur en 1914. Mais, encore une fois, les chiffres de l'Annam et du Cambodge *isolés* ainsi que la remarque en a été faite bien souvent n'appellent pas de conclusions décisives même pour ces pays, puisque le nord de l'Annam dépend économiquement du Tonkin, et du sud de la Cochinchine; et que le vrai port du Cambodge continue à être Saïgon.

C'est la Cochinchine (avec l'appoint du Cambodge, du Laos et du sud Annam) qui continue à être le point vital de l'ensemble indochinois, puisque son mouvement (commerce général) a été de 378 millions en 1914 sur un total, pour toute l'Indochine, de 598 millions. Ici encore il faut distiguer suivant les périodes. A la fin du premier semestre de 1914, le commerce total de la Cochinchine était en augmentation de 27 millions de francs par rapport à la même période de 1913 — et le gain s'inscrivait aussi bien aux importations qu'aux exportations, à la seule exception des expéditions vers les autres colonies françaises. Au 31 décembre 1914, le déficit total n'était que de 9 millions. Les importations de France avaient baissé de 10 millions de francs par rapport à 1913, tout en atteignant encore 57,675,000 francs ; les importations de l'étranger marquaient une perte de 2 millions seulement. Mais les exportations vers la France se soldaient par une plus-value finale de 3,700,000 francs et celles vers l'étranger, par une plus-value finale de 3 millions de francs, malgré de fortes baisses dans le dernier trimestre, par rapport à 1913. L'exportation dépassait en fin de compte l'importation de 60 millions de francs.

Cette situation tenait à l'excellente récolte de riz de 1913-14 dans le delta du Mékong. Si bien que, malgré la médiocre exportation tonkinoise (109,000 tonnes), l'exportation totale de l'Indochine en riz atteignait *1,418,968 tonnes*, c'est-à-dire à 10,000 tonnes près,

le record de 1907 et que la Cochinchine (avec l'appoint du Cambodge) expédiait, elle, sa quantité record (1,309,000 tonnes, contre 1,260,000 tonnes en 1907). Sans pouvoir entrer ici dans le détail du mouvement du port de Saïgon, disons simplement que le coprah marquait aussi un maximum en 1914, avec 8,156 tonnes expédiées en France (moyenne 1908-12 : 6,701 tonnes). Cela prouve que la culture si intéressante du cocotier, qui dispose dans le Delta cochinchinois et au Cambodge sur les bords du golfe de Siam, d'un terrain d'élection, se répand. Les prix inouis atteints en Europe semblent faits pour l'attirer, bien qu'ils soient dus pour une bonne part à la hausse du fret sur laquelle nous reviendrons. Il y a d'autant plus lieu de favoriser, par tous les moyens, le développement de cette culture du cocotier que notre vieille supériorité en corps gras industriels commençait à pâlir devant les achats de l'Allemagne juste avant la guerre. Le maïs, bien que ne s'étant pas maintenu au chiffre exceptionnel de 33,000 tonnes de 1913, ne le manquait que de peu (30,000 tonnes) et permettait de compléter tout de même, avec un léger appoint de l'Annam, à 99,000 tonnes (avec les 59,000 tonnes du Tonkin) les exportations de 1914 dont 93,800 tonnes pour la France. Le coton (cambodgien) s'est maintenu aux environs de 5,000 tonnes, avec, comme toujours, le Japon comme destinataire principal, bien que fait intéressant la France ait enregistré un envoi de 2 tonnes 1/2. Le poivre a souffert de la sécheresse en Cochinchine et au Cambodge, d'où baisse dans l'exportation (3,249 tonnes, dont 2,618 tonnes sur la France, au lieu de 4,626 tonnes de 1908 à 1912 en moyenne, et de 4,179 tonnes en 1913). Le caoutchouc de plantation au contraire est en augmentation constante, comme il fallait s'y attendre, avec les 3 millions d'hévéas plantés, dont des dizaines de mille entrent chaque année en rapport. Il a été expédié 135.000 kilogrammes de caoutchouc de plantation sur la France en 1914 et 45,500 kilogrammes sur Singapour.

Tout compte fait, l'année 1914 se soldait au *Commerce général* par une perte de 52,600,000 francs (598,830,000 francs contre 651,497,000 francs en 1913) dont 39 millions à l'importation et 13 millions à l'exportation (sur l'étranger exclusivement). Le *commerce spécial* n'accusait plus que 25 millions de pertes à l'importation, dont 19 millions de France, et l'exportation était même en gain léger de 2,367,000 francs. Le total du *commerce spécial*

(498,575,000 francs) se comparait comme suit avec celui de l'année 1913 et de la période quinquennale précédente :

	1914			1913			MOYENNE 1908-1912		
	Import.	Export.	Total.	Import.	Export.	Total.	Import.	Export.	Total.
De ou vers France . . .	84	76 5	160 6	103 2	75	178 3	86 8	55	141 8
— colonies françaises . . .	5 8	4 2	7	4 2	5 5	9 7	5 4	2 1	7 5
— étranger . .	110 7	209 9	339 8	128 2	204 8	333	111	164 1	275 1
Totaux	210 7	287 8	498 5	235 7	285 4	521 1	203 4	221 3	424 4

Pour l'année 1915, nous n'avons pas encore les chiffres définitifs. Dans son éloquent discours à l'inauguration du Conseil de Gouvernement de l'Indochine à Hanoï, le 25 novembre dernier, M. le Gouverneur général Roume annonçait que, pour les trois premiers trimestres de l'année, le commerce général accusait une baisse de 102,500,000 francs et le commerce *spécial* une diminution de 68 millions de francs seulement portant surtout sur l'*importation* (58,573,000 francs, dont 40,239,000 francs de France), l'exportation n'ayant baissé que de 9,462,000 francs. Fin septembre, les expéditions de riz au dehors, baromètre de la situation de la colonie, s'élevaient à 1,077,000 tonnes contre 1,105,000 tonnes à la même date en 1914, soit une diminution insignifiante de 28,000 tonnes.

Depuis d'ailleurs, nous avons quelques chiffres pour l'année entière 1915, en ce qui concerne *la Cochinchine* (nous savons qu'il y a malheureusement eu au Tonkin une inondation exceptionnelle du Fleuve Rouge). Ces chiffres sont ceux du bulletin de quinzaine de la Chambre de Commerce de Saïgon, qui ne correspondent pas toujours exactement avec ceux de la douane — (mais les divergences ne sont jamais considérables). Au 31 décembre 1915, l'exportation des riz de Cochinchine avait atteint 1,091,000 tonnes. Après Hongkong : la France, les Indes néerlandaises, Singapour et les Philippines avaient été dans cet ordre les plus gros acheteurs. Le Japon n'a rien pris, au cours de l'année 1915. Les maïs s'inscrivaient pour 4,614 tonnes (un record). Le caoutchouc de plantation a passé à

296,400 kilogrammes (180,000 kg. en 1914). Le poivre a été en hausse légère avec 4,000 tonnes. Le coton et le coprah ont marqué au contraire une baisse.

Les renseignements de la dernière heure (25 février 1916) font prévoir une très belle récolte pour la campagne rizicole en cours en Cochinchine. Le bruit court (sous toutes réserves, étant donné l'absence d'un service de statistique agricole comparable à celui de la Birmanie) de disponibilités pour l'exportation de 1,500,000 tonnes. Sans parler d'un emploi plus large du riz, étant donné le prix des avoines en France (37 à 38 fr. le quintal, au lieu du prix courant de 20 fr. environ avant la guerre), il y aurait évidemment des importations intéressantes de *paddys* (riz non décortiqués) à faire pour la nourriture des chevaux, qui le mangent volontiers. Le paddy valait à Cholon (le grand marché du riz dans la banlieue de Saïgon) 9 francs le quintal au commencement de janvier de cette année. Même avec un fret (voir plus loin) à 22 francs et plus le *quintal*, il y a encore de la marge. De même l'Indochine pourrait fournir des alcools de riz à un moment où la défense nationale absorbe tant d'alcools pour les explosifs.

La situation économique reste donc bonne, en ce qui concerne l'ensemble de la colonie, puisque ses ventes à l'extérieur ont continué à la fois à la métropole et aux pays qui l'entourent, malgré la hausse du change (la piastre qui valait 2 fr. 30 au début de la guerre vaut actuellement 2 fr. 65) et celle, formidable du fret. Il a déjà été fait allusion à ce dernier. Le transport du riz de Saïgon à Marseille valait normalement 25 francs la tonne avant la guerre; il vaut actuellement jusqu'à 250 francs (200 à 220 *shillings*). La même hausse s'est produite naturellement, quoique à un moindre degré, pour le sens inverse, et l'on comprend que la consommation des produits métropolitains en ait diminué, en dehors même de l'influence de la désorganisation de notre industrie par la guerre. D'ailleurs c'est du *manque de bateaux* plus encore que de la hausse des prix de transports que l'on souffre, l'un du reste expliquant l'autre. Mais, encore une fois, comme l'a fait remarquer excellemment M. le Gouverneur général Roume dans le discours déjà cité, la richesse propre de la Colonie reste intacte. Il a rappelé aussi, fort à propos, que l'Indochine n'a connu ni le moratorium des échéances, ni le cours forcé du billet de banque. La

limite légale de la circulation fiduciaire du billet de la Banque de l'Indochine est loin d'être atteinte. Cette limite maxima est de 62,514,000 francs. Or, au 1er novembre 1915, le montant des billets en circulation n'était que de 33,532,000 francs.

Il est impossible de ne pas dire un mot, dans les circonstances actuelles, du commerce allemand en Indochine. Il y était représenté par deux maisons, installées depuis de très longues années, et dont l'une, très bien organisée d'ailleurs, était très importante, et gérante intéressée — pour la plus grosse part — des deux seules rizeries de Cholon encore entre des mains européennes. La fameuse *Metalgesellschaft* de Francfort s'était assuré la production de plusieurs mines tonkinoises de zinc — et nous avions eu dans la colonie plusieurs prospecteurs de mines allemands, dont un de réputation scientifique réelle. Les importations *directes* d'Allemagne (et d'Autriche-Hongrie) n'étaient pas importantes. En revanche nous envoyions une certaine quantité de riz à Hambourg. Mais c'était surtout par sa *flotte commerciale* que l'Allemagne exerçait en Indochine, — comme dans tout l'Extrême-Orient, — une influence grandissante. Pendant plusieurs années le pavillon allemand a représenté un tonnage de jauge plus important que le pavillon britannique dans le mouvement du port d'Haïphong. La proportion n'a commencé à être renversée qu'en 1911. En 1913, l'année qui a précédé la guerre, le tonnage allemand relevé (à l'entrée) dans les ports de la colonie, représentait 279,500 tonneaux contre 793,500 tonneaux pour le pavillon français et 838,000 tonneaux pour le pavillon britannique. Il était suivi, comme importance, par le pavillon japonais (215,000 tonneaux), qui a certainement dû le remplacer depuis la guerre. Il jouait (en l'abstention regrettable, il faut bien le dire, du pavillon national) le rôle le plus important pour les transports entre la côte d'Annam et de Hongkong, et un rôle très important, par cela même, dans le cabotage le long des côtes d'Annam.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue, encore une fois, la part prise par le pavillon allemand dans le mouvement maritime au Japon et en Chine, et entre Singapour et Bangkok. Au Siam même et il sera bon de ne pas l'oublier après la guerre les chemins de fer sont entre les mains d'une administration allemande, sauf pour la ligne en construction de Bangkok à Singapour.

III. — Situation financière.

La bonne tenue économique d'ensemble, à laquelle les faits que nous venons de passer en revue dans le chapitre précédent permettent de conclure, explique la situation budgétaire satisfaisante sur laquelle il faut maintenant fournir quelques détails, en indiquant en même temps, sommairement, les principales œuvres d'intérêt public dont cette prospérité financière autorise l'exécution.

Les comptes administratifs de 1914 arrêtés en 1915 se sont soldés en *excédents* comme suit (la piastre comptée à 2 fr. 30, taux budgétaire de 1915) :

Budget général	23 427 500	francs.
Tonkin	1 963 200	»
Cambodge	1 904 400	»
Cochinchine	1 592 700	»
Laos	385 000	»

Les comptes administratifs de l'Annam étaient en retard (l'excédent de 1913 avait été de 562,000 francs).

Les comptes de 1915 ne sont pas encore arrêtés naturellement. Cependant, fin novembre, les recettes du budget général étaient supérieures de 3 millions de piastres (6,900,000 fr. au taux prévisionnel de 2 fr. 30) aux prévisions. Les budgets locaux s'annonçaient en excédent en général, et le Tonkin lui-même, ainsi que nous avons eu l'occasion de le signaler au premier chapitre, malgré l'inondation exceptionnelle de 1915, grâce à sa caisse de réserve et avec l'appui du budget général, espérait surmonter la crise. Il est incontestable d'autre part, comme le faisait remarquer le Résident supérieur par intérim de la Colonie au Conseil de gouvernement de novembre dernier, que la réorganisation administrative et financière de 1911, qui a imputé aux budgets locaux certaines charges autrefois imputées au budget général, les a rendus beaucoup moins élastiques.

Quoi qu'il en soit, il est possible de se faire une idée de la capacité fiscale de l'Indochine par les *projets de budgets* de 1916 qui viennent d'être votés au Conseil de gouvernement. Bien qu'ils soient établis en *piastres*, nous les donnons en francs, en supposant (bien que le taux officiel budgétaire soit prévu à 2 fr. 30) qu'ils s'exécuteront, la guerre se prolongeant, au taux moyen de 2 fr. 60 (taux actuel : 2 fr. 65). Leur traduction en francs *précise* davantage les choses pour des

lecteurs métropolitains — mais c'est uniquement pour *fixer les idées* que nous donnons cette transformation, *qui ne correspond pas aux réalités*.

Budget général	109 305 300	francs.
Tonkin	25 496 500	»
Cochinchine	20 602 700	»
Cambodge	14 487 200	»
Annam	11 574 600	»
Laos	4 101 800	»
	185 568 100	francs.

Mais il faut déduire de ce total les *doubles emplois*, c'est-à-dire les *subventions du budget général aux budgets locaux*. Elles s'élèvent à 2,825,000 *piastres* pour 1916, contre 1,667,000 $ en 1915 et 2 259 000 $ en 1914.

D'autre part, il faut tenir compte, pour la Cochinchine, des bugets provinciaux et communaux, qui ne figurent pas ci-dessus et qui lui restituent, et au delà, une place conforme à sa richesse puisque leur total, pour 1914, a dépassé le chiffre du budget local prévu pour 1916, même en comptant la piastre à 2 fr. 30 au lieu de 2 fr. 60 (21,126,600 fr.). Il faut bien avoir soin de noter d'ailleurs que ces budgets sont employés surtout à des travaux publics (57.6 p. 0/0 des budgets provinciaux; 31.9 p. 0/0 des budgets communaux) et à l'instruction publique et à l'assistance médicale. Les budgets provinciaux du Tonkin ont été incorporés au budget local depuis 1912, de même qu'au Cambodge et en Annam. Ils n'existent pas au Laos.

Les prévisions budgétaires de 1916 pour le budget général sont inférieures de 2 millions de piastres aux recettes *réalisées* pendant les premières années de guerre, et de plus de 5 millions de piastres aux résultats du dernier exercice. La même prudence a présidé aux prévisions des budgets locaux. Elle s'explique — en dehors des circonstances, en ce qui concerne le budget général, — par le fait que les perceptions des droits de douane, qui ont lieu en francs, se ressentent de la hausse de la piastre, puisqu'il faut, par exemple (comme c'est le cas actuellement), une perception de 265 francs, au lieu de 230 francs en 1914, pour que les caisses de l'Indochine reçoivent 100 $. Au début de novembre dernier, le déficit, de ce fait, atteignait 2,641,000 francs pour le budget en cours.

On peut estimer, que la charge approximative de l'impôt par tête

se trouve encore aux environs de 9 francs[1] tandis que le chiffre de l'exportation (*commerce spécial*) serait, approximativement, de 18 francs par tête (1914). La charge *annuelle* des emprunts par tête, serait toujours d'à peu près 1 fr. 15. La dette en capital et intérêts à courir représente toujours environ 58 francs par tête. La charge officielle de l'impôt par tête au Siam, pour le budget général du royaume, — *et sans tenir compte des budgets provinciaux* est supérieur de plus de 4 fr. 50 à la charge par tête de l'impôt en Indochine, le chiffre de l'exportation par tête étant également d'ailleurs supérieur — et même dans une proportion plus forte (24 fr. au lieu de 18 fr.), mais il y a lieu de bien noter que les impôts non officiels au Siam rétablissent, suivant toutes les vraisemblances, l'équilibre à son détriment, même en tenant compte de l'existence d'impôts clandestins dans notre colonie, surtout en Annam.

Quoi qu'il en soit, les caisses de réserve de l'Indochine continuent à accuser, particulièrement en ce qui concerne le budget général, des situations brillantes. Celles-ci présentaient, au 30 juin 1915, un avoir de 50,193,000 francs (à 2 fr. 60) dont 15 millions 1/2 en capital. L'avoir des caisses de réserve des budgets locaux, quoique beaucoup moins surabondant, continue à faire bonne figure, bien que des à-coups comme l'inondation de 1915 au Tonkin, y fassent de fortes brèches.

Ces réserves avaient été accumulées au budget général en vue de l'opération projetée de la *stabilisation de la piastre*. Tout en déclarant que l'administration ne renonçait pas à ce projet, les circonstances ont paru comporter un autre emploi d'une bonne partie de ces disponibilités. Sur la proposition de M. le Gouverneur général Roume, le Conseil du Gouvernement a donc voté, à l'unanimité, que les sommes dues par la Métropole à la colonie pour ses achats d'approvisionnement en riz et maïs ne seraient pas réclamées, et que le montant, soit 11,037,000 francs serait imputé sur la caisse de réserve du budget général. Bien plus, sur la demande du Gouvernement, et alors que le Ministère des Finances avait déclaré ne pas voir la possibilité d'intervenir en faveur de l'Afrique occidentale française, qui traverse une passe difficile du fait du ralentissement de ses rela-

1. C'est le chiffre que j'ai donné dans mon *Essai d'atlas statistique de l'Indochine française* (graphique n° 34 L'atlas contient 88 graphiques et 38 cartes — avec textes. — Imprimerie d'Extrême-Orient. Hanoï-Haiphong, 1914).

tions commerciales avec l'Europe par suite de la guerre — c'est l'Indochine qui vient en aide à sa sœur africaine en se déclarant prête à prendre pour 5 millions de francs de bons de l'Afrique Occidentale. Même avec les prélèvements extraordinaires prévus pour la continuation des travaux de routes, etc.; l'aide à donner au Tonkin à la suite de l'inondation, le déficit à couvrir dans les recettes en francs du fait de la hausse de la piastre, les frais de la campagne de pacification entreprise dans le Haut-Laos, malgré ces charges exceptionnelles, l'avoir de la Caisse de réserve du budget général sera maintenu à un niveau suffisant pour parer à toutes les éventualités.

Il ne saurait être question d'entreprendre ici une analyse, même sommaire, des affectations données aux diverses dépenses des divers budgets indochinois. Nous n'avons pas d'ailleurs sous les yeux le détail des budgets locaux de 1916. Qu'il nous soit cependant permis de rappeler quelques points essentiels.

C'est un lieu commun de parler de l'exagération des dépenses d'ordre purement administratif en Indochine française. Sans prétendre qu'il n'y ait rien à réformer, — loin de là, — on nous excusera de rappeler deux faits trop souvent perdus de vue, et que notre *Essai d'atlas statistique de l'Indochine française* a mis en lumière [1].

Le premier fait, c'est que les dépenses pour les 4,366 fonctionnaires budgétairement prévus en 1914 par exemple (sur une population civile totale de 15,600; les adultes mâles non fonctionnaires se chiffrant par 2,373; les 8,861 restants représentant les femmes et les enfants, que ces dépenses, donc, ne représentaient que le 9.8 p. 0/0 de la valeur du commerce *d'exportation* de la colonie en 1913 (commerce *spécial*), commerce qui mesure la capacité fiscale de l'indigène, et qui, d'ailleurs, n'existerait certainement pas sans notre présence là-bas et l'ordre que notre administration y fait régner.

Le deuxième fait, c'est que *plus du quart* des dépenses de personnel est absorbé par celui des Douanes et Régies — et qu'en ce qui concerne le personnel des Douanes, sa présence est due à ce que la métropole a imposé à la colonie son régime protectionniste. Pour être juste, il convient d'ajouter que les dépenses de personnel *par rapport aux recettes des Douanes et Régies* représentent aussi environ

1. Graphique n° 46. *Tableau d'ensemble du fonctionnarisme Indochinois* et son commentaire (p. 140 et 142-43)

le 9 p. 0/0. Il est impossible d'ailleurs de faire, dans le budget, le départ entre les dépenses de personnel pour les Douanes et celles pour les Régies. Tout ce qu'on peut dire, c'est que les dépenses pour les deux services combinés représentent 31 p. 0/0 environ des dépenses totales du budget général, tandis que leurs recettes représentent pour les Régies 71 p. 0/0 et pour les Douanes 21 p. 0/0 seulement du même budget. Les 6/10 environ de ces 21 p. 0/0 sont des droits à l'importation.

Ceci dit, en passant, il y a lieu de noter que les dépenses d'ordre politique et administratif (en y comprenant la justice) ne représentent guère, depuis quelques années, au budget général, que de 12 à 13 p. 0/0 du total des dépenses. Il en est évidemment différemment pour les budgets locaux où ces dépenses représentent, en moyenne, environ 50 p. 0/0 du total du budget ce qui est tout naturel, le surplus allant aux dépenses d'ordre économique (travaux publics, forêts, agriculture), d'intérêt social (enseignement; assistance médicale) ou d'ordre financier (Trésorerie, Enregistrement).

Voici d'ailleurs la répartition comparative en pourcentages du total de chaque budget de ces divers ordres de dépenses en 1915, et d'après les projets de budgets pour 1916 :

		Cochinchine.	Tonkin.	Cambodge.	Annam.	Laos.
		Pour 0/0.	Pour 0/0.	Pour 0/0.	Pour 0/0.	Pour 0/0.
Dépenses politiques et d'administration.	1915.. .	44,66	55,22	51,07	61	69,66
	1916.. .	44	53,88	50,84	60,39	69,12
Services financiers.	1915.. .	4,49	3,57	8,51	2,09	1,98
	1916.. .	4,38	3,98	8,01	2,17	2,29
Dépenses d'intérêt économique.	1915.. .	38,24	28,96	31,08	24,28	35,33
	1916.. .	39,32	29,87	31,49	24,27	31,18
Dépenses d'intérêt social.	1915.. .	12,61	12,25	9,34	12,62	10,48
	1916.. .	12,20	12,27	9,66	13,17	11,47

En ce qui concerne le budget général, nous n'avons pas les chiffres détaillés de 1916 [1] — mais nous croyons pouvoir affirmer

1. *8 mars.* Nous venons de recevoir le budget général pour 1916. Il y a une augmentation normale pour le service de la dette et une augmentation aussi pour les subventions aux budgets locaux, notamment à celui du Tonkin (inondation en 1915).

que sa contexture n'a guère dû varier depuis deux ans. Or, en 1914, le service de la dette absorbait environ 37 p. 0/0 des dépenses du budget général, et les services financiers (Douanes et Régies, Trésor, Subventions aux budgets locaux) environ 27 p. 0/0. Les dépenses d'ordre économique, c'est-à-dire les dépenses de Travaux publics s'inscrivaient pour 23 p. 0/0. Mais si l'on ajoute aux dépenses pour les intérêts économiques du budget général celles prévues dans les budgets locaux pour le même objet, travaux publics, forêts, agricultures, on arrivait, en 1914, à une dépense totale de plus de 35 millions de francs soit environ *27 p. 0/0* du total des dépenses [1]. Si l'on tenait compte du budget spécial des chemins de fer et de la part des travaux publics dans les budgets provinciaux et communaux en Cochinchine (57 p. 0/0 des budgets provinciaux; 32 p. 0/0 des budgets communaux, voir ci-dessus), on obtiendrait un pourcentage encore plus fort. Il n'est pas inutile de relever, en passant, que, si l'on prend le projet du budget de 1914 en France : 5 milliards (5.191,643,045 fr.), on ne trouve, pour les dépenses des travaux publics (358 millions), de l'agriculture (48 millions), des forêts (26 millions) et du commerce et de l'industrie (18 millions; Postes, Télégraphes et Téléphones non compris) qu'un total de 451,610,000 francs soit *9 p. 0/0* environ du total du budget national. Avec les Postes et Télégraphes (351,700,000 fr.), si tant est qu'on puisse le considérer comme un service économique, le pourcentage n'atteindrait toujours que 16 p. 0/0 des dépenses totales. Sans doute la situation n'est pas la même, mais ces pourcentages comparatifs sont à retenir néanmoins.

En ce qui concerne les grands travaux publics, le budget général de 1916 prévoit toujours la forte contribution d'environ 10 millions de francs (3,855,000 $ à 2 fr. 60) qu'elle sert depuis trois ans aux budgets locaux pour l'amélioration du réseau des routes de la colonie.

Le budget spécial des chemins de fer (prévisions de 1916) se boucle malheureusement en déficit, d'une faible somme il est vrai (110,000 $). Le réseau de 2,046 kilomètres que comporte à l'heure actuelle la colonie avait en 1912 comme rendement kilométrique *net* maximum [2] : 2.998 francs, sur la ligne Haïphong-Yunnan-fou, où le

1. Pour 1916 — les dépenses d'intérêt économique représentent environ 25 p. 0/0 de tous les budgets — par rapport au total (doubles emplois déduits).
2. Ces recettes sont d'ailleurs fonction du change.

coefficient d'exploitation était de 67 p. 0/0; et comme rendement kilométrique net minimum : 755 francs pour la ligne du centre-Annam, où le coefficient d'exploitation (ligne à son début) était de 140 p. 0/0. En France (1911) le produit net kilométrique le plus faible est de 4,530 francs sur l'Ouest-État (Nord : 31,397 fr.), qui a également le coefficient d'exploitation le plus fort (87 p. 0/0). Le tarif-voyageur est en Indochine d'un extrême bon marché (0 fr. 021 le voyageur indigène-kilomètre; Siam : 0 fr. 038). Il est question de le relever, et l'on pourrait, sur certains parcours, le faire sans inconvénient. Mais il faut tenir compte, surtout pour certaines marchandises, de la concurrence des voies d'eau, dans des Deltas où elles sont extraordinairement multipliées. Il n'empêche que, dans des milieux parfaitement comparables, le delta du Ménam et celui de l'Iraouaddy, les chemins de fer siamois, dont la construction a coûté cher, rapportent le 4 1/2 environ de leur capital d'établissement, en tenant compte d'un léger surplus mis de côté pour les améliorations; et qu'en Birmanie, le réseau rapportait *net* 2 millions de francs par an au gouvernement local dans ces dernières années, tout en étant géré par une Compagnie privée qui prélevait aussi son bénéfice (longueur : 2,140 km. — comparables aux 2,046 km. du réseau indochinois actuel. Superficies : Birmanie, 610,000 kmq.; Indochine française, 700,000 kmq.). La part de la colonie dans les bénéfices du Haïphong-Yunnan-fou a été d'ailleurs de 1,260,000 francs en 1913 et de 1,200,000 francs en 1914. Les inondations du Fleuve Rouge ont beaucoup gêné les recettes depuis deux ans, de même que la diminution du trafic général consécutive à la guerre.

La désorganisation des services publics par la mobilisation a fait sentir aussi ses effets pour les travaux entrepris sur le dernier emprunt de 90 millions de francs (loi du 26 décembre 1912). C'est ainsi qu'en 1915 il n'a été possible, faute de personnel de dépenser que 9 millions de francs sur la tranche de 15,365,000 francs prévue. Des travaux d'hydraulique agricole (prévus pour une somme totale de 18 millions de francs) au Tonkin et dans le nord Annam, on n'a pu que commencer la construction d'un barrage dans la province de Vinthyen. L'aménagement du Song-cau, qui intéresse 72,000 hectares, et qui, par la partie du canal principal élargie en canal de navigation, doit permettre la sortie des produits d'une des régions

minières les plus intéressantes du Tonkin, a été suspendu, de même que les travaux sur le Song-chu, dans la province de Thanh-hoa, en Annam, qui doivent permettre d'irriguer régulièrement 50,000 hectares. Le projet définitif des digues de protection contre les eaux salées dans la province d'Hué (Thua-thien) a seul pu être terminé et approuvé mais il est relativement peu important.

Il n'y a pas lieu de trop regretter ce retard dans l'exécution, car des inondations exceptionnelles comme celle de 1915 obligent à des rectifications fort utiles dans l'élévation et le renforcement des digues, et dans le tracé des canaux et des artérioles d'irrigation, etc. En ce qui concerne l'inondation elle-même, tout un projet d'ensemble de renforcement de digues, et de créations de *déversoirs* de précaution est à l'étude. Le problème comme tout celui de l'hydraulique agricole, est d'une extrême complication et comporte *une série de remèdes et de solutions diverses* et non pas une solution unique comme des esprits simplistes sont portés à le croire. Il y a lieu notamment de ne pas perdre de vue le problème du *reboisement* des hautes vallées, à effet extrêmement lointain, et qui, pour cela même, ne reçoit pas toute l'attention qu'il mérite, ni des pouvoirs publics ni de l'opinion. C'est cependant un problème *vital* pour le Tonkin, et il le deviendra un jour pour la Cochinchine. La permanence de l'approche du port de Saïgon lui est liée.

En Cochinchine, on est en présence dans le Delta du Mékong d'un réseau de voies d'eau d'intérêt général de 1.745 kilomètres. Pour les *canaux* seulement (car sans y comprendre les *arroyos* ou dérivés du grand fleuve et des deux Vaïcos), les voies secondaires représentent 1.600 kilomètres.

C'est donc un réseau de plus de 3,000 kilomètres de canaux et d' « arroyos » au total qu'il s'agit d'entretenir et de compléter. Le programme actuellement en cours d'exécution comporte, jusqu'en 1918, une dépense annuelle (inscrite au budget général) de 2,250,000 francs. De 1904 à 1918 nous aurons exécuté pour plus de 92 millions de travaux pour les seuls canaux de Cochinchine. On se doute de ce qu'aurait pu faire dans ce sens et dans le même laps de temps l'ancienne administration indigène. Le dossier d'adjudication pour les dix ans de travaux de dragages et creusements qui doivent être exécutés après 1918 a été déjà approuvé en Conseil

de gouvernement (23 février 1915) et envoyé à l'approbation du département. Un chiffre indiquera l'importance de la circulation (estimée d'après les relevés d'un certain nombre de « postes d'observation ») sur certains canaux de Cochinchine. Sur le canal Duperré, on calcule, par exemple, qu'elle atteint 5 millions de tonnes (de jauge) par an.

Il s'agit là de canaux de *navigation*. La question des canaux d'*irrigation* est liée à l'achèvement du réseau de nivellement général de précision de la Cochinchine, commencé en 1909 et qui aurait été achevé en 1915 si la guerre n'avait interrompu les travaux entrepris avec la collaboration du Service géographique de la colonie. Le Delta du Mékong aurait été couvert à ce moment-là d'un réseau de 6,000 kilomètres de lignes nivelées appuyée sur 1,800 bornes repères. Le travail extrêmement important, qui comporte encore 7 à 800 kilomètres à niveler, sera repris dès après la guerre et sera suivi de l'établissement de projets de canaux d'irrigation et d'asséchement, surtout dans l'ouest et dans ce qu'on appelle la plaine des Joncs. Il ne faut jamais perdre de vue que la superficie des rizières en Cochinchine, qui atteint déjà 1,500,000 hectares, *peut être plus que doublée*. Sans attendre d'ailleurs l'exécution de ces gros travaux publics, la question du *pompage* dans les rizières (arrosage et asséchement) peut être abordée et résolue.

Depuis 1914, un gros effort a été fait par l'amélioration des *routes* dans la colonie, qui comportaient à ce moment-là 19,200 kilomètres de longueur, dont 5,000 empierrées. Le budgets locaux inscrivaient la somme totale de 7,931,000 francs pour les travaux de routes (tracés, empierrements et ponts), indépendamment des 9,500,000 francs prévus (par tranches) à l'emprunt de 90 millions de 1912. Cet effort a été continué. C'est ainsi que le Cambodge, qui n'avait en 1913, que 555 kilomètres de routes empierrées en a actuellement 1,016; il faut y ajouter 576 kilomètres de routes non empierrées mais automobilables. En Annam, la route mandarine a été rendue automobilable sur 880 kilomètres (sauf une interruption de 25 kilomètres) entre Vinh et Quinhon. Nous avons déjà mentionné le crédit 8 millions de francs prévu pour les routes au budget général de 1916. La désorganisation du Service des Travaux Publics par la guerre et la mobilisation rend sur certains points très lente l'exécu-

tion des travaux. Ailleurs, c'est la question de la main-d'œuvre qui intervient. Il en est ainsi pour la route du Mékhong à la mer (Savannakhet à Quang-Tri; 488 kilomètres) pour laquelle une somme de 6 millions est prévue à l'emprunt de 1912. Les travaux continuent néanmoins.

Les dépenses totales prévues (personnel et matériel) pour les travaux publics, atteignent pour 1916, le total (travaux ordinaires, mais service des Mines non compris) de 13,821,500 $ soit, 2 fr. 60, 36 millions 1/2 de francs (dont 4,200,000 francs pour le personnel). Il faut y ajouter le budget spécial des chemins de fer, soit 4,827,000 francs. On arrive ainsi au total de 40 millions de francs (à 2 fr. 60). Se souvenir que nous avons dépensé, depuis 1898, plus d'un demi-milliard en emprunts, pour l'outillage de la colonie, (529 millions de francs).

La guerre a apporté un trouble inévitable dans le service de l'*Assistance médicale aux indigènes*, puisque le service était en partie assuré par des médecins des troupes coloniales (il n'y en avait plus, en 1915, que 18 au lieu de 35), 17 médecins civils de l'Assistance sont en outre mobilisés en France ou en congé. Le recrutement de médecins auxiliaires *indigènes* se continue, et il a été remédié à sa trop grande lenteur puisque, de 9 pour l'année 1915, il va passer à 20 en 1916, à 30 en 1917 et 30 en 1918. Leur nombre total (144 en 1914) est encore bien loin d'avoir atteint le chiffre nécessaire à la population (18 millions). Les dépenses pour ce service ont passé cependant de 669,000 $ en 1902 à 2,236,000 $ en 1915 (le chiffre de 1916 nous manque). Le nombre des hospitalisations et des consultations augmente tous les ans. Il est inutile d'insister sur le bienfait que nous apportons là. Un seul chiffre suffira à le préciser. La mortalité infantile indigène à Saïgon qui était encore de 27 p. 0/0 en 1904, n'était plus que de 5 p. 0/0 en 1912. Les écoles de sages-femmes et les « maternités » qui se multiplient, en Cochinchine surtout, rendent à cet égard les plus grands services.

Enfin, il faut dire un mot d'une autre grande œuvre que nous avons entreprise, celle de l'instruction des indigènes. Ici encore la guerre a désorganisé le personnel européen sans lequel cette tâche est absolument irréalisable, et qui, d'ailleurs, était en pleine transformation comme nombre et comme recrutement. Nous avons,

enfin, arrêté un programme d'action scolaire, dont l'exécution rencontre surtout des difficultés budgétaires, car, pour ce qui est du zèle à l'étude des indigènes, et plus spécialement des Annamites (12 millions sur 16), c'est plutôt de le canaliser et de le ramener à des limites raisonnables, notamment de le diriger du côté de l'enseignement *technique*, qu'il s'agit. Le problème de l'enseignement du français, même dans les écoles élémentaires de village, se pose avec une acuité chaque jour plus grande, à cause de l'extrême difficulté de donner des notions élémentaires de sciences en langue indigène. Il y aura là, à la paix, une série de solutions à trouver, d'une importance vitale pour notre domination.

La paix trouvera, en tous cas, notre colonie ayant, répétons-le une fois de plus, peu souffert au point de vue économique, puisqu'elle a dû, simplement, restreindre ses achats. Notre influence y sera raffermie par notre victoire même. Nous pourrons y reprendre notre œuvre administrative, simplement interrompue dans quelques domaines. Nos 2,000 et quelques colons et négociants, dont l'action est vraiment trop peu connue, y ont immobilisé (l'estimation précise est impossible), peut-être près de 400 millions de capitaux[1], y ont déployé, dans les rizières de l'Ouest cochinchinois, dans les plantations de café du Tonkin, sur certains points de l'Annam et du Cambodge et même sur quelques points du Laos, dans les mines et les industries du Tonkin, et, partout, dans le commerce, une énergie qui fait honneur à la mère patrie. Ils se remettront au labeur avec une foi plus fervente dans les destinées de la France d'Asie. Celle-ci est susceptible de fournir à la métropole, par la *variété naturelle* de ses ressources, une part grandissante des 721 millions de francs de matières premières que la France achète encore dans les pays qui avoisinent l'Indochine, et par conséquent de lui acheter plus de produits métropolitains, si on lui permet de se développer. Elle est susceptible de fournir du travail, et par suite, une richesse toujours accrue, à une population qui pourrait sensiblement augmenter, et qui, intelligente et adroite de ses mains, peut être dirigée par la *science*, et par les *capitaux* français dans une vie aussi profitable à elle-même qu'à nous. L'Indochine enfin est susceptible de servir de *com-*

1. Voir les notices et graphiques du fascicule IX de l'*Essai d'atlas statistique de l'Indochine française*, p. 193 à 204.

plément à l'industrie métropolitaine sur des marchés où celle-ci n'a pas réussi jusqu'ici à prendre place pour un chiffre d'affaires qui puisse compter, car notre colonie est admirablement placée *au centre* de *780 millions* de consommateurs, *qui ne sont qu'à l'aurore de la vie économique*.

Il suffira pour cela que la France, dont l'énergie vient de se révéler si magnifiquement au monde, mais couvait notamment dans son effort colonial, applique à une tâche qui n'est pas au-dessus de ses forces, un peu de cette fertilité de ressources qui a toujours été un de ses privilèges et de cette *ténacité* et de cet *esprit de suite*, dont elle paraissait plus dépourvue, jusqu'à l'épreuve actuelle où elle les puise et qu'elle en conservera.

HENRI BRENIER.

II. — TUNISIE

Il n'est pas un point du globe qui ne reçoive actuellement le contre-coup des événements qui bouleversent l'Europe. La Tunisie, protectorat français, recevant toute vie de la France, vibre avec elle, souffre avec elle et triomphe avec elle. La population de la Régence est incapable de mettre seule en valeur ce pays et c'est grâce à la France, comme ce fut autrefois grâce à Rome, que la Tunisie se couvre de monuments, que son sol et son sous-sol sont exploités, que la main-d'œuvre y afflue : l'immigration italienne s'est développée rapidement du jour de l'occupation française.

L'histoire de la Tunisie pendant cette guerre offre, dans l'état de civilisation actuelle de l'Europe, la solution du problème de la colonisation des pays d'Islam. Les souvenirs laissés dans l'esprit de nos protégés aux différentes périodes de leur histoire, et notamment à l'époque de la domination turque, devaient évidemment plaider en faveur de notre cause. L'exemple des grandes nations d'Europe qui, en même temps que la France, protègent ou administrent des pays musulmans, ne devaient pas non plus faire regretter aux sujets du Bey l'appui que nous leur donnons. Le Français sait côtoyer l'Arabe en respectant ses mœurs, sa religion, et l'esprit libéral et généreux qui a toujours été sa marque oblige l'indigène à le reconnaître pour le meilleur protecteur, celui qui sait lui procurer bien-être et sécurité.

Notre politique poursuivie inlassablement a été couronnée du succès le plus complet.

La Tunisie avait à faire face aux difficultés d'une crise agricole presque sans précédent, lorsque la guerre européenne vint compromettre encore la vie économique de la Régence. Par suite de la sécheresse, la récolte des céréales en 1914 a été presque nulle dans les trois quarts de la colonie et très faible dans le Nord. La sage administration du gouvernement du Protectorat, secondée dans sa tâche par l'indiscutable esprit de loyalisme des indigènes, permit à la

Régence de traverser sans famine une année de disette et aussi d'apporter à la Métropole un concours efficace, répondant en tous points aux prévisions les plus optimistes.

*
* *

La Tunisie est celle de nos possessions musulmanes d'Afrique la plus peuplée (13 habitants par kilomètre carré); elle ne compte cependant que 2 millions d'indigènes musulmans auxquels il faut ajouter 150,000 Européens, dont un tiers est français, et 50,000 Israélites. Le budget général de l'État et les budgets annexes des établissements publics montent ensemble à 170 millions. Ces chiffres sont nécessaires pour comprendre l'effort fourni par ce pays depuis la récolte déficitaire de 1914 et la déclaration de guerre.

Le gouvernement du Protectorat s'est préoccupé tout d'abord d'assurer la subsistance de la population et de conjurer la crise économique aggravée par la guerre. Le bien-être de nos protégés répondrait de leurs sentiments à notre égard et le maintien de l'essor économique du pays lui permettrait le cas échéant d'apporter son aide à la France. L'action gouvernementale s'inspira de ce double but et toutes les dispositions prises en découlent.

On créa d'abord des chantiers de charité où les indigènes embauchés pour réparer les pistes recevaient un salaire suffisant pour vivre. Des prêts furent consentis aux colons à titre d'avances remboursables et les obligations de la Coopérative des Agriculteurs de Tunisie furent étendues par le décret beylical du 6 octobre 1914. Cette association a dû fournir aux colons non seulement les semences mais encore la main-d'œuvre en vue des semailles. Enfin 2 millions furent mis à la disposition des Sociétés Indigènes de Prévoyance pour constituer une réserve et couvrir les pertes qui résulteraient éventuellement des prêts de subsistance.

Le gouvernement, investi le 14 août 1914 du droit de réquisition, a constitué aussitôt les stocks d'approvisionnement nécessaires à la vie du pays. Il réussit à faire face à toutes les opérations de prêts de semence, de prêts de subsistance et de ravitaillement à l'aide de prélèvements provisoires sur les disponibilités générales de la Trésorerie tunisienne. Un compte courant fut institué et alimenté par une

avance sur titres de 15 millions de francs consentie à un taux réduit par la Banque d'Algérie. Les achats de grains de subsistance portèrent sur environ 200,000 quintaux de maïs et d'orge qui permirent d'assurer jusqu'à la prochaine récolte la subsistance de 600,000 indigènes à raison de 250 grammes par jour et par personne. La récolte tunisienne (blé et orge), très faible, fut mise en réserve en vue des semailles. Enfin un stock de 300,000 quintaux de blé pour l'approvisionnement de la population civile fut constitué. La métropole avait interdit la sortie de ses blés et farines, même à destination des colonies. Pour faire rapporter cette mesure en faveur de la Régence, le gouvernement du Protectorat prit l'engagement d'édicter les mêmes prohibitions de sortie à destination de l'étranger ; il obtint par la suite la fourniture de 75,000 quintaux de blé par le Maroc, et de 200,000 quintaux par l'Algérie. Cet exemple de solidarité, dans un moment de crise, entre nos possessions de l'Afrique du Nord méritait d'être signalé.

Ces dispositions furent complétées par d'autres prescriptions destinées à éviter la répercussion sur la population et la vie économique de la Régence des événements européens. Le cours forcé des billets de la banque d'Algérie fut décrété le 1er août 1914. L'exportation des monnaies d'or, d'argent et de billon ayant cours légal en Tunisie, fut interdite, et des mesures furent prises pour assurer la diffusion des monnaies divisionnaires d'argent et de billon : l'encaisse de la banque d'Algérie n'est d'ailleurs jamais descendue au-dessous de 2 millions et demi de francs, et cet établissement n'a pas cessé de détenir une quantité de numéraire suffisante pour tous les besoins.

La liberté commerciale admissible en temps de paix a été réduite comme en France par des prohibitions d'exportation, la Tunisie devant maintenir sur son territoire les denrées alimentaires ou réserver à la France des produits susceptibles de servir à la Défense Nationale.

Bien que ce fût une lourde charge pour le budget du Protectorat, les dispositions de la loi française du 5 août 1914, relatives au cumul de la solde militaire avec les traitements civils des fonctionnaires mobilisés ont été rendues applicables aux fonctionnaires tunisiens appelés sous les drapeaux.

Les mesures de moratorium prises en Tunisie ont été inspirées par les dispositions analogues édictées par la Métropole. Elles sont actuellement en grande partie rapportées et tirent leur intérêt de leur liquidation. Pour ne pas établir de distinction entre les divers éléments de la population, le gouvernement du Protectorat n'a pas voulu recourir à des mesures spéciales pour la Tunisie. Mais la population française et une faible partie de la population indigène étant seules atteintes par la mobilisation, il fut possible de restreindre peu à peu, en faveur des seuls mobilisés français et indigènes et de leurs familles, certaines mesures prises au début au profit de l'ensemble de la population. C'est ainsi qu'il fut procédé pour les délais et facilités accordés aux débiteurs de petits loyers.

Quant au moratorium des échéances, il fut dénoncé par le décret beylical du 20 mai 1915, grâce à l'amélioration des conditions économiques de la Régence par les résultats des récoltes de cette dernière année. Certaines dates échelonnées furent fixées auxquelles les débiteurs d'échéances prorogées ont cessé, à moins qu'ils ne soient présents sous les drapeaux, de bénéficier des sursis d'office établis par la loi. Des comités de conciliation[1] furent créés pour connaître des demandes des débiteurs désireux d'obtenir de nouveaux délais. Cette procédure a donné de bons résultats; elle a certainement contribué au rétablissement d'un équilibre économique stable dans la Régence, car les créances, conséquence de la récolte déficitaire de 1914, qui avaient profité du moratorium général, furent liquidées en même temps que celles qui avaient été prorogées par suite des circonstances de guerre.

L'indigène tunisien musulman a la déplorable habitude, pour acquitter une dette, d'en contracter une nouvelle; il ne peut le faire d'ordinaire qu'à des conditions très dures et souvent usuraires, aussi l'action des comités de conciliation a-t-elle pu, dans bien des cas, aboutir à des compromis heureux entre débiteurs et créanciers. C'est un contre-coup inattendu de la guerre, évidemment favorable à ce pays.

1. Les comités de conciliation sont constitués par le Conseil du contrôle et de surveillance des Sociétés de Prévoyance, sauf à Tunis où un comité spécial a été institué comprenant : des directeurs de banques, des membres du collège commercial, du collège agricole, de la section indigène de la Conférence Consultative et des représentants de la Chambre de Commerce italienne.

Le gouvernement, pour compléter ses efforts, a prohibé la consommation de l'absinthe, et étendu cette prohibition aux spiritueux analogues, anisettes, mastic, boukha (eau-de-vie de figues anisée), qui étaient l'objet d'une consommation importante en Tunisie.

Les premiers résultats de l'ensemble de cette législation furent bientôt constatés. Les comptables tunisiens ont émis 4 millions et demi de bons de la Défense Nationale pendant les six premiers mois de guerre. Récemment la Tunisie a participé pour plus de 36 millions à l'emprunt national sans le concours de la population musulmane à laquelle le droit coranique interdit le placement à intérêt de ses capitaux. Enfin le budget de l'exercice 1914 a été réglé avec un excédent de recettes dépassant 7 millions de francs, et en dépit des circonstances actuelles, l'oasis de Gabès sera dans quelques semaines reliée au réseau ferré tunisien.

*
* *

Nos protégés ont su montrer qu'ils n'étaient pas oublieux des bienfaits : tous les éléments de la population vivent en paix; la Métropole a trouvé en Tunisie le contingent de troupes qu'elle avait escompté et depuis la récolte abondante de 1915, le Protectorat a pu, dans une large mesure, contribuer à l'approvisionnement du marché français.

L'effectif des troupes indigènes stationnées en Tunisie au moment de la mobilisation a été triplé[1]; tous les réservistes convoqués ont répondu à l'appel; les recrues des jeunes classes ont rejoint avec empressement leurs aînés et chacun sait l'admirable attitude au feu des régiments de tirailleurs. Lors de la dernière session de la Conférence Consultative, un délégué du Sud Tunisien, pour traduire les sentiments de ses coreligionnaires à l'égard du concours que les effectifs indigènes ont apporté à la France, s'exprimait ainsi : « Nous ne regrettons pas nos morts dans cette grande guerre, car il y a beaucoup de gloire et d'honneur à mourir pour la France. Nous recevons avec joie nos blessés qui sont la preuve de notre loyalisme. »

1. Effectif des corps de troupe au moment de la mobilisation 11,889
Incorporation des classes 1911 et 1915 depuis la mobilisation 5,566
Engagés volontaires de toutes catégories : 3 ans, 1 ans, durée de la guerre. 2,103
Réservistes 14,092

Total : 33,650

Le Protectorat a alloué aux familles des indigènes tunisiens rappelés au service militaire comme réservistes une indemnité journalière de 0 fr. 75. Elle est imputée sur un fonds spécial alimenté par les produits dits de remplacement versés par les jeunes Tunisiens qui se rédiment du service militaire, pour lequel ils avaient été désignés par voie de tirage au sort, moyennant une somme qui sert à leur trouver des remplaçants par voie d'engagements ou de rengagements. Cette indemnité est portée à 1 franc du jour où les réservistes sont envoyés en France, mais dès ce moment elle incombe au budget métropolitain.

Le statut personnel de nos protégés autorisant la polygamie, il n'était pas possible de fixer par la loi la dévolution de cette indemnité. Après étude de la question, il fut décidé qu'elle serait payable à celui des membres de sa famille que le réserviste désignerait nommément à cet effet. Elle est attribuée uniformément à toutes les familles des réservistes, les familles des soldats qui n'ont pas profité de la faculté de rachat sont, en effet, dans une situation gênée et il était légitime de les affranchir de toute justification d'indigence.

La population française de Tunisie a tenu, comme celle de la Métropole, à montrer, dans cette guerre, sa solidarité avec les troupes indigènes musulmanes. Des œuvres de secours aux blessés, un comité tunisien des prisonniers de guerre ont groupé les meilleurs collaborations et des fonds importants pour apporter aux combattants sur le front, aux prisonniers, à ceux qui revenaient blessés l'aide et le réconfort auxquels ils ont droit. Des « journées » furent organisées pour lesquelles nos protégés donnèrent volontiers leur obole. Mais ce n'est pas là que l'effort le plus grand a été réalisé.

Les tirailleurs appartiennent tous à la classe pauvre de la population indigène. Nous devions espérer qu'au sein même de cette population des sentiments de solidarité se feraient jour. L'égalité des croyants devant le Créateur ne dispense pas l'indigène musulman de venir en aide en ce monde à son coreligionnaire qui n'appartient pas à la même classe que lui : c'est le Prophète lui-même qui recommande l'aumône. A de nombreuses reprises au cours de l'Histoire, les populations musulmanes et surtout les populations urbaines ont montré qu'elles étaient capables d'encourager et de soutenir par leur argent les causes qui leur étaient chères. La crise déchaînée par la

guerre européenne devait être la pierre de touche la plus sensible qui permît d'apprécier la sincérité des vœux tant de fois affirmés par nos protégés pour nos armes.

Certains éléments à Tunis, parmi les plus éclairés, ont répondu à l'appel qui leur fut adressé, des fonds purent être réunis pour confectionner aux troupes indigènes les vêtements chauds dont elles avaient besoin sur le front. Des femmes musulmanes de la bourgeoisie n'ont pas hésité à rompre avec leurs habitudes de mollesse pour consacrer une partie de leur temps au tricot et travaux similaires; certaines même se sont réunies à dates fixes chez des Françaises dont elles ont suivi les conseils. Il n'y a là évidemment qu'un essai mais le fait qu'il ait réussi est une précieuse indication pour l'avenir.

Un phénomène non moins curieux étant donnée la mentalité musulmane se manifesta lors de la création, au mois de septembre 1914, par les Services Économiques Indigènes, d'un ouvroir réservé aux femmes de tirailleurs. La vie oisive et recluse que mènent les femmes musulmanes dans les villes a été jusqu'à présent un des plus sérieux obstacles au développement d'une vie économique dans les pays d'Islam et il semblait difficilement surmontable. Or, l'ouvroir organisé par les Services Économiques Indigènes fonctionne depuis plus de quinze mois sans un seul jour de chômage. La plus parfaite harmonie y règne. Le tirailleur convalescent ou permissionnaire apporte des fleurs à la directrice, s'enquiert auprès d'elle de l'activité de sa femme et la lui recommande. Ces démarches faites à Tunis par des musulmans agissant sans contrainte au milieu de leurs coreligionnaires, dénotent d'une façon certaine la pénétration de notre civilisation dans ce pays, de même d'ailleurs que l'échec des agissements allemands destinés à impressionner nos protégés. Une Française, ayant fait dernièrement de nombreuses visites dans les harems en rapportait un écho inattendu : « Nous savons bien, lui disait-on, pourquoi les nôtres se battent pour la France. En combattant avec vous, ce sont nos villes qu'ils défendent. Les Allemands ont bombardé Philippeville et Bône. C'est pour défendre Tunis et Sousse que les tirailleurs sont partis. » Certainement la Wilhelmstrasse n'avait pas prévu ce raisonnement.

Pour le petit commerce et la petite industrie indigène, c'est la guerre elle-même qui leur a permis de ne pas cesser toute activité. L'Inten-

dance a bien voulu accepter l'entremise du gouvernement du Protectorat pour confier ses commandes aux artisans indigènes de Tunis et du Sahel. Cette mesure lui a permis de conclure des marchés avantageux et rémunérateurs pour l'artisan indigène libéré ainsi des frais de courtage.

La participation de la Tunisie à la guerre a été complétée par l'apport de la production agricole de ce pays sur les marchés de la Métropole et des pays alliés : malgré les prélèvements considérables effectués par l'Intendance sur la dernière récolte et sur l'effectif des troupeaux de la Régence, les exportations depuis la guerre ont porté sur 160,000 moutons et 40,000 bœufs à destination de la France, de l'Italie, de l'Angleterre, de Malte et de Tripoli (ravitaillement du corps d'occupation italien), sur 4 millions de kilogrammes d'huiles d'olive et sur plus d'un million de quintaux de céréales (blé, orge, avoine), à destination de ces mêmes pays.

Les mines tunisiennes de plomb, zinc et cuivre contribuent depuis de longs mois déjà à satisfaire les exigences de la défense nationale. La crise traversée par l'industrie minière au début de la mobilisation est dès à présent oubliée; elle a fait place à une suractivité, puissant facteur de prospérité qui a beaucoup aidé à la reprise des affaires. A la demande du ministère de la Guerre, les minerais tunisiens ont été frappés de prohibition de sortie en octobre 1914. Cette mesure prise à un moment où la fabrication des munitions n'était pas encore intensifiée menaçait d'arrêt, à très brève échéance, les exploitations minières déjà très éprouvées par la mobilisation et l'état de guerre. Le gouvernement du Protectorat est intervenu auprès de la Banque de l'Algérie pour obtenir d'elle une ouverture d'escompte de 2 millions qui a permis aux Sociétés de Magasins Généraux de warranter à concurrence de 50 p. 0/0 le minerai déposé dans leurs docks. Cette disposition, en enrayant la crise, laissait les richesses du sous-sol de la Régence à la disposition de la Métropole, qui les utilise actuellement dans la plus large mesure.

*
* *

Le rôle militaire de la Tunisie pendant cette guerre est dû à sa situation géographique. L'Égypte, Malte et la Tunisie ont assuré

aux Alliés la maîtrise de la Méditerranée orientale et il est hors de doute que le voisinage immédiat de possessions françaises et anglaises encadrant la Tripolitaine, a facilité à nos alliés Italiens le maintien de leurs établissements sur les rivages de Barbarie. Si l'effort turco-allemand, tant de fois annoncé contre le canal de Suez, se brise un jour sur les défenses anglaises, il ne faudra pas oublier que l'établissement de la France en Tunisie répondra alors de la tranquilité de l'Afrique du Nord, sans laquelle les plans audacieux de nos ennemis cesseraient d'être téméraires.

Depuis plus de dix-huit mois et à chaque nouvelle phase de la lutte, Bizerte a constitué une base navale de premier ordre pour la flotte française, qu'il se soit agi de bloquer l'Adriatique avant l'intervention italienne, de préparer l'expédition des Dardanelles ou d'assurer le ravitaillement du corps expéditionnaire d'Orient à Salonique. Plus récemment, c'est encore de Bizerte que les escadrilles françaises ont rayonné pour interdire aux sous-marins ennemis leur œuvre de destruction aveugle.

Le port de guerre de l'arrondissement algéro-tunisien n'est pas seulement un point de relâche utile pour les opérations militaires, c'est aussi un centre important de ravitaillement de notre marine de guerre. La marine française a eu besoin, en août 1914, de pétrole pour les sous-marins, elle s'est procuré à Tunis les stocks qui lui étaient nécessaires chez les sociétés importatrices de ce produit en Tunisie et l'Intendance a réuni à Bizerte les troupeaux et céréales destinés à l'alimentation des équipages. De plus, les différentes unités de notre flotte trouvent le cas échéant, à l'arsenal de Sidi-Abdallah, l'outillage le plus moderne.

La Tunisie, relai français sur la route d'Orient, était désignée pour recevoir les blessés et malades évacués de Gallipoli; l'autorité militaire y organisa des hôpitaux. A Tunis et à Bizerte, plusieurs milliers de lits furent installés, autour desquels affluèrent les mêmes dévouements qu'en France. De longues heures d'une pénible traversée étaient évitées ainsi à nos blessés, auxquels le climat de la Régence assurait une convalescence rapide.

Les troupes noires combattant en France et en Orient hivernent en Tunisie et des milliers de soldats serbes trouvent actuellement à Bizerte un asile dans les meilleures conditions sanitaires et de confort.

*
* *

La colonie française en Tunisie représente seulement 2 p. 0/0 de la population de la Régence, et les colons pouvaient craindre au début de la guerre, non seulement pour leurs intérêts laissés à des indigènes mais aussi pour leurs familles demeurées dans le bled. Peu de jours après la mobilisation toute inquiétude était dissipée : les indigènes n'ont pas laissé dépérir les biens qu'on leur avait confiés et depuis le début des hostilités la sécurité la plus absolue n'a pas cessé de régner dans tous territoires soumis à l'autorité civile. Les populations arabes ont toujours manifesté leur respect et quelquefois leur dévouement à l'égard des femmes de nos compatriotes qui ont poursuivi l'exploitation de leurs fermes.

La situation de nos compatriotes qui exerçaient des professions libérales souffrira davantage du fait de la guerre. Dans la plupart des cas leur clientèle sera à leur retour acquise aux membres des colonies étrangères qui ont la faculté d'exercer librement dans la Régence. De même les commerçants entreront en compétition avec la population israélite tunisienne pour rétablir une situation qui leur avait demandé de gros efforts. Les Israélites tunisiens n'ont pas été touchés par la mobilisation. Ils ont fourni un nombre relativement faible d'engagés, ce qui leur a permis d'accaparer la plus grande partie du commerce et de retirer de la guerre des bénéfices considérables. La législation du Protectorat, dont les dispositions sont surtout prises en faveur des indigènes, nos protégés, ne doit pas perdre de vue l'impérieuse nécessité de soutenir également nos compatriotes. Il serait heureux que le peuplement français reçoive dans la mesure du possible les encouragements dont il a besoin.

Pour les commerçants, une tâche leur semble dès maintenant indiquée. Le commerce austro-allemand avait pris dans la Régence une extension rapide : 300 maisons austro-allemandes sont sous séquestre à Tunis; elles écoulaient principalement des machines agricoles, des farineux alimentaires et des tissus de coton, pour acheter en échange des phosphates, des minerais de plomb, du liège et des peaux brutes. La guerre finie, lors de la reprise des affaires, nos compatriotes devront orienter leurs efforts dans la voie ouverte

par nos adversaires. Le marché tunisien est appelé à un développement certain et rapide, il en existe une preuve dans une brochure de propagande répandue récemment en Amérique par la Chambre de Commerce américaine de Paris, signalant les produits tunisiens dont l'écoulement serait assuré aux États-Unis. C'est là une indication que la Chambre de Commerce de Tunis ne devra pas négliger.

La propagande allemande n'a pas cessé dans la Régence. Ses traces sont heureusement plus faciles à trouver que ses effets. Elle s'adresse aux mécontents : à ceux qui se disent très évolués, à la suite des études qu'ils firent dans nos écoles, et qui exagèrent leurs mérites et leurs prétentions, à ceux aussi qui veulent rester attachés au passé et qui dédaignent la civilisation européenne pour lui préférer la philosophie coranique. Quelques éléments turcs servent de liens entre ceux-ci et les agitateurs allemands. Cette organisation comprend quelques individualités dont l'action n'est sensible que dans le milieu turcophile où se recrute le parti d'opposition au Protectorat; c'est une très faible minorité incapable d'atteindre les populations rurales. Néanmoins, et malgré une surveillance attentive, beaucoup de fausses nouvelles furent lancées, mais leur fantaisie trop évidente n'a pas troublé l'esprit de nos protégés, qui connaissent de longue date la probité des procédés français.

L'entrée en ligne des Italiens ne pouvait passer inaperçue en Tunisie où ils ont une nombreuse colonie ; elle a accru la confiance des indigènes, en même temps qu'elle interdisait à l'avenir toute équivoque dans l'attitude de la colonie italienne à notre égard. Il y avait, avant la guerre, des Italiens qui comptaient sur l'Allemagne pour enlever à leur profit la Tunisie à la France. Il ne faut pas oublier que Bismarck, pour compléter son triomphe au Congrès de Berlin, a favorisé, sous le couvert d'une générosité feinte, notre expansion en Afrique du Nord. En 1881, la France, par le traité du Bardo, acquiert la Tunisie; l'année suivante le succès couronne l'œuvre du chancelier allemand : l'Italie s'écarte résolument de la nation qui l'a aidée à conquérir son indépendance; la Triple-Alliance est formée. La déclaration de la neutralité italienne et la déclaration de guerre à l'Autriche ensuite ont retiré en partie à l'Allemagne le bénéfice de la politique de son chancelier de Fer.

L'entrée en scène de la Turquie n'a pas laissé nos protégés indiffé-

rents. Dès que cette nouvelle fut connue, le bey de Tunis adressa une proclamation à ses sujets, leur rappelant les bienfaits de la France et déplorant la faiblesse de S. M. le Khalife qui n'avait pas su résister aux suggestions des Empires centraux. La décision des puissances alliées d'exclure du théâtre des hostilités le Hidjaz, où se trouvent les lieux saints des musulmans, calma une émotion compréhensible. Nos protégés n'ont jamais envisagé la possibilité d'une nouvelle tutelle ottomane; ils savent ce qu'ils perdraient. Cependant, une sentimentalité religieuse les pousse à espérer le maintien de l'empire ottoman après la victoire de la France. Ils interprètent l'échec du forcement des Dardanelles comme un événement répondant à leurs désirs sans que leur confiance dans notre victoire en soit ébranlée.

Ce serait une erreur de considérer comme une conséquence du *djihâd*[1] l'attaque que le Protectorat a subie par le Sud. Les agissements germano-turcs attendaient de la proclamation de la Guerre Sainte un soulèvement de l'Afrique du Nord : il ne s'est produit que des incidents de frontière dans le Sud Tunisien. Par suite de l'évacuation des postes italiens sur les confins tunisiens, des bandes se formèrent en Tripolitaine pour se livrer au brigandage. Elles ne surent pas résister au désir de tenter un coup de main sur notre frontière, malgré la volonté toujours manifestée des chefs Senoussis de vivre en paix avec la France. Les escarmouches qui avaient eu lieu aux environs de Dehibat en septembre 1915, se renouvelèrent le mois suivant; les garnisons de nos postes avaient été renforcées et les bandes tripolitaines auxquelles s'étaient joints quelques-uns de nos protégés, reçurent rapidement un juste châtiment. Un seul fait important et glorieux pour nos armes s'est produit le 2 octobre. Les rebelles concentrèrent rapidement toutes leurs forces au nord de Dehibat contre le poste d'Oum-Souigh. Pendant une semaine, la compagnie de garnison repoussa tous les assauts. Le 9 octobre un bataillon de tirailleurs délivra les 200 hommes investis. Notre poste avait perdu 40 hommes, mais les principaux chefs du mouvement étaient au nombre des tués. Cet événement incita au calme les tribus du Sud Tunisien; dès le 18 octobre, plus de 2.000 indigènes de

1. Voir sur la guerre sainte islamique l'article que lui a consacré M. O. Houdas dans le n° de la Revue du 15 avril 1915.

la confédération des Ouderna sont venus à Tataouine protester de leur dévouement. Toutes précautions ont été prises qui nous donneront désormais une sécurité absolue.

Un dernier écho de ces incidents, qui en est aussi la conclusion, fut apporté à la Conférence Consultative par le délégué indigène de Nefzaoua et de l'extrême Sud Tunisien : « Il est vrai, a-t-il dit, que la fraction des Ouderna qui renferme des ignorants et des gens sans scrupules a oublié un moment les bienfaits de la France. Ces gens se sont fait du tort en entrant dans la voie de la désobéissance. Mais la majorité de cette tribu réprouve cet état d'esprit et continue à être loyale envers la France. Je demande donc que les rebelles qui reviennent à résipiscence et qui retournent dans le pays bénéficient de la clémence du gouvernement. C'est ainsi que se conduit le père avec ses enfants. J'ai appris en effet que beaucoup de ces gens ont regretté leurs actes. »

L'effort allemand auprès des indigènes musulmans est condamné à rester stérile où qu'il se produise et quelque forme qu'il revête. Nos ennemis, conscients de la valeur des troupes indigènes et poussés sans doute par le souvenir des pertes qu'elles leur infligèrent, ont essayé d'embrigader dans les rangs de l'armée allemande ceux de nos tirailleurs que le hasard des combats a fait tomber entre leurs mains. Il existe à Zossen, près de Berlin, un Camp du Croissant, où sont réunis les tirailleurs prisonniers. Sous l'égide d'El-Hadj Mohamed Guilioun, les plus grandes attentions leur sont prodiguées. Une mosquée a été construite et mise à leur disposition. Le bien-être dont ils jouissent leur rappelle leur pays car les lettres qu'ils envoient à leurs familles, à leurs chefs témoignent du souvenir le plus reconnaissant envers la France, qui la première les initia aux bienfaits de sa civilisation. Les agissements allemands se retournent contre leurs promoteurs et les manifestations qui nous parviennent du Camp du Croissant constituent le plus touchant hommage à l'œuvre française dans les pays d'Islam.

***

Le 30 décembre 1915, en ouvrant la 39e session de la Conférence Consultative, le Résident Général, M. Alapetite, a rappelé ainsi

l'œuvre de la France dans la Régence depuis l'établissement du Protectorat :

« Le même pays, qui il y a trente-cinq ans, avec le même sol et le même ciel et bien qu'assisté déjà de financiers éminents, ne trouvait pas dans ses revenus le moyen de servir les intérêts dus à ses créanciers et ne pouvait doter aucun service public autre que celui de la dette — ce pays a fait de tels progrès, a pris un tel essor agricole et industriel, a élevé si haut la fortune de l'État à la fois par une sage administration et par l'accroissement des ressources des particuliers, qu'il a pu traverser la plus terrible crise, s'acquitter des obligations les plus écrasantes sans que l'équilibre de ses finances ait été rompu, sans que son crédit ait été atteint et j'ajoute sans que l'union morale entre les divers éléments qui peuplent son territoire ait été compromise.

« Toutes les races et toutes les religions vivent en paix. La communauté musulmane sait que les progrès réalisés et auxquels elle a pris sa part n'ont rien détruit de ce qu'elle respecte, que ses traditions et ses rites nous sont sacrés, qu'ils sont sous la sauvegarde de son illustre souverain en même temps que de la France. Elle sait que nous n'avons pas attendu les temps d'épreuve pour prendre cette attitude et elle est sûre que nous persévérerons après la victoire. »

La vigilance et la fermeté de M. Alapetite ont grandement contribué à ce résultat. En incarnant les sentiments généreux de la civilisation française, il s'est acquis la reconnaissance de nos protégés.

La prospérité actuelle de la Tunisie est une victoire francaise dont le poids sera senti lourdement par nos ennemis. Elle donnera plus de force à la France pour reprendre son œuvre de civilisation dans la paix.

JEAN BARBIZET.

L'AMÉRIQUE LATINE EN 1915

La guerre qui ensanglante l'Europe, et qui n'a pas été sans effleurer le monde de l'Extrême-Orient et du Pacifique, a profondément retenti dans les deux Amériques, bien que les hostilités proprement dites les aient épargnées. Les relations normales du temps de paix ont été bouleversées; la circulation des personnes et des marchandises à travers l'Atlantique, paralysée sinon suspendue; le courant des échanges de capitaux, arrêté d'abord, s'est ensuite trouvé renversé. Mais tout ne s'est pas borné à cette révolution économique : l'Amérique est un des foyers actifs du droit international contemporain; c'est elle qui a commencé l'application des formules d'arbitrage demeurées presque de pures doctrines, jusqu'ici, dans l'ancien continent. Et voici précisément que ces notions neuves, qui paraissaient acquises au patrimoine général de l'humanité, sont maintenant remises en question par la brutatité de l'agression germanique. De là, dans sa psychologie politique aussi bien que dans l'allure de ses affaires, un déséquilibre, un malaise, qui atteint intimement l'Amérique tout entière et nous oblige ici, tout d'abord, à parler de faits qui ne sont pas américains.

Plus encore que l'Amérique anglo-saxonne, l'Amérique latine a subi le contre-coup de la guerre européenne. Elle est, en effet, moins complètement adulte, moins indépendante des fournisseurs de produits et d'argent du vieux monde. Au début du siècle, les plus puissantes de ses nations, Brésil, Argentine, Chili, s'abandonnaient à une mégalomanie coûteuse de travaux publics et même d'armements; gouvernements comme particuliers s'étaient laissé gagner par cette griserie de l'espace qui est, pour ainsi dire, la maladie de croissance des pays jeunes; une spéculation intense faussait les valeurs, particulièrement foncières, et l'on ne prévoyait pas l'inévitable liquidation. La tourmente européenne a mis brusquement un terme à ces envolées dans l'espace; elle a, non sans beaucoup d'épreuves, assaini nombre

de situations : sans doute (mais ceci n'est point spécial à l'Amérique Latine) aura-t-elle assuré là-bas d'honorables prétextes à des défaillances dont elle ne fut pas la cause essentielle. Nous devons ajouter que la difficulté des communications a singulièrement appauvri les sources de nos renseignements critiques sur plusieurs des républiques de l'Amérique Latine; aussi ne nous dissimulons-nous pas que les pages qui suivent ne sauraient présenter un tableau complet, rigoureusement objectif; nous nous sommes limité à l'étude des questions principales et nous estimerions heureux d'avoir réussi, malgré notre ignorance de beaucoup de détails, à conserver approximativement les proportions de l'ensemble.

*
* *

Comparativement à l'Europe, l'Amérique Latine est demeurée en paix l'année dernière, en ce sens qu'elle n'a pas été un théâtre du grand conflit. Mais, sur plus d'un point, la tranquillité de ses résidents a été troublée, les armes ont été prises et le sang a coulé. La crise mexicaine, qui dure depuis la retraite de Porfirio Diaz, n'est pas terminée; il n'est pas certain que la reconnaissance du général Carranza par l'Amérique et la plupart des États de l'Europe ramène ce malheureux pays dans la pratique constitutionnelle. Des mouvements locaux, contre les gouvernements établis, ont éclaté dans le Guatemala et l'Equateur; les provinces méridionales du Brésil ont vu des émeutes de fanatiques, contre lesquelles l'armée fédérale a dû sévir. En Haïti, les États-Unis ont coupé court à l'anarchie par l'instauration d'un vrai protectorat. Mais ce ne sont là, presque, que des faits divers, des épisodes que les journaux sud-américains, sauf pour le Mexique, pourraient classer sous leur rubrique *policia*; ce ne sont que des accidents sans gravité dans l'histoire de ces sociétés en formation.

L'Amérique Latine n'a pas atteint encore son équilibre entre deux groupes de forces : celles qui tendent dans chaque État à l'organisation nationale, et les forces centrifuges qu'expriment les prétentions des chefs locaux ou *caudillos*; c'est la contradiction, non résolue, des fédéralistes et des unitaires, celle dont on retrouverait des traces, aujourd'hui même, jusque dans la grande Union américaine du nord.

Nulle part, l'an dernier, cette lutte ne fut plus vivement exaspérée qu'au Mexique : Porfirio Diaz était un monarque ou, pour employer le mot en son sens grec, un tyran. Lui disparu, l'autorité gouvernementale s'est émiettée; chaque province, chaque ville a formé sa petite république, violemment hostile aux voisines; des propriétaires miniers ou fonciers, tel Madero, des meneurs d'une jacquerie comme Zapata se sont heurtés, pillés, massacrés les uns les autres. Aujourd'hui que le général Carranza paraît l'emporter, on se demande si Mexico restera la capitale des « États-Unis du Mexique ».

Des intérêts européens et sud-américains ayant été, dès 1911, lésés par la révolution mexicaine, celle-ci n'est pas absolument inconnue de notre côté de l'Atlantique; des revues de Bourse en avaient parlé avant la guerre et n'ont clos cette rubrique que devant l'impérieuse primauté d'autres préoccupations. Par contre, nous n'avons à peu près rien lu chez nous sur des événements moins retentissants mais qui procèdent de dissensions profondes analogues, en diverses autres républiques latines. Au Pérou, le désordre administratif a suscité des mécontentements très vifs contre les ministres et les services centraux, réunis à Lima; les deux cités universitaires de Cuzco et d'Aréquipa ont protesté contre les abus du régime unitaire et réclamé une décentralisation qui pourrait aller jusqu'à la fédération. Au Brésil, le président de l'Union, M, Wenceslao Braz, n'a qu'une autorité précaire en face d'oligarchies locales puissantes, maîtresses des administrations d'États; des questions de personnes ont singulièrement troublé la vie parlementaire et administrative; l'État de Rio de Janeiro demeura plusieurs mois disputé entre deux présidents dont l'un, M. Nilo Peçanha, ancien président de la République, finit par triompher après d'invraisemblables débats juridiques. En Argentine même, les autorités fédérales ont dû, quelle que fût la répugnance des dirigeants, intervenir pour mettre un terme à certaines fantaisies régionales : ce sont là les inconvénients normaux d'un régime qui multiplie bien inutilement, au provincial et au fédéral, les fonctions politiques; de bons esprits souhaitent, mais n'ont pas réussi encore, réformer ce *gobierno dual*, cause certaine de faiblesse pour toutes les républiques sud-américaines.

Quelques hommes d'État, cependant, ne reculaient pas, là-bas, devant des expériences politiques extrêmement hasardeuses : tel est

le cas du président de l'Uruguay, M. Batlle y Ordoñez, auquel a succédé son ami M. Viera, et qui continue à inspirer une campagne en faveur de « l'exécutif *colegiado* »; il s'agit de remplacer le président de la République par un directoire exécutif et de transformer le pouvoir législatif par la pratique fréquente du plébiscite. Sur ce thème, des polémiques ardentes ont été engagées, non seulement à Montevideo, où le président Batlle donnait, de sa personne, dans le journal *El Dia*, mais aussi de l'autre côté du Rio de La Plata, en Argentine : le grand journal de l'élite intellectuelle, *La Nación*, s'est fait l'avocat d'un conservatisme qui n'a rien de figé, mais qui se défie des improvisations et des « idylles jacobines ». Est-il opportun de renverser une constitution, d'exciter les passions populaires lorsque la situation générale est incertaine, lorsque les revenus publics diminuent, lorsque le recueillement serait peut-être le vrai courage? On ne saurait douter de la sincérité et de la vigueur de caractère du président Batlle, mais les souvenirs du Directoire français et la propension connue des Latins, dans les deux mondes, à faire de la politique la plus facile des industries, semblent déconseiller de poursuivre là-bas, « sur la peau humaine », des recherches de laboratoire.

*
* *

Aussi bien d'autres intentions, qui semblent plus pratiques, se sont fait jour à l'occasion de récentes élections présidentielles en plusieurs républiques; elles sont d'ordre politique et financier. Dans chaque État, on s'efforce de déterminer une formule d'administration vraiment nationale, sur les fondations de finances mieux ménagées que par le passé; toutes ces opérations, qui sont analogues, finissent par converger vers des buts communs, et ainsi, précisée par certaines influences que nous étudierons plus loin, s'élabore la théorie sud-américaine du panaméricanisme. Au Brésil, un assassinat a dérouté le jeu des groupes : le 8 août, M. Pinheiro Machado, sénateur de Rio Grande do Sul et président du sénat, était poignardé à Rio de Janeiro; chef du parti qui s'intitulait « républicain conservateur », il passait pour le véritable maître de l'État; le maréchal de Fonseca (1910-1914) lui avait dû son élection à la présidence de la Répu-

blique et le président actuel, M. Wenceslao Braz, n'était guère plus indépendant. Le meurtre fut un attentat privé, il n'en a pas moins désorganisé le *politicagem* brésilien, et réveillé les ambitions nullement illégitimes de certains hommes publics, notamment dans l'État de Sao-Paulo, le plus avancé, le plus riche de tout le Brésil; il a déterminé les partis à une sorte d'examen de conscience, dont on peut espérer que la conclusion sera une législation financière plus prudente et une réforme constitutionnelle renforçant le prestige du pouvoir fédéral.

Le Pérou et le Chili ont procédé, en 1915, à l'élection de nouveaux présidents. L'élu du Pérou est M. José Pardo, qui avait déjà exercé cette haute magistrature de 1904 à 1908; il prend la suite d'une administration qui a multiplié les dépenses, malgré la chute des revenus publics, la rareté des affrètements sur les États-Unis et l'Europe, la faiblesse du crédit; l'avenir a été lourdement engagé par des contrats avec des sociétés étrangères, concessionnaires de travaux publics. Ces expédients n'avaient pas suffi pour acquitter les dépenses courantes; les appointements des fonctionnaires étaient irrégulièrement payés et même, symptôme irrécusable de crise, les indemnités des députés; on craignait des difficultés du côté du Chili pour le règlement du litige toujours pendant des territoires de Tacna et d'Arica. Le président Pardo a fait un appel, qui paraît avoir été entendu, à la concorde civique; il a publiquement déclaré son désir d'une entente amiable avec le Chili, et annoncé une sévère réforme des finances, mais il n'est au pouvoir que depuis le mois de septembre.

Le nouveau président du Chili, M. Juan Luis Sanfuentes est entré en fonctions le 23 décembre dernier, en remplacement du président Barros Luco. Celui-ci a péniblement, pendant les quatre années de son mandat, maintenu la paix civile malgré la vivacité des luttes parlementaires, et préludé à l'avènement d'une nécessaire politique d'économies. Le président Sanfuentes appartient au groupe dit conservateur et « Balmacediste », du nom du chef, très autoritaire, que renversa un mouvement parlementaire en 1891; il a dû son élection à une coalition de partis qui s'est produite à la Chambre des Députés, tandis que le Sénat, en majorité libéral, lui est hostile et avait soutenu son concurrent à la présidence, M. Xavier

Figueroa Larrain. Le premier ministère de M. Sanfuentes, conservateur et balmacédiste, avec le propre fils de Balmaceda, s'est brisé contre la résistance du Sénat et n'a vécu que quelques jours. Le président s'est alors adressé à M. Maximiliano Ibañez, chef libéral, qui a formé un cabinet « universel »; un catholique y figure, M. Subercazeaux, qui est aux Affaires étrangères et, pour la première fois dans l'histoire du Chili, un « démocrate » (nous dirions un socialiste), M. Guarello, ministre de l'Industrie et des Chemins de fer. Ce cabinet va-t-il durer sur son programme d'union nationale, comportant réforme financière et administrative, entente avec le Pérou? Va-t-il disparaître après avoir fait voter le budget? Il nous est présentement impossible de le prévoir.

L'Argentine entre seulement en période électorale; le Dr Victorino de la Plaza, président actuel, exerce ces fonctions en raison du décès du Dr Roque Saenz Peña, mort en cours de charge, et dont il était d'abord le vice-président; l'élection présidentielle doit avoir lieu au début du printemps; à la fin de 1915, les partis n'avaient pas encore pris position. Sous l'administration quelque peu timide du Dr de la Plaza, les résolutions annoncées par le président Saenz Pena de combattre « l'officialisme », autrement dit l'intrusion de la politique dans les administrations et dans les scrutins, n'avait pas été très vigoureusement suivie. Mais, par le progrès même du pays, qui est si remarquable, de nouvelles « capacités » électorales étaient nées, des idées avancées recrutaient des adhérents, un parti socialiste faisait passer deux candidats à des élections locales, dans Buenos Aires. Aujourd'hui, autant qu'il est loisible de discerner des courants, l'opposition le plus nette serait entre les « radicaux » au pouvoir, plus théoriciens, et les « démocrates », à la fois plus conservateurs et plus hardis dans la pratique. Les premiers ont jusqu'ici fourni la majorité du personnel politique; les seconds, dont le nom unique cache une grande diversité d'origines, sont ici des catholiques urbains, hommes d'affaires et ouvriers, là de moyens propriétaires d'Entre-Rios et de Santa Fé; plus qu'aux radicaux, il leur est difficile de se mettre d'accord sur un programme d'action positive.

En Argentine ainsi qu'au Brésil, la prudence fiscale est à l'ordre du jour. Le système des impôts est resté trop peu souple, car les douanes demeurent la ressource fondamentale de l'État. Or ce cha-

pitre a été cruellement appauvri dès le deuxième semestre de 1914 et plus encore en 1915 par la baisse des importations, conséquence de la guerre européenne. Le gouvernement argentin n'a pas osé refondre entièrement son régime tributaire; il a recouru à des précautions de détail dont le bénéfice n'a pas été insensible; il a procédé surtout par économies, peut-être sans distinguer avec assez de soin les dépenses somptuaires et les dotations rémunératrices; il a aussi amorcé quelques augmentations de taxes indirectes (sucre, bière) et, pour le surplus, fait appel au crédit. La situation aujourd'hui, sans être brillante, ne saurait cependant susciter des inquiétudes en Europe, d'autant plus que l'or des belligérants afflue en Argentine pour payer des fournitures de guerre et que les positions les plus menacées ont été emportées dès les premiers mois de la guerre. Toutefois nous ne nous rangeons pas à l'opinion du ministre des Finances de Buenos-Aires, qui déclarait en août 1915 la crise factice et due seulement à des excès de spéculation déjà corrigés : l'État argentin ne pourra se passer avant longtemps d'améliorer ses recettes par de nouveaux impôts; déjà les compagnies de chemins de fer lui ont donné l'exemple, en relevant leurs tarifs de 10 p. 0/0.

La question est plus grave pour le Brésil, où le gouvernement avait continué à dépenser sans compter; cependant on voyait fléchir les importations, dont vit à concurrence de 50 p. 0/0 le budget fédéral et aussi les exportations de produits riches sur lesquelles sont fondées les recettes les meilleures des États. Dans son message de 1915, le président Wenceslao Braz a préconisé de strictes économies; son nouveau ministre des Finances, M. Pandio Calogeras, s'est livré à une énergique compression du budget, a mis à l'étude des impôts nouveaux de consommation sur le café, le sucre, la viande séchée (*xarque*), une taxe du timbre, etc.; il a résolument supprimé tous les comptes spéciaux, dont l'usage permettait de ruineuses et parfois scandaleuses fantaisies. Mais le Brésil n'avait pu, pour parer à ses engagements extérieurs, échapper à la solution liquidatoire d'un *funding*, et il avait imprudemment émis du papier-monnaie non garanti en or pour ses dépenses intérieures. La situation, malgré l'assainissement progressif du commerce extérieur, demeure délicate. C'est l'occasion à saisir de réformes radicales et notamment d'une consolidation du crédit brésilien à l'étranger par l'établissement d'un

contrôle fédéral sur les finances des États; un projet dans ce sens avait été déposé au parlement dès 1913 par M. Sà Freire; le moment est venu de le reprendre et mener à bien.

Le Chili, plus éloigné de l'Europe, a cependant souffert de la raréfaction des achats de nitrates dont l'Allemagne était le principal acheteur. Des groupes chiliens d'Amérique et de Londres ont remis à l'étude un plan de centralisation par l'État des ventes de nitrates dans le monde entier; un syndicat, véritable bureau ministériel, fixerait les prix de vente, unifierait la propagande à l'étranger, veillerait à la transformation de l'outillage, associerait les intérêts des possesseurs de mines, des exploitants, des négociants et de l'État. Les provinces septentrionales, où s'étendent les *salitreras*, sont le coffre-fort du budget chilien; nous ne sommes pas certain que la « fiscalisation » projetée soit le meilleur moyen de le remplir. Signalons cette tentative comme une preuve des préoccupations fiscales qui hantent aujourd'hui les hommes d'État sud américains; en ce même ordre d'idées se rangent les innovations esquissées en Uruguay, qui participent des théories étatistes chères au président Batlle, notamment le monopole des assurances; l'Argentine serait aussi disposée à une exploitation en régie d'État des gisements de pétrole découverts à Commodoro Rivadavia (Patagonie du Sud).

***

La véritable économie nationale ne repose pas seulement sur une réduction des dépenses, voire sur une sage politique fiscale; elle comporte aussi la mise en valeur méthodique des ressources locales, une sollicitation assidue et intelligente de la nature. La guerre européenne, en attirant de l'or étranger sur ces terres jeunes, riches surtout encore de matières premières, aura facilité leur transformation, en permettant la constitution plus solide de capitaux privés, qui sont la force substantielle des États. Les belligérants ont demandé à l'Amérique Latine, dans les débuts du conflit, des vivres et des matières brutes pour leurs industries; le Mexique s'étant, du fait de ses troubles civils, interdit de profiter de cette aubaine, ce sont le Brésil, et l'Uruguay et l'Argentine qui en ont tiré parti; mais les marchés allemands se sont trouvés fermés, la maîtrise de la mer

ayant été rapidement et totalement conquise par les alliés. Hambourg était le port des tabacs brésiliens, en relations constantes avec un organisme d'achat, allemand lui aussi, installé à Bahia; la régie française venait chercher à Hambourg ses tabacs du Brésil. De même, Santos envoyait à Hambourg des cafés de Sao-Paulo, et Para des caoutchoucs de l'Amazonie; tous ces mouvements ont été suspendus; la plupart des paquebots allemands qui les assuraient sont internés dans des ports neutres, jusqu'à la fin des hostilités.

Les ventes aux alliés n'ont pas, d'abord, entièrement compensé ce déficit des échanges avec l'Allemagne; le Brésil surtout, qui vend relativement peu de vivres des climats tempérés, a été atteint; il s'est mis un peu tard à organiser des abattoirs industriels et des entrepôts frigorifiques, pour exploiter son cheptel des provinces intérieures, Matto Grosso, Minas Geraes, etc. Une sécheresse meurtrière, en 1915, a décimé bien importunément le troupeau des *sertaoes* du nord-est au moment où la vente en eût été le plus rémunératrice. L'Argentine et l'Uruguay, au contraire, ont pu passer avec l'Angleterre et la France des contrats considérables pour des viandes frigorifiques; les troupes en campagne en ont reçu de vastes approvisionnements; il n'est pas douteux que, si les autorités administratives y tiennent la main, la vente aux populations civiles de ces viandes très saines et relativement bon marché soutiendra des transactions qui survivront à la guerre. Après les viandes, les alliés ont acheté en Argentine des laines pour alimenter leurs usines de draps, des cuirs pour leurs harnachements; plus récemment encore, ils ont importé du Rio de la Plata des lainages fabriqués, offrant ainsi une prime à l'établissement d'une industrie argentine.

A Buenos-Aires, la Société Rurale dont les initiatives furent si souvent bienfaisantes, a organisé en 1914 une exposition cotonnière, afin de stimuler une culture qui réussit très bien dans les provinces du Nord; elle a fait demander à l'Institut bactériologique de Rio, œuvre du professeur Osvaldo Cruz et, par lui, de nos Instituts Pasteur de France, un spécialiste pour les études relatives au bétail. En Uruguay, la culture des fruits, la préparation du vin ont fait l'objet de travaux scientifiques et pratiques. Le Brésil a développé la culture du riz suivant les indications de Trappistes français qui colonisent sur la limite des États de Sao-Paulo et de Rio de Janeiro. En

l'absence des ordinaires placements d'Europe, presque tous les capitaux frais apportés pour ces entreprises nouvelles sont venus de l'Amérique du nord; des ingénieurs des États-Unis ont prospecté les mines de fer du Brésil central, les *hervaes* à maté du Parana, « trusté » la plupart des frigorifiques de Sao-Paulo et de l'Argentine, demandé à Buenos-Aires la concession des pétroles du sud. Les États-Unis, qui possèdent des institutions bancaires riches et hardies, ont entrepris de se substituer à l'Europe défaillante comme bailleurs de fonds de l'Amérique Latine.

Ce n'est pas que les Républiques australes n'éprouvent pas le désir de se rapprocher et de *fare da se*; mais elles sortent à peine de la période constituante et l'on compterait les œuvres d'envergure, vraiment internationales, dont le mérite doit leur être réservé: dans ce petit nombre figurent les chemins de fer qui s'avancent du littoral brésilien et de l'estuaire de la Plata vers les plateaux boliviens, tronçons des prochaines voies transaméricaines, dont les travaux ont été pris en charge par les gouvernements intéressés. La voie brésilienne, naguère concédée à la « Compagnie du Nord-Ouest », est un prolongement des compagnies appelées Paulista et Mogyana, vers les plateaux herbeux du Matto Grosso, que draine le haut Paraguay. Le rail atteint aujourd'hui sur cette rivière Porto-Esperança à 1,822 kilomètres de Santos, port sur l'Atlantique de l'État de Sao-Paulo. A la suite de litiges non encore terminés, le gouvernement fédéral s'est substitué en 1913 à la Compagnie du Nord-Ouest (dont les capitaux étaient surtout français), pour achever la ligne; la circulation est depuis la fin de 1913 assurée de bout en bout, mais il reste des travaux complémentaires à reprendre en sous-œuvre.

Ce chemin de fer met en relations les capitales brésiliennes avec des régions à peine colonisées encore, vers lesquelles se portent les *fazendeiros*, cultivateurs de café, et les éleveurs. Sur le haut Paraguay, il rencontre la concurrence argentine de cette belle voie fluviale; déjà une compagnie de Buenos-Aires avait préparé par là des exportations de bois, de bétail, et de fruits tropicaux. Porto Esperança, en aval du chef-lieu administratif du Matto Grosso, Corumba, est le point d'aboutissement de routes qui viennent de la « sierra » bolivienne. L'Argentine vise cette même région par le chemin de fer qui monte de Tucuman par Jujuy; le gouvernement de

Buenos-Aires a, en ce qui le concerne, exécuté son engagement de pousser les rails jusqu'à La Quiaca, station frontière; il est en pourparlers avec le gouvernement bolivien pour que celui-ci, comme il l'a promis, construise le tronçon par où cette ligne se soudera à celle qui relie le port pacifique d'Antofagasta à la Paz, capitale de la Bolivie; ainsi serait terminé, entre l'estuaire de la Plata et le nord du Chili, par les plateaux intérieurs du continent, un nouveau chemin de fer transcontinental.

*
* *

Le rapprochement économique a été précédé par des négociations d'ordre politique et par la signature d'un important traité entre Argentine, Brésil et Chili; cette convention, familièrement désignée par les initiales de ces trois républiques, est déjà célèbre sous ce nom d'A B C. Depuis plusieurs années, les hommes d'État les plus éminents de l'Argentine et du Brésil, reconnaissant qu'il n'existait entre les deux nations aucune raison d'hostilité sérieuse, avaient entamé des pourparlers en vue d'une entente politique générale; il y eut, entre les capitales, échange de visites présidentielles et de courtoisies. Le Chili, qui avait réglé amiablement, sur un arbitrage d'Édouard VII (1902-1903), un différend avec l'Argentine sur la frontière des Andes, s'associa aux négociations. Bref, le traité fut signé, à Buenos-Aires, le jour de la fête nationale argentine, 25 mai 1915, par les ministres des Affaires étrangères des trois républiques, MM. Luis Murature, Lauro Muller et Lira; il décidait de confier à l'arbitrage tous les litiges qui pourraient s'élever désormais entre les États signataires et, immédiatement, le règlement de la frontière chiléno-argentine dans les archipels de Patagonie.

La raison a dicté cet accord : l'Amérique du Sud est à peine peuplée: les districts intérieurs, contestés entre des républiques dont les frontières demeurent, sur certains points, mathématiques, faute de tracé sur un terrain mal levé, ne valent pas les frais d'un conflit armé; il n'y a nulle part, dans le continent sud-américain, d'Alsace-Lorraine ni de Pologne, ni d'Istrie « non rachetée ». La question de Tacna et Arica, qui divise encore le Chili et le Pérou, n'est pas de celles auxquelles une longue histoire impose une solution exclusive.

La conclusion du pacte de l'A B C n'a pas été sans susciter quelque émotion en diverses capitales, en Équateur, en Colombie par exemple; mais il est bien certain que les inspirateurs de ce groupement ne visent l'oppression de personne; leur accord est fondé sur le mutuel respect de leurs libertés et de celles d'autrui; tel est le commentaire qui en a été partout donné, lors des discussions parlementaires qui en précédèrent l'enregistrement et, plus récemment, fin décembre 1915, au cours de fêtes célébrées à Santiago du Chili. C'est dans cet esprit aussi que l'Argentine convie cordialement toutes les républiques sœurs, et point celles de l'A B C seulement, aux solennités du Centenaire de la Constitution de Tucuman, en juillet 1916.

Des gouvernements, le mouvement paraît s'étendre aux citoyens eux-mêmes; déjà des accords d'affaires ont été préparés entre Rio et Buenos-Aires, une Chambre de commerce argentino-brésilienne créée dans cette dernière ville, des échanges littéraires et dramatiques organisés entre les capitales. Des groupes d'industriels s'inquiètent, malgré diverses jalousies locales, d'assouplir le régime de la circulation sur le chemin de fer transandin, qui devrait mettre Valparaiso et Santiago, même quand la neige couvre les montagnes, à trente-six heures du Rio de la Plata. Un cercle bolivien s'est récemment constitué à Buenos-Aires. Enfin, il n'est pas défendu d'espérer un prochain règlement chiléno-péruvien de la question Tacna-Arica. Le traité qui termina la guerre du Pacifique, en 1883, avait stipulé que le sort définitif de ces provinces, occupées par le Chili, serait fixé par un plébiscite; rien n'a été tranché jusqu'ici. Les présidents Pardo et Sanfuentes désirent sincèrement terminer ce litige, qui est le dernier de quelque importance entre les républiques latines; des missions officieuses, celles du Dr Eleodoro Yanez à Lima et de don Anibal Maurtua à Santiago auraient heureusement préparé la voie, dit-on, à une transaction finale.

Est-ce sous l'impression des souffrances que la guerre impose à l'Europe, il n'est pas douteux que l'Amérique cherche en ce moment à prévenir les conflits à venir par une novation du droit international qui, du moins, la tienne à l'abri. La conciliation consacrée par le traité de l'A B C n'a pas peu contribué à modifier l'attitude des États-Unis en face de l'Amérique Latine; elle a déterminé un nouvel

avatar de la doctrine de Monroë. La grande Union du Nord s'était d'abord montrée impérieuse, cassante, dans tous ses rapports avec les républiques du sud; elle les traitait en mineures, dont la faiblesse réclamerait une tutelle plus ferme que discrète; tels hommes d'État qui parcoururent l'Amérique Latine après la conquête des colonies antillaises de l'Espagne, se donnèrent au Chili, en Argentine, au Brésil, des allures d'inspecteurs qui provoquèrent le mécontentement et l'ironie sur leur passage. Le cabinet de Washington s'imaginait consentir des cadeaux lorsque, par exemple, il proposait au Chili une convention d'arbitrage. Un examen plus critique a démontré quelle était cette erreur : le traité avec le Chili, signé en 1915 sous les auspices d'un ambassadeur qui connaît l'Amérique Latine, M. Fletcher, a un caractère bien mieux équilibré; de même M. Sherrill, qui fut longtemps ministre des États-Unis à Buenos-Aires, où il avait acquis une vraie popularité, a enseigné à ses compatriotes ce qu'est l'Argentine; en 1915, les deux États traitent sur le pied d'égalité pour l'échange de recommandations postales, et leurs centres d'affaires négocient une convention générale d'arbitrage commercial.

Ces sentiments d'estime réciproque se sont publiquement affirmés à propos des affaires centre-américaines : dès 1914, des conférences réunissaient à Washington et à Niagara des délégués des États-Unis et des républiques de l'A B C, qui discutèrent la question d'une intervention armée au Mexique. Il est probable que le président Wilson, après s'être prononcé avec une rigueur quelque peu doctrinaire contre le gouvernement d'Huerta, ne se souciait pas d'engager une action militaire pour laquelle les États-Unis n'étaient nullement préparés; il accueillit donc volontiers les suggestions des ambassadeurs latins, qui déconseillaient une démarche menaçant l'autonomie d'une des républiques sœurs. Si le président n'a pas cédé aux exhortations de quelques manieurs d'argent, qui voulaient profiter de l'anarchie mexicaine pour s'emparer à bon compte des gîtes miniers et pétrolifères, l'influence des ministres sud-américains rassemblés autour de lui a certainement éclairé sa résolution. Pendant que l'Europe est en feu, ce rapprochement panaméricain a continué; nous serons surpris à la paix, si nous ne l'observons dès maintenant, d'en constater les progrès.

Les affaires mexicaines l'ont de nouveau servi en 1915. Après des vicissitudes sanglantes, le général Carranza dominait tous ses rivaux ; il était maître de la plus grande partie du Mexique ; un envoyé du président Wilson, M. Silliman, avait rapporté à Washington l'impression que ce chef pourrait, enfin, retrouver la paix, si des oppositions ne lui étaient pas faites de l'étranger. M. Lansing, ministre des Affaires étrangères des États-Unis, réunit alors une conférence des représentants des républiques latines : c'est ce groupe panaméricain qui a décidé la reconnaissance du général Carranza ; son exemple a été peu à peu suivi par les puissances européennes, bien que Carranza fût suspect à plusieurs d'entre elles. Les Américains l'ont accepté, parce qu'ils le considèrent comme un homme de jugement droit, entouré de collaborateurs honorables et intelligents, le général Alvaro Obregon, le gouverneur Pablo Gonzalez, l'avocat et écrivain Eliseo Arredondo, le financier Luis Cabrera ; ce n'est pas un anticlérical, disent-ils, mais un libéral qui veut sincèrement la réforme du régime foncier, la consolidation du crédit public.

Il nous est bien difficile, dans les circonstances actuelles, de faire une critique objective de cette appréciation ; retenons-la tout au moins comme attestant la valeur internationale du groupement panaméricain, dans lequel les républiques latines jouent un rôle essentiel ; elles posent le problème de leur amitié avec les États-Unis comme comportant nécessairement la conciliation des désirs d'expansion des hommes d'affaires et du respect des autonomies locales. Elles ont d'ailleurs jugé opportun de laisser pleine liberté aux États-Unis dans l'île d'Haïti, et l'on doit voir là l'indication que, d'ores et déjà, elles ont convenu avec l'Union du Nord d'une politique particulière en ce qui concerne les archipels et l'isthme de la Méditerranée américaine. Parmi les meilleurs ouvriers de cette œuvre trop peu connue en Europe, il faut citer MM. Domicio da Gama, ministre du Brésil à Washington, Lauro Muller, ministre des Affaires étrangères à Rio de Janeiro, et Romulo Naon, ambassadeur d'Argentine aux États-Unis ; ce dernier a conquis un prestige personnel éminent, par sa haute culture, par la libéralité distinguée de ses réceptions : venu en congé à Buenos-Aires en décembre 1915, il présidait avec M. Stimson, ambassadeur des États-Unis, l'assemblée annuelle de l'United States University Club de cette ville, groupe de

plus en plus puissant d'Argentins qui ont fait ou complété leurs études aux États-Unis.

Les échanges intellectuels ont été beaucoup développés, dans ces dernières années. D'abord des Congrès scientifiques et médicaux furent organisés par les républiques latines, à la diligence de l'active Sociedad Científica Argentina, de Buenos-Aires; des sessions furent tenues depuis 1901 dans cette ville, ainsi qu'à Lima, Santiago, Rio de Janeiro, Montevideo. Aujourd'hui, ces Congrès sont panaméricains, en raison de l'adhésion des États-Unis; ils sont organisés avec autant de méthode que de largeur d'esprit par l'Union Panaméricaine de Washington, véritable ministère libre, qu'a royalement doté la munificence de M. Carnegie et que dirige M. John Barrett. Le Congrès de 1915 a eu lieu à Washington; il fut inauguré par M. Lansing et clos, le 7 janvier 1916, par le président Wilson lui-même. Le programme en était extrêmement vaste; on peut le comparer à celui de nos Congrès français de l'Avancement des Sciences ou des Sociétés Savantes, avec cette différence toutefois qu'ici l'on sent nettement une inspiration politique d'ensemble. L'aviateur Santos Dumont était un des délégués du Brésil; l'un des représentants argentins, M. Enrique Gil, fit un rapport remarqué sur les récents succès de l'A B C, qui présagent un prochain rôle international de cette entente; l'ancien ministre américain Elihu Root ne fut pas moins applaudi lorsque, dans la section de droit, il flétrit les violences contre la neutralité et les conventions internationales.

Une réunion panaméricaine plus technique fut, en mai 1915, le Congrès financier de Washington. Cette première session n'a guère été qu'une prise de contact, car il fut possible d'aborder seulement quelques-uns des chapitres d'un ordre du jour très chargé; des rapports étaient prévus sur le régime monétaire et bancaire, sur les transports maritimes et terrestres entre les deux parties du continent, sur le développement de marchés correspondants, sur les émissions destinées à des travaux d'intérêt commun, sur l'unification des règlements douaniers, qui sont une annexe si importante des tarifs proprement dits, etc. M. Ricardo Aldao, délégué argentin, parla de l'arbitrage commercial. Le ministre des Finances de Washington, M. Mac Adoo et le président Wilson étaient partisans d'un service interaméricain de paquebots marchands qui appartiendraient aux

États-Unis eux-mêmes; les représentants latins ont combattu ce projet étatiste et fait décider que les gouvernements s'en remettraient aux initiatives privées. Le Congrès fut l'occasion de réceptions à Washington et à New-York; l'un des rois de la finance yankee, M. Morgan, traita princièrement les délégués à bord de son yacht *Corsaire*. Peu de jours auparavant, un emprunt argentin de 250 millions de francs avait été couvert aux États-Unis, après un refus de Londres; à ce même moment, l'Argentine prenait une part brillante à l'Exposition de San-Francisco.

*
* *

Y a-t-il là une menace pour les intérêts légitimes de l'Europe, particulièrement de l'Angleterre et de la France, qui furent jusqu'ici les principaux bailleurs de fonds de l'Amérique Latine? Rien n'est moins sûr, et tel n'est certainement le désir ni des Américains du sud, très jaloux de ne se livrer à aucune collaboration qui les domine, ni même de nombreux groupes nord-américains avec lesquels nous estimons que les financiers de Londres et de Paris devraient resserrer des relations confiantes et cordiales. L'envoi de la mission Baudin, la constitution en pleine guerre de comités anglo-franco-belges qui travaillent avec le liquidateur américain à l'assainissement de la Brazil Railway Company, démontrent que, de ce côté de l'Atlantique, on s'inquiète enfin de ces si graves problèmes économiques sud-américains. Les Espagnols, particulièrement, s'y attachent en raison de la parenté des races; les journaux de Madrid publient volontiers des correspondances sud-américaines, souvent intéressantes; nos voisins n'ont pas renoncé à des relations actives entre l'Espagne et Cuba, où le régime américain est très libéral pour les sympathies hispaniques; l'Espagne fut, avec les républiques américaines, la seule puissance invitée à l'Exposition qui a souligné l'inauguration du canal de Panama; le pavillon qu'elle y a élevé sera l'hôtel de sa légation près la république isthmique. Il est très possible que les États sud-américains se rapprochent volontiers de l'Espagne, au moment où ils prévoient l'arrêt prolongé des principaux courants qui nourrissaient leur immigration avant la guerre.

Nous voyons avec plaisir l'essor de ces relations fondées sur les

affinités latines. Par contre le conflit européen instruit les républiques américaines sur les dangers d'un impérialisme agressif allemand, qui maintenant se dissimulerait volontiers sous un masque yankee : c'est un péril de demain contre lequel il importe de prémunir de concert tous ceux qui pourraient en être victimes. L'Allemagne occupait dans les dernières années des positions de premier rang dans l'Amérique Latine; mais sa brutalité ne lui avait point fait autant d'amis que de clients; ses procédés de guerre ont tourné contre elle toute l'opinion indépendante, malgré l'effort d'une propagande intensive à laquelle se consacrent tous les résidents germaniques qui n'ont pas pu ou voulu passer l'Atlantique. A Rio, la *Liga em favor dos Aliados*, à Buenos-Aires, les écrivains et les dessinateurs du *Diario*, de *Crítica*, mènent une chaude campagne; au Chili, les germanophiles ont perdu du terrain depuis les jugements grossiers du général Kœrner sur l'armée chilienne dont il avait été longtemps l'instructeur en chef. Même aux États-Unis, on s'alarme de l'audace intempérante des Germano-Américains et des Allemands qui font sauter des usines de munitions et font les frais des insurrections mexicaines, soutenant Huerta hier, et Villa aujourd'hui.

La guerre européenne aboutirait donc à cette double et curieuse conclusion de resserrer une entente panaméricaine autour d'une doctrine de Monroë rajeunie, et de préparer en Amérique l'élimination des influences germaniques, reconnues menaçantes pour toutes les libertés. Il importe que cette évolution américaine soit exactement comprise en Europe; trop souvent de ce côté-ci de l'Atlantique, on traite par prétérition les questions qui concernent « l'autre bord ». Il n'y a pas longtemps encore, les Nord-Américains aussi vivaient dans une ignorance méprisante de toute l'Amérique Latine : ayant vu des nègres au midi de leur propre territoire, ils s'imaginaient que les gens du sud étaient, si l'on peut dire, plus nègres encore. Les Sud-Américains ont eu l'initiative de réformer ces erreurs ridicules; ils ont pris de ce fait, vis-à-vis des États-Unis, une situation singulièrement plus digne, plus « respectable »; ils organisent, dans le cadre du panaméricanisme, leur autonomie continentale, elle-même respectueuse des droits de chaque nationalité. Peut-être entrevoient-ils, au lendemain de la guerre, la formation d'une ligue des États aujourd'hui neutres, dans le concert desquels leurs voix ne seraient

pas moins entendues, que naguère entre le Mexique et les États-Unis.

Quelques jours avant la reconnaissance du général Carranza, M. Naon, ambassadeur d'Argentine à Washington, donnait des conférences politiques sur le panaméricanisme, notamment à Harrisbourg et à Pittsbourg ; il le définissait « une aspiration de tout le continent, qui ne peut être satisfaite que par l'effort de chaque nationalité, dans le plein exercice de sa souveraineté ». Dans les sociétés américaines, quelles que soient du nord au sud les différences de races, la forme politique est la démocratie, dont le ressort essentiel est le travail des individus. Formulons ici le vœu que les vieilles nations libérales d'Occident, surtout la France et l'Angleterre, découvrent ce que ces jeunes sœurs tiennent en réserve d'énergies originales et sachent, en accord sympathique avec la doyenne du Nord et les cadettes du Sud, marquer leur place dans l'essor d'un progrès qui est une des plus riches promesses de la prochaine humanité.

HENRI LORIN.
Professeur à la Faculté des Lettres de Bordeaux.

UNE POIGNÉE D'ALLEMANDS LIBÉRAUX

Dans le précédent numéro de cette Revue, le maître historien Arthur Chuquet a analysé avec finesse et humour les thèses pangermanistes du sur-Allemand Werner Sombart. Qu'on lise et relise les *Haendler und Helden* de l'économiste teuton et les spirituels commentaires de M. Arthur Chuquet pendant que le monstre se débat dans d'horribles combats. Cette lecture déplaît à nos bons voisins. Le professeur Franz, qui connaît l'Angleterre et les choses anglaises, condamne sévèrement son compatriote illustre. « Le livre de Sombart, écrit-il, est antiscientifique; le ton est plein de présomption et l'argumentation est puérile. » Sombart n'a écrit que pour les Allemands. « Plût à Dieu, dit le *Justizrat* Dr. Adolf Heilberg, de Breslau, que Sombart ne fût pas lu par les autres! Car ceux-ci pourraient, au grand dam de l'idée allemande, se couvrir de son autorité pour apprécier la kultur dont la propagande est confiée à la guerre [1]. »

La connaissance approfondie des opinions pangermanistes nous est particulièrement précieuse, et il est fort regrettable que nous ayons attendu jusqu'en août 1914 pour savourer « les courageux livres » de Bernhardi. Nous aurions mieux connu le danger horrible qui menaçait la France et l'univers, si nous avions consulté plus souvent Treitschke, Fritz Bley, Keim, Gelbsattel, Rohrbach, Daniel Frymann et les autres oracles des *Alldeutschen*. C'est à tort que nous cueillions nos impressions sur l'Allemagne dans les écrits incolores, inodores et insipides rédigés pour l'usage externe et sur les lèvres des « bons Allemands », qui vivaient parmi nous de gains douteux ou du denier de l'espion, et vantaient la Paix des peuples.

Nous avons appris à nos dépens que les pangermanistes interprétaient fidèlement les opinions de l'immense majorité du peuple allemand. On l'a nié avant la guerre. « Identifier les conseils de

1. *Blaetter fuer zwischenstaatliche Organisation*, mai 1915, p. 90.

Bernhardi avec les projets secrets du gouvernement, c'est falsifier l'histoire. » L'illustre Schiemann signa ce verdict, et il ajouta « que les écrits politiques de Bernhardi n'étaient ni approuvés ni désirés par le gouvernement[1] ». Rien n'est plus vrai : l'ombre de la nuit convient aux grands crimes, et M. von Bethmann-Hollweg continue de méditer les graves problèmes philosophiques qui angoissèrent Ponce-Pilate. Les événements ont prouvé que les conseils de Bernhardi cadraient parfaitement avec les projets de la chancellerie et les désirs de la population allemande.

*
* *

Cependant des Allemands réfléchis, pondérés, respectueux du droit d'autrui, ennemis des folles aventures, résistaient au courant qui poussait vers la guerre. Leur idéal demeure. Étouffée hier par les clameurs belliqueuses et aujourd'hui par le régime sans aménité du *Burgfrieden*, leur voix se fera entendre plus librement quand les soldats du Droit auront repoussé l'agresseur et que sera présentée la douloureuse « addition ». Les vieilles tables sont brisées. Parmi ces hommes désabusés dont la tourmente n'a pas entièrement obscurci la saine raison il n'y a plus ni conservateurs ni nationaux-libéraux, ni progressistes ni social-démocrates. Des préférences innées les ont rangés dans trois clans : un *parti de droite* qui n'élague du programme impérialiste que les thèses extrêmes; un *centre* ou *marais*, refuge des esprits timides ou très prudents qui se détournent du passé et rêvent d'un avenir de concorde nationale et internationale; un *parti de gauche*, *d'extrême-gauche* même, qui condamne la guerre et ses auteurs responsables et attend de la défaite allemande la libération de l'Europe et la régénération de l'Allemagne.

La droite domine. Son action est courageuse — elle déplait aux grands — et prudente — car les *kommandanturen* sont sans pitié. Sera-t-elle féconde? — Tandis que, sur le territoire national, elle convie les Allemands à reprendre le sang-froid qu'ils ont perdu, elle prêche au dehors, surtout en Suisse et en Hollande, la paix immé-

1. Schiemann, *Ein Verleumder, Glossen zur Vorgeschichte des Weltkrieges*, p. 6.

diate, la paix transactionnelle, la paix sans gagnant. Elle se groupe autour de quelques revues — le *Forum*, l'une d'entre elles, succomba déjà sous la haine du comte von Reventlow — et de quelques associations parmi lesquelles émerge le *Bund Neues Vaterland* (Ligue de la Nouvelle Patrie). Maintes fois, le pangermanisme gouvernemental a cherché chicane à cette société patriotique dont, depuis novembre 1912, le baron von Tepper-Laski, commandant en retraite de l'armée prussienne, dirige les destinées. La *Deutsche Gesellschaft 1914* du docteur Solf, le secrétaire d'État aux colonies, à qui les événements ont valu des loisirs, doit l'assister à son lit de mort et recueillir sa succession. Cet héritier, comme tous les héritiers allemands, est pressé.

Dans les camps du *Neues Vaterland*, le prince von Hatzfeld, duc de Trachenberg, le prince Henckel von Donnersmarck et l'ancien ambassadeur baron von Stumm voisinent avec des savants de grand renom : Franz von Liszt, Lujo Brentano, Lammasch, Nippold, von Scala, Hans Delbruck, Walter Schuecking, Hans Wehberg, Richard Calwer, Ferdinand Tœnnies... Romain Rolland combat sous les mêmes drapeaux.

Le programme est simple : Pas d'annexions, restitution intégrale de toutes les conquêtes, paix immédiate. « Annexer tout un peuple ou mutiler un vieil État national aux puissantes forces civilisatrices, c'est s'exposer à bref délai à une nouvelle guerre mondiale[1]. » Bismarck ignorait cette vérité essentielle quand il céda, en 1870, aux demandes inconsidérées du parti militaire. « Sans l'autonomie et l'indépendance des peuples, du peuple allemand aussi bien que de tous les autres, point de paix durable ni de travail pacifique. » Le panégyrique *pro Borussia* de Treitschke et les « courageux livres » de Bernhardi ignoraient cette maxime; de même, en juillet 1914, Guillaume II et ses conseils. « Il faudra tenter, en outre, de rendre plus cordiales les relations éthiques, économiques et politiques des peuples européens; le rapprochement politico-économique en fournirait le meilleur moyen. » L'union douanière, prélude de l'union politique : l'idée a vieilli, et les événements ne l'ont pas rendue plus séduisante.

1. Brochure-programme : *Was will der Bund Neues Vaterland?*

Les ligueurs détestent la grande guerre qui heurte leurs convictions philosophiques ou ne répond pas à leurs vastes espoirs. Au cours de l'été 1915, le commandant von Tepper-Laski accorda une interview à un rédacteur du *Freie Wort*. « Demandez, dit-il, à tous ceux qui ne fournissent pas de matériel de guerre, qui n'écrivent pas dans les feuilles patriotiques ou qui ne sont pas corrompus par celles-ci s'ils regrettent la guerre mondiale. Que la consultation soit strictement secrète! Un seul sanatorium abriterait tous ceux qui répondraient qu'ils n'éprouvent aucun regret. » Commentant cette déclaration, le Dr Alfred H. Fried écrit : « Paroles courageuses qui posent la candidature de leur auteur au titre de *Deutschenfeind* (ennemi des Allemands). Les chauvins ont abusé de cette insulte qui deviendra prochainement un titre d'honneur[1]. »

D'une main fine et légère, la Ligue égratigne quelques auteurs de la guerre :

L'explosion de la guerre a montré combien peu les représentants des intérêts extérieurs des États européens ont répondu aux légitimes exigences des peuples en général et du peuple allemand en particulier. La valeur des diplomates allemands a fléchi parce que ceux-ci sont choisis dans une caste étroite, étrangère aux besoins économiques modernes. Le désastreux effet du caractère artificiellement secret des conventions internationales s'est manifesté au cours des pourparlers des diplomates européens. Les diplomates ont toujours prétendu qu'on aurait pu substituer à la solution tragique un lent aplanissement du conflit qui, mieux que la destruction des valeurs civilisatrices, aurait servi les intérêts des peuples. La diplomatie secrète a — pour ne pas dire plus — rendu cette solution extraordinairement difficile. Ici, comme dans d'autres domaines de la vie des peuples modernes, il faudra instituer un contrôle public.

Doucement, très doucement, sont malmenés les hobereaux qui commandent aux armées et dans les chancelleries. Le reproche est cruel, injuste. Il n'atteint évidemment pas M. von Schœn chez qui le *von* fatidique, marque de la faveur impériale, a laissé intacte la tare originaire du bon bourgeois de Worms. Kiderlen était un bourgeois de Stuttgart. Tchirschky, von Jagow, von Bethmann, von Below-Saleske : le sang bleu de ces hobereaux de fraîche date est teinté de rouge.

1. *Die Friedenswarte*, juillet 1915, p. 191.

Il eût été facile de régler amiablement le conflit : sir Edward Grey déchiffra d'autres énigmes. Le *Neues Vaterland* exagère quand il attribue une part de responsabilité aux bureaucrates chamarrés qui exécutèrent des volontés, mais ne firent point de politique personnelle. Il devrait monter plus haut, beaucoup plus haut, jusqu'aux cimes élevées qui donnent le vertige et dont l'ascension est interdite aux simples mortels. Le loyalisme a des devoirs que n'approuvent ni la morale ni la saine raison.... Quelles sont les institutions de contrôle qui surveilleront l'œuvre des diplomates de demain? Des institutions parlementaires, sans aucun doute. De l'autocratie à la liberté la route est longue.

De même que les amis de M. von Tepper-Laski, les peuples que l'Allemagne violenta songent à demain; ils n'oublient pas ce qui se passa hier. Le programme du *Neues Vaterland* ne les peut séduire.

***

En plein milieu du camp de l'Allemagne libérale s'élèvent les tentes nombreuses et assez bien aménagées dans lesquelles vivent et s'agitent des personnages d'humeur indépendante, au cœur large, pleins de bonne volonté, généralement mal en cour, qui aiment la grande Allemagne sans haïr l'étranger. Patriotes éprouvés, ils ne sont ni chauvins ni citoyens du monde. Ne leur demandez pas d'entonner le chant de haine du sémite Ernst Lissauer! Le *Deutschland ueber alles* de Hoffmann von Fallersleben, victime autrefois de l'ostracisme prussien, leur plaît médiocrement. Ils se recrutent de préférence parmi les pacifistes impénitents, groupés jadis autour de la noble propagandiste Bertha von Suttner, qui mourut le 21 juin 1914. Le Dr Alfred H. Fried, sujet autrichien et prix Nobel pour la Paix, les commande.

Envoyons un salut ému à cet homme éminent, grand par le savoir comme par l'intelligence, qui, pendant toute une vie d'homme, a lutté pour la cause de la paix internationale. Point d'amour-propre! L'individu s'efface quand l'intérêt des sociétés humaines est en cause. Qu'importent les hochets de la vanité, l'adulation des grands, les faveurs officielles? Malheur aux grands qui sacrifient à d'ambitieux calculs le bien-être de leurs sujets!

Alfred H. Fried est pacifiste. Le titre, depuis août 1914, est mal porté. Les disciples de Mars raillent le pacifisme. Le pacifisme a été surpris par les événements! Que non pas, répond son apôtre, nous avions prévu la guerre, fruit et aboutissement logique de l'anarchie internationale que nous voulons remplacer par l'organisation. Le pacifisme est mort! C'est ce qu'un vain peuple pense, qui ne le comprend pas. Kant rêvait d'une paix perpétuelle : jamais Alfred H. Fried et ses disciples ne s'associèrent à ce rêve. Utopie, les conceptions philanthropiques qui tendaient à substituer la transaction amiable à la concurrence armée, la fraternité à l'éternel *struggle for life*! Thomas Morus, Campanella, Hobbes, Harrington, Fénelon, Jean-Jacques Rousseau, Cabet, Auguste Comte, Herbert Spencer.... Convient-il d'ajouter le nom d'Alfred H. Fried aux noms de ces géants de l'esprit qui suivirent les mirages comme Don Quichotte poursuivit les moulins à vent?

Alfred H. Fried fut prévoyant. En juin 1914, il annonça le cataclysme. La paix et le désarmement relatif naîtront de la reconstruction de l'Europe sur des bases nouvelles et de l'établissement trop longtemps différé des États-Unis d'Europe. *Europäische Wiederherstellung*, Reconstruction de l'Europe : tel est le titre du dernier ouvrage que le Dr Alfred H. Fried publia pendant la guerre. Au loin les rêves mystiques que chasse devant lui le souffle vivant des réalités! L'avenir est à l'organisation, non pas à l'organisation teutonne de Lasson et de Wilhelm Ostwald, que censurèrent justement l'Université de Leipzig et l'Académie des Sciences de Berlin, mais à l'organisation purement, noblement humaine.

Confiant dans l'avenir et mécontent du présent, Alfred H. Fried est sévère pour les gens et les choses du passé.

Metteurs en scène et chefs de la guerre planent au-dessus des événements. Ils assistent plutôt en artistes à l'effusion du sang. Après, sinon pendant la guerre, ils se congratulent pour leurs hauts faits et permettent à leurs peuples de substituer la sympathie et le travail en commun à la haine et au désir d'extermination. Oui, ceux-là planent bien au-dessus des événements sanglants! Ils ressemblent aux comédiens qui, adversaires farouches sur la scène, se rejoignent autour de la table de brasserie et se complimentent : Comme tu as admirablement joué ce soir!» Une différence subsiste : les comédiens jouent l'hostilité et n'en éprouvent point, tandis que l'on croit

encore que, dans la guerre et dans la haine des peuples, agissent des fatalités inévitables [1].

Qualis artifex pereo! Alfred H. Fried connaît le mot de Néron. Et c'est pour ces comédiens que s'abreuve la terre nourricière de torrents de sang humain! Ludwig Quidde, sans aucun doute, prépare une nouvelle édition de son *Caligula*.

Alfred H. Fried fait avancer la charrette où prendront place les Lichnowsky et les Pourtalès, les Tchirschky et les Jagow.

Il est de l'intérêt de l'État que les diplomates travaillent dans le mystère! Les peuples ne veulent plus de ce mystère. Ils ne veulent plus d'un bonheur qui les expose à risquer leur vie à la suite d'événements dont ils n'ont pu diriger la marche.... Pendant que, durant les onze journées fatidiques de l'histoire de l'Europe, se jouaient la vie et le bonheur de millions d'êtres humains, les diplomates refusaient, un froid sourire aux lèvres, de discuter ou de discuter directement certaines questions. Ils s'aventuraient dans des chemins écartés quand il fallait s'expliquer brièvement et sans perdre de temps; pour de vulgaires considérations d'étiquette, ils écartèrent des propositions de paix ou pratiquèrent le culte du *prestige*, dieu intangible. Le Moloch des vieilles légendes a dévoré moins d'hommes que cette idole moderne [2].

Vient le tour des politiciens pangermanistes qui commentèrent, justifièrent, complétèrent les rêves de folie des souverains et des diplomates. Les *Blaetter fuer zwischenstaatliche Organisation* sont cruels pour Treitschke qui codifia la force et pour Bernhardi qui écrivit « la deuxième bible des Allemands [3] ». Commentant des déclamations publiées dans la revue pangermaniste *Der Panther* par le général von Gelbsattel, Alfred H. Fried écrit ces lignes vengeresses :

Les pangermanistes, dit-on, n'ont aucune influence! Qu'on brise ce vieux cliché! Ils ont de l'influence et ils constituent un danger. Auteurs principaux de la présente guerre, ils tenteront d'en provoquer d'autres. Sont complices des pangermanistes tous ceux qui atténuent leurs dires ou qui ne travaillent pas à déraciner le mal [4].

1. *Blaetter fuer zwischenstaatliche Organisation*, numéro de novembre-décembre 1915, p. 349.
2. *Europäische Wiederherstellung*, p. 97-98.
3. Cf. notamment *Weltkrieg und Wahrheit* du professeur munichois Ernst Sieper, numéro d'octobre 1915, p. 288-291.
4. *Blaetter*, numéro de novembre-décembre 1915, p. 347.

Pourquoi, dès lors, le Dr Fried s'attaque-t-il « aux correspondants pleins d'astuce qui, pendant des années, inondèrent l'étranger de pensées extraites des livres et des journaux pangermanistes? » Ces hommes accomplissaient leur devoir d'informateurs et de patriotes quand ils signalaient le danger et ses successives aggravations.

Timidement, prudemment, presque à regret, Alfred H. Fried touche aux origines lointaines et immédiates, aux incidents et aux buts de la grande guerre. On le sent perplexe, hésitant, gêné dans ses mouvements, embarrassé. Sa plume n'ose écrire ce que conçoit son esprit et ce que dicte son cœur. Est-ce par peur de la censure des *Kommandanturen*? Anastasia taillade allégrement dans les feuillets de la *Friedenswarte* qui se mua en *Blaetter fuer zwischenstaatliche Organisation*. Doit-il ménager l'opinion publique allemande et autrichienne? Ceux qui la dirigent sont hostiles au pacifisme révolutionnaire. Qu'est la *Friedenswarte*? Le 9 octobre 1915, la *Freisinnige Zeitung*, organe des progressistes, posa la question. Et elle répondit : « La *Friedenswarte* est un organe qui feint de lutter pour la réconciliation des peuples et croit promouvoir cette cause en attaquant ouvertement ou en sourdine les hommes d'État allemands. » Déjà la *Koelnische Zeitung* l'avait accusée « d'avoir gravement offensé le gouvernement allemand ». Quand le Dr Fried dut, au printemps 1915, transporter son organe en Suisse, il écrivit ces lignes mélancoliques : « Au moment où les existences humaines sont fauchées par milliers, je dois modérer ma critique...; il faut ménager les âmes atteintes par cette folie[1]. »

Pour ces raisons et pour d'autres encore, il délaisse volontiers l'art — les thèses personnelles — pour se réfugier dans la critique.

La guerre est venue, a écrit un auteur allemand, parce que les Allemands manquent d'air pour respirer, de lumière pour mieux voir, d'espace pour se mouvoir plus à l'aise.

Cette explication, répond le Dr Fried, est archifausse, et elle est dangereuse. La guerre ne *vient* pas; elle est mise en scène.... Que seraient devenues toutes ces causes si, fin juillet 1914, l'Autriche avait consenti à négocier avec la Serbie au sujet des points litigieux de l'ultimatum[2] ?

1. *Blaetter*, avril 1915, p. 62.
2. *Blaetter*, janvier 1916, p. 24.

Au Landtag prussien, en janvier 1916, il fut question de la mission politique du peuple allemand. « La guerre, dit le député conservateur M. Oertel, doit finalement nous conduire au but mondial que Dieu a assigné au peuple allemand. Nous l'atteindrons si nous faisons réellement triompher le germanisme. » — « Par le sang et par le fer, clama M. von Loebell, ministre de l'Intérieur, le peuple allemand fraie les voies pour accomplir sa mission politique mondiale. » Le mouton pacifiste devint loup. « Dangereux romantisme de chevalerie, monsieur le ministre, s'écrie-t-il; imagination de quelques darwinistes égarés et des apôtres de la force. » M. Oertel n'est pas oublié : « Ce mysticisme justifie tous les crimes et toutes les sottises. Ceux qui le propagent pèchent gravement contre leur peuple et contre l'humanité [1]. »

Alfred H. Fried connaît la fable de l'encerclement de l'Allemagne et en tire cette morale :

> ne s agissait pas d'attaquer l'Allemagne, mais il paraissait nécessaire de se défendre contre elle. L'Allemagne avait posé des actes, entendu des discours, observé des attitudes qui firent naître cette peur et provoquèrent des mesures dont son isolement devait être le fruit. Pour échapper à cet isolement, elle prit des contre-mesures qui ressemblaient à des menaces [2].

Avec terreur il constate « que les peuples qui s'entre-tuent poursuivent tous un même but : défendre leur existence et garantir leur avenir [3] ». L'Allemagne « n'avait pas, au début, à combattre pour son existence [4] ». Personne ne la menaçait. Alfred H. Fried veut bien admettre que les dirigeants de Berlin aient pu croire à l'existence d'une menace étrangère. C'est pourquoi ils déchaînèrent la guerre préventive-défensive que condamnaient Bismarck et Caprivi. Reconnaître le caractère préventif de la guerre allemande, n'est-ce pas reconnaître aussi l'attaque allemande et la préméditation allemande? Une guerre est offensive ou défensive ; il n'y a point de guerre offensive-défensive. Les aphorismes de feu Hegel doivent céder devant le clair bon sens. Après avoir longtemps hésité, Alfred H. Fried s'inclina

1. *Blaetter*, février 1916, p. 59.
2. *Blaetter*, novembre-décembre 1915, p. 344.
3. *Europäische Wiederherstellung*, p. 77.
4. *Blaetter*, janvier 1916, p. 26.

devant l'évidence : L'Allemagne attaqua, et rien ne justifiait son attaque.

La question des responsabilités serait-elle donc résolue? On tenta d'écarter l'horrible accusation par des subterfuges imbéciles. Hermann Fernau — que nous retrouverons parmi les combattants de l'extrême-gauche allemande — raille atrocement les abstracteurs de quintessence qui se livrèrent à ce jeu :

Certains esprits libéraux rejettent les responsabilités personnelles et essaient de se retrancher derrière l'action de divers impondérables : systèmes, raisons intérieures, idées, institutions, forces supérieures [1].

Alfred H. Fried lui-même est visé parce que, dans son livre : *Europäische Wiederherstellung*, il estime que « la guerre fut la suite logique de la paix que nous possédions ». Hermann Fernau continue en ces termes :

D'autres pacifistes, surtout des théologiens à la larme facile, voudraient nous faire croire que nous avons mérité la guerre en vivant, en pensant, en travaillant de telle façon plutôt que de telle autre. D'autres encore, tels les socialistes marxistes, approchent avec l'arche d'alliance de saint Marx et déclarent que la guerre naquit du maudit régime capitaliste.

Acquittons le chef des pacifistes allemands qui pécha par bonté et non pas par dureté de cœur! Grâce pour les petits pécheurs quand les grands criminels sont indemnes! La *Frankfurter Zeitung* ayant, dans son numéro du 1er janvier 1916, risqué la thèse du cataclysme universel et fatal, Alfred H. Fried la rappela vertement à la réalité :

Cessez de couvrir de phrases mystiques l'organisation de cette guerre! L'ultimatum autrichien était donc un événement naturel, le refus d'en prolonger le délai était un tremblement de terre, les divers diplomates des onze jours étaient des forces élémentaires.... Quand la nudité est trop crue ou trop apparente, on l'appelle force de la nature. L'esclavage est d'ordre divin, disaient les pasteurs américains; car Dieu créa les nègres après les autres hommes, et, en leur faisant la peau noire, les marqua comme esclaves [2].

Pardonnons à Alfred H. Fried qui a beaucoup aimé et beaucoup réparé! Pardonnons-lui aussi d'avoir passé l'éponge sur la culpabilité

1. *Gerade weil ich Deutscher bin*, Zurich, 1915, p. 54.
2. *Blaetter*, janvier-février 1916, p. 54.

des États belligérants pour accabler le système militariste! Il sait, comme nous savons, que le militarisme est d'origine allemande et ne constitue même pas, au témoignage de Treitschke, un article d'exportation. « Le conflit naissant, écrit-il, aurait été facilement écarté par le recours aux institutions juridiques si tous les intéressés l'avaient voulu[1]. » L'Allemagne a rejeté ce recours parce qu'elle voulait la guerre; l'Autriche l'a rejeté parce qu'elle obéit et devait obéir à l'Allemagne.

Alfred H. Fried blâme sévèrement les hommes d'État allemands qui n'ont pas publié le télégramme de Nicolas II, du 29 juillet 1914, proposant de renvoyer le litige austro-serbe au tribunal de la Haye; de même la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* excusant ses bailleurs de fonds parce que « la proposition ne pouvait plus avoir aucune influence sur les événements ». Il déplore le naufrage de la *Lusitania* bien que « le droit formel ait été en faveur de la thèse allemande ». En assassinant miss Edith Cavell, les Allemands ne commirent pas un acte illégal; « ce fut plus qu'un crime, ce fut une faute[2] ». On eut tort de fournir aux Alliés une « martyre nationale ». — L'histoire sera plus sévère.

Au cours de la guerre, les hordes du kaiser commirent des actes que la morale reprouve et que condamnent les lois de la guerre. Alfred H. Fried, citoyen du monde, s'efface devant Alfred H. Fried, patriote austro-allemand. « La présente guerre, écrit-il, n'est pas plus inhumaine que le furent les autres ; dépassant celles-ci en quantité, elle nous terrifie davantage[3].... La lutte étant plus étendue, menée par des masses innombrables et avec des armes perfectionnées, la destruction est plus vaste et plus complète. » Elle est plus près de nous, elle se poursuit dans des régions très civilisées et nos perceptions sont plus affinées.

A Pétrograd, à Genève, à Bruxelles et à la Haye les États civilisés avaient cependant édicté des lois pour « humaniser » la guerre. Alfred H. Fried connaît ces lois. Pourquoi piétine-t-il leur tombeau? Écoutez cette oraison funèbre qui n'engendre aucune conviction :

Le prétendu droit de la guerre a fait faillite. Il ne constituait pas un

1. *Europäische Wiederherstellung*, p. 40.
2. *Blaetter*, novembre-décembre 1915, p. 348
3. *Europäische Wiederherstellung*, p. 62.

droit véritable, car la guerre écarte tout droit [1].... La guerre rompt tous les liens de la morale et de la kultur; elle écarte les règles de la collectivité et rétablit l'anarchie absolue et sans frein. Une telle situation ignore l'ordre. Détruire l'anarchie est possible, la réglementer dépasse les forces humaines [2].... Quand... règne la force dont l'action embrasse toutes choses, les limitations réglementaires, simple décor, disparaissent. Sachant que la guerre est indigne d'elle et contraire aux conceptions d'une époque éclairée, l'humanité les édicta... pour étourdir sa conscience naissante. Ayant mangé le fruit de l'arbre de la connaissance du bien et du mal, elle imagina cette feuille de figuier. De même que cette feuille ne peut couvrir la nudité du corps, les stipulations de Genève et de la Haye ne peuvent « humaniser » la guerre [3].

Le scepticisme pacifiste éclabousse jusqu'à l'institution sublime de la Croix-Rouge dont « il n'attend pas grand'chose [4] ». Stengel, Bulow, Manteuffel, les tortionnaires de la France, de la Belgique, de la Serbie, de la Pologne sont réhabilités. Aux martyrs français, belges, serbes, polonais ils firent, en les tuant, beaucoup d'honneur. Le martyrologe n'est pas clos. Le Dr Heinrich Potthoff, de Dusseldorf, évoque, dans la deuxième livraison des *Deutsche Kriegsschriften*, des horreurs nouvelles :

Avant que la famine ne les contraigne à retirer de France et de Russie leurs troupes victorieuses et à conclure une paix abandonnant tous les fruits de l'âpre lutte, les chefs de l'armée allemande recourront aux moyens extrêmes. Ils chasseront les millions de ressortissants ennemis qui vivent sur les territoires occupés et tueront les centaines de mille prisonniers qui consomment nos provisions. Ce serait épouvantable. — Ce serait nécessaire si nous ne pouvions nous maintenir autrement [5].

« C'est la guerre », dira le général von Stengel. Le Dr Potthoff, sans aucun doute, traduit fidèlement le sentiment de ses congénères. Alfred H. Fried persévérerait-il, dans ce cas, dans son refrain : La guerre ne connaît point de lois?

Son cœur ferait taire les préjugés de l'homme de parti. Rappelant, en janvier dernier, quelques sottes déclamations du ministre von

1. *Europäische Wiederherstellung*, p. 65.
2. *Id.*, p. 59-60.
3. *Id.*, p. 65.
4. *Id.*, p. 61.
5. *Volk oder Staat*, cité par *Blaetter*..., janvier 1916, p. 22.

Lœbell sur les « particularités historiques » de la Prusse, il formula cette sentence :

Les particularités historiques de l'État prussien — en appeler au sang et au feu, frayer ses voies sans tenir compte de ceux qui veulent, eux aussi, vivre sur cette terre — seront médiocrement appréciées par le tribunal de l'univers.... Cette invention fait fort bien comprendre au peuple allemand la légende de son encerclement[1].

Écœuré par le passé qui fut sans joie et par le présent qui est atroce, Alfred H. Fried scrute l'avenir. Qu'annonce l'aurore? — Une grande victoire allemande, prélude de l'hégémonie mondiale allemande? Le temps n'est plus aux grands espoirs. — Une défaite allemande? Interprétant la pensée de ses concitoyens, Maximilien Harden a écrit un jour que l'Allemagne vaincra parce qu'elle ne peut être vaincue. « Une décision contre l'Allemagne, dit le Dr Fried, est aussi impossible que le rêve allemand d'une domination mondiale. » Et il s'en félicite :

Les Américains, dans un accès de folie criminelle, ont cru que l'Allemagne devait être vaincue pour qu'elle changeât sa politique. Seule, une Allemagne « invaincue » peut devenir une colonne de l'Europe de demain. L'Allemagne ne peut être vaincue, au sens américain de l'expression, sans qu'auparavant l'Europe ne soit complètement anéantie[2].

La victoire, incertaine, foulera les terres dévastées, rejoignant tantôt les légions du bon vieux dieu allemand et tantôt les soldats du Droit.

Je vois venir le jour, écrit Alfred H. Fried[3], où chaque belligérant se proclamera vainqueur et annoncera la défaite de son adversaire[3].

Le militarisme allemand, qu'il n'aime guère, demeurera :

Les Alliés, qui font la guerre pour briser le militarisme allemand, devraient comprendre que ce but ne peut être atteint ni par le concours de la Russie ni pendant la guerre. Celle-ci, en effet, renforce le militarisme en l'identifiant avec le peuple et en en manifestant la nécessité.

Un compromis, d'autant plus avantageux qu'il sera plus rapidement conclu, mettra fin au massacre. Les États-Unis d'Europe

1. *Blaetter...*, février 1916, p. 58.
2. *Blaetter...*, avril 1915, p. 70.
3. *Blaetter*, octobre 1915, p. 310.

naîtront de la guerre comme naquit d'un accord pacifique l'Union panaméricaine. En 1912, quand on espérait la conclusion d'une entente anglo-allemande, Alfred H. Fried subissait le même mirage :

L'entreprise, dit-il alors, serait digne de l'Empire allemand, et elle procurerait au peuple allemand plus de profit qu'une guerre victorieuse. A l'Europe entière l'Allemagne offrirait un précieux gage de paix en entreprenant d'organiser la fédération de l'Europe. Le bureau européen serait à Berlin, et la capitale allemande deviendrait la capitale de l'Europe[1].

L'Allemagne deviendra un grand empire démocratique; car, « après avoir livré les plus sanglants combats de l'histoire, la démocratie revendiquera le droit de vivre et de régner. » La diplomatie de caste aura vécu :

Aux pourparlers avec les gouvernements étrangers ou leurs représentants participera au moins une délégation parlementaire et, aux moments de crise, tout le parlement. Traités et ententes acquerront force obligatoire par l'adhésion préalable des parlements[2].

La paix sera à jamais assurée :

Établir la démocratie est, à mon avis, le moyen le plus efficace pour garantir la paix permanente. Si la démocratie avait dominé chez les puissances centrales, la plus insensée de toutes les guerres n'aurait jamais éclaté[3].

Arrêtons-nous et ne poussons pas plus avant! L'idéalisme est une bien belle chose : il ennoblit la raison, élève les cœurs et console de tous les déboires. Reste la réalité, la froide réalité, où ses rayons ne pénètrent pas.

L'Allemagne a déchaîné la guerre : des millions d'hommes et des milliards d'or paient son forfait. « Le droit des gens, écrit Alfred H. Fried, n'a pas fait faillite. » N'avoue-t-il pas lui-même que la violation de la neutralité belge peut être *excusée*, mais non *justifiée*? *Scraps of paper* les traités que signe l'Allemagne! Que vaudra la charte fondamentale des États-Unis d'Europe dont les bureaux seront à Berlin ou, les événements militaires étant variables, ailleurs? La défaite — et non pas la victoire — des hordes du kaiser réveillera les forces démocratiques qui sommeillent en Allemagne.

1. *Friedenswarte*, 1912, p. 81, et *Blaetter...*, février 1916, p. 41.
2. *Europäische Wiederherstellung*, p. 100.
3. *Blaetter...*, janvier 1916, p. 27.

Bastiat, il y a trois quarts de siècle, a rédigé un spirituel pamphlet sur *Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas*. Dans l'action d'Alfred H. Fried et de ses confrères en pacifisme, l'intérêt réside dans ce qu'on ne voit pas.

*
* *

Les opinions des hommes, très nombreux, sans doute, mais momentanément silencieux, qui constituent la gauche du libéralisme antigouvernemental allemand ont trouvé récemment deux interprètes remarquables : le savant avocat qui écrivit *J'accuse*[1], et Hermann Fernau, connu avant la guerre par son ouvrage : *La Démocratie française*[2], et, depuis janvier dernier, par sa vibrante brochure : *Gerade weil ich Deutscher bin* (Justement parce que je suis Allemand).

Entre ces deux hommes et l'Allemagne impériale tous les ponts sont rompus. La maréchaussée possède leur signalement; le *Staatsanwalt* les attend; le geôlier a préparé leurs cellules. Sur leurs têtes pleuvent les injures et sur leurs épaules s'abattent les horions. Ce sont « deux gredins » : le mot est du *Leipziger Tageblatt*[3]. Hermann Fernau est « un triste sire et une tête bornée ». Un ancien juge fédéral suisse qui prouve sa compétence d'historien en appuyant l'innocence de l'Allemagne en juillet 1914 sur un rapport diplomatique belge de 1908 et sur un toast du roi d'Italie du 16 mars 1914 voit dans l'auteur de *J'accuse* un « fils dégénéré de sa patrie ». Traînant avec lui le lourd appareil de l'érudition teutonne, le docte Schiemann réfute les allégations de *J'accuse* dans sa brochure : *Ein Verleumder* (Un calomniateur). « Ce ne serait même pas une faute d'impression, fait remarquer Fernau, si le titre de l'écrit en était aussi la signature[4]. » En parcourant le livre maudit, un autre intellectuel allemand éprouve « ce sentiment mêlé d'horreur et d'épouvante qui attire vers les lieux où, dans un sentier solitaire, fut commis un meurtre resté impuni ». Le camarade Pernerstorfer,

1. La Revue a rendu compte de *J'accuse* dans son numéro du 15 avril 1915, p. 146.
2. Nous avons longuement analysé cet ouvrage dans notre étude : *Ce qu'ils pensaient...*, Fischbacher, Paris.
3. Numéro du 7 février 1916.
4. *Gerade weil ich ein Deutscher bin*, p. 25.

vice-président socialiste de la Chambre des députés de Vienne, voudrait « expédier d'un coup de pied bien mérité l'auteur de *J'accuse*[1].

Ces deux hommes n'avaient rien à perdre et ils avaient tout à gagner en observant docilement le *Burgfrieden*. Pourquoi parlèrent-ils?

L'auteur de *J'accuse* justifie ainsi son acte :

Un Allemand a écrit ce livre.

Non point un Français, un Russe ou un Anglais.

Un Allemand honnête et incorruptible qui n'a pas été acheté et qui n'est pas à vendre.

Un Allemand qui aime son pays comme quiconque, et qui a écrit ce livre précisément parce qu'il l'aime[2].

« Bon patriote, né et élevé en Prusse, sans casier judiciaire, bien noté auprès des autorités comme chrétien et comme citoyen » : ainsi se présente Hermann Fernau au censeur impérial, et il rompt le silence « précisément parce qu'il est Allemand ». Rien ne nous autorise à suspecter la bonne foi et la sincérité de ces deux écrivains allemands.

L'analyse des antécédents du crime aboutit à cette présomption de culpabilité :

Les faits qui se sont passés jusqu'en 1914 portent invinciblement à soupçonner que l'Allemagne, conjointement avec son alliée l'Autriche, a voulu la guerre, la première pour réaliser ses rêves de domination mondiale, la seconde pour améliorer sa situation dans les Balkans[3].

Hermann Fernau, qui n'est pas juriste, reste sceptique. « On peut, dit-il, compiler des antécédents favorables à tous les pays et à tous les partis. Il suffit, quand on a quelque adresse, de signaler ce qui plaît et d'omettre ce qui ne plaît pas[4]. » L'historien a d'autres devoirs que le polémiste.

1. *Id.*, *Gerade weil ich ein Deutscher bin*, p. 34.
2. *J'accuse*, édition française, p. 315.
3. *J'accuse*, p. 103.
4. *Gerade weil ich ein Deutscher bin*, p. 12.

Suit ce double verdict :

L'Autriche est coupable d'avoir, seule ou avec d'autres, suscité la guerre européenne.

L'Allemagne est coupable d'avoir, conjointement avec l'Autriche, suscité la guerre européenne[3].

Parce qu'Allemand, Hermann Fernau demande « qu'on réfute loyalement et objectivement la thèse du livre *J'accuse* et qu'on démontre péremptoirement, au lieu de l'affirmer seulement, que le gouvernement allemand n'est pas responsable de cette guerre[4] ». Qui est coupable? Cette question prime toutes les autres. Les événements? Les institutions? Un Dieu vengeur? La fatalité? Rageusement Hermann Fernau s'écrie :

Qu'on cesse de nous rabâcher les théories ineptes et les métaphysiques stupides qui font de la guerre une nécessité historique, une conséquence logique, un événement fatal, etc., et des hommes qui la décrètent et la déclarent des instruments inertes aux mains de puissances supérieures! Établissez, si vous voulez faire un plaisir extrême aux despotes modernes, que la guerre n'a pas de père humain et que la grâce de Dieu ou la grâce du diable en gratifient les humains.... Nous voulons connaître les hommes qui abusèrent si terriblement du droit médiéval de la paix et de la guerre qu'ils possédaient malheureusement encore dans notre société moderne[1]...

Quels sont ces hommes? L'auteur de *J'accuse* cite leurs noms. Hermann Fernau veut douter encore. Déjà son instinct a parlé :

L'histoire allemande n'est pas l'histoire d'un peuple, mais l'histoire de dynasties... et les intérêts d'une dynastie furent toujours contraires aux intérêts du peuple allemand[2].

La pourpre a cessé d'être inviolable. Sur les hommes modernes l'esprit de Zarathoustra est descendu, transformant de son âcre levain la vieille pâte prussienne et allemande. De même que la Lena misérable qui a volé un pain pour alimenter sa nichée est conduite devant le juge, Guillaume II et ses acolytes sont conviés devant le

1. *J'accuse*, p. 124 et p. 179.
2. P. 40.
3. P. 58; 62 et 63.
4. P. 55.

tribunal humain pour répondre des torrents de sang où baigne leur incommensurable orgueil.

La Vérité est une, et elle peut être démontrée.... Le patriotisme est à la servilité ce que la religion est à la superstition.... La Vérité n'est pas sujette prussienne, et le Droit n'est pas dicté par un fonctionnaire royal prussien.... La patrie n'est pas un fétiche.... Le patriote allemand veut une patrie respectée, libre, pacifique[1].

Le réquisitoire dont sera saisi le tribunal de l'histoire sera basé sur ces principes :

1. Dans nos sociétés modernes, la guerre est un crime; ses auteurs sont des criminels, au sens pénal de cette expression.

2. Le crime à instruire a été commis du 23 juillet au 1er août 1914; les « faits préliminaires » ont tout au plus la valeur de circonstances atténuantes.

3. Pacifistes et démocrates sont d'avis qu'une guerre impérialiste de conquête — ainsi l'auteur de *J'accuse* appelle la présente catastrophe — est, dans l'Europe moderne, le crime le plus gigantesque que puisse imaginer une fantaisie humaine.

L'idée seule qu'une guerre préventive puisse être objectivement ou subjectivement nécessaire, c'est-à-dire alléguée comme prétexte, mérite la plus sévère répression. La thèse est condamnable; elle ne profite qu'aux criminels et à ceux qui veulent devenir des criminels.

4. Il convient d'insister sur le fait que la guerre ne naît pas d'une conception immaculée, mais de la volonté de puissance de certains hommes.

5. Négligez tous les préjugés patriotiques et tous les sentiments de commande! Que l'instruction soit faite au nom de l'Europe et au nom du droit commun de tous les peuples!

6. Le bien des peuples est l'unique base de discussion, et il est le bien suprême[2].

Hermann Fernau n'ignore pas que le procès qu'il réclame a été instruit et jugé. Les noms des coupables sont sur toutes les lèvres. Les hasards des batailles leur valent un sursis momentané; mais l'arrêt sera exécuté en son temps.

1. *J'accuse*, p. 64-67.
2. *Gerade weil ich Deutscher ein bin*, p. 74.

*
* *

L'histoire, dit-on, est un perpétuel recommencement. La phrase triviale ne contient qu'une part de vérité. Qui aurait osé prédire, il y a quelques années seulement, que l'idée républicaine pénétrerait jamais dans des cœurs allemands? C'est, cependant, la pure pensée républicaine qui imprègne les écrits, les discours et les conceptions d'innombrables Allemands. Partout revient, tantôt en sourdine et comme à regret, tantôt avec une merveilleuse sonorité, le leitmotiv de Kant. Le souverain décrète la guerre comme il décrète « une partie de plaisir.... La constitution républicaine (comportant la séparation des pouvoirs qu'ignorent les chartes prussienne et allemande) est la seule qui puisse faire régner la paix permanente.... La possession de la puissance corrompt inévitablement le libre jugement de la raison.... »

Y aurait-il, en Allemagne et en Prusse, des républicains, voire des révolutionnaires? Nous pourrions citer les noms de chefs éminents qui les mènent à l'assaut, si des considérations majeures ne nous imposaient le silence. Qu'attendent-ils de la guerre qui les a surpris? Le renouveau démocratique, un gouvernement constitutionnel, des ministres responsables devant le parlement, le redressement des circonscriptions du Reichstag, le suffrage universel en Prusse. La victoire ne procurerait pas ce que la paix n'a pas pu donner. Faut-il souhaiter la défaite? Le droit doit vaincre l'injustice, la civilisation la barbarie.

Un Allemand, citoyen du monde, nous écrivit récemment ces lignes :

La révolution est la seule solution pour l'Allemagne. Elle ne naîtra que de la défaite militaire. De même que vous n'avez pas fait de révolution après Wagram, Austerlitz et Iéna (ni même après Leipzig et Waterloo), de même le peuple allemand ne peut faire la révolution après Liége, Charleroi, Anvers, Tannenberg, etc., etc., victoires qui n'en sont pas, au fond, mais sur lesquelles le gouvernement allemand vit.... Il paraît que c'est une loi d'airain de l'histoire que les dynasties ne peuvent tomber que dans une mer de sang et dans des catastrophes. Dès qu'il y aura quelques échecs sérieux sur les champs de bataille, la révolution et la république s'annonceront. Vous verrez alors une foule de gens en Allemagne, qui se sont tu

jusque-là, élever tout d'un coup la voix. Il faut le discrédit pour le gouvernement, et ce discrédit ne peut venir qu'avec des défaites militaires.

« Constitutionnellement et en fait, a écrit un hobereau réactionnaire, l'Empereur porte notre destin. Le chancelier est responsable sur le papier. Responsable sur quoi? Sur son nom devant l'histoire. *L'Empereur répond sur sa couronne*[1]. » M. von Bethmann n'a rien à perdre. La victoire du Droit, prélude du réveil allemand, déterminera la rançon de l'Empereur.

GASPARD WAMPACH.

1. Daniel Frymann, *Wenn ich der Kaiser waer*, p. 222.

LES OPÉRATIONS DE LA GUERRE EN 1914

III

LA VICTOIRE DE LA MARNE [1].

Je vous ai montré, dans la précédente conférence, comment le Généralissime avait dirigé la retraite générale de façon à établir nos armées entre Paris et Verdun-Toul. Il semble qu'il ait conçu, vers le 26 août, une reprise de l'offensive, sur la ligne de la Somme et de l'Aisne. Mais, en réalité, devant la supériorité manifestée par la stratégie allemande, il importait de replier nos armées en bon ordre sur leurs renforts et leurs ravitaillements, et d'attendre, en bon lieu et place, une occasion favorable que l'adversaire fournirait par l'excès même de ses succès.

En disposant nos armées entre Paris et la Meuse, le haut commandement les dérobait à la grande manœuvre d'enveloppement que les Allemands poursuivaient à leur droite, et à laquelle les Anglais et notre cinquième armée avaient échappé à grand'peine.

Le camp retranché de Paris arrêtait désormais la conversion de l'aile droite allemande. Von Kluck, en arrivant à Senlis, devait choisir entre l'attaque brusquée et incertaine de Paris, ou la continuation de son mouvement sur les Anglais. La décision qu'il prit le 3 septembre a été l'origine de la bataille qui allait s'engager entre Paris et Verdun, et qui devait décider du sort de Paris et peut-être de la France.

On comprend quelle fut l'émotion à Paris, quand on apprit que les

1. Conférences faites par le général Malleterre à l'École des Hautes Études Sociales en novembre 19.5. Voir les nos de la *Revue* du 15 décembre 1915 et du 15 février 1916 (N. d. l. R.). — Ce récit de la victoire de la Marne, sous sa forme oratoire, n'a pas la prétention de donner les détails tactiques de la bataille. Il en montre simplement le caractère et la portée. Nous renvoyons les lecteurs de la *Revue* à différentes études : *De Liége à la Marne*, par Pierre Dauzée; *La Bataille de la Marne*, par Gustave Babin; *La Bataille de la Marne*, par Fabreguettes, et à notre brochure : *De la Marne à l'Yser* (N. d. l'A.).

Allemands étaient à Senlis. On a fait bien des commentaires sur ce qui aurait pu se passer, si von Kluck avait attaqué Paris. Nous croyons qu'à moins d'une défaillance intérieure, Paris n'eût pas été enlevé d'un coup de main, quand nos armées intactes étaient à ses portes ! Il faut reconnaître cependant que l'organisation défensive du camp retranché laissait à désirer. Les choses ont changé depuis lors !

On ne peut pas encore faire un récit détaillé de la bataille de la Marne, les documents nous manquent. Certainement, on en sait assez pour faire plusieurs conférences, surtout si on voulait raconter tous les actes héroïques, individuels et collectifs, de nos armées. Il a paru déjà des souvenirs, des articles de revues, de petites brochures même, qui donnent une idée très suffisante de la bataille. Je voudrais surtout vous donner aujourd'hui une idée de ce qui s'est passé, et peut-être rectifier — je ne dis pas des erreurs — mais des incertitudes qui se sont répandues dans le public au sujet de certains incidents, de certaines parties de la bataille.

La bataille a commencé le 5 septembre, tout près de Paris. C'est la 6e armée, l'armée de Paris, qui l'a déclanchée. Elle a livré une bataille particulière qu'on a appelée la bataille de l'Ourcq. Il s'est établi de ce fait une certaine confusion, et on a voulu distinguer la bataille de l'Ourcq de la bataille de la Marne. La bataille de l'Ourcq fait partie intégrante de la bataille de la Marne.

La bataille de la Marne s'est développée sur un front considérable, depuis Paris jusqu'à Verdun. On l'a nommée ainsi parce qu'en fait c'est sur les bords de la Marne, c'est par la reprise des passages de la Marne, que nous avons réalisé notre offensive et que nous avons mis l'ennemi en retraite. Cette bataille s'est étendue même plus loin, car on s'est battu du 5 au 12 septembre en Lorraine; les 1re et 2e armées y ont tenu en échec les forces allemandes qui s'avançaient sur Nancy; elles ont contribué d'abord à sauver Nancy et à retenir devant elles des forces importantes, et en même temps elles ont permis au Généralissime de distraire de ces armées de Lorraine des corps d'armée qu'il a amenés avec une très grande rapidité, grâce à notre réseau de chemins de fer, sur le grand front de la Marne. Et l'intervention de ces corps d'armée a été un des facteurs de la victoire.

Donc, il n'y a qu'une bataille, du 5 au 13 septembre. Cependant la bataille de l'Ourcq, la bataille livrée par la 6e armée, a joué un rôle très important, presque décisif dans l'ensemble, car c'est la surprise déterminée par cette armée de Paris sortant tout d'un coup de l'enceinte du camp retranché, se jetant sur la droite de l'armée de von Kluck, qui a finalement après quatre jours de combat déterminé sa retraite. Et c'est la retraite de von Kluck qui, de proche en proche, a entraîné celle de toutes les armées allemandes.

C'est le 5 septembre que commence la bataille de l'Ourcq, et par conséquent la bataille de la Marne, quoique les opérations des autres armées n'aient été entamées que le 6 septembre.

La situation des armées à ce moment-là est la suivante.

Du côté allemand, la Ire armée, de von Kluck, celle qui a fait la grande conversion, arrive à quelques kilomètres en face de Paris; emportée par le mouvement enveloppant, elle cherche à renverser complètement l'armée anglaise qui est à notre gauche. Elle a marché très vite. Quand on vous parle de vitesses formidables, de marches vertigineuses, cela ne veut pas dire que les hommes sont chaussés de bottes de sept lieues ! Les fantassins ne font que 4 kilomètres à l'heure, mais ils peuvent marcher très longtemps. On avait exigé de l'armée de von Kluck des efforts considérables. Elle était partie d'Aix-la-Chapelle, vers le 16 ou 17 août. Elle arrivait vers le 2 septembre, après quinze jours de marche, devant Paris ! La moyenne des marches avait été de 40 à 50 kilomètres. On a constaté par les prisonniers faits sur cette armée que les hommes étaient extrêmement fatigués. C'était pourtant des troupes d'élite, les meilleurs corps de l'armée allemande, des hommes très entraînés, exaltés, conduits par un chef qui avait une volonté implacable. Mais nous savons aujourd'hui que pendant ces routes terribles de la Belgique à la Marne, il a fallu toute l'autorité, tout le prestige et toute la brutalité des chefs allemands pour forcer ces soldats à supporter les fatigues de ces routes interminables et très dures, surtout en plein été. Nous savons aussi que de nombreuses automobiles aidaient à transporter alternativement un certain nombre d'unités.

Mais, fatalement, cette armée est fatiguée en arrivant sur la Marne. Elle a combattu, elle a refoulé les Anglais, mais l'adversaire lui a échappé : elle s'est acharnée à sa poursuite, et au moment où

elle croit enfin l'atteindre, le renverser définitivement et gagner le repos dont elle a besoin, elle se trouve en face de troupes fraîches, décidées à vaincre, et ses forces ne sont plus en état de supporter le choc imprévu.

Comme nous l'avons dit, en arrivant vers Senlis, les têtes de colonnes de l'armée von Kluck avaient devant elles à choisir la marche directe sur Paris ou à s'infléchir pour passer à l'est de Paris et aller vers les armées qu'elles poursuivaient, vers l'armée anglaise en particulier, qui avait franchi la Marne, et se rétablissait au sud de la rivière.

Le 3 septembre, les postes d'observation du camp retranché de Paris, les reconnaissances d'aviateurs signalent que les colonnes ennemies s'inclinaient vers le sud-est et se dirigeaient sur Meaux. Donc, il y a présomption que l'attaque sur Paris n'est pas imminente, et qu'au contraire l'armée von Kluck s'en détourne pour aller vers un autre objectif.

Depuis la fin d'août, le général Galliéni était gouverneur militaire de Paris. Le 1er septembre, l'armée du général Maunoury était revenue dans Paris, et mise sous les ordres du général Galliéni. Cette armée Maunoury avait été constituée le 27 août, dans la région de Montdidier, sur la Somme, avec la 14e division, et un groupe de 3 divisions de réserve, ramenées de la droite de nos armées, de la Voivre. Le Généralissime avait compté à un moment donné sur la résistance de cette armée pour enrayer la retraite de l'armée anglaise, et arrêter von Kluck. Mais les Anglais étaient trop accablés par les combats qu'ils avaient livrés, en particulier du côté de Cambrai et de Landrecies. Leur retraite s'accentua. L'armée Maunoury subit un choc très rude de la part de l'armée de von Kluck; elle se replia conformément à l'ordre général de retraite et fut mise à la disposition du Gouverneur militaire de Paris pour la défense de cette ville. Mais quand nos armées, sur les ordres du Généralissime, passèrent entre Verdun et Paris, avec l'intention de s'arrêter très probablement entre la Seine et la Marne probablement un peu plus bas que les positions dont elles sont parties pour la victoire de la Marne, à ce moment-là, par le fait même de la situation stratégique, le camp retranché de Paris, comme le camp retranché de Verdun, passait sous les ordres du général en chef. En effet, une décision du 2 septembre du ministre

de la Guerre mettait le camp retranché de Paris et son armée sous les ordres du général Joffre.

Cette décision eut le plus heureux effet, car c'est à l'entente, à l'union intime et très étroite qui exista à partir de ce moment-là entre le gouverneur militaire de Paris et le Généralissime qu'est due la victoire de la Marne. En effet, dès que le général Galliéni fut informé par son service de renseignements que les colonnes de l'armée von Kluck s'inclinaient vers le sud-est, se détournant de Paris, il prévint immédiatement le Généralissime. L'occasion favorable semblait être donnée par le fait même que ces armées allaient défiler devant Paris. Le rôle de l'armée de Paris devenait tout indiqué, et avant même d'avoir reçu les ordres, ou bien dans le courant des conversations téléphoniques qui s'échangèrent entre les deux grands chefs, le général Galliéni donna immédiatement à l'armée Maunoury l'ordre de se tenir prête à déboucher. dès le 5 septembre, sur le flanc droit de l'armée von Kluck, qui défilait à sa portée, et de l'attaquer dès que l'ordre en serait donné. Le mouvement préparatoire de l'armée Maunoury s'opéra dans les journées des 4 et 5 septembre au matin.

Par conséquent, le 5 septembre, il y a accord parfait entre le généralissime et l'armée de Paris. L'ordre général d'attaque est très simple; il dérive même de la situation des armées : attaque de flanc à gauche et à droite, par la 6e armée sur la droite de l'armée allemande von Kluck, et par la 3e armée, armée Sarrail, qui est du côté de Verdun sur la gauche allemande. Au centre les autres armées attaquent droit devant elles.

C'est l'armée von Kluck qui va subir le premier choc. En face de notre troisième armée, l'armée du Kronprinz descend lentement le long de la Meuse et de l'Argonne, Les trois autres armées allemandes von Bülow, von Hausen, duc de Würtemberg, passent la Marne.

Nous laissons de côté pour le moment les armées de Lorraine.

Le Kaiser qui, semble-t-il, commandait toutes les armées, devait être à ce moment-là du côté de Charleville, mais on signale sa présence vers le 9 et 10 septembre, devant Nancy. Car, pour le Kaiser, c'est la question théâtrale qui joue le principal rôle. Ne pouvant pas entrer à Paris, puisque la bataille se livrait en dehors de Paris, il

voulait au moins entrer à Nancy, et — les témoignages sont assez formels sur ce point — il se tenait à quelques kilomètres de Nancy pendant que la bataille se livrait devant la ville.

La direction d'ensemble devait être exercée par le chef d'état-major général, le général de Moltke, le petit-fils ou le petit-neveu, je crois, du fameux général. Il y avait, évidemment, quelque différence entre eux au point de vue de la capacité. En effet, il ressort de la bataille de la Marne que l'armée allemande n'a pas eu une direction aussi étroite, aussi serrée qu'au début de sa grande conversion. La coordination tactique n'a pas répondu à la conception stratégique.

Le 5 septembre notre 6e armée est à la gauche. C'est elle qui va attaquer en sortant de Paris. L'armée anglaise, qui comprend 3 corps d'armée, et qui s'est retirée au sud de la Marne, est dans la forêt de Crécy. La 5e armée, l'armée qui subit le grand choc à Charleroi, est commandée par le général Franchet d'Esperey, et est établie au sud du Petit-Morin; la 9e armée, armée nouvelle constituée avec des corps d'armée pris dans les armées de Lorraine et commandée par le général Foch, est dissimulée entre la 5e et la 4e armée. La 4e armée, l'armée de Langle de Carry, qui vient des Ardennes après une offensive malheureuse à travers les forêts de cette région, est placée au sud de Vitry-le-François. La 3e armée, commandée par le général Sarrail, est au sud de l'Argonne.

Nous avons donc en face des armées allemandes six armées. L'effectif est à peu près le même. Pourtant, nous devons être un peu inférieurs au point de vue numérique, mais nous nous sommes renforcés, nous avons comblé les vides en hommes et en munitions, nous avons pu amener sur notre front de l'artillerie lourde. de 120 et de 155 courts.

Une étude détaillée de la bataille doit procéder par journée et par armée, mais il faut bien se rendre compte qu'il y a eu une liaison étroite entre nos armées, qu'il y a eu chez nous un commandement d'ensemble qui a fonctionné pendant toute la durée de la bataille, et qui, tout en laissant à chacun des chefs d'armée la plus grande initiative — et l'initiative la plus heureuse même, — a prévu pourtant, à certains moments, les renforts qu'il fallait diriger sur les points nécessaires et dont l'entrée dans la bataille a donné des résultats décisifs. Sans suivre d'une façon très méthodique ces tranches de

bataille, je peux, en commençant par la 6e armée, vous donner des indications suffisantes. C'est le 5 au soir que les avant-gardes de la 6e armée se sont heurtées aux avant-postes de couverture, des flancs-gardes de l'armée de von Kluck. En effet, von Kluck, tout en se dirigeant vers le sud-est, s'était gardé militairement et avait laissé sur sa droite un corps d'armée, le IVe de réserve, qu'il tenait aux abords de Meaux, sur les bords de l'Ourcq, en avant de la rive droite, dans des positions très fortes. L'armée de Maunoury, débouchant du camp retranché de Paris dans la matinée du 5, vint se buter dans l'après-midi aux avant-postes allemands, à Monthyon, Penchard, Neufmoutiers. Après des combats assez violents, nos troupes s'emparèrent de ces villages, et attendirent le lendemain pour continuer leur offensive.

Ces engagements sur sa droite, auxquels von Kluck ne s'attendait pas, lui donnèrent l'alarme. Ses corps d'armée s'étaient déjà avancés du côté de Coulommiers, et avaient même atteint Montmirail. Ceci est extraordinaire que von Kluck ait oublié l'existence de l'armée de Paris, — ou peut-être la croyait-il absolument immobilisée dans Paris, incapable d'une offensive. — Il fut donc surpris et en mauvaises conditions. Mais, heureusement pour lui, l'attaque de l'armée Maunoury, en se déclanchant le 5 au soir, partit trop tôt. Si elle n'avait attaqué que le 6 au matin, elle aurait trouvé l'armée von Kluck engagée à fond contre l'armée anglaise et dans l'impossibilité absolue de se retourner. C'était le renversement complet de la droite allemande et probablement la capitulation de toute l'armée von Kluck.

Et, dans ceci, il n'y eut pas de faute commise. Ce sont les hasards de la guerre; les mouvements de l'armée Maunoury étaient absolument justes. Concentrée le 5 à l'est de Paris, elle devait s'avancer, prendre ses dispositions de combat, se déployer dans la plaine à l'est de Paris, dans la plaine du Bourget. Ses avant-gardes, ou plutôt ses avant-postes, se trouvent en contact avec les avant-postes ennemis qui étaient placés, le combat s'engage. C'est fatal, on ne peut pas l'arrêter. Le canon va aux oreilles de von Kluck qui s'inquiète : Qu'est-ce qu'il y a? Il apprend qu'il y a une attaque sérieuse sur la droite. Immédiatement il rappelle une partie de ses corps d'armée, en particulier le IIe qui était encore en route traversant la Marne; il le fait revenir vers le nord, et peu à peu il aura le temps de faire

remonter son armée, laissant seulement devant les Anglais un rideau. Il pourra ainsi s'opposer à cette surprise de l'armée Maunoury, et la rapidité de ses évolutions et de sa manœuvre non seulement détournera le danger qui le menaçait, mais encore, à un moment donné, la bataille de l'Ourcq faillit tourner mal pour l'armée Maunoury.

Le 6, nous continuons à attaquer avec beaucoup d'audace. La 6e armée a reçu des renforts, en particulier la 45e division, d'Afrique. L'attaque réussit. Les villages, les fermes qui bordent l'Ourcq sont devenus aujourd'hui des lieux de pèlerinage; ce sont les seuls champs de bataille que nous pouvons atteindre. La population parisienne s'est fait un honneur et un devoir d'y aller pendant toute l'année 1915 porter des drapeaux sur les tombes de nos soldats. Je les ai visités moi-même, et rien n'est plus émouvant que de contempler ces champs où la culture a repris comme auparavant, tout pavoisés de drapeaux qui donnent un air de fête à ces lieux à jamais illustres.

Je tiens à rendre un hommage particulier à un des régiments que j'avais formé, le 246e, régiment de réserve du 46e. Il a été admirable à Barcy; il a attaqué comme au terrain de manœuvre, se déployant, gagnant du terrain sur un emplacement absolument découvert, sous les obus, arrivant jusqu'à une dizaine de mètres des tranchées allemandes, sur la route qui va de Varreddes à Meaux, là, forcé de s'arrêter, ne pouvant plus aller plus loin, ayant fait des pertes considérables, à bout de souffle, reculant même à la nuit tombante. Or, rien que le fait de cette marche extraordinaire, sous un feu terrible, impressionna tellement l'ennemi, que ces hommes, arrivés essoufflés, épuisés, au bas des tranchées, ayant été obligés de passer la nuit tout près des Allemands, à la merci d'un retour offensif, le lendemain marchaient de l'avant... et ne trouvaient plus l'ennemi dans les tranchées. Il était parti pendant la nuit.

Dans les journées du 7 et du 8, l'armée Maunoury continue ses attaques, mais elle subit le retour offensif de l'armée von Kluck qui remonte vers le nord et qui cherche à son tour à déborder notre aile gauche. Il s'est livré entre Étrépilly et Nanteuil-le-Haudouin des combats extraordinaires. L'armée Maunoury est renforcée par le 4e corps qui arrive de la 3e armée, de l'Argonne. Il laisse la 8e divi-

sion avec les Anglais qui sont encore sous l'impression de l'attaque formidable des journées des 24, 25, 26 août. La 7e division va vers la gauche et rétablit le combat. Sous la pression de von Kluck, dans les journées du 8 et du 9 surtout, la situation devient extrêmement critique. Les Allemands réussissent un moment à s'emparer de Nanteuil-le-Haudouin ; c'est à notre tour de craindre d'être enveloppés. Il semble à ce moment-là que l'armée de von Kluck non seulement réussira à s'échapper, mais qu'elle reprendra l'avantage. Nous disposions encore d'une division en réserve dans le camp retranché. C'est alors que le Gouverneur militaire de Paris mobilisa tous les taxi-autos de Paris et, à raison de 5 hommes par taxi, amena 6,000 hommes sur le champ de bataille. Ce sont ces 6,000 hommes arrivés dans la journée du 9 qui ont permis à l'armée Maunoury de tenir toute la journée jusqu'à la matinée du 10. Dans la nuit du 9 au 10, l'armée Maunoury qui n'a fait que combattre pendant 4 jours, est tellement épuisée par la fatigue et par les pertes cruelles qu'elle a faites, que les chefs eux-mêmes rendaient compte qu'ils ne savaient s'ils pourraient tenir. Dans la matinée du 10, avant le jour, cet ordre arrivait du grand quartier général : « La 5e armée et l'armée anglaise ont gagné beaucoup de terrain, nos affaires marchent bien ; — la 6e armée se fera tuer sur place plutôt que de reculer. »

Le général Maunoury ordonne à ses hommes de revenir à l'attaque ; dès le soir, ils reprennent le combat, décidés, comme l'avait dit le Général en chef, à se faire tuer jusqu'au dernier. Devant ces efforts extraordinaires, qu'est-ce que firent les Allemands? Comme devant les soldats de Barcy, dans la nuit du 9 au 10, ils s'en allèrent ! Le lendemain matin, l'armée Maunoury ne trouvait plus personne devant elle.

Pendant que cette 6e armée se battait avec l'héroïsme dont je vous ai donné une idée très affaiblie, les autres armées accomplissaient leur tâche. L'armée anglaise, sentant la retraite de l'armée de von Kluck, suit le mouvement un peu tardivement. Elle passe la Marne. et son apparition au delà décide von Kluck, pris dans la tenaille, à la retraite précipitée qu'il exécute dans la journée du 10. Remarquez, que le 10, l'armée de von Kluck est battue ; elle est en pleine retraite. Pendant ce temps, l'armée von Bülow est aux prises avec la 5e armée qui, dirigée par un chef très énergique,

a fait de très grands progrès. Bien secondée par son artillerie, elle a livré bataille sur les champs si glorieux de Montmirail et de Vauchamps. Le général Franchet d'Esperey, le 9 au soir, pouvait annoncer la victoire à ses soldats en leur disant qu'ils avaient réveillé les mânes des glorieux soldats du premier Empire.

Nos 9e et 4e armées sont celles qui vont subir le choc le plus rude.

Pendant que von Kluck reculait, entraînant von Bülow, les autres armées obéissent à de nouveaux ordres. Confiant en effet dans l'enveloppement de von Kluck, mais réservant la prise de Paris après la bataille, l'État-Major avait jugé le moment opportun pour rompre notre ligne de Verdun à Paris par une attaque en masse sur le centre. Il eut sans nul doute l'intention, avec les trois armées, IIIe, IVe et Ve, de faire ce que nous appelons en termes militaires une rupture stratégique, de couper nos forces en deux, de rabattre par conséquent nos 3e et 4e armées au sud de la Meuse, et de les prendre en tenaille avec ses armées de Lorraine, victorieuses de nos 1re et 2e armées. Il se produisit donc pendant les journées des 7, 8 et 9, une terrible attaque sur le front des armées Foch et de Langle de Carry, 9e et 4e armées.

C'est là en effet que se sont livrés, on peut le dire, après les combats de l'Ourcq, les plus sanglants combats de cette bataille. Vous vous rappelez certainement ces combats des marais de Saint-Gond, auprès du château de Mondement. En particulier l'armée du général Foch a joué un rôle capital pendant les journées des 7 et 8. Elle a été attaquée par des forces tellement supérieures que sa droite, le 11e corps, plia. A un moment donné, il sembla que la trouée était faite et que toute la IIIe armée allemande allait se jeter dans cette brèche, pénétrer entre notre 4e et notre 9e armée. Ce fut un moment critique, et c'est à ce moment que le général Foch, avec un calme admirable, une foi profonde, répondit au grand quartier général, qui lui demandait des nouvelles, par cette simple dépêche : « Situation excellente ».

En effet, le lendemain, le 9, dès l'aube, la 5e armée victorieuse lui envoie le 10e corps. Le 10e corps attaque dans la région des marais de Saint-Gond. Le général Foch déplace une partie de son armée ; la 42e division en particulier, qui avait fourni la première attaque dans les marais et était très éprouvée, revient à l'arrière ; il dirige ses forces

principales vers la droite, mouvement extrêmement hardi, en pleine bataille. Avec sa droite renforcée il attaque à fond la gauche de la IVe armée et la défait. Le 12 au matin, il entrait à Châlons.

Cette manœuvre du général Foch restera dans l'histoire, non pas seulement dans l'histoire de la bataille de la Marne, mais dans l'histoire des guerres.

La 4e armée avait fait aussi une résistance très énergique, puis elle avait été obligée de plier. Mais le général Langle de Carry profite habilement de la manœuvre du général Foch, et relance son armée à l'assaut dans des combats terribles où les coloniaux se sont particulièrement illustrés. L'armée Wurtemberg bat lentement en retraite. Ceci se passe le 11. L'armée von Kluck est déjà en retraite, gagnant l'Aisne; l'armée von Bülow la suit. Tout ce déclanchement s'est fait de proche en proche, par ébranlements successifs. Notre avance se fait de la même manière : les 6e et 5e armées sont déjà très en avant, lorsque la 4e est encore sur ses positions de combat, et que notre 3e, à la droite, reçoit le choc de l'armée du Kronprinz. Le 11 et le 12 septembre, celle-ci attaque vigoureusement l'armée Sarrail.

La situation de l'armée Sarrail était très particulière. Cette armée revenait de Longwy, des Ardennes. Elle avait franchi la Meuse, suivie de près par l'armée du Kronprinz, mais elle avait pu, grâce à l'énergie du chef et des soldats, faire un retour offensif remarquable, qui avait arrêté l'armée du Kronprinz à la traversée de la Meuse. Elle avait pu, par conséquent, se replier assez facilement, et le général commandant la 3e armée, profitant de la forteresse de Verdun qui était à sa droite, avait disposé son armée appuyée à Verdun, faisant face au nord-ouest, formant ainsi le crochet symétrique de celui de l'armée Maunoury, situation tactique favorable qui avait décidé le Généralissime à reprendre l'offensive. La décision du général Sarrail de se maintenir à Verdun, qui paraissait hasardeuse, contribua donc au gain de la bataille. La 3e armée devait refluer, d'après les ordres donnés à la fin d'août, sur Bar-le-Duc et appuyer sa droite à Toul. Au point de vue de la défensive, la situation de Toul était excellente. La droite était ainsi très appuyée, en même temps elle conservait la liaison avec les armées de Lorraine. Rester à Verdun était peut-être un danger, car, tout en faisant face au nord-ouest, on tournait le dos à la Lorraine, à la Meuse, et on pouvait craindre

une attaque à revers qui pouvait se déclancher de Metz et traverser la Meuse à Saint-Mihiel (c'est d'ailleurs ce qui s'est produit!). Cette attaque pouvait mettre en péril la retraite de la 3e armée. Malgré cela, sentant la force de résistance de ses troupes, le général Sarrail est resté accroché à Verdun. Il en résulta que l'armée du Kronprinz, qui descendait vers le sud en longeant l'Argonne, dut s'incliner à son tour et obliquer vers le sud-est, tournant presque le dos aux autres armées allemandes. Il lui sera impossible, pendant la durée de la bataille, de leur porter secours, tandis qu'au contraire, nous pourrons toujours exécuter derrière la ligne de bataille les navettes nécessaires pour porter aux différentes armées les secours des grandes réserves dont nous disposons.

L'armée du Kronprinz attaqua par conséquent, dès le 5 septembre, sur le front Revigny-Verdun; pendant trois jours, la bataille traîna. Dans la nuit du 12 au 13, probablement dans le but d'aider les armées allemandes qui battaient en retraite, l'armée du Kronprinz attaqua très vigoureusement sur tout son front. Nous nous maintînmes sur nos positions. Le 13, l'armée du Kronprinz battit à son tour en retraite. Le 13 septembre, par conséquent, la bataille de la Marne était terminée et gagnée.

Tout ceci est un bien pâle résumé du rôle joué par chacune de nos armées dans cette bataille. Nous ne voudrions pas qu'on pût nous reprocher de leur avoir fait des parts de proportions inégales. Il n'est pas possible, dans de brèves chroniques, de détailler de tels hauts faits. Nous avons essayé simplement de mettre surtout en lumière la liaison des divers actes accomplis par ces armées. Ce n'est pas d'ailleurs un récit que nous faisons, c'est un hommage que nous rendons à ceux qui forcèrent la victoire. Nous associons aujourd'hui les noms des chefs, qui sont sur toutes les bouches, à tous les noms inconnus des soldats qui ont exécuté leurs ordres.

Si l'on veut trop analyser de pareils événements, on risque d'en abaisser la grandeur. Nous n'en sommes pas encore à l'heure de la critique historique. Il y a eu un fait dont il est impossible, dont il serait vain de méconnaître l'éclat et la portée, c'est que des armées qui se croyaient victorieuses de par la supériorité de leur préparation et de leur organisation, qui avaient réalisé du premier coup la partie la plus audacieuse d'un plan formidable, ont été soudain

renversées et défaites par l'adversaire qu'elles s'imaginaient déjà à leur merci. Et qui oserait dire que ce ne fut pas une victoire, unique dans la galerie des victoires, cette bataille de six jours où l'on ne sait ce qu'il faut le plus admirer, le sang-froid et la lucidité des chefs, la hardiesse et l'opportunité des résolutions et des décisions aux heures les plus critiques, la persévérance et la coordination dans l'effort, la constance de tous les courages, l'exaltation et l'espoir qui soutinrent tous les cœurs dans une lutte suprême d'où dépendait le salut du pays! De tels chefs et de tels soldats n'étaient-ils pas dignes de ce retour, non de fortune, mais de Justice?

On s'est parfois demandé pourquoi ils n'ont pas obtenu cette victoire dès le premier jour où ils ont été aux prises avec l'ennemi. S'ils avaient été vainqueurs à Charleroi et dans les Ardennes, l'invasion eût été arrêtée, et même la guerre se fût-elle prolongée, elle aurait épargné nos territoires.

On pourrait répondre, sans manquer d'arguments, que nos épreuves du début furent la résultante et la sanction de fautes et d'erreurs antérieures à la guerre. Mais ne vaut-il pas mieux admirer simplement comment tout a été réparé, comment les forces traditionnelles d'une armée et d'une nation qui paraissaient affaiblies — et n'était-ce pas sur cette défaillance apparente que l'ennemi avait fondé son guet-apens? — ont réagi tout d'un coup et ont donné la preuve éclatante que la France n'avait rien perdu de son énergie guerrière!

Les soldats qui se battirent sur la Marne, après avoir subi durement ce que nous appelons l'épreuve du feu, avaient pu être un moment ébranlés. Mais ils étaient partis dans un tel sentiment unanime qu'il fallait en finir avec cet ennemi dont la menace incessante pesait sur le pays depuis quarante-cinq ans, ils avaient pris les armes avec un tel enthousiasme que, dans le temps si court qui s'écoula entre les premiers revers et la bataille de la Marne, la flamme qui brûlait dans leurs cœurs n'avait pu s'éteindre. Au cours d'une retraite qui fut marquée par de superbes retours offensifs, jamais le découragement n'envahit nos âmes. On sentait confusément, mais avec certitude, qu'il arriverait un moment où « on les aurait »! Et c'est ainsi qu' « on les a eus » à la bataille de la Marne.

On ne saurait trop la commémorer. Et à défaut de solennité offi-

cielle, en attendant qu'on érige le grand monument de gloire de la France triomphante, tandis que la guerre se prolonge encore, pourquoi n'élèverait-on pas déjà, sur le champ de bataille voisin de Paris, une haute colonne de la Victoire avec l'inscription :

Aux vainqueurs de la Marne, la patrie reconnaissante!

GÉNÉRAL MALLETERRE.

L'ALLEMAGNE ET LE DROIT DES GENS

Sous ce titre « L'Allemagne et le droit des gens », M. Louis Renault a fait, le 13 février 1916, à l'École, sur l'invitation de la Société des anciens élèves et élèves de l'École des sciences politiques, une conférence remarquable qui a été publiée dans le volume *La Guerre*[1], avec les conférences faites, dans les mêmes conditions, par MM. Émile Bourgeois, le général Malleterre, Raphaël-Georges Lévy, Daniel Bellet. Cette conférence n'aurait laissé place à aucun article sur ce sujet dans cette Revue, si un ouvrage publié par M. Jacques de Dampierre et intitulé également *L'Allemagne et le Droit des Gens* n'avait, dans le cadre plus vaste d'un livre in-4 de 258 pages[2], apporté quelques données nouvelles, en s'inspirant d'ailleurs, au moins pour partie, d'idées analogues à celles qui avaient guidé M. Renault. Les deux auteurs ont eu en effet la préoccupation de chercher comment peuvent s'expliquer les procédés injustifiables par lesquels les Allemands ont conduit leurs opérations de guerre, et les traitements qu'ils ont infligés aux populations des pays envahis, en violation flagrante des règles du droit des gens consacrées par la coutume et les actes internationaux revêtus de la signature de l'Empire allemand. M. Renault a montré comment l'armée allemande a mis en œuvre, en dépit des engagements du gouvernement impérial, les doctrines formulées par ses écrivains militaires à la suite de Clausewitz. M. de Dampierre a montré comment la doctrine et la pratique militaires étaient en triste harmonie avec les doctrines philosophiques, économiques et politiques qui forment l'essence de l'impérialisme et du pangermanisme, et comment les horreurs qui ont scandalisé l'univers ne sont que l'application et l'aboutissement d'un système élaboré, au nom de la philosophie et de la science, dans

1. 1 vol. in-12, Paris, Alcan, 1915.
2. 1 vol. in-4, Paris, Berger-Levrault, 1915.

les Universités, propagé dans tout l'enseignement public sous l'action de la discipline prussienne, répandu par des publicistes en vogue parmi toute la nation allemande.

Parties d'une conception assez étrange de l'identité de l'esprit chrétien et du germanisme — où le germanisme trouvait beaucoup plus son avantage que le christianisme — les doctrines allemandes ont glissé, sous l'influence du darwinisme, vers le matérialisme le plus complet pour aboutir à la fois à l'égoïsme national le plus étroit et au culte le plus scandaleux de la force. « L'impérialisme germanique, dit M. de Dampierre, est un mysticisme de la violence. » Les coryphées du germanisme actuel, les Tannenberg ou les Bernhardi descendent en droite ligne de Hegel, de Fichte ou de Kant, par Treitschke, Lasson et Ostwald. « Les uns et les autres procèdent du même esprit, appliquent les mêmes formules et ne diffèrent que par l'objet des problèmes auxquels ils les appliquent. Tous, en effet, sont pénétrés au même dégré de cette série logique de propositions que l'on peut déduire comme suit :

« 1° L'individu s'élève dans l'échelle des êtres dans la mesure où il se subordonne volontairement à la collectivité.

« 2° La collectivité suprême, celle à quoi doivent aboutir les tendances de toutes les autres et partant de tous les individus, c'est l'État.

« 3° De tous les individus, les Germains possédant au suprême degré la faculté de subordination consciente à la collectivité, c'est-à-dire la discipline et le sens de l'organisation, c'est l'État germanique qui est appelé à réaliser l'idéal des collectivités humaines[1]. »

« La nation allemande s'est tenue, dans les temps modernes, écrivait Fichte, à la tête du progrès de l'espèce humaine[2]. » Et Bernhardi répète, en amplifiant : Les Germains « sont devenus les plus essentiels représentants de toute civilisation moderne et ont imprimé la marque de leur esprit à tous les peuples du domaine fécondé par la civilisation européenne. Dès leur entrée dans l'histoire, ils se sont montrés comme un peuple civilisé de premier ordre, bien plus, comme le peuple civilisé par excellence. »

Et sur ce brevet d'orgueil il n'est pas malaisé d'édifier le droit de

1. P. 30.
2. *Ibid.*

l'*Herrenvolk* et de l'État allemand à la primauté et à la domination universelle.

« La conviction généralisée de la supériorité universelle du germanisme, dit M. de Dampierre, qu'elle résulte pour l'enfant ou le peuple d'un enseignement simpliste, dogmatique et indiscuté ou qu'elle ait été plus ou moins savamment renforcée chez l'homme cultivé par des considérations philosophiques, biologiques ou économiques, aboutit logiquement chez l'un ou chez l'autre au même résultat : l'idée que la réciprocité ne saurait exister dans les rapports entre les Allemands et les autres peuples. En effet, si la race germanique a sa plus pure expression dans l'empire allemand, il est naturel que celui-ci tende à agglomérer les éléments de cette race encore dissidente; si l'Allemagne a une mission providentielle à remplir, celle de faire régner sur la terre le véritable esprit chrétien comme disaient Hegel et Fichte, bien avant les apologistes modernes, ou celle de faire profiter le monde entier des bienfaits naturels dus à son esprit d'organisation, il est certain que nul bon Allemand ne saurait se soustraire au devoir de lancer l'Allemagne à la conquête du monde; enfin si, au contraire, suivant certains réalistes féroces, la race allemande n'est sur la terre que comme une colonie de microbes plus voraces, plus prolifiques et mieux armés que leurs voisins, mais à qui le manque d'espace et de nourriture fait des conditions de vie de plus en plus difficiles, il est fatal que, par un vigoureux effort, réflexe biologique des collectivités envahissantes, ces macrophages se créent le droit de dévorer leurs rivaux, comme une simple extension du droit que tout être croit avoir à la vie. Quelle que soit sa base, l'idée de la supériorité du germanisme mène donc les Allemands inévitablement à l'instinct de domination qui, lui-même, chez une race aussi héréditairement militarisée, aboutit nécessairement à l'idée de violence[1]. » La domination que veut l'Allemagne n'est pas, en effet, une « domination intellectuelle »; elle ne vise pas à assimiler, mais à éliminer; elle n'aspire pas à répandre des bienfaits sur l'humanité mais à assurer des profits aux Allemands. « Nous voulons, écrit Tannenberg, dans un nouvel empire, commencer une nouvelle vie dont la loi suprême soit : la tâche principale de la Grande Allemagne est le bien

1. P. 46, 47.

des Allemands. Toutes les lois particulières ne sont que les corollaires de cette loi fondamentale.... Ne peuvent devenir citoyens complets de la Grande Allemagne que ceux dont la langue maternelle est l'allemand, dont la culture correspond à l'objet d'une école populaire, dont le sang est purement allemand et qui prêtent le serment civique. Les droits de citoyen complet peuvent être retirés par la Justice pour actes, paroles ou agissements contraires à l'intérêt du germanisme.... Dans la Grande Allemagne, aucun étranger ne peut acquérir de maisons ou de domaines[1]. »

Pour réaliser cette domination, il semble que le germanisme préfère recourir à la violence plutôt que se borner aux moyens pacifiques d'infiltration et d'insinuation qui lui donnèrent cependant toutes chances de réaliser ses desseins. C'est qu'au rebours des philosophes occidentaux qui considèrent la guerre comme un mal dont il convient de limiter, autant que possible, le retour et les effets, « les théoriciens allemands envisagent la guerre comme le réflexe suprême de la vitalité d'un peuple, œuvre noble, œuvre belle et désirable en soi, en tant qu'elle exalte la nation victorieuse par la destruction des nationalités rivales, leur spoliation la plus intégrale possible et leur élimination en vue d'attribuer au vainqueur tout ou partie de la place qu'occupait le vaincu[2]. » La force se confond, pour eux, avec le droit; elle fait le droit; elle est le droit.

« Entre États, écrivait Lasson (*Das Kulturideal und der Krieg*, publié en 1868), il n'y a qu'une force de droit : le droit du plus fort.... Il est donc parfaitement raisonnable que des guerres aient lieu entre des États. Un État ne saurait commettre de crime.... Le faible est malgré tous les traités la proie du plus fort, aussitôt que ce dernier le veut et le peut.... Entre les États envisagés comme des êtres intelligents, les litiges ne peuvent être résolus que par la force matérielle[3].... Pour supprimer la guerre il faudrait supprimer l'État... c'est-à-dire organiser le despotisme et l'esclavage universels.... L'État qui n'est organisé que pour la paix n'est pas un véritable État; il ne manifeste toute sa signification que par sa préparation à

1. P. 48.
2. P. 53-54.
3. La formule est assez piquante. Il semble, en effet, qu'entre êtres « intelligents » on pourrait trouver, parfois au moins, de plus « intelligentes » solutions que celles de la force matérielle.

la guerre.... La loi est l'amie du faible.... La guerre est un phénomène fondamental dans la vie de l'État et sa préparation assume dans l'édifice de la vie nationale une place prépondérante.... C'est une erreur de dire que le perfectionnement de la technique ne produit que des instruments de destruction.... Le canon est la partie la plus efficace du métier à tisser.... Lorsqu'une fois la guerre a éclaté, tout est en jeu; car toute guerre est question de vie ou de mort.... Il serait aussi faible de garder des ménagements que misérable d'en attendre[1].... Ce n'est pas seulement ce qu'il a que l'État doit défendre par la guerre... c'est encore ce qu'il n'a pas, dont il lui faut par la guerre tenter de s'emparer.... C'est une absurdité de s'indigner contre une guerre de conquête en elle-même. Le seul point intéressant est l'objet de cette conquête.... L'État national... qui réalise la plus haute forme de culture de la race... ne peut se réaliser que par la destruction des autres États, qui ne peut logiquement s'effectuer que par la violence.... Seule la crainte d'une puissance étrangère peut imposer des bornes à l'expansion extérieure de l'État. Toute intervention que n'encouragent pas de favorables auspices doit être abandonnée; mais, si le succès est assuré, elle n'est pas seulement justifiée, elle peut devenir un devoir de l'État vis-à-vis de lui-même.... Le projet de résoudre tous les problèmes par des congrès de princes et des négociations diplomatiques est comme le beau rêve d'un idéaliste ou comme la fallacieuse pipée d'un oiseleur.... On peut ajourner bien des choses; mais si l'occasion s'en présente, que celui qui a la force et se sent prêt, tranche les questions par l'épée : c'est pour les grandes questions historiques, la seule solution rationnelle et durable[2]. »

Ostwald, le célèbre chimiste, faisant une incursion plutôt intempestive dans le domaine juridique, proclame : « Je ne peux pas reconnaître d'autre source du droit que la force[3]. »

Treitschke affirme au nom de l'histoire : « Les grands progrès de

1. Sur ce point, les pangermanistes ne semblent par suivre Lasson. Car si les Allemands ne gardent point de ménagements, ils s'indignent quand on n'en a point à leur égard. Ainsi n'hésitent-ils pas à reprocher à l'Angleterre de chercher à « affamer l'Allemagne ». C'est bien cependant par la famine qu'ils ont obtenu, en 1871, la reddition de Paris.

2. P. 55-56.

3. P. 56.

civilisation de l'humanité ne peuvent se réaliser complètement, malgré la résistance de la barbarie et de la déraison, que par l'épée. Et même parmi les peuples civilisés, la guerre demeure la forme de procès qui rend valables les droits des États. Les preuves qui sont apportées dans ces terribles procès entre peuples sont plus démonstratives que les preuves d'aucun procès civil[1]. » Et Nietzsche renchérit : « Vous devez chercher votre ennemi et faire votre guerre, une guerre pour vos pensées! Et si votre pensée succombe, votre loyauté doit néanmoins crier victoire. — Vous devez aimer la paix comme un moyen de guerre et la courte paix plus que la longue. — Je ne vous conseille pas le travail, mais la lutte. Je ne vous conseille pas la paix mais la victoire. Que votre travail soit une lutte, que votre paix soit une victoire! — Vous dites que c'est la bonne cause qui sanctifie même la guerre? Je vous dis : C'est la bonne guerre qui sanctifie toutes choses[2]. » Enfin, le général de Bernhardi conclut : « Le droit, en pareil cas, appartient à qui possède la force de conserver ou de conquérir. La force est en même temps le droit suprême et le procès se tranche suivant la loi de la force, la guerre, qui en outre décide toujours suivant la justice biologique, puisque ses décisions dérivent de la nature même des choses[3]. »

L'Allemagne a le droit de par sa supériorité de race et de par sa supériorité de force; elle a tous les droits contre les autres États qui n'en ont aucun contre elle; elle est donc fondée à dicter ses volontés en ne tenant compte que de ses convenances et de ses intérêts. Et s'il lui plaît de revenir à des pratiques que l'on croyait disparues avec la barbarie des peuples païens, qui donc pourrait lui reprocher de faire revivre la spoliation des vaincus? Tannenberg, à la fin de son livre *Gross Deutschland*, « résume l'idéal des prétentions du pangermanisme sous la forme d'articles et de traités éventuels que l'Allemagne victorieuse imposerait au monde ». En voici le résumé avec quelques citations caractéristiques : « La France cède à l'Allemagne les départements des Vosges avec Épinal, Meurthe-et-Moselle avec Nancy et Lunéville, la moitié orientale de la Meuse avec Verdun et des Ardennes avec Sedan.... La France prend les habitants

1. P. 57,
2. P. 57-58.
3. P. 58.

de ces territoires et les installe ailleurs. Cette migration devra être effectuée dans l'espace de un an à dater de la signature du traité de paix. Le pays sera partagé en domaines ruraux de 40 à 60 arpents, suivant qualité, et distribué comme récompense à des soldats allemands qui se seront distingués pendant la guerre. Les propriétés immobilières des villes seront également distribuées en lots d'à peu près même valeur. La France déclare accepter l'entrée de la Hollande et de la Belgique dans l'Empire allemand. » La Hollande devient un État confédéré. Ses universités sont reconnues et « acceptent la constitution des universités allemandes. Java lui est réservée comme colonie particulière; ses autres colonies deviennent « propriétés communes de l'Empire allemand ». La Belgique devient également un État confédéré, mais l'Empire allemand ne tient pas à s'encombrer d'une population de langue française. « La France prend les Wallons habitant la Belgique pour coloniser ses territoires vides d'habitants. Les propriétés des Wallons et celles des habitants des districts de la haute Moselle et de la haute Meuse passées » à l'Allemagne « tant en maisons qu'en terrains, seront estimées par experts et remboursées aux ayants droit par la République, sur l'indemnité de guerre à payer par la France à l'Allemagne. Les régions frontières ainsi vidées sur le cours moyen de la Meuse recevront une immigration de soldats allemands qui se seront distingués pendant la guerre, de telle sorte que cette province frontière aura en peu d'années une population purement allemande.... La France cède à l'Allemagne la propriété des milliards qu'elle a prêtés à la Russie » plus 35 milliards de marks argent comptant. Elle accepte l'entrée du Luxembourg et de la Suisse dans l'Empire allemand et les modifications que le peuple allemand fait subir à ses frontières du sud et de l'est; elle cède sa flotte et ses colonies, sauf l'Algérie, à l'Allemagne, et signe un nouveau traité de commerce avec le vainqueur[1].

La spoliation proposée par Tannenberg en 1911 a surpris tout d'abord mais peu après Frymann, appréciant le livre *Gross Deutschland*, reconnaissait que les revues nationalistes émettaient des idées analogues et, tout en avouant que l'évacuation d'un pays habité par des Européens ferait dresser les cheveux sur la tête à quiconque a

1. P. 134 et suiv.

été formé aux idées traditionnelles, il ajoutait : « Si l'on examine bien à fond la situation particulière du peuple allemand, qui est complètement encerclé en Europe, et, en tout état de cause, s'il continuait sa croissance vigoureuse, risquerait d'étouffer à moins de se donner de l'air, il faudra bien reconnaître que le cas pourra se présenter où l'Allemagne devra exiger de son adversaire vaincu des domaines dépeuplés, soit à l'ouest soit à l'est, à moins donc que nous ayons outre-mer des colonies de peuplement ou que nous soyons résolus à tolérer de nouveau une émigration d'Allemands vers des pays étrangers[1]. »

Les principes de l'impérialisme allemand sont en contradiction radicale avec tout le droit des gens. Le droit des gens, comme d'ailleurs toutes les branches du droit positif, vise à protéger la faiblesse et à limiter la force au nom de la justice; il suppose la réciprocité des droits et des devoirs, la domination de soi-même et non celle des autres, des égards pour autrui. Le germanisme met l'Allemagne au dessus de tout, de la morale et des traités comme des autres nations; il ne croit qu'à la force et entend en user sans mesure dans la guerre et après la guerre. Il s'ensuit que « les excès reprochés aux armées allemandes ne sont que l'application militaire des principes de l'impérialisme germanique[2] ». La guerre n'est plus, pour les Allemands, une lutte entre forces militaires en vue de quelques annexions de territoires ou de quelques stipulations avantageuses pour les échanges commerciaux. « Elle ne se fait plus, dit Frédéric Naumann, au profit du Trésor public, mais au profit du développement économique de l'État[3]. » Par suite, il y a avantage à épuiser les territoires occupés, à en ruiner l'industrie par des réquisitions de matières premières et de machines[4]. Le docteur Ludwig Ganghofer exprime dans les impressions de son *Voyage au front* son admiration pour le système de spoliation pratiqué : « Tout le travail, dit-il, s'accomplit suivant ce principe : il faut pour les besoins de l'armée tirer le moins possible de l'Allemagne, trouver le plus possible dans le pays ennemi conquis et tout ce qui n'est pas

1. P. 137.
2. P. 123.
3. P. 126.
4. P. 149 et 181.

indispensable à l'armée et présente une valeur pour la patrie doit être transporté en Allemagne. En trois mois le pays conquis a pu couvrir environ les 4/5 des besoins de l'armée. Maintenant encore où les sources utilisables du pays occupé par nous coulent déjà moins abondamment, le territoire occupé couvre toujours les 2/3 des besoins de l'armée allemande de l'ouest. Par là l'on peut estimer en moyenne que l'Empire allemand a depuis quatre mois économisé par jour de 3 à 4 millions de marks. Ce gain de la victoire allemande se majore encore d'une manière fort sensible du fruit de la guerre économique conduite contre le pays conquis d'après les principes du Droit des Gens, c'est-à-dire par l'utilisation des biens de l'État, transportés en masses énormes de Belgique et du Nord de la France en Allemagne, tels que butin de guerre, approvisionnements des forteresses, céréales, laines, métaux, bois durs et autres choses, sans compter tous les biens privés non-réquisitionnés, lesquels ont bien, en cas de nécessité, été enlevés pour augmenter les approvisionnements allemands, mais alors ont été payés à leur pleine valeur. Ce que l'Allemagne a économisé et gagné dans cette guerre économique, menée avec un savoir-faire tout commercial, peut se chiffrer encore à 6 ou 7 nouveaux millions de marks par jour, de telle sorte que le bénéfice global que l'Empire allemand a réalisé derrière son front occidental peut être estimé à plus de deux milliards de marks; puissante victoire pour l'Allemagne dont elle ménage et accroît ainsi la force économique. Écrasante défaite pour l'ennemi, dont elle épuise toute la productivité financière dans les territoires qu'il a perdus à notre profit[1]. » Et le docteur Streseman confirme le point de vue du docteur Ganghofer : relevant les plaintes de la Chambre de Commerce de Paris au sujet des saisies de matières premières et de marchandises faites par les Allemands en Belgique, saisies qu'elle qualifiait de pillage, « ce pillage, dit ce membre du Reichstag, a été effectué aussi en France, dans le domaine des industries textile et mécanique... dès maintenant les pertes économiques imposées à la France atteignent plusieurs milliards » et il « en félicite l'industrie allemande, ainsi débarrassée d'un adversaire redoutable[2] ».

Quant aux malheureux habitants des territoires envahis, le ger-

1. P. 182.
2. P. 184.

manisme ne craint pas de les soumettre à un abominable régime de terreur préventive, en multipliant les exécutions sous les prétextes les plus futiles, sans souci de n'atteindre que les coupables d'actes hostiles, sans examen de la question de savoir s'il y a des coupables. La dévastation méthodique en vue de terroriser était un système prévu et prémédité. « S'il n'en était pas ainsi, comment s'expliquerait-on l'abondance et la variété de ce matériel propagateur d'incendie dont l'armée allemande de 1914 fait un usage si redoutable et si précis[1]. »

Sur les procédés mis en œuvre par l'armée allemande, M. de Dampierre ne donne que des exemples appuyés de preuves, hélas! trop certaines. L'intérêt essentiel de son œuvre est de montrer que les actes qui ont scandalisé l'univers ne sont point des excès dus au déchaînement de passions sous la poussée d'instincts irréfléchis, mais la conséquence logique de doctrines méthodiques. Le monde civilisé se serait refusé à croire que ces doctrines eussent pu inspirer un peuple et ses gouvernants au xxe siècle, si les écrits qui les contiennent n'avaient trouvé leur confirmation en même temps que leur application dans les horreurs qui en ont été l'effet. Et ainsi apparaît le formidable enjeu, pour l'humanité entière, de cette guerre sans précédent où se heurtent non quelques ambitions limitées mais deux conceptions radicalement contradictoires des destinées des nations, de l'organisation politique de l'univers, des relations entre États, du droit et de la civilisation.

CHARLES DUPUIS.

1. P. 252.

VARIÉTÉS

DE LA CONSTANCE ÈS CALAMITEZ PUBLIQUES

En l'an de grâce 1590, le Paris de la Ligue est assiégé par l'armée d'Henri IV. La ville frémit de toutes les passions politiques et endure les pires misères. Elle a appris subitement la défaite d'Ivry, le massacre des troupes de Mayenne, la déroute effroyable des survivants, l'épée du Béarnais dans les reins, huit lieues durant, jusque sous Mantes. Maintenant, les royaux sont sous les murs. Ils ont failli, déjà une fois, emporter la place de vive force. On a entendu jusqu'au fond des maisons le cri des soldats de Châtillon lancés à l'assaut : « Saint-Barthélemy ! » Ils bloquent étroitement la capitale, où l'on meurt de faim. Le petit peuple, qui se risque hors des murs pour grapiller, tombe sous les coups des batteurs d'estrade. Ils sont, dans les murs, deux cent mille qui hurlent à la mort sous la tyrannie affolée des Seize. On leur distribue, aux coins des rues, une soupe de son d'avoine qui les empoisonne plus qu'elle ne les nourrit. La garnison conserve pour elle les derniers vivres. Les lansquenets, qui ne s'en contentent pas, font la chasse aux petits enfants et, un jour, en mangent trois. 13,000 victimes périssent de la faim, 30,000 de maladie. — A l'atroce torture physique répond un désarroi moral complet. Les passions politiques et religieuses s'exaltent jusqu'à la frénésie et se perdent en rêveries qui défient le bon sens : la Ligue oppose souverain à souverain : Charles X à Henri IV ; au nom de la liberté, elle appelle le despotisme de Philippe II, et, catholique fervente, elle dénonce la tiédeur du pape Sixte-Quint. La fureur des opinions provoque les gestes violents. « Il faut jouer des cousteaux », dit le curé de Saint-Jacques. Trois magistrats, soupçonnés de trahison, sont arrêtés, jugés sommairement et pendus. Le fanatisme religieux de cette petite bourgeoisie ligueuse de la fin du

XVIe siècle présente déjà presque tous les traits dont sera faite plus tard la fureur jacobine. C'est un des moments de l'histoire où notre pays a paru voisin de la subversion totale. « Ce piteux et calamiteux temps ne laisse rien de sain ny d'entier.... Car qui est celui là si heureux qui n'a esté touché durant ce temps de mille sortes d'afflictions, que la désolation du païs n'a dépouillé de ses biens et envoyé nud comme un homme eschappé du naufrage? »

Ainsi parle Guillaume du Vair. Il écrit dans le moment même, et sur ce sinistre théâtre. Il traverse toutes ces passions et toutes ces horreurs, et il en tire une admirable leçon de fermeté et de *constance*, qu'il nous sera profitable de méditer à l'heure actuelle. Nous y verrons comment un Français de jadis faisait tête à l'orage et se haussait, naturellement, sans effort, au ton de circonstances autrement terribles que celles que nous traversons.

Ces belles pages étaient, hier encore, bien oubliées. Deux érudits, dont la réputation n'est plus à faire, nous les restituent, dans un format commode, avec des notes et un commentaire précieux[1].

Du Vair méritait cet hommage tardif rendu à sa pensée. Il n'a pas eu la fortune d'un Montaigne. Il est cependant tout près d'en avoir le talent. Sa forme plus lente, de contours plus sévères, a moins séduit les esprits. Il n'a pas, non plus, l'infinie variété des aperçus, ni le discours abondant et coloré, ni la souplesse facile et enjôleuse qui sait abandonner le propos trop brûlant, et tourner court sur une gentillesse. Il ne lâche point le texte qu'il tient; il ne recule pas devant les mots rudes; il pousse à fond les conclusions cuisantes. C'est un moraliste. On ne le lira pas pour se distraire, ni pour amuser son esprit aux jeux du sien. Il écrit comme il a vécu : remplissant une charge, dont il ne perd pas de vue la grandeur. Ce fut en effet un grand parlementaire, qui tint ferme sur son siège, au milieu des dangers. — M. Flach nous dit tout cela. — Sa philosophie n'est point une amusette où il se complaise, dans la quiétude de sa « librairie ». Elle est tissée dans la trame même de sa vie. Les événements de chaque jour l'ont éprouvée. L'émotion de chaque heure l'a colorée. Il n'y a rien là qui ne soit médité, vérifié et conséquent. D'où la

1. G. du Vair. *Traité de la constance et consolation ès calamitez publiques*, édité par Jacques Flach et F. Funck-Brentano. Paris, Lib. du Recueil Sirey, 1 vol. in-16 de 255 p., 1915.

fermeté un peu raide, la mélancolie un peu chagrine, la hauteur un peu déconcertante de l'œuvre.

C'est une belle œuvre, qu'il faut lire comme elle a été faite : avec la ferveur d'une âme secouée de grandes émotions. On y trouvera trois lumières : la sagesse antique, la foi chrétienne et le patriotisme français.

Le patriotisme est du plus pur aloi, et il rend le même son qu'aujourd'hui. On comprend là que notre âme française est faite d'un vieux métal qui, depuis des siècles, donne, sous le choc, la même note.

La foi chrétienne est profonde et saine. Elle se réfugie avec une candeur juvénile dans le sein de la Providence et elle trouve, pour parler de l'immortalité de l'âme, des accents naïfs et profonds qui sont inimitables.

La sagesse antique est, ici, la pièce de raccord, le morceau de composition. On y sent le travail académique, la transcription d'une pensée étrangère. D'où quelque chose de voulu et une apparence de maniéré. Ces hommes du XVIe siècle ont eu deux âmes : celle que la nature leur avait donnée, et celle que l'Humanisme leur inspira. Les deux esprits ne se fondent jamais complètement en eux. Il faudra la haute culture et la forte discipline du siècle suivant pour opérer l'alliage. C'est ce dualisme qui rend les figures de ce temps si mouvantes, quand elles ne sont pas emprisonnées dans la gaine rigide d'une doctrine ou maintenues par le carcan d'une idée fixe. Pour son compte, du Vair est tout plein d'Epictète. Il l'a lu et relu; il l'a même édité. Il le répète, un peu servilement, sans toujours se bien rendre compte que la « superbe diabolique » de ce Grec éperdu de liberté, qui tient à si peu de choses en ce monde et ne croit pas du tout en l'autre, ne peut pas s'accorder avec sa propre soumission aux fins éternelles ni avec ses espérances dans l'au-delà. Mais l'élève, ébloui par l'éclat de la pensée antique, suit le maître, sans répliquer. Il reproduit même parfois ses paroles textuelles : « O faux biens! dit du Vair (p. 80)... qui nous rend esclaves, sinon vous?... qui nous attache aux portes des princes... nous fait fléchir au clin de leurs yeux, sinon vous? » Epictète avait dit : « Qu'il regarde seulement l'un de vous en fronçant le sourcil, vous voilà mort de peur...[1] .»

1. *Entretiens*, trad. Courdaveaux, p. 285.

— « Les petits enfants, dit du Vair, craignent les hommes masquez : descouvrez leur le visage, ils n'en ont plus peur. » Epictète avait dit : « Les enfants... s'effraient et s'épouvantent d'un masque, grâce à leur ignorance; et nous, à notre tour, nous tremblons devant les objets pour la même raison que les enfants devant les masques [1]. » — Lorsque du Vair écrit cette jolie page, qui à elle seule tirerait son œuvre de l'oubli : « Les fruits fleurissent, se nouent, se nourrissent, se meurrissent, se pourrissent;... etc. », il ne fait que paraphraser son modèle, dans le passage : « Pourquoi naissent les épis? n'est-ce pas pour durcir? et pourquoi durcissent-ils, si ce n'est pour être coupés... etc.[2] ? » — Et cette tirade si dure, si peu vraisemblable, sur l'amitié : « La fortune nous a-t-elle osté nos amis? faisons-en de nouveaux : par ce moyen nous ne les aurons pas perdus mais multipliez... etc. » dépasse et exagère l'apostrophe d'Epictète à Achille sur la mort de Patrocle : « ... Mais c'était lui qui m'apportait ma nourriture! — C'est qu'il vivait alors, sot que tu es! Maintenant il ne peut plus te l'apporter; mais Automédon le fera; et si Automédon meurt, tu trouveras qui le remplace. » — Ces rapprochements me sautent aux yeux en feuilletant le livre du doigt. Une recherche attentive en révélerait sans doute bien d'autres.

Il y a donc, au moins dans une partie de l'œuvre, dans celle où la parole est au stoïcien Musée, un ton de réminiscence, une allure de pastiche qui ne nous révèlent pas franchement la figure de l'auteur. On le sent dans un habit emprunté, diverti à des gestes étranges et mal réglés. Rien, du reste, d'un plagiat comme ce temps-là l'eût souffert de bonne grâce. La pensée se guinde aux raisonnements grecs, mais la langue reste bien française. Elle habille la philosophie antique du même manteau coloré et pittoresque dont Amyot drapait son Plutarque. Ici encore il suffit de feuilleter négligemment le livre pour trouver des exemples : « Les peuples esmus ressemblent à la mer laquelle, tourmentée et tempestée, élève au-dessus de l'eau toutes les ordures qui sont au fond, mais peu à peu elle les jette en terre.... — La vie des pauvres est semblable à ceux qui naviguent terre à terre; celle des riches à ceux qui se jettent en pleine mer. Ceux-cy ne peuvent prendre terre, quelque envie qu'ils en aient : il

1. *Id.*, p. 86.
2. *Id.*, 99.

faut attendre le vent et la marée ; ceux-là viennent à bord quand ils veulent : il ne faut que jeter un petit cordeau, on ameine incontinent leur barque au rivage.... — Le nombre (des maux qui nous menacent) n'en est pas tel que nous pensons : encore qui les considérera l'un après l'autre, trouvera que ce ne sont que valets de bagage, que l'on a mis en bataille pour nous estonner.... » Tout ceci n'est que pensée agile et images adroites. Voici de la grandeur : « La vie se mesure par la fin : pourveu qu'elle en soit belle, tout le reste a sa proportion. La quantité ne sert de rien pour la rendre ou plus ou moins heureuse ; non plus que la grandeur ne rend pas le grand cercle plus rond que le petit : la figure y fait tout. »

Rien, dans tout cela, ne rappelle le modèle grec. La forme lente et ample, parfois redondante, volontiers attardée à des images capricieuses et compliquées, nous met à cent lieues de la dialectique pressante, ardente et déliée de l'Hellène, de ses ripostes vives comme des parades d'épée, du calcul subtil de sa maïeutique. Et le fond de la pensée n'est pas grec davantage. Quatorze siècles de christianisme séparent les deux hommes, et l'humaniste du temps d'Henri IV sent frissonner en lui des tendresses, des émois, des espoirs qui n'ont jamais troublé le cristal glacé de l'âme stoïcienne.

Et comment ces deux philosophies se ressembleraient-elles?

Comment rester stoïque dans le Paris de 1590, que nous venons de voir? Vous imaginez-vous le sage de Nicopolis dans cette tourmente, et que croyez-vous qui serait resté de sa « superbe » après deux ou trois ans de la vie de perpétuel émoi ou du Vair fut jeté? Car, si haute que soit une âme, elle se courbe sous les souffles de son temps, et toute philosophie reflète les couleurs qui l'environnent. Du Vair voit autour de lui une humanité souffrante et désemparée, que la vie cruelle accable, et qui ne sait où chercher sa défense contre tant de maux. Un grand prince assassiné, le Roi lui-même poignardé, les Conseils en désarroi, le peuple soulevé, les cours de justice et tous les corps de la nation divisés, l'Église dressée contre l'État, la foi religieuse en révolte contre la foi monarchique, les moines travestis en soldats et les pasteurs devenus chefs d'émeutes, le massacre, la famine, la peste, voilà pour le général. Et dans le particulier, du Vair jouera sa vie, à travers ces passions, sa robe de magistrat troussée sur la cuirasse, retenant un jour le Parlement

sur la pente de la révolte, passant un autre jour sous les cadavres du président Brisson, des conseillers Larcher et Tardif, pendus, après une dérision de jugement, dans une des salles du Palais, arquebusé, un autre jour qu'il est de garde à l'hôtel de Cluny, par des séditieux du parti des Seize. Ce sont là de fortes émotions qui vous forgent une philosophie et celui qui, dans une pareille tourmente, garde son sang-froid et poursuit ses raisonnements, est évidemment un sage. Ce ne sera point un faux raisonneur. Il a senti passer trop près de son visage le souffle glacial de la fin, la méchanceté aveugle des choses, le coup de loterie du hasard déchaîné pour parler légèrement de la souffrance, de la misère et de la mort. Il sait combien rapide est la pente du malheur, et comme elle entraîne tout, et que le mince caillou du stoïcisme n'y saurait rien retenir. De là ses vues plus hautes, vers une Providence lointaine, généreuse et infiniment douce, vers le rayonnement consolateur, hors de ces moments misérables et douloureux; de l'âme immortelle.

Son maître Épictète pouvait, à l'aise, prêcher le stoïcisme. Sous le beau ciel de la Grèce, il pouvait à loisir « chanter Dieu » et enseigner la constance à des hommes qui n'avaient qu'à se laisser vivre. Il prétendait se mettre au-dessus des émotions; mais en avait-il beaucoup, en ce monde du IIe siècle, si calme, et comme assoupi dans l'immense « pax romana »? Il vit sous Trajan, qui fait régner partout les bonnes lois. Tout à l'heure le principat ira aux « délices du genre humain ». Les empereurs sont des amis des philosophes. Le sage aux long cheveux et au manteau troué est écouté comme un oracle. Il prêche l'unité et la solidarité au monde le plus uni et le plus policé qui fut jamais. On n'a pas revu société plus douce ni plus pacifique. La guerre est inconnue. Le barbare est refoulé si loin qu'on l'oublie. La misère est absente. L'annone, une bonne économie rurale, la prospérité générale donnent à tous le pain quotidien. Lorsque, un peu plus tard, Antonin mourra, on observera « que, pendant tout son règne, il n'avait fait verser ni une goutte de sang romain, ni une goutte de sang étranger! » Épictète lui-même le dit : « Voyez quelle large paix César semble nous avoir faite : plus de guerres, plus de combats, plus de grandes troupes de voleurs, plus de pirates. On peut se mettre en route à toute heure; on peut navi-

guer de l'orient à l'occident [1]. » Et il sourit à la pensée qu'on puisse mourir de faim : « N'as-tu pas honte d'avoir moins de courage et moins de cœur que les esclaves fugitifs?... Et qui d'entre eux est jamais mort de faim [2]? » Dans une société aussi bien réglée, chacun reçoit sa sportule : « Le sage craindra-t-il que les aliments viennent à lui manquer? Ils ne manquent pas à l'aveugle! ils ne manquent pas au boiteux : et ils manqueraient au sage! »

Dans la tiédeur placide de ce temps, la prédication stoïcienne prend une apparence factice et même un peu puérile. En réalité elle ne fait que remettre dans les mœurs la dose d'austérité et d'ascétisme qui leur manquait. Cette société, doucement épanouie, loin des émotions fortes, demandait un tonique. Le stoïcisme lui donna le nerf que la vie lui refusait. Il le fit avec raideur, sur un ton un peu irritant de pédagogue, dans des exemples qui manquent parfois de réalité et de portée, avec un détachement hautain qui sent l'École et la leçon préparée. Les Français du temps de la Ligue avaient les émotions toutes prêtes et ample matière à exercer leurs facultés stoïques. Il leur fallait mieux : une parole de confiance et de foi, qui leur fît entrevoir, au delà des maux du présent, au delà des froids raisonnements de la logique, un espoir rayonnant. Du Vair la leur a donnée.

Ainsi la philosophie va rajeunissant constamment son vieux visage aux courants de la vie éternelle.

MAURICE CAUDEL.

1. *Entretiens*, 207.
2. *Id.*, 260.

A PROPOS DE LA TAXATION DES VIVRES EN ALLEMAGNE

L'article que M. Eugène d'Eichthal a publié dans le dernier numéro de la *Revue* sur la taxation des vivres en Allemagne, d'après un auteur anglais, a provoqué la lettre que voici, que nous nous empressons de communiquer à nos lecteurs :

Mon cher Directeur,

J'ai lu avec un vif intérêt l'article que vous avez consacré au problème alimentaire en Allemagne dans le dernier fascicule de la *Revue des Sciences politiques*, d'après une récente étude de la *Nineteenth Century*. C'est une question dont je n'ai guère cessé de m'occuper depuis le début de la guerre. Aussi me permettrez-vous d'ajouter quelques observations à celles de l'écrivain anglais.

Les Allemands sont les premiers à reconnaître aujourd'hui l'échec de la politique économique suivie par leur gouvernement. En fait, le gouvernement impérial n'a guère procédé autrement dans ce domaine que par tâtonnements, et il en est résulté des retards, des fluctuations et des contradictions même, qui ont eu naturellement les plus fâcheuses conséquences dans la pratique. Les différentes mesures qu'il a édictées ont été provoquées d'ordinaire par des enquêtes et des inventaires hâtifs, dont les conclusions ont été ensuite — mais trop tard ! — démenties par d'autres évaluations plus précises. De là, bien des réglementations erronées, bien des ordonnances que l'on a eu à regretter, aussitôt entrées en vigueur, et sur lesquelles il a fallu peu après revenir : l'histoire des porcs et celle des pommes de terre fournissent à cet égard des exemples tout à fait typiques.

L'inventaire des porcs, fait le 2 juin 1914, avait donné 27 millions de têtes, c'est-à-dire près de 3,5 millions de plus qu'un an plus tôt. On crut alors que ces stocks, cependant considérables, diminueraient vite sous l'influence de la guerre. C'est pourquoi l'ordonnance du 11 septembre 1914 autorisa les communes à limiter l'abattage des porcs pendant les trois mois suivants. Au 2 décembre 1914, le nombre des porcs s'élevait cependant à 25,33 millions. Alors, l'ordonnance du 25 janvier 1915 obligea les localités de plus de 500 habitants de veiller à la constitution de stocks

de conserves. La conséquence, ce fut une hausse inattendue des prix, qui décida les propriétaires de porcs, dans l'espérance que les prix augmenteraient encore, à garder les stocks qui leur restaient. Pour parer à ce danger, une ordonnance du 25 février 1915 prescrivit aux communes, au cas où elles profiteraient de la faculté qui leur était accordée de recourir à l'expropriation, d'établir des prix déterminés, qui serviraient de « prix de base » sur les marchés. Mais cette mesure échoua complètement. Le prix des porcs de 100 à 120 kg., par 50 kg. sur pied, qui était à Berlin de 48,45 marks en septembre 1914, monta successivement à 82,38 en février 1915, à 86,39 en mars, à 99,01 en avril et à 117,25 marks en mai (au lieu de 44,06 en mai 1914). En revanche, le troupeau de porcs n'était plus que de 16,5 millions le 15 avril 1915, soit une diminution de 8,8 millions depuis le 1er décembre 1914. Jamais, il faut le dire, le gouvernement allemand n'eût provoqué, de février à mai 1915, l'abattage en masse des porcs, si le recensement du bétail et aussi celui des pommes de terre avaient été mieux faits : les erreurs des statistiques et aussi les fausses évaluations du gouvernement allemand au sujet de la durée de la guerre expliquent seules que l'on ait vu quelque temps dans le porc, « un ennemi de l'homme » dans cette question de l'alimentation et qu'on l'ait sacrifié !... Maintenant, on encourage de nouveau l'élevage des porcs, mais un peu tard !

En ce qui concerne les pommes de terre, la récolte de 1914 avait d'abord été considérée comme tout à fait favorable, puis ce fut l'opinion inverse qui prévalut : les victimes ont été les consommateurs, qui durent subir une hausse des prix tout à fait injustifiée. Des prix maxima furent établis le 23 novembre 1914 et augmentés le 15 février 1915 ; le 12 avril, fut créé un « Office impérial pour l'approvisionnement en pommes de terre », chargé d'acheter des stocks et de les répartir entre les communes, conformément à leurs besoins.... Mais ces mesures n'eurent pour effet ni de réduire la consommation du précieux tubercule donné au bétail ni d'augmenter l'offre sur le marché pour les besoins de l'alimentation populaire. Un peu plus tard, on reconnut que les stocks de pommes de terre avaient été évalués trop bas, et d'autre part la perspective d'une récolte exceptionnelle en 1915 amena à décider la suppression des prix maxima. Mais il fallut bientôt revenir sur cette décision : le 8 octobre 1915, fut créé un nouvel Office impérial des pommes de terre, auquel on conféra des pouvoirs limités de réquisition ; le 28 octobre, on fixa des prix maxima, et cette mesure fut suivie d'autres de plus en plus rigoureuses, en vue de réquisitionner les pommes de terre retenues en dehors du marché ; le 26 janvier 1916, les autorités publiques furent autorisées à payer aux producteurs des prix supérieurs aux prix maxima ; le 7 février, une ordonnance du Bundesrat imposa aux associations communales l'obligation d'approvisionner les habitants de leurs territoires de pommes de terre jusqu'à la prochaine récolte ; enfin, le 1er mars dernier,

une nouvelle ordonnance a augmenté encore les prix maxima, en établissant, en même temps, le droit de réquisition générale....

La multiplicité de ces mesures successives suffit à montrer leur insuccès, en même temps qu'elle est la preuve des difficultés inextricables où se débat le gouvernement allemand dans cette question des vivres. Dès le commencement de la guerre, une loi du 4 août 1914 conférait au Bundesrat des pouvoirs dictatoriaux, en l'autorisant notamment à fixer des prix maxima pour tous les articles de première nécessité. Mais la substitution d'une réglementation officielle au libre commerce des denrées ne saurait se faire en un jour, et il y avait encore à tenir compte du particularisme des États confédérés.... Il n'y a guère que pour les céréales « à pain » que l'on soit arrivé assez vite à une réglementation uniforme et que l'on soit parvenu à triompher à peu près de la spéculation : ces céréales ont été saisies, en effet, au profit des associations communales, qui ont le monopole du commerce de la farine et ne peuvent la revendre qu'au prix de revient. Mais pour la plupart des autres articles de consommation courante, l'Empire s'est longtemps contenté d'édicter des mesures contre « l'accaparement », en laissant aux autorités locales le soin de veiller à leur application et de fixer des prix maxima pour le commerce de détail. Les pouvoirs donnés aux communes dans ce domaine ont été successivement augmentés : déclaration obligatoire des stocks existants, droit de réquisition, création de bureaux chargés de contrôler les prix dans les localités de plus de 10,000 habitants, etc. Mais toutes ces mesures devaient rester inefficaces, pour la bonne raison que les communes dépendent, le plus souvent, pour leur approvisionnement, de territoires qui échappent à leur contrôle.... Les prix ont continué à monter sans interruption, et le malaise n'a fait que croître....

Ce n'est donc pas sans hésitation que le gouvernement impérial en est venu à généraliser la pratique des prix maxima, mais, une fois lancé dans cette voie, il ne s'est plus arrêté. Des règlements hâtifs ont limité, coup sur coup, au cours de ces derniers mois, les prix du beurre, des porcs, de la viande, de la graisse, des pommes de terre, des légumes, du poisson, du gibier, du fromage. Le résultat en a été désastreux, comme vous savez : producteurs et marchands ont cessé d'approvisionner le marché. Absolument désarmé contre eux et dans la crainte que des mesures plus radicales n'eussent pour effet de réduire encore la production, le gouvernement s'est vu obligé d'augmenter successivement, depuis le début de cette année, le taux des prix maxima sur les différentes denrées : sur les céréales (18 janvier), les légumes (27 janvier), les pommes de terre (26 janvier et 1er mars), le sucre (3 février), la viande de porc (14 février), etc.

Si, pour certains articles, tels que le beurre, il a fallu en arriver au rationnement et édicter un système obligatoire de cartes analogue à celui qui fonctionnait déjà pour le pain et la farine, le gouvernement, à supposer

que cela lui soit possible, n'est, cependant, pas disposé, pour les raisons que j'ai indiquées, à aller jusqu'au rationnement général par voie de réquisition et de répartition et à l'unification des prix dans tout l'Empire. Et, tant qu'il en sera ainsi, il est évident qu'il se laissera toujours forcer la main par les producteurs....

L'intérêt national oblige, toutefois, de ménager également les consommateurs. Si l'on continue à augmenter les prix en faveur des producteurs, il n'y aura, semble-t-il, que deux moyens de venir en aide aux consommateurs : ou bien de limiter le plus possible les bénéfices des intermédiaires, en arrivant petit à petit à l'établissement intégral d'une sorte de socialisme d'État, ou bien (et peut-être en même temps) de secourir directement les consommateurs avec le concours des finances publiques. C'est ainsi que, dans l'espoir de mettre un terme au renchérissement des porcs, le gouvernement prussien s'est chargé de fournir du fourrage aux éleveurs à des prix inférieurs aux prix de revient. D'autre part, lorsque a été décidée la dernière augmentation de prix des pommes de terre, le Trésor impérial a accepté de supporter la moitié de cette augmentation, l'autre moitié devant être à la charge des États confédérés.

Enfin, il semble que les « intermédiaires » soient devenus aujourd'hui « la bête noire » du gouvernement allemand. Renchérissant sur les mesures déjà prises contre la spéculation, le Bundesrat a édicté, le 23 septembre 1915, une ordonnance relative à l'exclusion des personnes « non qualifiées » à faire le commerce; et, en application de ce décret, on vient de décider la constitution de « syndicats obligatoires » pour le commerce du bétail en Prusse. On pense que cet exemple sera suivi dans les autres États. Tels qu'ils fonctionnent dès à présent, on peut se demander, du reste, si ces syndicats obligatoires, contrairement au but que l'on prétend poursuivre — qui serait de rapprocher producteurs et marchands — ne créeront pas entre eux une « barrière artificielle ». Quant aux nouvelles organisations de plus en plus « socialisées », dont le peuple allemand est menacé à l'avenir, il est à craindre qu'elles ne soient entachées des mêmes vices « bureaucratiques », qui, de l'aveu de nos ennemis, caractérisent tous les « offices » centraux ou locaux, créés chez eux depuis le début de la guerre à propos de cette question des approvisionnements!

Pour ce qui est de la législation des prix maxima, son échec s'explique aisément. La fixation des prix est en rapport étroit avec les questions de production et de répartition, et elle se heurte, par suite, à des difficultés que les Allemands, malgré toutes leurs facultés d'organisation, sont impuissants à surmonter. Comme le confessait récemment l'un d'eux, le professeur A. Hesse (dans le *Tag* du 3 février), « la plupart des gens, même instruits, se sont si peu occupés en temps de paix du mécanisme des prix qu'ils sont tout surpris des perturbations qui se produisent, parce que quelques-uns des facteurs qui interviennent d'ordinaire dans la déter-

mination des prix ne jouent plus leur rôle.... Ce domaine est tout à fait nouveau pour le législateur. Il n'est pas facile de voir toutes les conséquences résultant du fait que nous sommes séparés du marché du monde.... Les frais de production varient, d'ailleurs, sensiblement suivant les régions; le pouvoir de l'argent a diminué, des réactions se produisent, même sur des articles dont il semble que les prix devraient rester sans changement.... »

La conclusion est que comme toutes les mesures générales, édictées hâtivement sous la pression des circonstances, les réglementations si nombreuses auxquelles le gouvernement impérial a eu recours, à propos de la taxation des vivres, sont restées forcément lettre morte et même qu'elles ont eu souvent un effet justement opposé à celui que l'on poursuivait.... Tout ceci justifie donc assez bien l'opinion de l'écrivain de la *Nineteenth Century* au sujet des effets lamentables de l'intervention de l'État dans ce domaine.

Toutefois, on peut se demander si sans cette intervention et en faisant abstraction de toutes les erreurs commises (je n'en ai donné que quelques exemples), la situation de l'Allemagne, au point de vue alimentaire, serait sensiblement meilleure qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Il n'est pas permis de méconnaître, en effet, qu'au fond de toutes les difficultés économiques où se débattent nos ennemis, à l'heure actuelle, on trouve la pénurie causée par le blocus, si insuffisant qu'il soit encore. Les constatations que l'on est amené à faire à cet égard sont donc de nature à nous encourager à aggraver cette situation en resserrant le blocus.

Veuillez, mon cher directeur, agréer, etc.

A. M.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

POLITIQUE GÉNÉRALE. — LA GUERRE

L. W. Lyde. — *Some frontiers of to morrow.* London, A. et C. Black, 1 vol. in-12, 1915.

C. Ernest Fayle. — *The Great Settlement.* London. John Murray, 1 vol., in-12 de XIX-309 p., 1915.

Nul ne saurait dire encore quand viendra l'heure du règlement, ni quelles contingences imprévues, quelles passions d'indignation et de colère, ou de gratitude et de sympathie pourront déterminer les clauses du traité de paix. Mais il n'est pas oiseux de rechercher dès maintenant ce que devraient être les frontières de l'Europe nouvelle, et les garanties de la paix future, pour des esprits soucieux de justice, respectueux des enseignements de l'histoire, de la géographie, de l'ethnographie et de l'économie politique. C'est à cette étude que nous invitent deux auteurs anglais.

L'un d'eux est M. Lyde, professeur de géographie économique au Collège de l'Université, à Londres. Son petit livre est riche de faits, de données scientifiques, de lumineuses considérations, de suggestions plausibles et méthodiquement déduites. Dès la première page, il pose les principes sur lesquels toute son étude s'appuiera : 1° Les frontières politiques devraient être nationales; 2° Là où elles ne peuvent être nationales, elles doivent être de nature à permettre une assimilation; 3° Partout elles doivent être, autant que possible, anti-défensives.

Inutile d'expliquer ici le sens et la portée de la première condition. La seconde implique le refus de laisser annexer aucun territoire à une nation qui s'est montrée incapable d'assimiler des éléments étrangers. Une frontière anti-défensive est celle qui s'associe aux traits géographiques par lesquels les gens et les peuples peuvent être réunis dans un commerce normal de relations pacifiques. Le plus universel de ces traits, c'est un cours d'eau navigable.

On trouvera dans le deuxième chapitre, « Frontières naturelles et frontières artificielles », nombre d'idées qui méritent d'arrêter l'attention. Nous ne pouvons qu'en indiquer quelques-unes, en omettant les considérations qui les justifient : Une frontière naturelle tend à devenir une frontière nationale. La paix ne dépend aucunement de l'existence de frontières défensives. Le développement de l'unité nationale ne justifie pas une expansion géographique, sauf dans des temps et des lieux primitifs. Dans une civilisation mûrie, la croissance naturelle ne peut être légitimement satisfaite que par un développement intensif, non par un développement extensif. La délimitation des frontières doit assurer tout le concours possible, non pas à la séparation des peuples, mais à leurs relations pacifiques.

Un troisième chapitre, « Le noyau géographique », est, pour la plus grande partie, consacré à l'exemple typique de la formation du royaume de Prusse. Le Prussien est le remarquable produit d'un détestable croisement. Il descend — du côté mâle — de la soldatesque pillarde et brutale des chevaliers teutoniques et — du côté femelle — du type le plus vil des femmes lithuaniennes violentées par eux. Ceux et celles, qui ne se montraient pas suffisamment dociles, furent massacrés *more Prussico.* Les apologistes de ces nobles conquérants proclament aujourd'hui la valeur « politico-stratégique » de naissances consécutives à des outrages aux femmes d'un territoire conquis. Il importe de violer un nombre

de femmes suffisant pour garantir un certain pourcentage de bâtards, avec des tendances et des instincts probablement prussiens.

A ceux que pourraient effarer d'aussi monstrueuses théories, M. Lyde rappelle que, de nos jours, les Prussiens ne traitent pas beaucoup mieux les femmes, dans leur propre pays. Leurs statistiques reconnaissent 30 cas de viols, dus parfois à des mineurs au-dessous de dix-huit ans, pour un chiffre d'habitants auquel correspondrait, en Grande-Bretagne, *un cas* du même crime. (P. 27, 28.)

En étudiant, chez les différents peuples, le pouvoir d'assimilation (chap. IV), l'auteur s'attache particulièrement au cas de la Prusse, devenu celui de l'Allemagne. L'origine, que nous venons de rappeler, suffirait à expliquer la complète impuissance des Prussiens à assimiler des sujets de race étrangère. D'autres motifs ont confirmé cette inaptitude fondamentale. Des frontières vagues et des voisins belliqueux et non civilisés développèrent chez les Prussiens d'autrefois la brutalité guerrière et le sentiment d'une immense supériorité. Dans toute l'Allemagne moderne, le développement du machinisme, dû à une prodigieuse extension industrielle, et la transformation de l'homme en machine, due à une organisation sociale très ingénieuse, très savante et très oppressive, voilà une des explications de cette confiance en soi, de cette vanité agressive, de cette absence d'initiative, de ce renoncement à la liberté intellectuelle, qui sont les fruits de l'organisation, de la « kultur » germanique, et qui rendent ce peuple parfaitement incapable de comprendre la mentalité des autres peuples.

Cette nation, incapable d'attirer ni d'assimiler, ne saurait être une nation « impériale ». Même chez leurs alliés, en Italie, en Hongrie, en Galicie où cependant les Polonais étaient beaucoup mieux traités qu'aucune autre race sujette de l'Autriche, partout l'aversion pour l'Allemand était apparente. L'immense Prusse n'a pas réussi à assimiler les 150,000 habitants danois du Schlesvig, de même croyance et de même type ethnique. La Posnanie « a été une Alsace de l'est, avec beaucoup de Savernes ». Les Italiens du Tessin sont devenus des Suisses loyaux et satisfaits; ceux du Trentin sont impatients de secouer le joug autrichien.

Quel contraste avec l'action et le pouvoir d'attraction de la France, par exemple! Le Teuton, du type Alpin, occupe, depuis une haute antiquité, les deux rives du Rhin. Il s'est répandu, de la Bavière, à travers l'Alsace et le Luxembourg, jusqu'à la Belgique wallonne. Mais partout où cette race est entrée en contact avec la personnalité insinuante et attractive de la France, elle a été facilement assimilée. De Froissart à Wellington tous les témoignages affirment que les sympathies de la Belgique sont pour la France, contre l'Allemagne. En Lorraine, l'acquisition des Trois-Evêchés convertit des Allemands, de race et de langue, en des adorateurs de la France. En Alsace, la politique sans scrupule de Louis XIV laissa aux habitants leur langue et leur foi, mais en fit des Français de sentiment, dévoués jusqu'au fond du cœur. L'Allemagne, qui n'avait pas su garder les Germains fidèles à leur race en Alsace-Lorraine, n'a pas su davantage les ramener à son allégeance, quand elle eut reconquis ces provinces.

Voilà ce qu'il ne faut pas oublier dans le remaniement éventuel des frontières : les Allemands ne peuvent assimiler aucune race étrangère; ils se laissent facilement assimiler par un peuple généreux, doué du don de sympathie et de tolérance. La frontière du Rhin, rendue à la France, ne causerait pas aux populations ainsi annexées une souffrance de longue durée. — On peut savoir gré à M. Lyde du témoignage flatteur qu'il rend à notre pays, et croire avec lui que la géographie certainement, l'histoire dans une certaine mesure fixent le Rhin comme frontière des deux nations. Mais on peut aussi repousser la conclusion proposée, au nom de principes et au nom d'intérêts supérieurs à ceux que l'histoire lointaine et la géographie déterminent. Au nom du même droit qui nous fait revendiquer l'Alsace et la Lorraine, nous devons éloigner l'idée d'une annexion définitive de terres peuplées par des Allemands. Et que ferions-nous de pareils concitoyens? Qui voudrait infuser à notre race française un apport de sang germain, de mentalité et de moralité germaines?

M. Lyde considère comme désirables de légères modifications de frontières entre l'Allemagne, d'une part, la Belgique et la Hollande d'autre part, et aussi entre la Belgique et la Hollande. Il voudrait voir rétablie entre le Danemark et l'Holstein l'ancienne frontière historique, et rendre ainsi le Schleswig à sa patrie naturelle. Il voudrait, pour la Pologne, la réalisation de ce vœu national qui, même en Galicie, inspire toutes les âmes : « l'Unité d'abord, puis, peut-être, l'Indépendance ». Cette unité doit être réalisée dans les limites que précisent les éléments polonais et la géographie économique. — C'est dans les Balkans que la tâche est le plus ardue de fixer des frontières nationales, scientifiques et équitables. M. Lyde croyait encore que les peuples balkaniques, malgré leurs princes allemands, à l'idéal prussien, se rallieraient à l'idée d'une confédération qui aplanirait bien des difficultés. Après la trahison bulgare, toute cette partie de son étude a perdu beaucoup de sa raison d'être. On y recueillera néanmoins plusieurs notions utiles et des renseignements propres à modifier certaines idées courantes. Le peuple bulgare, en dehors de ses gouvernants, est jugé avec une impartialité éclairée. Les droits respectifs des Italiens et des Slaves sur les côtes de l'Adriatique sont exposés avec une connaissance approfondie de la question; l'histoire de la Croatie, résumée en quelques lignes (p. 96) montre quelle difficulté les faits du passé opposent à une solution satisfaisante du problème actuel; enfin, sur l'Albanie et les Albanais, on apprendra dans les pages de ce livre des choses piquantes et, pour bien des lecteurs, nouvelles. M. Lyde affirme que les Shkypetars, ces « habitants des rochers », forment bien une nationalité, qui a droit à une existence indépendante. « Ils sont de cette antique race Thraco-Illyrienne, qui a vaincu les Perses et bâti le Parthénon. » Il faudrait, dans l'Albanie indépendante, inclure une partie importante d'Albanais Épirotes déjà hellénisés. Ce serait un moyen de favoriser une union de l'Albanie et de la Grèce, et un moyen aussi de hâter l'accès à la civilisation moderne de l'Albanie du Nord.

On se rendra compte par ces brefs extraits de la nature du travail de M. Lyde, de son originalité, du très grand intérêt qu'il présente, à la veille du jour où devront être résolues les questions étudiées par lui avec autant de science que de souci de justice.

Et voici un gros volume qui est le complément tout naturel de l'ouvrage de M. Lyde. Avec une abondance, qui s'oppose à la sobriété un peu sèche de celui-ci, M. Fayle traite, en homme politique, les questions auxquelles l'autre ouvrage appliquait la rigueur d'une méthode scientifique. Sur bien des points les conclusions des deux auteurs coïncident, sur quelques-uns elles sont en désaccord. Accords et dissemblances ont leur intérêt. Nous ne pouvons songer à les confronter ici que sur un petit nombre de points.

« A European settlement », une organisation stable de l'Europe, voilà quel doit être l'ultime résultat de la guerre actuelle. On ne l'assurera qu'en adoptant une conception des rapports entre les peuples, opposée à celle qui a prévalu jusqu'ici, à celle dont les théoriciens allemands ont donné les formules définitives. Il faut renoncer à la doctrine de la rivalité armée et de la domination du plus fort. Il faut introduire, dans la société des nations, comme elle règne dans les sociétés des individus, la notion de l'accord et de la coopération. Ce qui semblait pure utopie ou lointaine chimère, peut devenir la réalité de demain, après une guerre qui trancherait les difficultés dues à un état de choses chaotique, et qui éteindrait, par une équitable satisfaction des aspirations et des droits des nationalités, les foyers d'incendie toujours prêts à éclater dans notre vieille Europe.

En examinant le groupe de nations que des violences séculaires ont fondées sur notre continent, M. Fayle énonce des jugements de valeur qui s'accordent avec ceux de M. Lyde. Il rend hommage aux dehors séduisants et aux qualités des Magyars, qui lui paraissent très supérieurs à leurs alliés, les Germains d'Autriche. Mais, comme il reconnaît que la tyrannie par eux exercée sur les races sujettes, Slaves ou Roumains, dépasse en brutalité celle même des Autrichiens, il nous prépare mal à la solution qu'il préconise et qui laisserait à la Hongrie une partie de ses dépendances roumaines ou slaves. Il a aussi,

comme M. Lyde, une opinion favorable des Bulgares. Il a dû modifier ses vues en présence de la monstrueuse ingratitude de ce peuple. Il dirait sans doute qu'il ne faut pas confondre la nation avec le chef germain qui la dirige. Nous ne pouvons cependant oublier que la Bulgarie a sû se défaire d'un souverain, quand Alexandre de Battemberg eut cessé de lui plaire. On pouvait croire qu'elle montrerait la même indépendance, plutôt que d'entrer en lutte avec la Russie libératrice, avec l'Angleterre et la France, protectrices désintéressées, pour s'allier aux Turcs qui l'opprimaient et la martyrisaient hier. M. Fayle et M. Lyde ont cru à la possibilité d'une union balkanique. Ils se sont trompés sur la valeur morale de la Bulgarie, peut-être aussi de la Grèce. Notons cette union, dans l'erreur, de deux hommes profondément versés dans la connaissance des choses de ces pays. Elle nous invite à ne pas être trop sévères pour les diplomates qui, en Angleterre, en France et en Russie, ont cru à la possibilité d'une confédération, que tant de raisons rendaient désirable aux Balkaniques eux-mêmes.

Le problème de la Pologne, un des plus difficiles sans doute, est résolu par M. Fayle avec moins de netteté que par M. Lyde. Conformément à la maxime qu'il énonce, à la page 86, que « c'est l'affaire du théoricien de fixer les principes généraux, et celle de l'homme d'affaires pratique de concilier ces principes avec les faits existants », il fixe des limites aux aspirations nationalistes de nos amis de Pologne. Il croit impossible de leur donner l'embouchure de la Vistule, bien que ce soit leur fleuve national; il se contenterait d'une neutralisation du cours inférieur du fleuve et d'un chemin de fer neutralisé de Danzig à la frontière polonaise. Ces réserves ne l'empêchent pas d'ailleurs de rendre un éloquent hommage à la haute valeur intellectuelle des Polonais, et d'affirmer l'utilité, pour le monde, d'une reconstitution de leur nationalité libérée. « Malgré tous les désavantages de leur condition présente, ils ont apporté une large contribution à l'art et à la science de l'Europe. Le caractère fortement individuel de leur civilisation la rend d'autant plus précieuse, dans un monde qui tend trop facilement à l'uniformité. » (P. 103.)

Nous renvoyons le lecteur aux pages du chapitre IV où l'auteur étudie le problème territorial de l'arrangement définitif, en ce qui regarde les *Ruthènes*, les *Tchèques*, les *Slaves du Sud*, les *Albanais*, les *Roumains* de Transylvanie, de Bukovine et du Banat, les *Italiens* du Trentin et du Tessin. Nous y notons seulement en passant que M. Fayle, en s'élevant contre la dureté du traité de paix de Bucharest imposé à la Bulgarie, oublie, ou traite avec une excessive indulgence, la félonie des Bulgares qui attaquèrent traîtreusement leurs alliés, après s'être déclarés prêts à accepter l'arbitrage du tzar. — Nous ne lisons pas sans surprise l'énoncé des motifs (p. 143) qui décidèrent l'Italie à proclamer sa neutralité. Il s'y ajoutait quelque chose que M. Fayle a tort de passer sous silence, quelque chose qui devait, quelques mois plus tard, faire ranger l'Italie à nos côtés. C'est une protestation contre la volonté de domination des complices Germano-Autrichiens; c'est l'indignation contre la fourberie dont les deux nations centrales firent preuve pendant les négociations des derniers jours de paix, puis contre l'atrocité de leur méthode de guerre: c'est le soulèvement de tout un peuple, à l'appel de la liberté, du droit, de la civilisation menacés. Négliger, ou trop réduire la part de ces influences morales, ce serait pour « les hommes d'affaires pratiques », ignorer des réalités très certaines et très puissantes.

La question de l'Alsace-Lorraine ne nous paraît pas avoir heureusement inspiré l'auteur. Son étude y débute par une singulière inadvertance : « L'Alsace fut acquise par Louis XIV pendant la guerre de Trente ans ». Il est presque aussi inexact de dire qu'en 1871 l'annexion était contraire aux vœux de la majorité de la population. Il n'y avait pas trace d'une minorité favorable à cette annexion. C'était bien l'unanimité de la population qui se refusait de se laisser arracher à la France. Et maintenant, après le long et infructueux effort d'assimilation du conquérant, M. Fayle voudrait qu'on reconnaisse un droit aux 300,000 Allemands immigrés. Il voudrait, par exemple, qu'on laissât à l'Allemagne quelques districts où ces éléments importés sont devenus majorité. A ceux-là et à tout l'ensemble des 300,000, nous reconnaissons le droit des

retourner là d'où ils viennent, mais non pas de détruire la belle unité morale de cette Alsace, qui sut rester elle-même, quand elle se fut donnée à la France, et plus encore depuis quarante-cinq ans qu'elle se refuse à devenir allemande.

Les chapitres v et vi étudient la question des colonies, et les facteurs économiques de l'organisation de la paix; le chapitre vii nous présente le tableau de ce que peut et doit être l'Europe de demain. L'homme d'affaires pratique se laisse bien ici entraîner à des rêveries fragiles, quand il voit toutes les nations unies dans une grande fédération politique, où les dissentiments seraient aplanis par un tribunal d'arbitrage. Qui saura dire à quelle date l'Allemagne voudrait entrer, à quelle date elle pourrait être admise, dans une pareille alliance, que doivent cimenter le respect du droit, la fidélité aux engagements, la confiance et la bonne volonté mutuelles? Contentons-nous d'espérer que les alliés victorieux et la plupart des neutres, heureux de ce triomphe, s'uniront en une fédération durable. Le grand remaniement qui donnera satisfaction aux nationalités démembrées ou asservies comportera, de lui-même, un tel affaiblissement des puissances de mal, que la paix du monde y trouvera de longues garanties. Le temps sera ainsi laissé au peuple, qu'ont empoisonné tant de sophismes et d'absurdes enseignements, pour venir à résipiscence et reprendre, s'il y a lieu, sa place dans la société des nations.

L'ouvrage de M. Fayle, complété par huit cartes, par deux appendices intéressants et par un index commode, est précédé d'une courte préface écrite en France par Lord Esher, en avril 1915. C'est une heureuse fortune, pour ce livre de bonne foi et de bonne volonté, que d'être présenté au public par un homme qui fut le familier et l'ami du roi Édouard VII. LÉON MOREL.

J. W. White. — *America and Germany : a text book of the War.* 4e éd. de *A Primer of the war for Americans*, revised and enlarged. London, Fisher Unwin. 1 vol. in-8 de XIV-551 p. s. d. (1915).

M. White est « fellow » du Collège américain de chirurgie et « trustee » de l'Université de Pennsylvanie. Il a composé son œuvre sur un plan original, qui lui mérite une place à part dans la bibliographie de la guerre. Dès le début de celle-ci, sa curiosité mise en éveil a dressé une liste de questions, auxquelles il a demandé aux faits de chaque jour de répondre. Il a constitué de la sorte une série de dossiers, que sa documentation quotidienne a nourris et développés. Ce sont ces dossiers qu'il ouvre maintenant devant nous, en laissant souvent la parole aux documents qu'il a recueillis, et en se bornant à les classer en bon ordre et à les relier par le fil d'un raisonnement bien déduit. Son travail nous intéresse à un double point de vue. Nous y voyons l'opinion d'un Américain sur les faits actuels, et le jugement tout favorable à notre cause qu'il porte sur eux nous est précieux. Nous y trouvons encore des citations nombreuses, et parfois développées, d'articles de journaux américains ou de revues, qui nous donnent une idée précise de l'opinion du Nouveau Monde. Ces citations constituent le fond du dossier. Il serait difficile d'en rassembler une collection plus complète et mieux choisie. Le publiciste de demain pourra y puiser largement. Par là, M. White lui aura rendu un signalé service.

L'un des chapitres le plus curieux du livre est peut-être celui où l'auteur discute les arguments que M. Dernburg développa dans la presse américaine pour défendre la violation de la neutralité belge. Il y a là quelques pages où la mentalité teutonne est mise à nu d'un revers de main, avec une rare autorité. — Nous revenons souvent, dans cette *Revue*, sur le sieur Dernburg. C'est qu'il est impossible de parler de l'opinion américaine, et surtout germano-américaine, dans les dix-huit derniers mois, sans voir la scène envahie par la carrure massive et les gestes louches de ce personnage. Il y a des hommes qui se font ainsi, naturellement, les prototypes d'une race et les protagonistes d'un mouvement. Dernburg est de ceux-là. Avant d'être un sur-homme, il est un sur-allemand. On ne pourra pas faire la psychologie du pangermaniste sans scruter ce cerveau-là. On y trouvera à la première place une faculté d'affirmation impudente, une capacité de mensonge effronté qui confond la raison. M. White nous documente là-dessus. Dernburg a eu pour les Américains des

arguments *transatlantiques* dont voici un échantillon. Et d'abord, voyons le procédé. Il est bien simple : les Américains ne connaissent, pour la plupart, rien à la diplomatie et surtout à l'histoire européenne ; leurs sympathies hésitent entre les belligérants : l'affaire belge les met en soupçon contre l'Allemagne ; il faut, d'un seul coup, les regagner. Rien de plus simple : une affirmation tranchante, catégorique, énorme, y suffira : *Les Allemands n'ont pas violé la neutralité belge, parce que cette neutralité n'existait plus depuis 1872* ! — Voilà évidemment qui coupe court à tout, lave l'Allemagne de toutes les accusations portées contre elle, réduit à un verbiage ridicule les protestations de ses ennemis. Avec un service de presse bien agencé cette révélation va être répandue à des milliers, à des millions d'exemplaires et va pénétrer dans tous les esprits américains. Mais c'est un mensonge stupide, qui ne tient pas un instant devant la critique. Tout le monde sait bien que les accords de 1872, loin d'abroger les traités antérieurs, en reconnaissaient au contraire solennellement la validité ! — Non, tout le monde ne le sait pas. Les Américains, entre autres, l'ignorent presque tous. — Mais, en disant cela, M. Dernburg, vous démentez votre chancelier, qui, sans faire tant de façons, a avoué le crime. — Oui, mais les Américains ont pour la plupart oublié ce fait, et une affirmation catégorique achèvera de l'effacer. — Mais vos adversaires vont répliquer, et vous dire que vous mentez ! — Qu'est-ce que cela fait si leur réplique n'est tirée qu'à cent mille quand mon mensonge a paru à deux millions, ou quatre millions d'exemplaires ? — Et voilà le raisonnement : pour convaincre des masses populaires ignorantes et, somme toute, probablement indifférentes et prêtes à se satisfaire d'un mot, une affirmation parfaitement mensongère, mais brève, tranchante, dressée de toute la hauteur d'une impudence tranquille, est un excellent moyen, à la condition de mentir avec force. Le lecteur candide ne pourra pas croire qu'il n'y a pas, au fond de cette hâblerie gigantesque, une parcelle de vérité. Il se pose volontiers en juge et cherche à départager les plaideurs. Il va s'attarder à chercher cette parcelle, et pendant ce temps, nous allons lui préparer un autre « défaut » de la même force. Au deuxième ou au troisième, il laissera tomber son journal en soupirant, trouvant que, décidément, la question est bien compliquée. Tout l'art est là-dedans : embrouiller l'affaire la plus claire, fatiguer l'opinion, troubler les esprits en lassant les tièdes, ahurissant les faibles, isolant et paralysant les raisonneurs, et laisser ainsi à la force le temps de triompher. — Plus tard, entre amis, on en rira bien, comme riait Bismarck en narrant le bon tour de la dépêche d'Ems.

M. C.

J. W. Allen. — *The Danger of Peace.* London, G. Bell et Sons, 1 broch in-8 de 38 p., 1915.

Reproduction d'une Conférence faite au King's College de Londres, le 19 mai 1915. M. Allen considère que les dispositions favorables à la paix qu'il a cru discerner dans une partie de l'opinion sont dangereuses. Et il dit pourquoi. Il estime que le danger sera plus grand encore lorsque de réels succès des Alliés auront donné de meilleurs arguments aux partisans d'un accord. A son avis il n'y aura de paix possible que celle qui mettra l'Allemagne absolument hors d'état de nuire. Il se fait, de la guerre actuelle, la plus haute idée : « Pour tout homme, l'affaire de suprême importance est son droit de chercher le bien et de le réaliser comme il peut et comme il le conçoit. S'il en est ainsi, le malheur suprême n'est pas la perte de ses biens, de ses amis, de sa santé, et encore moins la mort : c'est la suppression de la liberté. La pire chose qui puisse atteindre un homme est qu'un autre homme puisse dominer et déterminer sa volonté par la violence ou par des menaces de violence... L'Allemagne, à mon avis, a nié la liberté et déclaré la guerre à l'âme humaine. C'est pour cela que j'estime que nous devons mener contre l'Allemagne une guerre sans merci. »

M. Allen juge bien le pacifisme. Il a, pour les théories de M. N. Angell, que nous avons analysées ici, le mot qui convient : « Beaucoup de ce que M. Angell a écrit me paraît absolument juste, aussi loin qu'il va. Mais il ne me semble pas aller très loin... » — Il ne croit pas à la paix perpétuelle après cette guerre :

« Si quelqu'un croit que l'écrasement des armées allemandes abolira toute possibilité de guerre dans l'avenir, nous n'avons pas à discuter avec cette personne. Elle semble avoir oublié certains faits évidents; par exemple la condition actuelle des Balkans et de l'Amérique du Sud, les conséquences possibles de l'industrialisation de la Russie, les possibilités encore plus terribles de l'Asie et de l'Afrique... »

« Je conclus simplement, dit l'auteur, que c'est notre devoir de poursuivre la guerre jusqu'à ce que l'Allemagne soit, au point de vue militaire, complètement sans force. C'est une tâche terrible, mais la poursuite du droit est souvent terrible et celui qui ne comprend pas cela ne connaît rien aux profondeurs du droit et de l'injuste. La défaite de l'Allemagne n'est pas assez si l'on n'entend par là que la ruine des buts politiques forcenés pour lesquels elle partit en guerre. Ce ne serait qu'une défaite relative : cela signifierait un échec et rien de plus... Dans la situation où nous sommes nous ne pouvons logiquement signer la paix que lorsque l'Allemagne en sera réduite à accepter nos conditions. Nous menons la guerre contre un esprit, une idée, une méthode qui détruiront notre civilisation s'ils ne sont pas détruits... »

Joseph Reinach. — *Récits et Portraits contemporains.* Paris, Alcan, 1 vol. in-16. 1915.

On peut avec exactitude appliquer à M. Reinach la parole qu'il prête, lui-même, à Challemel-Lacour : « Non ! le grand poète n'a pas raison. Il n'est pas vrai qu'il soit bon de pouvoir contempler de loin sans s'y mêler les luttes des hommes et les tempêtes de la vie. » Souvenirs vécus d'efforts, de combats, de relations avec les plus hautes personnalités, dans l'atmosphère la plus noble, la plus libérale, la plus élevée, ainsi nous apparaissent les récits et les portraits contenus dans ce petit volume. Quoique écrits avant la guerre, ils s'y rattachent par mille liens et nous préparent à l'immense tragédie en nous l'éclairant. Qu'il s'agisse de M. Thiers, de Gambetta, de Ranc, de Challemel-Lacour, d'Alphonse Peyrat, de Sir Charles Dilke, de l'affaire du Maroc, surtout du chantage historique que l'auteur intitule : « la fondation de l'Empire Allemand et les papiers de Cerçay », nous sommes toujours en pleine actualité.

Journaliste, homme politique, voyageur curieux de toutes choses, M. Reinach vérifie une fois de plus l'axiome de Michelet : « La loi de l'existence humaine et le secret du bonheur terrestre : c'est agir. » Il a agi sur des terrains particulièrement divers, aspirant de plus en plus à devenir conducteur d'hommes et maître de l'opinion. Il a discuté, il a analysé, il a prophétisé, montrant à l'évidence que tels événements s'accomplissaient parce qu'ils étaient la conséquence inévitable de tels ou tels actes, de telle ou telle loi, de tel ou tel état des esprits. Comme on sent que cet homme, qui eut le respect le plus courageux des grandes croyances qu'il ne partageait point, est parvenu à la sagesse et à l'expérience politique par le contact incessant de milieux parlementaires, par celui bien plus efficace de l'histoire, dont il parcourt si volontiers non seulement « les grandes routes, les routes royales » mais aussi les défilés et les plus petits sentiers.

Il nous apprend que c'est au Seize-Mai qu'il a fait sa première campagne politique, à l'âge de vingt ans, qu'à cette époque il combattait et même conspirait un peu. Appelé par Gambetta à collaborer à son journal il fut poursuivi « par les parquets du duc de Broglie » pour une brochure de propagande. De ce jour, l'union était scellée entre les deux hommes. L'un ne cessera point d'enseigner, d'inspirer, l'autre de tenter de découvrir, suivant ses méthodes, le secret des destinées de la grande âme française éparse à travers tant de siècles. A chaque occasion, M. Reinach témoignera de la même admiration à Gambetta, se rappelant toujours avec plus de force ses leçons, et s'inspirant plus profondément de ses exemples.

L'amitié de Challemel-Lacour fut pour lui précieuse et du plus utile réconfort. Elle ne reculait point devant la sévérité, tout en sachant être exquise, avec d'incomparables trésors de virile tendresse. Aux heures cruelles de la vie, très sûr et très délicat conseiller, nul ne savait parler plus directement aux

âmes harassées : « Le fardeau des iniquités, des misères semblait plus léger après qu'on l'avait entendu. »

Il en fut de même avec Ranc, Félix Pyat, et on comprend ce que produisirent de semblables contacts, de pareilles leçons, pour l'homme politique qui, plein d'espoirs et d'initiatives, écrit dans ce même volume : « l'action même contrecarrée est toujours féconde, le scepticisme, une fausse sagesse ne doit pas nous effleurer ».

Tentant d'éclaircir quelques mystères contenus dans les papiers de Cerçay volés en 1870 par Bismarck, l'auteur nous expose en pleine action les méthodes allemandes. Mêmes procédés, mêmes attitudes que nous retrouvons aujourd'hui appliqués aux gouvernements turcs, bulgares et austro-hongrois. Il s'agissait, alors des peuples de l'Allemagne du Sud. Leurs hommes d'État étaient en correspondance avec le gouvernement français et tentaient de se soustraire à une main de fer. Ce fut en vain, Bismarck, grâce au plus audacieux chantage, menaçait les cours et leurs chancelleries de la publication de certains papiers. D'où scènes à la fois tragiques et bouffonnes, féroces et piteuses. Le Chancelier y était cruel et goguenard, mais arrivait à la fin à réduire à merci tous les opposants et à créer l'unité allemande.

Ce très attachant volume se termine avec cinq lettres de Mirabeau jusqu'ici inédites, adressées à « Messieurs les officiers de Riez (Provence) », dans lesquelles celui-ci apparait comme un excellent candidat qui ne néglige point au milieu de l'énorme tourmente les intérêts électoraux dans sa circonscription.

Ayant déchaîné la révolution, il cherchait, maintenant, sinon à la canaliser du moins à l'ordonner, et la même répugnance nous apparait chez lui et de l'anarchie d'en haut et de celle d'en bas.

Au charme du récit des événements et d'une histoire maintenant d'un autre âge, se joignent les enseignements du patriote éclairé, qui précise l'évolution de la France militante, parfois même de la France vaincue, mais résolue à se relever et toujours confiante dans ses destinées « car les grandes réparations peuvent sortir du droit ».

H. DE MONTARDY.

Balcanicus. — *La Bulgarie. Ses ambitions et sa trahison*, ouvrage traduit du serbe, accompagné des textes de tous les traités secrets et correspondances diplomatiques. Paris, A. Colin, 1 vol. in-18 de x-292 pages, 1915.

Dans la nuit du 29 au 30 juin 1913, la Bulgarie attaquait brusquement la Serbie et la Grèce qui venaient de l'aider à vaincre la Turquie. L'alliance balkanique s'achevait sur une trahison. Cette trahison était elle le résultat d'un sursaut irréfléchi d'indignation du peuple bulgare, qui, redoutant de voir s'évanouir à jamais ses perspectives d'unité nationale, forçait la main au gouvernement et le débordait? Était-elle, au contraire, la conséquence d'un plan préconçu du Cabinet de Sofia? C'est à ces questions que répond l'ouvrage qu'un diplomate serbe, sous le pseudonyme de Balcanicus, a publié en mars 1915 à Nisch et dont la librairie Armand Colin a eu raison d'accueillir une traduction française. *La Bulgarie, ses ambitions, sa trahison* est le livre le plus important qui ait paru depuis la guerre sur la politique des Balkans. Ce n'est pas un récit composé, mais plutôt un recueil de documents reliés entre eux par un texte très sobre qui se limite à les éclaircir; c'est la déposition d'un témoin qui n'a pas voulu affaiblir par des commentaires dont on eût pu discuter l'impartialité, la valeur de son dossier. Peut-être l'éditeur français aurait-il avantage cependant à faire précéder un second tirage du livre d'une introduction historique et de l'accompagner de quelques notes. L'exposé de Balcanicus a été écrit pour des lecteurs serbes, familiers avec les événements dont il parle. On ne saurait demander à un public étranger d'être aussi exactement informé. Qui ne connaît, aussi bien, l'anecdote célèbre de M. Thiers commençant un discours sur la question d'Orient en précisant devant ses auditeurs scandalisés la position géographique de Constantinople? « C'est bon, c'est bon, répondit-il aux interrupteurs, je sais ce que je fais. » Ce qui était vrai des Chambres de Louis-Philippe le serait-il moins de nos assemblées politiques? On en peut douter sans impertinence, et comme le livre de Balcanicus n'a pas seulement une

valeur rétrospective et intéresse l'avenir, il semble qu'une édition plus abordable à l'usage du grand public... et du Parlement, ne serait pas à dédaigner.

Nul réquisitoire plus sévère contre la Bulgarie n'a été publié, en effet, que ces documents sans apprêt. L'alliance balkanique y apparaît, ce qu'elle n'a jamais cessé d'être pour Sofia, un moyen et non une fin. La Bulgarie a utilisé le concours des Serbes et des Grecs pour abattre la Turquie, avec l'arrière-pensée de se retourner contre eux dès que son écrasement serait obtenu; elle a ergoté sur la priorité de l'occupation de Salonique; elle n'a pas pardonné aux Serbes l'appui qu'elle a dû solliciter d'eux et sans lequel elle n'aurait jamais pris Andrinople. Avec une insigne mauvaise foi, qui déjà l'apparentait aux Empires germaniques, elle a invoqué contre ses alliés de l'Ouest les termes d'un accord dont le cours de la guerre avait renversé les données. Une duplicité constante préside à toutes ses actions et s'incarne dans un homme, le tsar Ferdinand. Partout et toujours on devine présente la volonté du Cobourg oriental. *Deus ex machina*, sans qui rien ne se fait, et surtout contre la décision de qui rien ne prévaut. Jamais pouvoir personnel ne fut plus solidement établi que le sien et c'est ce pouvoir qui explique l'évolution de la crise balkanique. Les ministres ne sont entre les mains du roi que des fantoches dont l'équipe se renouvelle suivant les nécessités de l'heure.

La suprématie bulgare au sud du Danube, l'entrée des Bulgares à Constantinople : tels sont en effet les deux termes de la politique royale et qui l'opposent irréductiblement à la politique russe. Le désir de prendre Constantinople a faussé l'action militaire des armées du général Savoff pendant la première guerre balkanique; la volonté de s'assurer l'hégémonie dans les Balkans a vicié les négociations avec la Triple-Entente depuis les débuts de la guerre européenne. C'est que, dès 1912, le tsar Ferdinand est lié à l'Autriche, dont les visées s'accordent avec les siennes sur un point essentiel : l'écrasement de la Serbie (p. 197). L'entente avec l'Autriche ne cessait d'ailleurs pas d'être l'objet commun de tous les partis bulgares et voici ce qu'écrivaient au souverain le 23 juin/6 juillet 1913, trois chefs de parti, MM. Radoslavof, Ghénadieff et Tontcheff : « Nous pensons aujourd'hui ce que nous pensions hier, que la seule voie salutaire pour le gouvernement est la politique d'amitié étroite avec l'Autriche-Hongrie » (p. 163). Les hommes qui s'exprimaient ainsi étaient appelés au pouvoir quelques jours plus tard le 4/17 juillet 1913 : les deux premiers y sont encore. « On se demande avec une stupéfaction grandissante, écrivait le 29 septembre dernier dans le *Journal des Débats*, M. Auguste Gauvain, dont les articles témoignèrent constamment d'une clairvoyance que les prestiges bulgares ne réussirent jamais à obscurcir, comment on put négocier sérieusement, avec ces hommes-là, l'intervention de la Bulgarie aux côtés des alliés. »

Je ne saurais m'étendre davantage ici sur le livre de Balcanicus. J'espère en avoir montré l'intérêt et la portée. L'impression qui s'en dégage est que la Triple-Entente, méconnaissant la barbarie foncière des Bulgares et leur âpreté, les a jugés à la mesure de la civilisation occidentale. Elle a voulu leur appliquer les principes d'ailleurs très nobles dont s'inspirent les esprits latins et anglo-saxons. De là, cette idée paradoxale d'une revision du traité de Bucarest qui pourtant n'avait été que la consécration du châtiment d'un abominable guet-apens. Mais son maintien paraissait faire obstacle à la restauration intégrale de chaque nationalité dans ses droits et au rétablissement de l'équilibre entre les confédérés de 1912, fondement commun d'une nouvelle alliance balkanique. Cette alliance ne saurait être que le résultat d'un désintéressement supérieur. L'illusion de quelques-uns est d'avoir pensé qu'on pouvait l'imposer par une pression diplomatique. Au fond, il suffit de feuilleter les innombrables brochures publiées dans la première année de la guerre pour comprendre les erreurs commises par les alliés : la paix future leur est apparue dès le mois d'août 1914 comme la revanche du principe des nationalités envisagé comme l'agent d'un règlement équitable du conflit européen. Ils ont oublié que ce principe, si juste qu'il soit, n'est qu'une abstraction, fille des abstractions de 1789, et ne fait qu'exprimer un idéal. Il ne s'impose pas par sa vertu propre et ne dispense pas de compter avec la force et ces facteurs positifs du développement des nations : l'orgueil de race, l'intérêt, l'ambition et la haine. Et ce sont ces sentiments que les lecteurs de

Balcaniens verront apparaître à chaque page des documents officiels bulgares et, *jamais*, l'idée du droit. Aussi bien, je veux terminer par quelques lignes bien curieuses et bien significatives pour convaincre ceux qui croiraient encore que la Bulgarie se considérait elle-même, ainsi que l'Europe a fait, comme une puissance moyenne, obligée de céder aux injonctions des grands États et sur les décisions de laquelle on pouvait peser avec succès. Voici ce qu'écrivait le général Savoff, commandant en chef de l'armée bulgare, au Président du Conseil, M. Guechoff, le 14/27 mai 1913. « Étant donnée la situation des forces armées des deux groupes de grandes puissances — la Triple-Alliance et la Triple-Entente — la victoire restera au groupe qui aura la Bulgarie à ses côtés. » R. D.

J.-L. de Lanessan, ancien ministre de la Marine, ancien gouverneur général de l'Indo-Chine. — *Introduction à la guerre de 1914. Les Empires germaniques et la politique de la Force*, Paris, F. Alcan, 1 vol. in-16 de la Bibliothèque d'Histoire contemporaine, x-491 p.

Naturaliste, sociologue, médecin, homme politique, M. de L. a occupé de grandes charges et jamais avec indifférence. Sa science doctrinale s'est enrichie d'expérience pratique et il représente parmi nous un genre d'écrivains que l'on appelait autrefois polygraphes, qui n'étaient pas simplement des vulgarisateurs, sans être pourtant des spécialistes et dont on peut regretter la croissante disparition. C'est ainsi que son livre actuel doit à l'étendue de sa culture le meilleur de ses qualités. M. de L. évolue avec aisance là où d'autres s'efforcent péniblement. Ses diverses connaissances se prêtent un mutuel appui. Je citerai, en particulier, sa réfutation de sa doctrine de la Force, où l'histoire naturelle le fournit d'arguments irréfutables. De même, les quelques pages qu'il a consacrées à « Unser Gott » sont parmi les meilleures que l'on ait écrites sur le vieux Dieu allemand.

On me saura gré d'en extraire une citation qu'il a lui-même empruntée à l'Histoire du peuple d'Israël : « Ce qui, dit Ernest Renan (tome I, p. 261) changea le plus profondément par la conquête israélite de la Palestine, ce fut la situation du dieu Iahvé. L'individualisme national veut un dieu particulier.... A partir de ce moment, Iahvé est le dieu protecteur d'Israël, engagé à lui donner raison même quand il a tort.... Quand Iahvé devint un dieu local, patriote, national... il fut féroce... tous les crimes vont être commandés au nom de Iahvé.... Une telle évolution est bien dans la nature des choses, et nous l'avons vue se passer de nos jours. L'Allemagne, par la haute philosophie sortie de ses entrailles, par la voix de ses hommes de génie, avait proclamé mieux qu'aucune race le caractère absolu, impersonnel, suprême de la Divinité. Or, quand elle est devenue une nation, elle a été amenée selon la voix de toute chair à particulariser Dieu. L'empereur Guillaume Ier a diverses reprises, a parlé de « Unser Gott, et de sa confiance en ce Dieu des Allemands ». Cette page digne de l'auteur de la lettre à David Strauss aurait mérité d'être mieux connue.

L'ouvrage de M. de L. débute par un tableau sommaire de l'histoire des deux Empires germaniques, montrant la manière dont ils se sont formés, les éléments ethniques, nationaux, confessionnels et sociaux qui constituent chacun d'eux et les luttes auxquelles ils se sont livrés en vue d'acquérir la suprématie en Allemagne. Les chapitres suivants sont consacrés à l'examen de l'évolution des États des Hohenzollern sous la direction de Bismarck et de Guillaume II. M. de L. oppose les méthodes de gouvernement du chancelier et de l'empereur : brutalité habile chez le premier, activité impulsive et brouillonne chez le second. Puis il explique comment l'éducation allemande a créé cette barbarie germanique dont la révélation a surpris l'humanité.

Ici l'on voudra bien me permettre une parenthèse. J'aurais aimé que M. de L. insistât sur un point généralement un peu négligé et marquât davantage l'absence de solution de continuité entre la politique allemande du temps de paix à l'égard des allogènes de l'Empire — Alsaciens, Danois, Polonais — et les pratiques de l'État-major en temps de guerre vis-à-vis des populations inoffensives étrangères. Les instituteurs prussiens qui martyrisaient les écoliers de Vreschen et les fonctionnaires qui, le matin de la moisson, expulsaient du

Slesvig les ouvriers polonais sans le concours desquels les fermiers devaient laisser pourrir sur pied les récoltes, sont les précurseurs des officiers qui fusillent les innocents et sèment les pastilles incendiaires. Dans leur manière d'agir, ils obéissent les uns et les autres à des principes identiques; il n'y a qu'une différence de degré dans l'application. Sous le prétexte de briser la résistance des annexés ou de prévenir des rébellions éventuelles, ils méconnaissent de la même façon le sentiment de la dignité humaine de leurs victimes et par un juste retour, croyant produire la soumission, sèment la haine et la révolte. La déportation en masse des populations des territoires occupés et leur remplacement par des Allemands, méthode de colonisation intérieure préconisée par quelques pangermanistes, se relie étroitement aussi à la politique d'expropriation suivie par la Prusse en Pologne sous Guillaume II. On aurait tort de croire qu'elle traduit seulement les aspirations de publicistes sans responsabilité. Le régime des expulsions en masse pratiqué en Turquie dès le printemps de 1914 dans le but de deshelléniser les abords de la mer Égée fut particulièrement appliqué à l'Ionie, d'après des renseignements dignes de foi, avec l'encouragement, sinon sous l'inspiration, de Liman von Sanders et au lendemain d'un voyage d'inspection de ce général dans la région de Smyrne. On peut être certain que s'il en avait les moyens, le Gouvernement de Berlin appliquerait volontiers lui-même les procédés qu'il a sanctionnés en Orient. Ses intellectuels ne seraient pas à court de sophismes pour justifier l'entreprise.

L'exposé de M. de L. des causes immédiates de la guerre est clair, mais ne dispense pas de recourir à d'autres ouvrages. Enfin, je crois que l'auteur aurait agi prudemment en arrêtant son récit au mois de novembre 1914. Son résumé des événements de 1915 était déjà caduc au moment où il paraissait. Mieux vaudrait, je crois, dans une seconde édition, justifier davantage les conditions de la paix nécessaire et alléger le volume de ses parties mortes. Ce qu'il a d'un peu inégal disparaîtrait et il ferait ainsi meilleure figure dans une collection d'histoire.

Sous sa forme présente, la sereine équité de l'auteur y légitime cependant sa place. Rien dans ce livre où même on peut regretter que M. de L. n'ait pas plus largement fait crédit à ses souvenirs personnels, ne trahit l'homme de parti, et le jugement de l'ancien ministre sur les radicaux dont il fut un des chefs s'accorde avec les opinions de leurs adversaires. Aussi bien, cette indépendance d'esprit lui a-t-elle coûté son siège aux élections de 1914. Il avait voté la loi de trois ans sachant que ses électeurs ne lui pardonneraient pas cette liberté. C'est sans doute son plus beau titre d'honneur et, au terme de mon analyse de son livre, il me plaît de le rappeler. René Dollot.

Gaston Gaillard. — *Culture et Kultur*, 2e édition, revue et considérablement augmentée. — Paris, Berger-Levrault. Un volume grand in-8 de 246 pages.

« Une culture ne se répand pas par une propagande, de même que la force est impuissante à l'imposer. Elle s'établit lentement, quand les conditions naturelles et les dispositions intimes des hommes s'y prêtent, par la lente élévation intérieure des individus, par les habitudes que crée sa discipline, les goûts par lesquels elle s'affirme. Elle ne s'impose ni ne se propage par la publicité, car une culture répugne à tout charlatanisme, à tout mensonge, à tout battage; elle ne pratique pas la réclame, elle ne se préoccupe pas de réunir des suffrages et de recruter des adhésions, puisqu'elle se manifeste par une mesure, qu'elle s'avère par sa sincérité, qu'elle fait preuve d'élection par son tact et son goût, et que, pour s'étendre et se développer, il lui est nécessaire de rencontrer des affinités » (p. 163). La pensée qu'exprime ce passage est, sous le bénéfice de quelques réserves, parfaitement juste et l'une des plus heureusement formulées du volume de M. G. C'est pourquoi j'ai pris plaisir à la citer. Elle oppose la conception gréco-latine de la civilisation à la conception germanique que l'auteur étudie dans une dizaine de chapitres dont les titres précisent exactement l'objet : — « Militarisme et Culture. — Papisme et Kultur. — Sozialdemokratie et Kultur. — L'inégalité des races et la culture. — Les Germano-Américains et la Kultur. — Trafic et Kultur. — Propagande et Kultur. — Deutschtum. — Culture et Kultur, — Neutralité et Culture. »

Culture et Kultur est un livre de vulgarisation. Chacune des monographies qui le composent est trop directement inspirée par les événements pour avoir une valeur vraiment doctrinale, mais il faut reconnaître à l'auteur, même si l'on croit devoir quelquefois se séparer de lui, — notamment dans certains de ses jugements sur l'action de Gobineau et de Nietzsche — le mérite d'interprétations personnelles. Et ainsi l'on retrouve sans ennui des idées déjà un peu fatiguées et des faits qui n'ont plus rien d'inédit. R. D.

L. Reynaud. — *Histoire générale de l'influence française en Allemagne*, 2e édition, Paris, Hachette, 1 vol. in-8 de 554 pages, 1915.

Le présent livre accroît fort opportunément la contribution que la science de M. L. Reynaud a apportée dans le passé et apportera — nous l'espérons — dans l'avenir à l'histoire de la civilisation en général et de la civilisation française en particulier. Il n'est pas né de la guerre — la préface est datée du mois d'août 1913 — et l'auteur ne peut être soupçonné d'avoir subi l'influence de luttes qui ne commencèrent que douze mois plus tard. Le soupçon aurait été injuste en tout temps, car la vraie science est impartiale.

Culture ou civilisation et kultur sont-elles des choses essentiellement dissemblables que rapproche une synonymie apparente, mais qui, évoluant sur des plans parallèles, ne se rencontrèrent et ne devraient se rencontrer jamais? Comparez l'admirable civilisation française qui apparaît dans les écrits des Guizot, des Fustel de Coulanges, des Tocqueville, des Lavisse, des Flach à la kultur que décrivent les indigestes compilations des Gobineau et des Chamberlain; songez aux fruits profondément, noblement humains de celle-là et aux horreurs sans nom comme sans nombre de celle-ci, et vous conclurez sans doute que la kultur ressemble à la civilisation comme l'ombre ressemble à la lumière, le vice à la vertu, la haine à l'amour. La conclusion serait excessive.

Il y a une solidarité civilisatrice comme il y a une solidarité humaine : civilisation et humanité se confondent et ne font qu'un. Le vocable allemand kultur signifie civilisation; il désigne, en outre, un ensemble de connaissances, d'appétits, de conceptions, de maximes et de disciplines qui en sont la négation.

Étudiant l'histoire des peuples européens, M. L. Reynaud détermine les origines, délimite les points de contact et analyse les périodes de pénétration réciproque des civilisations française et allemande.

La civilisation allemande est venue de la terre de France. L'influence celtique, puis l'influence gallo-romaine dégrossirent les peuples germains que Tacite connut fort bien, mais dont sa Germania ne célèbre que les apparentes vertus. « L'époque de la domination gallo-franque représente pour l'Allemagne l'entrée dans le grand courant de la civilisation occidentale » (p. 35).

Pendant que les derniers rois carolingiens, Hugues Capet et ses successeurs immédiats président à la lente décomposition de la *Francia occidentalis*, l'Allemagne prépare, crée, voit grandir le Saint-Empire romain de race germanique. Va-t-elle rendre à sa voisine le magnifique apport de civilisation qu'elle en reçut? Oui, si la force est génératrice et fonction de culture: car elle est heureuse et prospère, glorieuse et respectée. Elle vit et continue de vivre sur les traditions de Charlemagne; elle n'invente rien, copie les vieilles formules et reste stationnaire. Fait peu conforme aux rodomontades imbéciles des intellectuels qui font la guerre pour répandre la kultur et tuent pour civiliser!

Le salut, une fois encore, vint de France. Henri Pirenne a tracé le tableau séduisant de la Lotharingie carolingienne dont hérita sa noble patrie. Il fallut, aux XIe et XIIe siècles — première apogée de l'influence française — des ferments étrangers et, surtout, des ferments français pour transformer l'Allemagne carolingienne. Généreusement la France lui communiqua le sang nouveau produit dans le creuset de l'infortune, de la souffrance et de l'anarchie. Le renouveau religieux, la féodalité, le culte de l'honneur, la saine galanterie, la finesse de la vie qui se reflète dans la littérature et dans les arts... : voilà quelques progrès civilisateurs qui s'en allèrent de France en Allemagne, aux Pays-Bas, dans l'Espagne septentrionale, dans l'Italie du Sud, en Terre-Sainte, en Orient.

Dans l'empire des Othons et des Saliens on s'habille à la française, on vit à la française, on émaille un discours de termes français, on envoie la jeunesse en France ou on lui donne des précepteurs français. L'influence française perce dans le *Minnesang*, dans *Gudrun* et jusque dans les *Nibelungen*.

Des siècles se passent, pendant lesquels l'Allemagne affaiblie voudrait s'émanciper du joug français qui la séduit mais qui pèse à son orgueil. En vain! L'Allemagne conserve, et la France innove. Sa résistance, cependant, ne fut pas inféconde. Pour la première fois apparurent les marques distinctives de son tempérament : le réalisme, le sentimentalisme, l'idéalisme. Elle imagina des « formes d'activité qui furent sa première collaboration effective à l'œuvre commune poursuivie par l'Europe occidentale » (p. 157). L'effort la lassa. Malgré Luther, Frédéric II, Goethe, elle retomba, aux XVIIe et XVIIIe siècles, sous le vasselage intellectuel de la France. Luther connaissait et admirait Lefèvre. Le Grand Électeur fut « un disciple de Colbert, rien de plus et rien de moins ». « L'allemand ne mérite pas d'être appris par un étranger », a dit Frédéric II. Joseph II ne parlait et n'écrivait qu'en français. Klopstock et Lessing, les protagonistes du nationalisme littéraire en Allemagne, ont été à l'école des classiques français du grand siècle. Goethe lui-même subit la répercussion profonde d'une éducation française. La parfaite harmonie de son être, sa noble humanité et sa largeur d'esprit en font un disciple de la culture française.

Quand, au XIXe siècle, l'Allemagne fait un effort puissant, heureux cette fois, pour secouer le joug étranger, la France doit intervenir pour lui révéler son génie. Avec preuves à l'appui, M. L. Reynaud écrit : « Le signal de la révolte de l'Allemagne contre la France est venu à l'Allemagne de la France elle-même; les armes employées par l'Allemagne pour combattre l'influence française lui ont été fournies par l'influence française; les principes nouveaux sur lesquels nos voisins ont édifié toute leur culture nationale sont des principes de provenance exclusivement française. Même lorsque l'Allemagne a voulu s'affranchir de l'influence de notre pays, elle a eu besoin de lui » (p. 401). Servilement des Français illustres s'inclinèrent devant le disciple devenu un maître.

L'individualisme allemand, suite logique d'une sensibilité extrême, explique, mieux que les événements de politique extérieure, la constante subordination de la civilisation allemande. « On ne peut demander à une race ainsi organisée d'engendrer ces grands courants qui composent une civilisation originale. Chacun pensant et agissant pour soi, jalousement renfermé dans son indépendance, il ne saurait se produire de collaboration féconde des efforts isolés. Dans cet amalgame humain, les vagues, au lieu de rouler toutes dans un même sens, se heurtent et se contrarient sans interruption. » L'individualisme extrême engendra les défauts qui transformèrent la civilisation allemande en kultur allemande; le souvenir d'un vasselage millénaire engendra la haine.

Telle est, dans ses grandes lignes, la thèse que développe avec son habituelle maîtrise l'éminent professeur de Clermont-Ferrand. Les arguments sur lesquels elle s'appuie sont péremptoires. Il est regrettable qu'elle n'ait pas, avant la guerre, pénétré tous les milieux cultivés — les seuls à qui puisse s'adresser une œuvre d'érudition. Les gens du monde avaient d'autres soucis. Les événements leur ont rappelé que, si la satire du grand humoriste anglais *On Snobs* peut corriger les individus, les ouvrages de haute science peuvent et doivent instruire les sociétés.

L'étude de M. L. Reynaud est forte, documentée, instructive, méritoire. Elle expliquera aux Allemands eux-mêmes les leçons de la défaite. G. W.

René Johannet. — *La conversion d'un catholique germanophile*, Paris, Bibliothèque des Ouvrages documentaires, 1 vol. in-16 de 190 pages.

Ce petit ouvrage contient, en plus d'une préface de M. René Johannet, trois séries de documents : une lettre ouverte adressée par M. Émile Prum, ancien député luxembourgeois, à M. Mathias Erzberger sur « la conduite allemande des hostilités en Belgique et les instructions de Benoit XV » (p. 15-90); — diverses indications sur des procès intentés contre M. Prum par le député Erzberger et le parquet luxembourgeois (p. 91-121); — des éclaircissements sur « l'évolution du centre catholique allemand » (p. 125-190).

La première partie est fort intéressante. Catholique convaincu, M. Émile Prum apprécie la conduite des armées allemandes à la lumière des doctrines théologiques et de l'enseignement du pape actuel. La qualité de catholique est déniée au chef du Centre catholique allemand. Il semble bien que cet anathème n'ait pas été approuvé en haut lieu : à l'occasion de la nouvelle année 1916, le verbeux politicien allemand fut honoré d'une lettre autographe du pape. Avant comme après la protestation du germanophile luxembourgeois, les catholiques allemands approuvent les brutalités des hobereaux.

Nous n'avons pas trouvé grand intérêt à la lecture des considérations que M. Johannet consacre aux procès du héros dont, dans sa préface, il vante les hauts faits passés. Le dossier est à l'instruction, et l'affaire a été renvoyée *sine die* par les juges compétents. A notre avis, l'auteur a eu tort de s'aventurer, un peu à la légère, dans le domaine de la politique intérieure luxembourgeoise. Il est fort mal renseigné sur les faits et gestes de Paul Eyschen, le grand homme d'Etat dont le Luxembourg déplore la perte prématurée. Quand le défunt ministre fit-il de « la politique assez anticléricale »? Comment se manifesta son « habileté rusée »? Le « Waldeck-Rousseau luxembourgeois » a rendu quelques services à son pays où sa disparition a — employons un euphémisme — laissé un certain vide. Loin de « s'accommoder de l'envahisseur », cet homme d'Etat n'oublia jamais — ce qu'oublièrent souvent M. Émile Prum et ses amis — que son pays avait en sa qualité d'Etat neutre des droits et des devoirs. Il convient de ne pas fausser l'histoire et de ne pas l'étudier à travers les lunettes de l'homme de parti.

M. René Johannet différencie fort judicieusement le Centre catholique des Mallinckrodt et des Windthorst du parti mi-confessionnel, mi-politique que dirigent les Spahn et les Erzberger.

Le titre de l'ouvrage ne nous plait qu'à moitié. M. Émile Prum était et est peut-être encore germanophile, bien que les tribunaux allemands l'aient condamné tout récemment à trois ans de prison. Avant la guerre il luttait de toutes ses forces en faveur du germanisme envahissant. Se trouvait-il sur le chemin de Damas lorsque les sbires allemands, commettant une injustice de plus, l'arrêtèrent? Les accusations ineptes et fausses qu'il adresse à l'héroïque Belgique (p. 65 et 66) permettent de supposer que sa conversion n'était pas faite. La Belgique n'a autorisé ni l'invasion ni le passage des troupes allemandes.

G. W.

Morton Prince L. L. D. — *La psychologie du Kaiser. Etude de ses sentiments et de son obsession*, traduit de l'anglais par Joseph Pineaud (Paris, Félix Alcan, broch. in-8 de 47 p., 1915).

La personnalité de Guillaume II n'a pas cessé d'intriguer le monde depuis que l'on savait la paix européenne à la merci d'un de ses coups de tête. En Allemagne même les opinions sur le souverain sont toujours partagées. Tous voient l'empereur impulsif, religieux, ami de la parade, orgueilleux et jaloux de ses prérogatives. Mais, tandis que les uns ne voulaient voir dans les affirmations de sa personnalité qu'un amour sincère pour le prestige pacifique de la patrie allemande, les autres y applaudissaient bruyamment parce qu'elles leur promettaient le triomphe de leurs ambitions nationalistes et mondiales.

M. Morton Prince vient de soumettre cette inquiétante personnalité à un examen psychologique, je dirais même psycho-pathologique, extrêmement intéressant. Les faits et gestes par lesquels elle se manifeste, sont, selon le neurologiste américain, la réaction défensive contre une phobie subjacente. Cette phobie est devenue une obsession réelle. La Constitution élaborée par Bismarck a mis des pouvoirs autocratiques, politiques et militaires, entre les mains d'un prince qui tenait des contingences ataviques et nationales des instincts très marqués pour dominer, posséder et briller. Un obstacle se dresse devant lui, formidable : la démocratie montante dans le sein de son propre peuple menace les prérogatives dans lesquelles tout son être s'est concentré. Il a peur, il se met sur sa défensive. Il exalte ses prérogatives jusqu'à les déclarer divines; il se prépare une armée et une administration dont la puissance et l'esprit doivent le mettre à l'abri, lui et sa maison, contre la force populaire

qu'il redoute, haït et méprise. C'est la peur qui le fait agir partout et toujours avec l'énergie étonnante d'un agité.

De cette phobie subjacente M. Morton Prince déduit tous les sentiments du Kaiser, tous ses actes, conscients ou inconscients. Et il en tire la « morale » que le seul moyen sûr pour venir à bout du militarisme autocratique du Kaiser, de sa maison et de sa clientèle, est de veiller sur la démocratie allemande. Les socialistes allemands, qui depuis longtemps ont mis au rancart les principes marxistes, ne sont que des démocrates. Comme eux beaucoup d'Allemands veulent un gouvernement issu du peuple, un Parlement élu par lui, des ministres responsables devant lui; ce seront là les garanties de la paix durable.

V. H. F.

Dr Le Bon. — *Enseignements psychologiques de la Guerre Européenne.* Paris, Flammarion, 1 vol. in-16.

« Je ne me suis pas proposé d'étudier dans cet ouvrage les événements de la guerre européenne mais seulement les phénomènes psychologiques dont sa genèse et son évolution restent enveloppées. » Ainsi, le Dr Le Bon résume dès le début le programme de son œuvre. Il ajoute, par ailleurs, que pour bien comprendre les origines véritables de cette guerre il faut surtout « étudier les transformations de l'usine allemande moderne ». On saisit par ces quelques mots l'œuvre immense entreprise par l'auteur.

Beaucoup penseront que cette œuvre philosophique est venue bien tôt, écrite en pleine fièvre, à l'heure où l'œil non affranchi ne peut reconquérir sa vision aveuglée par tant de spectacles de ruines, de feu et de sang.

Qui a provoqué la guerre? La cause immédiate se trouve dans la méfiance réciproque de trois empereurs. Le plus soupçonneux fut le Kaiser, « il demeure responsable de la guerre ».

Ce point acquis, l'auteur déclare que si l'Allemagne a rendu la guerre inévitable par l'accroissement continuel de ses armements et les allures de plus en plus arrogantes de sa diplomatie « elle ne désirait aucunement le conflit à l'époque où il éclata ». Peu importe, au surplus, cette question secondaire; l'intérêt principal est dans le développement de sa politique allemande. Le Dr Le Bon nous la précise avec une grande vigueur.

Pour assurer l'expansion industrielle et commerciale de cette Allemagne sans colonies mais pour qui le monde entier en tenait lieu, pour dominer les grands marchés de l'univers, régler la distribution des produits et leur prix, il fallait la « force » qui seule est la régulatrice de l'histoire. D'où, la guerre sans pitié qui révèle la valeur d'un peuple et qui amène le succès des plus méritants, c'est-à-dire des plus forts.

Comment ce seul culte de la force se concilie-t-il avec des aspirations mystiques et comment un des mobiles déterminants du conflit déchaîné par l'Allemagne est dû à ce même mysticisme? Tel est dans ce volume le point original mais aussi le plus sujet à controverse.

Voici la thèse de l'auteur : A côté des lumières intellectuelles existent des forces affectives mystiques et collectives sans parenté avec l'intelligence. Chacune d'elles possède une logique spéciale, très différente de la logique rationnelle. Et cette logique indépendante de l'intelligence élabore certains résultats, certains enchaînements qui demeurent dans l'obscur domaine de l'inconscient, dont la science commence à peine l'étude.

Tant que le rôle de ces forces mystiques fut méconnu, les écrivains attribuaient aux événements des causes rationnelles qu'ils n'eurent jamais et transformèrent ainsi l'histoire en une construction imaginaire fort différente de la réalité. Aujourd'hui ces forces jouent dans la guerre actuelle un rôle immense. Si l'Europe est en feu, si tant de familles sont dans le désespoir, c'est qu'on a fait naître, progresser, puis rendu collectifs certains sentiments habilement maniés et dirigés. — On voit tout ce que cette thèse a de tendu et comment elle se plie trop aisément au souffle des émotions actuelles, à la pression des évidences les plus bruyantes. Aussi bien, à la fin de son livre, l'auteur apporte-t-il quelques correctifs à sa doctrine en nous affirmant « qu'aujourd'hui l'idéal de domination n'est plus réalisable ». Alors même, ajoute-t-il, que les armées

allemandes gagneraient cent batailles et ravageraient cent cités, le monde a besoin de trop de libertés et possède assez de moyens pour qu'un César quelconque puisse espérer le soumettre à ses lois. — Nous attendons le moment où le Dr Le Bon établira avec encore plus de précision sa doctrine « sur les convictions mystiques créées par suggestion ou contagion mentale, mais jamais au moyen de raisonnements ». HENRY DE MONTANDY.

Adolphe Landry, député de la Corse, rapporteur de la Commission du Commerce et de l'Industrie. — *Notre commerce d'exportation avant, pendant et après la guerre*, Paris, Dunod, 1 vol. in-8 de 244 p., 1916.

Cet ouvrage, compris dans l'*Encyclopédie parlementaire des sciences politiques et sociales* présente d'une façon très complète et très précise le dernier état d'une question souvent agitée avec passion depuis une dizaine d'années. Rappelons seulement ici les fameux rapports de M. Jean Périer (1907 et 1908), l'opuscule de M. Georges Lecarpentier, la conférence faite à l'École des Sciences politiques par M. Charpentier et le discours-réponse de M. Millerand, que la Société des Anciens Élèves a insérés dans le volume intitulé *Les Forces productives de la France*; la bruyante campagne de « Lysis » et la réplique de « Testis ».

M. Landry aborde le même problème sans passion, sous une forme didactique. Il rappelle en quelques pages les progrès continus de nos exportations depuis 1898. Mais le commerce allemand a augmenté beaucoup plus vite, tant en valeur relative qu'en valeur absolue (117 p. 0/0) de sorte que notre situation comme vendeurs est devenue, sur la plupart des marchés, moins bonne que celle de nos ennemis. Depuis 1910 nos ventes à l'Allemagne même sont tombées au-dessous de nos achats dans ce pays après leur avoir été constamment supérieures. M. Landry analyse dans un esprit vraiment scientifique les causes de cette évolution.

Il montre ensuite nos exportations beaucoup plus éprouvées par la guerre que celles d'autres pays. En revanche les débouchés que s'était ouverts le commerce austro-allemand offrent un terrain libre pour nos produits puisque depuis le commencement des hostilités les exportations de l'ennemi ont profondément fléchi et sont devenues insignifiantes à la suite de l'ordre en Conseil et du décret de mars 1915. Malheureusement les circonstances ne permettent pas encore à la production et au commerce français de tirer grand profit de cet avantage. M. Landry rend cependant justice aux efforts accomplis par les services publics et par la commission des dérogations pour atténuer les difficultés autant que possible.

La conclusion de la paix ne suffira pas à renverser tous les obstacles devant nos exportateurs mais leur ouvrira un champ d'action immense avec de nouveaux moyens, qu'il importe de préparer dès à présent. M. Landry étudie à ce point de vue la nouvelle orientation qui conviendrait aux industries françaises susceptibles d'exporter. Il expose les conclusions formulées à ce sujet par la Commission du Commerce et de l'Industrie de la Chambre le 12 février 1915 et les motifs de ces résolutions.

Cette étude extrêmement poussée et nourrie de faits ne présente pas seulement un intérêt théorique, elle répond à un besoin et elle est pleine d'enseignements. EUG. B. DUBERN.

Edith Wharton. — *Fighting France, From Dunkerque to Belfort*. Londres Macmillan, in-8 de 238 p., 1915.

Mme Edith Wharton a eu le privilège singulier pour une femme de pénétrer dans nos tranchées de première ligne. Elle a vu nos troupes en Argonne, en Lorraine, dans le Nord, en Alsace. Le 28 février 1915, des hauteurs de Clermont-en-Argonne, elle a pu même assister à l'assaut de Vauquois. De ses nombreuses visites au front des armées, elle a rapporté un petit volume d'une lecture émouvante. Car il est écrit avec la délicatesse d'un artiste et la sensibilité d'un poète. Il est écrit non sans sympathie aussi. Quelque part dans les Vosges, les soldats, avec la sûreté d'instinct des enfants auxquels ils ressemblent à bien des égards, devinèrent cette sympathie chez la visiteuse étrangère. Leur

hommage prit la forme d'un *Vive l'Amérique* griffonné à la craie sur la portière de son automobile. « *L'Amérique* était contente et fier d'être là et elle eut conscience de respirer un air sursaturé de courage et d'une résolution tenace de durer. » L'imperturbable bonne humeur des troupes qui vivent au milieu des ruines et de la mort, s'est communiquée à l'auteur. Elle a vu Gerbéviller et Reims dont « la cathédrale flamboie et meurt comme un coucher de soleil », et Ypres « la ville sans profil »; mais les ravages de l'ennemi n'ont pas causé une impression aussi profonde que la calme assurance de l'armée. « Ma dernière vision est celle d'une maison bombardée où quelques hommes, qui fumaient et jouaient aux cartes à la lumière du soleil, avaient reçu l'ordre de tenir jusqu'à la mort plutôt que de laisser rompre leur coin de secteur. » Le caractère de ces soldats colore les pages du livre : le ton en est grave sans doute, il n'est jamais triste.

La curiosité de l'artiste satisfaite, il a fallu porter un jugement. C'est un neutre qui parle et qui n'a eu jusqu'à la guerre aucune raison de détester l'Allemagne. « Dans des centaines de maisons, dans des douzaines, dans des centaines de villes ouvertes, la main du temps s'est arrêtée, le cœur de la vie a cessé de battre, tous les ruisseaux d'espérance, de bonheur, de travail ont été obstrués, non pas afin de poursuivre quelque grand dessein militaire ou d'abréger la durée de la guerre, mais parce que, là où tombe l'ombre de l'Allemagne, toutes les choses doivent se dessécher jusqu'à la racine. ».

Mais l'admiration pour la France éclate à chaque page. Que Mme Édith Wharton décrive la mobilisation, l'aspect de Paris quand les Allemands approchaient, l'attitude d'un bataillon de chasseurs dans une forêt des Vosges, le ton est le même. « Comme nous longions le bord du ravin qui séparait les adversaires, nous sentions que de l'autre côté se trouvaient les hommes qui avaient fait la guerre et de ce côté-ci les hommes que la guerre avait faits. » Rien n'égale sa surprise en arrivant à Commercy; la ville « a l'air si calme que la canonnade aurait pu être un écho des collines; l'aspect paisible des rues endormies au soleil faisait douter que la ligne de feu fût vraiment à moins de huit kilomètres de distance. Les Français, par quelque étrange perversion de vanité nationale, persistent en parlant d'eux-mêmes à s'appeler un peuple impressionnable. »

Cette énigme et d'autres que les étrangers découvrent depuis la guerre ne pouvaient laisser indifférent un fin psychologue comme l'auteur de *House of Mirth*. Un dernier chapitre sur le « don de la France », cherche à expliquer la ferveur patriotique du pays. « Quel est le don, demande Mme Édith Wharton, qui aide le plus de Français d'aujourd'hui à être ce qu'ils sont, juste de la façon dont ils le sont? L'intelligence est la première réponse, la réponse instantanée. » Le soldat se bat avec intelligence, et son courage n'est pas le résultat d'un instinct mais l'aboutissement d'un raisonnement; ce n'est pas une simple qualité physique, le Français « tire son courage de son cerveau ». Comme il a aussi le don de l'expression, il ajoute à ce qu'il fait un élément de beauté. Il faut remonter aux poètes du XVIe siècle pour trouver l'équivalent de telle lettre d'adieu hâtivement écrite dans la tranchée à l'aube d'une attaque.

Ce don d'expression que l'auteur loue chez nos soldats, elle le possède à un haut degré. Qu'on en juge par cette page :

« Tandis que nous restions à regarder ainsi, nous avons entendu soudain le hurlement d'une batterie juste au-dessus de nous. La crête de la montagne que nous gravissions, fourmillait de 75 et le fracas perçant semblait éclater dans notre dos. C'était le plus affreux cri de la guerre que j'avais jamais entendu : une sorte de hurlement de loup évoquant l'image de tous les « chiens de la guerre » tirant en même temps sur leur laisse. Il y a une Majesté terrible dans le bruit d'une canonnade lointaine; mais ces aboiements et ces sifflements n'éveillaient que des idées d'horreur. Et là-bas sur la côte en face, les geysers noirs et bruns dans les tranchées allemandes commençaient à cracher; et des batteries au-dessus venaient la fumée et le rugissement de la riposte. A nos pieds, le long du sentier, les petits soldats français montaient tranquillement vers le village en ruines. »

Peu de publications inspirées par la guerre ont des qualités littéraires aussi

hautes. Il serait à souhaiter que le bel hommage ému d'une Américaine de grand talent à l'héroïsme de nos soldats fût traduit en français[1]. CH. BASTIDE.

J. A. R. Mariott and **C. Grant Robertson.** — *The Evolution of Prussia, the Making of an Empire*, Oxford, Clarendon Press, 1 vol. in-8 de 456 p., 1915.

Ce manuel d'histoire a été préparé avec le plus grand soin par deux professeurs de l'Université d'Oxford. C'est une histoire de la Prusse depuis les origines jusqu'à la chute de Bismarck. Les faits qui ont suivi cet événement capital sont résumés dans un épilogue. Quelques citations permettent de juger de l'esprit sérieux et autant que possible impartial dans lequel ce gros travail a été fait : « Si la suprématie de la Prusse, disent les auteurs dès le début, repose sur les fondations sûres d'un grand prestige et d'une grande tradition, elle n'en repose pas moins sur des faits solides et indiscutables; sur les traits caractéristiques de l'État prussien, la position géographique et territoriale de la Prusse en Allemagne, les prérogatives de la monarchie prussienne, l'alliance de cette monarchie avec la classe gouvernante, la force de l'armée prussienne, de sa bureaucratie et de son administration civile, de la marine impériale, création essentiellement prussienne et dont les arsenaux sont des forteresses prussiennes; sur l'organisation de l'intelligence et sur les ressources industrielles et économiques du peuple prussien. Il est non moins indiscutable qu'il n'y a ni dans l'intérieur de l'Empire allemand ni au dehors un État allemand capable, même en s'alliant à d'autres États allemands, de défier la suprématie de la Prusse. » Une revue rapide des institutions impériales sert d'introduction. Deux chapitres traitent des origines jusqu'à Frédéric le Grand; un chapitre entier est consacré à ce véritable fondateur de la grandeur prussienne; trois chapitres nous mènent au Congrès de Vienne et quatre autres à 1870; Bismarck, comme le grand Frédéric, est jugé digne d'un chapitre à part. Une bibliographie et un index complètent l'ouvrage.

Le rôle des universités dans la formation de l'Empire allemand a été mis en lumière. « C'est dans ses écoles et ses universités méthodiquement organisées comme tous les autres départements de l'État dans le dessein de seconder l'État, que la Prusse et l'Allemagne, sous la tutelle de la Prusse, ont acquis cette foi absolue dans l'infaillibilité de la science, dans la puissance des faits matériels et du machinisme, qui a donné une nouvelle interprétation à la foi dans l'État comme pouvoir, la somme de l'effort humain organisé et la réalisation d'un organisme éthique absolument complet. La formule du progrès politique pour l'Empire allemand se trouve dans l'union de la capacité fournie par la science et de la force qui réside dans l'État. »

Quelques lignes seulement sont consacrées aux événements actuels. « Le prince von Bülow, écrivant en 1912, termine son étude sur l'Allemagne impériale par ces mots : Le monde des problèmes que nous avons résolus depuis 1870 est petit en comparaison du nombre de ceux qui attendent encore une solution. La ligne de conduite adoptée par le gouvernement impérial en 1914 est le meilleur commentaire sur les principes et les méthodes de la politique allemande; elle n'a certainement pas réduit le nombre des problèmes à résoudre dans l'avenir qui attendent la Prusse et l'Allemagne impériale. »

La publication de ce manuel témoigne chez les universitaires anglais du désir d'étudier et de faire connaître l'histoire du plus formidable adversaire de l'Empire britannique. CH. BASTIDE.

Pr Gellio Cassi. — *Il Mare Adriatico : sua funzione attraverso i tempi.* Milan, Hœpli. 1 vol. in-12 de XIX-532 p. avec 6 cartes hors texte, 1915.

Dans cette mer, dont la grande mission séculaire est, selon la pensée du frioulan Valussi, de « canaliser » vers le Levant et l'Orient lointain le mouve-

1. Peu de remarques de détail à faire. P. 11, « la chanson du départ » est une inadvertance; p. 75, lisez : *Consenvoye* : p. 35, « les réfugiés, dit l'auteur, reçoivent une paillasse dans un dortoir, un bon de pain, et, s'ils ont de la chance, une paire de chaussures »; on n'a peut-être pas fait tout ce qu'on aurait dû pour ces infortunés, mais tout de même le tableau est poussé au noir.

ment commercial et l'influence politique de l'Europe centrale et occidentale. L'Italie a de justes aspirations à soutenir et des intérêts vitaux à défendre Comme tous les problèmes nationaux encore pendants, la question adriatique devra être définitivement réglée par la paix prochaine, et il faut être reconnaissant au professeur C. d'en avoir, d'une façon très nette et très opportune, déterminé les données au moment où elle s'achemine vers une solution nouvelle mûrie par la guerre européenne.

Ainsi relevé, en quelque sorte, d'une saveur d'actualité, mais loin d'être cependant un simple ouvrage de circonstance, ce livre est aussi remarquable par la sûreté des informations scrupuleusement contrôlées que par l'élégante clarté de la composition et la justesse ferme du style.

Avec « une sereine objectivité », l'auteur montre que la réalisation de ce que l'on appelle couramment depuis le livre de M. Ch. Loïseau *l'équilibre adriatique*, — « équilibre à un seul », selon la spirituelle formule de M. René Pinon, — apparaît comme la conclusion nécessaire du syllogisme impérieux dont les circonstances historiques fournissent les prémisses; car, à travers les siècles, l'Adriatique demeura « le véritable bassin naturel du versant oriental de l'Italie ». Aussi est-il très probable qu'un jour, sous la poussée de toute cette histoire, l'Italie, pareille au doge de la Sérénissime République, pourra jeter dans les flots de l'Adriatique l'anneau d'épousailles « in segno di vero e perpetuo dominio ». J. V.

Ettore Ponti, sénateur du Royaume. — *La Guerra dei Popoli e la futura Confederazione europea secondo un metodo analogico-storico*. Milan, Hœpli. 1 vol. in-8 de XII-216 p., 1915.

Partisan de la doctrine de la *société-organisme*, le sénateur P. rappelle les diverses analogies constatées entre l'organisme biologique et le corps social, et déduit de là une interprétation cyclique de leur progrès parallèle, à travers les générations passées et futures, vers des formes toujours plus hautes de solidarité. La société européenne lui apparaît comme un « organisme embryonnaire », destiné à s'élever par des stades nombreux jusqu'à une structure unitaire. Appliquant ensuite sa théorie au conflit actuel, l'auteur le compare à une « vaste crise de croissance », due « aux divergences d'intérêts économiques, aux antagonismes ethniques, aux imperfections du système juridique international en vigueur, aux rivalités politiques, et notamment coloniales ». Le caractère exceptionnel de la crise elle-même fait désirer une solution exceptionnelle, qui conjure pour l'avenir le retour de tels malheurs. Par l'étude comparative des lois de l'évolution biologique et sociale, M. P. est amené à trouver le remède définitif cherché dans « l'instauration d'une confédération européenne coordonnée avec une large autonomie des États particuliers »; mais on ne pourra parvenir à une telle solution qu'en traversant des phases intermédiaires et en apportant des tempéraments transitoires, tels qu'une immense coalition des États en vue de la défense de la paix et un système de conventions réciproques plus ferme et plus général que l'actuel.

Alors que le premier chapitre de l'ouvrage, consacré à l'exposé très savant de l'hypothèse sociologique, et dont l'habile typographie permet les rapprochements rapides entre les phénomènes biologiques et sociaux, est écrit en un langage d'une précision exacte et scientifique, le style large et vigoureux de la seconde partie est souvent soulevé d'un souffle d'éloquence contenue. On pourrait seulement reprocher au sénateur P. « son excessive hardiesse et son optimisme ingénu », quand il conseille à tous les peuples de conclure leur Sainte Alliance.

J. V.

G. Lenôtre. — *Prussiens d'hier et de toujours*. Paris, lib. Ac. Perrin, 1 vol. in-16 de 338 p., 1916.

M. Lenôtre a le goût, on pourrait presque dire le culte du détail. Il excelle à rechercher dans les plus menus faits de l'histoire le trait significatif, à le mettre en valeur, et à en tirer tout l'enseignement profond qu'il recèle. Analogiste minutieux autant qu'érudit consciencieux, il possède au plus haut point

l'art de nous présenter les personnages du passé dans un relief saisissant de vérité. Toutes ses œuvres donnent cette impression si rare de réalité écrite.

Son nouveau livre : *Prussiens d'hier et de toujours*, est bien dans la note de son talent habituel. Sous la forme agréable d'une série d'articles écrits au cours de la guerre, il nous raconte avec cette plume alerte et facile que le public lui connaît une infinité d'anecdotes qui toutes jettent une éclatante lumière sur l'âme et la tradition prussiennes telles qu'elles n'ont cessé de demeurer malgré les étonnantes vicissitudes politiques de cet État. Comment un peuple ne peut se soustraire à la loi de son origine; comment il porte d'une manière indélébile la marque que lui ont imprimée les grands hommes de son histoire; comment enfin le plus humble prussien est frappé d'une sorte d'estampille fatale qui est la caractéristique de la race — voici ce que nous montre M. Lenôtre dans ce livre où une vie intense palpite et jette sur la thèse une singulière lumière.

Analyser cette œuvre serait malaisé. Pour éclairer notre jugement sur ce qu'il faut penser de l'âme prussienne, l'auteur nous promène dans tous les coins de l'histoire, dans tous les domaines de l'activité humaine. Frédéric II, Blücher, Stieber le grand espion, les officiers, les professeurs, tous y passent. M. Lenôtre n'a fait grâce à aucun, et c'est sur chacun d'eux une ample variété d'anecdotes variant du comique au tragique le plus poignant et marquées toujours de cet ineffaçable cynisme teuton.

Dans une œuvre qui présente un intérêt si vivant et qu'embellit le charme d'une langue facile et élégante à la fois, on peut seulement regretter que l'auteur, sacrifiant inconsciemment à un certain goût du jour qui n'est pas celui de la partie la plus éclairée du public, se soit laissé aller à des exagérations quelque peu puériles. Je cite au hasard : « Plusieurs aviateurs affirment que lorsqu'ils arrivent au-dessus d'une agglomération allemande, ils en sont avertis par une odeur dont leurs narines sont affectées même à une grande hauteur. » Détails si l'on veut, mais qui donnent parfois à l'œuvre de M. Lenôtre une allure de pamphlet qui n'ajoute rien à sa valeur. En rabaissant son ennemi, on se diminue soi-même, et s'il est bon, comme l'auteur se l'est proposé, de nourrir notre haine légitime en jugeant sainement nos ennemis, il ne faut ni travestir ce sentiment sacré en lui prêtant des formes immodérées, ni perdre de vue les qualités trop réelles qu'il nous a révélées. M. Duhamel.

Sa' Vianna. — *Qui a provoqué la conflagration européenne?* 1 broch. in-8, 53 p., Rio de Janeiro.

Cette brochure fort intéressante est la reproduction de la leçon inaugurale du cours de Droit international public, faite à la Faculté des sciences juridiques et sociales de Rio de Janeiro le 6 avril 1915. L'auteur a étudié avec un soin remarquable et un sens critique très éclairé les documents officiels concernant les origines de la guerre de 1914. Son étude l'a conduit à conclure avec force que la responsabilité de la guerre doit être imputée à l'Allemagne.

« Le conflit austro-serbe, dit-il en terminant, après avoir retracé les négociations de juillet 1914, fut le prétexte et ne perdons plus le temps à chercher aujourd'hui la cause de la guerre! Celle-ci fut le pangermanisme, le rêve de l'empire universel, la fantaisie de Charlemagne, le délice de Charles-Quint, l'arrogance de Napoléon, la folie sanguinaire de Guillaume-le-Maudit! Le grand crime n'est pas de n'avoir pas évité la guerre, car, comme je vous l'ai dit, préparée comme elle l'était depuis Sadowa, elle devait tomber sur le monde, mais de l'avoir préparée, patiemment, avec art, prévoyant tout depuis les machines de guerre les plus puissantes et les plus originales jusqu'à la réglementation de la terreur — avec les corps incendiaires et des armées d'espions répandues sur toute la surface de la terre!

« Messieurs, n'hésitons pas à dénoncer au monde, comme son bourreau l'Empire d'Allemagne et redoutons une paix précoce qui serait la menace d'une autre conflagration dans un avenir bien rapproché.

« Demandons à Dieu, non à cet original dieu des armées, l'allié de l'Allemagne protestante, de l'Autriche catholique et de la Turquie mahométane, mais à notre Dieu, au Dieu de la chrétienté, au Dieu qui ordonne l'amour du prochain, au Dieu qui a envoyé ses apôtres pour qu'ils prêchassent la paix à

tous les peuples, qu'il donne des forces à ceux qui se battent pour la très sainte cause de la Paix, du Droit et de la Justice, et qu'il confirme sir Asquith dans son dessein de ne pas céder tant que l'hydre ne tombera pas sans forces et sans vie, pour l'exemple, pour qu'une si extraordinaire tragédie ne se renouvelle pas car elle est mille fois plus néfaste que celle que Pierre le Vénérable appelait, il y a tant de siècles, l'œuvre de Satan. »

C. D.

Abbé Wetterlé. — *Ce qu'était l'Alsace-Lorraine et ce qu'elle sera.* — Préface de M. H. Welschinger. Paris, Édition française illustrée, 316 p., in-16.

Les neuf conférences réunies sous ce titre général par l'éminent représentant de l'Alsace-Lorraine à Paris depuis la guerre, ont remporté l'hiver dernier le plus vif succès. On ne saurait s'en étonner quand on les relit, et quand on connaît au reste l'éloquence familière et charmante de l'ancien député au Reichstadt qui sera l'an prochain député du Haut-Rhin au Palais-Bourbon.

Depuis quarante-quatre ans l'opinion alsacienne-lorraine n'a cessé d'être anti-allemande et de l'être chaque jour davantage : les vexations, les tyrannies, l'immigration croissante des Allemands, ont accru la résistance des indigènes; la jeunesse de 1914 était plus ardente que celle de 1880 dans son amour pour la France. Au reste l'opinion, comme il est naturel, suivit la même courbe dans les provinces annexées que dans la mère patrie, et quand l'Alsace s'est crue oubliée pendant quelques dix ans, des Alsaciens déçus se sont repliés sur eux-mêmes et se sont bornés à souhaiter l'autonomie.

Un des hommes qui, durant les quinze premières années de l'annexion, prêchèrent le plus d'exemple fut l'évêque de Metz, Dupont des Loges : l'abbé Wetterlé avait présenté un éloquent portrait de l'éminent prélat dans une conférence prononcée avant la guerre au Havre; c'était juste qu'elle fut jointe aux autres, puisqu'elle sert à montrer mieux que toute autre ce qu'étaient les provinces conquises au lendemain de l'annexion : protestation, recueillement, fidélité du souvenir, confiance inébranlable dans l'avenir.

Et voici que l'avenir donne raison aux Alsaciens Lorrains restés fidèles! Nos frères trop longtemps séparés vivent leurs derniers jours d'esclavage, d'autant plus durs qu'on attend plus impatiemment la libération. L'abbé W. craint avec raison que les Français ne connaissent mal leurs frères retrouvés et dans plusieurs de ses conférences il nous les présente; c'est la jeunesse ardente, travailleuse, parlant couramment l'allemand si proche du dialecte national, mais initiée au français, malgré l'interdiction officielle, passant à la caserne, « au service de l'Allemagne » les années requises, refusant les grades pour ne pas lier son indépendance, enrôlée dans l'armée lors de la guerre et s'efforçant, les exemples sont nombreux, de ne pas se rougir les mains de sang français en attendant la délivrance; une telle jeunesse doit en grande partie sa fidélité à la France, aux femmes alsaciennes, aux lorraines, qui souvent mieux que leurs maris ont conservé le culte du souvenir; quel contraste entre l'Alsacienne et l'Allemande; celle-ci laide, sans goût, brutale, celle-là jolie sous son grand nœud, dans son costume national partiellement conservé, douce, prévenante, française en un mot par tous ses instincts, et gardant jalousement son foyer français, alors que le mari pour son commerce, ou son industrie, ou son bureau était parfois contraint d'acquérir un vernis germanique, et avait souvent à se féliciter des affaires faites avec les immigrés.

La situation économique des deux provinces est excellente, et la méthode ferme et puissante du gouvernement est, il faut le reconnaître, la cause principale de cette progression évidente et générale d'ailleurs à tout l'empire : le commerce, l'agriculture, la viticulture y sont florissantes, mais l'essor industriel est plus extraordinaire encore.

Nous devons nous en réjouir en France puisque de cette prospérité la communauté française est appelée à profiter; mais nous devons comprendre aussi que cette prospérité nous crée des devoirs; nous devrons travailler à la maintenir, c'est-à-dire à la développer, elle ne dépend pas de l'Alsacien seul mais de chaque Français qui devra avoir à cœur de remplacer pour son nouveau compatriote le client perdu outre-Rhin; elle dépend du gouvernement qui par sa

politique par son initiative devra veiller à la défense des intérêts généraux du commerce et de l'industrie nationales; le Français devra réapprendre le chemin des Vosges; en ces temps où le tourisme a fait de tels progrès, où chacun voyage, nous tiendrons à honneur de visiter ces pays longtemps foulés par le vainqueur, d'y tenir joyeusement la place qu'il y occupait avec tant d'insolence, d'y apprécier son charme discret si prenant, son vin si fin, si délicat, si supérieur à ces faux vins du Rhin ou de la Prusse rhénane, tous exportés d'Alsace. Il faudra enfin ménager dans ce retour à l'ancienne patrie, les mœurs locales, les traditions, les intérêts, les susceptibilités peut-être de nos héros si heureusement retrouvés : il ne faudra pas qu'aucun Alsacien-Lorrain puisse dire : « Sous la domination allemande j'étais plus heureux ». M. W. n'éprouve pas grande crainte à ce sujet, il connaît trop le tact français, et d'ailleurs n'a-t-il pas la double promesse du généralissime et du Président de la République : « La France vous apporte avec les libertés, qu'elle a toujours représentées, le respect de vos libertés à vous, des libertés alsaciennes, de vos traditions, de vos convictions, de vos mœurs » a dit l'un; et M. Poincaré déclarait quelques semaines plus tard : « Tout en respectant leurs traditions, leurs croyances, et leurs libertés, la France rend à ces provinces, leur place au foyer de la Patrie. » P. R.

Charles Leleux. — *Feuilles de route d'un ambulancier.* Berger-Levrault, 109 p. in-8.

Notes émouvantes, simples mais si vécues, écrites au jour le jour par un de ces ambulanciers, comme il en est tant au front de toute notre armée qui se dévouent depuis plus d'un an à la besogne la plus pénible, la plus obscure, la plus utile.

Celui-ci est un écrivain distingué, un peintre délicat qui décrit d'une plume sûre les paysages que fixe un instant son regard, un psychologue qui analyse un caractère en quelques traits, un Français et un soldat au cœur tendu qui ne dissimule pas l'émotion profonde qui l'étreint quand il voit les ruines amoncelées par l'ennemi sur notre sol, quand il se penche surtout, sur ses frères mutilés, défigurés, mais toujours résignés et héroïques. « Pour avoir vécu ces mois de guerre avec vos camarades et avec vous, auprès de vos blessés et de vos malades, on se sent plus confiant et plus résolu », dit très justement M. R. Doumic dans une élogieuse préface.

L'ambulance dont M. Leleux fit partie, parcourut toute la longueur du front dans les cinq premiers mois de la guerre, en suivant naturellement pas à pas le corps d'armée auquel il était attaché; entrée d'abord en Alsace par la route de Saales, elle y reste huit jours à peine, puis repasse les Vosges, gravit le Donon redescend par Cirey, Badonviller, puis d'un bond est transportée sur la Marne; l'enthousiasme des premiers jours a fait place à l'angoisse; mais quand la victoire devient certaine, quand on avance de nouveau, la confiance renaît, et malgré les longues attentes et les dures épreuves, ne manquera jamais. Après septembre passé à Suippes, Ch. Leleux et son ambulance remontent vers le Nord là où la poussée allemande commence à se produire; et c'est octobre à Aubigny derrière Arras, novembre, décembre en Belgique derrière Ypres, et dans la ville même non loin de la fameuse halle aux drapiers bombardée chaque jour par le barbare impie, jaloux des chefs-d'œuvre qu'il ne sut jamais créer!

Janvier ramène l'ambulance dans le Pas-de-Calais; mais Ch. Leleux est à ce moment affecté au service d'un train sanitaire: ses souvenirs, si attachants d'ambulancier du front, sont de ce fait interrompus! P. R.

Carnet de route d'un officier d'alpins. Première série, août-septembre 1914. Berger-Levrault, 100 p. petit in-8.

C'est en Lorraine, par les furieux combats de Dieuze, de Vergaville, de Xermaménil, que le jeune officier d'alpins commença la campagne; les sentiments qu'il éprouva à l'heure où il franchit la frontière, quand il tua son premier Allemand, quand il dut effectuer son premier mouvement de retraite, tous ceux qui se trouvèrent dans les mêmes situations les partagèrent; et c'est précisément parce qu'il traduit les sentiments généraux, simples, ceux de l'officier et du soldat, que le modeste auteur de ce récit intéresse et émeut; c'est bien le

carnet de route tenu au jour le jour qui est sans artifice imprimé comme un témoignage; il reflète l'amertume de la retraite dans les premiers jours de septembre, l'encombrement des routes, l'inquiétude du lendemain causée par le manque de nouvelles, l'inquiétude plus grande encore quand les nouvelles arrivent déformées de bouche en bouche : le gouvernement à Bordeaux, les uhlans à Rambouillet! aussi quoique généralement fier de ses troupes, l'officier d'alpins ne cache pas qu'elles avaient triste mine quand le matin du 7 septembre, après cinq jours de marche elles entrèrent dans Bar-le-Duc; le sentiment du combat proche suffit à les ranimer; elles soutinrent trois jours durant le combat de Vassincourt, et quand le 13 septembre elles retraversèrent Bar, les habitants rassurés applaudirent à leur héroïsme, à leur crânerie, à leur allant : c'est que les chasseurs, comme toutes les troupes de la division, avaient subi l'assaut furieux du Kronprinz et du prince de Bavière, sans céder un pouce de terrain, et en protégeant le Barrois, avaient fermé le cercle qui au même instant se resserrait par tout le front sur l'envahisseur: combien avons nous déjà lu, combien plus lirons-nous de récits d'épisodes de la bataille de la Marne: tous nous frappent d'admiration; l'armée française a écrit en ces jours mémorables la plus glorieuse page de son histoire. P. R.

Alphonse Séché. — *Les guerres d'enfer*, 1 vol. de 286 p., Paris, E. Sansot.

Dans ce livre actuel et vivant, M. Alphonse Séché étudie ce qui distingue essentiellement les guerres modernes des guerres du passé, et démasque fort habilement certaines idées aujourd'hui fausses, et cependant trop répandues, défroques vite démodées d'époques encore récentes et que les réalités actuelles font craquer de toutes parts. Il est excellent que des livres comme celui-là viennent secouer de temps à autres les gens paresseux, qui plutôt que de changer leurs idées lorsqu'elles ne valent plus rien, préfèrent se boucher les yeux pour ne point voir. La prépondérance de l'outillage et du matériel, le contre-coup profond sur la vie économique, la nécessité d' « une organisation complète, non seulement militaire, mais aussi industrielle et financière en vue de la guerre, en un mot l'absorption et l'emploi pour la guerre de toutes les ressources quelles qu'elles soient de l'État et de la nation, sont clairement définies et exposées. Quelques utopies appartenant aux tendances politiques les plus diverses telles que « la milice purement défensive », ou au contraire « l'armée distincte de la nation », ainsi qu'une confiance aveugle dans l'efficacité d'un droit de la guerre élaboré en temps de paix, trouvent en M. Alphonse Séché un critique impartial, judicieux et impitoyable, qui sait distinguer la vérité sous tous les costumes, et, sous tous les masques, l'exagération et le sentiment mal placé. La logique, qui trop souvent s'emploie à fausser la réalité, ne sert à M. Alphonse Séché qu'à la mettre en lumière.

Quelques littérateurs de « l'art pour l'art », qui avaient lu avec intérêt : *La Satire dans la Poésie contemporaine*, reprocheront peut-être à son auteur d'être sorti, suivant un vieux cliché, de « sa tour d'ivoire ». Nous ne nous joindrons pas à eux. Pour nous, en effet, la littérature n'est que l'une seulement des manifestations de la vie et de l'âme contemporaines. Nous féliciterons au contraire M. Alphonse Séché d'avoir continué, avec *Les guerres d'Enfer* la série de ses vivantes études de dynamique sociale. Déjà, dans les premiers mois de l'année 1914, *Le désarroi de la Conscience française* nous avait fait toucher du doigt le défaut de cohésion et d'organisation de notre France, tout en nous laissant juger que la plaie était encore superficielle et curable. L'union sacrée a heureusement confirmé ce diagnostic. Ce n'était pas la première prophétie de M. Alphonse Séché. Il y a plusieurs années que dans *Un sans-patrie*, il nous avait fait assister à la conversion d'un antimilitarisme français auquel la brusquerie et la sauvagerie de l'agression allemande ouvrent enfin les yeux. L'action nous transportait en pleine guerre franco-allemande : la guerre future (un futur qui est devenu singulièrement présent). Au premier acte, la nouvelle de l'attaque de nos frontières sans déclaration de guerre, et l'enthousiasme de la mobilisation à Paris. Au deuxième acte, la violation par les armées allemandes de la neutralité suisse (l'auteur s'est trompé sur ce point et ses guerriers allemands sont trop doux : ils se contentent de voler l'argen-

terie, et ne coupent pas encore les mains des enfants : il est vrai que les progrès de la germanique Kultur sont si rapides, que l'on peut pardonner à M. Alphonse Séché de n'avoir pas mesuré dès 1912 le degré kolossal qu'elle atteindrait en 1914).

Nous ne pouvons que recommander à tous les Français de venir se réchauffer au contact du patriotisme vibrant et clairvoyant de M. Alphonse Séché.

HENRI MYLES.

Les violations des lois de la guerre par l'Allemagne. Publication faite par les soins du ministère des Affaires étrangères (de France). Paris, Berger-Levrault, 1 vol. in-8, 208 p., 1915.

Cette publication est un répertoire méthodique et saisissant de documents constatant les violations du droit de la guerre par les armées allemandes. Ces documents sont répartis en dix chapitres sous les rubriques suivantes : *Violation du territoire des États neutres*; *violation de la frontière française avant la déclaration de guerre*; *assassinats de prisonniers et de blessés; pillages, incendies, viols, assassinats*; *attentats contre les hôpitaux et les ambulances*: *emploi de projectiles interdits, emploi de liquides enflammés et de gaz asphyxiants, bombardement de villes non défendues, destruction d'édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance*; *usage de procédés de guerre déloyaux*; *actes de cruauté commis à l'égard des populations civiles.* En tête de chaque chapitre sont inscrits les articles des conventions signées par le gouvernement allemand dont les documents reproduits constatent la violation. L'opposition entre les engagements pris et les actes accomplis par l'Allemagne est ainsi clairement mise en relief.

« Les faits attestés, en ce livre, lit-on dans la préface, ne sont pas ou ne sont que très exceptionnellement de ces crimes individuels dont on peut trouver des exemples dans les plus nobles armées; ce sont des crimes collectifs, les uns tolérés, les autres accomplis par ordre, et qui, vu leur amplitude et leur fréquence, ne sauraient s'expliquer que par la volonté réfléchie et systématique du haut commandement. Sans parler des États aujourd'hui belligérants, trente-trois États actuellement neutres étaient représentés à La Haye en 1907 : ils ont été les témoins des engagements pris par l'Allemagne; la rupture du contrat les lèse donc tous également. »

C. D.

Rapports sur la violation du droit des gens en Belgique. Publication officielle du gouvernement belge. (Deuxième volume. Paris, Berger-Levrault, 1 vol. in-8, 193 p., 1915).

Ce volume comprend les rapports 13 à 22 de la Commission d'enquête instituée par le gouvernement belge pour constater et signaler les violations du droit des gens par les Allemands. Les rapports 1 à 12 avaient été antérieurement publiés (voir cette *Revue*, 1915, p. 378). Il est impossible d'analyser, dans un bref compte rendu, des rapports de ce genre. Il faut les lire. Pour donner une idée de leur intérêt, il suffit de citer quelques-unes des questions qui y sont traitées : saisie de matières premières et de produits fabriqués; réquisition d'usines et enlèvement de machines; emploi de gaz axphyxiants; emploi de civils comme bouclier devant les troupes; destruction de villages et meurtres à titre de représailles d'opérations militaires; obligation imposée aux habitants de travailler pour les armées allemandes, massacres et destructions dans les provinces de Liége, du Limbourg, du Hainaut.

Les rapports sont suivis d'annexes dont les unes consistent en tableaux donnant la statistique soit de maisons détruites ou pillées, soit d'habitants civils tués ou envoyés comme prisonniers en Allemagne, dont les autres reproduisent des extraits de carnets de membres de l'armée allemande ou des documents divers.

Enfin, après la publication d'un échange de lettres dans lequel le cardinal Mercier, proposait en vain à l'autorité allemande la nomination d'une commission d'enquête composée de délégués allemands et de magistrats belges, en nombre égal, sous la présidence d'un représentant d'un pays neutre, le volume

se termine par la protestation que Mgr Heylen, évêque de Namur, a opposée au « Mémoire officiel du ministère de la Guerre de Prusse, du 22 janvier 1915, rééditant la légende des francs-tireurs belges ». Cette protestation très énergique mettait « l'autorité allemande au défi de prouver l'existence d'un seul groupe de francs-tireurs, constitué soit avant, soit après l'invasion du territoire »; elle demandait à son tour « une enquête menée par les délégués belges, allemands et présidée par un neutre ». Elle finissait sur ces mots : « Le peuple belge a beaucoup souffert d'une invasion injuste qui l'a opprimé et meurtri. Il a conscience de s'être abstenu de tout crime dans la résistance légitime qui a été opposée à l'envahisseur. Il est non moins décidé à garder une attitude correcte, irréprochable durant l'occupation. Ce qu'il ne souffrira pas, c'est qu'on souille sa renommée par la calomnie. Il adresse un pressant et suppliant appel à l'impartialité et à la justice des consciences honnêtes et des nations neutres. »

C. D.

Lote. — *Germania. L'Allemagne et l'Autriche dans la civilisation et l'histoire.* Paris, Berger-Levrault, 1 vol. in-16 de 322 p., 1916

M. Lote recherche la cause profonde des conflits actuels de nations et d'idées dans l'opposition de l'esprit mystique et rapace du germanisme et de l'esprit latin, tout de clarté et de libéralisme. Et ce germanisme s'incarnera dans la Prusse qui, servie par des politiques ambitieux et sans scrupules, s'arrondira aux dépens de tous ses voisins, prendra à la tête de la Germanie la place de l'Autriche, et cimentera enfin de terre française l'union des « Allemagnes », créant ainsi par la conquête un empire qui ne vivra bientôt plus que dans l'espérance de nouvelles conquêtes. A ces entreprises nationales, écrivains, historiens, savants et théologiens donnent l'impulsion de l'enthousiasme. Affirmée par Luther, formée par les Romantiques, la pensée allemande se précise dans des idées d'orgueil national, tandis que ses philosophes la conduisent insensiblement à la « morale des maîtres », au culte nietzschéen de la force.

Tel est le sujet étudié par M. Lote dans l'histoire, la littérature, la philosophie et la science allemandes. La matière en est considérable et exigerait, pour être traitée avec toute l'ampleur voulue par l'auteur, un volume beaucoup plus important. M. Lote a cru pouvoir tourner cette difficulté grâce à une concision qui aboutit parfois à rendre un peu obscures les grandes lignes de son ouvrage. Tel que, ce livre consciencieux et érudit offre des aperçus fort intéressants, notamment en ce qui concerne le rôle des intellectuels allemands dans la formation de l'esprit public de la Germanie.

André Lédanté.

A. Mathiez. — *La victoire en l'an II. Esquisses historiques sur la défense nationale.* Paris, Alcan, 1 vol. in-16 de 285 p., 1916.

Il était tentant pour un historien de la Révolution française aussi avisé et aussi maître de son sujet que l'est M. A. Mathiez de montrer comment les gouvernements de la Constituante, de la Législative et de la Convention, tour à tour ont tranché diverses questions qui ont paru capitales au début de cette guerre que nous vivons, et qui furent l'objet de discussions un peu trop passionnées.

L'auteur rappelle donc comment la Révolution a reconstitué l'ancienne armée française sur de nouvelles bases et avec de nouveaux chefs, puisque les anciens avaient déserté ou avaient été congédiés, comme elle l'a fondue avec l'armée des volontaires qui lui apporta l'élan et la jeunesse : il montre comment réussit « l'amalgame » et les magnifiques efforts qui furent faits pour forger en quelques mois les armes nécessaires et fabriquer des munitions. Car certains problèmes restent les mêmes à plus d'un siècle de distance; il étudie enfin, autre problème brûlant en 1916, les rapports des pouvoirs publics et de l'armée; il représente l'assemblée souveraine dirigeant les opérations militaires du sein de ses comités, ou par la voie de ses représentants en mission, ou même en séance publique.

Il semble qu'en tout ceci l'historien cède souvent la place au polémiste et n'évoque les grands ancêtres que pour condamner les dirigeants de la troisième république. Or on ne doit point mettre l'histoire au service d'un parti, et ce qu'on appelle des précédents ne sont trop souvent que des faux semblants :

loin de moi l'idée de diminuer le grand mérite de la Révolution : avec la maxime audacieuse de Danton elle a sauvé le pays; mais l'armée improvisée de 1793 ne peut guère soutenir la comparaison avec l'armée minutieusement préparée de 1914; les jeunes chefs pleins d'ardeur qui conduisirent les volontaires à la victoire auraient peut-être éprouvé quelques difficultés devant une armée aussi expérimentée et des chefs aussi énergiques que ceux qui nous sont actuellement opposés. Que Saint-Just et Carnot à plus forte raison se soient cru autant de génie militaire que Marceau ou Pichegru, on peut l'admettre; mais il ne s'ensuit pas fatalement qu'un parlementaire de nos jours puisse discuter avec un professeur de tactique appliquée à l'École de guerre.

Enfin pourquoi M. M. veut-il ignorer l'influence des circonstances extérieures sur nos victoires? Pourquoi nie-t-il, dans ses conclusions, les divisions pourtant manifestes des coalisés? pourquoi traite-t-il de réactionnaire (que vient faire ici la réaction!) l'historien qui montre le spectre de la Pologne arrêtant le Prussien sur la route de Paris: les lumineuses pages de Sorel, notre maître à tous, ne sont-elles plus dans sa mémoire, ou feint-il de les ignorer?

Les leçons de l'histoire sont fécondes, il est vrai, mais à condition de ne pas vouloir faire de transpositions impossibles : la Révolution a sauvé la France de l'étranger au milieu de la plus terrible tempête; c'est son éternelle gloire; le gouvernement et les armées de la République sauveront la France en 1916; les méthodes seront différentes parce que le temps et les circonstances le sont, mais le mérite n'en sera pas moindre qu'il ne le fut en l'an II.

PIERRE RAIN.

Impressions de guerre de prêtres soldats recueillies par **Léonce de Grandmaison.** Paris, Plon. 1 vol. in-16 de III-332 p., 1916.

Ce livre complète fort heureusement la série si nombreuse des « Impressions de guerre ». Un fait, pourtant, le caractérise c'est que toutes ses pages ont été rédigées par des religieux, prêtres ou décidés et destinés à le devenir dans un prochain avenir. Il nous apparaît donc, malgré l'infinie variété des récits qui s'y développent, dans le cadre d'une admirable unité. Et cette unité s'applique à la mise en valeur de l'esprit, du moral des combattants. C'est aussi le triomphe de tous les sentiments religieux s'élevant vers un au-delà mystique et réparateur des injustices, des souffrances, des atroces agonies.

Trois parties bien distinctes dans l'ouvrage. La première pleine de récits faits au jour le jour des batailles qui s'étendent de la Marne à l'Aisne, en Alsace, à Carency, à Notre-Dame-de-Lorette, à Nancy. La deuxième qui relate les impressions et les tourments ressentis pendant les heures d'une dure captivité allemande. La troisième enfin sorte d'héroïque conclusion qui contient trois épisodes de guerre tout à fait poignants et dramatiques.

Le plus grand souci de l'exactitude, anime toutes ces lignes et le lecteur constatera jusqu'où va dans cette œuvre sinon le pardon du crime, du moins l'oubli de soi quand au milieu du récit de tant d'atrocités vécues, justice est quelquefois rendue à certaines bonnes actions allemandes en termes tout à fait généreux et touchants.

Précieux et instructif à tant de titres, ce volume l'est surtout par la constante élévation des sentiments qui y sont exprimés, par l'enthousiasme admirable qui se dégage du récit des hauts faits de tant d'apôtres pleins de l'esprit de foi et du patriotisme le plus entraînant,

Un des témoins en même temps que peintre de ces tableaux fragmentés d'histoire ou plutôt de barbarie, nous raconte l'effroyable situation de ceux qui derrière les mottes de terre perpétuellement bouleversées sont arrosés d'acier, enterrés vivants, ébranlés par de foudroyantes commotions, éclaboussés de cadavres en putréfaction dont les obus recouvrent les survivants et dont l'odeur fétide s'attache à la barbe et aux vêtements. Et après tant d'horribles détails il conclut en ces termes : « tenir, tenir toujours sans un mot, sans une plainte, sans avoir même l'idée de s'en aller, n'est-ce pas le summum de l'héroïsme? »

Cela je l'ai vu réalisé par ces hommes et avec quelle abnégation toute simple, quelle ignorance émouvante de leur propre grandeur! Oui vraiment ici, il faut le redire : « Que la France qui se bat est belle! » H. DE MONTARDY.

Alejandro Alvarez. — *La grande guerre européenne et la neutralité du Chili.* 1 vol. in-8, 302 p., Paris, Pedone, 1915.

L'ouvrage de M. Alvarez est divisé en deux parties tout à fait distinctes. La première partie a pour titre : la grande guerre européenne et le droit international; a seconde est intitulée : la neutralité du Chili et le droit international.

Dans la première partie, l'auteur, après avoir recherché les causes lointaines de la guerre, s'attache à dégager les leçons que l'Europe devrait tirer de cette catastrophe en vue d'une organisation moins défectueuse des relations internationales, soit dans l'ordre politique, soit dans l'ordre juridique. Il met en regard de la situation du continent européen, la situation politique de l'Amérique et le droit international américain et il examine l'attitude que devrait prendre et les services que pourrait rendre l'Amérique pour la reconstitution du droit international.

Dans la deuxième partie, M. Alvarez étudie la manière dont le Chili a interprété et appliqué le droit international en vigueur, en matière de neutralité, et comment il a résolu les questions pour lesquelles le droit positif ne fournissait pas de règles; il examine, en outre, certains cas qui n'ont pas été résolus en « cherchant à leur donner une solution surtout au point de vue américain ».

Le Chili se trouvait dans des conditions difficiles par suite de l'énorme étendue de ses côtes (plus de 4,000 kilomètres), qui eût exigé des forces maritimes considérables pour assurer une surveillance efficace de ses eaux. Les belligérants, au début de la guerre, ont été actifs dans l'Océan pacifique à proximité des côtes chiliennes. La distance considérable qui sépare le Chili de l'Europe, permettait aisément d'abuser de certaines règles admises en 1907, à la Haye, pour se procurer des moyens de combattre.

Le Chili entendait rester strictement fidèle aux devoirs de la neutralité. Il se trouva, plus d'une fois, en présence de problèmes délicats. Bien qu'il n'eût pas ratifié les conventions de 1907 sur la neutralité, il résolut de les suivre, « étant donné qu'elles sont inspirées par les principes du droit international universellement reconnus » (p. 156). Il en résultait que les navires de guerre belligérants étaient autorisés à prendre, dans les ports chiliens, le charbon nécessaire pour atteindre le port le plus proche de leur propre pays et comme ce port se trouvait en réalité à des milliers de kilomètres du Chili, il en résultait que ces navires de guerre pouvaient charger des quantités considérables de charbon, leur permettant non de retourner chez eux, mais de rester durant des semaines à croiser dans le Pacifique pour se livrer à des opérations de guerre » (p, 202) Un décret du 15 décembre 1914 supprima ou du moins réduisit la faculté dont il avait été fait abus, en disposant que les navires de guerre belligérants ne pourraient plus prendre dans les ports chiliens que « la quantité nécessaire pour atteindre le premier port, ayant un dépôt de charbon, de la nation voisine » (p. 203). Le même décret édictait diverses mesures en vue de remédier aux violations de neutralité que pourraient commettre des navires de commerce.

Il disposait notamment que « en cas de violation par un navire de commerce de quelqu'une des règles sur l'observation de la neutralité établies par le gouvernement de la République, il ne serait plus fourni de combustible dans les ports chiliens à aucun des navires de la compagnie à laquelle appartiendrait le navire qui aurait commis l'infraction » (p. 195). Cette mesure avait pour objet d'empêcher les navires marchands de prendre du charbon dans les ports chiliens pour ravitailler en combustible les navires de guerre en haute mer.

Des navires de la compagnie allemande Kosmos s'étaient livrés à cette opération de ravitaillement. Le gouvernement chilien prit le parti de les considérer comme des navires auxiliaires de la flotte allemande et de les interner s'ils ne quittaient pas les ports chiliens dans le délai de vingt-quatre heures (p. 210 et suiv.).

L'internement de ces navires souleva d'ailleurs un certain nombre de questions délicates (v. p. 211 et suiv. et 281 et suiv.).

La guerre, telle qu'elle est pratiquée par les sous-marins allemands, devait amener les navires de commerce à s'armer pour se défendre contre des attaques contraires au droit des gens. Le gouvernement britannique avisa le gouvernement du Chili en l'informant qu'il considérait « qu'un gouvernement neutre n'avait

pas le droit d'interner des navires de propriété britannique armés seulement pour leur propre défense, ni d'exiger d'eux qu'ils débarquent leurs canons avant de prendre la mer ». Le 7 juillet 1915, le ministre des Affaires étrangères du Chili répondit à la communication britannique : « Les ports chiliens recevront les navires marchands armés pour leur défense, lorsque les gouvernements respectifs communiqueront préalablement au nôtre le nom du navire qui voyage dans ces conditions, et quand l'itinéraire, le rôle d'équipage, la liste des passagers et des marchandises, de même que l'aménagement et l'armement de ce navire, démontreront qu'il s'agit, en effet, d'un navire de commerce qui n'est pas destiné à exécuter des actes hostiles, ni à coopérer à des opérations de guerre des flottes ennemies. Si un navire marchand arrive armé sans cet avis préalable du gouvernement, il sera considéré et traité comme suspect. Si, violant leurs déclarations, ces navires se livraient à des opérations de guerre contre d'autres navires marchands sans défense, ils seraient alors considérés et traités comme pirates, puisque le gouvernement du pays sous le pavillon duquel ils naviguent aurait déclaré formellement leur caractère exclusivement commercial, en ne les incorporant pas à sa flotte de guerre » (p. 258-260).

Ces quelques exemples suffisent sans doute à faire comprendre l'intérêt et la gravité des problèmes qu'expose M. Alvarez. L'auteur, exécutant les intentions qu'il a annoncées, ne se borne pas d'ailleurs à exposer les faits : il les juge avec le constant souci des enseignements à en tirer pour l'affermissement et le progrès du droit international. Dans les deux parties de son livre, cette préoccupation élevée ajoute de nouveaux éléments d'intérêt à ceux que les sujets comportaient en eux-mêmes. Elle imprime, en quelque sorte, à l'œuvre entière, la marque personnelle du jurisconsulte auquel ses ouvrages antérieurs sur le *Droit international américain* et sur la *Codification du droit international* avaient assuré une place à part dans la littérature juridique, en attendant que les fonctions de Secrétaire général de l'Institut américain de droit international lui donnassent l'occasion de jouer le rôle, très particulier et très important, auquel ses études l'avaient préparé. C. D.

SCIENCES POLITIQUES EN GÉNÉRAL
DROIT CONSTITUTIONNEL

F. Larnaude. — *Les sciences juridiques et politiques.* Paris, Larousse, une broch. in-18 de 75 p., 1916.

Ce fascicule est extrait d'une collection publiée à l'occasion de l'Exposition de San-Francisco sous le titre : *La Science française*, et sous les auspices de notre ministère de l'Instruction publique, qui a demandé « à nos plus éminents savants d'exposer, en de courtes mais substantielles notices, la part essentielle que la France a apportée au progrès scientifique ».

Le doyen de la Faculté de droit de Paris, M. Larnaude, était tout désigné pour rédiger le chapitre consacré aux sciences juridiques et politiques. Il l'a fait avec une magistrale concision. Il s'est efforcé de montrer dans les quelques pages qui lui étaient accordées que « sur bien des points dans le développement de ces sciences qui forme une part si capitale de la civilisation, « l'apport français ne le cède à aucun autre, que sur bien des points notre pays a joué le rôle de précurseur et dirigé l'orientation d'un grand nombre de nations ».

En même temps, par contraste avec certaines prétentions outrecuidantes d'autres centres intellectuels étrangers, l'auteur espère prouver « que la France n'a jamais entendu régenter les autres peuples, et que si certaines idées françaises ont par leur force d'expansion pénétré et pénètrent encore dans les constitutions et les lois de certains pays, acquérant ainsi un caractère d'universalité, c'est librement qu'elles s'y sont introduites et qu'elles s'y maintiennent ».

M. Larnaude a divisé son fascicule en paragraphes correspondant aux divisions principales d'un sujet bien étendu, et naturellement chacun de ces paragraphes ne peut guère être qu'une énumération chronologique et bibliographique soit des auteurs (ou orateurs principaux) en remontant jusqu'au moyen âge, soit de

leurs ouvrages, caractérisés par quelques mots[1] et rattachés à l'évolution générale des institutions et de la science. L'inconvénient forcé de ce genre d'exposés, c'est d'abord la brièveté qui entraine fatalement des lacunes, et ensuite la nécessité, parlant devant et pour des étrangers, de s'abstenir de critiques, et d'insister surtout sur les beaux côtés. Pour les époques récentes il y aurait bien à dire sur ou contre notre façon de légiférer, ou même les matières sur lesquelles on a inutilement ou dangereusement légiféré.

On avait proposé à un éditeur la publication d'un recueil des lois votées et non appliquées depuis quarante ans. Il a reculé, dit-on, devant l'importance de la publication. Il ne faut pas d'ailleurs toujours regretter leur non-application. L'éloge particulier que M. Larnaude fait du code marocain qui a été rédigé en quelques mois en dehors de toute assemblée législative par une réunion d'hommes compétents, peut passer pour une critique discrète de tant d'autres élaborations législatives, bruyantes et confuses.

Le fascicule se termine par une bibliographie étendue, sinon complète, divisée suivant les grandes circonscriptions du sujet. E. D'EICHTHAL.

A. Parke De Witt. — *The progressive Movement. A non-partisan, comprehensive discussion of current tendencies in american politics.* New-York, Mac Millan, 1 vol. in-8 de XII-376, p. 1915.

Le mouvement progressiste a été très vif, aux États-Unis, au cours des dernières années. Après avoir gardé longtemps l'apparence d'un débat de doctrine, il s'est manifesté subitement, et avec une singulière vigueur, comme une force politique effective, lorsque, à la fin du règne des républicains, les « insurgés » se séparèrent avec éclat du groupe principal du parti et lorsque, un peu plus tard, à la veille des élections présidentielles, M. Roosevelt prit la direction d'une campagne électorale à la tête d'un parti nouveau qui s'intitula délibérément « progressiste ». La lenteur de l'élaboration du progressisme, ses efforts parfois divergents, la mainmise d'un parti sur le nom qui le désigne habituellement ont beaucoup obscurci et compliqué le problème politique qu'il soulève, et M. B. P. De Witt nous rend un réel service en reprenant la question aux origines, en la développant dans toute son ampleur et en remettant à sa place chacun des éléments fort complexes qui la composent.

Ce travail est très bon, bien mené, avec une précision simple et claire qui documente le lecteur largement et sans peine. M. De Witt sait composer des chapitres brefs et substantiels, dont des introductions adroites rendent l'abord facile, et que ferment des conclusions nettes. On se sent, tout au long de cette lecture, guidé par une main sûre et experte, qui sait où elle va. D'où une impression de sécurité qui sera infiniment précieuse au lecteur novice. L'homme averti trouvera moins à apprendre dans un livre qui ne renouvelle pas la matière et ne prétend pas à la personnalité, mais il ne manquera pas cependant d'apprécier une étude qui, en replaçant sous ses yeux tout l'ensemble de la question, lui en donne comme le panorama général, avec le repérage de tous les points essentiels.

M. De Witt nous promet dans sa préface une étude impartiale. Il ajoute aussitôt, du reste, que l' « esprit de la rédaction a été sympathique ». En réalité, il est absolument gagné aux idées progressistes et sa sympathie pour elles va jusqu'à l'extrême limite de la bienveillance. Nous n'en prendrons pour preuve que ce qu'il dit du *recall* des juges et des décisions judiciaires tant dans l'État fédéral (p. 158 pass.) que dans les États composants (p. 235 pass.). L'auteur, qui passe du reste bien vite sur ces graves sujets — son rôle de vulgarisateur lui imposait sans doute cette rapidité — aurait pu signaler cependant les très nombreuses et sérieuses objections qui ont été faites au système. Celui-ci ne tend à rien moins qu'à la subversion d'un régime sous lequel l'Amérique a connu pendant plus de cent ans une admirable prospérité. Que le juge ait abusé

1. « Plus près de nous, écrit M. Larnaude, M. Boutmy, le fondateur d'une École où viennent se former, comme à la Faculté de droit, les hommes d'État du monde entier, fut le plus fin et le plus puissant peut-être des psychologues politiques. »

parfois de la procédure d'*injonction*, qu'il ait profité de ses attributions constitutionnelles pour paralyser une législation sociale dont on attendait beaucoup de bien, sont-ce là des raisons suffisantes pour précipiter dans la poussière une institution qui a, par ailleurs, fait ses preuves, et dont la masse un peu lourde sans doute, et lente, pourrait, à l'occasion, maintenir en équilibre une machine menacée de bien des secousses? Ce qui, pour nous autres Européens, paraît le plus déconcertant dans ce mouvement progressiste américain c'est, en effet, qu'il entreprend à la fois toutes les réformes. Il assiège les vieilles institutions par tous les côtés, et prétend en modifier en même temps toutes les parties. Direct primaries, initiative, referendum, recall, gouvernement des villes par commissions, autant de mesures décisives et graves qui démantèlent l'ancien système et lui substituent brusquement des moyens nouveaux. On voit bien, là dedans, l'effort vigoureux et impatient vers l'avenir, on n'y voit pas le souci de ménager une retraite à l'entreprise trop aventurée ni le scrupule de l'équilibre. Si une institution a, en Amérique, fait ses preuves, c'est le Banc judiciaire, et avant de le placer sans miséricorde sous la surveillance populaire il serait bien nécessaire de mesurer les conséquences d'une pareille résolution.

La rapidité avec laquelle M. De Witt passe sur ce grave sujet montre assez que toutes ses sympathies vont aux idées nouvelles. Ceci n'est point pour nous déplaire. Si son travail y perd quelque chose en profondeur critique, il y gagne en ampleur et en acuité de coup d'œil vers l'avenir. L'auteur développe avec complaisance tout le programme du progressisme et nous donne une bonne occasion d'en mesurer l'ambition. — Quel est donc ce programme? et quelles sont ces ambitions?

Le progressisme estime que la vieille constitution fédérale, et la plupart des constitutions d'États actuelles, ne répondent plus aux besoins d'une société dans laquelle l'activité économique met aux prises une population de salariés et des « intérêts » financiers ou mercantiles colossaux. Les assemblées représentatives, le Banc judiciaire, les agents exécutifs ne savent pas, ou ne veulent pas, prendre le parti des salariés contre les « intérêts ». A ce régime de gouvernement par des mandataires infidèles, il faut substituer le gouvernement direct par le peuple: au débat entre les multiples arguments invoqués par les spécialistes ou les intéressés, il faut substituer l'expression absolue, immédiate, imposante, décisive, de la volonté populaire. Nous assistons ici à une seconde floraison, très puissante et pleine de sève, de notre philosophie française du XVIIIe siècle. Ce n'est pas le seul cas qu'on en puisse citer. On voit justement la même chose en Angleterre où l'idée traditionnelle et purement empirique de la « liberté du sujet » semble prendre également, de nos jours, une force plus grande et chercher une légitimité de principe dans les conceptions générales de nos anciens auteurs. La volonté populaire, avec l'ingénuité, la logique parfaite et la sagesse infuse que lui prêtaient déjà les Encyclopédistes, va donc devenir l'*ultima ratio*. Répondant à tout et suffisant à tout, elle va faire jaillir le texte de loi de sa propre initiative, comme son seul veto suffira pour écarter toute loi que des législations maladroites prétendaient lui imposer. Mieux que cela : le jugement populaire ira fouiller les cas particuliers et tranchera dans le détail, comme la volonté populaire aura tranché du général. Le peuple pourra aller chercher un fonctionnaire à son bureau et l'enlever à ses dossiers, pour cause d'insuffisance; il pourra arracher un juge à son siège, pour cause d'incompatibilité d'humeur avec la nation; il pourra casser un arrêt de justice qui ne lui paraîtra pas « dans le fil du temps ». Que l'on se rende bien compte de la révolution qui se prépare : c'est l'opinion publique introduite, avec tout le poids formidable de sa masse inégale et inconstante, dans toutes les affaires de l'État: c'est une volonté tranchante, irritable et capricieuse, toujours prête à intervenir dans la vie nationale. Imaginez une autorité plus envahissante que celle de Louis XIV intervenant dans une vie nationale infiniment plus complexe que celle de notre France du XVIIe siècle. On ne peut réellement pas pressentir les résultats d'une pareille activité.

Mais ce que l'on peut bien voir, c'est la faiblesse initiale de la conception. Elle prétend corriger un régime d'opinion insuffisant, paresseux et parfois malfaisant par un système où l'opinion prendra plus d'activité encore. Elle ne voit pas qu'il s'agit moins de faire jouer l'opinion dans un nouveau système que de

la guérir de ses maux intimes et de ses tares congénitales. Car, en définitive, tout le mal vient de là et c'est en allant le chercher jusqu'en ces profondeurs qu'on pourra peut-être l'extirper. Les Assemblées légifèrent mal, les juges prévariquent parce que leurs commettants les ont choisis sans discernement et sans zèle, dans un moment fugitif de demi-attention entre de longues périodes de parfaite indifférence. Ce choix fut mauvais parce qu'il émanait d'une volonté mal éclairée, suggestionnée, paresseuse. Et cependant l'effort demandé était bien faible. Il eût suffi de quelques minutes d'attention un peu soutenue pour y voir clair et prendre une décision raisonnable. Et c'est à cette volonté, qui s'est montrée si peu active et si peu clairvoyante dans le simple choix de ses mandataires, que l'on va demander maintenant d'écarter le mandataire pour se substituer à lui? Tout à l'heure, elle n'avait qu'à lever le doigt, pour désigner, dans le groupe des candidats, celui qui lui convenait, et elle s'acquittait mal de cette démarche si simple. Vous allez maintenant lui confier le soin d'élaborer la loi? Vous allez lui faire rédiger, discuter, amender des codes, et celle qui, il y a un instant, savait à peine parler, va écrire, raturer, surcharger, confronter des textes? Mieux encore : vous ne lui imposerez pas seulement l'affreux pensum de la rédaction d'une loi — ce qui est à peu près aussi raisonnable que d'exiger d'un élève de sixième la composition d'une réplique au *De Officiis*, — vous prétendez lui faire commenter, discuter, infirmer ou confirmer des arrêts de justice? tâche que vous n'oseriez pas confier à tous les élèves diplômés dans l'année par votre École de Droit, de crainte qu'ils ne s'y montrent grotesques à force d'insuffisance. Et n'est-il pas trop évident, en définitive, qu'augmentant les fonctions de cette opinion myope, paresseuse et ignorante vous allez du même coup exagérer son incapacité et lui rendre plus nécessaires que jamais ses hommes de confiance habituels, *bosses*, *wire-pullers*, et autres mécaniciens de la célèbre machine qui tripoteront les textes de lois de l'initiative populaire, maniganceront les procédures des *referendums* et éplucheront les arrêts des juges en péril de *recall*, comme ils travaillaient déjà les élections dans le vieux système? Ils auront seulement un peu plus de besogne, et voilà tout.

Le remède aux maux actuels de la démocratie n'est pas dans ces systèmes dont une imagination fertile augmenterait aisément le nombre et la variété. Il est dans l'éducation des citoyens, tâche infiniment rude, et sans cesse contrariée, qu'un grand effort avance peu et que la moindre émotion met en péril, mais tâche indispensable et unique. Et si les combinaisons nouvelles des constituants américains peuvent avoir quelque avantage, c'est tout juste dans la mesure où elles contribueront, par la discussion qu'elles provoqueront dans la nation, à instruire et à moraliser celle-ci. M. Caudel.

W. H. Taft, Kent Professor of Law, Yale University. — *Popular government. Its essence, its permanence and its perils.* New-Haven, Yale University Press., 1 vol. in-12 de 283 p., 1913.

Il ne faut pas se laisser prendre à la modestie du titre qui suit le nom de l'auteur. Ce dernier n'est autre que l'ancien Président de l'Union américaine. M. Taft, descendu du pouvoir, est revenu à ses études favorites et faute de pouvoir reprendre sa place dans le prétoire, il est remonté dans une chaire. Les paroles qui tombent d'une bouche aussi autorisée méritent une attention spéciale. M. Taft est, à la fois, homme de science et praticien. Il a vu les deux côtés du savoir humain, dans la sérénité de la spéculation et dans les orages de la vie publique. Il observe, dans ce livre, les questions les plus graves qui se posent actuellement à la nation qu'il gouvernait hier. Les œuvres, sur ces matières, abondent actuellement. Presque toutes ont de la valeur. Certaines dénotent un talent peu commun. Celle de l'ancien Président des États-Unis se distingue par un ton particulier, une allure calme et pondérée, où l'on sent l'autorité de l'expérience et le jugement refroidi et distant de l'esprit qui a soupesé les faits et les hommes.

On sait à quelle crise est actuellement en proie l'esprit politique américain. Après avoir cru longtemps, avec une foi juvénile, dans la vertu de la Constitution de 1789 et dans les mérites absolus des institutions représentatives; après

avoir, pendant de longues années, cherché infatigablement, avec une fertilité d'invention, une richesse de combinaisons admirables, les remèdes aux maux trop réels dont ce régime souffrait, le voici qui se lance dans des voies nouvelles. Il retire sa confiance aux assemblées représentatives; il ne croit plus dans les vertus intrinsèques de la Constitution fédérale. Il se défie du régime de freins et de contrepoids qu'elle a institué. La corruption du « lobbyisme », l'influence des « intérêts », l'activité néfaste et effrontée de la « machine » lui ont rendu odieux un système qui semblait plein de promesses. Il cherche maintenant l'avenir dans le gouvernement direct du peuple, ménagé par des procédés radicaux comme l'initiative des lois, le referendum, la destitution des fonctionnaires et des juges, la cassation des arrêts de justice par décision populaire (Recall). C'est du moins la tendance marquée par nombre d'auteurs et, avant même que la doctrine eût élevé la voix, l'esprit d'entreprise de la nation avait déjà largement mis en pratique les nouvelles idées. Les États de l'Ouest connaissent maintenant pour la plupart l'Initiative, le Referendum et le Recall qui, à l'heure actuelle, par une sorte de reflux, semblent vouloir gagner l'Est.

M. Taft s'élève contre ce mouvement. Il le fait avec vigueur et bon sens, en y apportant le ton mesuré et aussi l'autorité d'un ancien magistrat. Il tient pour la vieille constitution, et pour les institutions représentatives, pour l'indépendance du juge et le respect des sentences judiciaires. Il reconnaît volontiers que les Représentants, les Gouverneurs et les Juges n'ont pas toujours agi comme il eût convenu, mais il s'empresse d'ajouter que cela ne préjuge rien du mérite des institutions dont ils ont méconnu le caractère, et qu'il serait peu sage de prendre prétexte des défaillances des hommes pour ruiner les principes. Il croit fermement que les idées nouvelles, si séduisantes qu'elles paraissent d'abord, sont incapables de légitimer et d'animer des principes équivalents. Dans tous ses raisonnements il donne la nuance exacte de l'opinion républicaine modérée dont il fut longtemps le représentant le plus autorisé.

Il dit des choses très sages, comme celles-ci : le gouvernement populaire n'est pas une fin, mais un moyen; — le seul remède efficace aux maux de la démocratie est un suffrage éclairé et moralisé; — il ne faut pas entendre par le *peuple*, toute la foule qui roule sur la place publique, mais les capacités qui y paraissent, et le vrai gouvernement populaire sera toujours un gouvernement par la minorité; — il n'y a de vrais réformes que celle qui doit tourner au bien de la société tout entière; — il est profondément illogique de demander à un électeur qui se tire si mal de l'opération si simple du choix entre deux personnes d'assumer la tâche délicate d'apprécier l'opportunité, la portée et les conséquences d'un long texte de loi, et la tâche redoutable de reviser un arrêt judiciaire.

Et, si l'on y fait attention, on verra sans peine que l'auteur reste attaché au vieux système, moins par esprit de tradition que par le sens des réalités pratiques. Il prend sans doute son point d'appui sur cette raison qui eut jadis tant de poids chez les Anglo-Saxons : « Cela doit être parce que cela a déjà été », mais il trouve ses meilleurs arguments dans une région plus pratique et éclairée uniquement des lumières de l'expérience. La supériorité du régime représentatif lui apparaît surtout en ceci qu'il laisse à la réflexion le temps de s'exercer, et qu'il permet la mise au point d'une décision.

Ce qui le choque le plus, dans les nouveaux systèmes, c'est leur brutalité tranchante qui découpe la loi, à l'emporte-pièce, comme le ferait une machine. Il trouve cela irrationnel, dangereux, impraticable. La vie d'une grande nation ne peut s'accommoder de pareils procédés, qu'un homme d'affaires réprouverait dans ses bureaux. M. Taft dénonce justement, dans ces allures catégoriques et cassantes, un retour aux errements du passé et non un progrès vers l'avenir. Peu lui importe que ces gestes sabreurs viennent du peuple au lieu de venir d'un Roi. En pareille affaire, c'est le geste qu'il faut voir et non celui qui le fait. Et cette observation judicieuse nous met au cœur de la question et nous en révèle la permanence, en tous temps et tous lieux : Démocratie, Oligarchie, Monarchie, peu importe. Ce qu'il faut toujours, c'est éclairer le souverain, et défendre contre ses entreprises l'administré mal armé ou la minorité persécutée.

M. C.

ADMINISTRATION. — FINANCES

Gaston Jèze, professeur adjoint à la Faculté de Droit de Paris. — *Les finances de guerre de la France.* — Paris, Giard et Brière, 1 vol. in-8 de 297 pages.

Dans l'introduction de cet excellent ouvrage, M. Gaston Jèze présente des considérations générales sur la situation financière de la France à la veille de la guerre. Il montre nettement les erreurs commises depuis plus de dix ans : Budgets présentés normalement en déficit, emploi d'expédients financiers destinés à établir l'équilibre sur le papier, en engageant l'avenir. Ces faits sont d'ailleurs trop connus pour que M. G. J. y insiste longuement : il constate simplement que tous les partis politiques ont toujours reculé devant l'application d'un système financier donnant l'image sincère de la situation budgétaire réelle. Partant du même ordre d'idées, M. G. J. attribue la crise financière aux atermoiements et retards qui ont empêché le vote de l'impôt général sur le revenu. M. G. J. est un partisan de la contribution personnelle à l'exclusion des impôts de consommation. Il a dès maintenant satisfaction puisque l'impôt sur le revenu est voté définitivement. Peut-être, lors de la liquidation de la crise européenne actuelle, sera-t-on très heureux de se procurer des ressources, grâce aux taxes de consommation si décriées par M. G. Jèze.

M. G. J. passe ensuite en revue les besoins financiers de la France avant et pendant la guerre. C'est un travail très consciencieusement fait. La partie principale de l'ouvrage est purement juridique. Etudiant les pouvoirs financiers conférés au gouvernement pendant la guerre M. G. J. examine en détail la loi du 5 août 1914. Il démontre que ce texte est inconstitutionnel et juridiquement inexistant. C'est la conséquence de la précipitation avec laquelle la loi a été votée. Dans ce chapitre l'auteur est sévère pour le gouvernement et le législateur d'août 1914. Il fallait parer au plus pressé et ne pas perdre son temps dans des subtilités juridiques en épiloguant sur les textes.

Dans la troisième partie M. G. J. examine les mesures financières prises par le gouvernement depuis le 1er aout 1914. Il indique comment la Trésorerie peut être alimentée grâce aux avances de la Banque de France. M. G. J. passe en revue la combinaison des Bons de la Défense Nationale et des Obligations. Il étudie plus longuement la liquidation du 3 1/2 p. 0/0 amortissable. Toutes les fautes commises dans l'année qui a précédé la guerre apparaissent dans les pages écrites par M. G. J. Ce malencontreux emprunt a faussé la situation du marché financier en juillet 1914. Il a été la cause de l'infériorité manifeste dans laquelle la place de Paris s'est trouvée au 1er août 1914. L'auteur ne nous cache pas la vérité et il délimite les responsabilités de chacun, ministres et établissements de crédit. C'est encore un passage très intéressant d'histoire financière. Seulement la conclusion de M. G. J. nous parait inadmissible. Il trouve que cette liquidation du 3 1/2 p. 0/0 s'est faite dans des conditions onéreuses pour le Trésor et sans avoir eu l'approbation du Parlement. Ici, de nouveau, l'auteur nous apparait comme un très brillant professeur, habile à soutenir les théories qu'il expose à grand renfort d'arguments d'inégale valeur, mais toujours fort bien développés.

En réalité, il y aurait mauvaise grâce à critiquer les conditions dans lesquelles est faite cette liquidation de l'emprunt 3 1/2. Il fallait à tout prix préparer le chemin à un grand emprunt national dont l'échec eût été un désastre pour le crédit de la France. De même, il fallait, de toute nécessité, faire disparaitre les traces d'une opération mal engagée, venue trop tard sur un marché déjà désorganisé.

HENRY SCHUHLER.

Gaston Jèze, professeur adjoint à la Faculté de Droit de Paris. — *Les principes généraux du Droit administratif*, 2e édition, entièrement revue et considérablement augmentée. *La technique juridique*; *la notion de service public*; *les individus au service public*. Paris, Giard et Brière, XLVIII-543 p., 1914.

La première édition des *Principes généraux du Droit administratif* a paru en

1904. L'accueil du public a été très favorable. Dès la première année, l'ouvrage était épuisé. L'auteur, sollicité de donner une seconde édition, n'a pas voulu le faire avant d'avoir, par de nouvelles recherches et de nouveaux travaux, recueilli les éléments d'un traité complet, qui contiendrait non seulement quelques-unes des grandes théories du droit administratif français, mais l'ensemble des principes généraux.

C'est dans ces conditions, après avoir professé à la Faculté de Droit de Paris pendant plusieurs années le cours de droit public de licence, que le professeur Jèze a donné en 1914 un premier volume dans lequel il expose les procédés de la technique juridique, la notion du service public et les individus au service public.

L'originalité de ce livre consiste en ceci que l'auteur ne vient pas, après tant d'autres, analyser les textes des lois et des règlements relatifs à l'organisation administrative française générale, locale ou spéciale. Cette organisation est supposée connue. On ne cherchera donc dans ce traité la description d'aucune institution publique : organisation de l'État, des départements, des communes, des principaux établissements publics, des tribunaux, etc. Il n'y a qu'un exposé de principes juridiques, de ceux qui sont invoqués devant les tribunaux pour résoudre les procès soulevés par l'organisation et le fonctionnement des services publics.

C'est donc un livre, non pas de politique, mais de droit. Il est essentiellement *pratique*. C'est une synthèse de la jurisprudence des tribunaux, et, en particulier, des arrêts du Conseil d'État et du Tribunal des Conflits. Des notes très copieuses et très abondantes reproduisent le texte des passages essentiels de tous les arrêts cités. Ainsi l'ouvrage repose sur une documentation précise; il échappe à la critique souvent faite à certains jurisconsultes de substituer des vues personnelles aux solutions consacrées par la pratique et la jurisprudence.

D'autres volumes suivront. L'auteur a en effet pris pour méthode de faire d'abord à ses étudiants l'exposé de ses travaux avant de les présenter au grand public sous la forme d'un volume. Et c'est ainsi qu'ont été publiés en 1913 et au début de 1914, sous le nom de Cours de Droit public 1913-1914, les deux séries d'études que l'auteur a depuis lors réunies sous le titre de *Principes généraux du Droit administratif*. Le succès de ces publications partielles a été considérable, car les fascicules à peine parus furent épuisés. Nul doute que la nouvelle publication ne rencontre auprès du grand public la même faveur.

Dès sa préface, M. Jèze rend hommage au grand esprit de libéralisme qui anime aujourd'hui notre haut tribunal administratif, le Conseil d'État : il constate les sérieux progrès réalisés dans la voie d'une meilleure adaptation des solutions jurisprudentielles aux nécessités et aux aspirations sociales et politiques de notre époque. Il regrette toutefois que la terminologie usitée, empruntée tout entière au droit privé, fasse obstacle en quelque sorte, par les idées fausses qu'elle évoque, au libre développement des théories nouvelles de la jurisprudence. C'est ainsi, dit-il, qu'on parle encore de contrat administratif, de mandat de droit public, de tutelle administrative, de propriété publique, de droits de puissance publique, de l'état de minorité des communes et établissements publics, etc., alors qu'il n'y a en réalité aucune correspondance à établir entre ces expressions et celles du droit privé qui leur sont analogues. Il serait donc souhaitable de renoncer à cette terminologie qui prête à confusion. Et, de fait, le professeur Jèze prend l'initiative de la réforme en usant couramment, au cours de son ouvrage, d'expressions nouvelles, telles que celles d'individus au service public ou d'actes-conditions.... Malheureusement, si pareille initiative est louable pour l'énergie qu'elle manifeste, il faut bien avouer que les termes nouveaux choisis déroutent un peu le lecteur et ne sont pas toujours d'une expressivité propre considérable.

Dans un livre premier, le professeur Jèze étudie la technique juridique. Il commence par opposer les deux points de vue auxquels on peut se placer lorsqu'on étudie les problèmes du droit administratif : le point de vue essentiellement juridique et le point de vue économico-politico-social. Passant ensuite en revue les diverses situations juridiques dans lesquelles on peut se trouver, il en distingue deux catégories : les situations générales, impersonnelles, objec-

tives, qui se caractérisent par leurs qualités d'être les mêmes pour tous les citoyens, d'être permanentes, essentiellement modifiables par la loi et de ne pouvoir faire l'objet d'une renonciation générale absolue (tel est le cas pour la situation de national), et les situations juridiques individuelles, subjectives, qui ont des caractères entièrement opposés. Quant aux actes juridiques eux-mêmes, qui créent ou modifient ces situations, on peut les diviser en quatre catégories : les actes législatifs ou réglementaires, qui créent des situations juridiques générales, impersonnelles; les actes créateurs de situations juridiques individuelles; les actes-conditions, qui appliquent à des individus des statuts légaux, conditions d'exercice de pouvoirs légaux; enfin les actes juridictionnels, qui constatent avec force de vérité légale une situation juridique, un fait ou la légalité d'un acte. Après avoir exposé une théorie générale des sanctions que comportent les irrégularités entachant les actes juridiques, l'auteur traite du retrait de ces actes et de la possibilité de les modifier après coup. Il termine enfin son livre premier en se demandant s'il y a vraiment des actes qui, par leur nature juridique, ne sont pas susceptibles de recours juridictionnel. C'est la question de la théorie politique des actes de gouvernement. Le professeur Jèze se rallie à cette théorie, en déclarant toutefois qu'elle a bien perdu de son importance et que les actes de cette nature tendent à disparaître chaque jour de plus en plus.

Nous nous en voudrions de ne pas relever dans cette partie du travail une affirmation quelque peu étonnante, en ce moment-ci surtout. M. Jèze soutient que, à raison de l'impossibilité pour un gouvernement de lier à tout jamais les générations futures par des actes législatifs ou réglementaires, on doit décider que l'État a toujours le droit de revenir sur l'immunité fiscale accordée aux porteurs de rente nationale et qu'on doit reconnaître au gouvernement le pouvoir de supprimer cette immunité. Nous nous permettons de faire remarquer à l'auteur que, même en admettant le principe général qu'il formule et qui se justifie très bien par des raisons supérieures d'intérêt public, il n'y a pas lieu d'en faire l'application à la question de l'immunité de la rente. L'État n'est pas lié à tout jamais, en effet, puisqu'il a toujours la faculté de rembourser ses créanciers quand bon lui semble. Il n'a donc qu'à procéder comme pour une conversion et donner le choix aux rentiers entre l'imposition ou le remboursement. Les deux hypothèses sont à rapprocher : l'imposition d'une rente jouissant de l'immunité n'est-elle pas, d'ailleurs, tout simplement, une conversion déguisée?

Dans un second livre, M. Jèze étudie la notion du service public. C'est vraiment la partie fondamentale de son ouvrage et celle où l'on puise le plus de renseignements utiles d'une pratique courante. Comme il le dit lui-même, en effet, dans son introduction, le droit administratif est l'ensemble des règles relatives aux services publics. Il passe en revue, avec beaucoup de pénétration, les diverses questions intéressant la notion de service public et celle du procédé de service public : établissements publics, établissements d'utilité publique; création, organisation et fonctionnement, suppression des services publics.

Enfin, dans un livre troisième, dont le volume paru ne comprend d'ailleurs qu'une partie, l'auteur se propose d'étudier la fonction publique et les individus au service public. Il aborde la question par une théorie générale de la fonction publique. On retrouve ici la distinction traditionnelle entre les agents du service public proprement dits ou fonctionnaires publics, les auxiliaires et les réquisitionnés. Mais la partie la plus intéressante est celle qui traite des fonctionnaires de fait et des effets juridiques des actes accomplis par eux. Les solutions jurisprudentielles sont longuement analysées, avec beaucoup de netteté; et, aux clartés d'un esprit très fin, on saisit aisément les motifs qui les ont inspirées et l'on voit s'élaborer peu à peu une théorie d'ensemble, que l'auteur qualifie trop modestement de simple essai. MAURICE EVESQUE.

Maurice Évesque. — *Le moratorium des dépôts en banque et des comptes courants*, avec préface de M. Yves Guyot. Paris, Alcan, 1 vol. in-8, 1915.

Cet ouvrage serait mieux intitulé *Les grands établissements français de crédit et la guerre européenne :* son projet principal est en effet l'étude critique du rôle joué par nos banques dans la vie économique et financière depuis

août 1914, et par suite excède de beaucoup la portée de la seule question du moratorium.

La première partie traite de la répercussion qu'a eue la guerre au point de vue financier dans les « trois principaux pays belligérants », c'est-à-dire la France, l'Angleterre et l'Allemagne. On s'explique d'autant moins l'exclusion de la Russie que dans une note, l'auteur a fait allusion aux efforts des financiers allemands pour paralyser d'avance, chez nos alliés, la mobilisation des capitaux. M. Évesque montre la situation peu favorable du marché français à la veille de la guerre : surabondance de titres mal classés, importance trop considérable des immobilisations dans les banques, gêne financière et budgétaire, puis il décrit brièvement les mesures prises par les autorités en vue d'atténuer les effets de la brusque suspension de la vie normale, en insistant un peu plus sur le moratorium des dépôts et comptes courants. En Angleterre, bien que les conséquences du conflit ne fussent pas moins inquiétantes, la crise a pu être enrayée et la reprise des affaires assurée plus facilement et plus rapidement, parce que l'organisation bancaire et boursière se prêtait mieux que chez nous à l'intervention de l'État. Cette dernière a été d'ailleurs aussi éclairée et mesurée qu'opportune. Quant à l'Allemagne, le plan de mobilisation financière y avait été préparé de longue date : tout un ensemble de mesures, élaboré à loisir, et tenu secret, fut soumis au Reichstag au moment voulu, de manière à mettre presque instantanément l'organisation économique du pays en harmonie avec les événements; d'autre part, plusieurs mois avant le conflit, les émissions étrangères avaient été interdites, de manière à réserver les capitaux disponibles pour le marché national; les grandes banques avaient limité les ouvertures de crédit, ne les continuant qu'aux éléments les plus solides de leur clientèle ; enfin l'émission des petites coupures avait fait rentrer l'or à la Reichsbank.

Son examen comparatif terminé, l'auteur analyse dans la seconde partie la politique suivie depuis le début de la guerre par nos grandes banques. Il expose un à un les griefs articulés contre elles par le public, et qui les visent, soit comme centre de dépôts des capitaux, soit comme intermédiaires pour le placement des titres. On les a notamment accusées de n'avoir pas su prévoir le conflit, d'avoir immobilisé une fraction trop considérable de leurs disponibilités, d'avoir abusé des émissions étrangères, spécialement de celles des fonds d'États, de présenter des bilans insuffisamment détaillés, etc. M. Evesque réfute ces accusations, ou du moins, sous certaines d'entre elles, établit qu'elles ont été singulièrement exagérées. En particulier il démontre l'inexactitude de la légende qui représente nos établissements de crédit comme ayant, à l'époque de la déclaration de guerre, une partie importante de leur actif immobilisée dans les caisses des banques austro-allemandes. Examinant ensuite leur rôle en tant qu'intermédiaires de placement, il les approuve d'avoir suivi les goûts manifestés par leur clientèle : à son avis, il convient de laisser les capitalistes libres de remployer leurs fonds comme bon leur semble; le gouvernement a simplement le devoir de leur donner un avis discret en refusant l'admission à la cote de toute valeur qu'il juge suspecte. Enfin il les lave du reproche d'imprévoyance : le Gouvernement et la Banque de France étaient mieux placés qu'elles pour discerner les signes avant-coureurs du conflit, et aurait dû les en aviser. Somme toute, l'auteur blâme seulement nos banques de ne pas dresser leurs bilans sous une forme plus analytique, et il exprime le désir que l'État, après la guerre, édicte certaines prescriptions à cet égard. Ce serait, nous semble-t-il, s'engager dans une voie périlleuse que de confier à la puissance publique une pareille mission; de plus, le secret des affaires s'accommoderait mal d'une réglementation comptable de caractère officiel.

M. Evesque estime que les difficultés financières et certaines mesures draconiennes qui ont été prises en vue d'y remédier, notamment le moratorium, auraient pu être évitées si malheureusement le conflit n'était survenu au milieu d'une crise économique générale dont notre pays est de tous celui qui avait le plus souffert. Cette assertion est entachée d'exagération. La vérité est que la mobilisation générale, intervenant brutalement, devait nécessairement bouleverser notre marché, à moins que nous n'eussions, à l'exemple de l'Alle-

magne, organisé nous aussi la mobilisation financière. Or tel n'était point le cas.

La conclusion expose, entre autres idées intéressantes, le plan des réformes que l'auteur voudrait voir introduites après la paix dans notre organisation bancaire. M. Evesque préconise notamment le développement du chèque comme instrument de crédit et de la compensation, suivant le système anglais, la création de banques spéciales pour favoriser l'exportation, et d'établissements chargés de dispenser le crédit au petit commerce et à la petite industrie. Il termine en repoussant énergiquement l'ingérence de l'État dans la gestion des sociétés financières.

Il convient de féliciter M. Evesque à la fois du choix de son sujet, auquel on ne peut dénier le mérite de l'actualité, et de la manière heureuse dont il l'a traité. Son livre, appuyé sur une documentation solide, témoigne de recherches patientes et approfondies ; il est toutefois regrettable que l'auteur n'ait pas consulté davantage les professionnels avant de tracer un plan de réforme bancaire. Tel qu'il est, il n'en présente pas moins un réel intérêt pour le lecteur d'aujourd'hui et pour celui d'après la guerre. MAURICE DEWAVRIN.

ANALYSES

A. Rousseau. — *L'Action des Alliés sur les mers.* Paris, Félix Alcan, 1 broch. in-8 de 98 p., 1916.

En une brochure intéressante, l'auteur fait l'énumération, par catégories, des faits de guerre accomplis sur mer depuis le début des hostilités. On y trouvera des renseignements utiles et sûrs.

M. Rousseau, en faisant le bilan des pertes subies de part et d'autre, montre que la supériorité des Alliés sur leurs adversaires est plus grande qu'en juillet 1914 : la maîtrise de la mer leur appartient sans conteste, avec tous les avantages qu'elle comporte.

Ernest Psichari. — *L'Appel des armes.* Paris, Oudin, 1 vol. in-16 de 324 p., 25e édition.

Si ce volume n'était qu'un roman, fût-il un très beau roman, nous n'aurions point lieu d'en parler ici. Il est mieux que cela : c'est un document, une déposition infiniment éloquente et précieuse sur l'esprit de notre armée, à la veille de la grande guerre. On trouve dans ces pages vibrantes et lumineuses toute l'âme des héros qui, à quelque temps de là, et l'auteur le premier, allaient tomber sur les champs de bataille de la délivrance. Simplicité d'âme et grandeur de cœur, confiance aux destinées nationales, abandon complet de la personnalité aux desseins suprêmes du commandement, esprit de sacrifice, obéissance passive, tout cela est ramassé dans ce livre en un tableau simple et magnifique. La forme est belle, d'une allure rapide et souple, qui sent encore la jeunesse, avec des mots heureux qui percent d'un seul coup au cœur de l'idée, des ellipses puissantes, une fraîcheur et un bonheur d'expression merveilleux.

Ashmead-Bartlett's. — *Despatches from the Dardanelles.* London, George Newnes, 1 vol. in-32 de 164 p., s. d., 1916.

Ce sont les lettres envoyées à son journal par le grand correspondant de guerre. On y trouvera toute la vérité et toute l'émotion du témoin oculaire et une déposition d'un rare intérêt pour l'historien de cette partie de la campagne des Alliés.

Paul Ginisty. — *Les Artistes morts pour la Patrie — (Août 1914-Décembre 1915)*, Préface de M. A. Dalimier, sous-secrétaire d'État des Beaux-Arts, Introductions de MM. Léon Bonnat, Bartholomé, Widor, Pascal et de Mme Bartet, Paris, Alcan. 1 vol. in-8 de 172 p., 1916.

Une pieuse pensée a conseillé à M. Paul Ginisty de dresser la liste d'un groupe des plus déplorables victimes de la guerre : les artistes enlevés en pleine production, et à l'heure où leur jeune talent donnait ses premières promesses. Il y a là un terrible et précieux holocauste. Il faut lire cette liste pour mieux comprendre la grandeur de nos sacrifices et nous affermir dans les résolutions inexorables.

Du Pont, Talleyrand and the French Spoliations. Communication faite par **M. Morison** à la Massachusetts Historical Society, séance du 11 novembre 1915. (Bulletin de la Société, novembre 1915.)

M. Morison publie un certain nombre de documents, qu'il a consultés aux Archives du quai d'Orsay, et qui sont relatifs aux relations de la France et des États-Unis en 1798. A cette époque, la conduite de corsaires français, ou

d'individus se disant tels, à l'égard du commerce de mer américain faillit provoquer un conflit entre les deux républiques. Le document le plus intéressant est une longue lettre de Du Pont, consul de France à Charleston, adressée à Talleyrand, ministre des Relations extérieures, dans laquelle on trouvera des détails sur les actes des corsaires français et des vues politiques intéressantes sur les conséquences d'une rupture entre la France et les États-Unis.

G. Roupnel. — *Une guerre d'usure : la guerre de Sécession.* Paris, Didier, 1 broch. in-8 de 46 p., 1916.

Cette publication, extraite de la *Grande Revue*, a fait quelque bruit en son temps, et fort justement. L'auteur établit entre le conflit actuel et la guerre de Sécession une comparaison d'un très réel intérêt, qui le conduit à des conclusions fort encourageantes pour nous.

Charles Dupuis. — *L'Avenir du Droit international.* Paris, Alcan, 1 broch. in-8 de 23 p., 1915.

Nos lecteurs ont eu, dans un de nos récents numéros, la primeur de cette étude, pleine de pensées bien déduites et personnelles. La presse quotidienne lui a consacré une attention peu commune. Sa publication en brochure est la consécration d'un succès dont nous félicitons vivement l'auteur.

Lucien Hubert. — *L'effort brisé.* Paris, Alcan, 1 broch. in-8, 1915.

Cette courte brochure, claire et vigoureuse, a pour objet de dépeindre à grands traits le brillant édifice économique que l'Allemagne achevait d'ériger à la veille de la guerre et d'en signaler les points faibles. Le besoin d'expansion qui poussait nos ennemis à étendre leur influence au dehors était pour leur progrès industriel un aiguillon puissant. M. L. H. a groupé les chiffres les plus caractéristiques de l'activité économique allemande; non seulement ceux de la production mais aussi ceux de l'importation et des prix. La hausse très sensible de ces derniers entre 1894 et 1914 et les plaintes qu'elle provoquait alors en Allemagne permet de présumer combien la cherté infiniment plus forte qui affecte depuis la guerre certains produits de première nécessité doit être cruellement ressentie outre-Rhin. L'auteur rappelle que l'Allemagne doit faire appel à l'étranger pour s'approvisionner en céréales, textiles, corps gras, caoutchouc, etc. Malgré ses efforts et son organisation réaliste, elle ne peut donc prétendre dominer le monde au point de vue économique, encore moins qu'au point de vue militaire :

E. B. D.

E. Sona. — *La vérité sur la guerre.* Paris, 1 broch. in-8 de 23 p.

L'auteur prétend trouver la principale explication des événements de 1914 dans les abus du crédit, — en particulier du crédit à l'exportation, — auxquels les hommes d'affaires allemands s'étaient laissé aller : leur gouvernement aurait préféré une solution militaire à une crise économique et sociale. Si M. E. S. cède avec une certaine facilité au goût du paradoxe et ne soumet pas ses arguments à une critique très sévère, on a du moins plaisir à constater le caractère original et suggestif des aperçus qu'il développe et auxquels il manque surtout d'être ramenés à leur rang d'importance relative.

E. B. D.

Vincenzo Tangorra. — *Trattato della Scienza della financia.* 1er vol.; 1 vol. in-8 à la Societa editrice libraria. Milan, Via Ausonio, 1915.

Le volume que vient de publier M. Tangorra présente un double intérêt pour les lecteurs français :

1° Il renferme tout d'abord un exposé très complet de la science financière et des problèmes si importants que cette science a posés ou résolus.

2° Il nous donne des renseignements précis, puisés aux meilleures sources, sur l'organisation financière de l'Italie et son régime fiscal. Cette dernière partie nous a paru tout spécialement instructive et intéressante. Il serait à souhaiter que l'éditeur italien fît traduire le travail de M. Tangorra, en le condensant peut-être, mais en conser-

vant surtout, pour les lecteurs français, tous les développements relatifs à l'organisation financière de la Péninsule. — Ce serait un guide excellent pour tous ceux — et ils sont nombreux — qui aiment à se renseigner en jetant un regard au-dessus de nos frontières.

D. Zolla.

Louis Lumet. — *La défense nationale. Un an de guerre. Discours. Circulaires. Documents officiels.* Paris, de Boccard, 1 vol. in-16, 1915.

En face d'un peuple qui, par un miracle de santé, continue sa vie naturelle coutumière avec, en moins, cette sorte de trépidation fébrile qui le faisait mal juger par ses ennemis, comment s'est comporté son gouvernement, la Chambre et le Sénat? Tel est l'objet de ce livre qui, sans prétentions, se borne à reproduire d'une façon très méthodique et très intelligente, les divers actes parlementaires ou officiels de cette période troublée.

Fort heureuse idée qui, ainsi, nous rend possible de trouver réunis en un petit volume fort ingénieusement disposé des documents épars dans les recueils les plus volumineux et les plus variés.

H. M.

A. Dastre. — *La Vie et la Mort.* Paris, Ernest Flammarion, 1 vol. in-16, 1915.

Livre tout de science, écrit, nous dit l'auteur, pour deux espèces de lecteurs : pour ceux, d'abord, qui possédant simplement une culture générale, ont la curiosité de connaitre le mouvement des idées en biologie; pour ceux ensuite qui sont « des professionnels de la physiologie ».

L'ouvrage nous expose toute la philosophie de la science qui s'occupe des phénomènes de la vie et de la mort. Il nous précise les notions fondamentales de la vie et celles de la matière. En effet, entre les corps vivants et le monde inorganique, les enseignements d'une science récente et, paraît-il, bien informée, tendent à jeter un pont. Aujourd'hui, on prononce délibérément dans certains milieux scientifique les mots de « vie de la matière ».

Des analogies et des ressemblances surgissent entre les deux règnes de la nature. Bien plus, il serait démontré que les traits caractéristiques des êtres vivants ont des équivalents plus ou moins frustes chez tous les êtres bruts ou chez certains d'entre eux.

Si l'immortalité existe chez les protozoaires, chez l'homme, hélas! moins heureux, il n'y a, à sa place, que l'instinct de la mort, conséquence des diverses désharmonies et d'une vie physique insuffisamment réglée par la nature.

H. M.

Colonel Colin. — *Les grandes batailles de l'histoire. De l'antiquité à 1913.* Avec 46 plans de bataille. Paris, Ernest Flammarion, 1 vol. in-16, 1915.

Ce livre, qui a été écrit avant l'ouverture des hostilités, contient deux parties bien distinctes : celle de récits historiques très précis, celle de l'imagination, celle du rêve.

Quelques-unes des batailles les plus célèbres et les mieux connues ont été prises comme objet d'études : Marathon, Arbelles, Cannes, Zama, Pharsale, Bouvines, Rocroi, Valmy, Iéna, Waterloo, Gravelotte, Moukden, Lule-Bourgas. Dans cette partie, la moins originale mais qui contient les plus sûrs renseignements, nous verrons ce qu'a été suivant les époques une grande bataille, ce qu'on raconte sur chacune d'elles, ce qu'il faut en penser.

Dans l'autre partie, le colonel Colin résume quelques prophéties pour un avenir qu'il ne croyait certainement point si proche, établissant, après les exemples donnés, les principes de sa doctrine.

Curieuse sensation pour le lecteur quand il parcourt le chapitre intitulé : « La bataille de l'avenir », et qu'il compare les prévisions d'hier avec les terribles résultats d'aujourd'hui.

Cet ouvrage, consciencieusement traité par un homme très épris de son métier, prévoit bien des choses et contient de fort utiles enseignements.

H. M.

W. G. Sharp et G. Hanotaux. — *Le secours américain en France.* Biblio-

thèque France-Amérique. Paris, Alcan, 1 broch. in-8 de 60 p., 1915.

Recueil des discours prononcés à la Sorbonne, le 29 mai 1915, lors de la remise par M. G. Hanotaux au peuple américain, en la personne de M. W. G. Sharp, ambassadeur des État-Unis, de l'album destiné à être déposé au Capitole de Washington en commémoration de la générosité américaine à l'égard des victimes de la guerre.

Paul Fauchille. — *La Guerre de 1914. Recueil de documents intéressant le droit international.* Tome 1, Paris, Pédone. 1 vol. in-8 de 414 p., 1916.

Cette publication est appelée à rendre les plus grands services, en groupant les documents qui concernent le droit international dans la guerre actuelle. Ces documents relatifs, soit aux actes des belligérants soit aux rapports entre belligérants et neutres, étaient disséminés jusqu'ici dans les publications les plus diverses. Il sera très précieux de les trouver réunis dans un recueil unique qui donne, dès à présent, les textes les plus importants des années 1914-1915 et qui donnera, dans des volumes ultérieurs, et les documents futurs et les documents du passé qui n'ont pas encore reçu une publicité suffisante pour parvenir à l'auteur du Recueil. Les recherches sont facilitées par deux tables : la première classe les documents par pays et, pour chaque pays, par ordre chronologique; la deuxième, établie par ordre de matières, permet de trouver, sur chacune des questions traitées dans les documents, le texte ou les textes à consulter.

C. D.

J. Silvestre. — *L'Insurrection de Gia-Dinh. La révolte de Khôi* (1832-1834). Hanoï, *La Revue Indochinoise*, 1 broch. in-8 de 35 p., 1915.

M. Silvestre nous donne le récit d'un des événements les plus importants de l'histoire indochinoise au XIXe siècle, l'insurrection survenue dans la basse Cochinchine et qui se termina par la prise de la citadelle de Saïgon, après un siège de trois ans. Il a conduit cette étude avec la science qu'on lui connaît des questions indochinoises, son souci habituel de l'exactitude, son sens très sûr de l'esprit oriental. Nous trouvons, dans ce récit documenté, un tableau singulièrement vivant des conditions politiques de la Cochinchine avant l'entrée en scène des Français. Il fait comprendre à merveille tout ce que ces populations ont gagné à passer de la tyrannie annamite sous notre autorité.

Abbé Wetterlé. — *L'Allemagne qu'on voyait et celle qu'on ne voyait pas.* Paris, édition française illustrée, 1 vol. in-16 de IX-316 p., s. d., 1916. — *Propos de guerre* (2e série), Paris, id., 1 vol. in-16 de VI-330 p., s. d., 1916.

Le plus éminent des représentants de l'Alsace qui soit en France depuis la guerre, travaille inlassablement à faire mieux connaître son pays, à éclairer les Français sur la vie de l'Allemagne avant les hostilités. Le deuxième volume des *Propos de guerre* contient des articles du plus vif intérêt : les portraits que l'écrivain y trace de l'empereur, du « louveteau », de M. de Bethmann-Hollweg ou du prince de Bulow, de Dernburg, de Basserman ou d'Illidebrandt sont tous d'une originalité et d'une netteté de traits remarquables; celui du grand leader du centre, l'arriviste et balourd Erzberger, est un des plus curieux. On comprend, à parcourir cette galerie, comment, du plus petit au plus grand, tous furent en Allemagne atteints, depuis le début du XXe siècle, de la mégalomanie nationale qui les a conduits au suicide.

En homme qui connaît les gens et les choses dont il parle, l'abbé Wetterlé a décrit dans *l'Allemagne qu'on voyait et celle qu'on ne voyait pas* la vie politique, industrielle, militaire, religieuse, mondaine de l'empire; il montre comment, derrière de somptueuses façades, se dissimulent d'imperfections, de vices même de construction; comment le pays de Luther est resté hypocrite jusque dans ses manifestations religieuses; s'il déplore que la France n'invoque pas officiellement, dans ces graves circonstances, la protection divine, il s'indigne de ces pharisiens qui ont toujours le nom de Dieu à la bouche et agissent en malfaiteurs.

P. R.

Paul-Albert Hilmer. — *France-Alsace.* Paris, édition française illustrée, 1 vol. in-16 de XVI-316, p. s. d., 1916.

Divisé en trois parties distinctes, le passé, le présent, l'avenir, le petit ouvrage de l'éminent avocat de Colmar, nommé depuis la guerre vice-président de la commission interministérielle des Alsaciens-Lorrains, est, comme ceux de l'abbé Wetterlé, un des plus utiles à répandre. Après avoir rappelé les longues souffrances de l'Alsace sous le joug allemand, il étudie tour à tour le statut des Alsaciens-Lorrains pendant la guerre et l'avenir qui doit leur être réservé dans leur nouvelle patrie; ils doivent y rentrer de plein droit sans qu'un plébiciste, où de nombreux immigrés pourraient prendre part, ait à intervenir; ces immigrés doivent être impitoyablement expulsés d'un pays qu'ils ont en vain cherché à nationaliser; des naturalisations individuelles après enquêtes pourraient seules être accordées; quant au programme autonomiste, bon pour lutter naguère contre le gouvernement impérial, il doit « être considéré comme suranné, désuet, abandonné ».

P.-A. H. termine en montrant avec quelle prudence, quel respect des mœurs, des habitudes locales, on devra par la suite procéder à la réorganisation de l'Alsace-Lorraine; avec quel soin notamment on devra procéder au choix des fonctionnaires qui devront représenter aux yeux des Français recouvrés une administration qui, loin de se faire craindre — comme elle en a quelquefois la tendance — ne devra chercher qu'à se faire aimer, en faisant aimer la France.

P. R.

M. Marcu. — *Ce que les Juifs roumains doivent à la Prusse.* Paris, Alcan, 1 broch. in-16 de 36 p., 1916.

Intéressante contribution à l'étude de la question juive en Roumanie. L'auteur y prouve que c'est à la diplomatie allemande que les Israélites roumains doivent leur situation actuelle.

Charles Chenu. — *De l'arrière à l'avant. Chronique de la Guerre.* Paris, Plon. 1 vol. in-16 de VIII-318 p., 1916.

L'auteur dédie à ses fils ces notes qui ne prétendent « ni à la stratégie, ni aux enseignements de l'histoire, ni à la critique militaire ». En ajoutant qu'il lui plairait que « personne n'y crût rencontrer des efforts de littérature », il se laisse aller très certainement à une fantaisie quelque peu entêtée de paradoxe qui chez lui parfois surprend, inquiète, mais en tout cas divertit infiniment.

Au jour le jour, il a noté ses impressions, ses rêves, jamais ses craintes; déterminant les étapes par lesquelles son esprit et son cœur, profondément patriotes, ont passé depuis octobre 1914 jusqu'à décembre 1915.

Variété infinie de sujets, critiques et observations sur toutes choses et sur toutes gens, ironie amère, violente, mais jamais désabusée, ce livre contient aussi un grand enseignement civique plein de bon sens et de réconfort.

Avec nos raisons d'espérer qu'il développe à chaque page, M. Chenu nous prépare et nous apprend à croire en notre toute puissante vitalité française, à réparer les brèches que l'égoïsme individuel en temps de paix et les deuils de la guerre ont ouverts au flanc de ce pays ensanglanté. « Je vous recommande une recette dont je me trouve bien, conclut l'auteur. Elle consiste à soumettre nos actions, nos écrits, nos paroles à cette question : « S'ils le savent au front, qu'en penseront-ils? » Et voilà clairement précisée la véritable règle qui s'impose dans notre vie politique intérieure actuelle. Il n'y a, en effet, que cela qui compte. Le guide est bon.

H. M.

Le propriétaire-gérant : FÉLIX ALCAN.

Coulommiers. — Imp. PAUL BRODARD.

Supplément à la Revue des Sciences politiques du 15 avril 1916.

SOCIÉTÉ DES ANCIENS ÉLÈVES ET ÉLÈVES
DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

LA SOCIÉTÉ ET LA GUERRE

Nous poursuivons ici la publication de tous les renseignements relatifs à ceux de nos camarades qui sont actuellement au front. Nous serons très reconnaissants aux membres de la Société qui voudront bien nous aider à tenir ces indications à jour en nous communiquant les faits les touchant personnellement ou relatifs à leurs camarades. — *Prière d'adresser les communications à M. Maurice Caudel, secrétaire général de l'École.*

« Nous contractons une dette éternelle envers tout homme qui a fait un acte d'héroïsme. »

(Th. Roosevelt.)

Anciens élèves et élèves de l'École libre des Sciences politiques tombés au champ d'honneur

(8e liste)[1].

Jacques Desvouges, adjudant au 54e d'infanterie (3 janvier 1915).

Roger Drevon, sous-lieutenant au 91e d'infanterie (12 octobre 1914).

Pierre Lallement.

Pierre de Longuemare, attaché à la Chambre syndicale des Agents de change de Paris, lieutenant au 236e de ligne.

F. de Pontoi-Pontcarré (30 décembre 1914).

Robert Sellié, cavalier au 27e dragons.

André Thome, député de Rambouillet, sous-lieutenant attaché à l'état-major d'une brigade d'infanterie (10 mars 1916).

René Toesca.

Blessés à l'ennemi (8e liste).

René Bechmann.

Raymond Bouyssi, sergent au 15e d'infanterie (Blessé deux fois).

J. Pozzo di Borgo.

Joseph Vidal de Lausun, sous-lieutenant au 204e d'infanterie.

Jean Seguin.

1. Voir les *Bulletins* de la Société publiés à partir du 15 février 1915. De même pour les citations et décorations.

Citations, décorations et promotions (8e liste).

André TARDIEU, professeur à l'École, capitaine au ...e bataillon de chasseurs à pied, a été cité (2e citation, voir le *Bulletin* du 15 octobre 1915, p. 16).

« Passé sur sa demande du service d'état-major au commandement d'une compagnie, a fait preuve de la plus grande bravoure dans la nuit du 8 au 9 février 1916, en conduisant son unité, sous un violent bombardement d'artillerie lourde, à l'attaque d'une tranchée momentanément perdue qu'il a réussi à réoccuper après une lutte à la grenade de plusieurs heures. »

Alfred LE MERLE DE BEAUFOND, a été cité à l'ordre du régiment :

« Très courageux, toujours volontaire comme patrouilleur. A la butte de Tahure est allé de sa propre volonté chercher un blessé allemand, sur une crête particulièrement battue par l'artillerie ennemie. »

René BECHMANN, sous-lieutenant au 350e régiment d'infanterie, a été nommé chevalier de la Légion d'honneur :

« A donné, depuis le début de la campagne, le plus bel exemple de courage et d'énergie; a été blessé très grièvement le 22 février 1915, en allant vérifier les réseaux de fils de fer placés en avant de ses tranchées, par une balle qui lui a broyé la rotule. »

André BONNEAU, lieutenant au 170e régiment d'infanterie, a été cité à l'ordre de l'Armée :

« A conduit brillamment sa compagnie à l'attaque d'une tranchée allemande; a pris cette tranchée sous un feu d'artillerie des plus violents et a été tué. »

Raymond BOUYSSI, sergent au 15e régiment d'infanterie, a été cité à l'ordre du corps d'armée :

« A traversé à plusieurs reprises un terrain découvert battu par un feu très violent d'artillerie pour porter des ordres à son capitaine; placé à un poste avancé et dangereux, s'y est maintenu toute la nuit avec son escouade. »

Paul CORDONNIER, sergent au 74e régiment d'infanterie, a été cité à l'ordre du régiment :

« Jeune sous-officier plein d'allant, proposé pour officier, a été blessé le 25 septembre 1915 en entraînant ses hommes à l'assaut. »

Jacques DESVOUGES, adjudant au 54e régiment d'infanterie, a été cité à l'ordre de la brigade :

« S'est distingué en maintes occasions par sa bravoure, notamment en

reprenant un poste avancé surpris par les Allemands. Le 26 décembre 1914, a été grièvement blessé en entraînant sa section à l'attaque des tranchées allemandes. »

Paul HUTIN, engagé volontaire au 59e bataillon de chasseurs, a été cité à l'ordre des troupes du camp retranché de Verdun :

« En toutes circonstances a fait preuve du plus grand courage et de la plus parfaite abnégation; a été blessé au cours d'une reconnaissance à 50 mètres de l'ennemi. »

Pierre LALLEMENT, capitaine au 356e d'infanterie, a été cité deux fois à l'ordre de l'Armée :

1° « A montré, au cours de l'attaque du 23 septembre 1914, un mépris complet du danger en restant pendant huit heures exposé au feu de l'ennemi, pour surveiller le tir de sa section. Après la mort des chefs de la compagnie et du bataillon, s'est porté sous le feu le plus violent aux points qu'ils occupaient et a pris successivement, avec calme, sang-froid et autorité, le commandement de la compagnie et du bataillon. »

2° « Officier d'une haute valeur morale et professionnelle, n'a cessé de donner à tous, depuis le début de la campagne, l'exemple du zèle, du devoir et de la plus constante abnégation. Chargé d'attaquer avec sa compagnie une tranchée opiniâtrement défendue, a conduit l'assaut avec une bravoure et une énergie admirables. Mortellement frappé, a trouvé la force de prescrire à ses soldats qui l'entouraient de ne pas s'occuper de lui et de songer uniquement à la conservation de la position conquise. »

Joseph VIDAL DE LAUSUN, sous-lieutenant au 204e d'infanterie, a été cité à l'ordre du corps d'armée :

« A donné le plus bel exemple de courage et de sang-froid en enlevant sa section à l'attaque de l'ouvrage blanc; a été blessé. »

Jean LEBELLE, a été promu lieutenant (1er mars 1915).

Georges LIGER, caporal au 80e régiment d'infanterie, a été décoré de la Médaille militaire et de la Croix de guerre avec palme :

« S'est brillamment comporté à l'attaque du 6 octobre 1915, au cours de laquelle il a été grièvement blessé. »

Pierre DE LONGUEMARE, lieutenant de réserve au 236e régiment d'infanterie, a été cité à l'ordre de l'armée :

« Son capitaine étant blessé, a pris sous le feu le commandement de sa compagnie et, pendant trois jours et trois nuits, a tenu tête, avec un sang-froid et une énergie rares, aux assauts répétés des Allemands. A été tué par un obus. »

Georges Rougeul, sous-lieutenant au 11e d'artillerie, a été cité à l'ordre de la brigade :

« Très crâne et très énergique sous le feu, donne à tous un bel exemple de calme bravoure. Blessé antérieurement sans être évacué, a été blessé de nouveau le 24 septembre 1915, en contribuant à organiser sous le feu la position de sa batterie à proximité des tranchées allemandes. »

René de Fontaine de Resbecq, lieutenant au 19e régiment d'infanterie, a été l'objet de deux citations :

1° « Après l'explosion d'une marmite détruisant une partie d'un de nos ouvrages avancés, a occupé avec quelques hommes, sous un feu violent, la crête de l'entonnoir produit. A organisé pendant la nuit, avec méthode et sang-froid, le travail à exécuter; a donné lui-même l'exemple en portant des sacs de terre destinés à la réfection de la tranchée comblée. »

2° « Le 25 septembre 1915, à l'attaque des positions allemandes, a conçu, exécuté et dirigé une série de reconnaissances qui ont permis de débrouiller la situation. Officier de grand mérite et d'une bravoure à toute épreuve chez lequel les journées passées semblent avoir surexcité l'esprit d'offensive. »

Et a été nommé chevalier de la Légion d'honneur :

« Officier distingué et instruit, a fait preuve en toutes circonstances de brillantes qualités d'énergie et de courage. Très grièvement blessé, le 24 décembre 1915. »

André Thome, député de Rambouillet, sous-lieutenant, a été décoré de la Légion d'honneur et de la Croix de guerre.

Jean Abbadie, lieutenant au 34e régiment d'infanterie, décoré de la Légion d'honneur et de la Croix de guerre, a été cité à l'ordre de l'Armée :

« Blessé grièvement dans la matinée par des éclats d'obus, a refusé de se laisser emporter, afin de ne pas exposer ses hommes au feu de l'artillerie ennemie. Est resté jusqu'au soir dans les tranchées sans la moindre défaillance; les a quittées en recommandant à sa compagnie de bien se battre; transporté à l'ambulance, a dû subir l'amputation du pied droit. »

Jean Bourguignon de Saint-Martin, maréchal des logis au 17e régiment de chasseurs, a été cité à l'ordre de l'Armée, décoré de la Médaille militaire et de la Croix de guerre :

« Commandant une patrouille de huit cavaliers chargée de garder le flanc d'un convoi, a pu, grâce aux habiles dispositions prises, renseigner en temps voulu sur la marche de l'ennemi, puis, par sa vigueur, tenir éloignés les coureurs ennemis et enfin, en occupant les issues d'un village,

arrêter la marche de l'ennemi et permettre au convoi de s'échapper. A reçu deux très graves blessures. »

Jacques TRUÉLLE, brigadier au 3e régiment de hussards, décoré de la Médaille militaire et de la Croix de guerre, a été cité à l'ordre de l'Armée : « A l'attaque de Notre-Dame-de-Lorette, le 6 octobre 1914, a chargé avec la plus grande énergie. Blessé grièvement et sur le point d'être amputé de la cuisse a répondu au général : « Cela n'a pas d'importance ».

MM. ABBADIE, DE SAINT-MARTIN et TRUELLE sont actuellement élèves à l'École. Nous les prions d'agréer ici le salut cordial et les chaleureuses félicitations des membres de la Société.

NÉCROLOGIE

Jean BÉCHAMP avait eu une jeunesse et une adolescence maladives. Lorsque sa santé fut un peu raffermie, un travail intense et régulier lui permit, non seulement de regagner le temps perdu, mais encore de voir se développer grandement son intelligence, que la nature avait déjà si richement douée. Il obtint en 1912 le diplôme de l'École des Sciences politiques (section financière) avec la mention Très bien. Depuis, il préparait le concours de l'Inspection avec M. Roger Guérin et son succès semblait devoir être certain.

M. l'Inspecteur des Finances Corréard a écrit de lui : « Son esprit était d'une originalité remarquable et il avait une grande loyauté intellectuelle, qualité précieuse entre toutes. Je suis certain que sa valeur et son assiduité au travail lui préparaient une belle carrière. »

Jean Béchamp fut désolé, au début de la guerre, de ne pouvoir servir son pays. Ce chrétien ardent et sincère qui, en temps de paix, ne goûtait que les joies de la famille et du travail, avait l'immense désir d'aller combattre. Aussi, grande fut sa joie, lorsqu'il put enfin se faire accepter par un conseil de révision.

Il partit comme volontaire pour les Dardanelles, heureux d'aller contempler l'Orient magnifique, puis il fit partie du corps expéditionnaire qui essaya de porter secours à l'héroïque Serbie. Et il envoyait des lettres enthousiastes de Guevgueli et des bords du lac Doiran. Mais ses forces trahirent sa volonté et son courage. La maladie l'emporta.

Il est mort doucement à Toulon, sous le beau ciel du midi de la France, le cœur sans reproches, presque en extase, dans les bras de sa mère.

M. T.-R.

Pierre LALLEMENT était clerc dans une étude de notaire à Paris. La mobilisation le trouva en vacances, en Angleterre, à Boscombe. A travers mille difficultés, il réussit à rejoindre son régiment, le 356e de réserve, au moment même où celui-ci quittait Troyes. Quelques jours après, il écrivait sur un carnet retrouvé après sa mort :

« Je ressens maintenant une grande joie dans ce train qui m'emmène vers l'Est en pensant aux péripéties de mon voyage depuis Boscombe. La pensée qui domine toutes les autres est celle que je vais pouvoir faire mon devoir de soldat et aller à la frontière avec mes camarades. Le souvenir de Boscombe, celui de ma mère, que je n'ai pas eu le temps d'aller embrasser à Troyes, de mes sœurs et beaux-frères dont deux sont partis pour des destinations que j'ignore, de mes gentilles nièces, de mon neveu Claude, que je ne connais pas et ne verrai peut-être jamais, tout cela me préoccupe, mais vient après l'idée fixe que je pars pour défendre mon pays, que j'aurais pu arriver trop tard et que suis heureux de faire le sacrifice de ma vie, s'il le faut. »

De telles réflexions n'étaient pas de vains mots.

Pierre Lallement était parti comme lieutenant; il prit part aux opérations qui eurent pour résultat de dégager Nancy; puis, du 20 au 23 septembre 1914, aux violents combats qui refoulèrent les Allemands à Limey et à Lironville. Sa conduite, à Lironville, lui mérita la citation à l'ordre de l'Armée qu'on peut voir d'autre part.

Après cet engagement, où son bataillon avait été décimé, Pierre Lallement reçut le commandement de sa compagnie et le conserva, lorsque le 26 avril, il fut promu capitaine. Pendant tout l'hiver 1914-1915, il prit part aux actions qui se déroulèrent au bois le Prêtre. Le 30 mai, dans un assaut, il fut mortellement frappé.

Son commandant, le lendemain de sa mort, écrivait à un ami :

« Avant d'écrire moi-même à Mme Lallement, je voulais être certain que son malheur — ou sa gloire — lui étaient connus. Soyez assez bon pour vous faire auprès d'elle l'interprète de notre douleur et de notre admiration. Car c'est par ces derniers termes que peuvent seuls se traduire les sentiments que nous inspirait son fils. D'une tenue et d'une valeur morale incomparable, d'un zèle attentif, constant, presque scrupuleux, d'une modestie charmante qui n'eut d'égale que son éclatante bravoure, c'était un officier et un camarade très près de la perfection. Sa perte est irréparable....

. . . . . .

« Le capitaine Lallement est tombé en pénétrant, à découvert, à la tête de sa première section, dans la tranchée conquise.... Un homme s'est précipité vers Lallement étendu. « Ne vous occupez pas de moi; faites vite avancer les grenades. » Telles furent, je crois, ses dernières paroles, car il expira aussitôt.... »

Dans une lettre à Mme Lallement, le même officier disait :

. . . . . .

« Ce qui surnageait chez le capitaine Lallement (que j'avais vu de si près et si constamment à l'œuvre, préparant, instruisant, élevant son unité pour le jour où il devait si magnifiquement la conduire à l'ennemi) c'était le *respect*, sentiment nouveau appliqué à un si jeune homme et qui pourtant venait instinctivement à l'esprit de tous ceux qui l'approchaient.

« D'autres vous diront, ou vous ont dit, toute l'affection que partageaient tous ceux que les circonstances mettaient en rapport avec lui et dont je viens encore, hier et avant-hier, de recueillir les preuves auprès des officiers des autres corps, que, revenus depuis peu dans notre ancien secteur, nous venons de retrouver. »

L'ordre du jour de l'Armée, en date du 15 juillet 1915, consacra ces appréciations.

« Lallement Pierre-Charles-Marie, capitaine au 356e régiment d'infanterie, 23e compagnie.

« Officier d'une haute valeur morale et professionnelle, n'a cessé de donner à tous, depuis le début de la campagne, l'exemple du zèle, du devoir et de la plus constante abnégation. Chargé d'attaquer avec sa compagnie une tranchée opiniâtrement défendue, a conduit l'assaut avec une bravoure et une énergie admirables.

« Mortellement frappé, à trouvé la force de prescrire à ses soldats qui l'entouraient de ne pas s'occuper de lui et de songer uniquement à la conservation de la position conquise. »

Hubert DE LA NEUVILLE avait été à l'École un élève particulièrement assidu. Après avoir suivi nos enseignements réguliers, il redoubla de zèle dans les travaux de l'Année complémentaire. Il visait le concours du ministère des Affaires étrangères. Il s'y prépara avec une grande ardeur. Son zèle patient et attentif ne laissait échapper aucune occasion de s'instruire. Ses excellentes qualités d'esprit étaient malheureusement trahies par une santé délicate, qui l'obligeait à de fréquents repos. A peine rétabli, il se remettait à la tâche avec un nouvel entrain. On ne peut imaginer une attention plus soutenue que la sienne, un plus profond désir de s'assimiler les principes d'une bonne méthode. Il travaillait dans une conférence de création récente, où le professeur était obligé de chercher ses procédés à l'heure même où il les appliquait. Ce maître n'eut pas de meilleur guide que les conversations de cet élève. D'une leçon à l'autre, il pouvait mesurer, dans cet esprit observateur et réfléchi, les progrès accomplis, les avantages définitivement acquis, les démarches possibles, l'ampleur de la prochaine entreprise. Un zèle si constant et si adroit n'aurait pu manquer d'être heureux si la santé, une fois de plus, n'avait opposé ses exigences. Il fallut renoncer au concours et observer des prescriptions sévères.

Les choses en étaient là lorsque la guerre survint. En dépit de ces conditions physiques si peu favorables, de la Neuville partit. Il remplit avec le même soin qu'il mettait au travail des conférences ses fonctions de lieutenant. Il fut au régiment ce qu'il avait été à l'École : un consciencieux sans emphase, un zélé sans fracas, un passionné réfléchi, un enthousiaste en dedans. Les longues années passées à l'École, dans l'intimité de maîtres aimés, l'avaient profondément attaché à notre maison. Il savait que son affection y éveillait un écho chaleureux. Il trouva le temps d'y passer, à la faveur d'une brève permission. Il vint y dire tous les espoirs de son patriotisme et de sa foi invincible. Il écrivit souvent encore, du fond des tranchées où il servait son pays. Ces petites cartes militaires, aux faisceaux de drapeaux des alliés, couvertes de son écriture coulante et nette, disent toute son âme, simple, droite, loyale et enthousiaste.

Tout près de l'ennemi, sous les obus, il parle d'abord de l'École et de ses anciens professeurs; il se préoccupe du lendemain de la victoire pour son pays; il dit sa joie de servir : « On éprouve sur le front, un goût de vivre incomparable; bonheur bien complexe, où il entre la conscience de participer réellement, activement, à une œuvre grandiose et sacrée, où il y a la joie d'avoir triomphé déjà soit des éléments, soit de nos ennemis, où il y a surtout ce sentiment exquis et fort de se sentir vraiment unis : unis dans la même pensée; unis d'un même cœur; unis dans le même but.... » — Le moindre fait lui rappelle l'École et ses anciens travaux : « Je me rappelle vous avoir dit, un jour, que le profit le plus certain que j'avais tiré de vos cours, c'était la conviction du besoin, en tout, d'une méthode. Or, cette guerre de tranchée n'exige-t-elle pas, elle aussi, une préparation lente et méthodique, pour remporter la victoire en un point précis? A la « furia francese » qui ne nous était pas contestée, nous avons ajouté dans cette guerre la patience dans la tranchée et la lente préparation méthodique avant l'assaut.... » — Enfin, ce noble fils de France a l'âme fine et vibrante de sa race. Commis à la garde du sol national, ramené par la guerre tout près de la nature, il en sent vivement la beauté et il la chante en mots brefs et colorés : « ... Je garde une impression charmante et un peu émue d'un très petit fait : nous avons eu, dans ce mois de mars (1915) quelques journées froides, grises et pluvieuses, un ciel très bas, et une petite pluie fine et comme vaporisée, qui tombe interminablement et vous pénètre goutte à goutte jusqu'à vous glacer physiquement et moralement; des obus tombent, qui arrivent sournoisement et éclatent sourdement..., quand, tout à coup, entre les deux lignes de feux, très proche, s'élève une chanson fraîche, gaie, souriante. C'est une alouette qui monte, monte, chantant toujours son gazouillis. Alors, dans l'enveloppement gris, quel réconfort au cœur! Cette chanson c'est comme un coup de clairon, un rayon de soleil, une prière qui jaillit... ; après ces longs mois de guerre, le chant de l'alouette gauloise au-dessus de la terre de France encore violée, quel symbole d'espérance! et depuis l'alouette m'est plus chère! »

Le pauvre de la Neuville est tombé dans cette glèbe au-dessus de laquelle chanta l'alouette. Son âme glorieuse et pure est montée, comme un autre chant, dire là-haut le courage et la foi des fils de France.

On a vu d'autre part (*Bulletin* du 15 février, p. 3) la belle citation qui a consacré son héroïsme. Elle dit, en quelques lignes, toute sa vie militaire. Il venait d'être nommé capitaine lorsque l'assaut fut ordonné, et c'est en enlevant ses hommes « dans un élan superbe » qu'il tomba.

Pierre DE LONGUEMARE. — Cœur enthousiaste, esprit curieux et réfléchi, volonté énergique, Pierre de Longuemare devait à la réunion de dons qui parfois s'excluent, une formation complète du caractère. Élevé dans une famille profondément chrétienne, il avait d'autre part étudié avec ardeur les doctrines les plus modernes et n'en avait rejeté aucune sans examen. La fermeté conciliante de convictions ainsi acquises, la simplicité avec laquelle il conformait sa vie à un idéal très élevé, une sûreté de jugement fréquemment vérifiée par les faits, lui donnaient une réelle influence sur ses amis.

Par la maturité de son esprit, l'étendue de ses connaissances juridiques et financières, il avait aussi attiré l'attention et, en 1908, au moment où il préparait l'Inspection des Finances, on lui proposa d'entrer au contentieux de la Chambre syndicale des agents de change. Désireux d'agir et de se fixer le plus tôt possible, il accepta. L'estime de ses chefs lui valut, en 1914, une situation nouvelle, qui lui offrait l'espoir d'un brillant avenir.

La guerre cependant ne le surprit pas : depuis longtemps il la jugeait inévitable et, lieutenant de réserve au 236e d'infanterie, il s'était préparé avec une conscience scrupuleuse à son rôle éventuel d'officier. Par sa compétence, plus encore par son énergie, son calme, par la sollicitude qu'il témoignait à ses hommes et la bonne humeur qu'il savait leur communiquer aux heures les plus sombres, il fut durant toute la campagne un chef remarquable.

Les lettres qu'il adressait chaque jour à sa femme permettent de suivre la série des combats auxquels il a pris part : la retraite sur Paris, les mois passés dans les tranchées de Berry-au-Bac, de Roye, de Carnoy, de Neuville-Saint-Vaast.

A la fin d'août 1914, il avait, avec la compagnie qu'il commandait, arrêté l'ennemi pendant 48 heures au passage de l'Oise, et il eût été, dès ce moment, l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée, si le seul officier, témoin de sa résistance, n'avait été tué quelques jours après. Mais c'est le 30 mai, à l'attaque du Labyrinthe, que devaient apparaître aux yeux de tous sa bravoure personnelle et la valeur qu'il avait donnée à ses hommes. Il ne commandait plus à ce moment qu'une section : elle reçut l'ordre de s'élancer la première à l'assaut. Le mouvement fut exécuté avec un tel élan qu'en peu d'instants la tranchée allemande fut prise, avec les 150 hommes et la mitrailleuse qui la défendaient. Proposé le lendemain pour le grade

de capitaine, la Légion d'honneur et une citation à l'ordre de l'armée, Pierre de Longuemare racontait à sa femme les détails du combat, en ces termes d'une remarquable simplicité :

« Voici comment j'ai pris ma tranchée, si cela vous intéresse :

« Une première vague, mon peloton, devait partir à 16 heures juste. Une seconde vague, peloton Drot et le capitaine, suivait presque aussitôt.... A 4 heures donc, je fais mettre baïonnette au canon. A 4 heures 1 minute, à mon signal, départ en bloc sur les Boches. Je n'avais que mon revolver à la main, le sabre étant trop gênant. Coup de canon, fusillade, on passe les fils de fer à peu près démolis et ouf! dans le gouffre! Ma respiration a manqué de me lâcher. Mes hommes sont tous dans la tranchée; je souffle pendant quelques secondes pendant que des coups s'échangent, mais ça dure peu. Toutes les mains se lèvent à mesure que nous avançons, lentement, fouillant les abris, les souterrains. C'est la cohue pendant quelques minutes, puis on m'apprend que le capitaine est blessé grièvement et qu'il désire me parler. Il parle faiblement, couché sur des fusils brisés, des cartouches, des boîtes de conserve. Tout cela gisant au fond d'un abri souterrain faiblement éclairé par la lueur d'une bougie. Puis je le quitte pour mettre un peu d'ordre et parer à une contre-attaque toujours possible. Elle n'eut lieu que vers 2 heures et demie du matin, mais elle fut formidable. Enfin, après des heures très pénibles, la tranchée est toujours en notre pouvoir. Que Dieu bénisse tous ceux qui sont morts, surtout pour la conserver, car je n'ai pas eu plus d'une vingtaine d'hommes hors de combat pour la prendre; mais après ç'a été plus dur. »

Pendant les deux jours suivants, à la tête de la compagnie dont le capitaine, blessé, lui avait passé le commandement, il repoussa tous les retours offensifs de l'ennemi. Enfin, le 2 juin, exténué, mais heureux du succès auquel il avait si largement contribué, il était envoyé au repos. Par un tragique contraste, alors qu'il avait tant de fois échappé à la mort au cours des jours précédents, c'est à l'arrière, dans l'abri souterrain où il écrivait à sa femme une dernière lettre demeurée inachevée, qu'il a été enseveli par un obus. Malgré l'activité avec laquelle on se porta à son secours, on ne put le dégager qu'au bout de trois quarts d'heure : il avait cessé de vivre.

Ses chefs lui ont rendu publiquement hommage pour la belle citation qu'on a vue d'autre part.

Ses camarades l'admiraient et l'aimaient. Ses hommes avaient pour lui une véritable vénération : suivant l'expression de l'un deux, « ils trouvaient en lui un père, et ils ont, en apprenant sa mort, pleuré comme des enfants ».

Parmi nous aussi Pierre de Longuemare laisse de profonds regrets et nous conserverons pieusement le souvenir de cet ami charmant, cultivé, plein de bonté et de dévouement, glorieusement enlevé à l'affection des siens et à la nôtre.

A. D.

René de Fontaine de Resbecq, né le 25 décembre 1891 à Valognes, est mort le 28 décembre dernier, à l'ambulance de Croix-en-Champagne, des suites de blessures causées par un obus.

Bien qu'il n'ait appartenu à l'École que pendant deux années, il en avait été l'une des figures les plus marquantes et les plus sympathiquement connues. Il venait, en 1911, de la Faculté de Droit de Caen, où il avait remporté tous les succès. A l'École, où il suivit les cours de la section financière, il se distingua immédiatement, et sortit lauréat en 1913.

C'était un caractère extrêmement ardent et original. Son intelligence, qui s'était développée très tôt, unissait, à une vivacité et une étendue admirables de pensée, une rare puissance de compréhension pratique des choses. Sa richesse d'expression étonnait dans une bouche aussi jeune; et tous les sujets qu'il abordait, il les traitait avec son éloquence ardente et souple, dont la forme impeccable ne faiblissait jamais.

Il n'existait pas de nature plus attirante, et tous ceux qui l'ont connu déploreront la perte immense que nous venons de faire.

Depuis le début de la guerre, il avait tout sacrifié à son idéal patriotique. En août 1914, il accomplissait son service actif et était affecté à la section d'infirmiers du Val-de-Grâce. Il sollicita, avec une ardeur et une obstination jalouses, un poste de combat. Dans les premiers jours d'août, il écrivait une lettre admirable à l'un de ses anciens maîtres de l'École pour lui demander de l'admettre à combattre sous ses ordres. « Je suis menacé, à l'heure où la France entière se lève et court sus à l'ennemi, de rester à Paris en un emploi utile certes, mais pas belliqueux du tout... il serait vraiment navrant que je ne parte point alors que tous mes camarades s'en vont, et que des réservistes mariés, pères de famille, courent joyeusement risquer leur vie à la frontière. »

Des difficultés administratives, inhérentes à tout changement d'affectation, retardèrent son départ. Lorsqu'il fut enfin affecté à un régiment de ligne, le 19e, il manifesta à tous ses amis sa joie d'avoir atteint son but dans des lettres d'une élévation sublime.

Il gagna rapidement les galons de sous-lieutenant. Mêlé aux combats les plus terribles, il ne cessa de faire preuve d'une bravoure et d'un sang-froid inaltérables. Il avait conquis, en même temps que la haute estime de ses chefs, une confiance et une affection sans borne de la part de ses subordonnés. C'était, disaient ses chefs, « un véritable entraîneur ».

Le capitaine P..., du 19e de ligne, le définit ainsi : « Il était d'un entrain juvénile, d'une gaieté débordante, d'une générosité et d'une noblesse de sentiments exquises ; aussi sa mort nous a-t-elle plongés tous dans le deuil, et la douloureuse émotion qu'a ressentie le bataillon tout entier n'est-elle pas sur le point de se calmer. »

Et un officier qui l'avait de longue date apprécié et aimé, écrit à sa famille, quelques jours après sa mort : « Le souvenir de René de Fontaine

de Resbecq est celui auquel j'attache le plus de prix. Au cours de cette campagne où j'ai rencontré tant de jeunes gens braves et charmants, c'est à lui, sans conteste, que je garderai la première place dans mon souvenir. » Et dans une autre lettre il nous donne ce détail poignant : « En même temps mon cher et délicieux de Resbecq était très gravement atteint. On craignait qu'il ne fût mort avant la Croix-en-Champagne. Quand en l'a enlevé sur un brancard, il a salué militairement. Ah! le chic petit Normand! »

Il est mort après avoir été trois fois cité à l'ordre du jour, et fait chevalier de la Légion d'honneur, au moment où il allait passer lieutenant et prendre le commandement d'une compagnie.

Le souvenir de cette grande figure que fut René de Fontaine de Resbecq ne disparaîtra pas du cœur de ceux qui l'ont connu, et particulièrement de celui de ses maîtres et de ses camarades de l'École, qui avaient si justement apprécié ses éminentes qualités.

P. B.

UNE VISITE DE LORD BRYCE A L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Le 23 février dernier, l'École libre des Sciences politiques a reçu une visite qui, en tout temps, l'eût profondément honorée et qui, aux heures que nous vivons actuellement, l'a, par surcroît, vivement touchée. Lord Bryce, président de la délégation anglaise du comité interparlementaire franco-anglais, n'a pas voulu passer à Paris sans revoir notre maison. Il a su distraire quelques minutes d'un temps précieux pour venir jusqu'à la rue Saint-Guillaume. — On sait quelle haute personnalité politique et scientifique est Lord Bryce. Auteur de la *République américaine* et du *Saint-Empire romain germanique*, pour ne citer que ses œuvres principales, ancien sous-secrétaire d'État des Affaires étrangères, ancien ambassadeur de Sa Majesté britannique aux États-Unis, Lord Bryce a su, durant une longue et belle vie, unir dans une harmonie qu'il serait difficile d'égaler les expériences de l'homme d'État aux observations du penseur. — Il a voulu, disions-nous, *revoir* l'École. Il la connaissait bien, en effet, et depuis longtemps. Il était lié d'amitié avec son fondateur, M. Boutmy, dont il a pu suivre le long et patient effort de création. Si loin qu'il fût, il ne perdit jamais de vue une institution où l'on étudie tant de sujets qu'il a faits siens. De là le mouvement de sympathie si précieux pour nous, qui l'a conduit jusqu'à notre maison dès que le hasard de sa laborieuse vie l'en a rapproché.

Lord Bryce a été reçu, en toute intimité, par M. le Directeur de l'École.

Il a trouvé celle-ci en plein travail, en dépit de la guerre. Le cours de M. J. Chailley venait de prendre fin, et M. d'Eichthal a pu présenter à notre visiteur l'auteur du savant ouvrage sur l'*Inde anglaise*. Lord Bryce est entré dans la salle où M. Charles Benoist faisait son cours. Le professeur lui a présenté ses élèves dans les termes que voici :

Mylord,

J'ai l'honneur de vous présenter quelques-uns des élèves de l'École libre des Sciences politiques. Ils appartiennent à toutes nos sections et à toutes les nations qui préfèrent la civilisation à la kultur. Deux d'entre eux sont de glorieux blessés, revenus du front décorés, l'un de la Légion d'honneur, l'autre de la Médaille militaire, et qui, aussi bravement qu'ils se sont offerts à la mort, travaillent ici à se refaire une vie.

Quoique nous n'en soyons encore qu'à nos premières leçons, votre illustre nom leur est familier. A propos des origines, plus ou moins certaines, de l'Empire allemand contemporain, je n'ai pas manqué de leur recommander la lecture de votre livre sur le Saint-Empire romain germanique. M. Caudel, dans le cours parallèle au mien, ne manque assurément pas de leur citer votre magistral ouvrage sur la République américaine. Votre visite, dans les circonstances présentes, leur est donc infiniment précieuse. Ils en garderont, Mylord, un impérissable souvenir.

Visiblement touché par des paroles qui traduisaient si bien les sentiments de tous, Lord Bryce a répondu en quelques mots, en disant en quelle haute estime il tient l'École libre des Sciences politiques, et en affirmant son ferme espoir de la voir bientôt servir mieux que jamais le triomphe des idées de liberté et d'honneur qui sont le patrimoine commun de l'Angleterre et de la France.

M. le Directeur lui a fait ensuite visiter l'École et l'a prié d'accepter, en souvenir de son passage, les médailles de MM. Boutmy et A. Leroy-Beaulieu.

GRANDES CONFÉRENCES DE 1916

La série des conférences s'est développée, au cours des dernières semaines, suivant le programme qui a déjà paru à cette place (*Bulletin* du 15 février, p. 12) et avec le plus heureux succès. Nous donnons ici le compte rendu sommaire des quatre dernières séances, en attendant la publication du volume qui, conformément à notre coutume, en reproduira le texte in extenso.

Le 14 février, M. de Rousiers a parlé de la *Marine marchande et la guerre*.

Il a examiné d'abord la situation des transports maritimes avant la guerre. L'Angleterre occupe une situation éminente par l'importance du tonnage de sa flotte commerciale (20,000,000 de tonneaux de jauge brut sur 50,000,000). Mais sa flotte a un caractère spécial qu'elle possède seule avec les flottes des pays scandinaves. En dehors des navires de lignes

régulières qu'elle exploite, elle possède une grande quantité de navires *tramps* sans aucune destination définie, pouvant être mis éventuellement au service de qui veut les affréter ou leur confier des marchandises. Ces véritables « rouliers de mer » sont forcément ceux vers lesquels la demande se dirige lorsque le trafic ordinaire est bouleversé par des événements insolites et qu'il faut satisfaire brusquement à de nouveaux besoins. C'est précisément l'état que produit la guerre en arrêtant les courants normaux du trafic et en créant momentanément d'autres courants.

Le bouleversement apporté par la guerre s'est manifesté d'abord par une période d'arrêt du trafic. Le commerce s'est réservé. Les transactions se sont arrêtées. Les navires en cours de route se sont réfugiés dans les ports neutres dès qu'ils ont eu connaissance de l'état de guerre. Mais, au bout de quelques semaines, quand on a compris que la guerre serait forcément de longue durée, que par suite l'activité du trafic ne pouvait pas être complètement suspendue, que, d'autre part, les États en guerre feraient largement appel aux importations des pays d'outre-mer, le commerce maritime a repris dans des conditions toutes différentes.

Tout d'abord le tonnage des navires disponibles se trouvait fortement diminué par l'immobilisation de la flotte allemande et austro-hongroise; plus tard, par les réquisitions très importantes opérées par l'Angleterre et la France pour assurer des besoins militaires; enfin, par les destructions importantes auxquelles la guerre sous-marine a donné lieu. Il convient d'ajouter que le mouvement des constructions navales commerciales a été arrêté dans beaucoup de pays et très diminué en Angleterre, de telle sorte que beaucoup d'unités disparues ou hors de service n'ont pas pu être remplacées. La diminution du tonnage disponible peut être estimée à 30 p. 0/0 du total du tonnage mondial en temps de paix. Le tonnage des marchandises à transporter par mer a été également diminué dans son ensemble par les faits de la guerre, mais d'une façon très inégale. L'Europe Occidentale s'est ouverte très largement aux importations et fermée aux exportations; d'où une très mauvaise distribution du fret. Nos ports de France ont dû accomplir un effort énorme pour faire face à la masse des importations. C'est ainsi que s'explique leur encombrement chronique, malgré les grands efforts faits pour augmenter leurs moyens d'action. Si on ajoute à ces divers éléments l'élévation des frais d'exploitation, les longs retards que subissent les navires dans les ports par suite de l'encombrement dont nous venons de parler, on s'explique la hausse extraordinaire des frets à laquelle nous assistons. Les remèdes que l'on a cherchés à cette situation, sont assez vains quand on veut un prompt résultat. Le seul remède efficace consiste à augmenter par des constructions navales la masse du tonnage-navire disponible et d'outiller plus puissamment nos ports.

Tout naturellement, la hausse des frets profite surtout aux nations qui possèdent des navires *tramps*, c'est-à-dire à l'Angleterre et aux neutres scandinaves et hollandais.

La flotte marchande a été utilisée pour des besoins directement militaires, C'est ainsi que s'explique l'importance du tonnage réquisitionné : paquebots armés en croiseurs auxiliaires, chalutiers, dragueurs de mines ; transports employés pour les mouvements de troupes, navires-hôpitaux, etc. ; navires de charge charbonnant la flotte de guerre ; tous ces navires accomplissent des tâches si étroitement mêlées aux opérations militaires qu'il est impossible de les remplacer par des navires neutres. On peut même dire que les navires de charge réquisitionnés par l'Intendance pour assurer ses approvisionnements doivent, sous peine d'imprudence, être des navires français. L'insuffisance de notre flotte marchande par rapport à notre marine de guerre s'est manifestée au moment de la guerre comme son insuffisance par rapport à notre commerce se manifestait pendant la paix.

On peut conclure que la mer est un élément de notre indépendance nationale en France, mais que nous n'avons pas su jusqu'ici en tirer parti d'une façon suffisante. Il importe cependant que la France mette à profit sa situation géographique et économique pour jouer sur mer le rôle auquel elle est appelée.

Le 28 février, M. Joseph Chailley a traité le sujet suivant : *Les colonies, le Maroc et la guerre.*

Nous n'avons point à rappeler ici la compétence de l'orateur dans les questions coloniales. Il en a donné, à l'École plus encore qu'ailleurs, des preuves trop décisives dans un enseignement dont chaque année affirme mieux l'autorité. Cette fois, la compétence était doublée d'une information précieuse qui, par suite du silence de notre presse, avait pu échapper aux curiosités les mieux averties. M. Chailley a beaucoup appris à son auditoire, qui l'a suivi avec un intérêt passionné.

L'orateur a montré comment, au début de la guerre, aux colonies comme ailleurs, les Allemands étaient prêts. Ils s'étaient mis en mesure de soutenir le coup violent et rapide qu'ils se proposaient de porter en Europe, et d'en profiter sans retard. Ils avaient partout de bonnes et nombreuses garnisons ; des soulèvements étaient préparés partout où l'on pouvait espérer leur succès — dans l'Afrique du Sud et du Nord notamment leurs principaux ressortissants étaient prévenus : au Maroc, on n'en put pas saisir un seul. Les célèbres Mannesmann étaient partis au premier signal. — Tout ce plan s'écroula rapidement. Il était conçu en prévision d'un choc rapide et décisif. La longueur de la guerre lui fut fatal. A l'heure actuelle tout l'Empire colonial allemand, fondé au prix de tant d'efforts, avec ses 12 millions d'indigènes, ses 40 à 50,000 blancs, ses 5,000 km. de chemins de fer est tombé aux mains de l'adversaire, sauf l'Afrique orientale, dont les Anglais poursuivent la conquête. Les Allemands furent dans cette guerre ce qu'ils se sont montrés en Europe : ils ont réussi à faire pâlir les traditions de cruauté des anciens chasseurs d'esclaves, des Behanzin et des Samory.

La lutte se poursuit maintenant sous une autre forme. L'Allemand cherche à soulever les colonies des alliés par ses intrigues. Il faut lui attribuer l'agitation actuelle des provinces chinoises limitrophes de l'Indochine. Il a suscité la guerre sainte islamique au Soudan et dans l'Afrique du Nord. Si l'Algérie, protégée à l'est et à l'ouest par la Tunisie et le Maroc, n'a pas été touchée, la Tunisie a subi le contre-coup des difficultés italiennes en Tripolitaine. Le calme y est rétabli maintenant. Le Maroc, d'occupation plus récente, a été plus troublé. C'est à lui que l'orateur consacre la plus grande partie de sa conférence.

Au moment où la guerre éclata, le Maroc n'était aux mains de l'administration française que depuis deux ans environ. Une partie du pays, la région habitée par les tribus berbères, n'était pas encore soumise. — Elle ne l'a jamais été par personne. — Les effectifs d'occupation devenaient nécessaires pour la guerre européenne. En présence de cette situation, le gouvernement crut sage de télégraphier au Résident, le 28 juillet, en l'invitant à ramener ses postes et les colonnes françaises vers la côte et à se borner à défendre les principales villes et la ligne de communication avec l'Algérie. Le général Lyautey pensa autrement. Il estima que son front de résistance devait être constitué au contraire par les postes de l'intérieur, qui formaient « l'armature » de la défense. Il réussit à les maintenir en dépit des envois de troupes qu'il dut faire en France et dont le total s'éleva à près de deux corps d'armée. Il se fit ainsi un des pourvoyeurs de la métropole en hommes et en denrées, tout en maintenant une bonne police dans le pays soumis et en tenant en respect l'invasion des tribus indépendantes. Avant tout, il s'attacha à « garder le sourire » en donnant l'impression au Maroc tout entier, que loin d'être affaiblie pour la guerre, la puissance française s'en trouvait plutôt renforcée.

Elle le fut en effet, par le seul fait que l'action allemande se trouva désormais paralysée. On verra dans le livre des conférences tout le détail des menées germaniques au Maroc. L'orateur a donné sur ce point particulier des détails du plus haut intérêt et bien suggestifs, que nous ne pouvons reproduire ici, pas plus que nous ne pouvons insister sur le développement économique du pays, si brillamment poursuivi, ni sur son habile politique financière. Disons seulement que l'éloquent développement de M. Chailley a convaincu son auditoire que l'action française au Maroc, pendant la guerre, a été une des meilleures preuves des belles qualités d'endurance et d'initiative de la race et qu'elle a achevé de mettre en lumière les rares talents du général Lyautey.

Le 20 mars, M. Robert Pinot a entretenu les membres et les invités de la Société des *Industries métallurgiques et la guerre*. On sait la part importante que l'orateur, en sa qualité de secrétaire général du Comité des Forges de France, a eue à l'improvisation industrielle qui a suivi les premières

semaines des hostilités. Nul n'était plus qualifié que lui pour dépeindre l'immense effort dont il a été constamment le témoin et bien souvent l'inspirateur. Il aurait pu, sans peine, donner toutes les précisions de chiffres les plus décisives et les plus impressionnantes. Il s'en est soigneusement abstenu, par une discrétion bien naturelle : « Le Comité des Forges de France, a-t-il dit en débutant, a eu le très grand honneur d'être appelé à collaborer, dès le début de la guerre et d'une façon quotidienne, avec le ministère de la Guerre. Il a été, de ce fait, étroitement mêlé à cet effort splendide qu'a fait l'industrie française pour assurer à notre armée les canons et les munitions dont elle avait besoin. Aussi vous voudrez bien reconnaître que si notre Comité a été, par là même, appelé à connaître des choses qui seront si intéressantes à savoir un jour, il ne peut les dire aujourd'hui, et que, dans une matière où le chiffre a seul une valeur démonstrative, je ne pourrai, ce soir, vous citer aucun chiffre.... Vous comprendrez tous les raisons de la loi qui m'est imposée, et vous voudrez bien y trouver une excuse à l'acte de foi que je vous demande de faire, lorsque je vous prie de croire que, bien que, dans une guerre comme celle-ci, on n'ait jamais assez de canons et jamais assez de munitions, nous ne manquons pas, nous ne manquerons pas de canons ni de munitions. »

Si l'orateur n'a pas cité de chiffres, il a du moins précise des faits dont l'éloquence, pour être un peu moins précise, n'en fut pas moins heureusement persuasive. Il dit dans quelles conditions la guerre avait trouvé la métallurgie française, ce que faisaient avant elle l'administration et les établissements militaires, et ce que faisait l'industrie privée ; comment celle-ci fut appelée brusquement à collaborer à l'œuvre de la défense nationale, et comment elle y réussit. Il parla en homme qui assista aux conseils dans lesquels les résolutions furent prises, qui fut témoin des efforts de chaque jour : expériences et tâtonnements du début, difficultés et déboires des premières tentatives, corrections indispensables; puis le succès, la mise en marche de tous les ateliers, les grands rendements et la sécurité de l'avenir.

« Qui n'a pas connu la mise en route de ces fabrications, alors que tout manquait : personnel, matières, outillage; alors que chacun, croyant le problème plus facile à résoudre, ou se fiant sur des concours qui, subitement faisaient défaut, avait fait des promesses qu'il ne pouvait tenir, alors que l'artillerie elle-même, encore privée de son personnel de techniciens, s'efforçait de simplifier à l'extrême les conditions de fabrication, pour voir enfin sortir des productions si anxieusement attendues — n'aura jamais vécu les plus douloureuses angoisses du patriotisme.... Aujourd'hui que ces heures terribles sont passées, que ces fabrications donnent leur plein et que le pays a pu tenir derrière la ligne des tranchées, il est un devoir pour ceux qui furent les témoins de toutes ces choses de dire que l'homme qui, prenant le ministère de la Guerre à une heure critique, a su, par sa volonté, son intelligence et son labeur, résoudre ce problème, a bien mérité de la patrie. »

Après avoir montré toute la valeur de cet immense effort, l'orateur a conclu en rappelant la mémoire du fondateur de l'École, Émile Boutmy, dont la haute et noble pensée aura une grande part à la victoire de demain.

Le 27 mars, M. André Liesse, membre de l'Institut, a occupé la séance de clôture de la série des six conférences, en parlant des *Finances et la Guerre*. Dès les premiers mots, ses auditeurs ont apprécié l'étendue de son savoir, la fermeté de sa parole, sa forme nette, incisive et colorée. Il a pleinement réussi, en mettant en ligne tous les chiffres nécessaires, et en les éclairant par des images saisissantes, à leur donner un tableau à la fois précis et vivant de l'effort financier des belligérants. Il s'est borné, pour cela, à l'observation des trois marchés principaux, France, Angleterre, Allemagne, recherchant comment « ces trois organismes » se sont comportés en présence de la guerre. La France et l'Angleterre, surprises d'abord, et insuffisamment préparées, ont reçu le choc. L'Allemagne, beaucoup mieux préparée puisqu'elle avait prémédité son coup, n'en subit pas moins un choc en retour, après l'effondrement de son plan d'offensive brusquée. Pour apprécier plus justement les situations actuelles, l'orateur a analysé les conditions financières des trois pays avant la guerre : dettes, budgets, conditions du crédit et des banques. Il cite de curieuses estimations allemandes des dépenses d'une guerre : elles s'élevaient, au maximum, à 16 milliards pour un an. Comme cela était loin de la réalité ! La comparaison qu'il a faite entre les emprunts des futurs alliés et ceux de l'Allemagne, placés malaisément et encombrant les banques, entre la situation des établissements de crédit français et celle des banques allemandes, a bien fait ressortir les différences essentielles dans les conditions financières des belligérants.

L'auditoire a particulièrement apprécié la description que l'orateur lui a faite du marché de Londres, régulateur des affaires monétaires dans le monde entier, « banquier de l'Univers », « organisme délicat » qui fut un instant troublé par la surprise de l'attaque, et qui ne reprit son assurance que par l'intervention de l'État, qui, se faisant banquier, « garantit la signature de l'Angleterre » et déploya tout son zèle pour maintenir à Londres le marché des changes.

M. Liesse a recherché ensuite comment chaque belligérant s'est procuré les ressources nécessaires pour poursuivre la guerre. En ce qui touche notre pays, il a montré le rôle capital joué par la Banque de France dont la situation reste merveilleusement nette et saine. Il a abordé enfin le problème de la liquidation, après la guerre, en ne l'observant que pour la France. Ce pays-ci verra sa dette augmentée de 55 à 60 milliards, exigeant pour son service trois milliards annuellement. Le budget de la Guerre pourra être réduit d'environ 800 millions. Il faudra demander le reste à l'impôt. Là-dessus, M. Liesse émet des vœux : qu'on ne révolutionne pas le

système fiscal, qu'on revienne aux anciennes taxes, dont le contribuable a fait l'expérience, qu'on élève les tarifs de transport, surtout qu'on ne touche pas aux droits de douane. Et, s'élevant du point de vue strictement économique aux considérations sociales, l'orateur, dans une péroraison vigoureuse, a demandé que l'on travaille davantage, que le jeune homme débute plus tôt dans la vie pratique, que l'homme mûr y reste plus tard, que l'on encourage les chefs d'entreprise courageux et entreprenants, que les savants collaborent étroitement avec eux, en un mot, que la nation fasse preuve, dans la vie économique, de la patience, de la persistance et de la méthode dont la nation militaire lui donne le magnifique exemple dans les tranchées.

Coulommiers. — Imp. Paul BRODARD.

LA NOUVELLE LÉGISLATION DU PROTECTORAT FRANÇAIS DU MAROC

L'établissement du protectorat français au Maroc date du 30 mars 1912; les lois et codes réunis dans le beau volume qui vient d'être publié[1] ont été promulgués le 30 août 1913. On voit donc que la France n'a pas mis longtemps à doter le protectorat d'une nouvelle législation; il n'est pas sans intérêt de montrer qu'il ne s'agit pas cependant d'un travail hâtif, mais d'une œuvre sérieuse méritant l'attention des jurisconsultes comme des hommes politiques.

Il y avait pour la France nécessité de doter promptement le Maroc d'une organisation judiciaire donnant toutes les garanties d'une bonne administration de la justice, parce que c'était la condition de la suppression des Capitulations, et, par suite, des juridictions consulaires étrangères dont le fonctionnement entraîne d'incessantes difficultés avec les autorités marocaines comme avec les autorités de l'État protecteur. Les étrangers ne voulaient renoncer à la juridiction de leurs consuls que s'ils trouvaient des juridictions leur offrant toute garantie. C'est ainsi que les choses se sont passées en Tunisie; c'est après la loi du 27 mars 1883 organisant la justice française dans le protectorat que le Gouvernement de la République a entamé des négociations avec les Puissances étrangères pour obtenir la fermeture de leurs tribunaux consulaires dans la Régence.

Dès le début de 1913, le général Lyautey, résident général, assisté de M. Tirard, secrétaire général du Protectorat et de M. Landry, conseiller judiciaire, se mettait à l'œuvre et, le 19 mars 1913, il soumettait à M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, un projet

1. *Les codes et lois en vigueur dans le protectorat français du Maroc*, publiés par l'Office de législation étrangère et de droit international (Paris, Imprimerie nationale, 1914.)

d'organisation de la justice française au Maroc qu'il lui demandait de soumettre à une commission d'hommes compétents. Cette commission aussitôt constituée fut composée de membres de compétences diverses : diplomates, magistrats, jurisconsultes, administrateurs. Elle avait un précédent doublement précieux, le précédent tunisien, puisqu'il s'agissait d'un protectorat et d'un protectorat en pays musulman. De plus, certains de ses membres avaient fonctionné en Tunisie, participé à l'établissement et à l'application des textes qu'il s'agissait d'adapter au protectorat marocain. La Commission avait ainsi devant elle l'expérience tunisienne toute vivante et était admirablement renseignée sur ce qu'il convenait de faire et sur ce qu'il convenait d'éviter. Il y avait, en outre, des membres connaissant bien le Maroc et les choses marocaines. La Commission travailla avec la plus grande activité, surmontant bien des difficultés; elle achevait son œuvre en août 1913. Le règlement d'organisation judiciaire fut l'objet d'un *dahir* de sa Majesté Chérifienne en date du 12 août 1913 et fut approuvé par un décret du Président de la République française en date du 7 septembre 1913. Quelques jours après, la Cour de Rabat était solennellement installée.

Donnons une idée de l'œuvre accomplie, qui ne comprend pas seulement l'organisation judiciaire, mais la législation à appliquer par les nouveaux tribunaux.

Tout d'abord, il s'agit d'expliquer la forme sous laquelle se présente le règlement d'organisation judiciaire adopté. C'est un décret du Président de la République qui approuve un acte du Sultan du Maroc. Le concours de l'autorité française et de l'autorité marocaine s'explique par la nature même du protectorat, telle qu'elle résulte du traité fondamental du 30 mars 1912. « Le Gouvernement de la République et S. M. le Sultan sont d'accord pour instituer au Maroc un nouveau régime comportant les réformes administratives, *judiciaires*, que le Gouvernement français jugera utile d'introduire sur le territoire marocain » (art. 1er); « les mesures que nécessitera le nouveau régime de protectorat seront étudiées, sur la proposition du gouvernement français, par Sa Majesté Chérifienne ou par les autorités auxquelles elles en aura délégué le pouvoir » (art. 4).

Une entente entre le gouvernement français et le gouvernement marocain était donc nécessaire pour organiser la justice française au

Maroc. Restait à déterminer la forme sous laquelle devait se manifester cette entente. On n'a pas voulu se contenter d'un dahir chérifien pris sur la proposition du commissaire résident général et vu par lui pour approbation et promulgation. Il a été jugé nécessaire de faire apparaître plus directement l'autorité française dans l'organisation judiciaire du protectorat et cela pour des motifs très nettement indiqués dans une note officielle. « L'intervention d'un acte de la souveraineté française a paru avoir pour avantages certains d'affirmer clairement la qualité de juridictions françaises des juridictions nouvelles, de permettre le recrutement de leur personnel parmi les magistrats français et de constater officiellement, au nom du gouvernement français, que les conditions auxquelles la suppression des capitulations se trouve subordonnée par les conventions diplomatiques, c'est-à-dire la mise en vigueur de l'organisation judiciaire prévue par le traité de protectorat, sont définitivement réalisées. »

Si le Parlement n'est pas intervenu et si on s'est contenté d'un décret, c'est par application de l'article 8 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, qui donne au Président de la République le droit de ratifier et *de faire exécuter les traités*. Pour certains traités, il a besoin d'une autorisation des Chambres. Mais, quand cette autorisation a été donnée sans restriction (et ici une loi du 15 juillet 1912 a autorisé le Président de la République à ratifier et à faire exécuter le traité de Protectorat), le Président a qualité pour accomplir tous les actes qui sont une suite nécessaire du traité, ainsi que l'a jugé la Cour de Cassation[1].

La législation dont les textes sont réunis dans le volume qui vient d'être publié se compose d'une série de lois ou même de codes présentés par une introduction due à la plume d'un membre de la commission spécialement compétent. Il ne peut en être donné ici qu'une idée très sommaire en faisant précéder cet exposé d'une observation d'un caractère général. La commission était en présence d'une table rase, elle avait à construire une législation toute nouvelle, ce qui lui donnait une liberté avantageuse, mais aussi périlleuse. Elle est partie naturellement de la législation française, mais en tenant

1. Cass. 8 août 1889, *Dalloz*, 1890, 1, 185 (rapport de M. le Conseiller Sallantin).

compte du milieu et aussi des propositions de réforme de notre propre législation que des situations acquises ou le pénible fonctionnement de la machine législative ont empêché de réaliser.

Dahir sur l'organisation judiciaire. — Il comprend les règles de la nouvelle organisation (nombre, siège et composition des tribunaux, degrés de juridiction, nomination et recrutement des magistrats) et les règles de compétence à l'égard des Français, des Marocains et des étrangers. Il y a unité de juridiction, les mêmes tribunaux jugeant en matière civile et commerciale, en matière répressive et en matière administrative. Il s'agit bien de tribunaux français qui relèvent de la Cour de cassation et dont les décisions sont exécutoires en France.

Le *dahir sur la procédure civile* constitue un véritable code de 557 articles dont le caractère et la portée sont mis en relief dans l'introduction qui le précède. Notre code de procédure est devenu tout à fait archaïque et sa réforme projetée depuis longtemps, sérieusement préparée, n'a pas encore abouti. Au Maroc, on a pu se débarrasser des auxiliaires officiels et simplifier grandement la procédure.

Un *dahir sur la condition civile des Français et des étrangers* ne contient que vingt articles, mais n'en est pas moins d'un grand intérêt, en ce qu'il donne les règles essentielles du droit international privé, que l'on serait heureux de voir promulguées en France, alors surtout que l'on a cru devoir dénoncer des conventions qui posaient des règles essentielles sur des matières importantes, comme le mariage, le divorce, la séparation de corps et la tutelle.

Un dahir formant *code des obligations et contrats* ne comprend pas moins de 1 250 articles et est destiné à servir de loi locale pour les contrats et les obligations qui se forment sans convention. C'est un code fait pour la Tunisie qui a servi de modèle et qui avait été soumis aux jurisconsultes musulmans. Les Musulmans n'y rencontrent rien qui puisse froisser leur conscience religieuse et même contrarie leurs habitudes. L'introduction à ce dahir donne des renseignements curieux sur l'influence exercée par le droit romain sur la doctrine des premiers docteurs de l'Islam.

Un dahir formant *code de commerce* comprend 389 articles et a pour base le code de commerce français, modifié et simplifié sur certains points ; le commerce maritime n'a pas paru devoir être réglé maintenant, mais on a introduit le *registre du commerce.*

Enfin un dahir sur l'*immatriculation des immeubles* a pour but de faire cesser l'insécurité de la propriété immobilière au moyen d'une procédure qui a donné d'heureux résultats en divers pays, notamment en Tunisie.

Ce qui précède suffit pour montrer tout l'intérêt que présente cette nouvelle législation qui mérite d'être étudiée en elle-même, indépendamment de son application pratique. Il ne s'agit que des réformes législatives et judiciaires. Les textes relatifs aux réformes administratives seront insérés dans un second volume.

LOUIS RENAULT,
Membre de l'Institut.

EXODE ET IMMIGRATION
EN ALSACE-LORRAINE

La mutilation que subit en 1871 la France de l'Est entraîna un ébranlement prolongé dans la population qui en fut victime. L'exode qui se produisit alors, vers les parties adjacentes restées françaises, ne fut pas une de ces crises passagères dont le retentissement s'affaiblit peu à peu et finit par disparaître. On en suit la trace à travers un long cycle d'années, pour peu qu'on examine le mouvement de population de la contrée réunie par le vainqueur sous le nom d'Alsace-Lorraine. Ce fut d'abord une brusque dénivellation. On comptait en 1866 dans les pays qui devaient nous être arrachés une population de 1,597,288 habitants. Ce chiffre, dix ans après, était tombé à 1,531,804. Il faut attendre jusqu'à 1890 pour que la contrée ait récupéré la population qu'elle avait un quart de siècle auparavant[1]. L'accroissement se dessine à partir de cette époque, d'abord assez faible ; puis, de 1900 à 1910, suivant une allure qui s'accélère davantage : c'est qu'on peut constater dès lors l'intervention de causes nouvelles et, comme nous aurons à le voir, un afflux d'éléments étrangers qui entrent en ligne de compte[2].

L'exode n'en reste pas moins le trait saillant de toute la période écoulée. Une brèche durable est pratiquée, que le temps ne saura qu'imparfaitement réparer. C'est dans ses œuvres vives, peut-on dire, que la population est atteinte, car c'est sur les hommes de vingt à

1. 1890 . . . . . 1,603,506 habitants.

2. 1900 . . . . . 1,719,473 habitants.
1910 . . . . . 1,874,014 —

L'augmentation qui, dans cette décade, est de 6.20 p. 0/0 pour la Basse-Alsace, de 45.4 pour la Haute-Alsace, monte à 15.42 p. 0/0 pour la Lorraine, rendez-vous de l'immigration ouvrière d'Italie et de Pologne, qu'attire l'exploitation intensive des ressources du sous-sol.

quarante ans que porte surtout le déficit[1]. Une partie de la substance du pays s'écoule et déborde vers la France par-dessus la frontière nouvelle.

Sans doute toutes les parties de l'Alsace-Lorraine ne sont pas également atteintes par cette émigration : c'est surtout la Lorraine qui est éprouvée. On avait pu remarquer en 1872 que près de la moitié des options pour la nationalité française, reconnues valables par l'administration allemande, appartenait à la Lorraine. Mais cet indice est loin d'exprimer toute l'étendue des pertes subies. Un détail peut la rendre sensible. Les statistiques officielles relèvent, non sans surprise, dans l'ensemble de l'Alsace-Lorraine, la proportion considérable d'habitations non occupées par rapport au nombre total des maisons : cette proportion atteint en Lorraine près d'un dixième[2]. Les plus éprouvés sont ces cantons agricoles qui s'étendent à l'Est et au Sud de Metz, depuis Delme et Château-Salins jusqu'à Pange et Vigy. Les maisons s'étaient multipliées dans ces villages ruraux, surtout dans la florissante période de 1820 à 1845, comme l'indiquent les millésimes fréquemment inscrits au-dessus des portes; beaucoup sont aujourd'hui délaissées, ou tout au plus utilisées comme greniers ou magasins. Il est bien vrai qu'en trop de villages de France on peut aujourd'hui faire de telles rencontres : mais, quoi qu'il en soit, le spectacle ne s'y présente pas avec cette généralité et cette espèce d'insistance qui donne ici une impression d'abandon. Parmi les habitants les uns sont partis en effet, d'autres demeurent, tenaces, mais voyant autour d'eux les rangs s'éclaircir. Et, pour tirer la leçon complète de ces faits, il faudrait que du spectacle de ces pauvres maisons rurales délaissées on se reportât en imagination vers ces grosses bâtisses d'aspect plus ou moins exotique qui se greffent comme des excroissances sur le pourtour des grandes villes. C'est en raccourci le symbole de cette discordance qui oppose sur le même sol l'ancien élément indigène et un élément adventice qui tend assez gauchement à s'y adapter.

1. Chiffres de la population mâle de vingt et un à trente ans :

1871.	102,178 habitants.
1880.	88,506 —

2.

94,534	maisons habitées.
8,591	— inhabitées.

(Recensement de 1905.)

On ne peut qu'indirectement et par à peu près évaluer le total d'habitants que, depuis 1871, l'émigration a enlevés à l'Alsace-Lorraine. Le calcul le plus simple consiste à déduire le chiffre réel de la population actuelle de celui qui devrait résulter de la relation des décès et des naissances. On sait que, si le nombre des naissances n'a pas cessé de décliner en Alsace-Lorraine depuis 1871, celui des décès a diminué assez pour combler et au delà la différence. Or on constate, d'après les données recueillies par les statistiques officielles, un déficit constant qui n'a été interrompu dans la période de 1900 à 1905 que pour reprendre avec plus de force dans la période quinquennale suivante[1].

Il se trouve en fin de compte que 217,607 personnes manqueraient à l'appel. Mais ce chiffre est loin de représenter l'émigration qui s'est produite, car celle-ci a été en partie compensée par une immigration venue d'Allemagne. Les plus récentes statistiques nous apprennent que le nombre d'Allemands, immigrés ou enfants d'immigrés, qui habitent le pays d'Empire sans en avoir acquis la nationalité particulière, s'élève à 295,436. Il ne semble donc pas qu'il y ait exagération à dire qu'environ un demi-million d'Alsaciens-Lorrains ont quitté leur pays. Ce serait plus d'un quart de la population qui ferait ainsi défaut. Une telle saignée est un fait rare, sinon unique, dans l'histoire moderne de l'Europe, et d'autant plus significatif que, survivant au choc immédiat qui l'a mis en branle, il se prolonge pendant une période de paix qui a duré plus de quarante ans.

II

L'Alsace-Lorraine, par son annexion à l'Empire d'Allemagne, était mise en contact avec un État dont la population s'accroissait bien plus rapidement que la sienne. Cet Empire, qui comptait en 1875 une population de 42,727,360 habitants, en réunissait

1.

1871-1875	— 70,430	habitants.	1890-1895	— 34,534	habitants.
1875-1880	— 35,835	—	1895-1900	— 2,656	—
1880-1885	— 59,312	—	1900-1905	+ 3,954	—
1885-1890	— 37,991	—	1905-1910	— 30,295	—

Statistisches Jahrbuch für Elsass Lothringen, 1913-14, p. 43.

Ces chiffres ne s'appliquent qu'à la population civile; pour l'ensemble de la population, y compris les militaires, ils seraient un peu moindres naturellement, mais tendant au même résultat. La marche du déficit n'a été atténuée ou interrompue depuis 1895 que par l'immigration qui s'est produite alors en grand vers les mines de Lorraine.

en 1910 près de 65 millions, par un progrès auquel n'avait contribué que dans une faible part le *Pays d'Empire*. Jusque vers 1890 une émigration vers l'Amérique avait puisé annuellement par centaines de mille dans ce réservoir d'hommes : plus tard cette émigration avait numériquement beaucoup diminué, sans cesser pourtant d'émettre à l'étranger nombre d'ingénieurs, commerçants, propagateurs zélés de l'influence allemande. A ce flot montant, qu'avait à opposer l'Alsace-Lorraine, si entamée par l'exode d'une partie de ses enfants? Son sol partagé entre une légion de petits propriétaires, son industrie sortie de l'initiative de ses habitants et constituée dans une sorte d'esprit patriarcal par la collaboration de familles bourgeoises et d'ouvriers du pays, n'offraient pas aux paysans ou industriels d'Allemagne une prise facile. Comme d'ailleurs l'Allemagne devenait de plus en plus avare de sa main-d'œuvre, elle dut s'abstenir le jour où l'exploitation du fer et de la houille lorraines rendit nécessaire un nouvel appel de forces. Ce ne furent pas, comme jadis, des mineurs allemands qui vinrent exploiter les ressources du sous-sol, mais une foule hétérogène accourue de diverses parties de l'Europe. Mais si la constitution sociale de l'Alsace-Lorraine, robuste et cimentée par une ère déjà longue de prospérité antérieure, ne se prêtait pas au rôle de contrée à coloniser, il ne manquait pas de fissures par lesquelles pouvait se glisser l'expansion allemande.

Le nombre des Allemands immigrés dans le *Pays d'Empire* ne comprend pas seulement ceux qui figurent comme appartenant à un autre État de l'Empire : il faut y ajouter ceux que les recensements confondent sous le nom d'Alsaciens-Lorrains dans l'ensemble de la population. Il est difficile d'en évaluer le nombre, car les demandes de naturalisation constatées par les statistiques n'apportent sur ce point qu'un témoignage fort incomplet. On n'est probablement pas loin de la vérité en estimant à une centaine de mille, à l'heure actuelle, cette catégorie d'Alsaciens-Lorrains qui par leur origine et leurs sentiments font bloc avec les trois cent mille immigrés dont il a été question plus haut. C'est donc à près d'un cinquième de la population totale que s'élèverait le contingent qui s'est introduit de diverses parties de l'Allemagne.

On ne saurait négliger, quand il s'agit du peuple allemand, de distinguer avec soin la provenance dont ses immigrés sont origi-

naires. Il y a entre eux non seulement des différences, mais une hiérarchie. Ce n'est pas l'Allemagne du Sud qui fournit le principal contingent, mais la Prusse, pour plus de moitié. Et si l'on tient compte de la proportion des sexes, que ne manquent pas de relater les statistiques, le fait que ce sont les hommes qui dominent de beaucoup dans le contingent prussien, tandis que c'est le contraire pour ceux de Bade et de Wurtemberg, nous montre que si ces deux contrées voisines sont en possession de fournir surtout des femmes de service, c'est à la Prusse qu'appartient la prépondérance de militaires et de fonctionnaires, par conséquent de ce qui constitue l'armature du germanisme. L'Alsacien-Lorrain est rare dans ces rangs privilégiés. Parmi les 82,276 hommes dont se composait en 1910 la population militaire de l'Alsace-Lorraine, la proportion d'indigènes est restée infime, bien qu'en accroissement depuis quelques années[1]. C'est l'Allemagne en personne qui monte la garde dans sa conquête.

Les localités où la population immigrée se trouve en nombre, sont ou les grandes villes, ou ce qu'on a appelé avec un sens à bon droit péjoratif, les *petites garnisons*. Morhange, Dieuze, Sarrebourg, Saverne, Haguenau se rapportent à ce type. Un tiers de la population allemande immigrée est concentré dans les quatre principales villes. La proportion est moindre à Colmar et à Mulhouse (ce sont les Suisses qui, dans cette dernière ville, représentent le principal élément étranger), qu'à Strasbourg où elle atteint le tiers, et surtout qu'à Metz où elle entre pour moitié dans la population totale. Viennent ensuite les centres urbains des régions minières : Forbach, Saint-Avold, Thionville, Fontoy, etc. En somme, les immigrés sont surtout dans les villes, ou dans les banlieues et faubourgs qui leur sont contigus. On peut, d'après des statistiques, il est vrai, un peu antérieures à ces dernières années, faire le compte des cantons où le nombre d'Allemands de naissance est au-dessous d'un millier : tandis que, dans la Haute-Alsace, 22 cantons sur 24 sont dans ce cas, il n'y en a en Lorraine que 22 sur 33; la Basse-Alsace tient un

1. Alsaciens-Lorrains servant dans le pays même :

1900	2,693	hommes.
1905	6,289	—
1910	6,628	—

rang intermédiaire. La zone du vignoble alsacien est une des parties qui ont le mieux résisté à l'infiltration. Le canton de Ribeauvillé se distingue par la proportion la plus faible d'étrangers à l'Alsace-Lorraine; on le devinerait rien qu'à ses votes.

La présence d'Allemands nombreux n'est pas une nouveauté dans nos contrées de l'Est. Nos intendants d'Alsace, dès la fin du XVIIe siècle, le constataient et recommandaient qu'on eût pour eux des ménagements et des égards, dans l'intérêt des relations commerciales qu'entretenait avec l'Allemagne cette province « d'étranger effectif ». Des traditions d'hospitalité s'étaient établies. Au XIXe siècle les troubles et révolutions d'Allemagne firent refluer, en Lorraine comme en Alsace, des réfugiés politiques : cet élément, ajouté à d'autres, grossissait le nombre d'immigrés d'outre-Rhin[1]. Ceux qui venaient ainsi ne tardaient pas à céder au milieu ambiant, à s'incorporer à la population qui les avait accueillis. La plupart payaient de réciprocité la bienvenue dont ils étaient l'objet. Mais entre ces heureux temps et l'époque actuelle une rupture s'est faite. L'immigration allemande antérieure à la conquête ne se lie pas à celle qui l'a suivie. Celle-ci ne diffère pas moins par la mentalité que par le nombre. C'est en maître de la maison, et non pas en hôte, que l'Allemand s'assied au foyer. Ce n'est pas la sympathie, mais l'orgueil qui l'inspire. Le *Reichsland*, dénomination imposée à cet assemblage de dépouilles arrachées à nos départements de l'Est, n'est-il pas le domaine commun de l'Empire, destiné à en symboliser la fondation et à perpétuer l'idée de conquête? Il est entendu par là que dans cette marche du germanisme l'esprit de domination, sous toutes ses formes, règle les rapports des nouveaux venus et des habitants. Le fait de conquête, dont le sceau reste imprimé sur la constitution de *Reichsland*, donne le ton à ceux qui, petits et grands, s'attribuent pour mission d'en faire pénétrer l'esprit, de gré ou de force, dans les couches réfractaires. Les traditions, le tempérament, l'individualité propre de la contrée, toutes ces choses qu'au lendemain de la conquête française notre administration d'ancien régime s'attacha avec tant de soin à respecter[2], pèsent de peu de poids

1. Un statisticien allemand, Richard Boeckh, estimait en 1861 à 42,000 le nombre d'Allemands vivant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

2. La formation de la France de l'Est, *Revue de Paris* 1er et 15 décembre 1915.

auprès du germanisme, dont tout Allemand s'institue l'agent attitré, initiateur ou au besoin gendarme.

III

On a donc vu, à la suite de 1871, deux courants adverses se dessiner : l'un qui, arrachant à leurs foyers, individuellement ou par groupes, des Alsaciens-Lorrains, les a dirigés vers la France ou l'Algérie, mais en a fixé le plus grand nombre dans les départements contigus à l'ancienne frontière. L'autre courant, sans combler tout à fait le vide résultant de cet exode, a introduit dans les rangs qui s'éclaircissaient une immigration considérable de Vieux Allemands. Nous ne parlons pas d'autres immigrants qui sont venus dans la suite, aussi étrangers aux uns qu'aux autres par leur provenance, attirés par les besoins de l'industrie minière et localisés sur les points d'exploitation : c'est un sujet que nous laissons de côté pour l'instant.

L'introduction d'un fort contingent d'annexés dans la partie de l'Est resté français, et celle d'un contingent non moins considérable d'Allemands dans la partie démembrée, ne peuvent être appréciées ni comme deux valeurs numériques qui se compensent, ni comme deux poids se faisant équilibre. J'y verrais plutôt deux corps étrangers, doués d'affinités diverses ou, si l'on veut, deux substances chimiques en travail de réaction. Si l'Allemand, malgré la ressemblance des langues, différait de l'Alsacien, celui-ci, malgré la longue communauté politique, ne différait pas moins du Lorrain de langue française. Cependant, entre ces derniers, le rapprochement et la fusion se sont opérés sans peine ni secousse. Les industries que l'annexion avait décidées à passer les Vosges ont trouvé un terrain favorable, les rapports interrompus se sont renoués; et, comme nous avons eu ailleurs l'occasion de le montrer[1], c'est par l'infusion d'un sang nouveau, vivifiant les diverses branches d'activité, stimulant çà et là plus d'initiative, inoculant à la prudence lorraine quelque chose de cette audace réfléchie qui brille dans l'histoire de Mulhouse, que s'est traduite l'immigration dont nos départements de Meurthe-et-Moselle et des Vosges ont recueilli le principal bénéfice.

1. *Annales de Géographie*, XXVe année, 15 mars 1916, p. 112 et suiv.

L'autre immigration, celle qui a mis en contact les Allemands avec leurs nouveaux sujets, a donné lieu à des phénomènes différents. Le premier résultat qu'elle ait produit a été de mettre en saillie des contrastes insoupçonnés, dont la révélation a surpris, et plus d'une fois irrité les conquérants. C'est comme militaire et fonctionnaire que l'immigré allemand s'est introduit. Mais, envahissant par nature, il n'a pas tardé à se propager dans les professions libérales : avocat, médecin, architecte, sans parler de la place presque exclusive qu'il s'est réservée dans l'enseignement. Les efforts dénués de scrupules pour envahir le domaine de l'industrie, pour se substituer dans la direction des anciens établissements aux familles dont le nom en est inséparable, pour prendre en main tout ce qui est occasion de nouvelles entreprises, mines de fer ou de houille, sels de potasse, etc., ont été souvent signalés; ils se sont multipliés dans ces derniers temps. Nul doute que si les circonstances n'y mettaient bon ordre, ils ne parvinssent tôt ou tard à éliminer l'élément indigène, auquel pourtant revient, en ce développement présent ou futur, le mérite de l'initiative.

Cependant les cadres de la société alsacienne ont pu, dans la longue période écoulée depuis l'annexion, résister à ces assauts; et rien ne marque mieux leur solidité. On peut dire jusqu'à présent que l'immigration allemande s'est superposée à la société indigène, plutôt qu'elle ne l'a pénétrée. C'est un réseau étendu sur la contrée, mais entre les mailles duquel le flot de la population autochtone continue à suivre son cours. Les phénomènes démographiques y obéissent à des mouvements qui leur sont propres et dont l'impulsion date de loin. Dès 1856 nos administrateurs signalaient la diminution graduelle de la population dans les cantons agricoles. Plus marquée dans les très petits groupes ruraux de Lorraine que dans les communes généralement plus fortes d'Alsace, elle ne laisse pas de s'y faire sentir aussi, et avec la même continuité. Que l'augmentation se porte exclusivement sur les cantons industriels et sur les villes, c'est ce qu'on observa dès que les chemins de fer commencèrent à s'étendre : ce trait n'a cessé de s'accentuer, et sous ce double rapport les deux parties politiquement séparées de la France de l'Est se comportent de même.

Mais, comparée à celle de l'Allemagne, l'allure est différente, plus

lente, comme d'une contrée qui avait déjà auparavant traversé sa principale période de croissance tandis qu'à ses côtés l'Allemagne entrait dans un âge de mue. Le passage de la condition rurale à la condition urbaine s'est accompli en Allemagne comme un brusque chavirement : il a fait, en moins d'un demi-siècle, d'une population en majorité rurale, une population aux trois quarts urbaine. Ce mouvement a été plus ménagé dans nos anciennes ou actuelles provinces ; il a maintenu plus d'équilibre[1]. Rien n'y ressemble à la révolution qui en quarante ans a quadruplé la population de Cologne, quintuplé celles de Dusseldorf et de Mannheim, plus que quadruplé celle de Francfort-sur-le-Main, presque sextuplé celle de Duisbourg[2]. Seul parmi les villes d'Alsace-Lorraine, Strasbourg a doublé sa population; Nancy, dans la partie restée française, a fait de même[3]. Mulhouse, ralentissant des progrès qui avaient été si rapides, n'y est point encore tout à fait parvenu[4]. Les parties détachées de la France ont conservé, dans la nouvelle condition politique qu'elles ont dû subir, l'allure que leur avaient imprimée leur passé, leur constitution sociale, des affinités de traditions et de mœurs. Elles rentreraient dans la catégorie du trop petit nombre de nos départements dont la population, grâce à l'industrie, n'est pas

1. La proportion de la population rurale en Alsace-Lorraine, qui était de 64.2 p. 0/0 en 1871, est encore de 48.8 p. 0/0 en 1905.

2.

	NOMBRE D'HABITANTS EN	
	1870	1910
Duisbourg	30,533	229,483
Essen	51,511	294,65
Dusseldorf	69,348	358,718
Cologne	129,283	516,527
Francfort	91,040	414,587
Mannheim	39,606	134,313

3.

	NOMBRE D'HABITANTS EN	
	1870	1910
Strasbourg	85,654	178,831
	NOMBRE D'HABITANTS EN	
	1872	1911
Nancy	52,978	119,94

4.

	NOMBRE D'HABITANTS EN	
	1871	1910
Mulhouse	52,892	95,041

en diminution; mais leur augmentation, exclusivement fondée sur la diminution des décès, est loin du taux qu'elle atteint dans les autres États de l'Empire. Il est vrai que depuis une dizaine d'années l'Allemagne à son tour constate chez elle une baisse de natalité dont les progrès semblent inquiétants; mais, si ce phénomène est le signe avant-coureur d'une réaction assez probable, celle-ci ne prévaudra pas de sitôt contre la poussée de vitesse qui entraîne tout ce peuple dans une course à outrance.

Depuis le dernier quart de siècle surtout l'Allemagne urbaine est devenue comme un grand foyer aspirant de toutes parts les populations de l'Empire, et où le mouvement des intérêts et des affaires, les relations de banques, la participation à de puissantes associations et à des syndicats empiétant d'un État à l'autre, contribuent à mêler de plus en plus et à brasser les hommes. Les statistisques remarquent la proportion croissante des personnes qui, dans le sein de l'Empire, habitent un autre État que celui dont elles sont originaires. Ce n'est pas seulement en Prusse, mais dans l'Allemagne du Sud, que l'on voit ainsi s'entrepénétrer les sujets de l'Empire, sans distinction d'États ou de provinces. Le Grand-duché de Bade, le Palatinat bavarois, le Wurtemberg comptent de 9 à 13 p. 0/0 de leurs nationaux établis dans telle ou telle autre division politique de l'Empire. On aurait pu croire que l'Alsace-Lorraine n'échapperait pas à cette gravitation, et qu'une partie au moins des émigrants dont elle dispose, serait entraînée dans cette orbite. Quel pouvait être sur ces populations si attentives aux événements du dehors, si actives et empressées à mettre à profit les chances du sort, l'attrait d'un développement économique tel que depuis longtemps l'Europe n'en avait point connu! On avait vu, au moment de notre Révolution, la spontanéité avec laquelle ces populations de l'Est s'étaient associées aux tressaillements de la société française. Des communications plus fréquentes avaient été la conséquence immédiate des événements politiques; nulle part, ainsi que le montrent les rapports administratifs de l'an XI, leur retentissement n'avait plus remué jusqu'en ses couches profondes la population, et n'avait suscité de départements à départements ou d'un côté de la France à l'autre, plus de curiosité et de relations. Or rien de pareil n'est sorti du contact prolongé de ces mêmes contrées avec le foyer en ébullition

de l'Allemagne nouvelle. Elles n'en ont pas appris le chemin. A la différence des autres sujets de l'Empire, l'Alsacien-Lorrain d'origine est très peu représenté dans la population des autres états. La proportion en était évaluée, en 1905, à 3.7 p. 0/0 seulement; et comme il faut retrancher de ce chiffre le contingent de recrues qui après leur service militaire rentrent presque tous dans leur pays, on voit à quoi se réduit en définitive le nombre des Alsaciens-Lorrains qui ont élu domicile dans les autres parties de l'Allemagne.

De cet indice, ajouté à bien d'autres, on tire la même impression. Malgré plus de quarante ans de domination, en dépit de changements dont il ne faut pas se dissimuler l'importance dans la composition de la population, le Pays d'Empire fait figure d'étranger dans la famille où la conquête l'a introduit.

P. Vidal de la Blache,
Membre de l'Institut.

LA CRISE NATIONALE ITALIENNE

DE LA NEUTRALITÉ A L'ULTIMATUM

(Août 1914 — Mai 1915)

« Je crois que dans les conditions où est aujourd'hui l'Europe, l'Italie doit être armée. L'Italie jeune ne doit pas finir comme Venise vieillie : dans la neutralité qui ne sauve rien : dans le désarmement qui entraine tous les risques... »

CARDUCCI.

Transposant le titre d'une brochure célèbre, on aurait pu, il y a quelques mois encore, faire une étude sur « l'Italie qu'on voyait et l'Italie qu'on ne voyait pas ».

De l'Italie, nous connaissions surtout ce qui tirait l'œil : les luttes électorales et les menées parlementaires. Que faisaient les socialistes? Et les démocrates? Et les libéraux? Qu'allaient faire les catholiques? Y avait-il encore des républicains? Combien restait-il de conservateurs? Au surplus, les partis de gauche paraissaient dominer, et l'avenir semblait être aux socialistes et aux démocrates. Les questions sociales avaient pris le pas sur les questions nationales. L'électeur allait à qui promettait. Sans doute, et par expérience, il savait que promettre n'est pas tenir; mais, que risquait-il? Il obtiendrait peut-être quelque chose : un peu plus de salaires ou un peu moins d'impôts. Et même s'il ne gagnait rien, au moins il aurait menacé, tracassé, inquiété; il aurait montré sa force et se serait fait craindre. La prochaine fois, il serait plus heureux.

Donc, il y avait des socialistes révolutionnaires, des socialistes officiels et des socialistes réformistes. Il y avait aussi des conservateurs plus ou moins libéraux, et des libéraux plus ou moins conservateurs; puis, des radicaux sectaires et des radicaux souriants; puis, des catholiques ralliés et d'autres qui ne l'étaient guère. Il y avait même des républicains : les uns farouches encore, les autres tout prêts à se rendre. Chaque parti avait ses orateurs, ses revues, ses

journaux, ses cercles et ses comités. Il avait ses ambitieux, qui menaient, dirigeaient, disputaient, bataillaient : qui combattaient pour des idées; avant tout, pour des intérêts : intérêts de classe, de caste ou de coterie. L'important pour les socialistes était de tout accaparer, et, pour les conservateurs de tout garder. Les radicaux étaient hantés par le spectre historique et fameux : le spectre anticlérical, et ce spectre fascinateur les empêchait de rien voir. Les catholiques pensaient à s'insinuer, et, les yeux baissés, quêtaient des alliances. Les libéraux cherchaient leur voie au milieu de ces heurts, et, confiants encore dans le Parlement, s'apaisaient en disant : ce n'est pas une faillite, c'est une crise. Les républicains n'avaient pas renoncé à renverser la monarchie, ou, s'apprêtaient à faire payer cher leur défection.

Pourtant, M. Giolitti était grand électeur. Il était maître de l'électeur et de l'élu. De droite et de gauche, il promettait, compromettait, s'immisçait. A droite et à gauche, il avait ses clients. Les principes étaient devenus des attitudes. Les programmes n'avaient été que des appâts. Candidat, on avait aspiré à une place. Député, on était en place, on en réclamait les profits.

M. Giolitti se jouait de cette anarchie, qui était un peu son œuvre. Il se consolait de ne pas être un haut politique : il était vraiment un fin parlementaire. Portant le cap d'un côté, puis, revirant de l'autre, il louvoyait. Il louvoyait comme par plaisir, et le moindre vent était pour lui prétexte à louvoyer. Au fond, il ne paraissait pas très sûr de la route qu'il voulait suivre. Il temporisait, tournait l'obstacle, éludait la difficulté, tenait l'équilibre : un seul but, celui de durer. Sans doute, et pour rien, il n'était disciple de Comte et ne pratiquait sa maxime : « Savoir, pour pourvoir, afin de prévoir. » S'il savait, il ne prévoyait pas : encore moins il pourvoyait. A chaque heure suffisait sa peine. Pour vivre tranquillement, il vivait au jour le jour. De peur de décider, il laissait faire.

Il craignait les socialistes; et il leur lâchait la bride. Il était ami des radicaux; et il les amadouait par l'appât de quelque grande réforme à trompe-l'œil. Il considérait les catholiques comme un appoint d'avenir, peut-être; et il les ménageait. Des libéraux et des conservateurs, il ne s'occupait guère; il savait qu'ils suivraient en

protestant, mais qu'ils suivraient. Des républicains, il pensait ce que tout le monde, ou à peu près, pense en Italie ; ils n'étaient pas à redouter : il les abandonnait à leurs regrets, ou les surveillait, ou provoquait leurs avances. Sans doute, il avait fait l'expédition de Tripoli. Mais, comme maintenant on lui reprochait, les uns de l'avoir faite, les autres de l'avoir mal faite, il paraissait s'en excuser et la remettait sur le compte « de la fatalité historique ». Il avait renouvelé la Triplice. Mais, trop pressé, il n'avait exigé aucun gage nouveau. C'était toujours cette même alliance, assurance de paix timide et sans gloire, qui faisait de l'Italie la tributaire de l'Allemagne et de l'Autriche.

***

Partisan du moindre effort, M. Giolitti semblait éternel. Pourtant, un jour, sans qu'on sût exactement pourquoi, il démissionna. Quelques amis radicaux le boudaient. Il avait encore la majorité (mars 1914). On crut généralement à une fausse sortie. Le temps de liquider la situation financière résultant de l'expédition tripolitaine, et il reviendrait. Son successeur ne serait qu'un intermédiaire à sa discrétion, et forcé de se rendre au moindre signe. Ainsi, vit-on, il y a des années, en France, un autre grand parlementaire, inquiet et comme empêtré de ce qu'il avait fait, et de ce qui lui restait à faire, passer la main. Il avait calculé que ce serait exactement pour un semestre. Sûr de son fait, mais ne voulant risquer aucune chance, il avait lui-même choisi ses successeurs. Ses successeurs durèrent trois ans. Ils en rient encore ; au moins, ils en riaient encore, il y a quelques mois.

Le successeur désigné de M. Giolitti paraissait être M. Sonnino. Mais précisément il était de grand talent et avait une réputation d'homme énergique : il aurait pu gêner. On lui préféra l'un de ses amis, très dévoué, mais très modeste : M. Salandra. De lui, rien à craindre. Il devait dans la suite donner quelques déceptions à ces parlementaires trop rusés. On lui fit la vie dure.

A peine installé, et comme par un fait exprès, les employés de chemins de fer menacèrent de se mettre en grève. Puis, ce fut la révolte, presque la révolution, des Romagnes (juin 1914). Notons que

cette révolte, cette demi-révolution fut déclanchée au cri de : « A bas l'Armée! »

L'autorité avait, à Ancône, interdit une réunion publique en faveur d'un soldat qui avait à se plaindre de ses chefs. La réunion fut privée. A la sortie, les assistants, se ruant dans la ville, assaillirent à coup de pierres gardes et carabiniers. Gardes et carabiniers ripostèrent. Ils devinrent des assassins. D'un sursaut, la plèbe se souleva. « A bas la garde! à bas les Carabiniers! à bas l'armée! à bas les assassins tueurs de femmes et d'enfants! » Le mouvement s'étendit à Rome, Milan, Turin, Florence, Pise. On réclama l'interruption du travail; on exigea la fermeture des boutiques. On cassa les vitres; on arrêta les tramways. Quelques gares et quelques églises furent incendiées. Ce fut la *Semaine rouge*.

Pendant ce temps, le Parlement agissait. On discutait les crédits militaires. Les socialistes firent l'obstruction; ce qui, en Italie, est le grand jeu. Certains députés parlèrent cinq heures : ils en furent, dit-on, très fiers. Tel autre apporta un jour quinze amendements : il pliait sous le poids de ses paperasses. Le Parlement s'amusait. Cela continua des semaines et durait encore à la veille de l'ultimatum à la Serbie.

***

« L'égoïsme, source du socialisme, la jalousie, source de la démocratie, ne firent jamais qu'une société faible, incapable de résister à de puissants voisins. » Cela est de Renan, mais du Renan gênant et mal connu, celui de la *Réforme intellectuelle et morale*. Il ajoute dans ce même livre, daté de 1871 : « Un des plus mauvais résultats de la Démocratie est de faire de la chose publique la proie d'une classe de politiciens médiocres et jaloux, naturellement peu respectés de la foule, qui a vu son mandataire d'aujourd'hui humilié hier devant elle, et qui sait par quel charlatanisme on a surpris son suffrage. » Ces deux phrases auraient pu servir d'épigraphe à cette étude. Encore en juillet 1914, qui parlait en Italie d'avoir à s'inquiéter jamais de puissants voisins? Le Parlement était pacifiste. Théoriquement pacifiste : il ne voulait pas la guerre. Pratiquement pacifiste : il ne croyait pas à la guerre.

Et ses plus grandes séances, les plus orageuses et les plus sensa-

tionnelles, celles des plus beaux discours et des plus savantes obstructions, étaient celles où l'on discutait des dépenses improductives : dépenses de l'armée de terre, dépenses de l'armée de mer, autant dire, et pour beaucoup : dépenses inutiles. Mais, à l'étonnement de tous, les puissants voisins entrèrent en guerre.

Comment les Italiens allaient-ils supporter ce choc imprévu? Auraient-ils assez de ressort pour secouer leurs préoccupations de partis, assez de courage pour les sacrifier à la patrie? Seraient-ils, en un mot, capables de réagir? Et, s'ils réagissaient, qui l'emporterait, du Parlement, cependant élu par la nation, mais pour des fins particulières; ou de la nation, reprenant conscience d'elle-même, et voulant poursuivre ses destins inachevés? Était-il paradoxal d'espérer qu'un parlement ne représente pas une nation?

Déjà, Gambetta disait que, dans les Assemblées, le pays se reflète comme dans un miroir brisé. Le mot pouvait s'appliquer aux Assemblées d'Italie. Le miroir était brisé, et chaque petit morceau cassé reflétait petits intérêts, petits égoïsmes, petites jalousies, grandes surenchères de partis. L'Italie, celle du Risorgimento, existait-elle encore? Comment le voir et le savoir?

*
* *

Les peuples à régime démocratique se consolent de ne pas tout savoir en discutant de tout, même de ce qu'ils ignorent. Ce qu'on leur cache, ils ont vite fait de le deviner : ils argumentent sur des à peu près; ils se convainquent par des semblants; leur opinion manque de base, mais ils n'en ont pas moins une opinion. Ils parlent, ils débattent, ils disputent : ils sont libres, ils se gouvernent eux-mêmes.

Les Italiens ne connaissaient pas les clauses de la Triple-Alliance, mais ils n'en avaient pas moins sur elle une idée nette : elle était un gage de paix. Sans doute, certains en étaient partisans; certains en étaient adversaires. Pour les uns, elle était surtout une combinaison défensive et conservatrice; pour les autres, elle était seulement un moyen d'attente et de pis aller. Chacun se répétait ces formules comme des sentences; mais, au fond, chacun redoutait l'inconnu d'un changement, et toute polémique sur l'Alliance pouvait se

résumer par un dialogue en deux phrases... « Pour conserver la paix, il faut garder la Triple-Alliance ». — « Oui, mais jusqu'au jour où nous serons prêts à faire la guerre... » Et de la guerre personne ne voulait. Les nationalistes eux-mêmes, qui pourtant en parlaient sans cesse, auraient été fort empêchés, si on les avait pris au mot. Préparer la guerre, la déclarer inévitable et par là tenir un peuple en haleine, lui inculquer l'esprit de sacrifice, lui donner goût de tenter des aventures et d'essayer ses forces : ce n'est pas désirer la guerre, mais prendre prétexte de la guerre possible, pour rendre, même en paix, ce peuple énergique, audacieux et puissant.

Les événements de Sarajevo n'émurent pas tout d'abord. Encore une fois, peut-être, les Balkans seraient à feu et à sang. N'était-ce pas leur sort? Rien ne pressait : on avait le temps de voir. Mais, quand on sut que l'Autriche mobilisait, puis la Russie, puis l'Allemagne et la France, ce fut de la stupeur. N'allait-on pas, malgré soi, être entraîné dans la tourmente? L'alliance n'allait-elle pas jouer automatiquement, et contraindre à la guerre?

L'angoisse, heureusement, fut de courte durée. Le 3 août 1914, le ministère publiait la déclaration officielle de neutralité. Jamais en Italie, on ne respira mieux que ce jour-là.

***

En droit, le traité de la Triple-Alliance existait encore. En fait, l'Italie demeurait isolée, sans ennemis, mais sans amis. Quel parti pouvait-elle prendre?

Rompre immédiatement avec l'Autriche et l'Allemagne : brusquement et tout de go, aller à la France, à l'Angleterre et à la Russie; céder à un mouvement de dépit et de colère, quitte à être, et par beaucoup, accusée de trahison. Certains le voulaient, ou feignaient de le vouloir : au dedans d'eux-mêmes ils pensaient bien n'être que des excitateurs d'idées, des promoteurs d'énergies. Des amis de quarante ans ne se traitent pas aussi légèrement. On leur tourne le dos; mais, bien des fois encore, on se retourne, espérant l'ami commun qui vous réconciliera. Comment d'ailleurs marcher avec l'Entente, avant de s'être entendu avec elle, posément, longuement, et dans tous les détails? Quelles sont vos promesses pour l'Adria-

tique? Quelles sont-elles pour la Méditerranée? Les alliances ne sont pas interchangeables. Au surplus, l'armée était-elle prête?

Maintenir la neutralité absolue : rester à la fenêtre, les coudes sur les barreaux, sans s'inquiéter de ce qui se passait à sa porte; profiter de la guerre des autres, pour s'organiser pacifiquement et s'enrichir; pratiquer l'égoïsme, non plus l'égoïsme national et sacré, mais l'égoïsme individuel et bassement intéressé, et au fond se réjouir de la victoire allemande. Mais, les vainqueurs, quels qu'ils fussent, feraient payer cher cette défaillance. Si la nouvelle Duplice triomphait, l'Italie, même remboursée de quelques petites choses, d'alliée deviendrait cliente et vassale. Si l'Entente triomphait, c'était l'Adriatique slave, et la Méditerranée à jamais perdue.

Maintenir la neutralité conditionnelle : attendre, s'insinuer, profiter des occasions, les provoquer, les tourner à son profit : se faire désirer, se faire craindre aussi. Mais, en effet, il fallait se faire craindre; et par conséquent, profiter d'un répit, qu'on espérait suffisant, pour réorganiser l'armée, pour réorganiser la marine et pour préparer les volontés à une guerre possible; sans tout faire pour échapper à la guerre, tout organiser pour pouvoir la déclarer, en son temps, si cela devenait nécessaire.

Voilà bien les trois partis en présence : interventionnistes, neutralistes absolus, neutralistes conditionnels. Mais, que de nuances encore parmi eux!

Les interventionnistes voulaient la guerre. Mais, certains la voulaient de suite. D'autres n'entendaient qu'y accoutumer les esprits : y pousser le gouvernement, le tenir en haleine, faciliter et hâter sa décision; une fois la décision prise, amener à lui un peuple déjà prêt à le suivre.

Les neutralistes absolus ne voulaient pas la guerre. Mais certains, pour l'empêcher, menaçaient de la Révolution, au moins de la grève générale. D'autres étaient plus hésitants : ils faisaient de la propagande pacifique; au dernier moment, ils sauraient se soumettre, précisément pour éviter la Révolution, la grève générale et l'invasion.

Les neutralistes conditionnels voulaient composer. Mais certains étaient résolus à se contenter de la moindre compensation. D'autres cherchaient à obtenir par traité le plein de ce qu'ils auraient pu gagner par victoire; et, bien convaincus que ce serait impossible, ils

armaient. M. Salandra était neutraliste conditionnel. M. Giolitti a pu dire qu'il l'était aussi. Question de plus, question de moins.

***

La partie allait se jouer à trois partenaires : le gouvernement, autant dire le Roi, le Parlement et la nation.

Plaçons le parlement hors jeu. Il était pour la paix, mais si le gouvernement et la nation étaient pour la guerre, on saurait bien le faire céder. Avant tout, il était de l'avis de ses électeurs. Pour peu qu'ils le grondassent, mettons : qu'ils grondassent, il ferait ce qu'ils voudraient. On sait bien que l'élu, malgré ses prétentions à diriger l'électeur, est au fond mené par lui. « Quelle importance, écrira Rastignac, quelle importance pouvait avoir, à travers l'immense lutte où combattent aujourd'hui toutes les forces d'Europe, que dans un grand pays de 36 millions d'habitants, il y en ait 300 à 400 parmi eux, qui en une période plus ou moins triste de leur vie, aient préféré la fortune diplomatique d'un prince allemand à la fortune de l'Italie, puis, sous la menace populaire, se soient soumis et désavoués, sinon repentis et convertis ? »

Pendant neuf mois, M. Salandra négocia, mais comme il négociait en secret (aurait-il pu faire autrement?) il fut tour à tour accusé d'imprudence et de timidité. Sans s'inquiéter de ceux qui, de droite et de gauche, le tiraient par la manche, il continuait sa route. Qu'avait-il besoin de tous ces donneurs de conseils?

Voici une caricature. Quoiqu'elle ait paru dans le *Giornale d'Italia* (octobre 1914) il ne l'a probablement pas inspirée ; s'il a eu le temps de la regarder, elle a dû le satisfaire. Il est représenté à son bureau, se bouchant les oreilles à poings fermés : des cloches et des bourdons autour de lui battent à toute volée. De ces cloches et de ces bourdons sortent des voix. C'est M. Giolitti qui demande à être consulté : N'a-t-il pas l'expérience de « la fatalité historique » ? C'est M. Luzzatti qui est neutraliste à fond, mais qui, homme indispensable, espère bien, en cas de complications, faire partie du grand ministère. C'est M. Bissolati. Il pousse à la guerre immédiate et accroupi devant une carte, le fusil en joue, fait mille dans le petit rond qui figure Vienne. Mais, M. Morgari n'est pas pour marcher : cela apprendra

au tzar à agir sans sa permission ; mais, M. Chiesa menace de marcher seul, quitte à proclamer la République, si la Monarchie ne lui obéit pas : tandis que M. Foscari, « unique nationaliste qui n'aie pas été partisan de la Triplice », crie : « A bas l'Autriche! »; et que M. Soderin trouve impossible de s'allier à la France anti-cléricale. Et tel se contente de Trente et Trieste. Et tel autre exige toute l'Adriatique et toutes les Iles de la mer Égée. Mais l'Italie casquée met sa main sur l'épaule de M. Salandra et dit : « Tiens-toi tranquille : mon intérêt et c'est tout. Sans quoi, je te destituerai d'élève continuateur de Cavour. »

M. Salandra devait s'inspirer uniquement des intérêts de l'Italie. Certains prétendent maintenant qu'il ne voulait pas la guerre; qu'il a craint une révolution intérieure ; qu'il a eu la main forcée. Disons plutôt qu'il a désiré très loyalement la paix, mais que, quand il a vu la guerre inévitable, il s'est laissé forcer la main ; que, par surcroît, il a tout fait pour avoir l'air d'avoir la main forcée. Une guerre comme celle-là ne pouvait être qu'une guerre acclamée. Il fallait qu'elle fût consentie par la rue, après appel au peuple, et comme dans une sorte de plébiscite bruyant et passionné. Un Italien, sans doute pas très belliqueux, me disait : « Ce fut un coup bien monté! » Était-ce un reproche à M. Salandra, peu importe. J'ai préféré croire que la langue lui avait fourché et qu'il avait voulu dire : un coup bien préparé.

Car, l'opinion était incertaine. Elle tombait de haut, et avait besoin d'un certain temps pour se remettre d'une telle chute. Les partis, et leurs journaux, et leurs écrivains, et leurs orateurs, immédiatement se mirent en branle, chacun appelant de son côté. L'opinion était surprise et troublée : elle ne savait où aller. C'était le cas de faire l'opinion.

***

A grand fracas, les groupes s'assemblent et prennent parti.

Les socialistes révolutionnaires :

L'internationale ne sera possible que quand les peuples seront libres... La civilisation prolétaire ne pourra naître d'une civilisation à type militaire, or, l'impérialisme allemand signifierait le retour à la civilisation militaire féodale. Toutes les guerres de libération sont nos guerres. Nous

voulons agir pour notre France, pour la France de la liberté et de la Révolution.

Les socialistes réformistes :

La Triplice est un cadavre, et l'Italie ne peut attendre les dix mois de viduité, avant de convoler à d'autres noces. La guerre est la lutte pour la libération du monde du militarisme agressif. La guerre du côté de la Triple-Entente correspond à une libération dans le sens d'une révolution démocratique et socialiste.

Les républicains :

... Guerre pour la Sainte-Alliance des peuples, pour les États-Unis d'Europe.

Les radicaux :

Se déclarer pour la Triple-Entente, c'est défendre les principes de nationalité, et éliminer pour l'avenir les motifs de conflit futur.

Les catholiques libéraux :

Des signes non douteux permettent d'attendre de la victoire de la Triple-Entente la reprise des relations avec la France, l'accroissement de l'Église en Angleterre, la reconstitution de la Pologne catholique, et puis enfin, si l'entreprise est accomplie avec le concours empressé des catholiques italiens, la mise en valeur du catholicisme italien.

Les nationalistes :

L'Italie fera la guerre pour achever l'œuvre de son Risorgimento et de son unité nationale. Elle la fera parce que, dans sa récente vie de nation, lui a manqué jusqu'ici une grande guerre, une vraie guerre qui la fasse vraiment sacrée à ses fils et sainte aux étrangers. Elle la fera pour des raisons d'ordre moral.

Paysans, ouvriers, petits bourgeois avaient eu l'impression d'être sortis d'un mauvais rêve : ils croyaient avoir échappé au danger. Et voilà que tout s'agitait à nouveau. Personne ne les menaçait directement, et on les conviait à la guerre. On les y conviait pour des idées : révolutionnaires, ou socialistes, ou républicaines, ou anti-militaristes, ou anti-autoritaires, ou même catholiques, ou encore pour des raisons d'ordre moral. C'est bien pour ces idées et ces raisons qu'ils avaient voté. Dans tous ces appels ils retrouvaient comme des échos déformés de programmes électoraux. Mais, plus question de voter : c'était beaucoup plus sérieux. On leur demandait le sacrifice de leur vie.

Révolutionnaires, socialistes, républicains, ne pouvaient s'empêcher de songer que leurs députés avaient prêché la paix au contraire, et la fin pour toujours des guerres. Il y a quelques semaines encore, ils chicanaient sur les budgets militaires. Les catholiques libéraux trouvaient peut-être la Pologne bien loin et le reste bien vague. Les nationalistes eux-mêmes avaient, comme malgré eux, l'impression de se sentir pris à leur propre piège. Ils avaient rêvé de la guerre, et oui : mais maintenant il fallait la faire.

Pourtant, les seuls qui parlassent de paix étaient :

Ou les catholiques inféodés à l'Autriche :

Se joindre à la Duplice serait à l'égard du droit des gens un fait aussi grave que celui de la violation de la neutralité de la Belgique... tant qu'il ne serait pas imposé par la nécessité de la défense nationale. Or personne ne nous menace.

Ou les socialistes officiels, collectivistes et marxistes :

La guerre est voulue par les intérêts dynastiques. Guerre à la guerre!... Si les gouvernements veulent sortir de la neutralité, nous les immobiliserons par la force. Le prolétariat ne veut verser son sang que pour sa cause. Nous ne connaissons qu'une guerre : la guerre sociale.

Les libéraux et les conservateurs eux-mêmes, plus pondérés, moins sujets à l'emballement, ne se risquaient pas à promettre la paix : ils n'osaient que la faire espérer. Ils négociaient, et, si l'on sentait les uns résolus d'avance à accepter un minimum, les autres, au contraire, et les plus nombreux, paraissaient décidés à exiger un maximum. De ce côté encore, c'était peut-être la guerre.

Le peuple continuait à ne pas comprendre. Prenons une expression populaire : il ne savait pas d'où tout cela lui tombait. Que de raisons pourtant de s'abstenir!

L'Italie ne participait pas à la guerre, et déjà elle en souffrait. Des usines se fermaient. Il y avait des faillites et des ruines. La vie renchérissait. Le chômage augmentait. Ce serait pis encore, si on se laissait entraîner. Les plus renseignés savaient bien qu'une grande partie des capitaux venaient d'Allemagne et d'Autriche. Le retrait de ces capitaux amènerait d'autres fermetures d'usines, d'autres faillites, d'autres ruines et plus de chômage. La misère et l'angoisse d'une misère plus grande apaisaient beaucoup d'héroïsmes. A cela s'ajoutait la crainte des socialistes officiels : des collectivistes. Il n'y

a pas longtemps, ils avaient fait « la Semaine rouge ». Ils étaient contre la guerre. Ils menaçaient de recommencer pour imposer la paix. Cette fois l'occasion était meilleure. Ils pouvaient soulever les masses. Si on leur résistait, ce serait la Révolution, et devant la peur d'une Révolution, il y en a tant qui se soumettent. D'autre part, qui poussait à la guerre? Encore les partis, et pour leurs intérêts : les républicains pour la république, les démocrates pour la démocratie, les anti-cléricaux pour l'anti-cléricalisme, les socialistes réformistes pour le socialisme : représentés par la France peut-être, mais si mal représentés par la Belgique, l'Angleterre et la Russie, qu'on se défiait malgré soi. Tout cela n'était sans doute que prétexte et, dans tout cela, personne ne parlait de l'Italie, sauf les nationalistes. Mais, eux encore étaient un parti. La guerre avait toujours été dans leur programme. Un instant, et comme pour ne pas la laisser échapper, ils auraient voulu marcher d'accord avec l'Autriche. On les accusait de vouloir la guerre pour la guerre.

Et quelle guerre? Encore une guerre d'enthousiasme. C'est de la sorte qu'on était parti pour Tripoli, après des discours, des polémiques et des disputes de rue; avec des cris, des chants et des fleurs; sans réfléchir exactement à quoi l'on s'engageait, sans savoir au juste si l'on était suffisamment prêt. L'expérience avait-elle si bien réussi, qu'elle incitât à recommencer? Et Tripoli n'avait été qu'une expédition coloniale! Et, cette fois, il s'agissait de tout autre chose!

*
* *

Pourtant, pas une heure sans journaux sensationnels criés à tout vent; pas un jour sans brochures et sans tracts, passés de l'un à l'autre. Puis, c'étaient les réunions, les conférences et les meetings; et, de partout distribués, les illustrés, les caricatures et les cartes postales. Les plus calmes auraient voulu résister : il leur fallait entrer dans le mouvement, choisir et prendre parti. Dans les familles, dans les cafés, dans les boutiques, sur les places publiques, nouveaux forums : partout où l'on se rencontrait, entre parents, amis, ou demi-inconnus, on s'interrogeait, on se questionnait. Avez-vous lu un tel? Avez-vous entendu cet autre? Et ces dessins, et ces caricatures, qu'avez-vous à répondre? Et toujours

cela se résumait en ceci : Êtes-vous pour la France? Êtes-vous pour l'Allemagne? Si vous êtes pour le socialisme, pour la démocratie, pour le libéralisme, vous êtes pour la France. Mais si vous êtes pour l'Allemagne, c'est que vous êtes avec le cléricalisme, ou avec le collectivisme, ou avec l'internationale : c'est que, par surcroît, vous approuvez les massacres, les fusillades, les incendies et les noyades. Êtes-vous ou n'êtes-vous pas pour les Barbares?

Être ou n'être pas pour les Barbares. Le premier cri qui d'instinct venait à tous, était le vieux cri lancé jadis par Jules II contre d'autres, il est vrai, mais repris, quatre cents ans plus tard, contre les Autrichiens : *Fuori i Barbari!*

Les Autrichiens étaient restés les ennemis, et les masses distinguaient à peine entre Autrichiens et Allemands. Sans doute, l'Allemagne avait ses partisans, mais seulement parmi professeurs, banquiers, gros industriels, grands commerçants, liés à elle par éducation ou par intérêt. Pour le peuple, Autrichiens et Allemands étaient, au même titre, les *Tedeschi*, et le peuple haïssait les *Tedeschi*. En Vénétie, en Lombardie, dans tout le Nord, les souvenirs étaient restés vivaces, des perquisitions, emprisonnements et pendaisons. C'étaient les histoires des grands-pères et des pères : et les fils les répétaient à leurs fils. De loin, ces histoires commençaient à prendre des allures de légendes; et les chants patriotiques étaient devenus comme des cantiques de foi; et partout, le Risorgimento, époque héroïque et fabuleuse, était célébré à l'égal d'un culte religieux.

Entre France et Italie, bien au contraire, on s'était jalousé, soupçonné, piqué et comme taquiné; mais ces querelles de famille n'avaient jamais été jusqu'à la brouille définitive, et permettaient un retour d'autant plus affectueux. Que de temps perdu à se jalouser, soupçonner, piquer et taquiner! Qu'on redevienne ami et pour toujours! Les affaires de Tunis étaient loin : celles d'Aigues-Mortes et de Marseille oubliées. Il y avait encore les affaires plus récentes du *Manouba* et du *Carthage*. Mais les sceptiques se demandaient si elles n'avaient pas été prétextes de politiques et de journalistes à envenimer et à surenchérir. Et les plus fins commençaient à en sourire. Notre ministre des Affaires étrangères, nouveau venu et peu habitué au ton de la maison, avait peut-être un peu haussé la voix et n'avait pas su nuancer. Ils étaient persuadés qu'il avait

été, le premier, très vexé de l'effet produit par ses éclats de débutant. Au surplus, ils étaient sans rancune.

On faisait des vœux pour la France, on plaignait la Belgique, on admirait l'Angleterre d'avoir mobilisé pour une idée, on redoutait un peu la Russie, protectrice des Serbes; on avait horreur de l'Allemagne, sans beaucoup la connaître, et de l'Autriche, parce qu'on la connaissait trop. Sympathies, antipathies, inquiétudes, mouvements des esprits et des cœurs : purs sentiments. De là à agir, il y avait loin.

*
* *

L'opinion était soumise à une dure épreuve. Après la déclaration de neutralité, elle avait espéré la paix définitive. Mais, dès le lendemain, les partis étaient entrés en campagne, parlant pour la paix, parlant pour la guerre, et comme appelant tout le peuple à un vote immédiat.

Les partisans de la neutralité absolue perdaient du terrain : les cléricaux n'avaient jamais eu beaucoup d'influence; les collectivistes prêchaient toujours dans le même cercle. Ils avaient leurs fidèles; fidèles par principe. Leur nombre n'augmentait pas. Les partisans de l'intervention immédiate : révolutionnaires, socialistes-réformistes, démocrates, républicains, nationalistes, continuaient à s'agiter. Le gouvernement les désavouait, mais les laissait faire. C'était sa réserve. Il aurait peut-être besoin d'eux, plus tard, pour exciter les volontés hésitantes, pour menacer les mauvaises volontés. C'étaient les partis les plus actifs, les plus remuants, les mieux organisés, les plus habitués à s'imposer. Ils tenaient les journaux les plus répandus; ils avaient les orateurs les plus écoutés. Chaque jour leur propagande s'accentuait. On les lisait; on les applaudissait; on ne les suivait pas encore. Avec eux, on criait : « Vive la France! Vive la Belgique ! A bas l'Allemagne! A bas l'Autriche ! Vive l'Italie ! » On ne criait pas encore : « Vive la Guerre! » Un peuple ne se mène pas à la guerre comme à une élection. Le peuple résistait. Pour la première fois, il ne comprenait pas ce qu'exigeaient de lui ses chefs, jusque-là si aveuglément obéis.

Le pays en appelait au gouvernement. Il sentait le besoin d'être éclairé, et, éclairé, d'être dirigé. Mais le gouvernement se taisait,

ou, s'il parlait, c'était en termes énigmatiques. M. Salandra l'avouera lui-même : « On me reproche d'être sibyllin ! »

Le 3 août 1914, M. Salandra avait fait sa déclaration officielle de neutralité. Comme il s'agissait d'un acte public, il avait en soin d'éviter toute provocation et récrimination. Il avait dit : « L'Italie est en état de paix avec toutes les nations... »

Mais déjà, le 16 septembre, les plus impatients lui avaient demandé d'abattre son jeu. Décidément, que voulait-il? la neutralité ou la guerre? Il avait répondu « qu'il n'avait autorisé personne à se faire l'interprète de ses intentions; qu'il s'inspirerait uniquement de sa conscience et des intérêts de l'Italie... »

Même note le 30 septembre : « Dites à tous que le gouvernement fera tout ce que réclament les intérêts et l'honneur du pays... Si le gouvernement se tait, c'est qu'il préfère agir que parler... »

Même note encore, le 17 octobre, il proclame « son sacré égoïsme pour l'Italie ». « Ce qu'il faut, ce ne sont pas des paroles, mais des actes; ce qu'il faut c'est un esprit éloigné de toute idée préconçue, de tout préjugé, de tout sentiment qui ne soit pas celui de l'amour exclusif et illimité de la patrie, du sacré égoïsme pour l'Italie. »

Du gouvernement, le pays attendait la certitude, et il prolongeait l'incertitude. Il ne promettait pas la paix; il n'annonçait pas la guerre. Il avait ses secrets et il gardait ses secrets. Il faisait comprendre que la décision viendrait de lui seul et qu'il saurait résister aux partis. Il ne désirait pas la guerre : il chercherait à l'empêcher. S'il était contraint de la déclarer, ce ne serait ni par amour pour la France, ni même par pitié pour la Belgique, ni par haine de l'Allemagne et de l'Autriche, ni par sentiment, ni par idéologie, ce serait uniquement pour les intérêts et l'honneur de l'Italie.

Au fond, le pays savait gré au gouvernement d'avoir placé la question sur son véritable terrain. Plus de guerre sans préparation : le gouvernement armait. Plus de guerre de sentiments : le gouvernement avait proclamé « le sacré égoïsme ». Il négociait; il prenait son temps; ce serait long. Au fond, on espérait qu'il parviendrait à éviter la guerre. Peu à peu, on se faisait l'idée que la guerre serait peut-être inévitable.

Au moins, à ceux qui savent lire entre les lignes, la déclaration du 3 décembre permettait-elle encore le doute ?

La neutralité librement proclamée et scrupuleusement observée ne suffit pas à nous garantir des conséquences du bouleversement qui prend chaque jour plus d'ampleur et dont il n'est donné à personne de prévoir la fin. Sur les terres et les mers de l'antique continent, dont la configuration politique est en train de se transformer, l'Italie a des intérêts vitaux à protéger, de justes aspirations à affirmer et à soutenir. Elle a non seulement une situation de grande puissance à maintenir intacte : elle doit encore prendre garde que, par des agrandissements possibles d'autres nations, sa situation ne soit pas diminuée. Donc, notre neutralité ne doit pas être inerte et négative, mais active et vigilante. Elle ne doit pas être impuissante, mais armée et prompte à tout événement. La préoccupation suprême du gouvernement fut et est la complète préparation de l'armée. Ainsi préparés, nous pourrons défendre les intérêts présents de la patrie et veiller avec soin aux destins futurs de l'Italie dans le monde.

Dans la suite, le ton devait s'accentuer. Le 26 février :

Je ne sais si la nation devra marcher, mais je sais qu'au jour du péril, la nation marcherait unanime sur l'ordre de la patrie et du roi.

Le 7 mars :

Il nous reste à faire avec une foi profonde et avec conscience tout ce qui devra se faire pour que le pays sorte des événements présents plus grand et plus fort. Tous, nous ferons notre devoir, avec l'aide de Dieu, aux ordres du Roi, pour la gloire de la Patrie.

*
* *

Dans sa déclaration du 3 décembre, M. Salandra avait nettement posé le problème. Il ne voulait pas la guerre de parti pris, mais il était prêt à la faire, pour défendre les intérêts et l'honneur de l'Italie. Ces intérêts, il les plaçait sur les terres et les mers de l'ancien continent. L'honneur lui commandait de veiller aux destinées présentes et futures de l'Italie. C'était le programme nationaliste.

Après cette déclaration du 3 décembre, y avait-il encore chance de paix? Qu'aurait-il fallu pour empêcher la guerre?

A moins que, réclamant le plus pour avoir le moins, tout cela ne fût, de la part de M. Salandra, que marchandages et manœuvres, il fallait que l'Allemagne et l'Autriche se soumissent à ses revendications; que, reconnaissant les intérêts de l'Italie sur terre, elles lui cédassent Trente et Trieste; que, reconnaissant les intérêts de l'Italie sur mer, elles lui abandonnassent une juste influence en Adriatique

et en Méditerranée orientale; que, cessant d'entraver les destins présents et futurs de l'Italie, elles ne la considérassent plus comme vassale et protégée, mais comme égale à elles en droits et en ambitions. Or, il était facile de comprendre que si, à bout d'arguments, l'Allemagne et l'Autriche donnaient Trente, elles garderaient Trieste; — qui touche Trieste touche la pointe de l'épée germaine; — que si elles renonçaient à Valona et à partie de l'Albanie, elles conserveraient l'Istrie, Fiume, Pola, les Iles, et s'opposeraient à tout agrandissement en Méditerranée orientale; — l'Adriatique resterait à l'Autriche : la Méditerranée orientale resterait à la Turquie; — que, même pour Trente seule, elles feraient payer avec usure leur sacrifice forcé, et, plus que jamais, traiteraient Rome en vassale et protégée de Berlin et de Vienne.

Il est vrai, la guerre n'était pas nécessairement proche. La neutralité était susceptible de durer. Le gouvernement pouvait attendre une grande défaite allemande, autrichienne ou turque, pour régler, tout à la fois, le problème national, le problème colonial, l'Adriatique et la Méditerranée, l'Occident et l'Orient. Ou encore n'y aurait-il pas, comme pour la guerre balkanique, une seconde guerre? Les forces intactes de l'Italie seraient alors d'autant mieux appréciées; leur concours serait acheté d'autant plus chèrement; leur poids pèserait d'autant plus lourdement dans la balance. S'alliant à l'un des vaincus ou à l'un des vainqueurs, changeant la défaite en victoire, ou la victoire douteuse en victoire définitive, l'Italie imposerait facilement ses volontés. Elle jouerait le rôle joué jadis par la Roumanie. Elle gagnerait à coup sûr et sans risque.

Guerre prochaine : guerre retardée. Avec M. Salandra, c'était toujours la guerre. Aucune chance de paix, sinon de le renverser. Ainsi, nous retombons dans la politique parlementaire. Le successeur tenu en réserve était, comme chacun sait, M. Giolitti.

*
* *

M. Giolitti avait pour lui la plus grande partie du Sénat : il y avait placé tant d'amis ! Il avait pour lui la majorité de la Chambre : il l'avait élue! Sans doute, Sénat et Chambre avaient soutenu M. Salandra. Ils n'attendaient qu'un ordre pour le renverser.

Mais, que voulait M. Giolitti? Aurait-il désiré faire ce que faisait M. Salandra, et son opposition occulte n'était-elle que simple dépit? Croyait-il à la défaite des alliés, et regrettait-il qu'on n'aie pas pris au mot l'Ambassadeur d'Allemagne, quand il avait dit : « Marchez avec nous. C'est Tunis et deux milliards. Tout sera fini en six semaines?... » Escomptant la défaite des alliés, cherchait-il à éloigner de son pays une guerre qui entraînerait sa défaite et sa ruine? Lui qui venait de renouveler la Triplice faisait-il de son maintien une affaire personnelle? pensait il qu'une rupture serait un blâme à sa politique et amènerait aux prochaines élections le triomphe des ennemis de la Triplice, de ses ennemis? Il fut, en tout cas, partisan de négocier; il fut partisan d'armer. Mais au programme nationaliste de M. Salandra il opposa un programme minimum. M. Salandra avait proclamé : Grands espoirs; grands risques. Il répondit : Petits avantages; risque nul.

La déclaration du 3 décembre provoqua deux interventions : celle de l'Allemagne, et celle... de M. Giolitti.

L'Allemagne se décidait à déléguer le prince de Bülow, comme ambassadeur extraordinaire auprès du Quirinal. Marié à une fille de Minghetti, retiré à Rome depuis plusieurs années, répandu dans tous les mondes, au mieux avec ministres, sénateurs, députés, membres de l'aristocratie et cardinaux, c'était le plus italien des Allemands, presque un compatriote, qu'on envoyait discuter avec l'Italie. Avisé, aimable, séducteur, il aurait vite fait de la séduire; ses conseils seraient des conseils d'ami.

Est-ce pour préparer et faciliter cette grande tâche que M. Giolitti fit ses fameuses révélations du 5 décembre? A l'étonnement de tous, il révélait à la Chambre que, déjà en août 1913, l'Autriche l'avait prévenu de ses projets d'action contre la Serbie et qu'elle avait réclamé l'appui de l'Italie. Il avait fait répondre que « l'Autriche n'étant pas attaquée par la Serbie, le *casus fœderis*, à son avis, ne jouait pas, que pour lui cela était évident ». Il ajoutait : « Notre interprétation fut reconnue tellement juste que nos rapports avec les puissances alliées ne furent en rien troublés. La déclaration de neutralité faite par le gouvernement est donc pleinement conforme aux précédents de la politique italienne et à l'interprétation du traité d'alliance déjà acceptée par nos alliés... » M. Giolitti approuvait

M. Salandra d'être resté neutre; mais, peut-être aussi voulait-il insinuer qu'à sa place il s'en serait tenu là. La Triple-Alliance, ayant survécu aux tentatives de 1913, pouvait survivre à la guerre de 1914; il serait facile de s'entendre avec l'Autriche et l'Allemagne.

Sous ces auspices, le prince de Bülow commença ses négociations. Il négociait avec MM. Salandra et Sonnino; mais, il faut bien avouer que, tout en négociant avec eux, il intriguait avec leurs adversaires. Sans doute, comprit-il, dès la première conversation, que les ministres ne céderaient pas, et l'idée dut lui venir que le seul moyen d'aboutir était de les renverser. On dit qu'il acheta sénateurs et députés : il est trop facile de calomnier sénateurs et députés. Acheta-t-il des journalistes? En tout cas, il eut vite fait d'avoir ses partisans dans les Chambres et il inspira nombreux journaux et nombreuses revues. Journaux nouveaux et revues nouvelles sortaient chaque jour : tracts et brochures étaient distribués par milliers. Naturellement, l'imagination populaire calculait que tout cela coûtait des millions. La villa Malta était devenue le centre de l'opposition. On y recevait, on y donnait des dîners et des fêtes : surtout on y complotait. Bernard-Henri-Martin-Charles Ier, prince de Bülow, si fin, et presque italien, prenait l'Italie pour la Grèce ou la Turquie. En plus, il affectait avec ostentation de mépriser l'opinion. L'opinion! Ça ne compte pas! Ça se fait comme on veut! Il pensait, disait et faisait dire qu'en pays parlementaire rien ne vaut hormis le Parlement. Au fond les Chambres supportaient à regret M. Salandra et sa politique. M. Giolitti et sa politique avaient pour eux l'avenir. Il suffisait de savoir préparer leur retour, pour le rendre certain. On pourrait alors discuter et conclure.

*
* *

On avait dit d'abord : Pour ou contre la France : pour ou contre les idées représentées par la France. M. Salandra avait dit : Pour ou contre les destinées de l'Italie. Les hésitants allaient maintenant se rallier, et dire : Pour ou contre l'Allemagne : pour ou contre le Parlement.

M. de Bülow ignorait-il que les Italiens sont jaloux de leur indépendance? Dominés pendant des siècles, soumis à toutes les

influences étrangères, ils veulent se gouverner eux-mêmes. Leurs affaires ne regardent qu'eux. Sur ce point, ils sont susceptibles, et ombrageux, et pointilleux. Ils n'admettent pas d'être menés. Leurs ancêtres en ont trop vu : ils ont toujours peur que cela ne recommence. Ils sont sur le qui-vive. Le Risorgimento fut d'abord un soulèvement pour l'indépendance, avant d'être une lutte pour l'unité.

M. de Bülow, si diplomate, abusa si bien de la diplomatie qu'il dressa contre lui le pays unanime. Le pays ne savait pas au juste ce qu'il offrait, ni ce que M. Salandra réclamait, ni ce que M. Giolitti et ses amis étaient susceptibles d'obtenir. Il avait l'impression d'être joué, et d'être joué pour argent comptant : autant dire d'être vendu. A son arrivée M. de Bülow avait trouvé l'opinion indécise et les partis divisés. Il finit par soulever l'opinion et unifier les partis. A cette œuvre il consacra six mois.

De décembre à mai : six mois d'incertitudes et d'alarmes. Les gens de campagne restaient calmes. Dans leur isolement, n'apprenant les nouvelles que de loin en loin, et comme par raccroc, le plus souvent n'y croyant pas, ou ne voulant pas y croire, incrédules et fatalistes, ils attendaient le sort, dos tendu. Mais les villes se surexcitaient et s'affolaient. Elles ne savaient plus à quoi et à qui entendre. Journaux, partis et groupes continuaient leur propagande. Progressivement, le ton montait. Plus de discussion : des injures ; et des traîtres partout. Dans les réunions, tout se terminait en bagarres. Dans les universités, les professeurs suspects étaient hués et sifflés. Les fausses nouvelles sortaient de partout. Les informés disaient tout, et ne disaient rien. Les journaux étaient criés à trois éditions : chacune démentant l'autre. Un jour, c'était la paix. Un autre jour, c'était la guerre. M. Salandra avait cédé. M. de Bülow s'était soumis. Trente était accordée. Tout s'arrangeait. Trieste était refusée. Tout était à recommencer. Trente et Trieste.... une aumône! Un nationaliste, pour se bien faire comprendre, déclara, en pleine assemblée, qu'il se f... de Trente et Trieste. Que faisait-on de l'Adriatique et de l'Orient? Pendant six mois, Rome, Milan, Turin, Gênes... toutes villes, grandes et petites, vécurent obsédées, dans l'idée fixe, et les nerfs à bout.

M. de Bülow se souciait peu de ce qu'il appelait des criailleries. Il

continuait à peser et soupeser. Il avait dressé son compte de parlementaires. Pour lui, la partie était gagnée d'avance.

L'hiver était passé. Le printemps finissait. Il était temps de conclure : sans quoi, tout serait remis à l'année suivante. M. Salandra fit trancher le débat par le peuple. Le 8 mai, M. Giolitti était revenu à Rome, sûr de son fait et de sa majorité. Pour aller de la gare à Monte-Citorio, il avait dû traverser la foule. Il fut conspué. Trois cents députés lui portèrent leur carte de condoléances et de fidélité. Les couloirs de la Chambre furent envahis. M. Salandra exécuta la manœuvre que M. Giolitti lui avait si bien appris à exécuter. Le 13 mai, il donnait sa démission. Les passions étaient déchaînées. L'opinion publique errait. On ne savait plus grand'chose. On ne comprenait plus rien. Le 16 mai, d'accord avec le roi complice, soutenu par le peuple consentant, M. Salandra revenait. Menace de guerre : menace de paix honteuse; le peuple n'avait pas hésité. Le cri qui commençait à gronder de « Vive la Révolution! Vive la République! » se perdit dans un immense cri de : « A bas les corrupteurs! A bas les vendus! Vive Salandra! Vive le Roi! Vive l'Italie! »

Puisqu'il s'agit de choses d'Italie, je préfère emprunter ma conclusion à un Italien. M. Ferrero écrit : « Le 23 mai, la guerre était déclarée. Elle fut approuvée presque à l'unanimité par une Chambre et un Sénat, dont la majorité n'en voulait rien savoir, dix jours auparavant. »

Citons encore M. Salandra, le principal auteur, le principal témoin du drame :

***

« L'Autriche et l'Allemagne avaient cru jusqu'aux derniers jours avoir affaire à une Italie faible, bruyante, mais impuissante, capable d'essayer un marchandage, mais non de faire valoir ses droits par les armes, à une Italie que l'on pouvait paralyser en dépensant quelques millions et en s'interposant, par d'inavouables manœuvres, entre le pays et le gouvernement.

« Or c'est le résultat contraire qui s'est produit. Une immense clameur d'indignation a retenti dans toute l'Italie, non pas dans la populace, mais dans les classes véritablement les plus élevées, dans

les cœurs les plus nobles, dans tous ceux qui sentaient la dignité de la Nation, dans la jeunesse qui était prête à verser son sang pur pour l'Idéal de la patrie; oui, une clameur d'indignation retentit à la seule pensée qu'une Ambassade étrangère s'interposait entre le gouvernement, le Parlement et le Pays.

« Dans cette flamme d'indignation se fondirent les discordes intérieures, et la Nation entière se retrempa dans la merveilleuse unité morale qui devait être sa plus grande force dans cette dure épreuve, et qui devait la conduire, par sa propre vertu, et non par de bienveillantes concessions étrangères, à la réalisation des plus hautes destinées de la Patrie. » (Discours du Capitole.)

STÉPHANE PIOT.

LES PANGERMANISTES ET LA GUERRE

« Des idées sont des symptômes, mais elle sont aussi des appels, elles traduisent des besoins urgents ou vagues, qui commencent à émerger dans la conscience; mais elles fixent aussi et concentrent des vouloirs épars qui n'avaient pas encore de but [1]. » Les idées pangermanistes sont restées durant plus d'un demi-siècle le patrimoine de quelques rêveurs épris de mégalomanie et jaloux des civilisations anciennes ou rivales; depuis Frédéric II, depuis Napoléon surtout des professeurs, des politiques ont rêvé la constitution d'une Allemagne formidable en ses limites, étendant son autorité sur une Europe asservie, comme Rome l'avait fait jadis comme Charles-Quint, Louis XIV, ou Napoléon. Les Arndt, les Jahn, les List ont établi dans de somptueuses théories la précellence de la race germanique, héritière de l'hellénisme et du christianisme primitif « race sainte, dit Jahn, qui s'est assimilée ce que la notion d'humanité comporte de divin » très supérieure par suite à celles qui ne conçoivent pas plus « le domaine invisible dont participe l'humanité, que nous Allemands le domaine dont participent les chiens, les ânes, les brebis ou les cochons ».

Qu'en 1810 un précepteur mecklembourgeois élève l'Allemand au-dessus des autres hommes dans une proportion semblable à celle qui sépare ces hommes inférieurs des animaux, c'est un petit fait sans importance, car il y a des vaniteux et des fous sous tous les climats; mais que le livre de ce surhomme soit considéré par un Blücher comme « le plus allemand », que chaque étudiant l'ait en poche et le lise comme un bréviaire, à l'heure même où Napoléon foule le sol de la Germanie, voilà qui est plus grave, car cette idée peut être un

1. Ch. Andler, préface des *Origines du Pangermanisme*, Paris, Conard. 1 vol. in-8 de LVIII-335 p.; recueil des textes, auquel fait suite un 2e volume : *Le Pangermanisme continental sous Guillaume II*, 1 vol. in-8 de LXXXIII-480 p.

symptôme et constitue un appel : c'est un « Deutschland über alles » imagé, dont les conséquences seront concrètes et utilitaires.

A suivre le développement de la doctrine dans le recueil si riche et si soigneusement constitué par M. Andler dans ces deux volumes : *les origines du Pangermanisme*, *et le Pangermanisme continental sous Guillaume II*, on vérifie l'heureuse formule que nous citons plus haut.

***

Le Pangermanisme, dit-on, puise à quatre sources différentes, qu'on peut d'ailleurs rattacher à un même trait du caractère allemand : continuatrice de l'ordre teutonique, la Prusse se croit la barrière du slavisme ; la lutte qu'ont soutenue les chevaliers contre leurs voisins de l'Est, les Pangermanistes unanimes y convient leurs successeurs ; fille de Frédéric II, la Prusse a pour sa force militaire un culte qui prime tous les autres, parce que dans le glaive de ses soldats elle voit l'arme de Dieu ; héritière du Saint-Empire, l'Allemagne, et non plus seulement la Prusse, ne rêve que de reconstituer cette large expression historique et géographique embrassant l'Europe centrale entière sous une domination souvent nominale, qu'elle imagine le type de l'État fort et centralisé que commande « une moitié de Dieu » l'Empereur ; suzeraine et bénéficiaire des villes hanséatiques groupées pour la conquête du commerce maritime, l'Allemagne, par la voix de Guillaume II, proclame que son avenir est sur l'eau. A chacune de ces sources l'empire puise donc une raison de domination matérielle que sanctifie un prétexte de mission divine : l'Allemand peuple prédestiné est le porte-glaive du Dieu des chevaliers et d'Othon-le-Grand, qui est aussi le Dieu, un peu transformé, des bourgeois de Lubeck et du châtelain de Sans-Souci : « La race germanique, cela ne fait aucun doute écrit List, a été désignée par la Providence à cause de sa nature et de son caractère même pour résoudre ce grand problème : diriger les affaires du monde entier, civiliser les pays sauvages et barbares et peupler ceux qui sont encore inhabités. »

Telle est l'ampleur de cette mission divine confiée à l'Allemagne pour légitimer ses ambitions ; le christianisme des pangermanistes est une forme de leur nationalisme exacerbé ; c'est l'Allemagne même qu'ils déifient, aussi bien Jahn que Nietzsche.

Dans la conscience allemande actuelle se prolongent tous ces vieux rêves de gloire allemande, jusqu'à leur coïncidence en une seule et prodigieuse chimère : un empire bicéphale austro-allemand étendu de la mer du Nord à l'Adriatique, ambitieux en Orient, tenant l'Italie en tutelle, prêt à déborder sur toutes les frontières jusqu'aux confins où atteignit autrefois la suzeraineté du Saint-Empire, oppressif en Pologne comme l'ordre teutonique, militarisé à outrance comme la vieille Prusse de Frédéric II, mais en outre dominant les mers selon la méthode hanséatique; c'est la fusion de tous ces rêves que nous appellerons pangermanisme.

Comment réaliser ce rêve autrement que par l'épée ? tous ces pangermanistes, quelque intellectuels qu'ils soient, sont des militaristes déterminés; ils n'imaginent pas que l'Allemagne puisse s'annexer les Polonais du Grand-duché, les Roumains de Transylvanie, les Serbes de Bosnie, les Tchèques de Bohême, les Italiens de Trieste, les Français d'Alsace, les Flamands de Liége et d'Anvers, les Hollandais et les Danois, par le seul attrait de sa grandeur morale, de son passé, de ses gloires, de ses principes, de sa richesse même; tous ces peuples il les faut annexer *ferre et igno*. « Le Pangermanisme est une doctrine de conquête territoriale, qui par suite présuppose la violence » [1], note un critique contemporain, en opposition au panslavisme, doctrine de conquête morale.

Militaristes, ils sont aussi unitaires; le Brandebourgeois von Bülow demande dès 1806 la dépossession des petits princes « crime qui ne serait pas grand, le pouvoir suprême n'étant pas une possession à proprement parler » ; il souhaite voir l'Allemagne réunie sous la férule de son roi et reproche à Frédéric II sa pusillanimité : celui-ci se contenta de la conquête de la Silésie alors qu'il pouvait conquérir davantage et renverser peut-être la maison d'Autriche; il aima mieux se hâter de jouir et préféra la certitude d'une possession médiocre mais sûre à l'incertitude d'une grandeur à venir : volontiers le Prussien Bülow exalterait Napoléon aux dépens de Frédéric, parce qu'il voit dans le premier le type du conquérant audacieux; mais dans son illogisme il le condamne et prévoit son échec, pour avoir fondé son empire sur la force brutale et avoir méconnu les destinées de l'Allemagne. Le Suédois Arndt, son contemporain, allemand d'adoption, comme tel militariste et unitaire, fut un des premiers théoriciens « des frontières

1. Paul Louis, *Mercure de France*, avril 1915.

naturelles ». Disciple des Hanséates, sans le savoir, et fort imbu de ses origines, il tourne l'attention de ses contemporains vers la mer, source de la richesse et de la puissance : « Il faut que chaque pays, si la nature n'y a pas mis d'obstacles, obtienne sa mer ; car par le commerce, par l'activité et l'industrie qu'elle suscite, la mer est le plus grand instrument de culture. » Il attribue la décadence et la disparition de la Pologne à ce fait que son gouvernement ne s'attacha pas à conserver plus que sur toute autre région, sa domination sur ses provinces maritimes ; et il remarque que les progrès de la Russie en puissance et en civilisation ne datent que du jour où Pierre le Grand lui eut ouvert largement l'accès de la Baltique et l'eut défendue en fondant une capitale quasi maritime ; la mer allemande ne sera pas la Baltique que Arndt considère suédoise et d'ailleurs insuffisante, parce que fermée ; ce sera la mer du Nord ; et sa théorie le conduit naturellement à réclamer la conquête des Pays-Bas espagnols et autrichiens, l'un et l'autre, au moment où il écrit, entre les mains de la France.

Le pays qui s'appelle maintenant l'Allemagne doit seul posséder le Rhin et la mer des deux côtés du fleuve comme ses frontières naturelles ; la France dans ses anciennes limites a deux fois autant de mer, par suite deux fois autant de moyens de culture et de défense que l'Allemagne ;... la frontière germanique primitive est marquée par les Vosges, le Jura et les Ardennes, les mœurs et la langue des habitants de ces contrées en sont une preuve incontestable.

Cette dernière affirmation est une de celles qui a été le plus souvent développée par les théoriciens du pangermanisme et reprise par tous ceux qui voyaient à l'ouest les conquêtes les plus faciles et les plus fructueuses, par les commerçants et les industriels : les Francs du nord-est sont d'anciens Germains ayant conservé plusieurs traits caractéristiques du peuple élu, nulle difficulté pour les assimiler disent les uns ; pays de transition, avouent d'autres, Constantin Frantz notamment : « français quant à la langue et à la forme, allemand quant à la substance ». Le duché de Lorraine, reconstitué sous la vieille dynastie Habsbourg-Lorraine ou sous le sceptre de la famille des Nassau, ressusciterait la vieille Lotharingie, chère aux historiens d'outre-Rhin et formerait l'état tampon, vassal de l'Empire, comme il convient. Son sort enviable rassurerait la Belgique,

la Hollande, la Suisse qui formeraient, elles aussi, une suite de dépendances, au moins économiques, de l'empire : cette solution serait faite pour rallier les modérés, propre même, insinue Frantz, à rétablir des relations plus amicales entre la France et l'Allemagne. Il en est une autre plus énergique qui rencontrerait plus d'adeptes dans les milieux pangermanistes belliqueux, mais qui semble pourtant émaner des enfants terribles du parti de Tannenberg notamment et qui consisterait à faire un immense désert de cette vaste région entre Vosges et Somme, — région comprenant, selon les ambitions, le Nord, les Ardennes, la Champagne, la Bourgogne, la Franche-Comté (et quelqu'un pense au royaume d'Arles, mouvant du Saint-Empire); — les peuples conquis auraient de un à trois ans pour liquider leur situation et organiser leur migration vers ces terres incultes qui foisonnent, dit-on, en France, et en tous cas en Afrique, pour laisser le terrain libre aux soldats allemands vainqueurs et chargés de famille; lesquels trouveraient dans de larges domaines de quoi se payer des fatigues endurées au service de la patrie; l'empire se trouverait ainsi considérablement enrichi, puisque c'est la terre et non les bras qui lui manquent, et éviterait une germanisation que les conquêtes de 1871 ont montré difficile.

Tel est, sur la frontière française, l'aboutissement logique et brutal de la doctrine, débarrassée de tout préjugé et nettement fondée sur la victoire.

*
* *

Mais le pangermanisme a d'autres visées en Allemagne même et en Orient, et les doctrinaires du parti s'y sont tous attachés comme à la base véritable de la grandeur germanique. La collaboration intime de l'Autriche-Hongrie à l'empire allemand entre dans tous leurs plans, quoiqu'on puisse distinguer entre eux deux états d'esprits différents : les admirateurs du Saint-Empire, beaucoup plus allemands que prussiens, tels que List, rêvent d'un mariage germano-hongrois. Ainsi que Frantz dit : « je ne veux pas germaniser la plus petite partie de la population lorraine », ainsi List déclare

« dans une erreur profonde les Allemands qui jusqu'ici ont rêvé de germaniser la Hongrie (ceci est daté de 1842). Il peut difficilement exister un

mariage duquel on puisse espérer une plus belle harmonie, une plus riche descendance, une prospérité matérielle et intellectuelle plus grande que l'union entre les Allemands et les Magyars, le feu hongrois animera le flegme allemand et même sera tempéré par celui-ci; l'Allemagne pourra donner à la Hongrie annuellement un demi-million d'hommes et augmenter cependant de beaucoup sa propre population. »

La Hongrie, ainsi associée à la fortune allemande, sera l'avant-garde de la Germanie en Orient :

Sitôt que l'élément Magyar ne fera plus qu'un cœur et qu'une âme avec l'élément allemand, aucune puissance de la terre ne pourra empêcher que la Hongrie n'étende son pouvoir jusqu'aux Balkans, jusqu'aux rivages de la mer Noire ni qu'elle passe au rang des premières nations de l'Europe.

Paul de Lagarde, Brandebourgeois authentique dont le vrai nom est Paul Anton Bœtticher, n'a pas la même estime que List pour les Hongrois, race inférieure comme tout ce qui n'est pas allemand; il accepte les Hongrois non plus comme associés mais comme instruments :

Il est injuste d'estimer les Hongrois à un plus haut prix que les Finnois, les Lettons, les Lapons et les Turcs, leurs cousins germains d'Europe. Ils disparaîtront comme les Celtes disparaissent sous nos yeux; leur confier un rôle politique spécial est un propos aussi peu sérieux dans la bouche d'un homme politique que celui d'un médecin qui exhorterait un octogénaire à se marier et à faire des enfants.

Le premier service que la Hongrie, ainsi que les autres provinces de l'empire de François-Joseph, doive rendre aux Allemands consiste à leur servir de colonie de peuplement : « il n'est pas d'autre tâche pour l'Autriche que de se faire la colonie de l'Allemagne » déclare crûment le professeur de Gœttingue, qui dès 1853 imaginait tout un bouleversement du centre de l'Europe pour y édifier la Germanie de ses rêves.

Comme List, comme Lagarde, Constantin Frantz qui condamne les conquêtes coloniales lointaines, lesquelles, dit-il, n'enrichissent guère la métropole, considère l'Autriche-Hongrie comme la colonie allemande par excellence. A la veille de la guerre de Crimée, et durant toute l'année 1855, ces trois hommes et leurs disciples avaient réclamé instamment l'intervention de la Prusse et de l'Autriche aux côtés de la France et de l'Angleterre, contre la Russie; ils

voyaient à l'intervention l'intérêt capital de prendre pied dans la péninsule balkanique, de s'emparer des provinces moldo-valaques et des bouches du Danube; le grand fleuve autrichien leur paraissait, autant et peut-être plus que le Rhin, l'axe de la grande Germanie, et la possession de son embouchure constituait une des garanties essentielles de la sécurité de l'empire, la voie naturelle de ses débouchés; ce faisant l'Autriche s'érigeait en seule héritière de l'empire turc « qui tomberait aussi certainement que les feuilles sèches à l'automne »; pour conserver sa vaine domination, forcément éphémère, sur la Lombardie, François-Joseph, disaient ces prophètes, perd l'occasion de conquêtes durables et logiques.

Mais en soutenant ces thèses, les premiers professeurs pangermanistes heurtaient celles de l'homme qui par d'autres voies voulait assurer le triomphe de l'Allemagne; le pangermanisme de Bismarck, moins ambitieux et plus politique, ne tendait pas à l'anéantissement ou à l'absorption de l'Autriche. Sa conduite en 1866 le fit bien voir. La prédominance de la race germaine dans l'empire de François-Joseph suffisait à y assurer l'influence du gouvernement de Berlin : « L'Autriche est semblable à une maison construite en mauvaises briques, disait-il, qui tiennent cependant grâce à un mortier, à un ciment admirables; ce ciment c'est la population allemande. » Le « Drang-nach Osten » lui paraissait prématuré avant 1870; en marchant à la conquête des bouches du Danube en 1855, il se serait mis à la merci de la France puisqu'il aurait rompu avec la Russie sur laquelle il prétendait s'appuyer dans sa politique antifrançaise. La conquête de l'Alsace-Lorraine, qui était pourtant un des articles du programme, devenait impossible avec le plan que préconisait les List et les Lagarde et la conquête de la Pologne n'en était pas plus facile.

Or les pangermanistes de l'école de 1850 considéraient la Russie comme l'adversaire le plus redoutable de l'Allemagne, et la politique suivie depuis Frédéric-Guillaume II à cet égard comme une abdication nationale. La Russie, aux yeux de ces intellectuels si fiers de leur culture allemande était le pays de la barbarie « nation essentiellement conquérante, masse compacte de hordes barbares, ne reposant presque sur aucune base solide »; « la conquête est un besoin naturel pour la Russie; comme pour les bêtes fauves, la chasse des

animaux plus faibles et inoffensifs », écrivait List en songeant aux Allemands, innocentes victimes des loups moscovites ; aussi Lagarde et Frantz prêchaient-ils en tant que chrétiens, en tant que continuateurs de l'ordre teutonique, le refoulement systématique de la Russie.

C'est au nord-est, dit Frantz en 1880, qu'il faudrait principalement diriger notre attaque, car c'est là, depuis Pierre le Grand, le centre de la puissance russe; dans les circonstances présentes ce ne serait pas chose difficile pour la Prusse que d'arracher la Pologne à la Russie; la difficulté serait bien plutôt de définir quelle devrait être ensuite la situation de la Pologne. Il n'y aurait qu'une solution : il faudrait faire de la Pologne une dépendance unie à la Prusse. Cela est difficile, car la Prusse est maintenant pour ainsi dire amalgamée au nouvel empire qui tend de son côté à la centralisation, à l'uniformité, et avant tout à la concentration nationale, ce qui ne permettrait pas une pareille union... Nous ne pouvons entraver l'envahissement par la puissance russe qu'avec l'aide de l'Autriche, car ce n'est pas seulement au delà de la Duna qu'il faut repousser la Russie, mais bien au delà du Dniester, et il faut lui barrer à jamais la voie des pays balkaniques.

Dans la plupart des ouvrages de Frantz on retrouve les mêmes sentiments anti-russes ; ce n'est pas seulement la puissance slave qu'il redoute, c'est le caractère même du peuple et du gouvernement qu'il hait :

Cette façon d'entrer en coquetterie avec l'esprit moscovite, auquel il faudrait bien plutôt montrer les dents, est tout simplement la honte de l'histoire de Prusse; quelque chose de russe a ainsi passé dans le génie prussien et un mal infini en est résulté pour l'Allemagne tout entière. Finissons-en donc avec tous ces discours sur la très sainte Russie ; car ce qui est sûr c'est que notre ennemi héréditaire sur les frontières de l'Est peut devenir un jour infiniment plus dangereux que ne l'a jamais été sur nos frontières de l'ouest notre autre ennemi héréditaire. Et comme elle a déjà été néfaste l'influence de cet ennemi !

Et cet étrange historien accuse la Russie d'Alexandre Ier d'avoir été la cause première de ce que la paix qui succèda à la crise révolutionnaire fut « une paix armée », en s'enfonçant comme un coin par le duché de Varsovie entre la Prusse et l'Autriche dont elle entretint la rivalité, en maintenant à la France l'Alsace, et en l'encourageant par suite à convoiter le Rhin ! Un compromis pacifique, voire une entente lui paraît possible avec la France, sans doute parce qu'il estime épuisée sa force de résistance ; « avec la Russie au con-

traire il faut considérer l'une et l'autre éventualités comme totalement impossibles » et il demande pour l'empire oriental les mêmes douches d'eau froide que Bismarck aimait à déverser sans grand succès sur la république de l'ouest, car une offensive russe en Prusse orientale, ou même sur « ce petit coin de pays situé à droite de l'embouchure du Niémen » serait « le commencement de la fin ».

Dès 1853, Paul de Lagarde avait développé le même point de vue violemment anti-russe, réclamant dans une réunion publique « l'annexion de la Pologne russe y compris le pays qui au-delà de la Vistule va jusqu'aux marais de Pinsk », annexion exigée par la sécurité de l'Allemagne, et il montrait que la fortune et la vie même de Dantzig, d'Elbing, de Kœnigsberg dépendaient de cette annexion puisqu'ils possédaient les débouchés naturels de la province reconquise en 1815; il avait demandé la reconstitution de « l'empire de l'aigle à deux têtes » qui seul pouvait résister à la poussée slave et dénoncé ce coin qui pénétrait jusqu'en Silésie coupant en deux l'empire bicéphale; les frontières de l'Allemagne lui paraissaient indéfendables « du moins au cas où l'attaque se produirait sur deux côtés à la fois » (argument que la guerre actuelle a suffisamment réfuté). Enfin il avait pour le Russe le même mépris que List, Frantz et tous les pangermanistes; ce peuple, masse informe, dont le nombre seul imposait, lui apparaissait comme le rustre qu'un siècle de contact avec la civilisation européenne n'avait pu dégrossir; la facilité avec laquelle les commerçants germains avaient acquis la maîtrise des marchés, l'autorité que les financiers, les officiers, les fonctionnaires de tous ordres avaient vite prise, grâce à une faiblesse et une coupable indulgence du gouvernement de Pétrograd depuis Pierre le Grand, les convainquaient de l'infériorité intellectuelle et morale du soldat, de l'ingénieur, du politique slave : « le Russe ne pourra jamais se passer de l'Allemand », disait Bismarck, goguenardant; « le Russe est un homme aimable; il a de l'esprit, de l'imagination, des manières agréables et des talents de société, mais quant à travailler tous les jours pendant huit heures seulement, et cela six fois par semaine et cinquante semaines par an, jamais de la vie un Russe ne le pourra ! » Et il citait avec joie les propos d'un officier moscovite sur l'élévation rapide des officiers allemands dans l'armée russe : « comment un Allemand ne deviendrait-il pas général! il ne

boit pas, ne vole pas; il a de la tenue, il monte lui-même son cheval, il n'est pas étonnant qu'il devienne général. » Les Russes auraient peut-être pu méditer plusieurs fois ces déclarations depuis l'année 1867 où elles furent faites; ils auraient davantage pris garde à cette pacifique invasion qui avait peu à peu transformé les provinces baltiques en colonie prussienne, et se seraient méfiés davantage d'une amitié si intéressée.

Ces ménagements gardés par Bismarck à l'égard des Autrichiens et des Russes, que les premiers docteurs du pangermanisme lui reprochaient si aigrement, ne disparurent pas dès la chute du chancelier.

Guillaume II continua d'abord la même politique prudente, et feignit de regarder avec dédain cette ligue pangermaniste qui, fondée le 18 septembre 1890, se donna pour programme — apparente contradiction — de parachever l'œuvre bismarckienne. L'empereur fut-il, en réalité, le disciple, le conducteur ou le modérateur des pangermanistes? la question n'est pas mûre, car les éléments de la réponse ne sont pas tous connus; il a, en tous cas, synthétisé en plusieurs formules diverses parties du programme qu'ainsi il faisait sien : « notre avenir est sur l'eau » passe notamment pour la charte du pangermanisme colonial, que M. Andler se réserve d'étudier et de présenter au public par des textes explicites, en un prochain volume.

Si, relativement à sa politique continentale, Guillaume II se contenta, ainsi que l'exigeait son titre souverain, d'expressions vagues, célébrant le plus souvent les bienfaits de la paix, tout en conseillant de tenir les sabres aiguisés et la poudre sèche, ses familiers furent plus explicites : ainsi ce Julius von Eckardt, originaire des provinces baltiques, qui, continuateur de Frantz, plaçait au premier rang de son programme d'action la préparation de la lutte contre la Russie, et préconisait une politique d'union douanière avec l'Autriche; ainsi surtout le professeur Ernst Hass, président de la ligue pangermaniste, qui depuis vingt-cinq ans n'a cessé de développer cette ligne de conduite économique et politique à laquelle le gouvernement ne résistait ouvertement que pour mieux l'encourager dans la réalisation : la germanisation intensive des provinces non allemandes de l'empire, polonaises, danoises ou alsaciennes-lorraines, si brutalement inaugurée ou poursuivie depuis l'avène-

ment de Guillaume II ne constitue-t-elle pas un des premiers articles du programme de Hass dont le second, aussi essentiel mais plus difficile à réaliser en temps de paix, est l'absorption de l'Autriche par l'Allemagne. La supériorité de la race allemande justifie cette germanisation forcée; les Jahn, les Arndt, les Frantz et les Lagarde l'ont affirmé doctoralement de façon à dispenser Hass et ses ligueurs de reproduire l'argument, ce dont ils ne se font pas faute; mais ils l'étayent d'un autre plus tangible, la nécessité matérielle : le pangermanisme du XXe siècle est un pangerm anisme éminemment économique : ce sont les producteurs, les industriels et les commerçants qui sont devenus les plus ardents ligueurs, de pair toutefois avec la caste militaire, et leurs premières ambitions sont pacifiques puisqu'elles consistent à englober le monde entier dans leur clientèle, à faire de l'Europe centrale un gigantesque Zollverein, imposant au dehors le produit allemand de gré ou de force.

Et c'est pourquoi, malgré les théoriciens du parti, les pangermanistes pratiques tournent beaucoup plus les yeux vers l'Occident, France, Angleterre, Italie, et vers l'Orient méridional que vers la Russie impénétrable ; la domination économique sur la France notamment, et sur la péninsule balkanique est le rêve que la seule expansion commerciale allemande et la population grandissante de l'empire auraient suffi à assurer en quelques années si les militaires n'avaient exploité à leur profit les ambitions des trafiquants et voulu édifier par le fer l'empire allemand colossal que Bismarck n'avait fait qu'esquisser. Aux pangermanistes militaires qui ont tout à gagner et rien à perdre, à von Bernhardi qui est leur plus franc porte-parole, il faut la guerre pour asseoir une domination qui ne soit pas seulement économique, mais politique. Aussi dans ces dernières années la guerre devenait-elle le mot de ralliement de tous les pangermanistes, de ceux qui trouvaient l'Autriche rétive à une absorbtion dès longtemps souhaitée; de ceux qui s'inquiétaient du développement et de l'indépendance prises par les puissances balkaniques depuis la paix de Bukarest; de ceux qui constataient que la Russie se guérissait rapidement des blessures reçues à Moukden, et s'apprêtait à relever le gant plutôt que de laisser écraser un peuple slave; de ceux qui s'étonnaient du réveil patriotique de la France depuis la crise d'Agadir; de ceux qui surveillaient l'activité anglaise sur tous

les continents et dans toutes les mers ; de ceux qui dénonçaient la politique d'encerclement suivie par la Triple-Entente, de ceux qui redoutaient pour l'Allemagne une prochaine crise politique et sociale laquelle aurait pu bouleverser toutes les données du problème ; de ceux enfin qui s'indignaient de voir le développement de l'empire souffrir de frontières trop étroites, et l'émigration essaimer au loin, sans profit pour la culture allemande, le plus vigoureux sang germanique : « à quoi sert la plus belle armée du monde si on cède toujours, écrivait Albrecht Wirth en 1912? à quoi sert une épée si on ne la jette pas dans la balance? depuis longtemps nous ressemblons à un homme qui possède un excellent cheval de course, mais qui ne sait pas le monter » ; et le fougueux polémiste de la *Zukunft*, Maximilien Harden évoquait chaque semaine la série des humiliations qu'infligeait à l'Allemagne la « pax britannica » et, reprenant ce mot qu'il attribuait à Napoléon : « Vanitas vanitatum hors la force », flagellant tous les diplomates de l'empire de ses mordantes critiques, le chancelier et Guillaume lui-même qu'il flétrissait du nom de « pacifique », il poussait, plus qu'aucun autre, l'empire à la lutte, au nom de la ligue pangermaniste dont son pamphlet était devenu l'organe quasi officiel.

« La guerre, quand elle est venue, a été la victoire du pangermanisme », conclut M. Andler; elle répondait à ses prétentions à ses appétits, comme à ses doctrines. N'est-ce pas un de ses théoriciens, l'historien Treitschke, qui la saluait comme une divinité : « Dans ce monde du travail, le désir de jouir aveuglément de la paix a été érigé en doctrine. Cette doctrine est devenue la honte de la pensée et de la moralité de notre siècle; là sont apparues d'innombrables locutions, si claires, si limpides que tous les ont répétées, mais si puériles et si niaises que tout homme digne de ce nom les jette immédiatement par-dessus bord lorsque apparaît parmi les peuples la guerre dans toute sa majesté. »

PIERRE RAIN.

MADAME DE STAËL ET LA RUSSIE

Il y a cinquante ans, nous ignorions à peu près tout de la Russie. Avant qu'Anatole Leroy-Beaulieu, de Vogüé, Rambaud, Leger — la phalange des « russisants » proprement dits — n'aient soulevé le voile qui nous cachait l'Empire des Tsars, nous en étions réduits en France à lire quelques pauvres impressions de voyage, parfois grossièrement erronées, souvent maladroites, toujours superficielles. Les écrivains les plus illustres n'avaient pu éviter l'écueil : on sait qu'aujourd'hui encore, les bévues dont Alexandre Dumas père a parsemé ses *Impressions de voyage en Russie* ne laissent pas d'exciter, à Pétrograd ou à Moscou, une douce hilarité[1].

Il est pourtant un Français ou, plus exactement, une Française qui, dans un bref séjour en Russie (de la mi-juillet à la fin de septembre 1812), a su noter, avec une remarquable sûreté de touche, les traits caractéristiques de l'âme russe. Cette femme, il est vrai, n'est autre que Mme de Staël, c'est-à-dire un des esprits les plus pénétrants qu'il y ait eu en France depuis Montesquieu[2].

Mme de Staël se rend compte, toute la première, que la Russie « ne peut se connaître d'ordinaire qu'après un très long examen » (p. 149). Mais elle estime qu'en 1812, dans l'exaltation de la guerre, l'âme nationale se révèle plus nettement à l'observateur. Il y a peut-être là quelque vérité, mais il est certain par contre que, dans des circonstances aussi exceptionnelles, on a vite fait de tenir pour permanent un phénomène purement passager. C'est ainsi que Mme de Staël insiste à plusieurs reprises sur le caractère « guerrier », le génie militaire et les qualités offensives du peuple russe.

1. Je crois d'ailleurs que les Russes exagèrent un peu et que certaines de ces « bévues » ne se trouvent pas dans l'œuvre d'Alexandre Dumas.

2. Cf. Mme de Staël, *Dix années d'exil*, deuxième partie, chap. VIII à XIX. Ces mémoires ont été publiés en 1818, un an après sa mort, par M. de Staël-Holstein, son fils. — Je cite toujours d'après la petite édition de « La Renaissance du livre », la seule dont je dispose actuellement.

Ce sont là, de toute évidence, des jugements hâtifs, car, s'il est un pays éminemment pacifique et dont la force militaire soit essentiellement défensive, c'est à coup sûr la Russie.

En 1812, à la faveur des guerres napoléoniennes, le nationalisme russe s'était accentué. Quiconque était plus ou moins « allogène », devenait par là même suspect[1]. « Le général qui commandait l'armée russe, M. Barclay de Tolly, quoique né sur le territoire de l'empire, n'était pas purement de la race esclavonne[2], et c'en était assez pour qu'il ne pût conduire les Russes à la victoire » (p. 179).

Toutefois, en Russie comme ailleurs, les sentiments nationalistes étaient beaucoup moins violents au début du XIXe siècle qu'aujourd'hui. Les différents peuples de l'immense Empire exerçaient librement leurs religions. Il y a plus : malgré les sympathies avérées des Polonais pour la cause napoléonienne, le gouvernement russe n'exerçait aucuns sévices à leur égard. « On ne leur faisait pas éprouver, déclare Mme de Staël, ces persécutions de détail qui ne font qu'exciter la haine sans la contenir » (p. 137). Phrase admirable, qu'aurait dû méditer chaque jour la bureaucratie de feu Stolypine[3]!

Mme de Staël constate que les Polonais préfèrent en général les Russes aux Allemands. Elle n'établit d'ailleurs aucune distinction entre les Autrichiens et les Allemands proprement dits. Il ne faut pas oublier en effet que la politique libérale de l'Autriche vis-à-vis de la Pologne est un fait relativement récent, qui ne s'est guère manifesté que dans la seconde moitié du XIXe siècle. A vrai dire, le gouvernement de Vienne, malgré certaines apparences, est toujours resté essentiellement germanique, et ce n'est pas un hasard si, après quelques oscillations, il a définitivement cherché son équilibre dans l'alliance avec l'Allemagne, alliance tellement étroite qu'elle semble, par-instants, une fédération.

1. Mme de Staël constate qu'à Pétersbourg comme à Moscou, presque toutes les places de professeurs sont remplies par des Allemands (p. 158).

2. Mme de Staël dit toujours « esclavon », là où nous dirions aujourd'hui « slave ».

3. Tout récemment encore, à une séance du Conseil d'Empire, le 4 septembre 1915, le baron Rosen, ancien ambassadeur de Russie à Washington, proclamait éloquemment : « Nous n'aurons les sympathies du monde civilisé que le jour où, vis-à-vis des nationalités allogènes, nous redresserons, si je puis dire, notre front intérieur, pour le mettre au niveau des idées politiques de nos glorieux Alliés. »

Voici comment Mme de Staël analyse les sentiments des Polonais vis-à-vis de la Russie et de l'Autriche : « Les Russes et les Polonais sont de race esclavonne; ils ont été ennemis, mais ils se considèrent mutuellement, tandis que les Allemands, plus avancés que les Esclavons dans la civilisation européenne, ne savent pas leur rendre justice à d'autres égards » (p. 137). Sans doute la Pologne a fait preuve de graves défauts politiques. « On y a toujours voulu la liberté : on n'a jamais su l'y établir. » Il est bien probable que les Austro-allemands y ont amélioré l'administration et les lois. « Mais un peuple fier, et celui-ci l'est dans sa détresse, ne veut pas qu'on l'humilie, même en lui faisant du bien, et c'est à quoi les Autrichiens n'ont jamais manqué. » Les Austro-allemands « ne savent pas se faire aimer des peuples étrangers qui leur sont soumis ». Les agents qu'ils envoient en Pologne « semblent des hommes de bois au milieu de cette nation mobile »[1].

On voit que Mme de Staël, à qui on fait si souvent reproche de ses tendances germanophiles, n'en garde pas moins une lucide impartialité.

***

Après avoir traversé la Volhynie, province arrachée à la Pologne par Catherine II, Mme de Staël entre dans la Russie proprement dite, et là, trouvant un terrain merveilleux pour exercer son esprit de finesse, elle se met à déchiffrer l'âme mystérieuse de ce grand peuple inconnu.

Ce qui la frappe tout d'abord, ce sont les contrastes dont cette âme est pleine. « Peut-être le mélange de la civilisation européenne et du caractère asiatique en est-il la cause » (p. 149). C'est d'ailleurs le caractère asiatique ou, comme nous dirions plus exactement aujourd'hui, le caractère oriental qui prédomine. L'instruction à l'européenne n'est guère développée que dans les classes supérieures, et encore y est-elle plus brillante que solide. Voici, en témoignage, une observation d'une malicieuse finesse : « La plupart des grands seigneurs de Russie s'expriment avec tant de grâce et de convenance, qu'on se fait souvent illusion, au premier abord, sur le degré d'esprit et de connaissances de ceux avec qui l'on s'entretient. Le

1. Pour toutes ces citations, cf. p. 128-131.

début est presque toujours d'un homme ou d'une femme de beaucoup d'esprit; mais quelquefois aussi, à la longue, l'on ne retrouve que le début » (p. 166).

D'ailleurs, alors même que les Russes sont parfaitement instruits des idées occidentales, ils ne peuvent se les assimiler véritablement, parce qu'elles sont d'un âge historique différent. Elles ne pénètrent pas assez profondément dans leur âme pour devenir des mobiles d'action. Tel homme politique, se disant nourri par exemple de la doctrine évolutionniste, ne saura pas en fait « évoluer », contredisant ainsi par ses actes des idées qui, au fond, ne sont pas réellement siennes. Conservateur, il se raidira contre l' « évolution » sociale; homme de progrès, il passera vite à la « révolution ».

Les Russes, qui savent « imiter » tout avec une extraordinaire souplesse, qui, tour à tour, suivant les circonstances, seront Anglais, Français ou Allemands dans leurs manières, ne cessent jamais d'êtres russes dans l'âme. « Leur nature n'est point changée par la civilisation rapide que Pierre Ier leur a donnée; elle n'a, jusqu'à présent, formé que leurs manières » (p. 157). Et Mme de Staël comprend à merveille que, chez eux, l'occidental et l'oriental se superposent sans se mélanger, comme, en physique, des liquides de densité très différente. « Les autres peuples européens se sont civilisés à peu près simultanément, et ils ont pu mêler leur génie naturel aux connaissances acquises : chez les Russes, ce mélange ne s'est point encore opéré. De même qu'on voit deux rivières, après leur jonction, couler dans le même lit sans confondre leurs flots, de même la nature et la civilisation sont réunies chez les Russes, sans être identifiées l'une avec l'autre » (p. 182).

L' « identification » est d'autant plus difficile que les Russes ont surtout emprunté à l'Occident ce qu'il a de plus neuf et, si j'ose dire, de plus « évolué ». C'est ainsi que, chez eux, l'enseignement supérieur est plus développé que l'enseignement élémentaire. « Tout a commencé par le luxe, en Russie; et le faîte a, pour ainsi dire, précédé les fondements » (p. 181)[1].

1. M. Wilbois, qui a si profondément analysé la vie sociale russe, exprime la même idée sous une forme pittoresque, en disant que « la Russie a reçu de l'Europe l'imprimerie avant la charrue ». — Cf. J. Wilbois, *L'Avenir de l'Eglise Russe*, Paris, 1907.

Les Russes notamment suivent de très près le mouvement des lettres françaises. Dans la région d'Orel et de Toula, plusieurs gentilshommes russes vinrent complimenter Mme de Staël « sur ses écrits », et elle avoue qu'elle fut flattée de se trouver une réputation littéraire à pareille distance de sa patrie.

Malheureusement, en 1812, la littérature russe — comme d'ailleurs les autres arts — imitait à ce point les modèles occidentaux qu'elle manquait totalement de vigueur et d'originalité. Écrire en russe des pièces selon les règles de l'art dramatique français, emprunter à l'Occident le rythme des vers[1], la déclamation et jusqu'à la coupe des scènes, c'était faire manifestement œuvre stérile. Peu importe que le sujet d'une tragédie soit emprunté à l'histoire russe, s'il est entièrement traité à la française. La littérature russe sera nationale, ou elle ne sera pas. Mme de Staël a eu, dès cette époque, la claire vision de l'histoire littéraire de la Russie au XIXe siècle. Ne semble-t-elle pas annoncer l'œuvre capitale de Gogol, en écrivant : « Le génie leur viendra [aux Russes] dans les beaux-arts, et surtout dans la littérature, quand ils auront trouvé le moyen de faire entrer leur véritable naturel dans le langage, comme ils le montrent dans les actions » (p. 182)?

On se trompe donc étrangement quand on croit connaître le « naturel » de ce pays parce qu'on a lu quelques pastiches littéraires, recueilli « quelques bons mots de Diderot » ou « quelques mauvaises anecdotes des règnes précédents » et fréquenté « quelques Russes qui ont fait des dettes sur le pavé de Paris » (p. 149). Des observateurs superficiels s'en vont ainsi répétant que les Russes ressemblent aux Français : rien n'est plus faux. Dans tous les pays, la « bonne compagnie » se ressemble, mais chaque nation présente une originalité propre, et, pour s'en rendre compte, c'est le peuple lui-même qu'il faut observer.

1. Mme de Staël a vu représenter à Pétersbourg une tragédie russe dont les vers, affirme-t-elle, avaient le même « rythme » que dans la poésie française. C'est là, pour qui connaît la russe, une impossibilité manifeste, la versification y étant fondée sur l'accent tonique, comme dans la plupart des littérature européennes à l'exclusion de la littérature française.

***

Le peuple russe, quoi qu'on en ait dit, n'a rien de barbare. Il est au contraire doux, généreux, hospitalier. Mais il tient du « sauvage » ou, plus exactement, du primitif. Il est violent dans ses désirs, car il ne soumet pas ses actes au contrôle de la réflexion : « un désir russe... ferait sauter une ville » (p. 157). Il agit essentiellement par impulsion.

Ce sont bien là en effet les caractères du primitif. Ils expliqueraient à eux seuls les nombreuses atrocités que l'on rencontre dans l'histoire russe et que l'on impute faussement à la barbarie. Mme de Staël voit très bien comment ce peuple, si profondément évangélique, a pu commettre des massacres et des cruautés. Comme le proclamait récemment à la Douma le député libéral Roditchev, à la base de tous les « pogroms » il faut chercher la provocation. Mme de Staël avait déjà porté sur les Russes ce jugement d'une frappante perspicacité : « Je crois bien qu'ils sont terribles quand leurs passions sont provoquées; et comme ils n'ont point d'instruction, ils ne savent pas dompter leur violence » (p. 148).

Chez eux, la réflexion ne vient pas non plus pondérer l'imagination, qui est capable de toutes les audaces. « Si le but n'est pas atteint, c'est parce qu'il est dépassé » (p. 147), pensée profonde qu'on devrait mettre comme épigraphe en tête de toute étude sur la psychologie du révolutionnaire russe.

Comme les primitifs, le Russe est inconstant. Chez lui, l'abattement peut être suivi d'un réveil terrible.

Comme les primitifs encore, il est peu doué pour le calcul abstrait. « Les paysans ne comptent qu'à l'aide d'une machine à calculer, et les commis de la poste eux-mêmes suivent cette méthode » (p. 181). Il s'agit là du boulier-compteur, des *stchoty*, comme disent les Russes, dont l'extrême diffusion frappe toujours l'observateur étranger[1],

Ce grand peuple, qui est peu doué pour l'action réfléchie, possède

1. Comme les primitifs également, le Russe vole ou, plus exactement, il « chipe » sans vergogne, car il n'a qu'une notion très confuse de la propriété individuelle. Mme de Staël a bien constaté le fait, mais elle en donne une interprétation tout à fait erronée, en l'attribuant à l'ignorance et à la ruse (p. 148-149).

par contre d'admirables vertus passives : l'endurance, la patience, le mépris de la douleur et de la mort, la résignation aux sacrifices. La guerre de 1812, comme celle de 1915, a montré que les plus formidables invasions ne peuvent l'abattre et que l'immense Empire échappe toujours à l'étreinte de l'ennemi.

*
* *

Poussant plus loin l'analyse, Mme de Staël a caractérisé, d'un trait rapide et précis, les différentes classes de la société russe. Elle a vu la campagne et la ville, observé les « moujiks », la noblesse et le clergé, le gouvernement et la bureaucratie.

Cahotée en berline ou en *tarantass* sur les routes défoncées, menée « comme l'éclair » par ces *izvoztchiks* qui, alors comme aujourd'hui, encourageaient leurs bêtes de petits mots affectueux, Mme de Staël a parcouru la « terre » russe, dont elle a bien saisi la beauté monotone. « Le triste bouleau revient sans cesse dans cette nature peu inventive » (p. 141). On est fatigué de voir toujours les mêmes arbres et les mêmes plaines. Seuls les fleuves, qui sont « les plus grandes beautés de la nature en Russie... délivrent l'imagination de cette fatigue »[1]. De temps en temps, à grande distance les uns des autres, apparaissent des villages, composés de maisons de bois, toutes taillées sur le même modèle. Souvent des arabesques sculptées entourent les fenêtres. Peu de jours suffisent pour construire les *izbas*; « de fréquents incendies les consument, et l'on envoie à la forêt pour se commander une maison, comme au marché pour faire ses provisions d'hiver. Au milieu de ces cabanes s'élèvent pourtant des palais, et surtout des églises dont les coupoles vertes et dorées frappent singulièrement les regards » (p. 140).

En passant devant ces églises, des paysans à longue barbe, vêtus de couleurs claires, font religieusement le signe de la croix...

Quiconque a séjourné dans un village russe, sera frappé de la justesse minutieuse de toutes ces observations.

Les paysans constituent l'ossature même de la nation. Entre eux

1. Mme de Staël ajoute assez naïvement, par une déduction bien peu sociologique : « *aussi* les prêtres bénissent-ils ces fleuves ». Puis elle décrit la cérémonie de la bénédiction de la Néva (p. 141).

et les propriétaires nobles, il n'y a pas de classe moyenne. « L'État des bourgeois n'existe pas encore en Russie; mais cependant il commence à se former; les fils des prêtres, ceux des négociants, quelques paysans qui ont obtenu de leurs seigneurs la liberté de se faire artistes[1], peuvent être considérés comme un troisième Ordre dans l'État. La noblesse russe, d'ailleurs, ne ressemble pas à celle d'Allemagne ou de France; on est noble en Russie dès qu'on a un grade militaire[2]. Sans doute les grandes familles, telles que les Narischkin, les Dolgorouki, les Gallitzin, etc., seront toujours au premier rang dans l'empire, mais il n'en est pas moins vrai que les avantages aristocratiques appartiennent à des hommes que la volonté du prince a créés nobles en un jour, et toute l'ambition des bourgeois est de faire leurs fils officiers, afin qu'ils soient dans la classe privilégiée » (p. 169).

Mme de Staël a vu tout de suite que la noblesse russe est essentiellement une noblesse de service. Elle est en outre frappée — elle qui a vu, sous l'ancien régime, une structure sociale toute différente — du petit nombre de « gentilshommes » qui entrent dans le clergé. « Il en résulte que le clergé n'a pas beaucoup d'ascendant politique; il agit sur le peuple[3], mais il est très soumis à l'Empereur » (p. 141). D'ailleurs « les popes grecs ont beaucoup moins de savoir que les curés catholiques, et surtout que les ministres protestants » (p. 181).

Mme de Staël admire les belles cérémonies du culte orthodoxe, notamment les chants d'église qui sont « ravissants », mais elle revient toujours à l'analyse psychologique où elle excelle. Ce culte, dit-elle très justement, « captive plus l'imagination qu'il ne dirige la conduite » (p. 141). Vers la même époque, Joseph de Maistre, qui, en général, pensait et sentait à l'opposé de « Corinne », écrivait également du peuple russe : « Sa religion est toute en dehors et ne s'enfonce point dans les cœurs[4]. »

1. Nous dirions aujourd'hui « artisans ».

2. Mme de Staël ajoute très exactement que « les charges civiles, en Russie, donnent un rang qui correspond à un grade dans l'armée » (p. 158). Elle fait ainsi allusion au *tchin*.

3. Encore cette action est-elle beaucoup moindre que celle du clergé catholique. L'Eglise orthodoxe ignore en effet ces grands moyens d'action sociale que constituent la prédication, la direction de conscience, l'enseignement congréganiste, les patronages et les œuvres de toutes sortes.

4. Cf. Joseph de Maistre, *Du Pape*, livre III, chap. VI.

Bien que le peuple russe soit essentiellement rural, il y a dans l'Empire deux très grandes villes : les « deux capitales », Moscou et Pétersbourg. Mme de Staël a contemplé, du haut de la tour d'*Ivan-Véliki*, la courbe gracieuse de la Moskova et le prestigieux éblouissement de Moscou. Toutefois, les monuments publics et les églises lui semblent avoir plus de magnificence que de beauté. Nous ne sommes pas loin, quant à nous, de partager cet avis. « Un grand nombre de maisons sont colorées en vert, en jaune, en rose, et sculptées en détail comme des ornements de dessert » (p. 153). Ce n'est là qu'un simple trait, mais finement dessiné dans sa précision.

A Pétersbourg, Mme de Staël comprend la beauté grandiose de cette ville fluviale. Le soir, en revenant des « îles », elle admire la pointe dorée de la citadelle, qui semble jaillir dans les airs comme un rayon de feu, la Néva réfléchissant les quais de marbre et les palais qui l'entourent... Par les nuits pâles de l'été ou bien au clair de lune, les édifices d'une blancheur éblouissante semblent de grands fantômes, qui regardent, immobiles, le cours du fleuve.

Mme de Staël a visité, à Pétersbourg, le Palais de Tauride, où habitait alors l'Impératrice mère. Elle y a vu la salle bâtie par le prince Potemkine. « Cette salle est d'une grandeur incomparable; un jardin d'hiver en occupe une partie, et on voit les plantes et les arbres à travers les colonnes qui entourent l'enceinte du milieu » (p. 170). Elle ne se doutait pas qu'un siècle plus tard, la grande salle blanche du Palais de Tauride accueillerait la jeune représentation nationale de la Russie, cette « Douma d'Empire » qui n'existait alors que dans la tête de l'illustre Spéranski. — Pauvre vieux Palais de Tauride, s'il est permis de te parler familièrement à la façon d'Henri Heine, te souvient-il qu'un jour, au temps de la seconde Douma, tu fus si étonné de ta nouvelle jeunesse que le plafond de ta grand'-salle s'en effondra!

En 1812, on était loin du parlement et de la constitution. « Sire, disait Mme de Staël au Tsar Alexandre Ier, votre caractère est une constitution pour votre empire, et votre conscience en est la garantie. — Quand cela serait, lui répondit-il, je ne serais jamais qu'un accident heureux » (p. 169). Belles paroles, ajoute Mme de Staël! — Sans doute, mais paroles vaines, qui n'ont jamais abouti à des actes, chez ce velléitaire énigmatique qu'était Alexandre Ier.

D'ailleurs, ce qui gouverne le pays, c'est moins l'Empereur que la bureaucratie, c'est-à-dire une administration vicieuse et peu capable, confiée souvent aux mains « les plus vénales » et d'autant plus malfaisante que nulle opinion publique ne la « contient ».

A un siècle de distance, toute cette analyse de psychologie sociale reste profondément vraie. Nous avons voulu simplement, dans les pages qui précèdent, mettre en relief la valeur objective de l'esquisse crayonnée par Mme de Staël en Russie. Nous avons délibérement fait abstraction de sa personnalité, si riche et si prenante, dont Sainte-Beuve a noté finement les traits. Mais comment ne pas admirer, dans ce tableau de la société russe, l'acuité de l'observation, l'étonnante sûreté du coup d'œil et cette intelligence toute virile, peu nuancée, il est vrai, d'émotion artistique, mais étrangement lucide et pénétrante? Comment ne pas faire sien le jugement d'Albert Sorel : « Mme de Staël n'a nulle part montré plus de divination que dans ces pages. Ce n'est qu'une esquisse, mais tous les traits essentiels s'y trouvent, et ce carton de la Russie mérite d'être placé, dans son œuvre, à côté du grand tableau de l'Allemagne[1] »?

P. Ch.

Dunkerque, octobre 1915.

1. Cf. Albert Sorel, *Madame de Staël*, 4e édition, Paris, 1907, p. 154.

LES PROJETS D'UNION ÉCONOMIQUE
ENTRE LES ALLIÉS DANS L'HIVER 1915-1916

A mesure que la guerre se prolonge les problèmes économiques liés aux événements prennent plus d'ampleur. Ils débordent, pour ainsi dire, la lutte militaire. Depuis de longues années l'avidité germanique cherchant un domaine à exploiter du côté de l'Orient a préparé les frictions qui devaient fatalement aboutir à un dénouement violent. Les difficultés actuelles de production et d'approvisionnement ne cesseront pas dès la conclusion de la paix; elles risquent fort de prendre une forme plus aiguë à la fin des hostilités, si la démobilisation ne s'opère pas d'une manière progressive et si les peuples ne savent pas régler la reprise soudaine et intense de leur commerce d'après l'urgence réelle de leurs diverses catégories d'achats et de ventes, d'après leurs moyens de transports, enfin d'après leurs disponibilités financières et le crédit auquel ils ont droit. Pour opposer à l'épreuve un maximum de résistance, les nations formant un groupe belligérant ont un intérêt évident à mettre en commun, autant que le permettent les nécessités pratiques de chacune, leur puissance économique en même temps que leurs armées et que leur action diplomatique.

Mais, très diverse, diffuse, complexe et, en majeure partie, individuelle, la vie économique n'entre pas sans une rude pression dans les cadres de l'unité d'action entre peuples alliés, quelques grands avantages que présente celle-ci et quelques sacrifices que les intéressés soient disposés à accomplir pour la réaliser. Jusqu'où doivent aller les efforts vers une telle solidarité matérielle et quels résultats est-il permis d'en espérer? C'est la question qui s'est posée avec un caractère pratique dans les milieux politiques, commerciaux et industriels quand, au cours de l'hiver dernier, l'expression « d'union économique » est venue grossir le contingent des rubriques figurant

sur tous les journaux. Tout le monde en a parlé; certains y ont pensé.

On ne doit pas chercher ici une solution : il ne s'agit que de résumer quelques données positives du problème dans le domaine historique, puis dans le domaine statistique.

C'est de l'autre côté du Rhin que l'idée d'union économique internationale a obtenu le plus rapide succès, mais il ne faut pas entendre par là qu'elle y soit adoptée d'une manière complète. On pourrait presque dire qu'elle est née en France lorsque Turgot supprima les douanes intérieures; mais sa réforme ne mettait en communication que des provinces, non des États souverains. Le Zollverein a uni sous un régime douanier commun les États de l'Allemagne; le compromis austro-hongrois a établi un lien semblable entre les deux monarchies du Sud. Il n'existe pour elles qu'un même régime postal et monétaire, une seule banque d'émission; en Allemagne, malgré la survivance de quatre petites banques d'émission particulières, la Reichsbank étend son hégémonie sur tout l'Empire, et le fractionnement des moyens de communication est plus apparent que réel. Vu l'étroite alliance politique de ces groupes, il devait naturellement venir à l'esprit d'achever leur fusion. Aussi le projet d'un Zollverein de l'Europe Centrale a-t-il été mis à l'étude dès la première année de guerre. Quoique les pourparlers fussent encore loin d'aboutir à la fin de 1915, certaines parties du programme, concernant notamment la mise en commun plus ou moins libérale de ressources financières et d'approvisionnements, se trouvaient réalisées; les lois et règlements de l'Autriche-Hongrie touchant l'organisation économique de guerre étaient calqués sur ceux du plus puissant allié, sauf divergences à l'égard des produits surabondants chez l'une et insuffisants chez l'autre. Mais on voulait aller plus loin. Les Empires du centre se considèrent comme formant, au point de vue économique, une sorte de noyau solide autour duquel le commerce des neutres voisins et des pays balkaniques tout au moins devront naturellement venir s'agglomérer. L'union douanière s'étendrait donc, non seulement à l'Allemagne et à l'Autriche, mais encore à la Turquie et à la Bulgarie, avec, sans doute, la Serbie comme trait d'union... en attendant mieux. Cette conception qui dérive des expériences économiques imposées aux Empires du Centre

par la guerre et par nos mesures restrictives de leur commerce, se trouve précisément en harmonie avec les théories chères aux universitaires d'outre-Rhin qui en ont imprégné l'esprit des dirigeants et les ont répandues dans le fond commun des idées nationales. La principale école d'économie politique allemande, reprenant, non sans les déformer, la théorie de « l'État fermé » esquissée par Fichte, et les variantes exécutées sur le même thème par List, Carey et Philippowich, a érigé en une sorte de dogme ce fait souvent constaté que les principales unités économiques attirent et se subordonnent le commerce des groupes voisins moins bien organisés de même qu'un cristal plongé dans une eau mère en attire les molécules et donne à leur groupement une constitution semblable à la sienne.

Quoi qu'il faille penser de ce vague symbolisme, les événements récents ont assez montré combien dans le domaine économique comme à d'autres égards, les États, même les mieux pourvus et à plus forte raison les autres, avaient besoin de concours étrangers. Les débouchés sur la mer que l'Allemagne cherchait en temps de paix du côté de Trieste et de Gênes par une première forme d'union économique lui sont aujourd'hui inaccessibles ou inutiles. Ceux qu'elle a trouvés chez les neutres du Nord pendant la première année de guerre se ferment de plus en plus pour elle, de sorte qu'elle se trouve amenée à une seconde forme d'union économique plus radicale qui centraliserait sous sa main la production et les échanges de ses plus faibles voisins. La réduction, presque la suppression de leur commerce extérieur, même indirect et occulte, depuis juillet 1915, sauf la fissure subsistant du côté de l'Orient et la contribution prélevée sur les produits des neutres limitrophes, a obligé nos ennemis à tirer tout le parti possible des produits qu'ils pouvaient se fournir les uns aux autres : charbon, produits chimiques et métallurgiques allemands, pétrole de Galicie, orge et chevaux de Hongrie, œufs, textiles, graines oléagineuses, et fruits séchés de Bulgarie et de Turquie. Ils ont, d'autre part, imposé plus ou moins à certains de leurs voisins neutres, qui ont besoin de marchandises allemandes, des systèmes, d'échanges en nature, ou de paiement, favorisant autant que possible les intérêts nationaux de l'Allemagne et de l'Autriche. Ainsi le grand projet d'union économique de l'Europe Centrale a reçu un commencement d'exé-

cution qui n'a pas été sans progresser durant les premiers mois de 1916. Sans doute, des résistances d'intérêt privé se sont produites, par exemple celle des industriels autrichiens inquiets de la concurrence allemande. Mais les gouvernements ont poussé avec vigueur dans le sens d'une concentration afin, disaient leurs représentants officieux, que les quatre nations se trouvent mieux préparées à soutenir une prochaine lutte économique, et surtout mieux ravitaillées, si la paix future devait être de courte durée. Les autorités allemandes savent aussi que le pays souffrira d'autant moins de ses pertes financières qu'il se trouvera moins isolé, sa politique d'exportation à outrance devant l'exposer à moins de risques s'il s'assurait dès à présent des débouchés faciles chez les nations amies. Celles-ci, de leur côté, ne sauraient rester insensibles aux avances de la seule nation riche qui se trouve parmi elles. En dépit des réserves formulées dans certains milieux, ces perspectives de centralisation sont naturellement saluées par la presse pangermaniste avec enthousiasme et avec un air de défi à l'adresse des Alliés. Elle vante la supériorité que l'industrie allemande possédera sur celles de la Belgique, de la France et de la Russie après la guerre par le fait que les régions envahies ont été dévastées tandis que les usines allemandes restent indemnes; elle répète que le monde entier, — y compris les Alliés, — devra accueillir avec gratitude les marchandises allemandes, parce qu'il est tributaire de l'Allemagne pour une foule « de produits spéciaux qu'il ne saurait trouver ailleurs ».

***

L'expérience actuelle montre qu'il n'est guère de produits allemands ni autrichiens dont le monde ne puisse se passer, moyennant de payer ailleurs ce que coûtent les articles similaires.

En tous cas il eût été imprudent d'assister en spectateurs passifs à la formation du bloc économique ennemi. L'idée de lui opposer une organisation correspondante devait naturellement se présenter à l'esprit. Il y avait au reste des précédents chez nos alliés, chez les neutres et chez nous, soit à l'état de simples projets, soit que l'on fût passé aux actes. En voici quelques exemples fragmentaires posté-

rieurs à l'union monétaire latine, qui déjà appartenait au même ordre de faits.

La campagne de J. Chamberlain en faveur d'un tarif préférentiel pour les colonies anglaises, l'assistance prêtée à maintes reprises par la Banque de France à la Banque d'Angleterre, les rapports de M. J. Périer sur le commerce franco-anglais, les négociations de M. J. Caillaux avec l'Angleterre et la Belgique au sujet de l'évasion fiscale, et les conceptions plus vastes du même ministre concernant un système douanier commun à toute l'Europe, enfin l'idée chère depuis longtemps à M. Luigi Luzzatti d'une chambre de compensation internationale ou d'une encaisse or internationale sur la garantie de laquelle pourraient être émis des billets ou créés des chèques susceptibles de circuler sans perte au change entre les pays contractants, — c'étaient là, parmi d'autres, des signes préliminaires de rapprochements possibles dans le domaine économique, soit entre les États alliés, soit entre tel de ceux-ci et ses colonies.

La tendance marquée par ces tentatives s'est fortifiée, concrétisée et précisée comme l'entente politique depuis le début des hostilités. La question a été résumée par plusieurs organes de la grande presse au mois de juillet 1915, alors que la guerre économique commençait à se développer avec vigueur et qu'il devenait possible d'appliquer des mesures restrictives plus rigoureuses au commerce ennemi, malgré les complaisances qu'il trouvait chez certaines nations neutres.

Le 7 juillet 1915, M. Luigi Luzzatti examinait à grands traits le projet d'union économique ennemie et la nécessité qui pourrait en résulter pour les alliés de lutter par des moyens semblables, dussent en souffrir quelques principes économiques considérés par des esprits éminents comme l'idéal du temps de paix :

On prétend, écrivait-il, que le but des pourparlers qui ont eu lieu à Vienne ces jours derniers, entre les délégués austro-hongrois et allemands était d'examiner s'il n'y avait pas un intérêt réciproque à établir une Ligue douanière. Ce sont là d'anciens projets que l'on désire ressusciter, mais difficilement les actes suivent les paroles.

Rappelez-vous les nobles tentatives faites par des hommes compétents de Belgique et de Hollande (sous les auspices de Frère-Orban et de Forbecke, éminents statisticiens) pour instituer une Ligue douanière entre ces deux riches pays, et aussi pour le même nombre d'années une entente poli-

tique. Ce projet n'a pas réussi parce que l'accord fut impossible sur le traitement des sucres et des alcools.

Puisque entre l'Autriche et la Hongrie les intérêts douaniers sont et seront toujours difficiles, comment ne s'irriteraient donc pas les négociations entre Austro-Hongrois et Allemands ?

Mais en prévision d'un échec, on a émis l'idée des droits de préférence. L'Autriche-Hongrie et l'Allemagne s'accorderaient pour leur usage un tarif de faveur avec des droits différents de préférence et, pour se défendre également contre les autres pays, elles feraient dans ces derniers une politique d'âpre pénétration commerciale. Nous sommes déjà loin d'une Ligue douanière.

Mais puisqu'on dit que l'Allemagne voudrait terminer cette terrible guerre, qu'elle a déchaînée dans le monde, avec de fortes disciplines douanières à son avantage (et dans cette création impériale elle aurait sûrement l'Autriche-Hongrie à ses côtés), pourquoi les États de la Quadruple-Entente ne pourraient-ils pas, eux aussi, examiner leurs intérêts réciproques sans présomptueuses espérances ni programmes utopistes d'union douanière, mais avec quelques buts précis? Ce pourrait être celui de corriger et de mitiger les âpres excès qui restent encore dans leur législation douanière et empêchent ou embarrassent le trafic de certains produits : un autre serait de préparer une défense commune contre les prétentions émises, comme on l'a vu plus haut, et que nos adversaires sont en train d'organiser pour causer le plus possible de dommages aux trafics de la Quadruple-Entente.

Les caractères du futur conflit douanier, après cette guerre, seront profondément modifiés et demanderont de nouveaux examens très réfléchis en ce qui regarde les moyens de subsistance, de défense militaire et navale.

En résumé le Destin qui plane sur la tête des mortels, ainsi que sur celles des économistes et des statisticiens, a changé essentiellement plusieurs éléments de ces problèmes formidables.

Deux jours après, l'*Economiste européen* du 9 juillet 1915, continué les 16 et 23 juillet [1] présentait un programme plus précis dans le même sens. Poursuivant les économistes allemands sur leur propre terrain, il mettait en évidence que, si la force d'attraction économique des Empires du Centre était considérable, celle des Puissances de l'Entente, émanant d'une masse très supérieure devrait l'emporter dans la lutte pour les approvisionnements et pour les débouchés. Groupant en tableaux statistiques les données qui concernaient quatre grands symptômes d'activité matérielle (population, chemin de fer, marine marchande à vapeur et commerce extérieur), il faisait

1. Voir aussi n° du 14 avril 1916.

ressortir à l'égard de ces forces économiques l'infériorité des données relatives au groupe ennemi par rapport à celles du groupe des Alliés et de leurs colonies. L'étude d'autres indices serait intéressante et conduirait dans l'ensemble au même résultat.

Au moment où l'attention du public était attirée vers ces problèmes dans la seconde moitié de 1915, les visées de l'Allemagne sur les marchés internationaux se précisaient, soit par des déclarations ouvertes, soit par des actes plus ou moins occultes tels que l'accaparement des stocks dans les pays neutres. La nécessité devenait évidente pour les Alliés de lutter contre un danger qui s'étendait et que tous les milieux, même les moins préparés, commençaient à comprendre.

Avant la guerre, la Russie, comme l'Italie, malgré les sympathies et les relations financières anciennes qui les unissaient à nous, étaient devenues pour leurs principaux achats les clientes de l'Allemagne et de l'Autriche. Dans une admirable conférence sur les capitaux français à l'étranger faite en 1913 à l'École des Sciences politiques, M. de Peyerimhoff[1] a montré d'une manière frappante comment la France depuis 1870 avait perdu en partie l'influence économique autrefois exercée par elle au dehors; comment le rayonnement de son industrie et de son commerce avait pâli devant des concurrents, même chez les nations que nous avions continué à pourvoir de capitaux. C'est ainsi que la concurrence austro-allemande a pris notre place naturelle en Russie et en Italie; plus même que notre place, car au régime de collaboration économique qui nous aurait convenu, les Empires du Centre, représentés par leurs ingénieurs, commis voyageurs et banquiers, ont été sur le point de substituer une sorte de suzeraineté. Le poids en a paru trop lourd, et cette pénétration commerciale, qui avait pour condition essentielle le maintien de la paix, se trouve repoussée par les conséquences mêmes de la politique trop entreprenante sur laquelle elle s'appuyait. Aujourd'hui le commerce allemand paraît compromis en Russie dans certaines branches de premier ordre telles que celle des produits métallurgiques. On sait avec quelle insistance la Chambre de Commerce russe de Paris a signalé à nos producteurs les débouchés qu'ils trouveraient dans

1. On trouvera le texte de cette conférence dans l'ouvrage intitulé : *Intérêts économiques et rapports internationaux*, Louis, F. Alcan, 1 vol. in-16, 1915.

l'immense Empire slave. Les représentants officiels de celui-ci sont maintes fois revenus sur ce sujet l'an dernier en signalant les moyens d'action qui favoriseraient des courants d'échanges franco-russes, anglo-russes, russo-japonais et russo-américains plus intenses, capables de faire rejeter un grand nombre de marchandises allemandes.

Après les voyages à Rome de MM. Briand et Asquith on put considérer les dispositions des hommes d'affaires italiens comme dégagées d'influences anormales et comme convergeant avec le plan économique général suivi par les Alliés. Bien entendu le point de vue différait un peu. Le premier objectif de l'Italie, si l'on en juge par l'article qu'a publié M. Luigi Luzzatti dans le *Corriere della Sera* du 31 mars 1916, était de régler des échanges présentant pour elle un intérêt immédiat. Comme elle renonçait à tirer de l'Europe Centrale certains produits utiles, il était naturel qu'elle fît appel à l'Angleterre pour obtenir soit des marchandises semblables, soit des moyens de transport ou des instruments d'achat. Quant aux vues plus lointaines, beaucoup de publicistes et d'hommes d'affaires italiens étaient séduits par la pensée d'une floraison d'industries nationales sur le sol de la Péninsule d'où ils espéraient déraciner la concurrence germanique. Le Conseil Central des Chambres de Commerce italiennes se montrait favorable à une refonte du tarif douanier au sujet de laquelle plusieurs combinaisons étaient proposées à la fois : l'une comportait simplement des facilités réciproques d'échange entre la France et l'Italie; l'autre, beaucoup plus vaste, portant même sur des questions indépendantes du régime fiscal (brevets, crédit, etc.), répartissait les marchandises du monde entier en plusieurs catégories par degrés de sympathie politique à l'égard des pays d'origine avec traitement préférentiel correspondant sur la base de conventions particulièrement favorables aux Alliés; une troisième combinaison enfin supposait un tarif unilatéral sévère, dont les atténuations seraient offertes comme monnaie d'échange et à l'abri duquel les jeunes industries italiennes pourraient grandir en profitant de tous les débouchés du marché national. Ce dernier point ne laissait pas d'inspirer quelque appréhension aux milieux ouvriers, à cause de la plus grande cherté qui pouvait en résulter; mais ils se déclaraient prêts à accepter les

prohibitions d'entrée dirigées contre l'Allemagne, afin d'écarter une crise commerciale et industrielle ou de consolider des alliances.

Chez nous, d'autre part, les projets de reprises des affaires et d'impulsion à exporter prenaient, dès l'été dernier, autant de consistance que le permettaient les événements. Cette tendance s'accordait avec le mouvement plus spécial qui devrait rapprocher les Alliés sur le terrain économique d'après leurs affinités de politique ou de sentiments aussi bien que d'intérêts matériels. De ces dispositions on trouverait une trace significative dans les exposés faits à l'Académie des Sciences morales et politiques il y a peu de mois à la suite de la communication de M. Hauser sur les cartels allemands.

Plus récemment, dans une lettre publiée par *Le Temps* du 3 avril 1916, M. Jules Siegfried énonçait un programme très catégorique dont voici le résumé :

Dans leur dernière conférence, les gouvernements alliés ont décidé de mettre en pratique dans le domaine économique leur solidarité de vues et d'intérêts.... Les pertes matérielles auront été si considérables et les charges qui en dépendront seront si lourdes pour les Alliés qu'une union économique de plus en plus intime entre eux sera nécessaire, non seulement au point de vue politique, mais aussi au point de vue économique.

Mais comment cette union pourra-t-elle se faire entre des peuples, qui, dans le passé, ont été dans des conditions économiques si différentes? Les uns, comme l'Angleterre et la Belgique, ont depuis de longues années, une politique basée sur le libre-échange, d'autres, comme la France, l'Italie et la Russie, ont été nettement protectionnistes. Établir une union douanière dans ces conditions paraît à première vue une impossibilité.... Des tarifs douaniers modérés ne manqueraient pas de faciliter l'importation dans les pays alliés des produits austro-allemands; le seul moyen de l'entraver sera d'avoir des tarifs élevés.

Mais que devient alors la politique du libre-échange de l'Angleterre et de la Belgique?... Certains pays pourront se contenter de tarifs modérés, d'autres, seront obligés de se protéger d'avantage; il ne sera pas nécessaire que les tarifs de douane soient uniformes, et chaque nation conservera la maîtrise de ses tarifs. Ce qui sera nécessaire, c'est que les alliés conviennent de s'accorder mutuellement une détaxe préférentielle, d'un tiers par exemple, sur le tarif minimum. Un tarif général serait applicable à toutes les nations avec lesquelles les Alliés n'auraient pas de traités de commerce, mais les neutres pourraient jouir d'un tarif minimum à moins qu'ils ne préfèrent se joindre aux Alliés pour jouir des avantages de la détaxe préférentielle.

Entre temps, on était entré dans la voie de l'éxécution, tout au moins par des échanges de vues, par la constitution de sociétés et de comités interparlementaires ou autres destinés, d'après leur programme, à lutter contre une invasion brusque de produits allemands, à faciliter le développement des échanges entre nations alliées afin que chacune d'elles trouvât chez les autres les approvisionnements ou les débouchés que lui offraient autrefois les pays ennemis; on aspirait même à obtenir des résultats analogues chez certaines nations neutres.

La plupart de ces groupements ont naturellement commencé par par se renseigner sur les dispositions de l'Angleterre à l'égard du but qu'ils poursuivaient. D'ordinaire c'est au marché de Londres que l'on songe d'abord pour s'approvisionner, obtenir du crédit et vendre; si ce marché reste grand ouvert aux produits germaniques après la guerre l'obstacle que l'on mettrait à leur rentrée en France ou en Italie perdrait beaucoup de sa portée d'autant plus que certains de ces produits pourraient trouver dans un démarquage le moyen de franchir notre frontière sous une apparence amie.

De quelque manière que l'on comprît l'union économique, il importait évidemment que tous les Alliés se pressentissent entre eux et pressentissent au premier chef celui dont l'activité commerciale est la plus développée. Mais précisément la situation de Londres comme centre principal des échanges mondiaux rendait le problème plus délicat. Cette place est le plus grand bazar du monde, or le directeur d'un grand bazar hésite à éliminer de ses rayons certains articles très demandés ou à fermer ses portes à de nombreux clients. Cependant l'idée d'union économique, même présentée sous la forme de limitation durable de certaines catégories d'affaires après la guerre, ne surprit pas l'opinion anglaise et ne fut radicalement écartée de presque personne. L'accueil qu'elle obtint, sans être chaleureux dans tous les milieux, différa surtout par des nuances et des modalités. On peut dire que la résultante des divergences qui se sont manifestées à ce sujet vers la fin de 1915 et qui se maintenaient dans un courant général de sympathie, a été donné par M. Runciman, ministre du Commerce dans le discours qu'il a prononcé le 10 janvier 1916 à la Chambre des Communes. Constatant que toute retouche profonde au tarif douanier entraînerait de grandes

difficultés du côté des colonies aussi bien que de la métropole, il ajoutait :

Si une union douanière était nécessaire pour conduire à la victoire, nous n'hésiterions pas à conclure un accord de ce genre.... Il ne faudrait pourtant pas que l'Allemagne fût réduite à une période prolongée de pauvreté. Mais nous exigerons qu'en aucun cas le rétablissement des affaires de l'Allemagne ne puisse causer le moindre préjudice à la France, à l'Italie, à la Russie, à la Grande-Bretagne. Et pour cela nous ne permettrons pas que la paix soit pour l'Allemagne une occasion de livrer une guerre économique victorieuse contre ses voisines. Nos intérêts nationaux et économiques seront notre seul guide en cette affaire. Toutefois nous n'attendrons pas la paix pour marcher dans cette voie. Quant à s'emparer du commerce de l'Allemagne, c'est une chose difficile, attendu que nous ne pouvons pas suffire à exécuter les commandes de nos propres clients. Néanmoins nous avons déjà beaucoup fait dans ce sens.

Cette dernière partie positive du programme, l'impulsion donnée à l'industrie et à l'exportation nationales, était pour plaire à des groupes influents de la Cité et selon l'expression de M. Runciman, « on a déjà beaucoup fait dans ce sens », quoique la majorité des affaires que le blocus enlève à l'Allemagne ait été, surtout dans l'Amérique du Sud, prise par les États-Unis.

Quant à des opérations de plus large envergure susceptibles d'être entreprises de concert par les Alliés contre le commerce germanique, les nouvelles vagues ou trop peu mesurées jetées soudainement à la tête du public anglais, qui a coutume de prendre son temps pour adopter des idées ou faire des expériences, inquiétèrent d'abord, non seulement les traditions libre-échangistes de la Grande-Bretagne, mais encore le sens pratique de sa nombreuse population ouvrière. Elle a des besoins que le climat et l'habitude ont étendus bien au delà des limites où s'arrêtent les besoins des ouvriers italiens et français; le paupérisme, qui n'a pas disparu de Londres, de Manchester, de Liverpool, ni de Glasgow, donne à la question des importations à bon marché une prépondérance que connaissent tous les travailleurs et leurs élus.

L'écho de ces préoccupations a résonné plusieurs fois dans le palais de Westminster après le discours de M. Runciman. Le 9 mars à la Chambre des Communes, MM. Robertson et Holt exposèrent avec vigueur l'appréhension qu'éprouvaient beaucoup de leurs com-

patriotes. Si l'on veut, dit M. Robertson, que l'Allemagne paie une indemnité à la Belgique et à la Serbie, il serait absurde d'empêcher son industrie et son commerce de créer les moyens de paiement. En outre, si les Alliés peuvent l'éloigner de leurs marchés, il sera moins aisé après la paix de gêner son commerce avec les neutres, surtout si nous indisposons ceux-ci par un protectionnisme rigoureux. L'orateur insistait sur la difficulté d'imaginer un système préférentiel qui ne lésât ni les dominions, ni les alliés ni les neutres. M. Holt ajoutait qu'en ouvrant moins largement ses portes aux marchandises de toutes provenances, l'Angleterre perdrait son rôle de centre financier du monde.

C'est au cours de la même séance que M. Asquith fit les déclarations essentielles par lesquelles il précisait la position que comptait prendre le Cabinet. Dans la prochaine conférence entre Alliés, dont l'Angleterre n'avait pas pris l'initiative, il s'agissait moins, disait-il, d'engager l'avenir que d'adopter pour le présent, une politique destinée à faciliter les opérations militaires et à alléger le poids de la guerre pour la population civile. Il s'agissait avant tout d'adopter, en dehors de toute réforme générale, un certain nombre de mesures particulières de manière à hâter la victoire. Parmi ces objets limités présentant un intérêt immédiat se trouve, par exemple, la question de savoir si, par des moyens légitimes arrêtés en commun, les nations de l'entente ne pourraient nuire au crédit allemand. Quant aux accords destinés à produire leurs effets après la guerre, les délégués anglais ne devaient, d'après le premier ministre, en aborder la discussion que de la façon la plus circonspecte, sans engager l'Empire Britannique. Mais, autant qu'on se contenterait d'un simple examen préliminaire de questions qu'il faudra résoudre au plus vite dès la conclusion de la paix, les pourparlers allant au fond des choses ne semblaient présenter que des avantages. Cette politique fut bien accueillie par la presse libérale, sauf par les journaux intransigeants tels que le *Manchester Guardian*, qui, entre autres objections, signala combien il serait difficile d'adopter un plan de lutte commerciale permanente contre l'Allemagne et l'Autriche avant de savoir quelle situation politique leur serait faite par le traité de paix. Ils n'admettaient l'interdit contre les produits allemands que comme un moyen de défense éventuel, une façon de « couper les

vivres » aux Empires du Centre, si dans la prochaine période pacifique, ceux-ci tentaient d'accroître outre mesure leurs dépenses d'armements; jusqu'à ce qu'une telle nécessité se fît sentir, la conservation des anciens courants commerciaux après la guerre devait, selon les plus notables organes libre-échangistes et socialistes, rester à la base de la vie économique anglaise. *The Economist* rappelait en particulier qu'avant la guerre l'Angleterre et l'Allemagne étaient parmi les meilleures clientes l'une de l'autre que les exportations anglaises en Allemagne avaient plus que doublé entre 1890 et 1911; leur cessation définitive causerait la ruine de plusieurs branches du commerce anglais. Quant aux importations d'Allemagne on les présentait comme remède nécessaire à la cherté de vie pesant sur les consommateurs pauvres.

En sens inverse et peu de jours après, la presse unioniste, qu'avait réconfortée en mars l'évolution de la Chambre de Commerce de Manchester, critiquait le programme de M. Asquith comme trop limité. Les unionistes revenaient à leurs anciennes thèses et demandaient l'adoption immédiate d'un régime préférentiel en faveur des colonies. Mais bientôt le représentant le plus ardent et le plus écouté des jeunes sociétés anglo-saxonnes, M. Hughes, venu d'Australie avec une provision d'idées relativement neuves et de sentiments énergiques opposés à toute influence allemande, savait se concilier une appréciable fraction des groupes libéraux, en évitant dans la mesure du possible de réveiller les vieux partis pris d'école. Poursuivant un but actuel et pratique, — la défense contre les tendances envahissantes de la politique allemande et du commerce allemand, — il arrivait à faire admettre par des milieux naguère très défiants l'éventualité de certaines réformes douanières. Dans la seconde quinzaine de mars, partisans et adversaires des nouveaux projets semblaient s'être compris.

D'une manière générale les uns et les autres estimaient qu'il fallait tout au plus pour le moment prendre, de concert avec les alliées de l'Angleterre, les mesures particulières indispensables pour éviter la crise dangereuse à laquelle ces pays se trouveraient exposés dans le cas où le commerce allemand prendrait après la guerre une expansion soudaine et agressive. Il ne s'agissait donc pas d'un changement de principe, mais on pensait à « handicaper » pour ainsi dire les entre-

prises ennemies et à favoriser l'essor des relations d'affaires entre alliés, par quoi l'on consoliderait leur amitié, fût-ce au prix de quelques privations matérielles et sous réserve des réformes sociales qui seraient nécessaires pour alléger le poids que la cherté des marchandises ferait peser sur la population pauvre.

En définitive les projets d'union économique comprennent deux parties principales qui peuvent être admises ou rejetées séparément : l'une négative consistant à prohiber d'une manière plus ou moins radicale après la guerre le commerce avec les nations que nous combattons aujourd'hui; l'autre positive, ayant pour objet de nous approvisionner, d'étendre nos débouchés et de faciliter les échanges entre Alliés (introduction d'une plus grande uniformité dans leur législation industrielle et commerciale, accords relatifs au crédit, aux moyens de communication, etc.). Les mesures de la seconde partie dont l'intérêt immédiat est évident ont déjà commencé à prendre corps par la force des choses. Leur adoption toute fragmentaire semble pouvoir se compléter rapidement sur beaucoup de points. Quant aux réformes douanières dirigées contre le commerce des peuples que nous combattons, l'historique précédent montre qu'elles seront déterminées par des conditions géographiques et sociales comportant certaines différences d'intérêts et de points de vue. Les répercussions lointaines des mesures prises dans le domaine économique contrarient souvent les premiers résultats : seule une prescience surhumaine oserait prédire à quelle politique commerciale telle ou telle nation accordera une préférence durable pendant les années de paix. On ne peut que constater les pourparlers récents des hommes d'État et compter sur l'heureuse étoile qui les guide à travers les écueils. En tout cas, les événements actuels donnent à ces problèmes une valeur d'étude et une portée pratique plus grandes que jamais; aussi ne paraîtra-t-il peut-être pas inutile d'exposer dans un article ultérieur quelques données numériques se rapportant aux projets d'union matérielle par lesquels on cherche à renforcer encore des liens qui nous tiennent à cœur.

EUG. B. DUBERN.

VARIÉTÉS

PARIS EN 1810

Le comte, plus tard prince de Clary-et-Aldingen, fils d'un chambellan de l'empereur d'Autriche et d'une fille du prince de Ligne, marié à une comtesse Chotek qui lui donna sept enfants, eut en 1810 l'honneur de porter en France une missive de François II écrite au lendemain du jour où Marie-Louise avait épousé Napoléon par procuration.

Les lettres qu'il envoyait alors — par une autre voie que celle de la poste — à sa femme et à sa mère, forment une chronique curieuse[1]. Peut-être quelques amis de l'histoire nous sauront-ils gré d'extraire de ce fouillis de personnages et d'incidents ce qui nous paraît le plus intéressant. Essayons de tracer, après et d'après Clary, un tableau clair et instructif de ce Paris où le jeune Autrichien — il n'avait alors que trente-quatre ans — a passé trois mois, du 20 mars au 26 juin 1810.

I

Exposons d'abord ce que dit Clary de Napoléon, de la nouvelle impératrice et de la cour.

Il voit Napoléon à Compiègne le 21 mars pour lui remettre la lettre de François II et il assiste le lendemain à la chasse : comme toujours, l'Empereur galope rapidement à travers la forêt et on ne peut le suivre; mais il n'est pas bon tireur; cinq fois il décharge son fusil au beau milieu des chiens; deux fois il touche le cerf. Y eut-il jamais

1. M. le baron de Mitis et M. le comte de Pimodan, l'un attaché aux archives impériales et royales de Vienne, l'autre ancien lieutenant-colonel de cavalerie, ont publié ces lettres à la librairie Plon, en 1914, avant la guerre.

une aussi belle chasse ? » dit-il à Clary. Et Clary répond naturellement : « Jamais, Sire ! »

Le 27 mars Marie-Louise arrive à Compiègne. Le récit de cette entrée est piquant. On a vu l'Empereur, accompagné de Murat, partir à 3 heures de l'après-midi pour surprendre l'Impératrice. On étudie le cérémonial; on arbore les grands habits de cour; on passe la soirée dans l'attente; au moindre bruit, au plus petit page qui se montre, on est en l'air. Enfin, à 10 heures, un page bien crotté vient dire que l'Impératrice approche. On s'ébranle, on se place sur l'escalier, rois et reines au bas. La cour du château s'illumine et se remplit; partout des flambeaux et partout des orchestres. Puis, un roulement de tambours; puis une belle musique, quoique un peu triste. Des carrosses débouchent au galop, et du dernier mené par huit chevaux, descend Marie-Louise en capote ponceau d'or; elle embrasse toute la famille et monte l'escalier, conduite par Napoléon. On la trouve beaucoup mieux qu'on ne croyait. Elle est grande; elle a une demi-tête de plus que son mari; « vraiment, dit Clary, elle avait assez bon air ». Mais elle ne reparaît pas. On fait antichambre, on parle à voix basse, on tombe de sommeil, et il est plus de minuit lorsque les dames apprennent qu'elles peuvent aller se coucher.

Le jour suivant, l'Impératrice voit toute la cour et de nouveau, elle produit une favorable impression ; on voudrait seulement qu'elle marche mieux. Le soir, au concert, Napoléon dort profondément. « Jamais, rapporte Clary, je n'oublierai sa figure, son teint pâle, ses yeux fermés; c'était le sommeil du lion. De temps en temps l'Impératrice le réveillait et lui disait un mot; il faisait une mine agréable et occupée, répondait et s'endormait; ce qui n'est pas galant. Elle se permettait même de sourire de ce sommeil avec la reine de Naples. Elle était en rose et avait fort bon air. »

Clary observe curieusement cette fille d'Autriche et il cherche à deviner ses impressions, à pénétrer son caractère. Est-elle digne de sa fortune? Sait-elle, saura-t-elle faire son métier de souveraine ?

Il se met en quête et il apprend quelques détails inédits : qu'elle tutoie Napoléon à l'allemande, qu'elle le nomme *Nana* et *Popo*, qu'elle lui fait le café tous les matins et qu'il est enchanté : il a dit qu'il tenait les Allemandes pour les seules femmes qui soient bonnes ménagères et il les recommande comme épouses à ses généraux.

Clary remarque qu'à la cérémonie du mariage religieux elle est fort en beauté et qu'elle a bonne contenance. Mais bientôt elle lui semble laide et il répète complaisamment le calembour des Parisiens, qu'elle sera peut-être mieux lorsqu'elle aura un nouveau-né — car son *nez* est affreux. Il la trouve « sotte, peu causante, peu communicative, et il assure qu'elle commence à perdre de sa vogue. Le 7 juin aux Tuileries, il lui est présenté. « Cette grande princesse, écrit-il avec ironie, a bien parlé. Nous étions une trentaine d'Autrichiens et, apparemment enchantée de retrouver des compatriotes, elle dit à chacun : « Je suis charmée de vous voir ». Puis, craignant de faire des jaloux, elle répéta la même phrase à une douzaine d'Espagnols, à six ou huit Hollandais, à trois ou quatre Suédois : aux Russes, aux innombrables Westphaliens et autres. »

Il rapporte que la cour se moque de l'appétit de cette Autrichienne. Récemment, on la crut grosse : elle « dégobillait à plaisir, et tous les jours ». Mais les experts reconnurent d'un commun accord qu'elle était fort gourmande, qu'elle mangeait prodigieusement, qu'elle aimait par trop la cuisine française et qu'elle se donnait quotidiennement une indigestion.

Marie-Louise, conclut le comte Clary, a de graves défauts. Elle est fière, impérieuse, maladroite; elle ne semble s'intéresser à rien ; le 14 juin, au bal de la princesse Pauline, elle regarde à peine le feu d'artifice et fait pendant ce temps arranger son bouquet. Elle a l'air impassible, apathique. Tout ce qui l'entoure la déteste et, « en fait de succès, son affaire est réglée à jamais ».

Il revint plus tard de cette opinion. Mais, comme il dit, les circonstances avaient changé le caractère de Marie-Louise. « Pour devenir aimable, lisons-nous dans une de ses notes qui date de 1822, il lui a fallu les promenades de la fiancée du roi de Garbe, un mari comme ça et un amant comme ci. »

Il écrivait en 1810 qu'on faisait des comparaisons entre la seconde Impératrice et la première, et peut-être connaissait-il ce mot d'un bel esprit qu'on aurait voulu à Marie-Louise moins d'appas et plus d'attraits. Le 30 mai, il alla voir à la Malmaison celle qu'il nommait « Peppina » et « cette pauvre impératrice Joséphine ». Elle le reçut avec grâce et lui fit les honneurs de sa galerie de tableaux. Il était enchanté. Mais il faut reproduire entièrement le jugement qu'il porte

sur elle. On ne peut mieux apprécier Joséphine. Le comte Clary ne dit pas crûment, grossièrement, comme Charles-Auguste de Weimar en 1814, qu'elle a tout le bon et les agréments d'une vieille catin. Mais, s'il loue les qualités de Joséphine, son habitude du monde et son affabilité, il ajoute avec raison qu'elle est gaspilleuse, avide de toilette et de bijoux, oisive, incapable de supporter la solitude, et qu'elle n'avait ni esprit de conduite ni esprit : « C'est une bonne femme; très frivole, sans beaucoup d'esprit, ne sachant en rien s'occuper, désirant voir tout le jour du monde autour d'elle, aimant avec passion les dehors et le clinquant du trône, la représentation, les diamants, les parures, mais ayant du tact et de l'amabilité, sachant dire des choses flatteuses à chacun. Les dames qui la trouvent beaucoup plus accueillante que celle d'à présent, la regrettent, surtout les femmes qui, comme Mme de Montmorency et Mme de Mortemart, croyaient être, à cause de leur nom, traitées par une archiduchesse bien différemment des autres ; celles-là sont furieuses et jettent les hauts cris. »

Après l'Empereur et l'Impératrice, les rois, les reines, les princesses et les dames qui, selon le mot de Clary, peuplent le palais.

Il s'extasie sur le costume des rois : des broderies sur toutes les coutures, une cravate de dentelles, des ordres, des diamants, des abeilles qui couvrent le manteau ; « tout cela fait un effet charmant ». C'est Jérôme, roi de Westphalie. C'est Louis de Hollande, bien cacochyme et qui, rongé de rhumatismes, ne peut remuer ni pied ni patte. C'est le roi de Naples, Murat, à la singulière coiffure : deux longues boucles de cheveux lui tombent sur les épaules comme une perruque à marteaux.

Les reines et les princesses, ce sont la mère, les belles-sœurs et les sœurs de Napoléon, Julie et Catherine, Élisa, Caroline et Pauline; ce sont Hortense de Beauharnais, reine de Hollande, et Stéphanie de Beauharnais, princesse de Bade.

Madame Mère n'a pas mauvaise tournure.

Julie, la femme de Joseph et reine d'Espagne, est « affreuse » et « souillon ».

Catherine de Wurtemberg, femme de Jérôme, est « bien grasse » et aussi « bien fière et bien déplaisante ». De toutes les princesses qui

doivent porter le manteau à la cérémonie religieuse du 2 avril, c'est elle la plus revêche. Clary, qui ne peut la souffrir, la nomme tantôt la dinde de Westphalie, tantôt le paquet Westphalie.

La princesse Élisa est laide et d'ailleurs grosse à pleine ceinture. Elle mène avec elle son chambellan, M. de Lucchesini, qui naguère était à Paris ministre de Prusse, et sa dame de palais, Mme de Lucchesini, cette étrange femme qui se peint une raie noire sous les yeux parce qu'elle les a fort petits et les veut agrandir.

Caroline Murat, reine de Naples, est moins bien faite que sa sœur Pauline et elle a l'air plus commun. Mais elle a de plus belles mains, des bras charmants et le dos le plus blanc du monde. C'est d'ordinaire une « jolie petite reine toute parfumée » et qui sait être aimable, dire quelque chose d'obligeant à chacun. Pour l'instant, elle est grosse, elle aussi, et assez épaisse. Ce qui ne l'empêche pas de danser à chaque bal avec Metternich. Le grand-duc de Würzbourg, frère cadet de l'empereur d'Autriche, bon, franc et le seul prince allemand qui soit un peu considéré, est amoureux d'elle « comme un petit garçon »; il la quitte peu, et lorsque Clary et ses compatriotes sont présentés à la reine de Naples au pavillon de Flore, il est durant l'audience assis à un guéridon dans l'embrasure de la fenêtre. Mais des deux hommes qui courtisent Caroline, le plus heureux est Metternich.

Pauline Borghèse, drôlement mise, mais très belle, blanche, appétissante, dit de jolies choses avec une jolie mine. Elle se plaint beaucoup de sa santé : dans sa maison de Neuilly, au milieu de ses soirées ou de ses bals, la languissante princesse se fait apporter par un nègre une jatte de lait, et quand elle valse, les danseurs s'arrêtent pour ne pas heurter cette délicate personne. Après dix ou onze heures, lorsque tout le monde s'en va, elle retient quelques élus et on se livre alors aux petits jeux et aux plaisirs de l'âge d'or. De temps en temps, parmi ces privilégiés de l'après-soirée, il en est un qui reste au palais jusqu'à l'aube. Clary est allé voir à Paris l'hôtel de Pauline, l'ancien hôtel de Charost, aujourd'hui l'hôtel de l'ambassadeur d'Angleterre, et il a surtout admiré le cabinet de bain et la chambre à coucher. Qui croira que le lit où dort la divinité, un lit garni d'une mousseline brodée et doublée de rose, est si bas, si petit qu'il a l'air d'un lit de poupée?

Hortense est bien laide. Mais elle danse à merveille. Elle a de

l'esprit, du tact, et au mariage religieux de l'Impératrice, c'est la seule des dames « portemanteaux » qui fit bonne mine à mauvais jeu et qui montra de la gaieté. Elle est aimable et bienfaisante. Elle réunit les suffrages de tous les partis. Hélas! pauvre reine! Elle pleure de grosses larmes d'être sur un trône à côté d'un mari qu'elle déteste, au lieu de vivre en particulière dans son château de Saint-Leu aux vastes pelouses et au grand parc, dans ce château si bien planté sur la pente d'une colline d'où le regard aperçoit la vallée de Montmorency couverte de ses fameux cerisiers et parsemée de villages!

Stéphanie de Beauharnais, princesse de Bade, est « extrêmement jolie »; elle a l'air mutin et gentil »; par contre, son mari, prince et plus tard grand-duc de Bade, est « très empêtré et enfoncé dans la matière ».

Voilà pour les reines et les princesses. Mais la cour impériale compte encore à cette époque des femmes ravissantes et que la plupart des maris, dit Castellane, avaient prises pour leur beauté.

Celle qui brille au tout premier rang, Mme Gazani — que Mme d'Abrantès juge si engageante, si piquante et faite pour la cour — n'était pas là; elle servait de lectrice à l'impératrice Joséphine. Mais il y avait Mme Mouton, Mme de Canisy, Mme Savary et Mme Duchâtel.

La femme du général Mouton était naguère Mlle d'Arberg. Le comte Clary la déclare charmante et lui trouve de beaux yeux, des traits en miniature. « Le général, écrit-il, semble adorer sa femme et être passablement jaloux. » Il aurait bien ri s'il avait su que Mouton avait, en termes exprès, signifié à ses aides de camp de regarder la générale « comme une statue de marbre noir »!

Mme de Canisy possède plus d'expérience que Mme Mouton; elle a des yeux magnifiques et de beaux bras; mais elle est un peu passée.

Mme Savary est belle; mais elle se couvre d'un doigt de blanc et elle a l'air d'un pastel effacé.

Mme Duchâtel est agréable, quoique maigre, et elle chante avec une très jolie voix de petits airs auvergnats qui sont délicieux.

Du côté hommes, Clary remarque les généraux et les chambellans. il note parmi les généraux : Davout, « un gros chauve »; Mouton, « grand, rustre et l'air boucher »; Bertrand, « d'une figure très agréable, jeune, un peu chauve »; Savary, « grand, sec, poli »; Nan-

souty, premier écuyer. Mais si aimable qu'il soit, Nansouty a « l'air goguenard » — et tel était, en effet, son grand défaut : deux de ses camarades témoignent qu'il aime trop à goguenarder et qu'il gâte ses qualités, coup d'œil, fermeté, extérieur imposant, par un ton d'ironie et de persiflage, par une choquante dureté d'expression.

Les chambellans que cite Clary sont, outre Saint-Aignan qu'il avait vu l'année précédente à Vienne, Germain, Dumanoir et Béarn :

Le comte Germain qui sait conter l'anecdote, joli, très pâle, tiré à quatre épingles et un peu raide, « n'osant pas tourner la tête de peur de déranger sa cravate et s'asseyant tout d'une pièce pour ne pas déranger sa culotte » ;

Le comte plus tard duc de Praslin, petit, laid, sale et qui semble à Clary avoir « l'air juif » ;

Dumanoir qui est bien, dit Clary, qui est beau et grand, si grand que cette même année, à la fête du prince de Schwarzenberg, il monte sur une banquette et arrache la tenture qui prend feu, mais sans atteindre le bandeau de soie qui masque la jonction du plafond et du panneau ;

Le comte de Béarn, poudré plus blanc que la neige, fieffé courtisan, flatteur, cherchant toujours un mot et un regard du souverain, frémissant lorsque la porte s'ouvre et lorsque le valet de chambre crie « l'Empereur ».

Telle est, d'après Clary, la cour impériale. C'est un monde où l'on s'ennuie lorsque l'Empereur est là : l'Empereur, en effet, ne met pas les gens à l'aise et il fait, sans le vouloir, le silence autour de lui. Mais lorsqu'il n'est pas là, on fait ce qu'on veut. Quand il y a cercle, on prend des cartes ; au bout de vingt minutes, dès que l'Empereur s'éloigne, on quitte les tables de jeu. De même, au bal, sitôt que l'Empereur disparaît, chacun se retire. A la chasse, Savary, Nansouty, Roustam accompagnent l'Empereur ; les autres, sous les yeux de Clary, restent tranquillement près de la cheminée dans le pavillon où ils ont déjeuné.

C'est d'ailleurs une cour digne de ce nom, une cour imposante, pleine de prestige, faite pour éblouir les regards et imprimer le respect. On s'est moqué de la figure de certains personnages ; on a dit que le luxe et le faste n'effaçaient pas le vernis moderne qui marquait la dynastie nouvelle. Clary reconnaît qu'aux jours de cérémonie cette

cour théâtrale aux brillants costumes et aux manteaux de velours brodé — chambellans en rouge, écuyers en bleu, maîtres des cérémonies en violet avec écharpe blanche — offre un très beau spectacle. Si les vieux sont ridicules avec leurs immenses chapeaux à la Henri IV, les jeunes ont fort bon air avec leurs toques à plumes blanches. « Il faut être juste, dit notre Autrichien, pour du goût et de la magnificence, les Français en ont. »

II

Le courrier, le Viennois, comme lui-même s'intitule, trouva le meilleur accueil dans la société parisienne. On lui demandait parfois s'il était Marseillais et parent de Julie Clary, reine d'Espagne. Mais il lui suffisait de prononcer ce mot : « Je suis le petit-fils du prince de Ligne », et, disait-il gaiement, « on se m'arrache ».

Du reste il avait des lettres de recommandation pour le faubourg Saint-Germain auquel le rattachaient et des parentés et des relations de famille et des souvenirs de l'émigration.

Il vit donc les Noailles, les Montesquiou, les Mun, les Caraman, les Damas, les Ségur, et, parmi eux, Philippe, alors colonel des chevau-légers de la garde nationale de Paris, le futur auteur de *1812*, homme au nez pointu, aux sourcils joints et à la physionomie de chauve-souris.

Il vit Mme de Montboissier, fille de Malesherbes, ainsi que les filles de Mme de Montboissier, la comtesse de Colbert-Maulevrier, la marquise de Cordoue toujours malade, Mme de Baert, la belle marquise de Gourgues, et il jugea Mme de Montboissier fameusement ennuyeuse; mais elle était cousine de Molé, et Molé lui fit restituer les débris de sa fortune, Molé que l'Empereur avait nommé directeur général des ponts et chaussées, Molé à la belle figure calme qui ne trouvait pas de cruelles et à qui la petite comtesse de Marmier, tout en aimant son mari, faisait de très jolis yeux.

Il vit ou plutôt revit les Boufflers : le chevalier de Boufflers très vieilli; Mme de Boufflers, jadis Mme de Sabran, fort engraissée et qui croyait fermement au magnétisme; les enfants de Mme de Boufflers, Elzéar de Sabran à la voix traînante et endormie, et Delphine

de Custine, « blonde, grasse, belle encore pour avoir un fils de vingt ans. »

Il nageait, comme il s'exprime, dans les fêtes, et c'est ainsi qu'il assista le 21 juin au bal donné par le général Clarke, duc de Feltre, ministre de la Guerre. « On n'est pas, dit-il, plus poli que le duc ». Mais sa femme, la Savernoise Zaepffel, avait une figure affreuse; sa fille, Mme de Fezensac, n'était pas belle du tout; son gendre Fezensac, l'auteur des *Souvenirs militaires*, était vraiment trop pâle pour être joli garçon.

Il fut reçu « à merveille » par Mme de Laval, et que de monde il rencontra dans le salon de la vicomtesse! Le fils de Mme de Laval, Mathieu de Montmorency, l'ancien constituant et le futur ministre de la Restauration, morose, silencieux et, comme par repentance, tombé dans une excessive dévotion; la gracieuse duchesse de Fitz-james; Mme de Jaucourt qui devait avoir été bien jolie; la marquise de Coigny qui se mettait du rouge jusque dans les yeux et se laissait mener et ramener par le prince Auguste d'Arenberg, autrefois comte de la Marck! Le comte Clary n'oublie pas Zoé, la bonne grosse négresse de Mme de Laval, qui, après avoir fait et offert le thé, s'asseyait et se mêlait à la conversation. Zoé avait suivi et servi sa maîtresse dans les prisons de la Terreur; depuis, elle était traitée en amie; mais elle se tenait simplement, coiffée d'un foulard, portant aux oreilles d'énormes anneaux d'or, mettant sa coquetterie dans la blancheur de son linge.

C'est chez Mme de Laval que Clary fut présenté au prince et à la princesse de Talleyrand. L'ancienne Mme Grand n'a plus aucun reste de beauté. Mais elle est fort aimable les jours où son mari n'a pas d'humeur et, bien qu'on se moque d'elle, elle n'a pas l'air plus bête que beaucoup d'autres. Par malheur, elle vient de recevoir un « fier soufflet ». Napoléon lui a défendu de paraître à la cour où elle exhibait ses gros diamants. Quant au mari-évêque, au Bénévent, comme Clary le nomme, il paraît d'abord froid, dédaigneux, déplaisant au possible. Pourtant, il finit par se dérider, par parler devant Clary et même par lui parler. Chez Mme de Laval, il taquine Zoé, lui dit des choses inouïes, et Clary les voit tous deux, diplomate et négresse, « se tapoter et jouer ensemble comme des chiens ». Clary a très bien étudié son Talleyrand et il écrit à Vienne que le prince

a une certaine gaucherie physique, les jambes tout d'une pièce, un habit mal fait et constamment boutonné, de longs cheveux, de larges épaules, qu'il aime à imposer aux gens et qu'il se donne volontiers l'air de manger tout le monde, que sa manière sèche et monotone de s'exprimer sans changer de figure est quelquefois assez piquante.

Clary fréquente tous les Talleyrand-Périgord : les deux frères du prince, Archambault et Boson; la femme de Boson ou la Bosonne; la fille d'Archambault, Mélanie de Noailles, aimable et naturelle; le fils d'Archambault, le comte Edmond à qui, dit un de ses amis, l'argent n'a jamais rien coûté; la comtesse Edmond. Cette comtesse Edmond qui devint par la suite, sous le nom de duchesse de Dino, un personnage historique, semble d'abord un peu pincée; mais elle a seize ans et des yeux magnifiques; elle sait administrer sa maison; son esprit de conduite, sa bonne tenue, sa gentillesse l'ont fait aimer et louer de tout le monde, même de son oncle, le prince de Bénévent, qui lui donne pour son mariage une orange.

Une des grandes amies de Talleyrand est la princesse de Vaudemont, femme de Joseph de Lorraine, qui durant l'émigration servait comme officier général en Autriche. Le comte Clary l'avait connue à Vienne. Il alla parfois dîner chez elle, non seulement dans sa maison de ville, mais dans sa propriété de Suresnes qui renfermait, outre les livres les plus magnifiques du monde, une précieuse collection d'in-folio pleine de peintures sur vélin. C'est, dit-il, « une drôle de femme ». Par sa figure, par sa tournure, par ses manières, elle l'étonne et l'amuse. Elle a l'air hussard, un œil qui louche et l'habitude de dire tout ce qui lui passe par la tête. Napoléon ne jugeait-il pas qu'elle avait le propos trop leste pour être dame d'honneur de l'impératrice? Sa première question à Clary fut la suivante : « Mon mari est-il toujours aussi ennuyeux qu'au temps où je l'ai connu? » et, se frappant sur la cuisse, elle ajouta : « J'ai eu bon nez de ne pas avoir d'enfants; ils auraient été bêtes comme lui. » Elle fut parfaite pour Clary. Au bout de cinq ou six visites, elle le battait et le tirait par les cheveux parce qu'il tisonnait dans sa cheminée.

Une autre amie de Talleyrand, une de ses anciennes maîtresses, Mme de Souza, a sa place dans cette galerie de portraits. Clary ne

va que très rarement chez l'auteur d'*Adèle de Sénange*, car elle joue comme presque tout le monde, et elle-même avoue que, passé dix heures, elle ne pense plus qu'à l'as de pique et à la dame de carreau. Mais elle avait d'un premier mariage un fils, Charles de Flahaut, que Clary comble de louanges. Flahaut, alors colonel, a la figure extrêmement agréable; il danse à merveille, sans nulle prétention, et il sait chanter la romance. « Il chante, dit Clary, avec un goût prodigieux et jamais voix d'homme ne m'a produit un tel plaisir; je ne connais pas de voix plus délicieuse que la sienne. » Clary ajoute que Flahaut a le sentiment de sa supériorité sans avoir la moindre fatuité. Rien d'étonnant que Talleyrand laisse courir le bruit qu'il est le père d'un jeune homme aussi remarquable. Rien non plus d'étonnant que Flahaut ait plu à Mme Alexandre Potocka. Notre Viennois ignore qu'il a fait une plus éclatante conquête : depuis deux ans, il est secrètement aimé de la reine Hortense et de cet amour doit naître le duc de Morny.

Mais voici encore deux amies de Talleyrand avec lesquelles Clary, bon gré mal gré, fait intime connaissance. Ce sont les dames de Bellegarde, deux sœurs inséparablement unies, Mlle Aurore et Mme Adèle, celle-ci divorcée d'un cousin émigré qui devint général autrichien, et jadis maîtresse du conventionnel Hérault de Séchelles et du chanteur Garat. Le comte Clary les qualifie d'abord de pintades, de vieilles élégantes qui ne sont pas en odeur de sainteté; il les nomme même d'abominables personnes. Mais elles sont gentilles; elles lui font mille avances; elles se mettent en quatre pour lui; elles lui arrangent des dîners, des excursions, des parties d'artistes; elles le promènent dans les musées. Qu'importe qu'elles soient bruyantes et rieuses, qu'elles s'amusent de tout, qu'on leur connaisse des amants? Elles ont rue Neuve-Saint-Mathurin une jolie maison, un petit jardin et un honnête équipage; elles donnent à déjeuner, à souper, à danser. Clary finit par les affectionner, par les proclamer d'excellentes femmes.

Ne voit-il pas chez ces Bellegarde le général Valence; le petit et charmant Fortuné de Brack dont les leçons devaient inspirer plus tard les réorganisateurs de notre cavalerie; Cubières, le futur ministre, bon enfant, gai, un peu farceur; le peintre Gérard; Brifaut, poète jeune et maigre qui fait des tragédies; Casimir, le fils

adoptif de Mme de Genlis; Mme Regnaud de Saint-Jean d'Angély, la comtesse Laure devenue trop grande dame et qui ne danse plus; Aimée de Coigny, duchesse de Fleury, comtesse de Montrond, la jeune captive qu'André Chénier avait célébrée? Cette Aimée de Coigny intéressa Clary : ses yeux étaient encore splendides; mais elle venait d'avoir, à quarante ans, une attaque d'apoplexie; elle vivait dans la misère et suivait, pour se distraire, le cours du phrénologue Gall. « De tout temps, écrit Clary, elle a été très mauvaise tête. »

C'est un ami des Bellegarde, Fortuné de Brack, qui mène Clary dans un vilain jardinet, au bout de la rue Blanche, chez une des reines du Directoire, chez celle qui fut un instant, comme a dit Thiébault, le plus grand polisson de France, Mme Hamelin. Elle est aimable, bien qu'elle ait l'air trop moqueur; elle a de l'esprit; elle danse parfaitement; elle monte à cheval comme un écuyer. Mais elle est petite, noire, grasse, avec une grosse tête, un nez de nègre, une face joufflue couverte de fard.

De même que Mme Hamelin, Mme Visconti est, selon le mot de notre voyageur, une des curiosités de Paris. On peut dire d'elle, comme de Mme Hamelin, qu'elle est passée de mode. Mais il n'y a pas de femme mieux conservée; elle semble avoir trente-cinq ans, et sûrement sa beauté fut admirable; ses yeux sont superbes et l'on ne se douterait pas, comme on l'en accuse, qu'elle mette du blanc et du bleu. Clary raconte qu'elle exerce toujours le même empire sur Berthier, qu'elle vit en complète intelligence avec la Bavaroise que le prince de Neuchâtel a récemment épousée sur l'ordre de l'Empereur.

III

Durant son séjour Clary a vu de près le corps diplomatique : Schwarzenberg et les Autrichiens; Krusemarck, ministre de Prusse; le duc de Friars, ambassadeur d'Espagne; le prince Kourakine, ambassadeur de Russie et l'attaché militaire Tchernytchev.

Il fait un piquant portrait des trois derniers :

Friars, semblable au nain jaune : quatre pieds de haut, teint d'acajou, cheveux gris hérissés, des culottes de tricot qui laissent voir la fin de la chemise, le haut des bas et la peau entre les bas et a chemise.

Kourakine, gros énorme, perclus et goutteux. Il était au mariage religieux de l'Empereur pour montrer qu'il ne boudait pas l'Autriche. Mais il se trouva mal et on ne put l'emporter qu'avec une peine inouïe; « il a la goutte dans l'estomac, dit alors un plaisant, c'est une archiduchesse remontée ».

Tchernytchev, le fat, le conquérant, le vainqueur des cœurs. S'il a l'air kalmouk, il a de beaux yeux, les cheveux bouclés, une taille de guêpe — aussi l'a-t-on surnommé la guêpe du Nord — un uniforme blanc et un immense plumet.

Clary rencontre à Paris d'autres étrangers de marque : les Crawfurd, Golovkine, Koreff.

L'Anglais Crawfurd, aventurier de haut vol, a su pendant la Révolution rassembler une merveilleuse collection de portraits qui remplit toutes les pièces de sa maison de la rue d'Anjou. Mme Crawfurd, jadis maîtresse du duc Charles-Eugène de Wurtemberg, épouse de l'Anglais Sullivan, intime amie de Fersen, est, en son genre, une espèce de femme à talent; mais elle a beau jouer à la grande dame dans sa robe de shall pourpre; elle n'est plus qu'une bonne grosse créature et une vraie boule.

Le russe Golovkine, l'ancien diplomate, le cosmopolite qui mena longtemps une vie errante, ne cesse de raconter à Clary d'amusantes histoires; il le guide dans ses voyages pittoresques à travers Paris, le mène chez Mme Vigée-Lebrun, l'accompagne au théâtre.

Koreff, ami de Golovkine, est un petit juif de Breslau, devenu le médecin à la mode, non seulement parce qu'il fait de belles cures et découvre que Mme de Crussol ne se meurt pas de la poitrine, mais parce qu'il a de l'esprit, parce qu'il cause littérature avec ses clients, parce qu'il prône le système de Gall.

Trois Polonaises, trois riches comtesses, très connues, très répandues, ont fait au comte autrichien les honneurs de Paris : la comtesse Mniszech, la comtesse Tyszkiewicz, la comtesse Potocka.

La comtesse Michel Mniszech, née Zamoyska, a deux surnoms : la *Miche*, du prénom de son mari, et la *Plaque*, parce qu'elle porte avec ostentation sa plaque de l'ordre de Sainte-Catherine de Russie. Elle donne des soupers où l'on s'ennuie à périr, et, depuis qu'elle a remarqué que ses hôtes s'esquivaient après le repas, elle ne se lève plus de table avant une heure du matin. On reste donc à causer; les

dames font de tout petits yeux et bientôt sommeillent; enfin on s'en va. Mais au lieu de sortir par la rue, on sort par un long jardin qui donne sur les Champs Élysées, on accompagne Mme de Fitz-James jusqu'au coin de la place Louis XV, puis on ramène Mme de Mniszech et souvent elle propose, à deux heures du matin, de pousser en calèche jusqu'au bois de Boulogne : elle a la rage des excursions de nuit. « Brave personne, conclut Clary, mais quelle chenille! » C'est chez elle qu'il a connu les *Mémoires* de Lauzun. Le 12 mai, dans le jardin de la Miche, après le déjeuner, de dix heures du matin à quatre heures de l'après-midi, on lit à haute voix les fameux Mémoires. Clary les juge très amusants parce que Lauzun y parle d'une foule de gens connus, de la comtesse Czartoryska, du prince Repnin, de Mme de Laval. C'était le prince d'Arenberg qui les avait prêtés à la Miche et l'on se disait que Talleyrand en possédait une copie, que la comtesse Czartoryska avait payé gros pour qu'ils ne fussent pas imprimés.

La comtesse Tyszkiewicz, sœur de Poniatowski, prend l'air important, accepte le titre de princesse auquel elle n'a pas droit, et assomme les gens par ses révérences. Elle donne, il est vrai, d'excellents soupers et on joue chez elle au biribi; mais il y a trop de mouvement dans ses petites pièces où l'on ne peut se tourner sans renverser une duchesse; on s'y ennuie. La malheureuse adore Talleyrand, et Clary la voit sécher sur pied pendant que le grand homme s'entretient avec Mme de Laval et la duchesse de Courlande. Si encore elle s'habillait avec goût! Mais on se moque de ses costumes et on la montre au bal comme une curiosité qui passe toute description, comme une figure de l'autre monde. Elle porte de faux diamants d'une monstrueuse grosseur, de vieux oripeaux d'une tournure inouïe et sur la tête une énorme quantité de choses! Oncques Clary n'a vu semblable poupée de Nuremberg.

La comtesse Potocka, nièce de la comtesse Tyszkiewicz et de la comtesse Mniszech, n'est pas mieux traitée par notre chroniqueur. Elle dépense un argent fou en modes, en bronzes, en meubles, et, au fond, rien ne l'intéresse. Elle se met avec prétention et elle est laide, elle est paquet. Partout elle s'ennuie. Elle ne fréquente guère que les Souza, et pour cause : elle s'est éprise du beau Flahaut et elle rougit lorsqu'on parle de lui. Elle avait alors la faveur de Napoléon

qui saisissait toujours l'occasion de s'entretenir avec elle : « Quand partez-vous? lui dit-il une fois. — Dans une quinzaine, Sire. — C'est trop tôt, il faut rester encore, — Sire, mon mari m'attend. — Comment! De mon temps à Varsovie les maris ne se montraient pas si exigeants. — Sire, c'est qu'alors vous les commandiez. » Une semaine plus tard, après avoir manqué un dîner chez l'Empereur parce que l'invitation était arrivée trop tard, « eh bien, lui dit Napoléon, vous étiez à la campagne l'autre jour. — Oui, Sire, et cela m'a bien privée; je n'aurai plus rien à raconter à mes petits-enfants quand je serai vieille. — Cela n'est pas perdu, cela se retrouvera. Combien de temps restez-vous encore? — Huit jours, Sire. — Eh bien, ce sera pour une autre fois. » Elle dîna, en effet, chez l'Empereur à Saint-Cloud, et depuis elle a écrit que cette journée occupait une grande place dans ses souvenirs.

IV

Ne croyons pas que Clary passa tout son temps dans les sociétés. Il est, dit-il, insatiable de spectacles, et il finit nombre de ses soirées au théâtre où il tâche toujours d'attraper la meilleure place, le troisième banc au milieu de l'orchestre.

Dès le 24 mars il court à Paris voir *Cendrillon* au théâtre Feydeau, et tout l'enivre : la musique et le chant, les costumes et les décors, la belle Saint-Aubin, les actrices habillées à ravir avec une grâce, des révérences, des voix! Dans son enchantement il n'oublie de mentionner ni le public ni les spectatrices qui toutes lui semblent bien mises et charmantes, ni le lustre de quatre-vingts quinquets.

Il retourne à Feydeau pour entendre Mme Gavaudan et Elleviou. « La voix d'Elleviou, dit-il, est délicieuse et il joue avec un naturel dont on n'a pas d'idée. »

A l'Opéra, il applaudit aux ballets. Vestris ne lui plaît pas; il préfère Dupont. Mais il admire la grâce de Mme Gardel, la gaieté de la grosse Chevigny, la taille et le sourire de la Bigottini, la beauté de Clotilde, de cette Clotilde qui dans *Télémaque*, en costume de chasseur, avec sa jupe jusqu'aux genoux, rappelle la Diane du Musée.

Au Théâtre-Français il assiste à la représentation de l'*École des bourgeois* et des *Jeux de l'amour et du hasard*. Il vante dans la pièce

de d'Allainval le ton insolent de Fleury, la finesse de Mme Devienne, la drôlerie de Michelot. Quant à la vieille pièce de Marivaux, il la connaît ou plutôt il croyait la connaître; il la connait mieux après sa visite au Théâtre-Français. Quel ensemble et quelle perfection! Et Mlle Mars a un si beau son de voix! Il ne tarit pas sur Mlle Mars. Il la revoit dans la *Jeunesse de Henri V* d'Alexandre Duval et il la trouve sous le costume de Betty « divine, jeune et jolie au possible ». Il la revoit dans une pièce de Bouilly, *Madame de Sévigné*, où elle joue une petite ingénue de quinze ans élevée par la marquise et aimée du jardinier Pilois : « Mlle Mars, dit-il, fut adorable; il y avait des longueurs dans la pièce, mais elle était jouée!! Ce qui, à Paris, est ravissant sans restriction, c'est la comédie, et surtout Mlle Mars. »

Mais il ne néglige pas la tragédie, et il s'extasie sur Talma, sur la Duchesnois, sur la Raucourt.

Talma lui paraît sublime dans les rôles de Nicomède, d'Oreste, de Manlius et de Sévère. « Son triomphe est Manlius; rien de beau et de romain comme sa figure. »

Mlle Duchesnois n'est ni si laide ni si maigre qu'on le dit; comme Talma, elle atteint au sublime dans tous ses rôles, qu'elle représente Phèdre ou l'Eryphile d'*Iphigénie en Aulide* ou la Camille des *Horace*. Lorsqu'elle prononce les imprécations de Camille et lorsque Lafond qui fait Horace la poursuit pour la tuer, Clary ne peut s'empêcher de frémir. Mais pourquoi dans la *Mort d'Hector* où elle jouait Andromaque à merveille, portait-elle sans façon des souliers blancs comme pour aller au bal?

Mlle Raucourt est souvent entraînante et, dans la *Brunehaut* d'Aignan comme dans la Catherine de Médicis des *Etats de Blois*, son « air diable », l'expression méchante et hypocrite qu'elle donne à sa physionomie, ses petits yeux qui « fulminent et roulent en dessous », le son mâle et rauque de sa voix, tout lui vaut les applaudissements.

V

Ce que Clary goûte surtout à Paris, c'est Paris lui-même, et par instants il s'écrie : « Oh! le joli Paris, le bon petit coin du monde! »

Ce joli Paris, ce bon petit coin du monde, il l'explore, l'arpente en tous sens.

Il est devenu Parisien et il suit la mode de Paris. Comme tous les élégants, il porte un chapeau à larges bords, un frac entre le vert et le jaune, une culotte qui descend jusqu'au mollet, des bottes anglaises à petits revers, et il a deux cannes, une grande canne pour le matin et une petite canne pour le soir.

S'il maugrée contre la boue, cette « espèce de colle gluante, noire comme du goudron », il aime avec passion le mouvement de Paris; il aime ce peuple gai, remuant qui prend si légèrement la vie; il aime jusqu'au son de voix des Parisiens.

Il les juge instruits et désireux de s'instruire. Un jour de mars, dans un cabriolet, il trouve un morceau de pain, le déjeuner du cocher, et un petit volume de Corneille. « Ce livre est à vous, demande Clary au cocher. — Oui, monsieur, ce sont les œuvres de Corneille. » Le 12 avril il tombe sur un automédon qui récitait des vers de Boileau.

Les boulevards l'attirent et il y « rôdaille » volontiers. Ils lui plaisent par leurs arbres élancés qui se couvrent de feuilles, par leur beau monde, par leurs maisons et leurs terrasses, par leurs magasins si élégants, par leurs boutiques si tentantes, par leurs étalages de fleurs, par les façons des gens qui savent si bien « achalander leurs marchandises et les arranger avec un si gracieux charlatanisme ».

Que de fois il a flâné dans Paris, s'amusant des joueurs de gobelets, des sauteurs, de tous les spectacles de la rue, d'une dispute, d'une conversation! Tantôt il se promène sur les quais sans pouvoir se rassasier, dit-il, de ces tableaux vivants si vrais, si divertissants. Tantôt il se rend aux Tuileries dont il aime les statues et les hauts marronniers si touffus et si verts : il regarde les figures qui passent; puis il s'assoit près de la loueuse de journaux pour lire à un sou pièce dans trois ou quatre gazettes un feuilleton sur le spectacle qu'il a vu la veille; puis il va s'attabler chez Véry sur la terrasse des Feuillants. Tantôt il parcourt les rues de la Cité et il écrit fièrement à Vienne, après cette battue dans le vieux Paris, qu'il connaît maintenant la rue Cocatrix, qu'elle donne dans la rue des Marmousets.

Il juge avec raison que l'Empereur a commencé trop de travaux à la fois dans Paris et il se plaint de trouver même dans les plus brillants quartiers et les rues les plus fréquentées autant de places entourées de planches que de belles maisons neuves. Mais il admire

l'Arc de triomphe figuré en toile tel qu'il doit être et il approuve cette immense masse qui lui paraît avoir les plus superbes proportions et faire un effet grandiose. Il admire la place de la Concorde qui est « une chose unique ». Il admire le Panthéon qui lui semble magnifique, bien que situé au bout du monde et au milieu de vilaines bâtisses.

Il a même le temps de visiter les ateliers des peintres les plus célèbres et les musées, le musée des Petits-Augustins où Lenoir a « sauvé et rassemblé avec une peine et un art dont on n'a pas d'idée » tant de tombeaux disséminés par toute la France, le musée du Louvre qu'on nommait alors le Muséum français, le cabinet d'antiques de Denon, la manufacture des Gobelins; il a le temps de voir la banlieue, Sèvres, Le Raincy et Livry, Saint-Leu, Saint-Denis, Saint-Germain, Méréville, Versailles; il a le temps de faire une pointe en Normandie, à Rouen, au Havre, à Honfleur.

VI

Le ton de ses lettres est agréable et plaisant. Il sait le français à fond et il le parle, l'écrit comme un Parisien. Selon la coutume des étrangers, il recherche les locutions populaires et les dictons. C'est ainsi qu'il note avec joie ce mot d'une vieille femme qui lui montre à Marly des hommes tournant une grande roue : « c'est un ouvrage bien maussade qu'ils font là! », et ce proverbe que lui cite son cocher : « métier qui cache son maître, ne vaut rien ». Il fait même des calembours et il dira des Montesquiou qui donnent des concerts, que leurs soirées ont grand air, sans compter les grands airs. Malgré cette pointe facile, il a de l'esprit, et un jour, par exemple, il exprime la même idée que l'Empereur exprimait au jour de son sacre. Napoléon, couronne en tête et sceptre en main, disait alors à Joseph : « Si notre père nous voyait! » Dans la galerie de Saint-Cloud, au jour du mariage civil de Napoléon avec Marie-Louise, Clary croit apercevoir Charles Bonaparte ou Monsieur Père, comme il l'appelle, sortir d'un superbe vase de porcelaine et manifester son étonnement; puis, poursuivant le rêve qu'il a commencé, il s'imagine la surprise de Marie-Thérèse, s'imagine la surprise de Louis XIV cherchant dans l'Almanach impérial de 1810 ce que sont devenus les trônes de l'Europe.

VII

Si le comte Clary aime Paris et s'il espère y revenir, il part, comme il dit, l'œil sec, et le cœur n'est pour rien dans ses regrets.

C'est en vain que Napoléon, désireux de ménager l'amour-propre autrichien, a la délicatesse de recommander aux maîtres de poste de dire, en parlant de Berthier, non plus « le prince de Wagram », mais « le prince de Neuchâtel ». Le comte Clary est Autrichien jusqu'à la moelle. Lorsqu'il voit les ruines d'Ebersberg où ne restent que des murs, les Français qui montent la garde à Braunau et les étendards des Habsbourg qui pendent aux voûtes des Invalides, il éprouve et dépit et douleur. Il ne pardonne pas à Napoléon, au *Napo*, selon son irrévérencieuse expression, d'avoir vaincu l'Autriche et fait sauter les remparts de Vienne. Le petit et sémillant de Brack le charmait en 1809, et dans le salon des Ligne et des Clary rien ne semblait plus aimable, plus gentil que ce petit lieutenant. Mais en réalité tous ces Autrichiens détestaient la France. Lejeune n'écrit-il pas qu'un sellier viennois avait, pour lui casser le cou, enlevé les quatre écrous aux roues de sa voiture? A Braunau, le 16 mars 1810, les dames autrichiennes qui accompagnaient Marie-Louise, n'ont-elles pas eu devant les dames françaises une froide attitude et un silence hautain?

Clary est au désespoir quand il reçoit la croix de la Légion d'honneur. Elle lui fait regretter son voyage. Quelle tuile! Il se résigne cependant à la porter puisque son empereur, puisque François II la porte. Mais lorsqu'il la mit pour la première fois sur son uniforme chocolat de la landwehr de Bohême, il crut rêver, et quand il se voyait dans une glace il ne se reconnaissait pas.

Le ministre de Prusse, Krusemarck, lui disait qu'il était désolé d'occuper un pareil poste, et, Clary, rapportant ce propos, est charmé de trouver à Paris un homme qui ait des sentiments si allemands.

Certes, Clary ne pense pas, comme les grands seigneurs et les belles dames de Vienne, que Napoléon manque d'esprit et de bravoure, tombe du mal caduc et deviendra prochainement imbécile. Il ne s'indigne pas, comme la « crème » de la société viennoise, que cet infâme usurpateur ait épousé la première princesse de l'Europe,

et sûrement il ne fut pas de ceux qui, à la nouvelle du mariage, s'écrièrent furieusement qu'il n'y avait plus de justice à espérer sur cette terre, qu'il ne restait plus qu'à quitter l'Europe pour vivre en Amérique.

Mais dans le secret de son cœur il hait Napoléon. La plupart des gens qu'il fréquente à Paris, ne sont-ils pas des gens de l'opposition, des gens du faubourg Saint-Germain, des gens qui exècrent l'Empereur et que le renvoi de Fouché frappe comme un coup de foudre? Clary les représente consternés par la nomination de Savary. Ils se voient déjà coffrés ou exilés. Fouché ne devenait-il pas plus doux de jour en jour et ne permettait-il pas à Mme de Chevreuse de rentrer dans sa terre d'Esclimont?

Aussi, lorsque Clary visita l'église de Saint-Denis, souhaitait-il que « le patron d'à présent » vînt bientôt y reposer.

Il ne cesse pas de porter sur Napoléon un jugement sévère.

Marie-Louise était à peine arrivée au château de Compiègne le 27 mars que Napoléon usait de ses droits d'époux, et la cour, le clergé, le vieux monde du faubourg Saint-Germain s'étonnaient, se scandalisaient de cette hâte. Le mariage célébré à Vienne le 11 mars par procuration n'était-il pas un simple préliminaire au mariage solennel qui fut célébré le 2 avril aux Tuileries par celui que Clary appelle ironiquement le cher oncle Fesch? Pourtant, le mariage de Vienne était valable dans toutes ses conséquences, et la chancellerie autrichienne, après avoir pris l'avis de l'archevêque, assurait dans son instruction à l'ambassadeur Schwarzenberg, que l'acte du 11 mars était un contrat parfait et que le mariage de Paris ne pouvait être qu'un mariage de forme et de pure cérémonie, qu'il serait même « superflu, déplacé, inconcevable ». A Vienne, dit Pasquier, « à Vienne où on n'oublie rien, on avait pris soin d'avertir Marie-Louise qu'elle devait se regarder comme tout à fait mariée ». Mais pourquoi Napoléon s'était-il à Compiègne réservé chastement l'hôtel de la chancellerie et pourquoi tout à coup changeait-il le programme? Clary, entraîné par l'opinion, juge que l'Empereur n'a pas observé les usages et ne devait pas à Compiègne passer la nuit sous le même toit que l'Impératrice.

Il juge de même que Napoléon ne devait pas donner la couronne de fer au chanteur Crescentini et « ravaler un de ses ordres jusque-là ».

Il juge que Napoléon devait installer Metternich dans un palais impérial, et non pas le loger dans la maison du maréchal Ney. Quoi? pendant que Ney guerroyait en Espagne, Metternich couchait dans son lit, recevait dans son salon, travaillait dans son cabinet! Clary crie au despotisme. « Voilà, dit-il, des choses qu'on ne voit qu'ici; elles prouvent qu'il n'y a qu'un Dieu, qu'un maître, qu'un seul et unique possesseur de tout! »

Il blâme les caprices qui passent par la tête du souverain. Voyez l'histoire de Mlle Dillon, aujourd'hui la générale Bertrand. L'Empereur voulait que Borghèse devint roi de Portugal et que son frère Aldobrandini, déclaré prince royal, fût le mari de Mlle Dillon. Il écrivit même à la jeune fille un billet qui la qualifiait d'Altesse Royale. Soudain il se ravise : Mlle Dillon épousera le général Bertrand. Elle crie, elle pleure, mais elle épouse et « accouche tous les ans de petits Bertrand qui s'appellent Napoléon »!

C'est avec une joie maligne que Clary retrace les déconvenues et disgrâces de Napoléon, et qu'il rappelle, par exemple, qu'à la fête de Neuilly donnée par Pauline, l'Empereur avait reçu de mauvaises nouvelles d'Espagne. Il raconte que Napoléon fit une mine « vraiment jolie et prodigieusement affable » le 2 avril, à la cérémonie religieuse des Tuileries, en passant devant Schwarzenberg, comme si le Seigneur voulait montrer qu'il « était content de son expédition ». Mais il n'a garde d'oublier l'humeur « massacrante », l'humeur « de chien » que l'Empereur avait témoignée quelques instants auparavant. Pourquoi ce radieux visage fut-il tout à coup menaçant et sombre? Parce que reines et princesses refusèrent de porter le manteau de l'Impératrice. Le monarque s'écria *je le veux*. Elles durent s'excuser, et Clary les vit alors s'acquitter maussadement de leur corvée : l'une faisait la moue; l'autre, se disant malade, avait son flacon sous le nez; une troisième laissait tomber le manteau qu'il fallut ramasser; cependant l'Empereur avançait « comme la tortue aux pattes d'argent du baron Strogonov ». Clary ajoute que le peuple ne poussa sur le passage du cortège que des acclamations de commande, et il cite ce mot d'un laquais : « La princesse est belle et c'était si touchant de la voir en voiture à côté de sa vieille gouvernante. » Ce naïf laquais avait pris l'Empereur avec son teint jaune, sa toque et ses plumes, pour la gouvernante de l'Impératrice!

Aux yeux, de Clary Napoléon est toujours l'homme de la Révolution, de cette Révolution dont il retrouve encore les traces dans Paris. Il croit voir sur les pierres des Tuileries les taches sanglantes des massacres du 10 août. Chaque fois qu'il traverse la place de la Concorde où tant de malheureux furent guillotinés, il pense à 1793, aux temps affreux de la Terreur, et ses cheveux se dressent sur sa tête! Quand il passe sur l'emplacement du Temple, il se rappelle la tour où la famille royale souffrit des « horreurs sans égales »!

Arthur Chuquet,
Membre de l'Institut.

LA TRANSYLVANIE ROUMAINE

Si, comme il y a lieu de l'espérer, la guerre actuelle aboutit à un remaniement complet de l'Europe, c'est surtout l'Autriche-Hongrie qui en soldera les frais.

L'Europe pourra sans doute affaiblir l'Allemagne, mais en la délivrant de l'hégémonie prussienne, elle ne pourra empêcher les Allemands de rester les Allemands. Ce qu'elle doit à tout prix prohiber c'est la continuation du régime qui leur livrait en proie des peuples étrangers à leur race, des Alsaciens, des Polonais et, dans l'intérieur de l'État soi-disant autrichien, des Tchèques, des Russes, improprement appelés Ruthènes, des Slovaques, des Serbes et des Croates, des Roumains. Dans l'État austro-hongrois, tel qu'il existe encore aujourd'hui, l'exploitation des peuples allogènes était pratiquée à la fois par les Allemands et par les Magyars.

Nous avons eu longtemps des illusions sur les Magyars. Par ce qu'ils avaient fait une révolution en 1848 nous nous imaginions qu'ils étaient un peuple de liberté :

On mangeait un douteux lapin
Et l'on buvait à la Hongrie.
On ne peut pas vivre sans pain,
On ne peut pas non plus vivre sans la patrie.

chantait Victor Hugo dans *Les Châtiments*. Le poète, comme beaucoup de ses contemporains n'était pas doublé d'un ethnographe.

On ne peut pas vivre sans la patrie.

D'accord. Mais à quoi se sont surtout appliqués les Magyars, sinon à priver de leur patrie les peuples que la fortune historique avait réduits à vivre sous leur domination? *Tot ember nem ember*. L'homme slovaque n'est pas un homme, disait un proverbe magyar, et depuis que M. de Beust, l'ex-ministre saxon, leur a livré la moitié de

l'Empire, ils se sont appliqués *à faire des hommes* en magyarisant par tous les moyens possibles, au besoin par des enlèvements d'enfants, les Slaves et les Roumains soumis à leur domination.

Des Roumains de Transylvanie, nous savons qu'ils existent, mais nous connaissons en somme peu de chose. Aussi devons-nous être reconnaissants à M. Sirianu du volume qu'il vient de leur consacrer[1]. Il y reprend *ab ovo* l'histoire de ses compatriotes, et remonte jusqu'aux légions de Trajan. Mais cette histoire ne nous intéresse qu'à partir du moment où ils entrent en lutte avec les dominateurs magyars et avec leurs complices plus ou moins conscients, les empereurs de la dynastie autrichienne. A l'exemple de leurs voisins immédiats, les Serbes, les Bulgares et les Russes, les Roumains ont embrassé l'orthodoxie et ce culte les différencie absolument des Magyars et des Allemands. Ceci ne fait l'affaire ni des uns ni des autres.

Les Magyars de Transylvanie, en grande partie calvinistes, veulent imposer la Réforme à leurs sujets roumains. Vienne, où dominent les Jésuites, veut les amener à l'*Union* avec l'église romaine. C'est le procédé qui a dans une certaine mesure réussi aux Polonais dans leurs rapports avec les Russes de Lithuanie, autrement appelés Ruthènes ; c'est celui qui a déjà été employé vis-à-vis d'un certain nombre de Serbes orthodoxes émigrés de la Péninsule balkanique. La Transylvanie connaît la persécution religieuse. L'évêque roumain Iorest, qui résiste à la propagande calviniste, est condamné à neuf mois de prison, mille florins d'amende et à la torture. L'*Union*, qui promet à ses adeptes la condition des nations privilégiées, réussit à faire un certain nombre d'adeptes à la fin du XVIIe siècle, et l'on estime que le nombre de ses adhérents est aujourd'hui d'environ 1,600,000. Son influence n'a pas été aussi néfaste qu'on aurait pu l'imaginer. En rattachant ses adeptes à l'église *romaine* elle a renouvelé chez eux la conscience de leur latinité. Et c'est parmi les adhérents de l'Église uniate que se sont rencontrés la plupart des initiateurs de la vie nationale en Transylvanie.

Joseph II, comme on sait, se souciait peu de propagande religieuse. Mais il affectait un absolutisme éclairé; il détestait les traditions

1. Mircea Sirianu, docteur en droit, *La Question de Transylvanie et l'unité politique Roumaine*, Paris, Jouve, 1916.

féodales et notamment les privilèges effroyables que s'était arrogés la noblesse. Or les Roumains, à beaucoup de points de vue, étaient de véritables serfs. En 1783 c'est à Sibiv en Transylvanie que Joseph décrète l'abolition du servage; il érige les régions habitées par les Roumains en territoires militaires. La conscription devient pour les Roumains le moyen infaillible d'échapper au joug du seigneur qui les exploitait. Un hardi partisan, Horia organise en 1784 une véritable jacquerie qui peut être considérée comme le premier mouvement national des Roumains de Transylvanie. A cette brutale explosion correspond, comme chez les Tchèques, tout un mouvement intellectuel qui trouvera sa formule définitive en 1848. Il faut lire dans le livre si bien documenté de M. Sirianu le récit des efforts de ses compatriotes pour échapper au joug de leurs maîtres, et, au lendemain de leur échec en 1848, le récit de toutes leurs tentatives pour se dérober à la servitude et pour se rapprocher de leurs frères les Moldo-Valaques ou, comme nous disons aujourd'hui, les Roumains, sans épithète. Nous ne pouvons résumer ici les pages ou M. Sirianu raconte des luttes mêlées d'amères désillusions et d'épreuves douloureuses. Comme les peuples slaves de l'Autriche Hongrie, les Tchèques, les Serbes, les Slovaques, les Roumains ont dû souffrir un long martyre. Leurs hommes politiques et leurs publicistes ont eu le temps de méditer à l'ombre des cachots l'axiome national des Magyars :

Extra Hungariam non est vita
Aut si est, non est ita.

Malgré tant d'épreuves M. Sirianu ne désespère pas et c'est de la Roumanie indépendante qu'il attend le salut de son peuple.

Je ne puis mieux faire que de reproduire l'éloquent appel qu'il adresse à ses frères du Royaume : « *Gladius legis custos.* Il faut que les Roumains de Transylvanie cherchent et trouvent le glaive qui leur donnera la possession des droits dont ils ont été dépouillés. Et, puisqu'ils n'ont pas de glaive, c'est le devoir de leurs frères libres, qui possèdent une armée et peuvent s'assurer de fortes alliances, de mettre à la disposition de la Transylvanie enchaînée ce glaive libérateur. C'est un devoir absolu, auquel la libre Roumanie ne saurait manquer sans compromettre son honneur, son prestige et son

avenir. Il y a pour les nations des questions de vie et de mort. La question de Transylvanie en est une pour la Roumanie, pour la race roumaine tout entière. Le geste libérateur que fera la Roumanie honorera son nom, donnera à ses nationaux qui, malgré dix siècles d'oppression, sont restés fidèles à l'idéal roumain, la liberté et réalisera l'unité roumaine qui est une des nécessités actuelles de la vie internationale. Il faut exclure l'égoïsme qui exagère la prudence dans les moments où il y a, dans cette gigantesque lutte pour la défense de la liberté des peuples, des nations sans territoire et des rois sans patrie. C'est de l'héroïsme d'un moment que naissent les longues années de bonheur et de grandeur. La Roumanie n'oubliera pas son devoir et son origine, principal fondement de son droit. »

Puissent ces nobles paroles être entendues à Bucarest!

LOUIS LEGER,
Membre de l'Institut.

LA LEÇON DE WATERLOO

A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT

J'ai occupé mes loisirs de blessé de la guerre de 1915 à étudier les détails et à méditer les leçons de la fameuse campagne de 1815. La défaite à Waterloo du génie militaire incomparable qu'était Napoléon et le caractère désastreux de cette défaite n'ont cessé de passionner les historiens et les stratèges, et alors que le grand public pouvait croire qu'il ne restait plus à écrire sur 1815, après les attachantes études de M. H. Houssaye, voici que le centenaire de l'effondrement impérial voit paraître un volume de critique froide et serrée où M. Lenient nous propose *la solution des énigmes de Waterloo* [1].

Bien des explications avaient été offertes. M. Thiers avait dit : fatalité; Charras : maladie; Clausewitz : désespoir. M. Houssaye attribue la ruine de l'empereur à une perte de sang-froid, et M. Ch. Malo à l'abandon de la foi au succès. Le colonel Camon s'en prend aux généraux... Telle n'est pas la méthode du nouvel historien de Waterloo. Il nous invite à élucider le problème à l'aide d'une double clef : l'étude de la psychologie et de la stratégie napoléoniennes, — l'étude de la constitution et de l'état des armées impériales.

En suivant l'auteur à travers ses raisonnements et ses déductions, sans entrer dans le détail minutieux de sa critique, je renvoie le lecteur à la documentation du livre, impartiale, variée, toujours sérieuse. Chacune des questions que je ne puis qu'effleurer ici est creusée à fond et présentée avec l'autorité d'un homme de métier qui connaît le sujet dont il parle et le traite sans parti pris.

Il est certain que Napoléon fut, en 1815, en véritable infériorité numérique. Il est certain, d'autre part, que les éléments ne man-

1. *La solution des énigmes de Waterloo*, par E. Lenient, Paris, Plon, 1915, 1 vol grand in-8 de XVI-583 p.

quaient pas dans le pays. Si, du 20 mars au 12 juin, on n'eut pas le temps de les mettre en œuvre, la faute en revient au système de centralisation excessive qui était alors celui de la France et dont l'auteur n'était autre que Napoléon. Il pouvait cependant disposer d'une masse de manœuvre de 178,000 hommes, et il n'en concentra que 124,000, abandonnant 54,000 unités le long des frontières. Comment expliquer cette anomalie ? On ne peut y prétendre sans connaître la psychologie de l'empereur, qui voit dans 124,000 soldats, commandés par lui, une force supérieure à 178,000 soldats, sous les ordres d'un autre chef, et sans rappeler l'ampleur de ses vues et l'envergure de ses projets. Napoléon ne songe pas seulement à la bataille actuelle, mais il prévoit les manœuvres ultérieures. Au lieu de concentrer ses troupes pour l'action présente, il en garde en réserve pour les conquêtes de demain. Ce fut la faute de Leipzig et de Dresde : nous la retrouvons à Waterloo.

***

L'étude de la psychologie de Napoléon nous dévoile une évolution singulière dans le concept stratégique de l'empereur. Dès la campagne de 1796, le général Bonaparte, à ses débuts et ne comptant pas encore de victoires à son actif, se révèle plein de génie, manœuvre avec à propos, tient compte de tout, « réalise une stratégie positive, à la fois hardie et prudente, lumineuse et profonde », qui atteint la « perfection idéale ». En 1800, l'orgueil et la griserie du succès l'emportent sur la stratégie. On remarque chez le premier consul des idées arrêtées et un retour aux principes militaires rétrogrades du XVIIIe siècle. L'empereur se ressaisit dans la période triomphale 1805-1806-1807 : il impose sa volonté à l'ennemi, soit par l'écrasement de sa masse d'opérations, soit par ses admirables manœuvres, mais une évolution s'est produite dans sa pensée. Il garde pour lui seul la conception et le secret de sa manœuvre, se refusant à donner à ses lieutenants le moindre renseignement. On devine l'inconvénient d'une telle méthode, qui aboutit à la disparition, chez les subalternes, de tout effort personnel et à des malentendus dans l'exécution d'ordres partiels et restreints. Ainsi se développent un optimisme et un orgueil qui s'accentuent en 1809, auxquels se mêle d'autre

part la multiplicité des buts poursuivis, et qui, de 1809 à 1814, atteignent leur paroxisme, à travers les succès qui semblent justifier le système et les revers qui ne parviennent pas à éclairer l'aveuglement du génie.

Dans la courte période du 20 mars au 12 juin 1815, l'empereur s'est renouvelé : il cause, il discute, il semble provoquer les avis, et le problème est le suivant : « En face de quel homme nous retrouvons-nous à partir du 12 juin ? Reverrons-nous le général actif, souple, alerte de Montenotte et de Lodi, le stratégiste idéal d'Iéna et de Friedland ou le mystérieux de Wagram, l'illusionniste de Vilna et de Moscou, l'optimiste inouï de 1813, ou le lutteur acharné de Montmirail [1] ? » Toutes les hypothèse sont permises : les événements répondront.

Avant d'aborder l'étude des journées qui précédèrent Waterloo et du désastre lui-même, quelques points sont à noter. Il y a lieu d'abord de rappeler la faute capitale de l'empereur qui renonça délibérément à un groupe de généraux hors de pair : Davout, Suchet, Clauzel et Lacombe étaient des atouts précieux pour la partie suprême qu'allait jouer Napoléon. Il les écarta, ne conservant, à l'exception de Ney et de Gérard, choix excellents, que des hommes de second ordre.

Il importe de bien marquer l'état de l'armée en 1815. Sa valeur physique était parfaite, très supérieure à celle de l'armée de 1814, mais elle souffrait d'un défaut de discipline : nul n'ignore d'ailleurs que, depuis 1805, c'était un des côtés faibles et un des vices cachés des troupes impériales.

Quels étaient enfin les ennemis de Napoléon ? L'histoire, plus équitable que la légende, nous montre qu'il avait en face de lui deux redoutables adversaires, avec Wellington et Blücher et deux solides armées « dont chacune était comme chiffre à peu près égale à la sienne ».

*
* *

Les alliés étaient installés sur des positions parfaitement connues de l'empereur et il se décida pourtant à attaquer d'abord la droite des Prussiens à Charleroi, méconnaissant, par cette faute initiale, un

1. P. 82.

principe fondamental qu'il avait souvent proclamé lui-même : « ne pas faire la volonté de l'ennemi et éviter le champ de bataille qu'il a choisi ». En voulant attaquer Blücher, sans que celui-ci fût fixé, Napoléon engageait la bataille dans les conditions désirées par son adversaire, c'est-à-dire dans des conditions *a priori* peu rassurantes.

Il lança son ordre de mouvement le 14, entrant dans tous les détails d'exécution, mais sans donner à ses lieutenants, suivant sa méthode, la moindre explication sur le but poursuivi. Aussi, l'exécution fut très imparfaite. Il y eut des retards auxquels les généraux, non avertis du but, ne purent suppléer, et l'on peut dire que si le débouché sur la Sambre fut réalisé, il échoua en tant qu'opération stratégique, poursuivant la destruction de l'ennemi. La manœuvre aurait du être rapide, décisive, foudroyante, puisqu'elle était, dans la pensée de Napoléon, la première phase de l'offensive, et, en fait, elle fut médiocre. Ni Vandamme, ni Grouchy n'étaient prévenus du but profond de la manœuvre et Napoléon était reparti vers Charleroi, après avoir donné des ordres qu'il avait le tort de croire complets et sans plus s'occuper lui-même de cette première partie de l'action. En même temps, la gauche de l'armée était lancée, sous les ordres de Ney, sur les Quatre-Bras, point de concentration choisi par Wellington et, si nous constatons encore la faute de l'empereur d'accepter sciemment la volonté de l'adversaire, nous en notons une seconde, celle de poursuivre simultanément un double but. Il semble que les règles de la guerre, au lieu d'exiger une offensive « tête baissée » contre les Anglais, imposaient au contraire une attitude de prudence et de réserve, en attendant que la bataille décisive eût été livrée à Blücher.

Le 16 juin, Napoléon adresse simultanément deux ordres : à Ney, commandant l'aile gauche et à Grouchy, commandant l'aile droite. L'analyse de ces documents ne permet pas de voir en eux de véritables ordres de combat, mais elle nous aide à connaître l'état d'esprit de l'empereur, à expliquer sa conduite et à comprendre ses revers. Le vainqueur de Wagram, qui était pourtant le vaincu de Leipzig, manifestant un mépris absolu de l'ennemi, révèle son objectif essentiel : arriver à Bruxelles, et, au lieu d'écraser d'abord l'adversaire, commet la grande faute de faire passer la préoccupation secondaire au premier plan et de vouloir profiter de la victoire avant de l'avoir

assurée. Ainsi son idée préconçue est indéracinable et l'orgueil l'aveugle. Sa confiance en lui est tellement immense qu'elle ne peut être dépassée que par son mépris de l'adversaire. » Explication psychologique, mais la seule qui puisse être donnée de ses fautes stratégiques et tactiques.

A propos de la bataille de Ligny, M. Lenient discute la fameuse « note au crayon » ou « ordre à d'Erlon », si troublante pour les commentateurs de Waterloo et dont il nie, en fin de compte, l'authenticité. Il nous donne une étude serrée de cette bataille, qui ne fut pas une victoire décisive, car l'armée de Blücher n'avait pas été détruite. La faute en revient à Napoléon, qui se laissa toujours dominer par son idée fixe, occuper Bruxelles, persista dans son mépris de l'adversaire et aboutit à deux actes contraires à ses principes, puisqu'il pratiqua l'économie des directions, idée fausse et depuis longtemps vieillie, et que, d'autre part, il méconnut la règle supérieure et immuable de l'économie des forces.

Nous sommes au 17 juin. Les illusions de l'empereur s'accentuent. Il ne songe ni à une bataille, ni à une manœuvre. Un mot le hante, l'absorbe : Bruxelles. Il lui sacrifie tout. Il croit ses ennemis incapables de lui tenir tête. Son aveuglement est absolu. Le problème qui se posait pour la journée du 17 est le suivant : valait-il mieux suivre Blücher ou se tourner vers Wellington ? En adoptant ce dernier parti, Napoléon s'enfonçait dans son erreur d'orgueil : pour la troisième fois il commettait la faute inexpiable de subordonner pensée et ses directions à celles de l'adversaire.

***

Le 18 juin marque l'heure tactique de la campagne de 1815. Sur le champ de bataille où, malgré les dires de Napoléon, les positions de Wellington étaient très favorables, les deux armées sont en présence. L'une est en mauvais état, mal nourrie, épuisée de marches : c'est celle de Napoléon, demeuré fidèle à ce faux principe qu'il proclamait dès le temps de sa splendeur : « La misère est l'école du bon soldat. » En face, les troupes de Wellington et de Blücher, ménagées en vue de l'action et entourées de soins matériels.

Les deux armées vont se rencontrer. Pour l'empereur, tout se

résume dans une attaque directe, sans l'ombre d'une manœuvre par la gauche. Comme dit M. Houssaye, avec qui M. Lenient se trouve une fois d'accord : « Napoléon dédaigne de manœuvrer » et voilà la condamnation la plus implacable de Napoléon, pour toute la journée de Waterloo, la formule exacte qui explique le désastre. Ceux qui voudront des précisions sur les détails de la bataille les trouveront dans l'ouvrage de M. Lenient. Ils verront quel fut le rôle de l'artillerie, de l'infanterie et de la cavalerie, pourquoi aucune de ces armes n'appuya utilement les autres, comment l'empereur donna des ordres que ses lieutenants furent incapables de comprendre et d'exécuter. Ils verront aussi que Napoléon, malgré les charges qu'il voulut faire peser sur Ney, d'Erlon et Grouchy, reste seul responsable du défaut de formation des masses d'artillerie, de la préparation des attaques, en un mot, des manœuvres tactiques essentielles.

De cette étude très substantielle et un peu technique, je veux seulement rappeler ici la conclusion : « Le défaut capital dans la conduite de la bataille provient du manque absolu de concert entre les trois armes. L'entente dépendait du général en chef. Napoléon n'y a pas veillé. » On peut dire que l'explication de Waterloo « découle des deux procédés ordinaires de l'empereur : d'abord l'erreur psychologique, qui est la faute capitale et essentielle et qui consiste dans le mépris absolu de l'ennemi, des renseignements, du terrain, des contingences, quelles qu'elles soient, et ensuite le procédé de commandement et la manière dont il donne ses ordres [1] ».

En somme, le nouvel historien de la campagne de 1815 n'a pas tort lorsque, au terme de la minutieuse critique où sa science de stratège s'allie à une fine observation psychologique, il nous dit : « Le mot de l'énigme est : Orgueil ».

***

L'étude du passé doit conduire à la méditation de ses leçons. L'histoire éclaire la vie et, à travers la diversité des circonstances et les changements de civilisation, persistent les lois éternelles. Lorsqu'on est parvenu à les isoler des contingences et à les formuler dans leur essence, il ne reste qu'à les utiliser, en tenant compte des modalités

1. P. 471 et 487.

passagères. Les adapter, c'est encore les reconnaître et les respecter.

Or, il existe des lois de la guerre. Les inventions modernes peuvent accélérer les transports, les renseignements ou les ordres, amplifier les résultats, multiplier les pertes : elles ne changeront rien aux principes essentiels et « les décisions foudroyantes d'un César, d'un Turenne, d'un Napoléon trouveront leur place, — la première — sur les champs de bataille de l'avenir ». Ainsi les études stratégiques, constituent la préparation la plus efficace du commandement, et, comme dit encore M. Lenient, « il n'existe pas de manœuvre plus intéressante que celle de Charleroi, Ligny et Waterloo. Si courte qu'elle soit, elle renferme tous les enseignements. »

C'est à dégager les enseignements de cette manœuvre qu'il consacre les dernières pages de son livre. Écrite avant la crise de 1914, et portant le reflet des seules préoccupations qui pouvaient absorber la conscience des hommes de métier, à la veille de la guerre, cette conclusion d'une étude purement stratégique renferme des leçons dont il eût été sage de tenir compte dans l'intérêt de la défense nationale et la préparation de la fatale rencontre : leçons sur l'organisation de l'armée, sur la manœuvre, sur la méthode. L'offensive demeure le concept essentiel et il importe, avant tout, de méditer le principe de Napoléon : « 1° N'attaquez pas de front les positions que vous pouvez obtenir en les tournant; 2° Ne faites pas ce que veut l'ennemi par la seule raison qu'il le désire; évitez le champ de bataille qu'il a reconnu, étudié et encore avec plus de soin celui qu'il a fortifié et où il s'est retranché[1]. » Donc renforcer puissamment les troupes de couverture, afin d'assurer leur résistance sur les fronts étroits d'attaque, renforcer aussi le système de forteresses, pour n'abandonner aucune latitude, aucune zone à l'invasion. Ainsi seulement l'attaque stratégique pourra faire place à la manœuvre, à l'offensive.

Telles sont les vues qu'inspirait à un observateur sagace, au début de 1914, la méditation des problèmes soulevés par les guerres de Napoléon. Une guerre nouvelle dont tous les hommes clairvoyants prévoyaient l'imminence, mais ne soupçonnaient peut-être pas l'intensité, est venue depuis confirmer plus d'une conclusion de ce livre qui, tout en s'attachant au passé, en dégageait les leçons immor-

1. P. 576.

telles. Si le renforcement récent de nos troupes de couverture nous préserva du danger de l'Est, l'insuffisance de notre système de forteresses du Nord ne put nous sauver de l'invasion. L'offensive foudroyante de nos adversaires révéla aux yeux des moins avertis la supériorité de la méthode : mais l'heureuse diversion de la Marne, à la suite de l'attaque de l'aile droite allemande par l'armée Maunoury, confirma aussi la valeur du principe de l'attaque de flanc précédant l'attaque de front. On pourrait trouver d'autres illustrations des grandes lois stratégiques sur d'autres théâtres du conflit européen, mais, pour s'en tenir au front français, elles furent concluantes, avant que la guerre de mouvement n'ait fait place à la guerre de siège.

Cette dernière forme ne paraît pas destinée à s'éterniser. La rupture stratégique est possible et les essais qui furent tentés autorisent tous les espoirs. Au jour où elle sera un fait accompli, nous verrons renaître la guerre de manœuvre et, avec elle, les mouvements distincts, quoique convergents, d'armées souples, largement articulées, de 150,000 à 200,000 hommes, analogues aux armées napoléoniennes. Alors revivront les grandes lois, dont certaines paraissent suspendues par la guerre de siège, mais dont il importe plus que jamais de méditer la puissance et de préparer l'application.

Que penserait Napoléon, s'il revenait sur les champs de bataille de l'Europe en feu? Sans parler des progrès de toute sorte que la science a mis, depuis un siècle, au service de la mort et qui ont modifié si radicalement les conditions de la lutte, que dirait-il de cette coalition, où ses deux grands adversaires de Russie et d'Angleterre sont réunis à la France contre les tentatives d'hégémonie d'une Allemagne nouvelle? J'imagine qu'il découvrirait, à travers des circonstances diverses et secondaires, cette éternité des lois historiques, dont son génie ne sut pas jadis mesurer la profondeur. Au lendemain du centenaire de Waterloo, dont à Sainte-Hélène il ne parvint pas à déchiffrer l'énigme, il sentirait la folie des ambitions sans limite, il comprendrait que le débordement de la puissance est le grand écueil des empires et qu'à travers les siècles c'est encore l'orgueil qui perd les peuples et les rois.

B. Combes de Patris.

UN AUTRE « MORCEAU DE PAPIER »

La « perfidie » anglaise n'est plus à démontrer.

Depuis bientôt deux ans que l'opinion allemande la dénonce avec la passion brûlante et l'éloquence persuasive de la bonne foi outragée, on peut seulement s'étonner qu'il y faille encore insister quand tant de preuves crient au ciel.

Mais ce qui caractérise l'Allemand, c'est, après son respect profond du droit et de la vérité et la véhémence entêtée qu'il met à leur défense, son impassibilité devant le démenti, sa vigueur d'affirmation contre toute vraisemblance, sa magnifique audace à crier, dans la rue, en pleine nuit, comme un aveugle, qu'il est midi, et que le soleil brille:

La « perfidie » anglaise, à l'égard de l'Allemagne, présente d'abord cet étrange caractère qu'elle n'est saisissable à aucun signe patent. Il faut chercher longtemps, scruter des faits nombreux, les interpréter adroitement pour en trouver la preuve. Certains verraient là des raisons de douter et de suspendre leur jugement. C'est, au contraire, la marque de la parfaite scélératesse.

Il y a des malfaiteurs politiques de second plan, esprits sans profondeur, aventuriers sans génie, impulsifs incapables de feindre, qui cachent mal leurs desseins. Avides de conquêtes, ils préparent en pleine paix des armées se chiffrant par millions d'hommes; ambitieux de conquérir le monde, ils proclament imprudemment que leur avenir est sur les mers; décidés à toutes les violences, ils font sans cesse de maladroites allusions à la sécheresse de leur poudre et au fil de leur épée; haletants de barbarie rentrée, ils invitent les quelques soldats qu'ils peuvent par hasard mettre aux trousses d'un empire en décrépitude à se conduire comme des Huns. Inconséquences enfantines, pas de clerc pitoyables, qui feraient sourire des Machiavel de sous-préfecture. La grande politique veut plus de

secret, et les succès éclatants se préparent dans une ombre mieux ménagée. — Tel le plan anglais contre l'Allemagne.

Depuis deux ans environ, vous voyez le gouvernement de Londres acharné sur l'œuvre de Bismarck. Il a déjà ruiné, avec l'aide de ses alliés, l'empire colonial germanique. Il affame les populations de la métropole. Sa flotte réduit à néant la puissance maritime de l'adversaire. Ses armées, chaque jour renforcées, montent la garde autour de lui. Il enserre l'Allemagne d'une étreinte formidable et ne cache pas son dessein de la broyer à mort; et nous avons des raisons de penser qu'il y pourrait bien réussir. Or, remontez de deux ans en arrière, et plus loin encore dans l'histoire des dernières décades, vous ne trouverez pas. dans les paroles ou dans les actes des hommes d'État anglais, dans les attitudes ou les manifestations de la nation anglaise, *une seule preuve* d'un pareil dessein. Et je vous demande si vous ne voyez pas là les marques d'une effrayante duplicité?

Mieux que cela! Si vous interrogez cette histoire d'hier, ce sont des preuves tout opposées que vous y trouverez, et à foison. Je veux dire que les faits, dans leur simplicité, dans leur apparence toute claire et limpide, que reflètent sans fard les éphémérides, nous montrent des Anglais d'un pacifisme béat, intrépidement confiants dans les ressources de la diplomatie et les franches ouvertures de l'amitié. De sorte que, si vous suivez le véridique Allemand jusqu'au bord du cloaque, vous reculerez d'épouvante, votre esprit vacillera de stupeur devant ceci, que le monde n'avait jamais vu : 45 millions d'hommes gardant pendant des dizaines d'années un secret fatal, *pas un* n'ayant, *une seule fois*, dit *un mot*, qui pût éveiller le soupçon dans le « Pays des bonnes mœurs et de la crainte de Dieu »; les 45 millions, sans une exception, ayant au contraire toujours dit, au moment précis, dans les termes voulus, sans une hésitation dans la voix, sans un frémissement dans le visage, exactement ce qu'il fallait dire pour endormir les soupçons du loyal et confiant Germain; un Parlement, le plus indépendant et l'un des plus loquaces du monde, qui sut tenir constamment la même attitude; une presse, la plus libre encore qu'on ait vue, qui participa, sans une défaillance, à ce formidable complot de mensonge. — Et ceci n'est-il point le comble de la scélératesse?

Je veux bien qu'il y ait eu parfois des *fuites*. Tant d'hommes n'ont

pu, réellement, garder un aussi gros secret. Les Allemands eurent sans doute le tort de ne se pas suffisamment renseigner. Ils étaient bien négligents sur ce point. Ils ont trop dédaigné l'espionnage. Le moyen est vil, sans doute, et répugne à leur naturelle noblesse d'âme. Mais la politique ne peut pas le négliger. Ils paieront cher cette erreur.

Aussi bien n'est-il pas possible que Berlin n'ait pas entretenu en Angleterre quelques espions. Il nous souvient même que certains furent saisis en flagrant délit, ce qui ne prouve pas en faveur de leur adresse [1]. — L'homme naturellement droit sait mal mentir. — Mais ces espions eussent-ils été les maîtres du genre, que pouvaient-ils faire, devant le parti pris de mensonge britannique et devant ce gigantesque *truquage* de la politique anglaise tout entière? — Pouvaient-ils soupçonner, par exemple, que le cabinet de Saint-James avait conçu le fabuleux projet d'écraser les forces militaires allemandes sous le poids d'une armée de *soixante-dix mille* hommes, dont l'apparente faiblesse n'était qu'une ruse de guerre, dont nous laissons aux internationalistes le soin d'apprécier la légitimité? — Pouvaient-ils supposer que chaque discours d'un homme politique anglais n'était qu'une savante élucubration destinée aux colonnes de quelque *Kœlnische* sans méfiance, ou d'un *Tageblatt* dépourvu de critique, et dont il fallait, pour trouver le sens secret, retourner à peu près tous les mots?

On entrevoit là le problème le plus troublant de l'histoire de demain. Des générations de chercheurs y émousseront leur critique. Nous ne pouvons, aujourd'hui, que verser quelques pièces au débat. Ce sont des extraits de quelques discours d'hommes politiques anglais. Nous les donnons dans leurs termes patents, sans en rechercher le sens mystérieux que l'Allemand, candide et véridique,

1. Le *Standard* du 11 avril 1913 a révélé une curieuse manœuvre de l'espionnage allemand en Angleterre. Les agents allemands avaient eu l'idée de se procurer la liste de tous les officiers de marine anglais dont la situation pécuniaire était précaire, avec le dessein évident de sonder plus tard ceux qui paraîtraient le plus accessibles. Ils s'adressèrent à cet effet à une agence de renseignements de Cheapside. Une lettre écrite de Hambourg, dans une forme purement commerciale, lui demanda s'il serait possible de vérifier la situation financière d'officiers de marine de Portsmouth, Devonport, Chatham et autres stations navales. Le signataire se recommandait d'une agence de Berlin, en relations avec celle de Londres. Son nom fut reconnu plus tard comme supposé. L'agence anglaise faillit tomber dans le piège. Elle se ravisa bientôt et transmit les faits aux autorités compétentes.

enfin réveillé de son rêve pacifiste, ne manquera pas d'y trouver. L'un d'eux est particulièrement piquant, par la métaphore qu'il emploie du « chiffon de papier ». C'est celui-là sans doute que lisait Bethmann lorsque sir E. Goschen frappa à sa porte, le soir du 4 août. Mais lui non plus n'en avait pas compris le sens caché.

*
* *

Parlons sérieusement. — Dans les années qui ont précédé la grande guerre, les ministres anglais ont donné maintes preuves de leur attachement à la cause de la paix. En particulier, dans les quelques mois qui ont immédiatement précédé le conflit, ils ont tenu un langage fermement, certains pourront penser : étonnamment pacifique. En voici quelques preuves :

A la fin de décembre 1913, M. Lloyd George, dans une interview qu'il donna, à Criccieth, à un rédacteur du *Daily Chronicle*, déplorait l'augmentation des dépenses d'armement. Il voyait dans une économie de ce côté « le moyen de supprimer tous les droits sur le thé, le sucre, le café, le chocolat, et de réduire l'income tax de deux pence par livre. Nul pays n'a gagné en force par cette augmentation des dépenses d'armements. Nous sommes tous, relativement, au point exact où nous étions avant. Je ne puis voir un seul avantage qu'ait pu recueillir un pays quelconque du monde de cette augmentation des dépenses militaires et navales. Mais je vois bien le mal dont souffrent tous les pays. » Le Chancelier de l'Échiquier poursuivait en constatant les bons rapports existant entre son pays et l'Allemagne : « Nos relations avec l'Allemagne sont infiniment plus amicales qu'elles ne l'ont été pendant des années. Grâce à la sage et patiente diplomatie de sir Edward Grey, la tension a complètement cessé dans nos rapports. Les deux pays semblent avoir compris, ce qui aurait dû être évident depuis longtemps, qu'ils n'ont rien à gagner et tout à perdre à un conflit, et qu'ils ont tout à gagner et rien à perdre en revenant à la vieille politique d'amitié qui, jusqu'à ces dernières années, avait été maintenue durant des siècles, entre l'Allemagne et l'Angleterre. L'incident d'Agadir a eu ce bon effet de faire comprendre à ces deux grands pays les périls cachés par l'atmosphère de suspicion créée et maintenue par les hommes poli-

tiques, la presse et certains intérêts. L'imminence du danger a déterminé une grande secousse et la raison a maintenant repris plus ou moins ses droits des deux côtés de la mer du Nord. »

Quelques jours avant, le 8 novembre, le chancelier avait développé le même thème dans une réunion publique, à Middlesbourgh. Il était alors dans tout le feu de sa campagne pour la réforme foncière. Il n'avait d'anathèmes que pour les landlords et jugeait très lestement, d'un mot, le problème de la politique extérieure : « M. le Président, disait il, vous venez de parler des armements. Depuis que je suis à l'Échiquier, j'ai eu l'infortune de devoir, chaque année, prévoir pour eux vingt millions de livres de plus que mon prédécesseur n'avait dû le faire avant de quitter la place. Vingt millions de livres par an ! Il serait grand temps que toutes les nations tiennent conseil ensemble. Réellement, nous ne désirons pas nous tuer les uns les autres. Je n'ai jamais, jusqu'à présent, rencontré un Allemand qui voulût tuer aucun Anglais de sa connaissance. (*Rires.*) Et je n'ai jamais vu un Anglais décent qui fût réellement anxieux de massacrer le premier Allemand qu'il rencontrerait dans la rue. Ce qu'ils en font n'est que pour conjurer je ne sais quel monstre qui hante leur esprit. Ils disent : « Voilà l'Allemagne! Dépensons 70 millions pour la faire sauter! ». Et les Allemands font de même pour nous. C'est de la folie! (*Applaudissements.*) Les nations sont atteintes d'une crise d'épilepsie. Il faut leur inoculer un peu de bon sens. Nous pourrions bientôt abaisser les taxes et les impôts, construire des maisons ouvrières, balayer les *slums*, faire un nouveau pays de l'Angleterre si vous pouviez seulement prendre ces nations franchement par la main et dire : « Plus de massacres! » (*Applaudissements.*)

Ce que M. Lloyd George disait, dans la forme primesautière et imagée de son éloquence populaire, le premier ministre le répétait, presque à la même date, avec l'autorité que lui donne sa place à la tête du gouvernement. Le 6 décembre, à Oldham, observant les graves questions financières posées au cabinet par les réformes sociales et par les armements, M. Asquith s'exprimait ainsi : « Il y a un autre chapitre de nos dépenses, celui des armements, que moi-même, et vous, et tout membre du parti libéral, et je crois tout citoyen patriote de ce pays voudrait voir réduit. J'ai dit quelque chose là-dessus à Leeds il y a huit jours, et je répète ce soir que le

meilleur espoir, en fait le seul espoir raisonnable d'amélioration réelle en pareille matière ne se trouve que dans l'action concertée des peuples du monde civilisé sur les hommes qui sont responsables de leur gouvernement. »

Mais venons au mot caractéristique qui, mieux qu'aucun autre, révèle l'état d'esprit des hommes politiques anglais, et que le hasard de l'expression oppose d'une manière bien inattendue à la célèbre boutade de Bethmann sur le « chiffon de papier ». C'est M. Winston Churchill qui l'a proféré, le 15 novembre 1913, à un meeting libéral de l'Alexandra Palace. M. Churchill était alors Premier Lord de l'Amirauté. Cela donne encore plus de poids à l'opinion qu'il émettait sur les armements. Il partageait complètement le sentiment de ses deux collègues. Lui aussi déplorait la course aux grosses dépenses. Comme eux, il croyait que quelque mauvais génie avait empoisonné l'esprit des hommes, et qu'une bonne parole dite à propos, un élan généreux et franc provoqué dans l'humanité civilisée, suffiraient pour dissiper l'obsession malfaisante : « Quand je considère l'état actuel de l'Europe, avec chaque nation en rapports toujours plus intimes avec les autres nations, avec chaque gouvernement assuré de la plus parfaite amitié des autres puissances, avec chaque souverain uni par le sang et l'intérêt aux autres chefs d'États, avec chaque ministère des Affaires extérieures prêt à formuler des excuses d'une parfaite rectitude, et tout cela retenu et enchaîné dans l'esclavage des armements à un degré qu'on n'a jamais vu depuis le début de l'histoire, à un degré qui dépasse de beaucoup ce qu'ont connu les âges les plus barbares et les plus féroces du monde, je ne puis faire autrement que de me rappeler l'histoire de ce prisonnier espagnol qui, enfermé depuis vingt ans dans un donjon, eut un jour l'idée de pousser la porte de son cachot, qui n'avait jamais été fermée, et sortit librement au-dehors!... Et voici la question que je vous pose : Sommes-nous plus en sûreté, tous tant que nous sommes, — j'entends chaque nation, — nous sentons-nous plus en sûreté après cet immense sacrifice qui pèse sur tous? (*Non.*) Ne pensez-vous pas quelquefois, quand vous considérez ces choses, que tout cela n'est qu'un caprice? *que nous ne sommes séparés que par l'épaisseur d'une feuille de papier* d'un état de conscience et de confiance mondial, d'une société d'amitié internationale et de bon vouloir universel qui

rendraient inutiles ou réduiraient considérablement ces déplorables préparatifs, et apporteraient un soulagement incommensurable, bienfaisant, radieux, aux millions de travailleurs de l'humanité? » (*Applaudissements.*)

*
* *

Ceci n'est qu'un rapprochement de mots. Mais, à certaines heures, le choc des mots fait jaillir des éclairs. A quelques mois de distance, deux hommes d'État, un Anglais et un Allemand, ont employé, sous le coup de fouet de l'idée, la même expression. Tous deux ont parlé de ce papier, détenteur des accords définitifs, gardien de la parole donnée, base impérissable et fragile des destinées des hommes. L'un voyait déjà écrit, sur la petite feuille encore blanche, le pacte des amitiés pacifiques de l'avenir; l'autre a dit, du papier rédigé, signé, scellé, et respecté durant soixante-quinze ans, le mot sacrilège, monstrueux, et stupide qu'on sait.

Voilà ce que pensaient, et disaient, aux applaudissements de leurs auditoires, les hommes d'État anglais, six ou sept mois avant la guerre. Cela n'empêchera pas le vertueux et véridique Allemand, qui sait si bien crier dans la rue, en pleine nuit, qu'il est midi, d'affirmer que ces hommes voulaient la guerre et, par surcroît, la destruction du « Pays des bonnes mœurs et de la crainte de Dieu », et d'en accumuler les preuves avec sa patience de termite et ses jongleries de faussaire. — Je confie ces citations à ses talents. Il aura plus de peine encore à les maquiller que les documents qu'il a conquis sur les rats dans le grenier du ministère des Affaires étrangères de Bruxelles.

M. C.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

POLITIQUE GÉNÉRALE. — LA GUERRE

Fernand van Langenhove. — *Comment naît un cycle de légendes, Francs-tireurs et atrocités en Belgique.* 1 vol. in-12, 242 p., Payot et Cie, Lausanne et Paris, 1916.

« Quand vient la guerre dans le pays, dit un vieux proverbe allemand, les mensonges deviennent aussi abondants que des grains de sable... La guerre actuelle n'a pas démenti cette observation populaire. Elle a provoqué l'éclosion d'un nombre considérable de récits légendaires.

... Les armées allemandes avaient à peine pénétré en Belgique que d'étranges bruits prenaient naissance. Se répandant de proche en proche, ils étaient reproduits par la presse et couvraient bientôt toute l'Allemagne. On racontait que la population belge, fanatisée par le clergé, participait perfidement aux hostilités, attaquait par surprise les détachements isolés, signalait à l'ennemi les positions occupées; que les femmes, les vieillards et jusqu'aux enfants se livraient à d'horribles atrocités sur les blessés allemands sans défense..., que les prêtres les exhortaient, du haut de la chaire, à commettre ces crimes, leur promettant en récompense le royaume des cieux; que se mettant à leur tête, ils y prenaient eux-mêmes une part active » (p. 1-4). Quels sont les thèmes de ces récits légendaires, comment se sont-ils formés, transmis, répandus, tel est l'objet de l'étude de M. van Langenhove. Étude scientifique et non plaidoyer, car selon l'excellente méthode de son directeur de l'Institut de sociologie Solvay, M. Waxweiler, M. van Langenhove entend s'abstraire de sa nationalité; il entend mettre loyalement et froidement les faits et les explications des faits sous les yeux de tous ceux « dont la conscience est scrupuleuse, qui aspirent à comprendre les événements et à s'en faire un jugement clair » (préface). Et grâce à l'excellence de sa méthode il y réussit.

Il y a d'autant plus de mérite que la tentation devait être plus grande de se départir d'une attitude calme sous les offenses déshonorantes dont les légendes frappaient la Belgique meurtrie. Et ces légendes étaient acceptées, reproduites, invoquées par les plus hautes autorités de l'Allemagne.

Un message adressé par le chancelier de l'Empire aux représentants de l'*United Press* et de l'*Associated Press* prétendait répondre aux griefs formulés contre la conduite des armées allemandes; il le faisait dans les termes suivants : « Grand quartier général, 2 septembre 1914... on raconte à vos compatriotes que des troupes allemandes ont incendié des villages et des villes belges, mais on ne vous dit pas que des jeunes filles belges ont crevé les yeux à des blessés sans défense sur les champs de bataille. Les fonctionnaires communaux belges ont invité nos officiers à manger et ils les ont tués à table. A l'encontre de tout droit des gens, la population civile entière de Belgique s'est soulevée; elle a attaqué nos troupes dans le dos, après leur avoir fait tout d'abord un accueil sympathique, elle a livré des combats cruels avec des armes cachées. Des femmes belges ont, pendant qu'ils se reposaient, tranché le cou à des soldats auxquels elles avaient donné l'hospitalité » p. 208-209. Et l'empereur Guillaume adressait au Président Wilson le message qui suit : « Je considère de mon devoir, Monsieur le Président, de vous informer, en votre qualité de représentant le plus éminent des principes humanitaires, de ce que mes troupes, en s'emparant de la place forte de Longwy, y ont découvert des milliers de

balles dum-dum, fabriquées par des ateliers spéciaux du gouvernement; de semblables projectiles ont aussi été découverts sur des soldats blessés et prisonniers appartenant à l'armée britannique. On sait que ces balles provoquent des blessures cruelles et que leur emploi est rigoureusement défendu par les principes consacrés du droit international.

« Je vous adresse par conséquent une protestation indignée contre cette façon de faire la guerre, qui est devenue, grâce aux méthodes de nos adversaires, l'une des plus barbares que connaisse l'histoire. Le gouvernement belge n'a pas seulement fait emploi de ces armes cruelles, mais il a autorisé ouvertement la participation de la population civile belge aux combats et il l'a depuis longtemps soigneusement préparée. Les cruautés commises dans cette guerre de guérilla par les femmes et les enfants, et les prêtres, même sur les soldats blessés, des membres du personnel médical et des ambulancières (des médecins ont été tués, des ambulances ont été attaquées à coups de fusils) ont été telles, que nos généraux ont finalement été obligés de recourir aux moyens les plus vigoureux pour châtier les coupables et de semer la terre ur dans la population assoiffée de sang, pour l'empêcher de poursuivre ses meurtres et ses horreurs. Plusieurs monuments célèbres, même la vieille ville de Louvain, à l'exception du bel Hôtel de Ville ont dû être détruits pour la protection de nos troupes en légitime défense. Mon cœur saigne de voir que de semblables mesures ont été rendues nécessaires et de songer aux innombrables innocents qui ont perdu leur vie et leurs biens par suite de la conduite barbare de ces criminels. » L'empereur avouait donc que *les moyens les plus rigoureux* employés par ses généraux avaient entraîné la perte de vie et de biens pour d'innombrables innocents mais il déclinait toute responsabilité, pour incriminer les Belges.

Comment réduire à néant les accusations officielles parties de si haut : M. van Langenhove a jugé qu'il ne fallait faire état, pour combattre ces accusations, que de documents qui « ne pussent être l'objet d'aucune critique » (p. 229). Aussi a-t-il laissé de côté les multiples et précieuses sources d'informations constituées par les enquêtes, officielles ou privées, de gouvernements ou de particuliers alliés ou neutres. Il a même laissé de côté « l'enquête entreprise, avec l'appui de S. Em. le cardinal Piffl de Vienne et de S. Em. le cardinal von Hartmann de Cologne, par le *Wiener Priester Verein*, association viennoise de prêtres, et qui, confiée au Révérend Aloysius Van Den Bergh, membre de cette association, dénie en termes décisifs l'existence d'une guerre de francs-tireurs en Belgique » (p. 229). Il n'a retenu « que les enquêtes allemandes, dont la presque totalité émane de l'autorité militaire prussienne ». (*Ibid.*)

Les plus importantes de ces enquêtes allemandes sont dues à l'initiative de l'association *Pax*, association de prêtres catholiques ayant son siège à Cologne et consacrée à la défense de la réputation du clergé. Les légendes qui accusaient le clergé belge de fanatiser la population, de diriger la guerre de francs-tireurs et de prêcher la cruauté avaient eu pour effet de provoquer les colères allemandes contre le clergé catholique, même allemand. La menace d'un nouveau *Kulturkampf* était de nature à rompre ou tout au moins à relâcher l'union entre Allemands. Pour prévenir le danger, l'association *Pax* entreprit « de contrôler l'exactitude des innombrables récits attribuant des actes odieux aux membres du clergé belge » (p. 7). Elle ne pouvait le faire qu'avec le concours des autorités militaires. Celles-ci ne refusèrent pas de procéder aux enquêtes demandées; elles comprirent l'intérêt d'arrêter la diffusion d'erreurs ou de mensonges, susceptibles de menacer la « paix confessionnelle du peuple allemand » (p. 8). Les résultats de ces enquêtes furent concluants. « Les faits, affirmés dans les termes les plus catégoriques par des personnes qui se donnaient pour témoins oculaires, apparaissent dépourvus de tout fondement » (p. 9).

Les informations Pax ont toutefois un grave défaut. Elles sont incomplètes. De même que le recueil du père jésuite allemand Bernhard Duhr : *L'esprit du mensonge dans la guerre des peuples. Légendes relatives à la guerre*, — recueil où M. Van Langenhove a largement puisé, — elles ont poursuivi un but confessionnel; elles ont « porté leur attention, d'une façon presque exclusive, sur les actes répréhensibles attribués aux prêtres. — Elles n'ont pas cherché à savoir, sauf

en ce qui concerne les mutilations, si les récits relatifs aux civils ne présentaient pas des caractères légendaires identiques... Il importait dès lors de rechercher dans quelle mesure il était légitime de s'arrêter à cette limite arbitraire et d'isoler artificiellement les actes attribués aux prêtres de ceux qui sont imputés aux civils ; il fallait enfin déterminer jusqu'à quel point le caractère légendaire des uns n'implique pas nécessairement celui des autres » (p. 11).

Dans un chapitre sur « les motifs thématiques des légendes » M. Van Langenhove met en regard des faits allégués les démentis fournis par les autorités militaires. Il cite, parmi les nombreux thèmes, la légende des yeux crevés à des soldats allemands, légende qui a couru dans diverses parties de l'Allemagne et a toujours abouti à la constatation, par les médecins des formations sanitaires où les victimes étaient censées soignées, qu'aucun soldat ayant les yeux crevés n'y avait été vu.

Comment de telles légendes peuvent-elles se produire? M. Van Langenhove le demande aux enseignements des expériences allemandes dont il cite deux exemples caractéristiques. « La genèse psychologique des légendes, dit-il, a fait l'objet de nombreuses recherches, dans ces dernières années, surtout en Allemagne. De multiples expériences ont notamment étudié les déformations qui se produisent dans la relation d'un fait observé » p. 95. Et l'on est arrivé à cette conclusion que, de la part de témoins désintéressés, la « proportion des descriptions vraies par rapport aux fausses, en présence d'un événement extraordinaire » est très faible. Or les soldats allemands, auteurs des légendes, se trouvaient dans les plus mauvaises conditions pour observer et témoigner avec exactitude. Ils n'avaient eu aucune connaissance des négociations entre l'Allemagne et la Belgique ; ils ne pouvaient connaître que la proclamation du général von Emmich aux Belges, proclamation qu'ils devaient distribuer sur leur passage ; or cette proclamation affirmait le désir d'éviter toute violence pourvu que la voie fût libre. L'armée belge résista, en faisant la guerre de partisans. Les soldats allemands, recevant des coups de fusil tirés par des ennemis invisibles, conclurent naturellement que ces coups de fusils étaient tirés par des civils. Ils le crurent d'autant plus aisément que l'armée allemande était hantée du souvenir et de l'horreur des francs-tireurs. L'imagination surexcitée par la nervosité devait broder sur cette croyance une série de faits et d'attentats sans réalité qui furent le prétexte de soi-disant répressions exercées sans aucun discernement. Puis ces répressions ancrèrent dans l'esprit des soldats qui y avaient participé ou assisté l'idée qu'aucun doute ne pouvait exister sur la culpabilité des habitants. Les chapitres consacrés par M. van Langenhove à la genèse des légendes et à la transmission et diffusion des légendes sont du plus haut intérêt ; ils font comprendre comment erreurs et mensonges et sans doute plus souvent erreurs que mensonges ont pu dénaturer complètement les faits et propager en Allemagne les idées les plus fausses.

Dans le dernier chapitre, *caractère des légendes et unité de leur cycle*, M. van Langenhove relève que les conclusions de son étude compromettent « de la façon la plus directe » l'autorité du Livre blanc allemand daté du 10 mai 1915 qui a « dénoncé les atteintes portées au droit des gens par les Belges, dans la guerre populaire qu'ils auraient opposée aux armées de l'envahisseur » (p. 238). Il relève le long intervalle compris entre la date des dépositions des soldats allemands, publiées dans ce livre blanc, et la date des événements auxquels auraient assisté ces soldats presque tous membres de « cette armée d'invasion où la légende est née où elle s'est développée, d'où elle s'est répandue... Comment « ces dépositions » ne rendraient-elles pas suspectes les conclusions d'un rapport qui se fonde sur leur seule autorité. — Nous nous en tenons, ainsi termine l'auteur, à ces faits et à cette constatation. Ce n'est notre intention ni de plaider, ni de requérir, ni moins encore de prononcer un arrêt. Nous nous sommes uniquement efforcé d'éclairer les événements à la lumière de la psychologie collective et conformément à une saine description scientifique. Nous n'allons pas au delà. Pour le surplus, chacun est juge dans sa conscience. »

C. D.

Émile Waxweiler. — *Le Procès de la Neutralité belge.* 1 vol. in-8, 134 p. Payot, Paris et Lausanne, 1916.

La Revue a signalé (1915, p. 377) le remarquable ouvrage que M. Emile Waxweiler a publié en 1915 sous le titre : *La Belgique neutre et loyale.* Dans cet ouvrage, M. Waxweiler démontrait à l'évidence que la Belgique avait loyalement exécuté toutes ses obligations internationales, et n'avait donné aucun prétexte à l'agression allemande. La démonstration, si forte qu'elle fût, ne pouvait plaire outre-Rhin ; elle déplut d'autant plus qu'elle était plus forte et les accusations contre la Belgique ont repris d'autant plus que la victoire qui devait tout absoudre au sens des Allemands, se faisait attendre au delà de toutes prévisions et de toutes illusions d'avant-guerre. M. Émile Waxweiler a repris la plume pour répondre aux imputations nouvelles. Il l'a fait avec le même talent, la même méthode, la même conscience, la même précision et la même vigueur qui avaient mis hors de paix *la Belgique neutre et loyale.* Il faut renoncer à analyser brièvement ses argumentations serrées; il vaut mieux conseiller de les lire. Mais il est intéressant de citer l'avant-propos qui, par l'exposé des procédés allemands, fait comprendre l'utilité et la portée du « Procès de la neutralité belge ».

« Un des faits les plus inattendus parmi ceux qui marquèrent le début de la guerre européenne, dit M. Waxweiler, demeurera assurément la campagne de presse et de pamphlets organisée en Allemagne contre la Belgique, dès que la résistance belge fut connue.

« Campagne de silence. On laisse ignorer au public ce qui pourrait représenter l'attitude de la Belgique sous son véritable jour. On retarde jusqu'au 8 août la communication à la presse de la note allemande du 2 août réclamant le passage à travers le territoire. On ne fait pas connaître, même dans les deux livres blancs officiels, la réponse du gouvernement belge. Bien que cette réponse ait été transmise la nuit même du 2 au 3 août, tantôt on nie simplement la vérité et l'on imprime à la suite de la Note allemande : « Cette note est restée sans réponse... tantôt on invente de toutes pièces une contre-vérité et l'on déclare : « A cette note, la Belgique répondit par la déclaration de guerre... »

« Campagne de diffamation. La population belge est « assoiffée de sang ». (Message officiel au président des États-Unis); les civils allemands restés en Belgique sont massacrés, les soldats sont harcelés par une abominable guerre populaire de francs-tireurs; les blessés sont martyrisés. Le gouvernement belge est coupable de tous ces excès; il a conduit le pays à la guerre par sa politique aventureuse et traitresse; il avait dès longtemps partie liée avec l'Angleterre et la France et il a livré la Belgique à ces personnes à ces puissances pour les aider à réaliser leurs projets belliqueux contre l'Allemagne.

« La Belgique, d'abord étonnée, s'est défendue : le Gouvernement, les autorités, le clergé, des publicistes ont patiemment relevé les imputations et en ont montré le manque absolu de fondement.

« On aurait pu croire que la campagne prendrait fin et qu'elle avait été peut-être seulement un effet de la fièvre d'exaltation des premiers temps de guerre.

« Point du tout.

« L'hostilité ne s'est pas apaisée, des personnalités universitaires ont apporté le concours de leur notoriété, des enquêtes administratives ont été instituées : des publications officielles et des brochures d'allure officieuse ont été propagées dans les pays neutres.

« Devant cette persistance des attaques, on en vient à se demander s'il faut abandonner le terrain à l'accusation.

« Pour beaucoup de personnes, la Belgique n'a plus besoin d'être défendue: elles ont fixé leur conviction. Mais, pour d'autres dont les scrupules sont plus résistants ou dont le jugement a été surpris, le silence pourrait sembler un acquiescement.

« Puis, la Belgique doit, à l'issue de cette mêlée, apparaître telle que rien ne puisse entamer son renom dans l'histoire : elle doit pouvoir, toute droite, poursuivre sa destinée.

« Les principaux griefs qui ont été récemment formulés contre la Belgique

seront donc discutés dans les pages qui vont suivre. Ils peuvent se ramener, je pense, à trois chefs dominants d'accusation :

I — « En bonne politique, la résistance de la Belgique est incompréhensible. »

II — « Si la Belgique a résisté, c'est qu'elle était engagée. »

III — « La Belgique n'avait pas à résister, car son territoire n'était pas inviolable. »

« C'est sous ce triple aspect que je vais considérer le réquisitoire de l'accusation, en m'autorisant de documents et de sources authentiques, dont plusieurs n'ont pas encore été livrées à la publicité.

« J'avais déjà dans un écrit antérieur (*La Belgique neutre et loyale*) entrepris de défendre mon pays contre les assauts de la médisance. Un an a passé : sur aucun point, si minime soit-il, la contradiction n'a pu entamer l'exposé des faits. Ce que j'aurai encore à dire s'ajoute donc à ce que j'ai déjà dit, sans l'amender ni l'atténuer d'aucune façon. » C. D.

Joseph Boubée. — *La Belgique loyale, héroïque et malheureuse*, avec une lettre-préface de M. A. Carton de Wiart. 1 vol. in-12, 249 pages, Paris, Plon-Nourrit, 1916.

Ce livre est un juste hommage rendu par un Français à la loyauté, à l'héroïsme et aux souffrances de la Belgique. L'auteur est bien informé; aux documents, aux publications qu'il a consultés avec esprit critique s'ajoutent des souvenirs personnels qui confirment et éclairent les sources moins directes de renseignements. A ces souvenirs il emprunte parfois des traits caractéristiques : « J'ai raconté ailleurs, écrit-il, comment un soldat allemand à qui je donnais des soins m'avait dit : — « Partout où nous passons, il faut que les hommes soient tremblants comme des feuilles et muets comme des pierres. » — C'était un beau menuisier, pas méchant. Mais il avait appris cela à la théorie. Frapper des coups effroyables, pour terroriser et démoraliser l'adversaire; abuser de la violence, pour rendre toutes-puissantes les menaces, c'est un procédé cher à Bismarck et qu'il a cyniquement préconisé. Le système est trop conforme à l'âme germaine pour ne pas rester en vigueur tant qu'il y aura des Prussiens et qui guerroyeront », p. 152. Comment le système a été pratiqué? M. Joseph Boubée le montre, après avoir montré comment la Belgique avait été correcte et, avant la guerre, confiante à l'égard de l'Allemagne et comment elle a lutté avec grandeur, lorsque « ses yeux se sont ouverts », de Liége jusqu'à l'Yser. « Le pillage et l'incendie méthodique des villes ou villages avait été prévu, ordonné et réglementé d'avance. Quand les premières troupes entrèrent, elles portaient déjà tout l'attirail de grenades, fusées, pastilles, bidons de pétrole et de benzine, qui devaient servir bientôt. Si du 8 au 14 août, il sembla y avoir un peu de répit, c'est que l'Allemagne, durement éprouvée par la résistance de Liége, cherchait pour la seconde fois à négocier avec la Belgique. Quand, sur le refus réitéré de cette dernière, les Allemands comprirent que décidément le passage ne serait jamais livré de gré et devrait être ouvert par force, ils résolurent de sévir avec toute l'énergie farouche dont leur race est capable. Ils déclarèrent sans ambages que la guerre prendrait un caractère cruel. La Belgique allait être durement punie de ce que, étant une nation, elle refusait de se laisser traiter comme une route », p. 172.

Et la victime allait être accusée. Le peuple belge a été incriminé par les Allemands de mille cruautés. « Un des leurs, dit M. Boubée, à qui l'on demandait s'il ne craignait pas le jugement de la postérité, aurait fait, d'après M. Grondijs, cette insolente réponse : « L'histoire de demain? Nous ne la « craignons pas, c'est nous qui la ferons », p. 247. Peut-être une telle entreprise sera-t-elle malaisée. Les Belges ont témoigné qu'ils n'entendent ni se laisser ravir l'honneur ni laisser travestir la vérité. M. Boubée a eu raison de reproduire à la fin de son livre et au seuil de sa conclusion, les principaux passages de la lettre collective adressée par les évêques de Belgique aux évêques d'Allemagne pour demander une enquête contradictoire sur les faits imputés soit

aux Belges soit aux Allemands. La demande n'a pas été accueillie et rien n'est plus significatif que l'embarras éprouvé par l'épiscopat allemand en face de la mise en demeure nette, énergique, courageuse, péremptoire de l'épiscopat belge. « ... Mettez-vous un instant à notre place, chers confrères dans la foi et dans le sacerdoce, disaient les évêques belges. Nous savons que ces accusations impudentes du gouvernement impérial sont, d'un bout à l'autre, des calomnies. Nous le savons et nous le jurons. Or votre gouvernement invoque, pour les justifier, des témoignages qui n'ont subi le contrôle d'aucun examen contradictoire. N'est-il pas de votre devoir, non seulement de charité, mais de stricte justice, de vous éclairer, d'éclairer vos ouailles, et de nous fournir, à nous, l'occasion d'établir juridiquement notre innocence... Cinquante prêtres innocents, des milliers de fidèles innocents furent mis à mort; des centaines d'autres, auxquels des circonstances indépendantes de la volonté de leurs persécuteurs ont conservé la vie, furent mis en danger de mort. Des milliers d'innocents, sans aucun jugement préalable, furent faits prisonniers. Beaucoup d'entre eux subirent des mois de détention, et lorsqu'ils furent relâchés, les interrogatoires les plus minutieux qu'ils avaient subis n'avaient relevé chez eux aucune culpabilité. Ces crimes crient vengeance au ciel. Si, en formulant ces dénonciations, nous calomnions l'armée allemande, ou si l'autorité militaire a eu de justes raisons de commander ou de permettre ces actes que nous appelons criminels, il va de l'honneur et de l'intérêt national de l'Allemagne de nous confondre. Tant que la justice allemande se dérobe, nous gardons le droit et le devoir de dénoncer ce que, en conscience, nous considérons comme gravement attentatoire à la justice et à notre honneur... » C. D.

Pierre Albin. — *La guerre allemande : d'Agadir à Sarajevo (1911-1914).* 1 vol. in-18, 256 p., Félix Alcan.

Ce volume est une revue rapide des événements politiques de trois années qui ont précédé la guerre. L'auteur s'est proposé, par le rapprochement de faits, d'éclairer les origines immédiates de ce sanglant conflit, véritable cataclysme politique, que beaucoup regardaient comme inévitable, et que ceux-là mêmes, cependant, n'abandonnaient pas toute espérance de voir écarter, tellement effroyables leur paraissaient devoir en être les conséquences. Chez ceux qui l'ont déchaîné, ces craintes se faisaient publiquement jour. Le 7 avril 1913, le chancelier de l'Empire allemand, M. de Bethmann-Holweg, disait au Reichstag : « Aucun homme n'est en mesure de se représenter les dimensions de la catastrophe d'une guerre européenne, l'étendue de cette œuvre de misère et de destruction. Toutes les guerres précédentes ne sont que des jeux d'enfants en comparaison. Aucun homme d'Etat n'est assez frivole pour approcher la mèche du baril de poudre. La tendance qu'on pouvait en avoir autrefois a bien diminué aujourd'hui. » Par une singulière ironie, ces sages paroles étaient prononcées dans un discours qui avait pour but de demander au pays un nouvel effort pour l'accroissement des forces militaires, à propos duquel le *Berliner Tageblatt* disait : « Ce que l'on nous demande, ce n'est pas une mesure des temps de paix, c'est tout simplement une mobilisation. » Comme le dit M. A. : « L'année 1913 avait été bonne pour les pangermanistes »; leur propagande pénétrait de plus en plus profondément dans les masses populaires; un formidable courant d'orgueil entraînait dans un mouvement qui allait devenir bientôt irrésistible la population tout entière. Impatiente de réaliser l'hégémonie politique que ses merveilleux progrès matériels depuis quarante ans devaient, pensait-elle, lui donner, la population mettait sa foi dans la force brutale. « Nous sommes un jeune peuple, — écrivait le chancelier à l'historien Lamprecht, quelque six mois après le discours que nous avions cité plus haut, — nous avons trop de foi dans la force. Nous faisons trop peu de cas des moyens plus fins, et nous ne savons pas encore que ce que la force gagne, la force seule n'est jamais capable de le garder. » Dès ce moment, le gouvernement allemand était décidé à imposer sa volonté. Peut-être caressait-il l'espoir, en faisant montre de sa puissance militaire, d'éviter le conflit; en tout cas, il comptait sur elle pour lui assurer un triomphe rapide. M. A. met en

évidence la crainte qu'inspirent à l'Allemagne les transformations de la Russie depuis qu'elle a entrepris de se relever des désastres que lui a causés sa dernière aventure en extrême-orient : « Le germanisme militant, s'il veut assurer son triomphe, devra donc se mesurer avec la Russie, champion du slavisme. Personne n'en doute en Allemagne, du kaiser au plus humble de ses sujets. » Le kaiser rêve sans doute d'une entente avec la France, mais il ne saurait se résoudre pour y arriver au seul geste qui aurait peut-être quelque chance de l'amener : une solution satisfaisante pour elle de la question d'Alsace-Lorraine. Et, « avec la guerre contre la Russie, il doit envisager aussi, sans défaillance, une guerre contre la France ». « Guerre préventive contre la Russie, mais dont la France fera les frais, conclut, M. A., — telle est donc la guerre allemande. L'intervention de l'Angleterre, l'Allemagne, confiante dans les derniers accords relatifs aux colonies portugaises et de la Mésopotamie, ne l'a pas prévue ou l'a prévue à l'expiration d'un délai qui devait lui permettre de s'assurer définitivement l'hégémonie de l'Europe. » A. V.

Général Malleterre. — *De la Marne à l'Yser.* Paris, Chapelot, 1 vol. pet. in-8° de 156 p. avec deux cartes, 1915.

Un livre de M. le général Malleterre n'a besoin ni de publicité ni de commentaires ; il se recommande lui-même par le nom seul de son auteur, qui joint à l'autorité du talent celle de l'héroïsme. Dans cette longue guerre, où les forces morales pourraient paraître destinées à s'user plus vite que les forces matérielles, le pays a sans cesse besoin de ce réconfort puissant qu'est la parole de ceux qui savent. Voilà pourquoi les œuvres d'un de Mun, d'un Barrès font partie intégrante de l'organisation de la victoire. Mais M. le général Malleterre fait plus et mieux que de savoir : il a vu et il a agi ; c'est ce qui donne à ses écrits une valeur double et un rayonnement considérable dans les milieux les plus divers. Ce soldat que la fortune des armes a si cruellement éprouvé dans sa personne consacre encore au pays son inlassable activité. Plein du passé de gloire qu'il a vécu, il a voulu nous redire ces vérités simples et fortes que l'habitude de les connaitre tend à faire oublier et nous rappeler que notre confiance n'est pas un acte de volonté inspiré par un patriotique enthousiasme, mais le résultat nécessaire de toute réflexion un peu profonde sur les événements de septembre 1914. Il nous le dit fort bien dans sa préface : « La prolongation de la guerre avec ses deuils, ses sacrifices, ses angoisses, ramène trop les esprits sur le présent et fait oublier le passé. Or ce passé est garant de l'avenir. La victoire de la Marne domine toujours la situation militaire. » Comment cette bataille mémorable a décidé de l'avenir de la guerre, quelles qu'en soient les vicissitudes passagères, c'est ce que le général Malleterre se propose de nous démontrer dans son nouveau livre : *De la Marne à l'Yser.*

Si le général Malleterre est un confiant, il n'est ni un optimiste béat ni un pamphlétaire haineux. Il fait à notre ennemi la part qu'il doit lui faire. Surpris par l'attaque allemande, nous devions éprouver d'une manière terrible la supériorité momentanée de l'ennemi, qui se manifestait particulièrement sous deux formes : l'existence d'un plan arrêté de longue date, et l'appui d'un matériel également redoutable par sa puissance et par son développement. Il y avait de la part de notre état-major une méconnaissance fondamentale des qualités de l'artillerie lourde et des services qu'elle pouvait rendre même dans la guerre de mouvement. Hypnotisé par la perfection du 75, on ne songeait qu'à sa multiplication et même des meilleurs parmi nos généraux demandaient un canon plus mobile encore, donc plus léger et d'un calibre plus réduit, oubliant que, comme le dit exactement le général Malleterre, « la puissance destructrice de l'artillerie dépend autant, pour ne pas dire plus, du ravitaillement incessant, inépuisable de ses obus, que du calibre de ses canons ». Abusés sur la force allemande, il était naturel que, connaissant cependant le plan ennemi, nous n'y offrions qu'une parade insuffisante. Ce plan était connu depuis plusieurs années déjà ; ce n'était un secret pour personne que l'invasion allemande prendrait le chemin de la Belgique. L'auteur l'écrivait déjà dans la presse en 1913 et il le répétait dans l'enseignement qu'il donnait aux Sciences

Politiques. C'était la manœuvre d'enveloppement des ailes, classique dans la stratégie allemande. On ne peut douter que notre état-major y ait songé, et le général Malleterre en voit la preuve dans la rapidité du transport de nombreuses unités de l'Est au Nord, aux jours tragiques de 1914, transport qui n'a pu s'improviser.

Seulement, pour nous, malgré la lourde menace du Nord, il y avait l'Alsace-Lorraine, la Terre promise, dit le général Malleterre. Chacun admirera ces pages où s'exprime, avec la sobriété qui convient à la plume d'un soldat, l'attraction magique de ces noms : Mulhouse, Colmar, Strasbourg, Metz. La doctrine de notre Ecole de guerre nous disait : Offensive, offensive! l'attaque seule donne la victoire! Erreur sans doute, cette offensive de Lorraine, « mais erreur qui témoigne au moins de notre loyauté et de notre esprit de justice et qui montre que nous ne recherchions dans la lutte nouvelle que la reprise de ce qui nous avait été injustement et violemment enlevé ».

Les tragiques conséquences de ces erreurs sont connues de tous. Ce furent les retraites de Morhange et de Charleroi, l'invasion. L'auteur les résume brièvement pour nous amener à la bataille de la Marne, puisque aussi bien l'intention essentielle de son ouvrage est de nous en montrer l'importance encore actuelle.

Pour celui qui ne s'attache qu'à l'examen des faits matériels et ne tient pas compte des forces morales, la bataille de la Marne défie toute logique; elle a renversé des précisions que l'ennemi croyait certaines, détruit des espérances déjà plus qu'à demi réalisées. Une armée battue depuis quinze jours, harassée par une retraite coupée de combats incessants, rendue plus éreintante encore par la chaleur de cette fin d'août, manquant de matériel et de munitions, ses cadres désorganisés par les pertes, et, d'autre part, un ennemi triomphant, plein de confiance en la puissance décisive de son armement dont il venait de faire l'épreuve, un ennemi matériellement supérieur et qui, dans la logique des choses, aurait dû l'être aussi moralement : telle est la situation le 5 septembre au soir. M. le général Malleterre estime même qu'aucune faute stratégique n'est imputable à von Klück du fait d'avoir infléchi à gauche la marche de son armée sur Paris et qu'une telle manœuvre s'imposait; comment expliquer alors le redressement subit de ces vaincus, l'élan irrésistible qui en six jours rompit la ligne allemande et rejeta l'ennemi? On a mis en avant des facteurs d'ordre très divers, et chacun a eu son action : l'ivresse d'une notable partie de l'armée ennemie; l'établissement incomplet parce que hâtif de ses liaisons avec l'arrière et de ses échelons de ravitaillement, le flottement dans les décisions de chefs étourdis de leur victoire autant que surpris d'une résistance inattendue. Mais aucune de ces explications ne suffit à un si extraordinaire événement, et chacun se voit forcé de reconnaître avec l'auteur que la victoire est due surtout à une réaction de toutes les forces traditionnelles de l'âme française. Dans la vie des peuples comme dans celle des individus, il est des heures où toutes les forces d'énergie se concentrent dans une suprême tension. La France a vécu une de ces heures en septembre 1914. Les énergies de tous se sont manifestées de la façon la plus intense, dans le cerveau des chefs comme dans le cœur des troupes. Oui, ce fut bien « la victoire des forces morales ». On a vaincu parce que l'on voulait vaincre et que chacun savait qu'il fallait vaincre.

M. le général Malleterre nous a dit la conclusion qu'il entendait que l'on tire de son œuvre. Elle s'en dégage nécessairement. Ce que la volonté de vaincre a su faire avec des moyens matériels insuffisants, ne le referait-elle pas maintenant avec l'outillage, l'armement perfectionné dont nous disposons sans cesse plus amplement? Les faits actuels donnent une éclatante approbation à sa doctrine. La bataille de Verdun est, en effet, sous une apparence différente, d'une analogie frappante, avec celle de la Marne. Là encore, l'organisation écrasante de l'adversaire reste sans effet devant la volonté de tenir qui anime toutes les énergies et double tous les courages. Ainsi se réalise actuellement sous nos yeux la prédiction réconfortante du général Malleterre : « Ce que l'énergie nationale a accompli dans un sursaut admirable au mois de septembre 1914, après les revers du début, nous donne la ferme assurance du triomphe final et décisif, quelles que soient les épreuves que nous avons encore à supporter. »

Lieutenant Duhamel.

Joseph-Barthélemy. — *Les institutions politiques de l'Allemagne contemporaine.* Paris, F. Alcan. 1 vol. in-16 de 271 p., 1915.

Voici longtemps qu'on n'avait publié en France un ouvrage aussi substantiel sur les institutions de l'Allemagne, et qui en donne une aussi bonne vue panoramique. Ce livre, de proportions restreintes, dit tout l'essentiel. Il est solidement documenté, et aux bonnes sources. La résolution de l'auteur de ne citer que des œuvres allemandes révèle le scrupule de sa méthode. Il n'a pas reculé, pour mener à bien son œuvre, devant les recherches les plus minutieuses dans le champ énorme des comptes rendus des séances parlementaires. Les citations qu'il tire volontiers des *Stenographische Berichte* du Reischtag en sont la preuve. Le lecteur trouvera, dans ces chapitres bien déduits et nourris de faits, de précieux enseignements sur le régime politique de l'Allemagne contemporaine, et la disposition même de l'ouvrage lui permettra d'en tirer des conclusions aisées.

Cette disposition est originale. M. Barthélemy n'a pas voulu s'enfermer dans le plan classique et forcément banal que les institutions lui offraient pour ainsi dire d'elles-mêmes. En consacrant à chacune d'elles une partie de son œuvre, il pouvait aisément développer sur l'*Empereur*, le *Reichstag*, le *Bundesrat*, les *Etats secondaires* une série de chapitres, à l'ordonnance desquels le critique le plus averti eût malaisément trouvé à dire. Et, sans doute, il eût adopté quelque plan de ce genre s'il avait écrit avant le grand conflit, en face de l'Allemagne de 1913. Mais l'auteur a travaillé en pleine guerre, sous le coup de l'émotion quotidienne, et en sentant grandir chaque jour en lui le désir de faire mieux comprendre à ses lecteurs la différence qui sépare l'Allemagne du monde civilisé. Il a vu ce monde obéir à des lois dont l'étude attentive lui avait fait connaître depuis longtemps les caractères et les principes. Il a recherché en Allemagne des caractères analogues, des principes équivalents : il ne les a pas trouvés. Là-dessus, il a établi son siège, menant tout son développement de ce point de vue unique, d'où il dominait l'ensemble du sujet. Ceci est d'une stratégie habile, et en ce temps de bombardements à outrance, la métaphore est, hélas! trop de saison. Placé en ce point éminent, l'auteur, en effet, plonge constamment dans la position de l'adversaire; il le prend chaque fois en faute; il l'écrase de la supériorité de ses principes. Ses quatre chapitres s'alignent comme quatre batteries formidables, dont le feu roulant pulvérise les défenses opposées : les Allemands ne pratiquent pas la vraie démocratie; leur constitutionnalisme n'est pas sincère; ils ignorent le régime parlementaire; leurs libertés sont de pure apparence. Le lecteur ne peut manquer d'adopter ces conclusions, où chaque chapitre le mène par une étude attentive, pleine de faits et de précisions.

Et ceci n'est pas un mince succès que d'avoir réussi à renouveler de la sorte un sujet classique, où tant d'auteurs avaient foulé les mêmes voies, et d'avoir brossé, pour un public qui commençait à se blaser, un tableau si nouveau, dans le vieux cadre.

Le procédé a ceci d'excellent qu'il met constamment en jeu un des moyens d'investigation les plus sûrs : la comparaison. Partant du connu pour aller vers l'inconnu, il met aux mains de l'observateur un fil conducteur qui ne le laissera jamais dans l'embarras. Mieux que cela : la comparaison, en suscitant d'autres de proche en proche, voilà le lecteur un peu curieux et suffisamment instruit lancé vers la recherche personnelle, et par la bonne voie.

Mais c'est un procédé qui, comme tout autre, ne va pas sans inconvénients. En plaçant le point d'observation hors du sujet, l'auteur s'expose à fausser les perspectives et à déranger les plans. Il peut en venir même à déplacer la question. En voici un exemple : M. Barthélemy fait grief aux Allemands de ne pas pratiquer le régime parlementaire, et il appuie son argumentation des preuves les plus convaincantes. Mais, sur ce point, les Allemands n'objectent rien : *habet confitentes reos.* Les auteurs sont tous d'accord pour honnir le système politique anglais; les gouvernants ne le réprouvent pas moins, et les gouvernés ne semblent guère y tenir. L'adversaire ici, se dérobe, et il me semble que le coup qui lui était destiné frappe dans le vide.

Il eût frappé tout droit et au défaut de l'armure si le procédé, abandonnant

un peu de sa rigidité, au lieu de démontrer l'inexistence en Allemagne du régime parlementaire, avait recherché le rôle actuel de l'opinion dans la politique allemande. C'est une étude qui jette un jour très vif sur les événements de 1914.

Voici une assemblée populaire, le Reichstag qui, en droit et en fait, est tenue étroitement en tutelle. La théorie lui refuse tout point d'appui solide dans l'opinion, en réfutant les principes de la souveraineté nationale et de la séparation des pouvoirs, en discutant la valeur du mandat représentatif, en niant l'individualité du droit de vote, en condamnant en bloc le Parlementarisme. En fait, les restrictions apportées au droit de contrôle de l'Assemblée, la coopération d'un Bundesrat non élu, l'indépendance des ministres, l'archaïsme voulu de la division des circonscriptions électorales achèvent de mettre le Reichstag aussi loin que possible et du peuple et du gouvernement. — Et cependant, au cours des années, cette assemblée grandit, s'affirme, s'enhardit, son attitude change. Elle s'arroge le droit d'interpeller; elle critique les ministres, et au-dessus d'eux l'Empereur lui-même; elle évoque des affaires locales; elle prétend ratifier dorénavant les traités; elle réussit à imposer certaines solutions. N'ayant pas d'attaches avec les hommes du gouvernement, elle ne leur doit rien et, certains jours, le leur fait durement sentir. Telle la séance du 9 novembre 1911 où presque tous les groupes accueillent par des rires ou des ricanements M. de Bethmann-Hollweg et son traité marocain.

Dans un pareil régime, la représentation populaire peut devenir pour le gouvernement une autre cause d'embarras qu'une assemblée parlementaire. N'ayant pas de responsabilité, elle peut compromettre plus légèrement la responsabilité des autres. Elle ne représente pas une opinion organisée, disciplinée, assagie par la pratique du pouvoir. Elle manie une force infiniment plus dangereuse et plus menaçante : l'opinion instable et obscure de la foule à qui l'on a promis et qui attend qu'on tienne. Cette force, dans l'Allemagne de 1913, était formidable. Elle s'agitait depuis longtemps. C'est pour la satisfaire que Guillaume II est parti en guerre. Il y eut entre la position des Hohenzollern en 1914 et celle de leur victime en 1870, Napoléon III, une curieuse analogie qu'on entrevoit déjà et que l'histoire ne manquera pas d'affirmer plus tard. Ces deux régimes d'autorité compliqués de représentation nationale furent condamnés, l'un comme l'autre, aux résolutions fatales pour ressaisir une opinion qui leur échappait. Dans l'un et l'autre pays, l'opinion, pour n'être pas organisée parlementairement, n'en était pas moins importante et était d'autant plus crainte qu'elle n'était point parlementaire.

Pourquoi les Allemands, dotés d'une représentation nationale depuis 1867, ne se sont-ils point élevés au régime politique de forme supérieure qu'est le Parlementarisme? c'est sans doute que leurs gouvernants, comme le montre très bien M. Barthélemy, y ont mis tous les obstacles. C'est surtout parce qu'eux-mêmes ne l'ont pas voulu. Ici, comme ailleurs, la responsabilité des Allemands ne doit pas s'effacer derrière celle de leurs chefs. Et ici encore des Allemands vont nous dire pourquoi :

C'est affaire de particularisme, absence de jugement politique, tendance invétérée à la querelle, esprit court et mesquin incapable d'embrasser un large horizon. Treitschke (*Politik*, II, 349) constate que « contre l'attente générale, le Reichstag représente aujourd'hui les intérêts particuliers, le Bundesrat les intérêts nationaux en Allemagne ». Le prince de Bülow, qui a vu les choses de plus près et plus récemment, en dit plus long encore dans sa *Politique allemande* : « Nous ne sommes pas un peuple politique... L'histoire de notre politique intérieure... mesquine et à courtes vues... est une histoire d'erreurs politiques... L'Allemand n'a pas l'intelligence politique proprement dite »; et il parle constamment de ses compatriotes comme d'un peuple en enfance. Il nous livre encore ce curieux jugement d'un autre ministre allemand, von Miquel : « Les parlements allemands tombent généralement, après un délai assez court, au niveau d'un conseil d'arrondissement qui, en dehors des chamailleries personnelles, ne s'intéresse qu'à des questions locales. Dans nos assemblées parlementaires, un débat se maintient rarement plus d'un jour à un niveau supérieur. »

Ceci, mieux que tout le reste, peut nous expliquer l'apparence des institutions allemandes de nos jours. M. C.

Ch. Cestre. — *L'Angleterre et la Guerre.* Paris, Didier, 1 vol. in-32 de 352 p., 1915.

C'est dans la préface qu'il faut chercher l'idée générale de ce livre : « L'alliance de l'Angleterre et de la France contre l'ambition et la sauvagerie germaniques n'est pas seulement un facteur puissant dans la lutte d'aujourd'hui, c'est un des grands événements de l'histoire universelle. Pour la première fois, deux pays, créateurs de civilisation, s'unissent en une alliance, qui, par delà la défense commune et la mise en commun des ressources matérielles, accomplit la communion des esprits et des cœurs. Cette alliance doit durer, dans l'intérêt de la paix et pour le progrès de la civilisation ». — Quelles sont les origines de cette alliance? Quels en sont les caractères?

Après des siècles de luttes, l'Angleterre et la France, ces « aînées de l'Europe », sont d'accord pour assurer aux nationalités dans le monde la somme de libertés qu'elles garantissent à l'intérieur à chaque citoyen; la guerre qu'elles poursuivent achève à l'extérieur les révolutions grâce auxquelles leur état politique et social s'est transformé.

Aux heures de crise, quand les événements se précipitent avec une si grande rapidité qu'ils excluent la réflexion, les peuples comme les individus se décident par instinct; ils suivent la pente tracée par les milliers de menus incidents de leur vie passée; des appétits insoupçonnés se réveillent, l'égoïsme soigneusement dissimulé s'étale au grand jour, la brutalité de la vraie nature prend le dessus; ou au contraire c'est le désintéressement, l'héroïsme, le dévouement chevaleresque; ainsi la décision prise par l'Angleterre le 4 août 1914 était dictée par plus de trois siècles d'histoire. D'abord, et c'est ce que M. Cestre montre dans son deuxième chapitre, l'Angleterre, depuis 1588, s'est attachée à maintenir l'équilibre européen, qui garantit contre les empiétements d'une grande puissance les droits des petites nationalités; ensuite, malgré des hésitations et des erreurs dont la plus funeste fut de nous abandonner en 1870, elle nous a aidés dans nos efforts pour faire triompher au XIXe siècle le principe des nationalités. Sans doute, l'Angleterre ne serait pas venue si complètement à notre secours dans cette guerre s'il n'y avait eu entre les deux peuples tout un travail de rapprochement préliminaire. M. Cestre refait avec beaucoup de clarté l'historique de l'*Entente cordiale* qui devait aboutir à l'alliance actuelle.

Faite pour maintenir la paix, l'*Entente* détourna plusieurs fois l'orage. S'il éclata enfin, c'est probablement parce que l'Allemagne croyait qu'une menace soudaine de guerre effrayerait l'Angleterre. Peut-être l'Allemagne s'était-elle ménagée chez sa rivale des amitiés qui lui firent défaut à la dernière minute. L'Angleterre obéit à son intérêt : elle se rangea à nos côtés dans la lutte.

La guerre actuelle est plus qu'un conflit entre puissances, c'est la lutte de deux principes. Or, M. Cestre montre l'Angleterre combattant pour la liberté morale depuis l'époque lointaine où les barons arrachèrent au roi Jean la Grande Charte. Tout ce chapitre, c'est le sixième, est un exemple de forte et lumineuse synthèse. Les chapitres suivants opposent l'individualisme anglais et l'étatisme allemand. On lira avec intérêt les pages si fines qui sont consacrées au socialisme allemand, devenu le serviteur de l'autocratie et le complice du militarisme. Vient ensuite ce qui pourrait s'appeler une apologie de l'impérialisme anglais, car c'est une réponse à l'objection si souvent faite dans les publications officieuses de l'Allemagne. L'impérialisme anglais est exclusivement colonial, car l'Angleterre a renoncé à toute conquête en Europe depuis les déboires de la guerre de Cent ans; l'impérialisme anglais s'inspire des principes de liberté et d'humanité : les constitutions dont les Dominions ont été dotés sont là pour le prouver et, si l'on préfère à des documents le témoignage humain, quel plus splendide hommage au génie des fondateurs de l'Empire peut-on imaginer que la présence en France, aux côtés de l'armée anglaise, de divisions canadiennes, en Orient de contingents australiens et néo-Zélandais, dans les colonies allemandes d'Afrique, dont elles activent la conquête, de troupes boërs sous la conduite de généraux naguère encore les ennemis de l'Angleterre?

Dans les derniers chapitres, l'auteur tente une analyse de « l'âme anglaise ». Il la voit dans les mœurs, déterminant la conduite de ce chevalier moderne, le

gentleman et dans la littérature, consacrée tout entière à la prédication du devoir. La conclusion résume l'effort que l'Angleterre a fait depuis la déclaration de guerre. Les chiffres cités sont impressionnants mais qu'est-ce que le travail nécessité par l'entretien d'une marine et d'une armée gigantesques à côté de l'œuvre morale accomplie par les sacrifices et le sang versé en commun? Ici encore il faut citer : « L'amitié de l'Angleterre et de la France est indissoluble parce qu'elle est établie sur l'estime, le respect, la sympathie intellectuelle et morale, et l'enthousiasme pour le même idéal. Cette réconciliation de deux grandes nations par oubli des injures, et justice rendue de part et d'autre à de nobles qualités civilisatrices, est un des événements pleins de promesses qui éclairent l'avenir. L'alliance durera par la modération réciproque des deux nations, par leur loyauté, par leur culte du droit, par leur amour de la paix. »

M. Cestre aurait pu ajouter que l'entente, à défaut de l'alliance, était préparée par une longue tradition qu'aucune guerre n'a jamais tout à fait interrompue. On a souvent cité depuis vingt-deux mois le mot de sir Philip Sidney, « Notre douce ennemie la France »; mais le vieux chroniqueur Walsingham disait déjà des Français et des Anglais qu'ils étaient, en pleine guerre de Cent ans, des « frères, frères ennemis alors, mais frères tout de même [1] ».

On lira avec intérêt le nouveau livre du savant professeur de l'université de Bordeaux; on y retrouvera la fougue et le souffle généreux qu'on admirait dans son ouvrage sur la Révolution française et les poètes anglais.

CH. BASTIDE.

W. Douglas Newton. — *The undying Story.* London, Jarrold, 1 vol. in-8 de 383 p.

Chroniqueur militaire, M. Douglas Newton a raconté semaine après semaine, dans une publication consacrée à la guerre, les fortunes diverses qu'a connues le corps expéditionnaire anglais depuis la bataille de Mons jusqu'à la fin de la bataille de l'Yser. Ce sont ces articles qu'il a réunis en volume. M. Douglas Newton n'a pas la prétention d'écrire une histoire de la guerre. Pareille œuvre, il le sait mieux que personne, est impossible actuellement. Il écrit pour des lecteurs anglais qui s'intéressent au sort de l'armée britannique et il s'efforce de leur donner, avec une idée générale des opérations, un compte rendu détaillé des prouesses des soldats anglais. Ses sources sont, outre les documents officiels, des lettres venues du front, à l'aide desquelles il narre les épisodes secondaires, c'est-à-dire ceux dont le public est le plus friand. Il ne paraît pas toujours avoir eu le temps de contrôler ses informations, car il fait quelquefois des réserves. Il écrit avec vivacité; il sait faire naître l'impression d'horreur que cause la bataille; mais son récit a un défaut capital : comme il suit pas à pas l'armée anglaise, c'est-à-dire une armée encadrée dans une masse dix fois plus nombreuse, et qu'il ne parle de cette masse qu'incidemment, son exposé donne une idée fausse de l'ensemble des opérations. Des cartes accompagnent le texte et permettent de suivre les mouvements de l'armée de sir John French.

CH. BASTIDE.

A. Chuquet. — *Prouesses allemandes.* Paris, Fontemoing, 1 vol. in-16 de 285 p., 1916.

Ce nouveau recueil d'articles, que publie l'éminent historien, ne le cède en rien aux précédents; on y retrouve le même souci d'exactitude dans la documentation, la même ardeur combative dans les récits passionnants des abominables « prouesses allemandes ». Prouesses; le mot est joli et nouveau, appliqué avec ironie à ces gens qui se glorifient, dans une extraordinaire inconscience, des plus odieux méfaits.

On sait que c'est en Belgique que la furie allemande a accompli le plus de

1. « Nempe mos est utrique genti, Angliæ scilicet atque Galliæ, licet sibimet in propiis sint infesti regionibus, in remotis partibus tanquam fratres subvenire, et fidem ad invicem inviolabilem observare. »

« prouesses » et laissera les traces les plus sanglantes; le conquérant a cru que la terreur était le meilleur moyen de gouvernement dans un pays et sur un peuple qu'on prétendait subjuguer : un Américain, A. Powell, a retracé dans un volume *La guerre en Flandre* les impressions profondes qu'un neutre peut éprouver dans le royaume martyr : l'admiration sans réserve qu'on éprouve pour le peuple le plus pacifique du continent, qui se trouve tout à coup dans l'obligation de défendre son indépendance, et le fait avec l'abnégation et l'esprit de sacrifice le plus simple et le plus complet. C'est l'image du carillonneur Jonas, si finement burinée par Sardou dans *Patrie*, qu'on évoque tout naturellement devant tous ces dévouements obscurs.

Avec l'aide d'autres documents, M. A. Chuquet nous dépeint le vainqueur à Warsage, à Aerschot, à Louvain, à Dinant, à Tamines, à Huy, à Termonde, à Gomery, lugubres et glorieuses stations de l'interminable calvaire; du sang partout répandu dans un massacre sauvage et cependant minutieusement prévu et exécuté.

Hélas, les traces du passage des barbares demeureront longtemps dans notre pays, comme en Belgique. L'historien se doit de les marquer dès le premier jour pour les enquêtes futures; M. Chuquet n'y manque pas. Les témoignages qu'il recueille sur les souffrances de Nomény, d'Emberménil de Chanteheux, de Maixe, de Moyen-Vic, de Gerbéviller, de Badonviller, de tant d'autres villages dont il ne reste plus que des pans de mur calcinés, serviront à édifier le monument qu'on élèvera plus tard à la gloire des martyrs, à l'éternelle opprobre des bourreaux. P. R.

Nadra Moutran. — *La Syrie de Demain — France et Syrie; Syrie proprement dite; gouvernement et administration; Religion et races.* Avec trois cartes et un graphique. Plon-Nourrit et Cie, Paris, 1 vol. in-8° écu de 462 p.

L'ouvrage de M. Nadra Moutran sur la Syrie constitue une manière d'encyclopédie. C'est sans doute l'étude la plus complète qu'ait fait naître la guerre sur un des problèmes posés par elle et qu'elle est chargée de résoudre. L'auteur, syrien lui-même, d'une illustre famille de lettrés, ne s'est pas borné à des affirmations de tendances; il a pris son temps et, la prolongation des hostilités le lui ayant permis, il a pu terminer un livre qui emprunte aux circonstances présentes son caractère actuel, mais qui sans elles garderait sa valeur.

En voici l'économie. — Dans une première partie : France et Syrie, M. N. M. réfute les objections de nos compatriotes qui se montrent les adversaires de l'acquisition de son pays par la France. Il esquisse ensuite un tableau de la Syrie proprement dite, généralités géographiques, raccourci de l'histoire du Liban, question des chemins de fer du Hedjaz et de Bagdad, question juive, khalifat, guerre sainte. Une troisième partie, éclairée par ces considérations générales, est consacrée au gouvernement et à l'administration. L'ouvrage se termine par une série de monographies des races, des religions et des nombreuses sectes représentées en Syrie depuis les Wahabites et les Balistes jusqu'aux yazidiés, adorateurs du diable.

Le jour où nous débarquerons à Beyrouth, ce manuel de la question de Syrie sera un guide précieux pour nos administrateurs. Les trois dernières parties deviendront alors les plus utiles. Maintenant, c'est la première qui nous intéresse surtout. M. N. M. y démontre que l'établissement de la France en Syrie est de l'intérêt commun de son pays et du nôtre. La Syrie et le Liban ont besoin d'une tutelle européenne, car leur passé, quoi qu'on en ait dit, ne les a point préparés à une indépendance à laquelle s'opposeront toujours la complexité des races et des religions. Cette tutelle, il appartient à la France de l'exercer. Des traditions anciennes, le souvenir encore vivant des événements de 1860, sa langue parlée dans les bourgades les plus reculées de la montagne ont préparé l'acquiescement des populations à sa venue. Elle ne peut se refuser à ceux qui l'attendent. Sa mission le lui interdit et ses obligations de grande puissance musulmane. M. N. M. l'a très clairement expliqué et il a eu raison d'insister également, pour les esprits un peu terre à terre qui se qualifient de

réalistes, sur les richesses de la Syrie et de la Palestine. Cuivre, houille, phosphate, fer, plomb argentifère, pétrole, bitume seront rémunérateurs dès qu'ils seront l'objet d'une exploitation rationnelle. Une Syrie administrée comme le sont le Maroc et la Tunisie ne coûterait rien au budget de la métropole et servirait sa grandeur.

Certes, on peut différer d'opinions sur les bénéfices que retirerait la France du partage de l'Empire Ottoman. Pour nous, aucune annexion localisée ne remplacera jamais les avantages de la protection quatre fois séculaire qui résultait pour elle du maintien des Capitulations dans le Levant. Mais cette réserve posée, ce serait commettre une erreur de ne pas profiter des circonstances pour liquider définitivement le problème oriental. Dans l'inévitable démembrement la Syrie apparait comme le patrimoine de la France. Aucune combinaison ne saurait de sa part en justifier l'abandon. R. D.

Comte Fr. de Jehay. — *L'invasion du Grand-Duché de Luxembourg en août 1914.* Paris, librairie académique Perrin et Cie, 1 brochure in-16 de VIII-63 pages.

Le comte Fr. van den Steen de Jehay représentait, depuis de longues années, la Belgique près la Cour grand-ducale de Luxembourg quand se produisit le cataclysme. Dans les pages 16 à 22 de sa brochure, il décrit les péripéties de son départ forcé de Luxembourg. Ce départ fut brutal : la force l'imposait, et un double crime — la violation de la neutralité luxembourgeoise et l'invasion de la Belgique — le rendait nécessaire. Mais le diplomate belge n'eut pas à subir les injures et les avanies qui furent prodiguées aux diplomates français accrédités en Allemagne.

Nous avons suivi avec un intérêt spécial les considérations que l'auteur consacre à la conclusion et aux effets du Zollverein qui, du 8 février 1842 jusqu'à la grande guerre, établit entre le Luxembourg et l'Allemagne une redoutable solidarité économique (§ V, p. 37-50). Solidarité politique autant qu'économique qui pesa pendant trois quarts de siècle sur les destinées du petit grand-duché! La commission extraordinaire, chargée en 1841 par le roi grand-duc d'étudier les avantages et les inconvénients de l'union projetée, avait écrit ces lignes prophétiques : « Le Roi se dépouillera d'une partie de son pouvoir souverain... Tous les membres, tous les organes du corps social souffriront, par réaction, d'un tel état de choses. Les sentiments, les usages, les mœurs du peuple en seront affectés, sa nationalité et sa souveraineté ne seront plus qu'une apparence... » (p. 43). Ces craintes étaient justifiées. Le roi grand-duc dut céder et le baron de Blochausen, ministre luxembourgeois, dut, les larmes aux yeux, apostiller l'acte de renoncement parce qu'il fallait unir « d'une manière solide et durable le Luxembourg à l'Allemagne » et soustraire « un des boulevards de l'Allemagne aux influences étrangères ». Aussitôt apparut le danger immense qui naît fatalement de l'union économique d'un peuple faible et d'un peuple fort. Les diplomates du prochain congrès n'auront garde d'oublier ces graves et douloureuses leçons.

Le comte de Jehay condamne l'agression allemande, qui fut sans excuse. Il est plein de tendresse pour la grande-duchesse Marie-Adélaïde dont l'attitude donna lieu à maintes critiques. Il est disposé à rendre justice à Paul Eyschen, l'homme d'État éminent qui vivra éternellement dans la mémoire des Luxembourgeois. Paul Eyschen vécut optimiste et mourut optimiste. « Sa prévoyance, écrit M. de Jehay, a été en défaut ». L'accusation est grave. N'est-elle pas quelque peu excessive? Paul Eyschen avait foi dans le droit et dans la justice; il ignorait l'Allemagne que la guerre nous a fait connaître. Le même péché fut commis par des hommes d'État anglais, russes, français, belges... Qu'aurait pu faire le chef de 250,000 Luxembourgeois s'il avait eu connaissance des desseins allemands? Que serait-il advenu si le Luxembourg avait offensé l'empire allemand? Quelques escadrons de uhlans se seraient installés à Luxembourg, et l'occupation n'aurait provoqué aucune guerre européenne. La souplesse et le silence sont les vertus cardinales des faibles.

L'auteur critique « l'attitude résignée » qu'observa envers l'envahisseur le

gouvernement grand-ducal. « Peut-être, écrit-il, la crainte d'attirer de terribles maux sur leur pays fit-elle que les membres du gouvernement grand-ducal préférèrent « avoir été surpris » que d'avoir eu à répondre à une sommation préalable » (p. 26). Scruter les cœurs et pénétrer des intentions qu'aucun fait n'a extériorisées dépasse nos faibles lumières. De même que le juge, l'historien ne condamne pas sur de simples hypothèses.

Incidemment, M. de Jehay fait grief au gouvernement grand-ducal de n'avoir pas fait sauter les ponts de la Moselle et les ponts de chemin de fer. Grief anodin, en vérité, et qui ne saurait entraîner un verdict impitoyable! Cette résistance « eût prouvé, tout au moins, que le pays s'attachait désespérément à son indépendance ». C'est exact. Maintes fois, au cours de la guerre, les Luxembourgeois ont prouvé leur passion pour l'indépendance. L'Our et la Moselle — les deux rivières qui séparent le grand-duché de l'Allemagne — peuvent être passées à gué. Le comte de Jehay semble oublier parfois que l'invasion se produisit d'une manière soudaine et avant la déclaration de guerre à la France.

Observons une réserve que nous oserions recommander à divers historiens amateurs. Le distingué diplomate jette un regard anxieux sur l'avenir du Luxembourg. S'il est difficile de connaître le passé, l'avenir appartient à Dieu. Tailler des descentes de lit dans la toison du fauve qui n'est pas mort est une tâche qui ne saurait nous séduire. D'aucuns s'y essayèrent et s'y complurent. Le comte de Jehay n'est pas de ceux-là. Il convient de lui savoir gré du récit sobre et fidèle d'événements auxquels il prit une part honorable. G. W.

L'Italie et la guerre, d'après le témoignage de ses hommes d'Etat. Préface de M. Henri Hauvette, professeur de littérature italienne à l'Université de Paris. Paris, Colin, 1 vol. in-16 de XIII-146 p., 1916.

Ce volume renferme le discours de M. Salandra prononcé au Capitole, le 2 juin 1915, celui de M. Tittoni, prononcé à Paris, le 24 juin 1915, ceux de M. Barzilai, Orlando, Sonnino, des 26 septembre, 20 novembre, 1er décembre 1914. On avait lu ces discours à leur date. On sera heureux de pouvoir les relire et conserver. Certaines phrases de M. Salandra sont restées dans les mémoires. — « J'ai le droit de dédaigner les injures écrites dans les proclamations impériales, royales et archiducales. Puisque je parle du haut du Capitole, puisque je représente à cette heure solennelle le peuple et le gouvernement d'Italie, je me sens, moi, modeste bourgeois, de beaucoup plus noble que le chef des Habsbourg de Lorraine. » « Puisque c'est à notre génération que le destin a légué la mission terrible et sublime de traduire en actes l'idéal de la grande Italie dont les héros de l'Indépendance, du Risorgimento, ne purent voir l'accomplissement, acceptons cette mission d'une âme résolue. prêts à donner à la Patrie tout de nous-mêmes, ce que nous sommes et ce que nous possédons. Que tous les drapeaux s'inclinent... » Et tous ces discours sont inspirés du même orgueil d'être Italien : de la même confiance en la victoire.

La plupart en outre nous apportent quelques nouvelles révélations sur les rapports de l'Autriche et de l'Italie pendant les dernières années, et au cours des récentes négociations. Ils complètent utilement le « Livre vert ». Ils seront indispensables à tous ceux qui veulent étudier l'histoire de cette guerre.

S. P.

Gabriel Maugain, professeur à l'Université de Grenoble. — *L'opinion italienne et l'intervention de l'Italie dans la guerre actuelle*, Paris, Édouard Champion, 1 broch. in-8° de 105 p., 1916.

Cette brochure avait déjà paru, en article, dans les *Annales de l'Université de Grenoble*, t. XXVII, n° 3, 1915. A l'aide d'une masse de documents, extraits de discours, articles de journaux et de revues, M. G. M. étudie les courants de l'opinion italienne d'août 1914 à mai 1915. Il fait le dénombrement des partis, nous montre les raisons d'agir ou de ne pas agir, des interventionnistes et des neutralistes. Il a rassemblé un immense dossier : il le dépouille devant nous.

Puis il conclut. La neutralité avait satisfait d'abord la plupart des Italiens. Mais, dès la fin d'août, beaucoup jugèrent qu'elle ne suffisait pas à protéger l'Italie dans le présent et dans l'avenir. L'Italie compta alors deux grands partis : l'un irrévocablement hostile à toute intervention; l'autre composé de deux groupes, le premier décidé à faire entrer le pays en scène le plus tôt possible, le second disposé à attendre et à négocier. Avec le temps et dès le mois de septembre, le nombre de ceux qu'on appelait neutralistes absolus ne cessa de diminuer, tandis qu'augmentait celui des interventionnistes résolus et aussi celui des neutralistes conditionnels. Pourquoi les interventionnistes finirent-ils par l'emporter sur les neutralistes conditionnels, qui longtemps encore étaient disposés à négocier et auraient peut-être fini par accepter les offres de l'Autriche? M. G. M. le reconnaît : parce que M. Salandra a voulu l'intervention. « On ne saurait trop le répéter, dit-il. Certes quand M. de Bethmann faisait remonter à ce ministère toute la responsabilité de la guerre entre l'Autriche et l'Italie, il méconnaissait une grande partie de la vérité : les Italiens avaient pu, durant huit mois, réfléchir à la portée du conflit et peser mûrement le pour et le contre. Mais, ce qui reste vrai, c'est qu'une heure sonna, où les forces des neutralistes et des interventionnistes semblaient s'équilibrer. C'est alors que le ministère Salandra fit pencher la balance de notre côté. » Que serait-il arrivé si M. Salandra appuyé par le roi avait combattu les interventionnistes au lieu de les protéger. La Révolution? la République? Sans doute pas davantage qu'en Grèce ou en Roumanie, où malgré les assauts des interventionnistes, les neutralistes continuent depuis de longs mois à gouverner. S. P.

Émile Ollivier. — *Philosophie d'une guerre (1870)*. Paris, Flammarion, 1 vol. in-16 de 852 pages, 1911.

Ce titre suggestif et ce livre, synthèse rapide et histoire douloureuse de négociations diplomatiques et politiques, attire de nouveau l'attention au moment où le plus gigantesque conflit ensanglante le monde.

Sans nous faire échapper à l'obsession de nos anxiétés présentes, sans les apaiser, il y ajoute l'utile exposé de nombreuses considérations et conclusions, certes, pour beaucoup controversables, mais toutes empreintes d'une très grande élévation, d'une véritable majesté : « Que ne puis-je remettre, déclare l'auteur, dans des paroles maintenant froides, mortes, la flamme qui les font tomber comme des tisons embrasés dans l'auditoire frémissant. »

Et ainsi, en quelques pages, nous suivons l'historique du guet-apens Hohenzollern, les négociations depuis le 6 juillet 1870 jusqu'au tragique incident de la dépêche d'Ems et du « soufflet de Bismarck » avec un chapitre de conclusion générale, tout cela constituant la plaidoirie la plus passionnée d'une cause et d'un homme : l'auteur.

Le motif initial de la guerre se trouve dans les événements de 1866 : « C'est dans cette année mauvaise qu'est né le péril suprême de la France et de l'Empire. Si l'année 1870 est l'année terrible, l'année 1866 est l'année fatale. »

Toutes les infortunes de Napoléon III proviennent, en outre, de son « infidélité au principe des nationalités ». En effet, il laissa annexer les duchés danois, les villes libres, Francfort, la Hesse, Darmstadt, bien que la volonté formelle des populations fût de conserver l'autonomie, tout cela dans l'espérance coupable d'un salaire de la part de ceux qui violaient la justice à coups d'épée.

Ayant ainsi favorisé, sans profit, le principe de la conquête injuste, abandonnant sans prévoyance celui des nationalités, ce ne fut de sa part, de 1867 à 1870, qu'incohérence, indécision, rancune et dépit.

Une seule attitude s'imposait, l'unité politique allemande étant faite, de même que l'unité économique par le renouvellement du Zollverein : « enlever à Bismarck tout prétexte de nous chercher querelle et de rendre belliqueux un roi qui ne l'était pas ».

Il semble, vraiment, en lisant tous les développements de M. Ollivier, qu'une pareille politique si souhaitable pour lui était une chimère à poursuivre quand on songe à toutes les « fourberies audacieuses » du grand ennemi qui pour

créer l'unité de sa patrie avait le plus pressant besoin de faire éclater la guerre. Et l'auteur ajoute quelque part : « le guet-apens avait été merveilleusement organisé; aucun de nos agents ne l'ayant deviné, il nous réveillait en sursaut en pleine action pacifique. »

La leçon au cours de l'année 1914, allait être mieux comprise et notre Livre Jaune de cette époque avec son chapitre « Avertissements » nous a prouvé qu'à Vienne et à Berlin nos ambassadeurs avaient beaucoup appris, très peu oublié et constamment prévenu.

De même devait-il en être pour l'Angleterre. Celle-ci, en 1870, aurait pu exercer une influence décisive. D'un mot elle arrêtait la guerre en disant : une règle internationale créée par nous en Belgique et subie par nous en Grèce a interdit à toute puissance de placer un de ses membres sur un trône étranger sans un accord européen préalable. Nous croyons qu'il y a lieu dans les circonstances qui menacent la paix du monde de réunir une conférence pour examiner la valeur de cette règle et apprécier l'application qu'il convient d'en faire à la candidature posée en Espagne.

Quarante-quatre ans plus tard un projet de conférence destiné à maintenir cette même paix était de nouveau brutalement repoussé par l'Allemagne. Et une même règle internationale de neutralité reconnue par toute l'Europe était également violée par l'envahissement et par le sac de la malheureuse Belgique.

Mais, cette fois, l'Angleterre avait compris son rôle dans toute son étendue, avec toutes ses responsabilités. Sans hésiter elle entrait dans la lutte.

En 1870, affirme Émile Olivier, nos chances de victoire étaient considérables. Si notre magnifique armée déçut notre attente c'est « qu'elle avait passé du commandement d'un chef qui avait la pierre à la vessie, dans celui d'un autre qui l'avait au cœur. » D'où atermoiements, indécisions, manque de direction.

Qui oserait dire que les temps, aujourd'hui, ne sont pas changés et que l'indomptable et héroïque volonté de nos chefs ayant fait complète abstraction de leurs ambitions ou de leurs haines, ne se concentre pas dans l'unique objet du salut de la patrie et du triomphe de la justice? H. DE MONTARDY.

Ch. Hennebois. — *Journal d'un grand blessé. Aux mains de l'Allemagne.* Paris, Plon, 1 vol. in-16 de 301 pages, 1916.

Ce livre « dédié comme un témoignage de foi dans notre victoire française » est profondément instructif et émouvant. Parlant peu des opérations militaires, il contient le témoignage au jour le jour d'un vaincu, d'un blessé, d'un prisonnier, qui a vécu les heures les plus douloureuses dans le drame suprême qui se jouait d'un bout à l'autre de la frontière en feu et qui a lutté sans relâche entre les puissances de vie pas encore brisées et la mort sournoise rôdant de toute part. Engagé volontaire pour la durée de la guerre M. Hennebois fut dès les premiers jours blessé devant Saint-Mihiel, puis évacué à Montigny-les-Metz, à San-Klemens, à Offenburg in Baden. Admis comme grand blessé, il reprit le chemin de la France par la Suisse et ce fut « le merveilleux retour ».

Amputé de la jambe droite, ayant vu « à quelques mètres les Allemands achevant les blessés de la veille à coups de crosse de fusil ou bien à coups de baïonnettes, puis les dévalisant » il a subi les plus atroces douleurs physiques et morales. « Là nous avons gémi, là nous avons souffert, notre cœur s'est mûri, haussé vers le devoir. »

Dans le plus minutieux détail, jour par jour, toutes ces impressions pleines de franchise et de perspicacité nous sont contées. Elles constituent un angoissant mémoire, le plus précieux témoignage de ce que nos malheureux compatriotes ont souffert là-bas dans les camps ou dans les hôpitaux de l'ennemi.

De ces sacrifices de chaque heure, obscurs, sanglants, douloureux, combien, ainsi que l'auteur, en sont sortis plus grands, plus admirables, et combien dignes d'être entendus et compris.

Formé par l'expérience, par tant d'angoisses, M. Hennebois en manière de conclusion nous avertit qu'il tient pour durable vérité que rêver le bonheur des hommes et renverser les frontières n'est qu'un rêve impuissant : « Nous n'avons ainsi fait le bonheur de personne; la France a failli en mourir. »

La voix des envahis et des blessés se tairait-elle dans la victoire complète qu'il ne faudrait point encore être rassuré. Tous les avantages qu'on peut nous donner n'aboliront point ce fait grave : la cohésion puissante de la race germanique, cohésion pour le mal, pour l'emprise brutale sur les races qui l'environnent.

Que tous les efforts se tendent, que la lutte continue donc après la guerre, et plus de peuples vivant dans une Paix européenne où l'Allemagne veillerait « debout » près du Sépulcre où dorment ses victimes.

H. DE MONTARDY.

Victor Goedorp. — *La guerre de tranchées il y a soixante ans.* 1 vol. in-8°, Paris, Dorbon aîné, avec une préface du général de Lacroix.

Sous ce titre, M. Victor Goedorp, secrétaire de la rédaction du *Temps*, publie un intéressant recueil de lettres du sous-lieutenant de zouaves Goedorp, blessé mortellement devant Sébastopol, le 23 août 1855. « Ces lettres datent de la guerre de Crimée ; on les croirait d'aujourd'hui », dit le général de Lacroix dans la belle préface qu'il leur a consacrée. C'est ce qui en fait le grand intérêt.

« Nous allons à la tranchée monter la garde et travailler, écrit le jeune sous-lieutenant Goedorp. Nous nous décimons à ce métier-là. Le régiment est monté la première fois aux attaques de Malakoff avec 1 900 baïonnettes. Aujourd'hui c'est à peine si nous en avons 1 200. Voilà, en un mois, 700 hommes tués, blessés ou exténués de fatigue... Tué derrière une tranchée, quelle belle destinée !... Là on voit ce que je n'avais pas encore vu : des balles tirées à 200 mètres, de la mitraille, des shrapnells, des paquets de grenade... Décidément, ils nous dament le pion, et beaucoup trop, comme remueurs de terre... Le génie et l'artillerie déclarent qu'il faut investir la ville pour s'en rendre maître,... de manière à réduire cette forteresse redoutable devant laquelle nous sommes et qui le sera toujours puisqu'elle n'est pas cernée et qu'elle sera toujours ravitaillée... Quand elle ne sera plus qu'un monceau de ruines, nous monterons à l'assaut. »

« Toute la journée, écrit-il encore, Je me suis amusé à rire en voyant les obus de notre batterie détruire les pièces et les embuscades russes. On voyait sauter les hommes, coupés en deux. On se réjouissait du bon effet des projectiles. Que la guerre rend canaille et cruel ! Pour moi, cela me fait un peu frémir, mais, à ma prochaine garde, cela ne me fera plus rien. Je suis ici à une étrange école sous le rapport de la sensibilité... J'entends l'infernale musique, c'est d'une belle horreur, je suis très content... Il fallait camper dans un pied de boue... Au moment où l'on est venu nous relever, il est passé une grêle de boulets, mais je vous assure que je n'ai pas sourcillé un seul instant. Je les ai bien regardés et quand j'ai été tout à fait sûr qu'ils étaient pointés trop à droite, je me suis mis à jobarder les artilleurs russes... Je porte toujours mes talismans et, avec cela, je me crois invulnérable. Partagez ma confiance. » P. B.

D. Bellet. — *Mentalité teutonne. Jugés par eux-mêmes* ! Paris, librairie du Recueil Sirey, 1 vol. in-16 de 260 p., 1916.

M. Bellet, dont on connaît la riche information et l'infatigable labeur d'écrivain, a fait trêve un instant à ses études économiques pour considérer l'aspect psychologique du conflit actuel. Il a réuni un recueil de jugements portés, sur eux-mêmes, par nos ennemis. Sa recherche s'est étendue loin à travers les temps, et elle nous révèle des appréciations curieuses et des mots définitifs. Les publicistes trouveront là un ample approvisionnement de munitions pour leurs articles, et le simple lecteur y affermira l'opinion que deux années de guerre, avec les incidents et les spectacles que l'on sait, lui ont déja donnée de l'Allemand. Ce recueil eût toutefois beaucoup gagné si une méthode plus rigoureuse avait présidé à sa composition. L'indication précise des sources, par auteur, titre et page, au lieu du renvoi pur et simple à l'Appendice, serait une amélioration indispensable pour une autre édition. Les opinions citées prendraient encore une autre valeur si des citations d'auteurs français, mêlées aux jugements allemands, ne troublaient pas l'esprit du lecteur et ne faisaient un

peu mentir le titre. Enfin toutes les opinions recueillies sont loin d'avoir la même portée.

Signalons quelques-uns de ces jugements, recueillis au chapitre de la *Vanité*. Car l'auteur a groupé ses *excerpta* sous des titres qui, à eux seuls, sont déjà bien significatifs : *Esprit de rapine et gloutonnerie*, *Bestialité et violence*, *Cynisme et rusticité*, etc. : Fichte t : « La vie créatrice dont l'humanité a besoin, il faut la chercher dans la race germanique; c'est la race par excellence; elle a une mission. » — L'historien Giesebrech dit : « L'Allemagne a un droit de domination; elle est une nation d'élite. » — Un géographe, A. Daniel, dit : « L'Allemagne, c'est la page du milieu. C'est l'Allemagne qui est destinée à relier les membres épars de l'Europe et à en assurer l'unité. L'Allemagne est le cœur de l'Europe, qui est elle-même le cœur du monde; son génie est universel. » — L'économiste Lujo Brentano dit : « Quand nous serons vainqueurs, les autres peuples accepteront d'autant plus facilement notre victoire que nous montrerons mieux que nous avons conscience de nos devoirs de chefs. Il faut que les autres nations comprennent que, sous notre direction, le progrès de la civilisation est en bonnes mains. » — Schelling a dit : « Les Allemands sont le peuple des peuples. » — Schlegel a dit : « C'est à nous, Allemands, qu'il appartient d'accélérer la grande évolution qui se fait dans le monde et d'instaurer le royaume visible de Dieu. » — Friedrich Lange dit : « Le peuple allemand est l'élu de Dieu. » — Friedrich Naumann dit : « La race allemande, race supérieure, doit devenir la race maîtresse dans le monde. »

Ce ne sont là que quelques spécimens des joyaux que M. Bellet a rassemblés dans sa collection.

Henry Wickham Steed. — *L'effort anglais.* Paris, A. Colin, 1 broch. in-16 de 40 p., 1916.

M. H. W. Steed est déjà bien connu du public français par une excellente brochure qu'il publia l'année dernière sur *L'Angleterre et la Guerre*, et par son livre sur la *Monarchie des Habsbourg*, une des meilleures études qu'on ait consacrées à ce sujet. Depuis le début de la guerre, M. Steed semble s'être donné pour mission d'expliquer à l'opinion française l'attitude des Anglais, ses compatriotes. Tout le désigne pour cette tâche : la connaissance qu'il a du caractère et des mœurs politiques de ses concitoyens, le recul que lui donne un long séjour à l'étranger, enfin l'intimité qu'il a de notre esprit français.

Dans la présente brochure, il nous donne un tableau saisissant de l'*effort anglais*. Il ne cherche pas ses effets dans de longs exposés de chiffres, qu'une censure vigilante eût sans doute fortement élagués, mais dans les tons en demi-teinte et dans le trait subtil de l'analyse psychologique. Il cite des faits curieux, révèle des attitudes significatives. Ce qu'il dit de l'attitude du gouvernement anglais, avant la guerre, est peut-être sévère (p. 21). Ce qu'il révèle de sa politique électorale est piquant (p. 33). La haine que l'Anglais a conçue de l'Allemand est, paraît-il, très vive : « Les femmes ont la haine, la « détestation » des êtres immondes qui ont commis les horreurs que nous connaissons, et s'il y avait, s'il pouvait y avoir le moindre doute sur la ténacité de l'Angleterre, l'attitude des femmes suffirait à rassurer les alliés. »

L'auteur décrit ainsi l'évolution de l'Angleterre : « Depuis le commencement de la guerre, cette vieille Angleterre, où l'esprit individualiste et la nette séparation des classes n'avaient été tempérés par aucun événement comparable à la Révolution française, s'est complètement transformée. Toutes les classes se sont rencontrées dans les tranchées. L'aristocrate a découvert le gentilhomme dans l'ouvrier. Les gens de la classe moyenne ont trouvé que les ouvriers étaient bien plus braves qu'ils ne le croyaient; et les ouvriers, qui, de leur côté, avaient aussi des préjugés, ont trouvé que même les lords avaient du bon. Tous ont versé leur sang ensemble, et lorsqu'ils reviendront, la paix faite, en Angleterre, la vie politique et même la vie privée auront une autre valeur. »

L'auteur termine sur un ton qui étonnera beaucoup ses lecteurs français : il craint, de la part de l'Angleterre, au moment des négociations de paix, quelque défaillance, trop de goût pour le compromis : « ... malgré toutes ses fortes

qualités morales, malgré l'excellence de son cœur, l'Angleterre a souvent manqué d'intelligence politique et elle peut en manquer encore. Voilà pourquoi je voudrais, moi Anglais, faire appel à nos amis de France. Votre intelligence politique est supérieure à la nôtre. Nous avons peut-être un plus fort instinct mondial que vous; mais vous nous êtes supérieurs pour le sens continental, c'est-à-dire européen... Veillez sur nous et sur la cause des alliés, afin qu'elle ne soit compromise par aucune faiblesse. »

Jules Destrées. — *L'effort britannique. Contribution de l'Angleterre à la guerre européenne. Août 1914-février 1916.* Bruxelles et Paris, G. Van Œst, 1 vol. in-16 de XII-277 p., 1916.

M. J. Destrées est membre de la Chambre des représentants de Belgique. Il a passé récemment plusieurs mois en Italie, « soucieux, dit-il, d'y faire connaître la véritable situation de la Belgique dans la guerre européenne, et mêlé aux agitations qui ont conduit l'Italie à participer au grand conflit. C'est ainsi, poursuit-il, que j'ai pu constater que le prodigieux effort de l'Angleterre n'était pas suffisamment connu chez nos amis italiens et que j'ai été amené à le leur présenter, dans le désir de leur procurer de nouvelles raisons de confiance et d'espoir. » De cet effort sortit un petit livre, *Ciò che hanno fatto gli Inglesi*, publié à Milan et dont le présent volume est la version française.

On y trouvera, sur l'activité diplomatique, militaire, navale, financière et industrielle de l'Angleterre des précisions d'un réel intérêt. Un jugement, en quelques lignes, de sir Ed. Grey (p. 24) semble une bonne esquisse. Les paroles prononcées par lui, le 22 mars 1915, à la Salle Bechstein, à Londres, et citées p. 40-41, résument à merveille les négociations qui ont précédé la guerre et donnent l'idée la plus précise des dispositions du cabinet de Saint-James :

« Des centaines de millions de livres sterling ont été dépensés, des centaines de milliers de vies ont été sacrifiées, et des millions d'êtres ont été blessés ou mutilés, en Europe, dans ces derniers mois. Tous ces malheurs eussent pu être évités si l'on avait eu simplement recours à une conférence ou à une discussion commune entre les Puissances européennes intéressées, conférence qui eût pu avoir lieu à Londres ou à la Haye, ou bien là où et sous la forme que l'Allemagne eût désiré. Il eût été beaucoup plus facile de régler par une conférence la dispute entre l'Autriche et la Serbie, — dispute dont l'Allemagne fit l'occasion de cette guerre, — qu'il ne fut facile, il y a deux ans, d'amener à une heureuse conclusion la crise balkanique. L'Allemagne savait, par l'expérience que lui avait donnée la conférence de Londres, laquelle avait réglé la question des Balkans, qu'elle pouvait compter sur nos dispositions amicales, pour arriver à la paix, dans n'importe quel concert ou n'importe quelle conférence des Puissances.

Nous n'avions cherché aucun triomphe diplomatique dans la conférence au sujet des Balkans. Nous n'avions cherché à ourdir aucune intrigue. Nous avions poursuivi d'une façon impartiale et honorable notre but, qui était la paix. — Nous étions prêts, en juillet dernier, à faire de même. *Dans ces dernières années, nous avions donné à l'Allemagne toutes les assurances possibles que toute agression contre elle ne recevrait aucun appui de notre part. Il n'y avait qu'une chose que nous lui eussions refusée : la promesse sans conditions que l'Angleterre resterait passive, quelque agressive que l'Allemagne pût être avec ses voisins.* En juillet dernier, la France..., l'Italie..., la Russie étaient prêtes à accepter une conférence... L'Allemagne refusa toutes les propositions qu'on lui faisait de régler cette question de cette façon, et c'est sur elle que retombe maintenant et que doit retomber à jamais la responsabilité écrasante d'avoir plongé l'Europe dans cette guerre... »

S'adressant à des Italiens, l'auteur a eu l'adresse de leur citer des paroles de Cavour, qui « s'appliquent de façon saisissante à la situation d'aujourd'hui ». En février 1855, le grand ministre disait au Parlement subalpin : « Quant aux désastres de l'armée anglaise, je crois que ce ne peut être un motif pour douter de l'issue finale de l'entreprise, pour douter que l'Angleterre puisse et veuille faire des efforts égaux ou supérieurs à ceux de ses alliés. Dans toutes les guerres

où l'Angleterre est entrée, elle a eu le dessous dans les commencements; elle a commencé avec des moyens inférieurs à ses ressources réelles; mais les désastres, les défaites, loin d'abattre sa confiance, n'ont jamais manqué de l'encourager à de nouveaux efforts... Il en a été ainsi dans la grande guerre de la Révolution française... La même chose leur est plusieurs fois arrivée dans les Indes... »

A noter encore (p. 76, en note) les paroles prononcées au sujet de la force navale britannique, par lord Balfour, premier lord de l'Amirauté, aux Communes, en janvier 1916 : « *La nouvelle flotte construite par nous depuis la guerre est équivalente à la flotte allemande tout entière.* »

Abbé **Augustin Aubry,** prêtre du diocèse de Beauvais. — *Ma captivité en Allemagne.* Lettre-préface de Mgr Baudrillart, 6e édition, Paris, Perrin, 1 vol. in-16 de 166 pages, 1916.

Ce livre, écrit par une victime de nos barbares ennemis ayant échappé à leurs traitements, est un très précieux témoignage. « Des faits relatés, ici, il n'est pas un dont je ne puisse affirmer l'authenticité absolue. » Ainsi, s'exprime dès le début l'auteur. Il commence ses récits par l'entrée des hordes allemandes dans son modeste village et les continue par celui de l'incendie du presbytère, n'ayant pu sauver que son chapelet, son bréviaire et une mauvaise couverture de voyage. Les arrestations s'effectuent en masse. Ce prêtre et plusieurs notables demeurent alignés contre un mur pendant trois quarts d'heure sous la menace d'être fusillés pendant que le pillage se déchaîne avec méthode. Suit le bombardement. Chacun vit dans les caves, glanant autour des marmites allemandes quelques maigres morceaux. Alors s'organise le départ des prisonniers de guerre. Quatre jours et quatre nuits de voyage sans sommeil possible, sans autre nourriture que les fonds de gamelle des soldats, les croûtes qu'on jetait à ces malheureux comme à des chiens.

Tous les âges, toutes les classes se trouvaient représentées dans le camp de Niederzwerein. On entassait sous la tente des enfants de treize ans et des hommes de soixante-quinze ans, des centaines de jeunes gens de quinze à vingt ans, tous ces infortunés épuisés de besoin et de misère.

« Des hommes d'âge ont été sous mes yeux violemment giflés pour n'avoir pas ôté la casquette par oubli. Ils rentraient dans la salle, les poings serrés et pleurant de rage. »

Au château de Hassenberg, à celui de Celle, dans la forteresse de Rastadt, tout ce qui s'y passe est conté avec simplicité et le plus grand souci de la précision.

Singulièrement instructive et probante demeure la juste déposition de ce modeste curé de campagne qui, au milieu d'une magnifique résignation et du plus bel exemple, laisse pourtant échapper ce cri : « Ah! les Allemands ne savent pas quelle réserve de haine trop justifiée ils accumulent dans le cœur des Français. »

C'est la conclusion lumineuse qui se dégage de ce livre de vérité et de bonne foi. H. M.

Baron Henry Bro de Comères. — *Mémoires du général Bro (1796-1844).* Paris, Plon, 1 vol. in-8 de 304 pages, 1914.

Fils d'un notaire parisien, le général Bro fut un de ces admirables volontaires qui, pendant l'Épopée impériale, portèrent si haut les gloires des armes françaises. Nous le trouvons sur tous les champs de bataille où la France républicaine et impériale lutta contre les coalitions. Mis en non-activité à la Restauration, Bro reprit du service sous la monarchie de Juillet et mourut à Lille, le 8 décembre 1844.

En réunissant et en publiant ces mémoires, rédigés d'un style sobre et familier, avec un évident et constant souci de la vérité, le baron Henry Bro de Comères, petit-fils du général, a fait à la fois une œuvre de haute piété filiale et une œuvre patriotique. Comme le général Marbot, qui fut son ami, le général Bro intéresse autant qu'il instruit. Maintes fois, en lisant ses narrations fidèles et

sans apprêts, notre pensée se transporta vers les écrits des hobereaux allemands qui déjà ont fait connaître leurs campagnes de 1916 et 1915, les excès de leur soldatesque, le caractère stupide de leurs communes ambitions.

Bro et ses collègues des âges héroïques servaient leur pays et accomplissaient leur devoir; l'officier teuton du xxe siècle aime la guerre parce que l'horreur le séduit et que le butin lui plaît. Comparez plutôt les lettres charmantes que Bro adresse à sa jeune femme, Laure de Comères, aux épîtres barbares qu'écrivent aux officiers de Guillaume II leurs douces épouses! Rien ne rapproche notre mentalité française des mœurs nées de la kultur.

La basse veulerie de la population et des soldats prussiens d'autrefois contraste avec l'héroïsme simple et absolu des hommes que les armées de la Prusse contemporaine ont rencontrés devant eux. Nous connaissons les récits authentiques des horreurs commises dans les pays momentanément conquis par les hordes de philosophes et de penseurs. On ignorait, au début du dernier siècle, ce mot abominable : « c'est la guerre ». C'est pourquoi, sans doute, les peuples subjugués s'inclinèrent sans trop de déplaisir devant le géant corse.

En scrutant les faits relatés dans les mémoires du général Bro, nous comprenons mieux pourquoi, suivant les armées, la civilisation française jeta de si profondes racines dans les régions exotiques de l'empire napoléonien. *Oderint dum metuant* : le Teuton sème la haine et récolte la crainte. Le Français des grandes guerres de l'Empire voulait être aimé et était aimé. Déjà la civilisation n'était pas synonyme de kultur.

Incidemment, le général Bro fournit des indications suggestives sur les mœurs allemandes, les cabarets de joie, les « nymphes de la Sprée ». Dans ses discours à la Nation allemande, Fichte faisait le panégyrique de la vertu allemande. Les amateurs de curiosités historiques se délecteront aux anecdotes que l'ancien aide de camp d'Augereau insère négligemment dans son récit. Pauline Borghèse, Lafayette, Murat, Berthier, Soult, Ney, Thiers, Bérenger, Horace Vernet... : ces noms et bien d'autres, non moins illustres, viennent et reviennent sous sa plume. La petite histoire, opportunément, explique et commente la grande histoire.

Le baron Henry Bro de Comères a publié les mémoires de son grand-père à la veille de la guerre des Nations. Le moment était bien choisi. Les héros d'aujourd'hui n'ont rien à apprendre des grands ancêtres qu'ils continuent. Mais les beaux exemples de ceux-ci expliquent les hauts faits de ceux-là et, méditant les uns et les autres, ceux de l'arrière rempliront aisément leur devoir : tenir, tenir jusqu'à ce que la victoire ait rallié, pour ne les quitter jamais, les camps du Droit. G. W.

Henri Hauser. — *Les méthodes allemandes d'expansion économique.* Paris, Armand Colin, 1 vol. in-12.

Il semble vraiment — chose assez singulière de prime abord — qu'un des premiers résultats de la guerre aura été de révéler à beaucoup de français ce qu'était l'Allemagne du temps de paix. Son développement industriel et commercial, par exemple, était assurément connu de tous. Mais quant aux moyens employés pour assurer ce développement rapide et prodigieux, le grand public ne s'en préoccupait guère, ni même malheureusement maints commerçants ou industriels. Quelques spécialistes particulièrement documentés s'efforçaient bien de secouer pareille indifférence : on lisait leurs travaux avec intérêt, on applaudissait à leurs conférences, puis chacun retournait à ses affaires sans consentir à tirer, des indications fournies, les conclusions pratiques qu'elles comportaient. Survint le conflit armé. Chacun comprit aussitôt que parmi ses causes profondes il en était de purement économiques. Sa prolongation même et les ruines qu'il accumulait, obligèrent en outre à songer sans délai aux moyens qui permettraient, une fois la paix rétablie, de sauvegarder et de reconstituer notre industrie et notre commerce très durement éprouvés par les hostilités. Il apparaissait maintenant indispensable de protéger nos champs d'action anciens, voire de trouver des champs nouveaux, en se préparant à lutter mieux qu'on ne l'avait fait encore contre la concurrence germanique. De

là le désir de bien connaître les pratiques qui avaient permis à cette concurrence de s'affirmer si victorieusement, — et c'est pourquoi, sans doute, alors que le canon tonne encore sur tous les fronts d'Europe et d'Asie, on voit paraître autant de travaux sur les méthodes d'expansion commerciale d'outre-Rhin que d'études de critiques militaires.

Parmi ces nombreuses publications consacrées à l'Allemagne économique d'avant la guerre, le volume de M. Hauser mérite une mention très spéciale. Son auteur déclare l'avoir rédigé avec hâte. La chose est certaine puisqu'il s'agit d'un écrit de circonstance, mais, et c'est là l'essentiel, les traces de cette hâte ne s'aperçoivent nulle part, car d'un bout à l'autre du livre on voit les diverses parties d'un plan rigoureusement logique et complet se dérouler sans à-coups, dans une forme toujours châtiée.

Après avoir indiqué comment l'Allemagne organisa systématiquement la surproduction pour en arriver à devoir, coûte que coûte, étendre sans relâche son expansion, M. Hauser étudie d'abord les principaux facteurs mis en œuvre pour assurer celle-ci. Il étudie ainsi le rôle des banques, celui des associations ou cartels, et le développement des moyens de transports, — le tout étant bien entendu, soigneusement stimulé, contrôlé ou dirigé par l'État. Il montre ensuite les diverses organisations à l'œuvre dans la conquête des débouchés, en précisant notamment comment de minutieuses études préalables permettaient de poursuivre fructueusement, sur les terrains choisis, la pénétration commerciale ou la pénétration industrielle. Ce faisant, il ne se borne d'ailleurs pas à décrire. Précisément parce que son travail est inspiré des circonstances, il entend lui donner une portée immédiatement pratique. Des faits observés, il tire donc des enseignements et, encore que sous une forme parfois très discrète, formule des conseils dont la plupart sont excellents.

J'ai, pour ma part, entendu dernièrement un grand commerçant français qui entretenait avec l'étranger des relations très importantes, déclarer qu'à la suite des révélations de la guerre, il souhaiterait fermer sa maison pendant un an ou dix-huit mois pour réorganiser ses services à l'allemande. Ainsi se manifeste chez plus d'un de nos compatriotes, un état d'esprit plutôt singulier. Tandis que nous sommes en train de vaincre nos adversaires sur le terrain militaire, où ils passaient pour les maîtres suprêmes, et que nous flétrissons à juste titre leur mentalité, beaucoup de Français paraissent disposés à admirer sans nulle réserve, leur façon de procéder en affaires et proclament la nécessité d'imiter servilement leurs tactiques. C'est là tendance contre laquelle on doit se mettre en garde. Il ne faudrait pas oublier, qu'encore qu'elle se fût laissé distancer, la France était hier déjà une grande puissance économique. Il ne faut pas oublier non plus que tout n'est pas également admirable dans les méthodes allemandes. Comme un professeur de l'Université de Lausanne, M. Millioud, l'avait indiqué déjà dans une très remarquable brochure, et comme M. Hauser le fait observer à son tour, la surproduction systématique devait acculer l'Allemagne à un grand conflit international, Or, et les événements présents le prouvent, ce conflit l'expose tout au moins à des risques très graves et peut, dans l'avenir, compromettre singulièrement ses positions. Le système qui conduisait fatalement à de pareils risques ne demeure donc pas à l'abri de tout reproche. De même si les industriels et les commerçants français s'extasient sur l'audace traditionnelle des banques allemandes et réclament de nos établissements de crédit des facilités pareilles, il ne faut pas oublier non plus, comme le marque aussi M. Hauser, que l'audace des financiers germaniques conduisait à une situation essentiellement instable, grosse de cataclysmes possibles dont commerçants et industriels seraient les premiers à pâtir. D'une façon plus générale, on ne saurait perdre de vue que, dans le domaine économique comme dans celui des sciences pures ou des arts, chacun doit adapter ses méthodes à ses ressources propres, comme à son tempérament et à ses traditions. C'est là, surtout, ce que les Allemands avaient su faire. Patients, minutieux, fureteurs, admirables dresseurs de catalogues et d'inventaires, ils établirent l'état complet de leurs moyens, puis étant disciplinés jusqu'à l'extrême, ils ont, pour les utiliser, constitué des organismes rigides où l'individu ne devenait plus guère qu'un rouage. Les Latins qui voudraient se plier à des sujétions pareilles s'y adapteraient fort mal et la

machine grincerait terriblement. Ils sont disciplinés aussi, la France actuelle le prouve, mais sans que la personnalité de l'individu s'annihile dans l'anonymat de la masse. Et s'ils voulaient rompre à cet égard avec leurs habitudes séculaires, ils perdraient leurs qualités propres de spontanéité et d'ingéniosité, sans arriver au parfait automatisme de leurs rivaux. Il faut donc tenir compte de notre tempérament propre comme de notre tournure d'esprit. C'est en agissant de la sorte, que tout en ayant l'air de nous séparer des Allemands, nous profiterons vraiment de leurs leçons.

Nous devrions en profiter aussi en utilisant mieux nos ressources matérielles, car, à cet égard nous avons plus d'un reproche à nous faire. S'agit-il des richesses de notre propre sol; on ne doit pas oublier que nous exportions consciencieusement en Allemagne telles matières premières, — le graphite de Madagascar, par exemple, — pour réimporter ensuite d'Allemagne les objets usinés. N'aurait-il pas été plus simple d'opérer, dès l'origine, la transformation chez nous? Tels industriels qui trouvaient commode d'importer d'Allemagne des produits chimiques tout fabriqués, se sont aperçus, depuis la guerre, qu'ils avaient sous la main tout ce qu'il fallait pour les fabriquer eux-mêmes : n'auraient-ils pas pu et dû le découvrir plus tôt? Nos exportateurs ont maintes fois déclaré qu'ils étaient beaucoup moins renseignés que leurs concurrents germaniques sur les pays étrangers. La chose est possible. Mais M. Hauser signale que, de leur propre aveu, les Allemands tiraient une partie de leur documentation des rapports consulaires français dont ils vantaient, dans l'ensemble, la sûreté et la précision. N'aurait-il pas mieux valu, pour nos exportateurs, dépouiller régulièrement ces mêmes rapports plutôt que de proclamer leur insuffisance, en se dispensant ainsi trop souvent de la peine de les étudier...

Transplanter simplement chez nous les méthodes allemandes serait une solution paresseuse qui, comme toutes ses pareilles, aboutirait à des déboires. Ce sont des efforts très soutenus, mais intelligents et réfléchis, que chaque Français devra faire. Il s'agira de tirer parti d'un enseignement précieux, non de copier un modèle qui demeure malgré tout, un cas particulier et n'est d'ailleurs pas parfait. C'est là, je crois, la conclusion générale qui se dégage de l'excellent ouvrage de M. Hauser. On ne saurait que le remercier de l'avoir mise en lumière. CHRISTIAN SCHEFER.

J.-P. Belin. — *Les relations économiques entre la France et la Grande-Bretagne* (Publication du Comité franco-britannique). Paris, Belin Frères, une br. in-12.

Le Comité franco-britannique, récemment constitué sous la présidence de M. Boutroux, pour étudier les questions qui se posent dans les rapports entre les deux pays et travailler ainsi à resserrer les liens qui les unissent, a pensé très justement que le problème le plus grave était celui des relations économiques. Aussi la première brochure par laquelle il manifeste son existence est-elle un rapport présenté sur ce sujet par M. J.-P. Belin à la *Fédération des Industriels et des Commerçants français.*

Après avoir noté les raisons qui déterminaient avant la guerre l'importance de nos relations commerciales avec l'Angleterre, caractère complémentaire des productions des deux pays d'une part et libre-échangisme anglais, de l'autre, M. Belin se demande si la guerre ne va pas avoir sur ces relations des conséquences importantes. Le principal obstacle qui limitait leur développement était la concurrence allemande. Or, depuis le début des hostilités, un même effort a été fait des deux côtés pour satisfaire, par des productions nationales, aux demandes adressées naguère à l'industrie allemande. La France aura sans doute besoin après la guerre, pour relever ses ruines, de faire appel à l'Angleterre, dont la bonne volonté à notre égard est actuellement manifeste, et notre intérêt nous conseillera d'accepter cette aide, puisque nous pourrons compenser nos importations d'Angleterre par des exportations.

Cependant les tendances économiques nouvelles qui se manifestent en Grande-Bretagne n'y mettraient-elles pas obstacle? M. Belin ne le croit pas. Dans une étude précise et solidement documentée, il explique le caractère et les raisons

de cette orientation qui pousserait nos alliés à prendre des mesures pour se défendre contre l'Allemagne et pour rétablir les conditions normales du commerce vicié par des pratiques déloyales, plutôt que pour se protéger, comme nous l'entendons sur le continent. Si les demandes formulées par les grands groupements d'affaires et soutenues par les conservateurs et par plusieurs libéraux convertis aux idées nouvelles, triomphent des résistances des vieux libres-échangistes, les droits qui frapperaient les produits allemands seraient certainement beaucoup plus élevés que ceux qui atteindraient les nôtres. Nous nous trouverions donc en meilleure posture que nos plus dangereux concurrents. Nous pourrons surtout profiter de cette situation si nous adoptons vis-à-vis de l'Angleterre une politique cordiale, mais ferme, si nous arrivons à faire respecter nos marques que les Allemands copiaient trop souvent et surtout si nous réalisons les réformes sur lesquelles tous nos consuls attirent notre attention, telles que le développement des coopératives agricoles, le choix de bons représentants, le respect du goût des clients, la meilleure organisation du commerce d'exportation.

Chacun de ces points mériterait une étude détaillée qui ne saurait naturellement trouver place dans une brochure d'une cinquantaine de pages. Il faut cependant savoir gré à M. Belin de les avoir tous indiqués, avec autant de netteté que de tact, et c'est pourquoi notamment, son excellent travail doit retenir l'attention de quiconque se préoccupe des problèmes économiques posés par la guerre actuelle. C. S.

A. Delaire. — *Au lendemain de la Victoire.* Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1 vol. in-16 de XVI-379 p. avec cinq cartes, 1916.

Voici, traité par un écrivain français, le même sujet qu'ont étudié deux auteurs anglais, dont nous parlions dans le précédent numéro de la Revue. La méthode suivie, le but proposé sont d'ailleurs fort différents. MM. W. Lyde et E. Fayle se demandaient, avec un effort d'impartialité et d'objectivité scientifique, quelles devaient être les conditions de la paix future, pour satisfaire aux exigences de la géographie, de l'histoire, de l'ethnographie ou de la science politique. M. Delaire ne s'embarrasse pas de pareilles considérations. La paix du monde ne peut être assurée que par la destruction de la puissance allemande, donc il faut détruire l'empire allemand, morceler la Prusse, grouper en des combinaisons nouvelles les états germaniques, leur interdire la formation d'une confédération unique. On pourra trouver que ces solutions sont d'un radicalisme intempérant, et que l'auteur plane fort au-dessus des contingences pratiques et des réalités positives. On aurait tort de conclure que le livre doit être dépourvu de valeur. Les renseignements intéressants y abondent, les souvenirs historiques rappelés sont parfois hautement suggestifs, les données recueillies sur bien des questions difficiles ou peu connues sont précieuses et peuvent être de grande utilité. Citons, par exemple, les pages où est résumée l'histoire des relations entre les deux grands rameaux occidentaux de la race slave, Croates et Serbes, ou les informations apportées sur un projet de partage du Banat de Temesvar arrêté entre la Roumanie et la Serbie. L'exposé des persécutions hongroises en Transylvanie est précis et émouvant. M. Delaire, après une étude approfondie des questions balkaniques, concluait en mars 1915, comme les deux auteurs anglais, à la réalisation prochaine d'une union politique des quatre peuples des Balkans. Ce nous est une nouvelle occasion de protester contre la sévérité dont on a accablé les diplomates qui se sont trompés, et que l'astuce bulgare a bernés et dupés.

On pourra relever quelques autres erreurs, au cours du volume. Les actes des armées allemandes « ont avili la guerre », suivant (dit M. Delaire) une parole de roi (p. 19). Il nous semble bien que le mot est de Kitchener, dans un discours à la Chambre des Lords. — « Les deux duchés ne cessèrent de protester contre la conquête allemande » (p. 86). La chose n'est vraie que du Schleswig. Le Holstein était bien germain de langue, de race et d'aspirations. L'incorporation même à la Prusse n'y a pas soulevé de protestations. — Nous croyons certes, avec notre auteur, que Trieste doit faire retour à l'Italie, mais il a tort de dire (p. 172) que la ville soit en majorité peuplée d'Italiens.

Un plus grave défaut de ce travail c'est que l'auteur n'a pas su s'y affranchir de partis pris politiques, religieux ou philosophiques dont l'intervention souvent inopportune nuit à l'autorité scientifique du livre et entraine souvent l'auteur à de graves injustices. On connaît la thèse, déjà soutenue par Maurras ou Bourget, qui fait remonter à Kant et à Luther la responsabilité de la monstrueuse mentalité des Allemands d'aujourd'hui. L'exposé qu'en donne à son tour M. Delaire ne la rend pas plus convaincante ni plus vraisemblable. Evidemment si Kant a « détruit la loi morale », nous ne sommes pas surpris de lire que Rousseau a commis le même méfait. Une attaque contre M. Denis, à propos de son beau volume *La Guerre*, témoigne d'une forte prévention, et d'une imparfaite compréhension des idées de l'historien. Attribuer au général Picquart une part de responsabilité dans l'affaire des fiches est une criante injustice. Laisser entendre que les actes des ministres André et Picquart ont pu être inspirés par une influence allemande (*is fecit cui prodest*) est une petite perfidie qui dépasse les bornes de la polémique honnête. Nous regrettons ces traces et bien d'autres d'une façon de fanatisme, qui s'oppose à une impartiale appréciation des choses, et au respect de cette union sacrée qui est le premier devoir de notre patriotisme.

M. Maurice Barrès présente l'ouvrage dans quelques lignes de préface, et y résume avec sympathie la vie de M. Delaire qui, dans sa quatre-vingtième année, publiait ce livre, dernière œuvre d'un penseur laborieux et d'un bon Français.

LÉON MOREL.

G. Wampach. — *Ce qu'ils pensaient... Deux témoins : Daniel Frymann, Hermann Fernau.* Paris, Fischbacher, 1 vol. in-16 de XIII-304 p., 1916.

M. Wampach connaît bien l'Allemagne. Il l'a prouvé récemment aux lecteurs de cette Revue en leur présentant, sous un jour très vif et bien ménagé, *Une poignée d'Allemands libéraux.* — On voyait déjà paraître dans son exhibition un des personnages qu'il reprend aujourd'hui en l'étudiant de plus près : Hermann Fernau. — M. Wampach ne connaît pas seulement l'Allemagne des livres. Il a fréquenté les Allemands, et cela se sent, tout au long de ce qu'il écrit. En parlant d'eux, il trouve naturellement le ton ferme, décisif et sans réplique de l'homme qui a vu, senti et compris, et dont le jugement en quelques phrases est tout gonflé d'expériences. Il juge les Allemands sans faiblesse et sans emportement. Il a le mot dur. Il n'a pas de paroles injustes. Aussi bien, son procédé est-il simple et adroit : il laisse parler des Allemands, et note soigneusement leurs dires. Il traduit, ce qui n'est pas trop pour beaucoup de Français qui ont oublié d'apprendre la langue de nos voisins, et il commente quand cela est nécessaire. Son commentaire est sobre, et je sais qu'il me comprendra quand je dirai que les pages les plus éloquentes de son œuvre sont celles où ses « sujets » parlent en liberté.

Ceux-ci sont au nombre de deux. L'auteur aurait pu aisément développer son exhibition. Il le fera sans doute un jour. J'espère que le succès qu'il obtient dès maintenant l'incitera à étendre son entreprise. En choisissant bien ses types, en les classant avec méthode, en expliquant au visiteur, par une pancarte bien rédigée, les origines, l'habitat et les mœurs de chacun d'eux, il pourra constituer un muséum plein d'attractions, et d'une réelle valeur scientifique. Mais nous n'en sommes pas là actuellement; la collection de notre *manager* n'en est qu'à ses débuts. Elle ne se compose que de deux sujets; ils sont, du reste, fort beaux.

Le premier pourrait être catalogué *Germanus devorans.* M. W. l'a découvert à Leipzig, dans la librairie Dieterich, derrière une pile de vingt-cinq mille volumes. Il n'est pas encore parvenu à déterminer exactement ses caractères précis, qui se cachent derrière un pseudonyme mystérieux. Mais, à n'en pas douter, nous sommes ici en présence d'un genre d'une rare férocité, qu'une demi-domestication laisse encore très dangereux pour son propre maître. Si Daniel Frymann n'a pas inventé la « querelle d'Allemand », il l'a, du moins, grandement perfectionnée. Les 270 pages de son factum ne sont qu'une longue diatribe contre l'empereur allemand, allant de l'allusion voilée au discours direct, en passant par toutes les nuances d'un formidable débordement de bile.

Le livre de Frymann fit beaucoup de bruit en Allemagne, avant la guerre. Il était inconnu chez nous. C'est, je crois bien, M. Wampach qui l'a révélé au public français par quelques articles dans la presse quotidienne, à l'automne de 1914. L'ouvrage méritait mieux et ce que l'auteur nous en dit aujourd'hui répondra à peine encore à notre curiosité. Il nous révèle, en effet, une des circonstances les plus décisives et les moins connues du drame actuel : l'opposition formidable qui, depuis une dizaine d'années, montait lentement autour de Guillaume II et qui, finalement, acheva de faire chavirer son jugement déjà si peu solide. Le grand conflit n'est pas sorti seulement d'une situation diplomatique complexe. Il a eu sa principale cause dans l'état d'esprit d'une nation que son gouvernement avait, depuis des années, montée au ton de l'exaspération. Frymann révèle tout cela : conscience de sa force, et culte unique de la violence, appétits de conquête, la vue des proies toutes proches et sans défense, l'idée que seul le souverain empêche la nation de s'élancer, partant, un grand dédain pour lui, et un air de commisération, des allures d'indépendance : l'inquiétude fiévreuse et l'élan mal contenu de la troupe de malandrins, tapie au fond du bois, qui voit passer la diligence sans que le chef donne le signal de l'attaque.

Le second « sujet » de M. Wampach est d'un tout autre type. Il faut le cataloguer *Germanus lambens*. C'est un démocrate. Il admire les institutions françaises. Il en voudrait de pareilles dans son pays. — Méfiez-vous ! il est plus dangereux que l'autre. Voici des siècles que nous le connaissons. C'est lui qui vient chez nous pour épier, copier, et retourner contre ses relations d'un jour des haines séculaires. Il a pris tous les costumes et tous les visages. On le voyait déjà, officier dans les armées de la guerre de Trente ans, s'essayant à baragouiner le français, copiant nos allures et nos modes, faisant de même chez les Espagnols, ridicule, attentif et patient. C'est encore lui qui a préparé, derrière le paravent de l'Allemagne francisée du XVIIIe siècle, le réveil des haines et des passions germaniques du début du XIXe. C'est lui qui, en 1848, a monté le vaste et trompeux décor d'une Allemagne libérale et démocrate, toute prête à tomber dans nos bras. Cet homme n'est pas toujours de mauvaise foi. Il est plus souvent un naïf qui butine pour d'autres. Pour nous, il est dangereux par-dessus tout. C'est la bête apprivoisée qu'on envoie vers la harde libre pour l'attirer dans le piège. Nos démocrates français, toujours en avance d'une parole et en retard de deux informations, n'ont jamais demandé qu'à y tomber. Nous en avons eu, encore récemment, d'illustres exemples. Et c'est pour cela, je le répète, que cet Allemand d'allures décentes et de ton sympathique est cent fois plus dangereux que l'autre, qui agite en écumant sa grosse trique, derrière les barreaux de sa cage. M. C.

W. H. Skaggs. — *German conspiracies in America*. London, Fisher Unwin. 1 vol. in-16 de XXVIII-332 p.

Œuvre d'un Américain. M. Skaggs est originaire de l'Alabama. Il a joué, dans la politique du Sud, depuis 1886, un rôle important, en engageant la lutte contre la corruption électorale, en donnant jadis au Président Harrison un avis retentissant sur l'intervention du gouvernement fédéral dans les États du sud et en menant une active campagne en faveur du développement de l'instruction dans ces régions.

Aujourd'hui, M. Skaggs considère, dans une série de nombreux chapitres, tous les aspects du « problème allemand » tel qu'il se pose aux Américains. On ne trouvera pas dans son œuvre un tableau achevé, qui donne toutes les précisions souhaitables, dans un enchaînement rigoureux des faits et des problèmes. Son travail se ressent de la hâte avec laquelle il a dû être préparé. Ce sont des esquisses qui se succèdent sans beaucoup de suite, et auxquelles on pourra reprocher tantôt un excès de concision, tantôt une abondance un peu journalistique. L'œuvre toutefois mérite une lecture. On y trouvera des faits dignes d'être notés; on y recueillera surtout une opinion américaine dont la sévérité à l'égard de l'Allemagne n'a rien qui doive déplaire ici. On pourrait citer beaucoup dans ce livre. Nous signalerons seulement deux passages.

M. Skaggs donne (p. 140) un exemple singulièrement frappant de l'influence

allemande à Chicago, en citant cet extrait de divers journaux : « L'éloge de l'empereur Guillaume et l'omission de toutes louanges des héros américains ou de ceux d'autres nations dans le livre de lecture usité dans les 4e, 5e, 6e, 7e, et 8e divisions des écoles publiques de Chicago a choqué l'esprit de neutralité de beaucoup d'habitants. Des protestations ont été recueillies aujourd'hui, dans diverses quartiers de la ville. Elles émanaient généralement de parents d'origine polonaise, tchèque, serbe, française et italienne, et réclamaient une enquête tendant à faire disparaître du livre un passage inadmissible pour eux. » — L'auteur ajoute : « Une résolution fut proposée au Bureau de l'Instruction publique, protestant contre l'insertion de l'histoire de l'empereur et réclamant sa suppression. Quoique cette résolution émanât de quatre-vingt-six sociétés, le Bureau refusa de la prendre en considération. Une résolution contraire, provenant du *Deutsch-Amerikanischer Nationalbund* et demandant le maintien de l'histoire fut, au contraire, adoptée, et l'histoire sur le kaiser reste dans le livre employé par les écoles de Chicago. L'hommage du livre de lecture au kaiser renfermait entre autres sottises, ceci : « Il possède ce sens chevaleresque du jeu loyal (*fair play*) qui est, à notre époque, la chose la plus proche d'une religion qu'on puisse rechercher ; il hait la bassesse et le favoritisme et les démasquera partout où il pourra. Il a une propension naturelle vers ce qui est pur, noble et loyal. » — Et M. Skaggs conclut : « Voilà un joli amas de niaiseries à faire lire à des enfants des écoles publiques d'Amérique. Mais il faudrait reviser le livre de lecture, et la nouvelle édition pourrait donner de nouvelles preuves de sens chevaleresque impérial du fair play, qu'on trouverait dans l'histoire de la violation de la neutralité belge et dans les atrocités belges, avec quelques mots au sujet du *Lusitania*. »

Justement à propos du *Lusitania*, M. Skaggs écrit ceci :

« Notre protestation à l'Allemagne au sujet du torpillage du *Lusitania* et d'autres crimes moins odieux contre la vie et la propriété était un document officiel digne et vigoureux, quoiqu'elle contînt des expressions adulatrices complètement inutiles et humiliantes. Elle contenait aussi de vives protestations d'amitié et rappelait longuement la vieille amitié qui unissait les deux pays. Tout cela est conforme aux usages courtois de la diplomatie sinon à la véracité historique. L'Allemagne attendit quelques jours pour répondre à une note très impérative. Quand la réponse arriva, elle fut bien germanique : elle ne portait ni rappels ampoulés de vieille amitié, ni protestations de fidélité. Elle était cassante, sinon réellement blessante dans le fond et dans la forme. Elle ne répondait pas à nos griefs ; elle proposait simplement une enquête sur les faits allégués. Les Allemands ne font pas de platitudes.

« Combien différentes ont été nos relations avec les autres belligérants. Les Alliés ont-ils molesté, emprisonné, maltraité des citoyens américains au début de la guerre ? Les Alliés ont-ils tué un seul citoyen américain ou coulé un seul navire battant le pavillon de l'Union ? A-t-on saisi un seul citoyen ou sujet d'une des nations alliées en flagrant délit de violation de nos lois sur la neutralité ?

« A-t-on pu seulement le soupçonner ? Ont-ils tenu des réunions dans notre pays, pour protester contre les lois ou contre la politique de l'Amerique ? L'ambassadeur, ou tout autre représentant de l'un des Alliés, a-t-il violé les usages diplomatiques ou critiqué, d'une manière quelconque, notre politique extérieure ? — Il n'y a à ces questions, qu'une réponse : Les Alliés n'ont rien fait de tout cela ; les Allemands ont fait tout cela. Dix nations sont engagées dans cette guerre, et chacun des belligérants a une ambassade dans notre pays. Si chaque nation en guerre avait organisé une propagande aussi active que celle de l'Allemagne, si l'ambassadeur de chaque belligérant avait donné autant d'interviews et autant bavardé que l'ambassadeur d'Allemagne, ce pays-ci serait devenu complètement hystérique. Quel est donc l'embarras de l'Allemagne, pour avoir besoin de tant d'avocats en Amérique ? Pourquoi l'activité publique de sa légation a-t-elle donc été nécessaire ? »

Les vérités que constate si éloquemment M. Skaggs semblent avoir frappé maintenant presque toute l'opinion publique de son pays. Il n'en était pas tout à fait de même au moment où il écrivait, et nous devons lui donner acte de sa clairvoyance et de sa courageuse protestation.

Maurice Barrès. — *L'Ame française et la Guerre.* — *Les Saints de la France.* Paris, Émile-Paul, 1 vol. in-12 de 381 pages, 1915.

Alexandre Dumas fils, après 1870, prophétisait que cette guerre serait la dernière, que le « genre humain » allait succéder aux « nations », puis, il ajoutait : « ces choses s'accompliront pour les trois quarts avant la fin du siècle et pour le dernier quart dans la moitié de l'autre ».

Certes, M. Barrès n'a jamais cru à pareille prophétie et toute son existence d'écrivain et d'orateur en a été et en demeure l'éclatante réfutation.

Son livre nouveau, qui s'étend du 1er novembre 1914 au 1er janvier 1915, raconte la période où les Allemands achevèrent de briser dans les Flandres leur force offensive déjà si rudement ébranlée par notre victoire de la Marne. Deux chapitres le divisent : « La Bataille des Flandres — La Guerre de siège ». Ils contiennent une série d'articles, de petites monographies, d'impressions de tout genre sur les gens et sur les choses vus et entendus.

Au milieu de cet assaut souvent brutal de tant de pensées, de sensations toujours renouvelées, l'auteur célèbre notre double armée : celle de l'avant qui oppose à la ruée allemande le rempart infranchissable des poitrines françaises, celle de l'arrière qui met en œuvre les ressources du pays, rend à la vie nationale les mutilés et fait entendre chaque jour des raisons de croire et d'espérer.

Grâce à d'incessantes tournées sur tous les fronts de bataille, par sa pénétration dans tous les milieux jusqu'aux tranchées les plus exposées de première ligne, recueillant de toute part des impressions, puis plongé dans son rude labeur d'apôtre et d'historien, M. Barrès nous donne un raccourci de la guerre et comme la pulsation quotidienne des armées. Son idée se fait chair, peuple, foule, et partout palpitent des âmes, celle des villages ruinés, des « espaces épouvantés », celle des blessés que l'on transporte du champ de bataille à l'ambulance, celle de tant de morts qui peuplent tant de tombeaux.

A mesure qu'on pénètre dans l'ouvrage la vision se précise. Rien que la dévastation et jusque « dans les étangs » on retrouve l'agonie. Il existe des lieux où pas une maison, pas une seule, n'ait été crevée d'obus. Jamais cataclysme de la nature ne produisit de façon aussi méthodique, d'aussi effroyables effets. Il semble que la vie ait quitté les choses et les êtres. Seul le canon gronde au loin sur des murs broyés par des explosions et sur des débris de toute nature gisant là sans nom.

De cette contemplation, de cet effroi, l'auteur dégage une fois de plus de curieuses leçons de force, de simplicité et de sagesse. Ceux qui proclamaient « l'indépendance de la raison affranchie » sont bien obligés de reconnaître la nécessité, la beauté, la supériorité des disciplines généreusement consenties.

Et puis, quel éclatant hommage, quel hymne de reconnaissance pour tous ces héros surgissant par milliers des rangs de notre nation et dont la mémoire témoigne doublement et de leur intense vie spirituelle et de la beauté de leur sacrifice.

Si jamais l'oubli des péripéties du grand duel historique que nous vivons venait à se faire, on trouverait dans l'œuvre de M. Barrès, c'est-à-dire dans ces faits tels qu'ils lui ont apparu, et tels qu'il les a soigneusement et si distinctement notés, tous les détails des incidents et des circonstances, le rôle des hommes et l'évolution des idées qui ont précédé la décision finale. Même si certaines de ses considérations générales n'étaient point confirmées par l'histoire approfondie de la guerre que l'on écrira plus tard, très complètes, très passionnantes et tout à fait utiles demeureront les leçons de ce beau livre écrit par un grand patriote.

H. DE MONTARDY.

ANALYSES

J. Reinach. — *Les Commentaires de Polybe*, cinquième série. Paris, Fasquelle, 1 vol. in-12 de XI-422 p., 1916.

L'auteur poursuit, d'une plume toujours plus souple et plus agile, la belle série des articles qu'il a commencés avec la guerre. Ses feuilletons quotidiens, solidifiés, cristallisés dans un volume qui en développe le long et chatoyant chapelet, gardent un incomparable éclat. On y retrouve le mot frappé, la pensée forte, la tache de couleur, le trait de burin provoqués sur l'heure par l'événement. Le fait est déjà loin, et cette phrase limpide, symétrique et lumineuse le retient, comme l'ambre emprisonne l'insecte de la préhistoire.

E. du Vivier de Streel. — *Une grave question de l'après-guerre.* Paris, 1 broch. in-8 de 23 p., 1916.

L'auteur considère la situation économique dans laquelle la guerre laissera notre pays et constate que l'une des questions les plus graves qu'il aura alors à résoudre sera l'approvisionnement en matières premières de ses industries. Il montre, avec beaucoup de clarté et de force, l'intérêt primordial que la France aura à s'adresser à ses colonies et il esquisse les moyens pratiques d'assurer la collaboration de celles-ci. Cette étude fait ressortir avec une singulière vigueur le rapport étroit qui doit être établi entre le problème colonial et toutes les questions économiques de l'après-guerre. La compétence bien connue de son auteur lui donne une valeur toute particulière.

W.-E. Rappard. — *Notre grande République-sœur. Aperçu sur l'évolution des États-Unis et sur les rapports suisses-américains.* Conférence faite à l'Aula de l'Université de Berne le 14 février 1916. Genève, Sonor, 1 broch., 1916.

M. W.-E. Rappard est professeur à l'Université de Genève. Il a été professeur adjoint à Harvard. C'est dire qu'il est de tous points qualifié pour parler à ses compatriotes de *la Grande République-sœur.* Il a, en effet, réussi, dans cette conférence, à grouper un ensemble de faits d'un très réel intérêt. Ce qu'il dit de l'évolution sociale de l'Union mérite d'attirer l'attention au delà des frontières de la Suisse et il a trouvé, pour le public helvétique en particulier, de curieux rapprochements et des réminiscences précieuses dans l'histoire des deux républiques.

L. H. Grondys, Ph. D. — *The Germans in Belgium. Experiences of a neutral.* New-York, D. Appleton, 1 vol. in-16 de VII-95 p., 1916.

Ce volume est le premier d'une collection dont le *Comité France-Amérique* vient d'entreprendre la publication à New-York, et nous devons, dès l'abord, féliciter le Comité de cette nouvelle initiative, qui ne peut manquer de servir utilement la cause française en Amérique.

M. Grondys est Hollandais. Il a été professeur à l'Institut technique de Dordrecht. En août 1914 il a passé la frontière de son pays pour constater, par lui-même, l'attitude des forces allemandes en Belgique. On trouvera dans le journal qu'il a rédigé une contribution d'un réel intérêt au chapitre le plus noir de la guerre et un tableau singulièrement impressionnant de la vie belge à la fin de 1914.

Félix Frédault. — *L'application de l'impôt sur le revenu (quelques difficultés).* Extrait du *Journal des Écono-*

mistes, 15 mars 1916, 1 broch. in-8, Paris, Alcan.

Brève, nette et intéressante étude sur quelques-unes des difficultés (preuve au cas de déclaration, déductions diverses) que soulève cet étrange impôt sur le revenu ou les contribuables les mieux intentionnés se perdent, sans que les agents de l'administration sachent toujours s'y retrouver. C. D.

Georges Monge. — *Bibliographie rimestrielle de droit international.* Paris, 28, rue Corvisart, 1 broch.

Cette publication, commencée en 1913, peut rendre de grands services à tous ceux qui s'intéressent habituellement ou accidentellement au droit international. Elle donne, tous les trois mois, dans une première partie, une liste, aussi complète que possible, des livres et articles de Revues parus en France sur le droit international; cette liste est méthodiquement dressée selon l'ordre alphabétique des questions traitées. Une seconde partie donne des indications précieuses sur des ouvrages et même des articles de Revues publiés à l'étranger.

C. D.

André Suarès. — *Occident.* Paris, E. Paul, 1 vol. in-18 de 105 p., 1915.

Cet opuscule est un poème en prose qui se termine par un court et mélancolique chant d'amour et de deuil. « On doit prendre parti pour vivre et pour mourir », dit l'auteur. Que les Neutres prennent donc parti s'ils veulent vivre. Ils savent, en effet, que la race germanique tient du sol qu'elle habite et de la position qu'elle occupe un certain nombre de monopoles à l'ombre desquels il n'y a place pour aucun pays vraiment indépendant. Courbées sous ces monopoles, que la guerre a rendus encore plus despotiques, comment les nations neutres qui environnent l'Allemagne ne sentent-elles point que la victoire française apportera à elles-mêmes et à l'Occident la vraie liberté?

« La France a fait l'Occident, et l'Occident fait l'Europe. » Le triomphe de l'Occident vaut bien une décision généreuse qui organisera un centre de toutes les forces de justice, raisonnera les fatalités de l'histoire et établira entre celles-ci le lien d'une volonté sereine.

Ainsi se prolonge dans une prose, tout imagée et pleine des sentiments les plus nobles, cette exhortation aux Neutres dont la passivité, l'égoïsme et l'aveuglement révoltent l'auteur.

« Les Etats n'auront demain d'autres droits que ceux qu'ils tiendront de leurs sacrifices. »

Telle est la conclusion de ce très bienfaisant petit volume et la leçon toute pleine d'opportunité et de justice qui s'en dégage. H M.

Baron Buffin. — *Récits de combattants* (avec préface du baron de Broqueville), Paris, Plon-Nourrit, 1 vol. in-16 de III-363 p., 1916.

Si les ouvrages écrits en l'honneur de la Belgique sont déjà fort nombreux, les récits épisodiques que M. le baron Buffin a recueillis de la bouche même d'officiers et de soldats de l'héroïque armée belge peuvent être considérés comme une fort intéressante contribution à l'histoire de la campagne de Liége à l'Yser.

A travers ces pages souvent émouvantes passent de multiples silhouettes, faites toutes de froide énergie, de courage inébranlable, de calme et de bonne humeur inaltérables. L'historien trouvera moins dans ces récits une documentation cependant précieuse que des témoignages sincères qui l'aideront à écrire une œuvre plus profonde et surtout plus vivante.

André Lédanté.

The Athenæum Subject Index to Periodicals, 1915. Issued at the request of the Council of the Library Association. (The Athenæum Bream's Buildings, Chancery Lane, London.)

Les éditeurs de l'*Athenæum* entreprennent une œuvre bibliographique qui ne peut manquer d'attirer l'attention de tous les chercheurs. L'*Index* composé pour 1915 renfermera 10,000 titres, recueillis dans plus de quatre cents publications périodiques anglaises, américaines ou continentales. Le classement alphabétique des matières est établi sur le modèle de celui de la Bibliothèque du Congrès américain adapté aux nécessités an-

glaises et considérablement développé. Les titres d'une insuffisante clarté sont expliqués par une note.

A. de Lapradelle and Fr. R. Coudert. — *War letters from France.* New-York, Appleton, 1 vol. in-16 de x-108 p., 1916.

Cette publication est faite par les soins du Comité France-Amérique. Elle a pour but de faire mieux connaître au public américain le sentiment et l'attitude de tous les Français dans la guerre actuelle. L'origine et le but de l'ouvrage sont fort bien exposés dans une préface qui porte la signature de M. de Lapradelle. Les lettres de ce petit recueil, nous les avons déjà toutes lues. Nos journaux, nos revues, de nombreux livres, nous ont souvent livré des morceaux du même ton émouvant et simple, où l'âme claire et vibrante de nos concitoyens coulait à pleins bords. Mais il fallait que ce flot limpide et éclatant aille jusqu'aux lointaines Amériques. Le soin pieux des deux éditeurs y a veillé, et leur œuvre est hautement louable.

Yves Guyot. — *Les causes et les conséquences de la guerre*, 2e édition, avec préface nouvelle. Paris, Alcan, 1 vol. in-8 de xxv-422 p., 1916.

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler à nos lecteurs cet important ouvrage, lors de son apparition et d'en dire tout le mérite (voir t. XXXIV, p. 513). Cette réédition rapide en est la meilleure preuve.

TABLES DES MATIÈRES

DU

TOME TRENTE-CINQUIÈME

(1er semestre 1916.)

I. — ARTICLES ORIGINAUX

Barbizet (Jean). — Nos grandes colonies et la guerre. Tunisie. . . 172
Brenier (Henri). — Nos grandes colonies et la guerre. Indochine. . 145
Chuquet (Arthur). — L' « héroïque » Allemagne. 24
Cloarec (Paul). — La guerre sur mer. 64
Colson (Cl.) — La valeur scientifique et pratique de l'Économie politique. 1
Courant (Maurice). — La politique du Japon pendant la première année de la guerre européenne. 40
Dubern (E. B.). — Les projets d'union économique entre les alliés dans l'hiver 1915-1916. 363
Dupuis (Charles). — L'Allemagne et le Droit des gens. 238
Lorin (Henri). — L'Amérique latine en 1915. 186
Malleterre (G[1]). — Les opérations de la guerre en 1914. — II. De Charleroi à la Marne. 90
— III. La victoire de la Marne. 224
P. Ch. — Madame de Staël et la Russie. 353
Piot (Stéphane). — La crise nationale italienne. — De la neutralité à l'ultimatum (avril 1914-mai 1915) 319
Rain (Pierre). — Les pangermanistes et la guerre 341
Renault (Louis). — La nouvelle législation du Protectorat français du Maroc. 303
Vidal de la Blache (Paul). — Exode et immigration en Alsace-Lorraine 308
Wampach (G.). — Une poignée d'Allemands libéraux 204

II. — VARIÉTÉS

A. M. — A propos de la taxation des vivres en Allemagne. 255
Caudel (M.). — De la constance ès calamitez publiques. 248
Chuquet (Arthur). — Paris en 1810. 377
Combes de Patris (B.) — La leçon de Waterloo 403
Eichthal (E. d'). — La taxation des vivres en Allemagne d'après un auteur anglais 108
Leger (Louis). — La Transylvanie roumaine. 399
M. C. — Un autre « morceau de papier ». 411

Morel (**Léon**). — La guerre : responsabilités personnelles et causes fatales 111
V. H. — Les manœuvres allemandes aux États-Unis : Herr Dernburg u Cº 121

III. — COMPTES RENDUS CRITIQUES ET ANALYSES

ALBIN (PIERRE). — La guerre allemande : d'Agadir à Sarajevo (**A. V.**). 423
ALLEN (J. W.). — The Danger of peace 265
ALVAREZ (ALEJANDRO). — La grande guerre européenne et la neutralité du Chili (**C. D.**). 286
ASHMEAD-BARTLETT'S. — Despatches from the Dardanelles 297
Athenæum (the) subject Index to Periodicals (1915). 448
AUBRY (ABBÉ A.). — Ma captivité en Allemagne (**H. M.**). 438
BALCANICUS. — La Bulgarie. Ses ambitions et sa trahison (**R. D.**). . 267
BARRÈS (MAURICE). — L'âme française et la guerre (**H. de Montardy**). 446
BARTHÉLEMY (JOSEPH). — Les institutions politiques de l'Allemagne contemporaine (**M. C.**) 426
BELIN (J.-P.). — Les relations économiques entre la France et la Grande-Bretagne (**C. S.**). 441
BELLET (D.). — Mentalité teutonne 435
BOUBÉE (JOSEPH). — La Belgique loyale, héroïque et malheureuse (**C. D.**). 422
BRO DE COMÈRES (Bºⁿ HENRY). — Mémoires du général Bro (1796-1844). (**G. W.**) 438
BUFFIN (Bºⁿ). — Récits de combattants (**A. Lédanté**) 448
Carnet de route d'un officier d'alpins (**P. R.**) 281
CASSI (GELLIO). — Il Mare Adriatico (**J. V.**). 277
CESTRE (CH.). — L'Angleterre et la guerre (**Ch. Bastide**) 428
CHENU (CHARLES). — De l'arrière à l'avant, chronique de la guerre (**H. M.**) 301
CHUQUET (A.). — Prouesses allemandes (**P. R.**) 429
COLIN (Cˡ). — Les grandes batailles de l'histoire (**H. M.**) 299
COMBES DE PATRIS (B.). — Souvenirs de Valmy (1915). 144
COUBÉ (S.). — Alsace-Lorraine et France rhénane (**P. R.**). 137
DASCOVICI (N.). — La question du Bosphore et des Dardanelles (**P. R.**). 135
DASTRE (A.). — La vie et la mort (**H. M.**). 299
DAUDET (LÉON). — L'entre-deux guerres (**H. M.**) 139
DELABROUSSE (L.). — Joseph Magnin et son temps 141
DELAIRE (A.). — Au lendemain de la victoire (**Léon Morel**). 442
DESCUBES (BERNARD). — Mon carnet d'éclaireur (**H. M.**). 142
DESTRÉES (JULES). — L'effort britannique 437
DEVAUX (Cⁿᵉ). — Deux ans dans le Haut-Oubangui 144
Du Pont, Talleyrand and the French spoliations 297
DUPUIS (CHARLES). — L'Avenir du Droit international. 298
DU VIVIER DE STREEL (E.). — Une grave question de l'après-guerre. . 447
EVESQUE (MAURICE). — Le moratorium des dépôts en banque et des comptes courants (**M. Dewavrin**) 294
FAUCHILLE (PAUL). — La guerre de 1914. Recueil de documents intéressant le droit international (**C. D.**). 300
FAURE (GABRIEL). — Paysages de guerre (**H. M.**). 142
FAYLE (C. E.). — The great settlement (**L. Morel**). 260
FRAPIÉ (LÉON). — Les contes de la guerre (**H. M.**). 142

FRÉDAULT (F.). — L'application de l'impôt sur le revenu (quelques difficultés) (**G. D.**) 447
GAILLARD (G.). — Culture et Kultur (**R. D.**) 270
GINISTY (PAUL). — Les artistes morts pour la patrie 297
GŒDORP (VICTOR). — La guerre de tranchées il y a soixante ans (**P. B.**). 435
GRONDYS (L. H.). — The Germans in Belgium. Experiences of a neutral. 447
GUIHÉNEUC (O.). — Dreadnought ou submersible. 128
GUYOT (YVES). — Les causes et les conséquences de la guerre. . . . 449
HAUSER (HENRI). — Les méthodes allemandes d'expansion économique (**Christian Schefer**). 439
HENNEBOIS (CH.). — Journal d'un grand blessé (**H. de Montardy**) . 435
HILMER (PAUL-ALBERT). — France-Alsace (**P. R.**). 301
HOPKINS (F. G.). — V. WOOD. . . . . .
HUBERT (LUCIEN). — L'effort brisé (**E. B. D.**). 298
Impressions de guerre de prêtres soldats (**H. de Montardy**) 285
Italie (L'.) et la guerre, d'après le témoignage de ses hommes d'Etat (**S. P.**). 432
JEHAY (Cte Fr. de). — L'invasion du Grand-Duché de Luxembourg en 1914 (**G. W.**) 431
JÈZE (GASTON). — Les finances de guerre de la France (**Henry Schuler**). 292
— . — Les principes généraux du droit administratif (**M. Evesque**) 292
JOHANNET (RENÉ). — La conversion d'un catholique germanophile (**G. W.**) 272
JOLLIVET (G.). — Trois mois de guerre 144
LACHAPELLE (G.). — Nos finances pendant la guerre 141
LANDRY (A.). — Notre commerce d'exportation avant, pendant et après la guerre (**Eug. B. Dubern**). 275
LANESSAN (J.-L. DE). — Introduction à la guerre de 1914 (**René Dollot**) 269
LANGENHOVE (F. VAN). — Comment naît un cycle de légendes. Francs-tireurs et atrocités en Belgique (**C. D.**) 418
LAPRADELLE (M. DE) et F. R. COUDERT. — War Letters from France . 449
LARNAUDE (F.). — Les Sciences juridiques et politiques (**E. d'Eichthal**). 287
LE BON (Dr). — Enseignements psychologiques de la guerre européenne (**H. de Montardy**) 274
LEGER (LOUIS). — La liquidation de l'Autriche-Hongrie. 129
LELEUX (CHARLES). — Feuilles de route d'un ambulancier (**P. R.**) . . 281
LENOTRE (G.). — Prussiens d'hier et de toujours (**M. Duhamel**) . . 278
LEROY-BEAULIEU (PAUL). — La guerre de 1914 vue en son cours (**Eug. B. Dubern**) 127
LOTE. — Germania. L'Allemagne et l'Autriche dans la civilisation et l'histoire (**A. Lédanté**) 284
LUCHAIRE (J.). — Les Démocraties italiennes. 130
LUMET (LOUIS). — La défense nationale. Un an de guerre (**H. M.**). . 299
LYDE (L. W.). — Some frontiers of to morrow (**L. Morel**) 260
MALLETERRE (général). — De la Marne à l'Yser (**Lt Duhamel**). . . . 424
MALO (HENRI). — Le Drame des Flandres (**B. Combes de Patris**) . 143
MARCU (M.). — Ce que les Juifs roumains doivent à la Prusse . . . 301
MARIOTT (J. A. R.) And C. G. ROBERTSON. — The evolution of Prussia (**Ch. Bastide**) 277
MARVAUD (A.). — L'Espagne au XXe siècle (**M. C.**) 129
MASSON (A.). — L'invasion des Barbares 143

MATHIEZ (A.). — La victoire en l'an II. Esquisses historiques sur la défense nationale (**P. Rain**) 284
MAUGAIN (GABRIEL). — L'opinion italienne et l'intervention de l'Italie dans la guerre actuelle (**S. P.**). 432
MONGE (GEORGES). — Bibliographie trimestrielle de Droit international (**C. D.**). 448
MOUTRAN (NADRA). — La Syrie de demain (**R. D.**) 430
NEWTON (W. DOUGLAS). — The undying Story (**Ch. Bastide**) 429
OLLIVIER (EMILE). — Philosophie d'une guerre (1870) (**H. de Montardy**) 433
PELISSIER (JEAN). — L'Europe sous la menace allemande en 1914 (**B. Combes de Patris**). 144
PERRIER (EDMOND). — France et Allemagne (**H. de Montardy**). . . 139
PINGAUD (A.). — L'Italie depuis 1870 (**P. R.**). 134
PLUMON (E.). — La vérité sur la guerre 143
PONTI (ETTORE). — La guerra dei Popoli e la futura Confederazione europea secondo un metodo analogico-storico (**J. V.**) 278
PRINCE (MORTON). — La psychologie du Kaiser (**V. H. F.**) 273
Pro Lithuania (P. Ch.). 133
PSICHARI (ERNEST). — L'appel des armes 297
RAPPARD (W. E.). — Notre grande république sœur. Aperçu sur l'évolution des États-Unis et sur les rapports suisses-américains. . . . 447
Rapports sur la violation du droit des gens en Belgique (**C. D.**) . . . 283
REINACH (JOSEPH). — Les commentaires de Polybe, quatrième et cinquième séries. 143, 447
— — Récits et portraits contemporains (**H. de Montardy**) . 266
REYNAUD (L.). — Histoire générale de l'influence française en Allemagne (**G. W.**). 271
ROBERTSON (G. GRANT). V. MARRIOTT.
ROUPNEL (G.). — Une guerre d'usure : la guerre de sécession 298
ROUSSEAU (A.). — L'action des alliés sur les mers 297
SAINÉAN (L.). — L'argot des tranchées. 143
SA'VIANNA. — Qui a provoqué la conflagration européenne (**C. D.**). . 279
SAYOUS (A.-E.). — Les effets du blocus économique de l'Allemagne (**Eug. B. Dubern**). 131
SÉCHÉ (ALPHONSE). — Les guerres d'enfer (**Henri Myles**) 282
SEIGNOBOS (CH.). — 1815-1915 : du Congrès de Vienne à la guerre de 1914 (**P. R.**) 137
SHARP (W. G.) et G. HANOTAUX. — Le secours américain en France. . 299
SILVESTRE (J.). — L'insurrection de Gia-Dinh. La révolte de Khôi (1832-1834) 300
SINGER (ARTHUR). — Histoire de la Triple-Alliance (**C. S.**) 128
SKAGGS (W. H.). — German conspiracies in America. 444
SOMVILLE (G.). — Vers Liége (**P. R.**) 136
SONA (E.). — La vérité sur la guerre (**E. B. D.**) 298
STEED (H. W.). — L'effort anglais. 436
SUARÈS (ANDRÉ). — Occident (**H. M.**). 448
Tables bibliographiques bimensuelles de la librairie française. . . . 143
TAFT (W. H.). — Popular government (**M. C.**). 290
TANGORRA (VINCENZO). — Trattato della Scienza della Financia (**D. Zolla**) 298
TUDESQ (ANDRÉ). — Choses vues. Sur les champs de bataille (**H. de Montardy**). 138

VIOLATIONS (LES) des lois de la guerre par l'Allemagne (**C. D.**) . . . 283
WAMPACH (G.). — Ce qu'ils pensaient... Deux témoins : Daniel Frymann, Hermann Fernau (**M. C.**) 443
WAXWEILER (EMILE). — Le Procès de la neutralité belge (**C. D.**). . . 421
WETTERLÉ (ABBÉ). — Ce qu'était l'Alsace-Lorraine et ce qu'elle sera (**P. R.**). 280
— — L'Allemagne qu'on voyait et celle qu'on ne voyait pas (**P. R.**). 300
WHARTON (EDITH). — Fighting France (**Ch. Bastide**) 275
WHITE (J. W.) — America and Germany (**M. C.**). 264
WITT (A PARKE DE). — The progressive movement (**M. Caudel**) . . 288
WOOD (T. B.) et F. G. HOPKINS. — Food economy in war time (**E. d'Eichthal**) 127

Le propriétaire-gérant : FÉLIX ALCAN.

Coulommiers. — Imp. PAUL BRODARD.